P

ASSEMBLÉE NATIONALE

RECUEIL

des textes authentiques

DES

PROGRAMMES

ET

ENGAGEMENTS ÉLECTORAUX

des Députés proclamés élus

à la suite des élections générales

des 23 et 30 Juin 1968

DRESSÉ PAR LES SOINS
DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TOME II

Morbihan à Territoire de Belfort
Départements d'Outre-Mer
Territoires d'Outre-Mer

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1970

RECUEIL

[illegible]

PROGRAMMES

[illegible]

ENGAGEMENTS ÉLECTORAUX

[illegible]

[illegible]

des 23 et 30 juin 1968

[illegible]

[illegible]

TOME II

[illegible]

[illegible]

[illegible]

[illegible]

PARIS

[illegible]

ASSEMBLÉE NATIONALE

RECUEIL
des textes authentiques
DES
PROGRAMMES
ET
ENGAGEMENTS ÉLECTORAUX

des Députés proclamés élus

à la suite des élections générales

des 23 et 30 Juin 1968

DRESSÉ PAR LES SOINS
DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

TOME II

Morbihan à Territoire de Belfort
Départements d'Outre-Mer
Territoires d'Outre-Mer

PARIS
IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE
—
1970

AVANT-PROPOS

Il est de tradition, à chaque publication du « Barodet », d'en rappeler l'origine, d'insister sur sa continuité et de souligner les nouveautés en sa présentation.

Nous ne faillirons pas à la coutume.

Toutefois nous croyons intéressant de préciser l'évolution de ce recueil quant à son utilité et quant au processus de son élaboration.

En septembre 1881 M. Barodet fit une adroite réponse à un discours assez opportuniste prononcé par Gambetta en demandant la rédaction d'un cahier des professions de foi des nouveaux élus qui déterminerait « la nature et la portée des réformes réclamées par le pays ».

Cette proposition, qui évoquait les cahiers de doléances du passé, fut, après des fortunes diverses, adoptée finalement le 7 février 1882.

Dans la conception première, rappelons-le comme en 1967, le recueil était l'annexe d'un rapport établi, dans chaque législature, par une Commission de 22 membres, nommée pour opérer le dépouillement des professions de foi et programmes électoraux et dresser un tableau des vœux et volontés qui y étaient exprimés.

Peu à peu les rapports de la Commission apparurent moins intéressants, moins nécessaires que les annexes qui rassemblaient convictions et programmes.

La Chambre des Députés, le 8 juin 1939, renonça à nommer la Commission de 22 membres et adopta une résolution qui remettait désormais au Secrétariat général le soin d'établir ce recueil.

C'est aujourd'hui l'objet de l'article 161 du Règlement. C'est donc en vertu de ce texte que sont publiés ci-après les programmes de tous les candidats qui ont été proclamés élus à la suite des élections générales des 23 et 30 juin 1968.

Ajoutons qu'en vertu d'une décision prise par le Président de l'Assemblée Nationale en novembre 1966, après l'indication de chaque circonscription électorale de la métropole et des D.O.M., est mentionnée la composition de la circonscription telle qu'elle est déterminée dans le tableau annexé à l'article L 125 du Code électoral.

*
* *

On trouvera, à la fin du tome II du présent recueil, la liste alphabétique des Députés proclamés élus avec l'indication du département qu'ils représentent.

ABRÉVIATIONS

C	Groupe communiste.
F.G.D.S.	Groupe de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.
P.D.M.	Groupe Progrès et démocratie moderne.
R.I.	Groupe des Républicains indépendants.
U.D.R.	Groupe d'Union des démocrates pour la République.

NOTA

Les initiales indiquent le groupe politique auquel l'élu s'est inscrit au début de la législature.

MORBIHAN

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Allaire, Muzillac, Questembert, la Roche-Bernard, Rochefort-en-Terre, Sarzeau, Vannes-Est, Vannes-Ouest.

M. Raymond MARCELLIN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Mesdames, Messieurs,

Dans les circonstances difficiles que la France traverse, le Chef de l'Etat m'a demandé d'assumer la fonction de Ministre de l'Intérieur.

Responsable du maintien de l'ordre public et de la liberté des élections, j'ai le devoir pendant cette période critique de demeurer à mon poste à Paris. Je le regrette vivement car je ne pourrai pas visiter chacune des communes ainsi que j'en avais l'habitude et cela me privera du plaisir d'entrer en relation avec vous et de rencontrer les nombreux amis qui m'ont toujours fait l'honneur de m'apporter un soutien fidèle dont je leur suis reconnaissant.

Quelques objectifs conditionnent aujourd'hui notre avenir :

La légalité républicaine doit l'emporter.

Des groupes révolutionnaires qui existent dans toute l'Europe, mais qui sont aujourd'hui particulièrement virulents en France s'efforcent de s'emparer illégalement du pouvoir.

Leur but : le totalitarisme,

Leur moyen : la violence,

Il faut par une action efficace, les mettre hors d'état de nuire.

Accélérer l'équipement et le développement du Morbihan

Il s'agit ici, par une action persévérante et tenace, d'accroître les résultats et de multiplier les réalisations.

Ministre de la Santé publique et de la population, j'ai pu doter notre département d'un meilleur équipement en maisons de retraite, établissements pour l'enfance inadaptée, en écoles d'infirmières et en services hospitaliers.

Ministre de l'Aménagement du Territoire, j'ai été l'initiateur des zones de rénovation rurale. Ce nouveau régime a permis de donner à la Bretagne des avantages considérables :

— 62 millions de crédits d'équipement supplémentaire en 1968 ;

— bénéfice de l'indemnité viagère de départ accordée aux agriculteurs dès l'âge de 60 ans ;

— augmentation en nombre et en valeur des bourses attribuées aux enfants d'agriculteurs ;

— amélioration considérable du régime des prêts aux artisans ;

— majoration des primes attribuées aux industries créant des emplois ;

— droit aux subventions pour création d'emplois étendu aux petites entreprises.

L'application du décret créant les zones de rénovation rurale permettra, par des actions spécifiques dans tous les domaines de l'activité économique bretonne et par des équipements judicieusement choisis, de mettre la Bretagne à égalité avec les autres régions pour la compétition économique nationale et internationale.

L'industrialisation est un de mes objectifs essentiels.

J'ai confirmé la vocation électronique de la Bretagne en décidant la décentralisation à Rennes de nos trois grandes écoles supérieures d'électronique. Il en résultera un effet d'entraînement industriel sur nos quatre départements.

Michelin vient de s'étendre à Vannes ; la reconversion d'Hennebont est réussie par la création de 2.500 emplois d'avenir qui remplacent 1.358 emplois périmés.

A Redon, un effort prioritaire doit être réalisé pour la création d'emplois dans l'intérêt de plusieurs cantons de notre département. Je m'y emploie en accord avec le député et le maire de cette ville.

En 1960, j'ai pu obtenir le financement du barrage d'Arzal et de l'aménagement de la Vilaine. Les résultats sont sous vos yeux.

Depuis deux ans, le Morbihan est le département de France qui obtient le plus de crédits pour son développement rural (adduction d'eau, remembrement, etc.).

Appuyé par les organisations professionnelles agricoles et par le Conseil général, j'ai lancé un plan départemental de l'élevage.

D'incessantes actions nouvelles doivent être menées afin d'augmenter la capacité économique de notre département et ainsi le niveau de vie de la population. Le levier des zones de rénovation rurale devra être utilisé avec énergie.

Reprendre la route de l'expansion et du progrès social.

Après la crise qui vient de secouer le pays, il convient, avec une volonté opiniâtre, de remettre l'économie en marche dans le respect des grands équilibres financiers : budget, balance des comptes, etc. ; l'expansion économique, le progrès social et la valeur de la monnaie sont intimement liés. Une augmentation du produit intérieur brut de 5,5 % doit être atteinte et permettra une augmentation réelle du pouvoir d'achat de chaque catégorie sociale et professionnelle. Il faut surtout s'attacher à égaliser dans le Marché commun les charges qui pèsent sur les entreprises pour que la concurrence ne soit pas faussée.

L'application loyale du Marché commun exige que l'agriculture française y trouve toute sa part. Notre Ministre de l'Agriculture vient de faire triompher à Bruxelles cette thèse en obtenant la revalorisation des prix des produits laitiers et de la viande bovine. Pour le porc un prélèvement supplémentaire vient d'être institué sur toutes les importations ce qui aidera au nécessaire soutien des prix à la production qui doit être renforcé dans les régions telles que la nôtre.

Bien entendu, tous les aspects de notre économie morbihannaise doivent faire l'objet d'efforts incessants et clairvoyants, qu'il s'agisse des équipements d'infrastructure (routes, télécommunications, liaisons ferroviaires ou aériennes) ou d'activités traditionnelles telles que la pêche, l'ostréiculture, le tourisme, etc.

Mesdames, Messieurs, chers amis, une grande mission attend les élus du peuple : elle est de défendre la République et nos libertés contre la violence et le totalitarisme. Elle est de promouvoir un progrès et une justice sociale qui tiennent compte de l'intérêt des familles, des communes et de tous les Français, surtout des plus défa-

vorisés. Notre idéal est de créer une communauté où chacun se sente à l'aise et bénéficie des fruits de son travail grâce à une expansion continue.

L'opposition a pactisé avec les forces du désordre.

Pour l'avenir de notre pays et du Morbihan, je vous demande de vous opposer à la révolution, au communisme totalitaire et à ses complices et de défendre la République et toutes nos libertés:

RAYMOND MARCELLIN

Ministre de l'Intérieur
Président du Conseil général du Morbihan
Conseiller général du canton de Sarzeau
Maire de Vannes

Candidat de l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

JEAN GRIMAUD

Maire de Questembert

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Auray, Belle-Ile, Belz, Pluvigner, Port-Louis, Quiberon.

M. Christian BONNET

(Candidat indépendant pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Chers électrices, chers électeurs,

Les 27, 28 et 29 mai, dans un Paris couvert de drapeaux rouges ou noirs, la France paraissait n'avoir le choix qu'entre le spectre hideux de la guerre civile d'Espagne, avec son million de morts, et la venue d'un Gouvernement dit « populaire à participation communiste », c'est-à-dire, en fait, à domination communiste.

Le jeudi 30 mai, à l'appel d'un général de Gaulle retrouvé, le pays s'est ressaisi, mais la situation ne sera tout à fait claire qu'après votre vote.

∴

Au-delà de l'anarchie créée par les erreurs des uns et les excès des autres, nous avons le devoir de discerner dans le vaste mouvement de ces dernières semaines des aspirations légitimes à de profondes réformes.

Les Français aspirent, en premier lieu, à prendre plus de responsabilités dans les décisions qui les intéressent, et ils ont raison.

Ayant toujours pratiqué le dialogue, ayant toujours tenu ouverte la porte de mes permanences, exerçant ma mission de conseiller général en équipe avec les

maires de mon canton, et ne prenant jamais une décision sur un permis de construire sans en avoir parlé à tous mes adjoints et collaborateurs de la commune, je comprends et approuve cette volonté de participation à tous les échelons : le Gouvernement, qui l'a trop longtemps négligée, se doit désormais d'en tenir compte.

Les Français aspirent aussi à une société plus humaine ou règne plus de justice entre les hommes et entre les régions.

Cette aspiration, elle a toujours été le fondement de mon action publique : maintes et maintes fois, j'ai affirmé à la tribune de l'Assemblée qu'une politique sociale ne consistait pas à donner plus que le nécessaire à ceux qui l'ont déjà, mais d'abord et surtout, l'indispensable à ceux qui ne l'ont pas.

Plus de justice entre les hommes...

Cela me conduit à condamner les augmentations de salaires en pourcentage égal à tous les échelons, et à continuer à considérer que mon premier devoir est de défendre inlassablement les droits des plus humbles, des plus défavorisés, des plus modestes, de tous ceux que l'on a tendance à oublier parce qu'ils n'ont pas, comme d'autres, les moyens de se faire entendre bruyamment.

Ce devoir est d'autant plus impérieux que la hausse des prix et la diminution de la valeur de la monnaie, qu'aucun Gouvernement, ne pourra, cette fois encore éviter (mais seulement limiter), ont toujours, jusqu'ici pesé sur les pensionnés, les veuves, les handicapés physiques, les rentiers-viagers, et ceux des anciens combattants qui ont des ressources modestes : tout doit être fait pour qu'il n'en soit pas ainsi cette fois.

Pour la sécurité sociale, si certains vous disent que la collectivité peut assurer à tout le monde la santé gratuite, depuis le rhume de cerveau jusqu'à la greffe du cœur, ne les croyez pas : ils sont mal informés ou de mauvaise foi, et l'exemple de l'Angleterre, qui vient de renoncer à cette illusion sous un Gouvernement travailliste, en apporte la preuve.

Mais je dirai demain, comme je l'ai dit dès hier à la tribune (*J.O.* du 25 octobre 1967), que la réforme de l'an dernier était injuste, et qu'il faut distinguer entre les Français aux ressources modestes, qui doivent bénéficier des remboursements sans réserve et ceux, plus favorisés, qui ne doivent être couverts que pour des risques importants.

Plus de justice entre les hommes, mais aussi entre les régions.

Récemment, comme l'Auvergne, la Bretagne a été déclarée zone de rénovation rurale, et d'excellentes mesures ont été prises pour l'indemnité viagère de départ (avancée de 5 ans), pour les bourses des enfants de cultivateurs (majorées d'une ou plusieurs parts), pour les prêts aux artisans (5 millions d'anciens francs à 3 % sur 30 ans), pour les créations d'emplois si nécessaires à nos jeunes (prime donnée à partir de 6 emplois au lieu de 30 auparavant), pour les aménagements routiers, pour la prime d'équipement hôtelier, etc.

D'autres mesures ont été formellement promises, à bref délai, au CELIB, par le Premier Ministre, le vendredi 31 mai. Cet engagement sera tenu car, pour la première fois, la Bretagne est de loin la province qui compte le plus de Ministres (4 sur 29, quand notre population ne représente que un vingtième de la France).

Et si tout cela vous apparaît encore insuffisant, sachez qu'à Paris, les élus de Bretagne sont jalousés par ceux de presque toutes les autres régions pour les décisions qu'ils obtiennent : si vous étiez un cultivateur vendéen, seriez-vous satisfait que l'I.V.D. soit accordée à 60 ans en Bretagne et à 65 ans en Vendée ?

Les Français aspirent enfin à faire entendre raison au Gouvernement et à l'administration sur certains points précis avec l'appui de leurs élus.

Il est désolant qu'il ait fallu tant de violences pour obtenir un salaire minimum garanti décent sans abattement de zone, l'intégration progressive de l'indemnité de résidence dans le calcul du droit à la retraite, l'application loyale aux personnels

civils de la Défense nationale du décret de 1951, et une diminution de 5 % du ticket modérateur applicable aux dépenses médicales.

Mais il faut maintenant, dans le calme, faire admettre à l'Administration que le régime de subvention aux bâtiments d'élevage ne doit pas changer tous les huit jours, que le retard des primes à la construction doit être comblé, que les forfaits des artisans du bâtiment ne doivent plus être basés sur le nombre de leurs ouvriers.

Il faut obtenir que les indemnités de résidence de la fonction publique soient progressivement alignées sur celles de Paris, que les iliens de l'Atlantique soient traités comme les Corses, que le rayonnement de la langue et de la culture bretonnes soit favorisé.

Il faut que nos pêches maritimes, en grande difficulté, soient défendues avec férocité à Bruxelles, que des accommodements soient trouvés avec nos partenaires européens pour le soutien du cours du porc, que soit revue la réglementation grotesque qui freine la construction en zone rurale, et que soient interdits, dans l'Agriculture, les cumuls abusifs.

Il faut, enfin, que notre enseignement soit adapté raisonnablement aux réalités du monde d'aujourd'hui.

⁂

Mais rien de tout cela ne sera possible si, demain, une de ces démocraties populaires qui ignorent le droit de grève s'installe en France pour y faire notre malheur, à travers un système policier et une faillite économique contre lesquels se révoltent aujourd'hui les peuples qui en souffrent de l'autre côté du rideau de fer depuis plus de vingt ans.

Avec Mme Stephan, élue l'an dernier conseiller général de Port-Louis, je lutterai de toutes mes forces contre cette menace. Pour nous en effet, la dictature qu'elle soit rouge ou blanche, est haïssable : je hais l'intolérance, le fanatisme, la violence, et même l'esprit partisan, d'où qu'ils viennent.

Très conscient des erreurs commises hier, malgré les avertissements des élus, par un pouvoir trop sûr de lui, mais sachant aussi d'où vient aujourd'hui la menace contre la République, je vous dis ma conviction que c'est vers le général de Gaulle qu'il faut se tourner pour la défendre.

Christian BONNET

Maire de Carnac
Conseiller général
Membre de la C.O.D.E.R.
Député sortant

Candidat Indépendant pour la défense de la République

Remplaçante éventuelle :

Yvonne STEPHAN

Maire de Port-Louis
Conseiller général

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Baud, Elven, Grand-Champ, Locminé, Pontivy, Rohan, Saint-Jean-Brévelay.

M. Hervé LAUDRIN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

La France vient de vivre, du 17 au 30 mai, des journées dramatiques où la liberté, le travail, l'ordre et la paix civique ont été et demeurent gravement menacés.

Derrière le drapeau rouge et le drapeau noir s'avancent les deux puissances totalitaires du moment : les communistes et les « chinois », ennemis déterminés qui se battent à coups de surenchères sur le dos de la France et du monde en attendant le grand affrontement.

La Fédération de la gauche que M. Mitterrand vient de discréditer, est prisonnière de l'appareil et de la force du Parti communiste.

***

Le peuple dans son immence majorité a été saisi de stupeur et d'angoisse devant les violences et la misère.

Il demeure attaché, par tradition et par sentiment, au seul drapeau tricolore, porteur de fraternité et de paix.

A l'heure où s'imposent les vigoureuses réformes qui changeront le visage de l'Université, du monde des villes et des campagnes, il est indispensable que chaque citoyen — à son poste — prenant conscience des événements, fasse son choix électoral,

qu'il se rallie au candidat en mesure de forger un avenir nouveau, dans le respect de la liberté et de la paix.

Vous me connaissez,

homme né sur ce coin de terre, d'une race fidèle à sa région et à ses horizons, au courant des problèmes de nos paysans et de nos artisans, de nos communes et de nos industries,

Je sollicite de nouveau vos suffrages et, face à toutes les violences et à toutes les injustices, je défendrai avec vous la République et la liberté.

Je me mets à la disposition de tous.

Abbé Hervé LAUDRIN
Député sortant
Conseiller général — Maire de Locminé
Membre du Parlement européen

Remplaçant éventuel :

Yves LE QUÉRÉ

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : la Gacilly, Guer, Josselin, Malestroit, Mauron, Ploërmel, la Trinité-Porhoët.

M. Yves du HALGOUET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 23 juin 1968

(R.I.)

Electrices, électeurs,

Le 30 mai 1968, le général de Gaulle a brisé la tentative insurrectionnelle qui, à partir de l'étranger, déchaînait les drapeaux rouges et noirs dans les rues de la capitale.

Hier et aujourd'hui comme demain, vous lui gardez votre confiance et lui donnerez votre appui pour que la France reprenne vie dans l'ordre et le progrès.

Votez

YVES DU HALGOUET

Député sortant — Ingénieur agronome — Maire de Guégon — Conseiller de Josselin
Président de la Commission des travaux du Conseil général
Président du Syndicat départemental d'électrification rurale
Président du Syndicat mixte de l'Etang au Duc de Ploërmel — Président de la Fédération des C.U.M.A.
Président de la Société d'agriculture de Ploërmel
Membre de l'Amicale parlementaire des petites et moyennes entreprises
Membre du groupe parlementaire de l'artisanat
Administrateur du Centre de testage du porc de Mauron

Remplaçant éventuel :

ARTHUR GENUIT

Diplômé d'études agronomiques, économiques et sociales — Maire de Tréal
Membre de la Chambre d'agriculture — Président du Centre de gestion d'économie rurale du Morbihan
Président de la Maison familiale d'apprentissage rural de Carentoir
Administrateur de la Maison de l'élevage
Vice-président de l'Association pour le développement agricole et rural de la Bretagne

Candidat d'Union pour la défense de la République

Electrices, électeurs,

Rarement un scrutin a pesé plus lourd dans notre histoire, il vous donne la parole après des semaines chargées, à la fois, d'une redoutable menace, mais aussi d'une profonde prise de conscience des problèmes actuels.

Il est nécessaire d'élargir les structures de dialogue dans le seul souci de la défense des intérêts de notre pays et d'une participation effective de l'ensemble des citoyens au fonctionnement des institutions et de la vie économique du pays.

La réforme doit être permanente, c'est une nécessité moderne que nous impose le rythme rapide du progrès scientifique et technique.

L'énergique allocution du Président de la République a suscité, le 30 mai, une manifestation et un enthousiasme sans précédent. Elle a galvanisé l'opinion nationale, apportant ainsi le meilleur gage de la conformité de la République et de ses institutions.

Il faut que les électeurs fassent savoir si le député sortant élu du peuple a eu tort de soutenir le Gouvernement alors que l'émeute et les drapeaux rouges et noirs tenaient la rue.

Fallait-il, comme certains, rester dans l'expectative pendant que des groupes extrémistes tentaient d'imposer leur loi par la violence ?

L'anarchie, c'est la mort de la démocratie.
Les réformes, oui — L'anarchie, non.

Face au péril, le peuple français a été juge de la pondération et de la fermeté avec lesquelles la légalité républicaine a été défendue.

Les hommes des diverses oppositions sont en désaccord constant sur les points essentiels de l'Europe, de la paix et de la liberté, ils ne peuvent pas construire un gouvernement durable.

D'ailleurs, l'opposition est un refus de participation et celle qui se veut systématique, par son sens négatif, est une méconnaissance du devoir civique.

Il est clair que seule une très large union est en mesure de garantir les avantages obtenus par les salariés et l'expansion économique indispensable pour développer les investissements et créer des emplois.

Républicains indépendants, nous attachons la plus grande valeur au dialogue permanent.

Nous voulons l'union de toutes les bonnes volontés pour une majorité très large et constructive des républicains attachés aux libertés démocratiques.

Nous faisons confiance au général de Gaulle, élu du peuple et par cela détenteur de la légitimité nationale et républicaine, pour assurer l'ordre et le progrès de la Nation.

Si une révolution, c'est des exhibitions et des tumultes bruyants, scandaleux et, pour finir, sanglants, alors non ! la participation, ce n'est pas une révolution. Si une révolution consiste à changer profondément ce qui est, notamment en ce qui concerne la dignité et la condition ouvrière, alors, certainement c'en est une. Et moi, je ne suis pas gêné dans ce sens-là d'être un révolutionnaire.

(Entretien télévisé du général de Gaulle du 8 juin 1968.)

« Eh bien, non... La République n'abdiquera pas. Le peuple se ressaisira. Le progrès, l'indépendance et la paix l'emporteront avec la liberté. »

(Allocution du général de Gaulle du 30 mai 1968.)

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Groix, Lorient-I, Lorient-II, Pont-Scorff.

M. Roger de VITTON

(Candidat indépendant d'union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Les 27, 28 et 29 mai, Paris était pavoisé du drapeau rouge et du drapeau noir de l'anarchie et notre pays risquait la guerre civile par suite de la menace d'établisse-

ment d'un Gouvernement dit « populaire » qui aurait instauré une dictature rouge, à l'exemple des pays totalitaires. A cette pensée, combien étaient nombreux ceux qui se souvenaient de la guerre civile d'Espagne, cette guerre fratricide qui a duré trois ans, détruit de nombreuses richesses et fait un million de morts !

Le jeudi 30 mai, l'appel du général de Gaulle a fait prendre conscience au pays et réveillé en lui, une fois encore, le patriotisme. L'imposante et digne manifestation des Champs-Elysées, qui a connu son prolongement dans toute la France, en a été le témoignage.

La situation est donc très claire à Lorient comme à Paris : il n'y a plus de choix possible qu'entre la légalité du régime choisi librement par le peuple français, et le pouvoir du Parti communiste dont M. Mitterrand, à Paris, et M. Allainmat, à Lorient sont, bon gré mal gré, les prisonniers. Les plus clairvoyants des citoyens ne s'y trompent pas.

Electrices, électeurs, il vous faut, dès lors, choisir entre le communisme et moi.

La situation est très grave. Il vous appartient d'en être conscient et d'accomplir votre devoir.

Lorientais de vieille souche, adjoint spécial de Keryado de 1959 à 1965, je suis responsable de diverses organisations agricoles. Comme syndicaliste, je suis partisan de profondes réformes sociales.

Dans un scrutin d'une importance capitale pour le pays, j'ai accepté d'être le candidat indépendant d'Union pour la défense de la République.

Si je n'approuve pas tout ce qui a été fait hier et si je déplore que trop de mesures dont j'avais souhaité une réalisation rapide dans l'ordre n'aient pas été prises à temps, je n'en suis que plus libre pour reconnaître aujourd'hui, en toute objectivité, que seule l'intervention du général de Gaulle, le 30 mai, a évité le pire. Les menaces qui pèsent encore sur la République ne seront définitivement écartées que si vous faites confiance aux véritables candidats démocrates.

Le Gouvernement a trop tardé à appliquer le décret de mai 1951 à l'Arsenal ; mais qui donc avait commencé à l'ignorer, sinon les Gouvernements de la IVe République ?

Il fallait accorder au moins aux plus modestes des serviteurs de l'Etat, des collectivités locales, des grands services publics, ainsi qu'à tous les travailleurs, les satisfactions qui leur étaient dues en toute justice, notamment en réformant par voie législative le régime actuel de la sécurité sociale et en donnant un salaire minimum décent.

Il faut aussi accorder l'amnistie totale à ceux qui ont cru sincèrement à un idéal inspiré par un sentiment patriotique.

Les agriculteurs ont obtenu quelques satisfactions :

1° L'indemnité viagère de départ a été ramenée de 65 à 60 ans ;

2° A Bruxelles, sur le problème capital du prix du lait (malgré le vote, au Parlement européen, du groupe socialiste en faveur de l'abaissement des prix des produits laitiers) ;

3° Mais je regrette que l'indexation des prix agricoles ait été supprimée et que la parité soit loin d'être atteinte, ce à quoi je m'emploierai ;

4° Je m'engage à défendre la petite exploitation familiale et je veillerai à une attribution plus importante des bourses scolaires.

Mais, sur bien des points, contrairement à des affirmations mensongères, le Gouvernement n'avait pas attendu les événements de mai pour prendre, en faveur de la région de Bretagne en général et de la région lorientaise en particulier, certaines décisions importantes et favorables annoncées à Vannes le 26 avril :

— Ouverture d'un crédit de 25 milliards d'A.F. pour favoriser les implantations d'usines ;

— Transfert de l'Atelier central des P.T.T. de Paris (750 emplois) et implantation de la Société France-Elevage (300 emplois).

Par ailleurs, avec quel argent, sinon celui accordé par le Gouvernement, les Municipalités de Lorient et de Lanester ont-elles pu mener à bien leurs programmes d'H.L.M., de constructions scolaires, de piscine, etc ? Actuellement, la municipalité de Lorient procède à des inaugurations en oubliant volontairement ce qui avait été décidé et élaboré par la municipalité au travail de laquelle je prenais, comme adjoint spécial de Karyado, une part que mes adversaires eux-mêmes ont reconnu avoir été efficace.

Quant à moi, j'ai toujours rendu hommage au travail des municipalités précédentes.

Dans cette circonscription, les problèmes sont très divers. Il y a celui du plan de charge de l'arsenal et celui, crucial, des emplois à créer dans les zones industrielles pour nos jeunes. Je m'emploierai très activement à la création et à la venue d'industries dans les zones aménagées à cet effet.

Le maintien, le développement de la Marine nationale et l'amélioration de la condition militaire de ses personnels feront l'objet de mes préoccupations.

Il y a celui de nos pêches maritimes (industrielle et artisanale) à la veille des règlements poissonniers de Bruxelles.

Je pense à la vie de notre grand port et des ports côtiers de Larmor, Lomener et Kerroch avec leur population attachante et méritante.

Il y a celui de l'aménagement touristique du littoral ainsi que celui tout particulier de Groix et de ses îliens si sympathiques.

Le schéma directeur de la région de Lorient devra être défini afin de permettre le développement de la circonscription.

Il y a les problèmes du logement dans nos agglomérations. Je suis partisan de la réalisation de programmes importants de maisons individuelles, formule qui convient le mieux aux aspirations familiales.

Les maires et les municipalités peuvent être assurés de mon concours le plus dévoué.

Le grave problème de l'expropriation retiendra toute mon attention.

En tant que défenseur de la propriété individuelle, je m'emploierai à adoucir les dures lois qui la régissent et les expropriés peuvent compter, ainsi que je l'ai toujours manifestée, sur mon aide la plus entière.

En ce qui concerne l'enseignement et l'Université, je sais qu'il existe des insuffisances. Je suis partisan de profondes réformes mais dans l'ordre et non dans l'anarchie. Tout doit être fait pour que leur chance soit donnée à tous les enfants, sans distinction de classe sociale, qui, par leur mérite, doivent accéder ainsi aux diplômes.

Tous ces problèmes ne me font pas oublier les déportés, les anciens combattants, y compris ceux de la guerre d'Algérie, en faveur desquels j'interviendrai pour faire aboutir leurs justes revendications.

Il est bien évident que, si je suis élu, je serai un ardent défenseur du développement économique et touristique de la Bretagne.

Je rejette toute dictature d'où qu'elle vienne, mais nous savons que notre peuple désire un Gouvernement fort et respecté, capable d'interdire le retour d'actes inqualifiables dans un pays civilisé, tels que la profanation du tombeau du Soldat inconnu.

Je ne me lancerai pas non plus dans des demandes démagogiques ou contraires à l'intérêt des populations, comme celles qui veulent, dans une région où le plus gros employeur est l'Arsenal, diminuer les crédits militaires. Soyons sérieux !

Je prends l'engagement de me pencher par priorité sur le sort des plus modestes, qui n'ont pas, comme d'autres les moyens de se faire entendre bruyamment ou de briser une partie du patrimoine commun dont la réfection ou le remplacement sera en fin de compte payé par tous.

J'entends lutter pour une Société plus juste et plus humaine et me mettre au service des familles, des personnes les plus défavorisées. La retraite des vieux, actuellement dérisoire, devra faire l'objet d'une augmentation très substantielle, les prestations familiales devront être relevées, l'avancement de l'âge de la retraite est également une mesure humaine et nécessaire pour libérer des emplois en faveur des jeunes. La formation professionnelle de ces derniers sera l'une de mes préoccupations dominantes. Nous en discuterons ensemble dans le cadre des maisons de jeunes.

A cet effet, je m'engage à ouvrir très larges les portes de permanences nécessaires et régulières.

Je sollicite vos suffrages en compagnie de M. Foulgocq, petit commerçant à Lanester, délégué consulaire à la Chambre de commerce et d'industrie du Morbihan, qui a accepté de se faire auprès de moi l'écho des préoccupations de plus en plus angoissées de bon nombre d'artisans, commerçants, chefs d'entreprise, écrasés sous les charges de toutes sortes et la paperasserie ! Et c'est aussi le cas, contrairement à certaines apparences, pour bien des activités dites libérales. Il faut les aider au lieu de les décourager, et préserver les emplois qu'ils assurent.

Ceux qui connaissent M. Foulgocq savent que j'aurai en lui un suppléant auquel ses qualités d'intelligence et de cœur permettront de donner à notre action en faveur de la population toute son efficacité.

Il vous appartient surtout, à travers notre candidature et au-delà, de nous dire :

— Si vous estimez nécessaire que l'union des républicains sincères et clairvoyants se fasse afin de préserver, en même temps que les libertés qui nous sont chères, les valeurs morales et spirituelles, bases de notre civilisation ;
— Si vous estimez qu'il est indispensable de s'opposer aux agitateurs qui ne songent qu'à semer le désordre et à détruire ;
— Si vous pensez qu'il faut rejeter la démocratie populaire qui, à travers un régime totalitaire interdit les droits les plus élémentaires notamment le droit de grève ;
— Si vous choisissez la paix publique et non la violence ;
— Ce n'est ni le drapeau rouge, ni le drapeau noir de l'anarchie que vous suivrez, mais le drapeau tricolore.

Electrices, électeurs de Lorient, Lanester, Plœmeur, Larmor-Plage, Guidel, Quéven, Pont-Scorff, Cléguer, Caudan, Gestel, Groix :

Pas d'abstentions.
Vive la République !
Vive la France !

ROGER DE VITTON
Ancien adjoint spécial de Keryado-Lorient

Remplaçant éventuel :

MAURICE FOULGOCQ
Commerçant à Lanester
Délégué consulaire à la Chambre de commerce et d'industrie du Morbihan

---

2e *CIRCULAIRE*

Chers électrices, électeurs, merci.

Avec 20.849 suffrages vous nous avez placés nettement en tête de tous les candidats.

Vous avez fait preuve, comme la majorité des Français, de maturité politique en disant non à l'aventure.

Vous ferez encore preuve de sagesse et de clairvoyance en groupant toutes vos voix au second tour pour battre le communisme et son otage.

Monsieur Allainmat est battu dans sa propre ville. Sans le gros appoint des suffrages communistes, il n'est rien. Obligé de leur donner des gages, il est donc prisonnier des communistes. A Paris comme à Lorient, il ne peut s'évader de leur emprise tentaculaire.

Elire M. Allainmat, ce serait à la Chambre des députés, un siège de plus à la F.G.D.S. dont M. Mitterrand est le président et favoriser ainsi la formation d'un Gouvernement de démocratie populaire et l'on sait hélas ce que cela veut dire...

Face au danger mortel pour le pays, tous les démocrates doivent s'unir.

Animés d'un esprit de réconciliation, nous tendons à tous une main fraternelle pour nous retrouver unis au sein d'une majorité nationale très large, pour un idéal commun, afin de réaliser les réformes qui s'imposent.

Absents du premier tour, vous voterez le 30 juin, vous ferez face à vos responsabilités. Nous lançons un vibrant appel à votre civisme, répondant à l'appel historique du Président de la République le 30 mai.

S'abstenir c'est se faire :

— Le complice des tristes et ruineux événements du mois de mai ;
— Le promoteur de la prise illégale du pouvoir par les communistes ;
— Le partisan de la suppression de la propriété ;

Qu'à donc fait Monsieur Allainmat à l'Assemblée Nationale ?

Il s'est contenté de voter inconditionnellement avec ses amis communistes.

Qu'a-t-il fait pour d'expansion économique de la région ?

Combien d'usines nouvelles à Lorient depuis trois ans, de par son action personnelle ?

Lorientais, ouvrez les yeux. Assez de bluff !

Monsieur Allainmat c'est le sous-emploi, c'est la stagnation dans la région, c'est l'aventure communiste et la politique du pire.

— Marquez votre volonté d'opposition au totalitarisme.

— Marquez votre volonté pour que s'instaure en France une démocratie dynamique. Elle sera ouverte au dialogue avec la jeunesse groupée sous le drapeau tricolore, face aux meneurs professionnels qui ont voulu nous imposer le drapeau rouge.

Votez pour l'avenir !
Vive la République !
Vive la France !

Roger de VITTON
Ancien adjoint spécial de Keryado-Lorient

Remplaçant éventuel :

Maurice FOULGOCQ
Commerçant à Lanester
Délégué consulaire à la Chambre de commerce et d'industrie du Morbihan

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cléguérec, le Faouët, Guéméné-sur-Scorff, Gourin, Hennebont, Plouay.

M. Paul IHUEL

(Candidat Républicain populaire d'action sociale et paysanne)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, mes chers concitoyens,

Vous êtes appelés le dimanche 23 juin à désigner votre représentant à l'Assemblée Nationale. Depuis déjà longtemps vous m'avez honoré de votre confiance par de larges majorités. Je viens à nouveau me présenter à vos libres suffrages.

Vous me connaissez. Merci d'abord de la fidélité que vous m'avez toujours témoignée. De mon côté, je me suis constamment efforcé d'apporter au service du pays, de notre région, de vous-mêmes, mon meilleur dévouement. Je vous l'offre à nouveau avec ma volonté d'agir :

A) *Pour la paix intérieure et extérieure.*

Les graves événements que nous vivons montrent qu'il importe d'éviter la cassure de la France en deux blocs. Il faut que règne absolument l'ordre dans la paix intérieure, pour la tranquillité de tous. Il faut pour cela choisir des hommes épris de cette liberté qui peut assurer à tous les niveaux un véritable dialogue. La paix est le bien suprême. Tout doit être fait pour sa sauvegarde, à l'intérieur comme à l'extérieur, dans une Europe unie.

B) *Pour une démocratie moderne.*

Dans le respect par tous de la Constitution, charte des Français, gage de la stabilité et garantie des citoyens contre tout arbitraire, par l'acceptation de toutes les libertés fondamentales, y compris la liberté de l'enseignement.

C) *Pour l'expansion économique et l'aménagement du territoire.*

Il s'agit là d'un problème essentiel à la solution duquel doivent être associés les élus locaux. L'expansion doit se faire au profit de tous et non de quelques-uns. Il faut assurer à chacun du travail, de l'emploi, et lutter sans répit dans ce but. La pénible expérience des Forges d'Hennebont demeure dans nos mémoires. Notre région bretonne a particulièrement besoin d'être aidée. Des ressources peuvent être trouvées dans la réduction des dépenses de prestige.

D) *Pour le progrès et la justice sociale.*

Agriculture :

Modernisation, vulgarisation. Véritable politique des prix, des marchés et des revenus. Parité économique et sociale pour la petite exploitation. Assouplissement de l'octroi de l'indemnité viagère de départ. Action spécifique pour les .égions.

Artisanat — Commerce — Industrie :

Soutien et défense (problème du forfait), développement, justice sur le plan fiscal et parafiscal.

Ouvriers — Employés — Agents de la fonction publique :

Salaires décents, sécurité de l'emploi, promotion et amélioration des conditions de vie.

Jeunes :

Réforme de l'école et de l'université en les adaptant aux nécessités modernes ; diffusion démocratique de l'enseignement (bourses) ; adaptation à l'avenir pour assurer le travail et l'emploi ; aménagement de loisirs sains et de sports.

Personnes âgées :

Abaissement de l'âge de la retraite vieillesse, majoration du taux. Problème des handicapés physiques. Logements-foyers.

C'est là le programme que je poursuivrai, si tel est votre désir. Il s'agit de programme et non de promesses, car je connais trop les difficultés de l'action.

Mon remplaçant éventuel, Yves Le Cabellec, est un homme jeune habitué lui aussi à l'action politique et sociale. Commerçant, il est depuis neuf ans maire de l'importante commune de Plouay.

L'un et l'autre, nous croyons à la promotion et à la dignité humaines, à la justice sociale, et nous voulons que les forces de la République soient mises au service des grandes causes de la concorde civique, de la fraternité des hommes et par-dessus tout de la paix.

Nous voulons donc :

La réconciliation nationale.
La justice sociale.
La paix intérieure et extérieure.
Et cela par le dialogue dans l'ordre et dans la légalité.

Vive la République !
Vive la France !

Paul IHUEL

Candidat républicain populaire d'action sociale et paysanne
Conseiller général du canton du Faouët
Maire de Berné
Commandeur du Mérite agricole
Membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée Nationale
Ancien ministre
Ancien combattant prisonnier de guerre 39-45
Engagé volontaire 39-40
Député sortant du groupe Progrès et démocratie moderne

Remplaçant éventuel :

Yves LE CABELLEC

Maire de Plouay

2ᵉ CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, mes chers amis,

Je remercie de tout cœur les électrices et les électeurs qui, dimanche dernier, par 19.836 suffrages, m'ont permis de distancer largement chacun de mes concurrents.

Je reste candidat et je me représente dimanche prochain 30 juin à vos libres suffrages.

Je vous ai fait parvenir lors du premier tour ma profession de foi. Vous savez qui je suis. Vous connaissez mes idées et mon passé. Je leur reste fidèle.

Dimanche prochain vous aurez à décider définitivement.

Donc pas d'abstentions.

D'ores et déjà, je vous fais confiance.

Vive la République !

Vive la France !

PAUL IHUEL

Candidat républicain populaire d'action sociale et paysanne
Conseiller général du canton de Faouët
Maire de Berné
Commandeur du Mérite agricole
Membre de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée Nationale
Ancien ministre
Ancien combattant prisonnier de guerre 39-45
Engagé volontaire 39-40
Député sortant du groupe Progrès et démocratie moderne

Remplaçant éventuel :

YVES LE CABELLEC

Maire de Plouay

MOSELLE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ars, Metz-I, Metz-II, Metz-Campagne (partie située sur la rive gauche de la Moselle).

M. Raymond MONDON

(Candidat républicain indépendant - V[e] République
Union pour la défense républicaine)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Electrices, électeurs de la première circonscription de Metz,

Les Françaises et les Français viennent de vivre des heures angoissantes et difficiles.

Chacun d'entre nous s'est posé de nombreuses et douloureuses questions sur notre situation présente et sur notre avenir.

Il y a eu des attentes longues, inquiétantes, et la réponse est venue, ferme, décisive, le 30 mai, par la voix du général de Gaulle.

La France s'est réveillée, rassurée, mais la tâche n'est pas terminée.

I. — La France doit maintenant répondre « oui » à la liberté et au progrès,

dans l'ordre et la continuité politique, grâce à un dialogue constructif avec le Parlement, les corps intermédiaires et les forces vives de la Nation, de façon à éviter le recours à la rue et au désordre.

II. — *Mais notre pays doit prendre conscience des transformations*

à réaliser rapidement dans les domaines

— Universitaires,
— Scolaires,
— Economiques (commerce, agriculture, industrie), et
— Sociaux.

Ces mutations ne pourront intervenir que par la paix sociale grâce au progrès économique, dans la liberté et par la défense des institutions de la V[e] République, contre les tentatives des anarchistes, du Parti communiste et de ses alliés de la F.G.D.S., présidée par M. Mitterrand, qui voulait accéder au pouvoir par un coup d'Etat.

III. — *Les conquêtes sociales et notamment la sécurité sociale ne pourront subsister, le niveau de vie des travailleurs, des personnes âgées et de tous les Français ne pourra progresser :*

que par la défense du franc.

Il faut, en effet, éviter l'inflation et la hausse désordonnée des prix, que nous ont valu tous les Gouvernements de gauche que nous avons connus en France.

Il faut, en outre, œuvrer pour demeurer des partenaires valables et dynamiques dans le Marché commun.

IV. — *La Lorraine ne pourra préparer son avenir et son économie,*

répondre à vous soucis, notamment pour l'emploi des jeunes, que par des investissements productifs dont certains sont déjà décidés par le Gouvernement et les entreprises privées.

Ces investissements portent principalement pour notre secteur sur :

— L'implantation de la raffinerie de Hauconcourt, la centrale thermique de La Maxe, le nouveau port, l'usine Citroën à Metz.

— La modernisation de la sidérurgie.

— Et la reconversion du secteur des mines de fer.

Pour aménager véritablement le territoire lorrain, de nombreuses infrastructures doivent être réalisées, en particulier les autoroutes Nancy—Metz et Metz—Sarrebruck, ainsi que la liaison avec le pays haut : Briey et Longwy.

Depuis de nombreuses années, j'ai travaillé activement pour atteindre ces objectifs.

Je vous apporte plus que des promesses :

Des réalisations que j'ai énumérées plus haut, réalisations incontestables qui sont en cours et qui doivent transformer notre région, donc développer notre économie et qui bénéficieront à tous les Lorrains.

Le développement de l'enseignement à tous les niveaux et, en particulier, de l'enseignement supérieur, dont j'ai été un des promoteurs à Metz, doit être poursuivi par la création, à Metz, d'une université spécialisée et particulière, qui répondra aux besoins de notre région.

Des réalisations sont acquises, d'autres sont en cours et notre effort doit persévérer pour développer l'enseignement supérieur.

Enfant du pays, conscient des problèmes qui vous angoissent et à la solution desquels je n'ai cessé, avec mes amis, d'apporter un concours actif et dynamique.

Je vous demande de m'accorder à nouveau votre confiance pour défendre votre niveau de vie, votre avenir et notre idéal commun : la liberté.

Vous voterez pour

Raymond MONDON

Député sortant, conseiller général de la Moselle
Maire de Metz
Candidat républicain indépendant Vᵉ République
Union pour la Défense républicaine

Remplaçant éventuel :

Armand NASS

Conseiller général — Maire de Rombas

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Metz-III, Metz-Campagne (partie située sur la rive droite de la Moselle), Pange, Verny, Vigy.

M. Pierre KÉDINGER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Pour grand nombre d'entre vous, je suis peut-être un inconnu ; je n'ai jamais assumé de mandat électif ; avant ces élections, je ne fus jamais candidat.

Mais, gaulliste de la première heure, je n'ai pas cru, compte tenu des événement que nous vivons, devoir finalement me soustraire à la demande pressante de mes amis politiques qui estimaient que ma candidature : Union pour la défense de la République Ve République dans la circonscription de Metz-II, était nécessaire.

Je me présente :

Je suis né à Sierck-lès-Bains, le 27 mars 1921, issu d'une vieille famille du terroir.

J'ai suivi des études secondaires au collège Sainte-Marie de ma ville natale et, par suite des événements de guerre, mes études supérieures à l'Université de Poitiers.

A l'appel du général de Gaulle, à une époque où la France, à genoux, doutait de son destin, je me suis, en décembre 1940, à l'âge de 19 ans, engagé dans les réseaux des Forces françaises combattantes.

Et, en ces temps où il est tellement question d'étudiants et d'Universités, je souligne que je fus le 1er septembre 1942, à l'âge de 21 ans, arrêté par la Gestapo et déporté dans les camps d'extermination avec 30 camarades de combat dont 10 étudiants ou professeurs ; de ceux-ci je suis le seul rescapé, les autres, mes amis, sont morts pour le drapeau tricolore.

J'exerce la profession d'avocat au Barreau de Metz.

Mon passé est, je crois, gage de fidélité de mes engagements pour l'avenir.

Quel est cet avenir ? Celui dont vous déciderez par votre vote.

Nous venons de vivre des journées dramatiques et pré-révolutionnaires, fomentées par des éléments déchaînés, se dressant contre la légalité et le Pouvoir légitime issu du suffrage du peuple souverain.

Le Président de la République détenteur de la légitimité de l'Etat a réussi à éviter le pire.

Démocrate véritable, s'appuyant sur la Constitution que vous avez votée il redonne la parole au peuple malgré le rejet de la censure dirigée contre son Gouvernement et en fait contre lui.

Seul, le général de Gaulle, vous le savez, soutenu par son Gouvernement stable, s'appuyant sur une majorité sûre, solide et sans faille, pourra nous redonner à nouveau la paix, cette paix civique, indispensable au véritable progrès social, à l'épanouissement de notre pays dans une Europe de plus en plus unie.

Je m'engage, qui en douterait, à soutenir le Président de la République dans l'immense tâche qui l'attend, telle qu'il vous l'a lui-même exposée.

Je resterai, contrairement à d'autres, fidèle à mon engagement et si par impossible j'estimais ne pouvoir le tenir, je prends, devant vous, l'engagement solennel de vous rendre la parole en démissionnant.

Il nous faut :

I — Défendre envers et contre tout :

La liberté, la démocratie, la paix civique.

II — Assurer les bases du progrès social :

Par le barrage à l'inflation, moyen de duperie et cause de la ruine des épargnants.

III — Accélérer sur ces bases :

La poursuite des réformes dans les secteurs économiques, agricoles, industriels, universitaires et scolaires avec la participation de leurs représentants qualifiés.

IV. — Garantir notamment pour la Moselle, compte tenu de sa poussée démographique :

Le plein emploi.
La création d'une université.

Votez pour

PIERRE KEDINGER

Officier de la Légion d'honneur
Candidat Union pour la défense de la République - Ve République

Remplaçant éventuel :

RAOUL GAMA

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En m'accordant 17.314 des suffrages exprimés et en me plaçant en tête des candidats au premier tour du scrutin, vous m'avez témoigné une marque de confiance et d'estime dont j'apprécie la haute valeur. Je remercie toutes celles et tous ceux qui ont ainsi clairement manifesté leur choix.

En votant massivement dans notre région comme dans la France entière pour le candidat de l'U.D.R. Ve République, vous avez proclamé votre refus de l'aventure et apporté votre adhésion au programme de rénovation dans la liberté défini par le général de Gaulle.

Le deuxième tour des élections doit confirmer et amplifier le succès de dimanche dernier. Une majorité large et cohérente doit pouvoir soutenir le Gouvernement de la République et lui donner les moyens de résoudre la crise.

Fort en votre confiance, dimanche 30 juin, je solliciterai à nouveau vos suffrages et je sais que votre fidélité ne se démentira pas.

⁂

Je m'adresse aussi à ceux des électeurs et électrices qui, en toute bonne foi ont apporté leurs suffrages au député sortant qu'ils croyaient encore libre, mais qui, en aucun cas dorénavant ne pourrait le rester.

De toute évidence, le député sortant après son échec de dimanche dernier, perdant 4.817 voix, sur le scrutin précédent, maintient sa candidature parce qu'il escompte bénéficier des voix de la gauche et de l'extrême gauche.

Le député sortant pour être réélu est dans l'obligation de rechercher les voix de l'extrême gauche.

Ainsi, dans la logique de son vote de la motion de censure communiste, il rejoint l'opposition au régime et au général de Gaulle et devient l'otage de l'extrême gauche.

Pour vous tous :

La défense de la liberté, de vos droits, est votre premier devoir.
C'est d'elle que dépend le succès des réformes à entreprendre.
Faites taire vos préférences de personne.
Songez à l'intérêt supérieur de la Nation.
Songez au développement de votre région qui ne pourra être efficacement défendue que par un parlementaire de la majorité.
Plus d'abstentions !
Votez massivement pour le candidat gaulliste.

Votez pour

PIERRE KEDINGER
Officier de la Légion d'honneur
Avocat

Remplaçant éventuel :

RAOUL GAMA
Professeur

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Fontoy, Hayange, Moyeuvre-Grande.

M. Léon ARNOULD

(Candidat républicain indépendant, V° République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de Thionville-Ouest,

La France vient de vivre, ces dernières semaines, des journées dramatiques. Dans notre pays, si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, la légalité républicaine s'est trouvée en péril. Sous la pression des événements, beaucoup de Français se demandaient, avec angoisse, vers quel destin sombre on les dirigeait.

Tout semblait irrémédiable lorsque, le 30 mai, le général de Gaulle s'adressa au pays.

A cet appel, la France s'est ressaisie en manifestant de façon éclatante son désir d'ordre et de paix.

Suivant la décision du Président de la République, une nouvelle Assemblée va être élue. De nombreuses tâches l'attendent :

1° *La France doit maintenant répondre « oui » à la liberté et au progrès,* dans l'ordre et la continuité politique, en instaurant un dialogue constructif avec le Parlement, les corps intermédiaires et toutes les forces vives de la Nation, de façon à éviter la prolifération des conflits et le désordre.

2° *Le pays doit prendre conscience des transformations* qu'il convient de réaliser rapidement dans les domaines : scolaires, universitaires, économiques, sociaux, avec la participation des citoyens.

Pour être efficaces, les mutations nécessaires devront s'accomplir dans la paix sociale, la liberté et dans le respect des institutions républicaines.

3° *Il faut assurer la défense du franc* pour :

— garantir les récentes conquêtes sociales,

— poursuivre l'amélioration du niveau de vie de tous les Français,

— éviter l'inflation et l'infernale course salaires-prix, que nous avons trop connue dans le passé.

Il nous faudra aussi faire des efforts sérieux pour demeurer des partenaires valables et dynamiques dans le Marché commun qui s'instaure.

4° *La Lorraine ne peut assurer son avenir économique et garantir le plein emploi que par des investissements productifs.*

— Certains ont déjà été décidés par le Gouvernement ou engagés par l'industrie privée.
Pour notre région, ils portent principalement sur l'implantation d'une raffinerie à Hauconcourt, d'une centrale thermique à La Maxe, de l'usine Citroën à Metz et sur la modernisation de la Sidérurgie (SACILOR).
— Pour aménager plus complètement le territoire lorrain, de nombreuses infrastructures doivent être réalisées, en particulier les autoroutes Metz-Nancy, Metz-Sarrebruck, puis Metz-Paris.
— Dans notre circonscription, il faut au premier chef envisager la relance économique du Pays haut et son désenclavement en améliorant les liaisons avec Briey et Longwy.
— Les problèmes d'orientation et de formation de la jeunesse et des adultes restent des sujets de préoccupation qu'il faudra traiter en priorité avec celui de la reconversion industrielle.
— Le développement de l'enseignement supérieur doit être poursuivi pour doter la Moselle d'une université adaptée aux besoins de la région.

Mon suppléant et moi, tous deux originaires de cette région, travaillons sans relâche à la réalisation de ces objectifs.

Des résultats sont déjà obtenus.

Vous pouvez nous faire confiance pour défendre :

— votre niveau de vie ;

— votre avenir ;

— et notre idéal commun : la liberté.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République.

Le 23 juin, vous voterez en masse pour :

Léon ARNOULD
Conseiller général — Maire de Florange

Remplaçant éventuel :

Prosper GASPARD
Conseiller général — Maire de Russange

Républicains indépendants Ve République
Candidats d'Union pour la défense de la République

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de Thionville-Ouest,

Je remercie les 21.933 électrices et électeurs qui, en me plaçant en tête du scrutin du 23 juin 1968, avec plus de 7.000 voix d'avance sur M. Depietri, ont ainsi marqué, comme l'ensemble de la Nation, leur volonté d'obtenir des réformes et de marcher résolument vers le progrès dans l'ordre et la paix sociale.

Je sollicite à nouveau vos suffrages pour le scrutin de ballottage.

Mes adversaires s'arrogent l'exclusivité de l'action économique et sociale dans ce département.

JE LEUR DÉNIE CETTE PRÉTENTION

car tant sur le plan du département à la Commission économique du Conseil général que sur le plan local, dans les associations d'élus ou les syndicats de communes, mon suppléant et moi ne cessons d'œuvrer pour améliorer le sort de nos concitoyens et participer à l'élaboration des décisions intéressant la région.

Je désire que le dialogue s'instaure partout, entre les élus et les citoyens, entre le Parlement et le Gouvernement.

La grande réflexion, née des événements de mai, doit être génératrice de réformes voulues par les citoyens avec leur participation, aussi bien dans l'enseignement que dans les domaines économiques et sociaux : vie régionale, entreprises, information, sécurité sociale, etc.

Dans cet esprit, je préconise :

• *La garantie des conquêtes sociales par la défense du franc* et des mesures visant à accroître le taux d'expansion.

• *La défense de l'emploi par une industrialisation poussée* de la région avec l'aide de l'Etat et des organismes en place.

• *Le développement des moyens de formation de la jeunesse :*

— Construction de lycées et collèges (techniques et classiques) là où ils font défaut.

— Développement des équipements universitaires en les adaptant aux besoins de la région.
— Création d'équipements spécialisés pour les handicapés.

• *La poursuite du programme d'aménagement routier :*

— Grandes routes et voies secondaires, pour améliorer les relations régionales et interrégionales.

• *La mise en place des équipements sociaux, culturels et sportifs* nécessaires à la vie et à l'animation de la région.

• *L'humanisation des transformations agricoles.*

*
**

Je pense que la gestion des affaires communales telle que je l'ai pratiquée, mes actions au Conseil général et mon sens des réalités sont des garanties suffisantes.
Je ne fais que les promesses que je peux tenir.
Le reste est littérature.

Aussi, électrices et électeurs, le 30 juin vous vous rendrez, sans abstentions, aux urnes et voterez en masse pour :

LÉON ARNOULD
Maire de Florange et conseiller général de la Moselle

Remplaçant éventuel :

PROSPER GASPARD
Maire de Russange et Conseiller général de la Moselle

Républicains indépendants Ve République
Candidats d'Union pour la défense de la République

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cattenom, Metzervisse, Sierck-les-Bains, Thionville.

M. Maurice SCHNEBELEN

(Candidat Républicain indépendant, Ve République,
Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France et, avec elle, les Françaises et les Français viennent de vivre des heures angoissantes, difficiles.

Les événements ont mis en cause l'existence même de la République et chacun d'entre nous se pose de nombreuses et douloureuses questions sur le présent et bien davantage encore sur l'avenir.

Les heures d'attente et d'inquiétude ont été longues jusqu'à l'heure décisive du 30 mai où la voix du général de Gaulle nous apporta une réponse nette et ferme.

La France a réagi. A présent rassurée, elle se doit tout entière à la tâche d'effacer les séquelles du désordre et, unie, de bâtir l'avenir.

— Elle doit dire oui à la liberté et au progrès, dans l'ordre. Un dialogue constructif entre le Gouvernement, le Parlement, les corps intermédiaires et les forces vives de la Nation doit être la base de la continuité politique.

C'est assurément la seule façon d'éviter le recours à la rue et au désordre.

— Notre pays, grâce à ce dialogue doit dès à présent amorcer, pour les réaliser rapidement, les transformations qui s'imposent dans tous les domaines :

- universitaire
- scolaire
- économique (commerce, agriculture, industrie)
- social.

Ces mutations ne sont possibles que dans la paix sociale, dans le progrès économique et dans la liberté y compris celle essentielle du travail.

Ceci impose la défense des Institutions de la Ve République contre les menées subversives des anarchistes, du Parti communiste et de ses alliés de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, présidée par M. Mitterrand, qui voulait accéder au pouvoir par coup d'état.

— Mais les conquêtes sociales, le niveau de vie des travailleurs, des personnes âgées et de tous les Français, ne pourront croître que dans la stabilité de notre monnaie.

Tous les Gouvernement de gauche ont négligé ce fait et leur démagogie nous a valu l'inflation et la hausse désordonnée des prix.

— Nous sommes européens et avons pour devoir d'exiger tous les efforts en vue de la formation définitive de cette Europe, mais encore en vue de rester des partenaires valables et dynamiques dans le Marché commun. Cela n'est possible que dans la stabilité politique, financière et l'expansion.

La Lorraine ne pourra préparer son avenir et celui de son économie qu'en se souciant de conserver le plein emploi, les investissements productifs qui en sont les garants.

— D'aucuns sont déjà décidés par le Gouvernement et les entreprises privées :

- la modernisation de la sidérurgie
- la reconversion du secteur des mines de fer
- l'implantation d'une raffinerie, créatrice d'industries complémentaires
- l'installation de Sacilor.

L'aménagement du territoire lorrain et pour notre région tout particulièrement la liaison rapide avec les bassins de Briey, de Longwy et du complexe sidérurgique luxembourgeois.

Dix collèges d'enseignement supérieur sont prévus pour les années 1969 et 1970 dans le seul arrondissement de Thionville.

Un collège d'enseignement technique commercial en construction à Thionville, un autre en prévision pour 1969 à Basse-Yutz.

Le développement de l'enseignement à tous les niveaux doit être l'un de nos soucis essentiels. Il doit s'étendre du maintien de la plupart de nos écoles de vil-

lage à la création, à Metz d'une université spécialisée et particulière qui puisse répondre aux besoins de notre région en passant par tous les stades intermédiaires.

Des réalisations sont en cours, qui doivent transformer notre région et l'adapter à l'économie moderne.

Ils ne doivent pas être le seul privilège des cités urbaines, mais être aussi l'apanage des régions rurales dont la rénovation largement entamée doit se continuer et se développer.

Enfant du pays, conscient des problèmes qui nous angoissent tous, je n'ai cessé avec mes amis de travailler activement à leur apporter une solution.

Une nouvelle fois, je sollicite votre confiance, pour défendre vos intérêts, vos droits, votre niveau de vie, l'avenir et notre idéal commun : la liberté.

Vive de Gaulle !
Vive la France !

Votez

MAURICE SCHNEBELEN
Candidat investi U.D.R. - Républicain indépendant
Député sortant — Maire de Sierck-les-Bains

Remplaçant éventuel :

JEAN SCHMIDT
Maître-Imprimeur à Thionville — Adjoint au maire de Basse-Yutz

---

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

En vous remerciant de la confiance qu'au cours du premier tour de scrutin vous avez bien voulu nous apporter, nous nous permettons de considérer que notre ligne de conduite politique répond à vos aspirations.

Tout comme d'ailleurs notre programme, concernant l'avenir et tout particulièrement celui de la jeunesse, semble avoir rencontré votre approbation.

En conséquence, nous nous engageons à soutenir un projet de loi ayant trait à *la rénovation sociale, économique et universitaire.*

Nous entendons que celui-ci fasse l'objet du large dialogue dont notre campagne a souligné la nécessité :

- dialogue du Gouvernement avec le Parlement et tous les responsables des secteurs intéressés ;
- dialogue entre tous ceux qui s'engagent à respecter les institutions et rejettent l'anarchie ou l'usurpation du pouvoir ;
- dialogue avec tous ceux qui désirent la stabilité politique, le progrès social et l'expansion économique,

dans la compréhension réciproque.

Cela signifie que tous ceux qui, unis derrière le général de Gaulle, se sont déclarés dès le premier tour contre la politique de l'opposition, portent massivement leurs voix sur le seul candidat U.D.R.

Pour la France,
Pour la République,
Contre le désordre,

Votez

MAURICE SCHNEBELEN
U.D.R. - Républicain indépendant — Député sortant — Maire de Sierck-les-Bains

Remplaçant éventuel :

JEAN SCHMIDT
Maître-Imprimeur à Thionville — Adjoint au maire de Basse-Yutz

---

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Boulay, Bouzonville, Faulquemont, Saint-Avold.

M. Julien SCHVARTZ

(Candidat U.D.R., Ve République)
élu le 23 juin 1968
(App. U.D.R.)

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques provoquées par la révolte de groupes d'étudiants marxistes-léninistes, prochinois et d'extrême droite.

Faisant suite aux émeutes d'Allemagne, du Japon, d'Italie et de Yougoslavie où l'ordre fut rapidement rétabli par une répression policière sévère, cette situation révolutionnaire a pris dans notre pays une allure de révolte due d'abord à des sentiments affectifs à l'endroit de la jeunesse, à la solidarité des partis politiques de l'opposition et de la plupart des syndicats ensuite, qui cherchèrent l'exploitation de ces événements pour renverser la République, ce qui nous aurait conduit à une dictature communiste certaine.

Dans un esprit de conciliation et confiant dans la bonne foi des étudiants, M. Pompidou fait évacuer les forces de l'ordre du quartier Latin, rouvre la Sorbonne et fait voter par le Parlement la loi d'amnistie. Rien n'y fait.

— la révolte continue,
— des piquets de grève composés souvent d'éléments étrangers s'installent partout et s'opposent à la liberté du travail,
— la paralysie du pays est savamment organisée,
— le Parti communiste et M. Mitterrand préparent le coup d'Etat en s'abritant derrière le drapeau rouge et le drapeau noir,
— l'argent français n'a plus cours à l'étranger.

La France dans son immense majorité ne voulait pas de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du général de Gaulle elle a manifesté d'une façon éclatante son désir d'ordre et de paix civile.

A la suite des accords de Grenelle, l'immense majorité des travailleurs qui revendiquaient sans arrière-pensée politique, reprennent le travail. L'ordre est rétabli, le franc a de nouveau cours à l'extérieur et choisissant la solution la plus démocratique, le Président de la République dissout l'Assemblée Nationale et redonne la parole au peuple.

Mais de tout événement, il faut savoir tirer les leçons :

a) On croyait notre jeunesse amorphe et inintéressée. Or, elle manifeste aujourd'hui son désir d'action et de participation, en dehors des partis, des clubs et des syndicats existants dont certains voulaient se servir de leur mouvement à des fins politiques et partisanes. Quelque chose de nouveau vient de se passer, qu'il est inutile de nier ou de minimiser : c'est une faillite de la communication politique entre les dirigeants des partis politiques et syndicaux et la nouvelle base, la jeunesse, qui constituera demain la Nation française.

b) Le corporatisme de l'Université française et la sclérose du corps enseignant qui pour conserver leurs avantages acquis ont refusé toute espèce de réforme, viennent de voler en éclats. Faute de prendre en temps utile les initiatives nécessaires, il va en être de même sous peu dans les entreprises privées et publiques.

c) Entre le communisme que la plupart des Français récusent et un certain capitalisme périmé que la classe ouvrière rejette, il faut s'engager comme le suggère le Chef de l'Etat dans la voie de la participation, non seulement aux discussions mais aussi aux fruits de l'expansion.

Mais indépendamment des nombreuses réformes qu'il est nécessaire d'entreprendre au plus tôt, il faut faire face à ceux qui veulent nous imposer le totalitarisme et l'anarchie contre l'ordre républicain et les libertés démocratiques. Vous avez assisté aux initiatives de ces groupes révolutionnaires tendant à paralyser pour un temps indéterminé toute forme de gestion : d'abord l'Université, puis les usines, puis les écoles, puis les administrations. Ceci nous aurait conduit, sans la ferme détermination du général de Gaulle, à l'oppression et à la misère surtout pour les plus défavorisés.

C'est donc un devoir sacré pour chaque électrice et chaque électeur de s'unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à faire face aux entreprises révolutionnaires et à entreprendre sans retard les grandes réformes qui s'imposent après ces événements.

Pour cela il faut une majorité solide et convaincue de la nécessité impérieuse de promouvoir ces réformes.

Depuis 1962 vous m'avez fait confiance. Je ne crois pas avoir trahi cette confiance. Vous savez tous avec quelle vigueur je me suis employé à défendre la circonscription et plus particulièrement les mineurs et les Houillères et à obtenir des instances nationales et régionales des crédits :

— pour l'industrialisation et la création d'emplois nouveaux,
— pour l'équipement scolaire, sportif et socio-éducatif,
— pour l'agriculture
— pour les infrastructures de la région (autoroutes, chemins départementaux et communaux),
— et enfin pour l'équipement de nos communes.

Avec votre soutien fidèle que je sollicite à nouveau, je continuerai mes efforts dans l'intérêt de tous.

Démocrate, je défendrai la République, la liberté et la paix, avec de Gaulle.

Votez pour

Docteur Julien SCHVARTZ

Député sortant
Conseiller général — Maire de Boulay

Remplaçant éventuel :

Louis KIEFFER

Adjoint au maire de Saint-Avold

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Forbach, Gros-Tenquin, Sarralbe.

M. Jean COUMAROS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France a été une nouvelle fois au bord du précipice.

Elle vient de connaître une crise intérieure, politique et sociale, sans précédent depuis le début du siècle. Ce fut la menace de la guerre civile et l'effondrement du pays.

Je ne veux pas commenter ici les événements que vous connaissez.

Le peuple a vécu dans la crainte et l'incertitude, redoutant les dangers immédiats d'une effusion de sang et les conséquences lointaines d'un pays dévasté, appauvri et peut-être subjugué.

Le 30 mai une voix puissante a retenti à travers les ondes, celle du général de Gaulle qui, dans un sursaut de vigueur inaltérable, a donné une fois de plus le signal du salut. Et la France dans son immense majorité, après un moment d'angoisse et de stupeur, a manifesté d'une façon éclatante son désir d'ordre et de paix civile.

L'économie nationale s'en ressentira néanmoins gravement, et ceci à la veille de l'ouverture du Marché commun.

Le franc, qui était devenu la monnaie la plus forte du monde, a vacillé.

Des millions de Français affrontent encore des difficultés vitales.

L'enseignement scolaire et universitaire a été paralysé, au grand désespoir des parents et du plus grand nombre d'élèves et d'étudiants.

Le Chef de l'Etat, dans son entretien télévisé du 7 juin 1968, a expliqué clairement les raisons profondes de cette véritable explosion qui a failli mettre à sang et à feu tout le pays.

L'homme, et en particulier la jeunesse d'aujourd'hui, sont pris dans le tourbillon vertigineux du progrès de la vie moderne dont ils sont à la fois bénéficiaires et victimes et qu'ils ont peine à dominer.

La machine fait souvent de l'homme son esclave au lieu de le servir !

Au désarroi de la jeunesse étudiante et de la classe ouvrière, s'est mêlée la politique qui a dévié et faussé le sens véritable du mouvement.

Les étudiants ont raison de réclamer des réformes adaptées à leur temps et à leurs aspirations, de participer avec les enseignants à la gestion plus rationnelle de leurs écoles et de leurs universités.

Les ouvriers ont raison de réclamer une amélioration de leur niveau de vie et la disparition des inégalités sociales.

Mais ces grandes réformes si nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, ne doivent se faire que dans l'ordre et dans la légalité, et non pas par la subversion et la violence.

Comme le feu n'éteint pas le feu, le mal ne guérit pas le mal.

Le travail parlementaire lui-même était paralysé par la discorde et les motions de censure se succédant sans cesse (7 en un an !) dans le seul but de renverser le pouvoir et de s'en emparer.

Pour mettre fin à ces querelles stériles, ruineuses et périlleuses, le général de Gaulle a décidé de dissoudre lui-même l'Assemblée Nationale et de remettre, démocratiquement, le destin de la France entre les mains du Peuple.

Electrices, électeurs, la parole est à présent à vous !

Vous qui êtes attachés aux libertés fondamentales de pensée, d'expression et de droit au travail,

Vous qui vous êtes déjà prononcés pour la stabilité et le progrès,

Vous avez, seuls, le pouvoir d'élire une majorité massive, cohérente et efficace, capable de résoudre, avec le concours de tous les organismes représentatifs les grands problèmes vitaux qui préoccupent l'ensemble du pays et concrétiser les vastes projets de réforme de structure déjà entrepris.

A trois reprises la population lorraine, laborieuse et soucieuse de son avenir, m'a témoigné sa confiance et sa fidélité. Dans les circonstances difficiles actuelles, une fois de plus, je sollicite vos voix et m'engage à défendre avec ténacité, sans intrigues et sans égoïsme, dans un esprit humain et social, les intérêts essentiels de notre circonscription.

Le problème de l'emploi, l'avenir des Houillères, l'implantation d'industries nouvelles, l'aide à l'agriculture, les préoccupations de la jeunesse, les inquiétudes des personnes âgées et des catégories les plus défavorisées constituent mon souci principal.

Electrices, électeurs, tous ensemble, la main dans la main, entreprenons avec courage et confiance cette grande rénovation à laquelle nous aspirons tous.

Votez, faites voter

Docteur Jean COUMAROS

Député sortant
Conseiller général
Maire de Puttelange
Combattant volontaire de la Résistance

Candidat investi de l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Joseph AUBERTIN

Employé aux H.B.L. — Maire d'Alsting

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Votre fidélité, votre confiance, sont le témoignage le plus émouvant que je garde de ce premier tour de scrutin.

Elles m'ont permis d'arriver largement en tête de tous les candidats, devançant mon concurrent le plus proche de 6.440 voix.

J'ai trop de respect et d'estime pour vous, pour me lancer dans une campagne agressive et injurieuse, hautement commercialisée et industrialisée, comme celle menée par certains qui disposent de moyens financiers considérables.

J'ai eu à cœur de faire une campagne digne, honnête, sans haine, sans intrigues et sans calomnies.

Le peuple, au sens élevé du terme, n'est pas dupe.

On ne force pas l'amour et la confiance.

On les acquiert à force de dévouement et de sacrifices, et ceci non seulement quand on est candidat.

Le peuple n'est pas un objet commercial.

Il a une âme et il mérite respect et considération.

A l'orgueil et à l'égoïsme, il préfère la modestie et la générosité.

Profondément attaché à cette terre lorraine, si généreuse et hospitalière, je me suis surtout penché sur le sort des plus humbles et des plus déshérités.

Tout ce que j'ai entrepris, tout ce que j'ai défendu, je l'ai fait en mon âme et conscience, en toute liberté et avec les mêmes principes de morale qui ont guidé ma vie.

Tout ce que j'ai fait, je l'ai fait parce que, personnellement, j'y ai cru.

Je n'ai jamais cherché à dissimuler les soucis qui nous assaillent tous.

Fidèle interprète de vos aspirations, je m'emploie à les satisfaire dans toute la mesure de mes possibilités et en étroite communion avec vous tous.

Le problème de l'emploi est ma préoccupation majeure, sans pour autant méconnaître les intérêts tout aussi légitimes des agriculteurs, des artisans, des commerçants, des fonctionnaires, des retraités.

Il dépend de vous, électrices, électeurs, que les grandes réformes de rénovation de la France soient concrétisées au sein d'une majorité forte, cohérente et efficace, dans un climat de paix, de stabilité et d'ordre public, dans un esprit de justice sociale et d'équité, avec la participation de tous.

Pour cela, je vous invite et vous demande instamment à me confirmer, dimanche prochain, votre confiance et votre amitié.

Docteur Jean COUMAROS

Député sortant
Conseiller général
Maire de Puttelange
Combattant volontaire de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Joseph AUBERTIN

Employé aux H.B.L. — Maire d'Alsting

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bitche, Rohrbach, Sarreguemines, Volmunster.

M. Étienne HINSBERGER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

Nos étudiants plus nombreux que jamais, exaspérés par une Université qui a refusé de s'adapter comme le proposait le Gouvernement, s'inquiètent pour leur avenir, comme partout dans le monde.

Ces étudiants ne veulent pas que leur avenir se décide en dehors de leur participation.

Un même souci anime les travailleurs qui se mettent en grève.

Mais leur angoisse tourne alors à la révolte et à l'émeute.

La patrie est en danger.

Le Président de la République intervient alors, rétablit l'ordre, et donne démocratiquement à chaque Français la possibilité d'exercer son choix et de prendre ses responsabilités.

C'est pourquoi je me présente à nouveau devant vous comme candidat.

Conscient de mes responsabilités de député élu par vous au premier tour

— en 1962 par 18.514 voix
— en 1967 par 20.767 voix

élu Secrétaire de l'Assemblée Nationale,

je vous mets en garde contre l'exploitation de la situation par une minorité agissante qui aujourd'hui déjà brandit le drapeau noir de l'anarchie, et qui demain en détruisant la République et la liberté, nous précipitera dans la dictature et le totalitarisme.

Tous, nous voulons les grandes réformes nécessaires pour faire participer les citoyens aux décisions qui les concernent, et ceci par leurs organisations respectives.

Ces réformes ne peuvent se faire qu'en associant à l'expérience des aînés, le dynamisme de la jeunesse.

C'est dans cet esprit que j'ai choisi un suppléant jeune.

Tous, nous savons que ces réformes ne peuvent se faire que par le mouvement, mais dans l'ordre et la légalité.

Le Gouvernement a ouvert la voie en négociant les accords de Grenelle au bénéfice des travailleurs :

Réformer :

En discutant librement ! .... Oui !

— En lançant des pavés, en brûlant des voitures, en construisant des barricades ! .... Non !

Je vous propose :

Sur le plan national :

— Le développement de la politique de paix assurée depuis dix ans.
— Une meilleure répartition des bénéfices au profit des travailleurs.
— Les réformes de structure à tous les échelons favorisant le dialogue et la concertation organisée.

Sur le plan régional :

— La poursuite de mon action portant sur l'industrialisation et l'équipement de la région (le classement en zone II a été obtenu enfin).
Mais le Gouvernement doit accorder à notre région de la Lorraine-Est le soutien et les crédits que méritent son importance et sa situation géographique sur la frontière pour :

- des voies de communication modernes,
- des équipements sociaux-culturels collectifs suffisants,
- des équipements de distribution nous permettant de jouer notre rôle de centre d'échanges commerciaux du Marché commun
(la France et l'Allemagne sont l'un pour l'autre le client et le fournisseur le plus important).

Mais la mise en valeur de notre Lorraine-Est ne dépend pas seulement des Pouvoirs publics, mais aussi de vous tous.
Pour la reconnaissance de la situation-clef de notre région,
Pour sa mise en valeur,
Je renouvelle ici mon appel à toutes les bonnes volontés.
Pour la réforme dans la liberté

Vous voterez V[e] République.
Vous voterez pour une majorité élargie et dynamique.
Vous voterez pour de Gaulle.

Vous voterez

ETIENNE HINSBERGER

Député sortant
Conseiller général
Secrétaire de l'Assemblée Nationale
Né le 27 décembre 1920 à Saint-Louis-lès-Bitche
Marié, père de 5 enfants

Candidat d'Union pour la défense de la République
(U.D.R.)

Seul candidat investi par le général de Gaulle.

Remplaçant éventuel :

ALFRED GRINWALD

Adjoint technique
Président de l'Amicale du personnel municipal de la ville de Sarreguemines
Né le 17 décembre 1943 à Sarreguemines

Pour les réformes dans l'ordre. Pour la défense de la Patrie.

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Albestroff, Château-Salins, Delme, Dieuze, Fénétrange, Lorquin, Phalsbourg, Réchicourt-le-Château, Sarrebourg, Vis-sur-Seille.

M. Pierre MESSMER

(Candidat d'union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

C'est en candidat de l'Union que je me présente à vos suffrages dans la circonscription de Sarrebourg - Chateau-Salins :

Union pour la défense de la République qui a été gravement attaquée ces dernières semaines. Le peuple français, à l'appel du général de Gaulle, a déja réagi contre les forces de la subversion et de l'anarchie. Mais tout danger n'est pas écarté :

Vous aurez le 23 juin, la possibilité de contribuer vous-mêmes à la défense de la République en choisissant le candidat de l'Union.

Union pour le progrès économique culturel et social.

Sur le plan national, d'importantes réformes doivent être accomplies dans beaucoup de domaines et notamment dans l'enseignement et l'économie.

Le Président de la République a clairement indiqué que ce serait l'œuvre de la prochaine législature.

Encore faut-il qu'une majorité cohérente et unie se constitue dans le pays et dans la nouvelle Assemblée Nationale :

Vos suffrages du 23 juin seront déterminants.

En votant pour le candidat de l'Union, vous participerez à l'œuvre de rénovation économique, sociale et culturelle qui est inscrite à notre programme et vous aiderez à achever la construction du Marché commun européen.

Enfin, sur le plan des intérêts de la circonscription de Sarrebourg-Château-Salins, je suis persuadé que l'Union est nécessaire. C'est pourquoi je vous propose de la réaliser dans l'intérêt de la région. Pour ma part, je suis déterminé, si vous m'accordez votre confiance, à m'occuper personnellement des problèmes de la circonscription.

et à m'efforcer de promouvoir les réalisations indispensables dans le domaine de l'agriculture et de l'équipement industriel, touristique et social.

L'avenir des jeunes est une de mes principales préoccupations. Tous mes efforts tendront à l'assurer en favorisant la création d'emplois nouveaux.

La durée très courte de la campagne électorale ne m'a pas permis, comme je l'aurais voulu, de visiter chaque commune, mais je le ferai prochainement, car je désire mieux connaître, afin d'essayer de les satisfaire, les aspirations et les besoins de chacun.

Pierre MESSMER

Docteur en Droit — Gouverneur général de la FOM
Commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire
Compagnon de la Libération
Croix de guerre 1939-1945 avec six citations

Remplaçant éventuel :

Maurice JARRIGE

Diplômé d'études supérieures du CNAM
Officier de réserve
Chef des services administratifs des V.T.F.
Maire de Trois-Fontaines

NIÈVRE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Decize, Dornes, Nevers, Saint-Benin-d'Azy, Saint-Pierre-le-Moûtier.

M. Daniel BENOIST

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.D.G.S.)

1re CIRCULAIRE

Nivernaises, Nivernais,

Il y a plus d'un an, vous m'avez fait l'honneur de me désigner pour vous représenter à l'Assemblée Nationale, par vos suffrages massifs : 29.101 voix sur 47.054 votants.

Aujourd'hui dans des circonstances exceptionnelles, je vous demande le renouvellement de votre confiance.

Je remercie déjà la très grande majorité de mes collègues maires qui me soutiennent dans mon action et président mes réunions.

J'ai rempli mon mandat, avec constance et fidélité au programme que je vous avais présenté, celui de la F.G.D.S., plus valable que jamais pour apporter une solution à l'anarchie, à l'inflation, au chômage que nous subissons depuis dix ans de pouvoir gaulliste.

Mon contact avec vous a été constant par les permanences que j'ai assurées régulièrement, mes articles dans le « Journal du Centre », mes interventions nombreuses à la tribune de l'Assemblée Nationale, mes questions écrites et orales avec ou sans débat.

Sur le plan nivernais, grâce à mon insistance, le Fonds national de l'emploi a pu intervenir en faveur des ouvriers licenciés d'Imphy, Cercy-la-Tour et Nevers. M. le Ministre Chirac a démontré l'impuissance du Gouvernement gaulliste à régler les problèmes de l'emploi dans notre région.

Dix ans de pouvoir absolu du gaullisme ont conduit notre pays à une catastrophe nationale.

Le Président de la République, craignant d'être battu au référendum plébiscite qu'il avait annoncé, a préféré dissoudre l'Assemblée Nationale pour laquelle il a le plus profond mépris.

Dix millions de travailleurs en grève !, dans le calme et la sérénité, ont arraché au Gouvernement quelques avantages sur l'ensemble des revendications.

Avec une majorité gaulliste, les travailleurs perdraient rapidement les avantages qu'ils viennent d'obtenir.

Voter gaulliste c'est entraîner la faillite des petites et moyennes entreprises et accroître le nombre des chômeurs. De 500.000 à l'heure actuelle, ce chiffre atteindrait 1.500.000 avant la fin de l'année.

Nivernaises, Nivernais, vous devez refuser l'alternative que vous propose le général de Gaulle, entre lui et le communisme totalitaire.

La dictature, c'est lui avec ses comités d'action civique, ses préfets, commissaires de la République, son appel à la guerre civile.

L'ordre, ce sont les travailleurs.

L'ordre, c'est la Gauche démocrate et socialiste, et l'immense majorité de la Nation qui est restée calme, sereine, bien qu'elle subisse les injures, les insolences et parfois même les violences des gaullistes.

Au contraire, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste propose :

— Arrêt de toute la partie militaire de la recherche atomique.
— Arrêt immédiat de la folle politique de prestige qui a consisté à donner des milliards à des pays étrangers.
— Mise en route de grands chantiers nationaux : construction d'écoles, de lycées, de collèges (l'école publique, seule école de la République), d'hôpitaux, de maisons de retraite, d'établissements pour handicapés physiques et mentaux.
— Construction immédiate de milliers de kilomètres d'autoroutes, de 600.000 logements dont 400.000 à loyers modérés chaque année.
— Grands travaux d'adduction d'eau pour donner satisfaction au monde rural.

Pour les ouvriers :

Les revendications des organisations syndicales sont les nôtres :

— abaissement progressif de l'âge de la retraite de 65 à 60 ans pour les hommes, à 55 ans pour les femmes, ce qui libérera 1.500.000 emplois.
— abrogation immédiate des ordonnances qui, tout en augmentant la cotisation des ouvriers, diminuent les prestations et enlèvent aux assurés le contrôle des Caisses.
— reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, départ d'une véritable co-gestion.
— réduction progressive des horaires de travail, sans perte de salaire.
— garantie du droit au travail par le plein emploi.
— nationalisation des banques d'affaires et des usines travaillant pour l'Etat (Marcel Dassault - Sud-Aviation en particulier).
— aménagement des retraites et des pensions des vieux travailleurs, des anciens combattants, résistants et déportés.

Pour les femmes :

— modification à la loi sur la contraception, insuffisante et non appliquée.
— promotion d'une politique adaptée au rôle que doivent jouer les femmes dans le monde actuel.
— création de crèches et de garderies d'enfants.
— relèvement de l'allocation de la mère au foyer et des allocations familiales.
— à travail égal, salaire égal, afin de réparer une injustice flagrante.
— organisation du travail à mi-temps pour les femmes dans certaines professions.

Pour les agriculteurs :

— mise en place d'une véritable politique foncière sur l'application stricte des règles concernant les SAFER, les terres en jachère devant revenir à de jeunes agriculteurs.
— organisation rationnelle des marchés par une planification de la production et de la commercialisation à tous les stades.
— implantation partout où cela sera nécessaire des usines de transformation des produits agricoles.

— régionalisation des marchés de la viande avec subventions aux naisseurs et aux éleveurs. La viande doit être d'un grand avenir dans le Marché commun qu'il faudra aborder avec un esprit communautaire et non nationaliste.
— dans l'immédiat et avant la mise en place de cette réforme agraire, rétablissement de la garantie et de l'indexation des prix agricoles supprimés par le gouvernement gaulliste en 1958.
— augmentation de l'indemnité viagère de départ du FASASA pour les exploitants âgés.

Pour la jeunesse :

Les étudiants sont à l'origine du grand bouleversement social que nous venons de connaître. Après avoir éliminé l'anarchie et le désordre, que nous réprouvons, il faut répondre à leurs souhaits par :

1° Autonomie des Universités avec la participation des maîtres, des élèves, des parents d'élèves et la mise en place de programmes simplifiés.

2° Création de postes en fonction des besoins dans la fonction publique.

3° Responsabilité des jeunes avec :
— le droit de vote à 18 ans,
— la gestion des organismes de jeunes à tous les échelons.

Pour les rapatriés d'Algérie :

indemnisation et amnistie.

Nivernaises, Nivernais, la République vous appelle, car elle est en danger.

Le gaullisme s'apparente maintenant au fascisme car les personnes qui ne sont pas d'accord avec le général de Gaulle, sont de « mauvais Français » qu'il faut punir.
Ne vous laissez pas entraîner par le Parti de la peur qui n'est que mensonges.
La gauche française, fraternelle et généreuse, dans le dialogue permanent et le respect des libertés démocratiques, sera le véritable visage de la France.
Votre choix est maintenant très clair.
Dès le premier tour de scrutin, votez en masse pour le candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, seul capable de battre le candidat du pouvoir personnel.

Votez utile, votez efficace,
Votez dès le premier tour de scrutin pour

Docteur DANIEL BENOIST

Chirurgien
Conseiller général
Ancien sénateur de la Nièvre
Président de l'Union amicale des maires de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945 (deux citations)
Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

JEAN BERNIGAUD

Maire de Magny-Cours — Conseiller général de Nevers
Chevalier du Mérite agricole
Président du CETA entre Loire et Allier
Président du Groupe d'éleveurs charollais entre Loire et Allier

2e CIRCULAIRE

Nivernaises, Nivernais, Neversoises, Neversois.

Je remercie profondément les 15.855 électrices et électeurs qui m'ont porté en tête de tous les candidats de la première circonscription de Nevers au premier tour de scrutin.

Vous n'avez pas cédé à la peur et à la panique, seules armes des candidats gaullistes, qui ont eu, hélas ! une trop grande résonnance dans tous le pays au premier tour de scrutin.

Votre conscience civique et votre foi dans une République démocratique, où chaque citoyen doit participer et dialoguer avec les responsables du Gouvernement, constituent un exemple national dont je vous félicite.

Vous avez su résister à toutes les pressions et propagandes abusives.

Vous résisterez encore cette semaine, aux attaques de toutes sortes dont votre candidat de la F.G.D.S. sera sans doute l'objet.

Je fais appel à toutes les électrices et à tous les électeurs qui, au premier tour de scrutin ont voté pour un autre candidat et qui ne veulent en aucun cas, voir triompher au second tour, Me Ramey, candidat du pouvoir personnel anti-démocratique, malgré un désistement possible ou un retrait favorable en sa faveur.

Je leur demande de me faire à nouveau confiance, comme ils le firent l'année dernière car je n'ai jamais trahi leur idéal républicain. Pour eux, comme pour moi, le mot liberté prend tout son sens dans l'avenir de notre pays.

Je me suis sans cesse battu depuis quinze mois dans l'opposition, pour tous les travailleurs afin d'obtenir du pouvoir gaulliste :

— une décentralisation industrielle qui n'est pas arrivée malgré la venue de M. Chirac, Ministre de l'Emploi, à Nevers.

— l'application du Fonds national de l'emploi obtenue grâce à mes interventions répétées.

— une augmentation des programmes de construction à l'Office départemental d'H.L.M. de la Nièvre.

Ils se souviendront que je leur ai apporté mon aide matérielle et morale pendant leur lutte récente.

Pour les agriculteurs, j'ai insisté particulièrement auprès des services du Ministère de l'Agriculture afin de leur faire obtenir le règlement des subventions dues. Dans le même temps, j'obtenais avec mon collègue Jean Bernigaud, l'augmentation du taux de ces subventions par une aide du Conseil général.

Les artisans et surtout les commerçants se rappelleront que la politique inflationniste du Gouvernement gaulliste associée au chômage et à l'effondrement des cours agricoles, portera un coup fatal à leurs affaires, leurs magasins ne vivant essentiellement que du salaire des ouvriers et du revenu des paysans.

Voter gaulliste c'est voter pour l'inflation, le chômage, la dévaluation de notre monnaie, la ruine pour les petits possédants, et un danger immédiat pour les petites et moyennes entreprises.

Pour les jeunes :

Dans tous les domaines, l'enseignement et le travail.

La majorité civique à 18 ans, la participation et le dialogue dans tous les secteurs de la vie.

Toute une politique d'expansion doit être définie et mise en place pour notre circonscription.

Mᵉ Ramey au pouvoir depuis neuf années ne l'a jamais réalisée :

1° remplir la zone industrielle quasi déserte de Nevers.

2° exécuter d'urgence les aménagements suivants qui ont été approuvés en 1967 par le Comité d'expansion économique de la Nièvre et le Conseil général, sur mes propositions, à savoir :

— construction immédiate du hall des expositions pour l'agriculture, le commerce et l'industrie,
— mise en route des réalisations sur la zone d'aménagement différée (ZAD) de la Baratte, avec une voie de dégagement dans le quartier du Moüesse où se situerait le hall des expositions,
— mise en chantier rapide de 2.000 logements dans cette zone à proximité de la zone industrielle, avec espaces verts et maisons de jeunes,
— détournement de la RN 7 avec aménagement d'une prolongation sur Imphy et continuation sur Chevenon-Magny-Cours, pour rejoindre la RN 7. A ce propos, il faut signaler le scandale de la construction du nouveau pont d'Imphy retenu au Vᵉ Plan, mais non exécuté faute de crédits, après l'avoir entendu formellement promettre par M. Chirac, alors Ministre de l'Emploi, et ses préfets,
— aménagement immédiat de la zone industrielle de Sougy-sur-Loire-Decize-La Machine, pour laquelle les crédits viennent d'être attribués. Cette réalisation pourrait commencer avant la fin de l'année,
— construction de l'hôpital de Decize, opération à rattraper au Vᵉ Plan, puisque là encore, cette réalisation a été repoussée à une date illimitée, faute de crédits, dans les attributions de la région de Bourgogne, par le pouvoir gaulliste.

Nivernaises, Nivernais, dimanche prochain, malgré les pressions, les manœuvres de dernière heure, que vous saurez déjouer et mépriser, je vous demande de me renouveler votre confiance augmentée des voix de toutes celles et de tous ceux qui, au premier tour, ont voté en faveur d'un autre candidat.

Tout reste à faire dans notre circonscription.

Je me battrai quotidiennement à l'Assemblée Nationale pour une autre politique économique et sociale et en restant en contact permanent avec vous, comme je l'ai fait depuis quinze mois, nous obtiendrons tous ensemble des résultats trop longtemps promis par le régime gaulliste.

Je vous fais confiance pour dimanche prochain !

Vive la région de Nevers !
Vive la Nièvre !
Vive la République !

Docteur Daniel BENOIST

Chirurgien
Conseiller général
Ancien sénateur de la Nièvre
Président de l'Union amicale des maires de la Nièvre
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945 (deux citations)
Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Jean BERNIGAUD

Maire de Magny-Cours — Conseiller général de Nevers
Chevalier du Mérite agricole
Président du CETA entre Loire et Allier
Président du Groupe d'éleveurs charollais entre Loire et Allier

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : la Charité-sur-Loire, Cosne, Donzy, Pougues-les-Eaux, Pouilly-sur-Loire, Prémery, Saint-Amand-en-Puisaye, Saint-Saulge, Varzy.

M. Jacques BOUCHACOURT

(Candidat d'Union pour la défense des libertés républicaines
U.D. V^{e} et républicains indépendants)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Sans la fermeté du Chef de l'Etat, les institutions légales étaient renversées, le pouvoir tombait aux mains des organisateurs du désordre voulu et de l'anarchie préméditée.

Pour atteindre leur but avoué, la prise du pouvoir, les factions communistes alliées à un curieux assemblage de politiciens au rencart, sans autre programme que la satisfaction d'appétits personnels démesurés, ont délibérément paralysé le pays au risque de compromettre notre avenir économique à la veille du Marché commun.

Les libertés des citoyens, des travailleurs, des étudiants, ont été bafouées et demeurent menacées.

La subversion a prouvé son existence, son organisation, ses objectifs.

Le choix que vous avez à faire est simple.

Vous êtes appelés par votre vote à dire librement si vous voulez abandonner le pays au communisme totalitaire et à ses complices, aux drapeaux rouge et noir, ou si vous voulez au contraire :

— assurer dans la légalité le respect des libertés républicaines,
— ranimer la confiance et la concorde entre citoyens,
— ouvrir, entre Français, une période nouvelle d'efforts concertés de progrès économique, de paix sociale.

Les réformes indispensables ne peuvent être réalisées dans un climat d'opposition systématique et de désordre entretenu.

L'importance de l'enjeu exige l'union de tous les Français décidés à défendre leurs libertés fondamentales aussi bien individuelles que collectives et syndicales.

Les nuances d'opinion doivent désormais céder le pas à la volonté de défendre l'essentiel et de travailler tous ensemble à la rénovation du pays.

Je vous propose l'exemple de cette union. Je vous invite à vous joindre à moi pour que le pays puisse poursuivre son expansion avec la participation de vous tous.

Après cette crise, il est essentiel que toutes mesures soient prises dans l'immédiat pour assurer :

— la stabilité des prix,
— la solidité de la monnaie,
— la garantie de l'emploi,
— l'amélioration du pouvoir d'achat.

Il faut que, courageusement, toutes les catégories sociales, dans tous les secteurs d'activité, reprennent avec confiance le chemin du progrès dans la liberté.

— Pour la paix sociale sans laquelle rien n'est possible.
— Pour votre avenir et celui de vos enfants,
— Pour que cette circonscription sorte de son isolement,
— Pour que la France vive,

Unissez-vous à ceux qui s'unissent.

JACQUES BOUCHACOURT

Membre de section du Conseil économique et social
Né à Fourchambault en 1923, rue Bouchacourt
Membre du Conseil de direction du Syndicat national des Constructeurs de matériel agricole
Conseiller du commerce extérieur de la France
Docteur en Droit — Diplômé ESSEC
Ancien chef de maquis (ORA groupement Cher-Est)
Engagé volontaire de la 1re Armée — Chef de peloton de chars
Chevalier de la Légion d'honneur — Croix de guerre
Croix du Combattant volontaire de la Résistance

Remplaçant éventuel :

JEAN SÉCRETAIN

39 ans
Secrétaire départemental des Républicains indépendants
Hôtelier à Pougues-les-Eaux (Nièvre)

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Au premier tour votre confiance nous a placés en tête du ballottage. Maintenant il faut choisir.

L'élargissement de la majorité, nous vous le proposons. C'est à vous de le réaliser.

Vous le réaliserez d'abord en unissant vos suffrages. Mais vous le réaliserez encore plus, et encore mieux, en travaillant ensemble et avec nous à la rénovation du pays.

Deux choses sont aujourd'hui nécessaires : préserver et rénover.

Il faut préserver le pays du retour au désordre.

Beaucoup ne croyaient pas le pays exposé à un coup de force communiste. Beaucoup ne se rendaient pas compte de la fragilité d'un pays trop divisé, après une succession de drames nationaux, meurtrissant tour à tour l'une ou l'autre fraction de l'opinion publique.

Provisoirement les fauteurs du désordre ont échoué.

Mais le danger est toujours là. Si les Français donnent la preuve qu'ils sont incapables de s'unir largement, de résister éventuellement aux pressions exercées sur eux par une minorité, alors les fauteurs de troubles en tireront la conclusion qu'ils peuvent recommencer avec des chances de succès.

Pour défendre vos libertés, pour échapper aux contraintes et aux menaces de coup de force, il faut dire clairement non à la grève politique, non à l'anarchie, non à la démagogie, non à la mort des petites et moyennes entreprises qui animent l'économie régionale, non à la lutte de classes, non à la dictature communiste.

Il faut rénover le pays.

Le pays, préservé du désordre, ne peut pas cependant se rénover avec des non. Le refus de la servitude ne remplace pas l'exercice de vos libertés.

Unissez-vous pour rebâtir, pour rénover le pays. Cela demande plus de temps que d'aller simplement voter. Mais la tâche, plus longue, et plus ardue est aussi plus féconde. Un pays se construit et se développe tous les jours.

Ne restez pas à l'écart.

Sortez de la passivité pour entrer dans la participation.

Sortez de l'opposition stérile pour aborder la collaboration efficace.

Si nous voulons défendre vos libertés ce n'est pas pour vous en priver. C'est pour vous permettre de les utiliser avec tous vos concitoyens, dans l'ordre, dans la raison, dans l'efficacité.

Pour une France moins divisée, plus fraternelle, plus ardente à se rénover.

Pour la renaissance économique de notre région délaissée, pour l'efficacité de nos efforts et la fécondité de notre travail.

Votez massivement pour l'Union pour la défense des libertés républicaines.

JACQUES BOUCHACOURT
Candidat d'Union

Remplaçant éventuel :

JEAN SÉCRETAIN

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de Brinon-sur-Beuvron, Château-Chinon, Châtillon-en-Bazois, Clamecy, Corbigny, Fours, Lormes, Luzy, Moutsauche, Moulins-Engilbert, Tamay.

M. François MITTERRAND

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.D.G.S.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

1. Les événements qui se sont succédé dans notre pays avec tant de rapidité depuis quelques semaines ont abouti à la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Cette mesure était normale et nécessaire et je l'avais moi-même demandée à diverses reprises au cours de ces derniers mois. Il était devenu évident que le Gou-

vernement avait perdu toute autorité, qu'il n'était plus en mesure d'assurer l'ordre public, que sa politique économique et sociale avait échoué et que la majorité qui l'avait jusqu'ici soutenu allait se disloquer.

Que s'était-il donc passé ?

Je me permettrai d'abord de vous rappeler que les élections du mois de mars 1967 avaient montré que, dans son ensemble, la masse des électeurs désirait voir la Vᵉ République faire une part plus grande à la démocratie et au dialogue. En votant pour la gauche, 48 % des Français avaient marqué franchement leur opposition au régime. Et parmi les autres, nombreux étaient ceux qui n'avaient accordé leur suffrage au général de Gaulle qu'à la condition qu'il changeât de méthode.

Or, le contraire se produisit. Bien loin de tenir compte de la volonté du suffrage universel, dès la première session de la nouvelle Assemblée le Premier Ministre demanda et obtint les pleins pouvoirs et put ainsi décider à sa guise par le moyen des ordonnances. Il s'attaqua à la sécurité sociale. Il refusa d'entendre les doléances des agriculteurs, pour la production animale, notamment. Il accéléra le rythme des concentrations industrielles. Il augmenta le volume du sous-emploi, qui atteignit 500.000 chômeurs. Il ignora les craintes des commerçants et des artisans inquiets des modalités d'application de la T.V.A. Il oublia les anciens combattants et les rapatriés. Il n'accorda qu'une aumône aux personnes âgées : 100 francs d'augmentation par an ! Il maintint le salaire minimum à 350 francs par mois. Il n'eut pas le courage de supprimer les dernières zones de salaire et ne prévit rien de sérieux pour avancer l'âge de la retraite. Quant à la construction, vous savez que la liste est longue de familles privées d'un logement décent.

Ce bilan de faillite était si clairement perçu par la population que chaque élection législative partielle (Auch, Saint-Brieuc, Laigle, Bastia) amena la défaite des candidats du pouvoir.

2. C'est dans le domaine de l'éducation nationale que l'échec fut le plus sensible. Pénurie d'écoles, de classes, de matériel, de crédits ; incohérence des réformes; instabilité à la tête (8 Ministres en 10 ans !) soulignèrent le désordre en profondeur qui résulta de la carence gouvernementale.

Rien d'étonnant dès lors si c'est là qu'éclata la crise qui devait par contagion entraîner la France tout entière à s'interroger sur son présent et sur son avenir.

A Nanterre, à la Sorbonne, puis dans les autres facultés de Paris et de province le conflit a dégénéré en émeutes. Certaines revendications des étudiants sont justes (autonomie, cogestion, refonte du système des cours et examens) et il faut comprendre et admettre le besoin qu'ils ont de s'exprimer, de discuter, de participer, de devenir eux-mêmes responsables. Mais on ne peut approuver les actions inconsidérées et dangereuses des groupes activistes : la violence appelle la violence et tout doit être fait pour que notre pays n'entre pas dans ce cercle infernal. Je remarquerai cependant que le Gouvernement a agi dans cette affaire avec beaucoup de légèreté et porte une large part de responsabilité dans l'aggravation de la situation. On peut même se demander si dans les derniers jours, il n'a pas eu quelque complaisance pour une agitation qui servait ses desseins puisqu'elle entretenait artificiellement la peur de la guerre civile.

3. Dans le même moment s'est déclenché un mouvement de grève dans l'industrie et la fonction publique, mouvement si puissant qu'il a entraîné 9 millions d'hommes et de femmes, tandis que des manifestations paysannes avaient lieu dans toute la France. Vous avez vous-même suivi le déroulement des faits. Je ne les relaterai donc pas ici, sinon pour déplorer la mort de deux ouvriers de chez Peugeot tués par des armes à feu.

Les principales revendications exprimées par les centrales syndicales figurent dans le programme de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste publié le 14 juillet 1966. Mais le rôle des formations politiques n'est pas de se substituer aux syndicats. La Fédération n'avait pas, de ce fait, à intervenir hors de propos dans cette affaire.

Aujourd'hui, le gouvernement essaie de faire croire que le Parti communiste et la C.G.T. ont voulu transformer les grèves en mouvement insurrectionnel. Cette accusation est ridicule. Pendant une semaine au moins il n'y a plus eu d'Etat en France. Si les syndicats avaient voulu passer du domaine professionnel au domaine politique ils n'auraient pas rencontré d'obstacles sérieux : le Gouvernement était impuissant et déliquescent ! Ils ne l'ont pas fait. Soyons justes. « Les représentants des syndicats ont fait preuve de mesure » a déclaré, le 13 juin, M. Maurice Schumann, Ministre des Affaires sociales.

Mais que penser de ce Gouvernement contraint d'accepter soudain ce qu'il refusait pendant des années et qui s'engage dans une politique économique exactement contraire à celle dont il avait affirmé la nécessité ? Est-il le mieux qualifié pour conduire cette politique ?

4. Sur le plan politique le général de Gaulle, à son retour de Roumanie, a d'abord voulu imposer un référendum. Ce référendum était illégal selon le Conseil d'Etat. Il était assorti d'une menace : « Si je n'obtiens pas un oui massif je me démettrai de ma charge », a précisé le Président de la République. C'était donc un plébiscite, comme au temps du Second Empire. La gauche et le centre ont protesté. Il devenait évident que le non allait l'emporter.

C'est dans ces conditions que les dirigeants de la Fédération m'ont chargé de proposer au cas ou le général de Gaulle serait mis en minorité et partirait, et dans ce cas seulement, une solution de rechange (une équipe, un programme), afin que les Français n'aient pas à choisir entre de Gaulle... et rien.

Cette solution de rechange était parfaitement constitutionnelle. Les plus grands juristes, consultés, ont donné leur accord. Parmi d'autres, M. Antoine Pinay que personne n'a jamais classé à gauche, a fait connaître son approbation par voie de presse !

Tout ce qui est dit aujourd'hui à ce sujet par la propagande officielle est de pure démagogie électorale.

5. Le Gouvernement tente d'exploiter la peur de la guerre civile, dont il est pourtant le premier coupable. Il entretient la crainte à petit feu. Lui qui a tant méprisé les agriculteurs, les commerçants et les artisans et qui ne leur a rien accordé de sérieux (serait-ce parce qu'ils ont été les seuls à ne pas se révolter ?) essaie de les rallier à sa cause. Mais il oublie qu'il s'agit là de citoyens qui savent réfléchir et juger honnêtement un bilan.

Je fais pour ma part confiance en leur bon sens. Ils sauront démêler le vrai du faux. Et si les Français doivent redouter quelque chose je crois que le danger le plus réel, en dehors des petits groupes d'action révolutionnaire, vient des comités d'action civique nouvelle milice paramilitaire créée par le Gouvernement.

6. Je me présente dans notre circonscription de Clamecy-Château-Chinon à laquelle me lient fidélité et amitié, ainsi qu'un long et fécond travail en commun. Demain comme hier je m'efforcerai d'agir pour le bien du Morvan, de la Nièvre et pour l'avènement d'une véritable démocratie. On ne peut faire la République sans le peuple, sans les travailleurs, sans les producteurs, sans les cadres, sans les classes moyennes. Député de gauche, fidèle à son idéal et partisan de son union, je choisirai toujours la voie de la réconciliation nationale.

Vive la circonscription de Clamecy-Château-Chinon,
Vive la République,
Vive la France.

François MITTERRAND
Officier de la Légion d'honneur
Député sortant
Maire de Château-Chinon
Conseiller général de Montsauche
Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste

Remplaçant éventuel :

PIERRE SAURY
Conseiller technique
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
au titre de la Résistance

Je ne mets jamais en cause mes concurrents. Cependant pour éviter toute erreur, je précise que M. Jean-Claude Servan-Schreiber ne doit pas être confondu avec M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, auteur du « Défi Américain » et directeur de « l'Express ».

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Que les 15.791 électrices et électeurs qui m'ont accordé leur suffrage dimanche dernier soient d'abord remerciés. Grâce à eux, grâce à leur amitié, grâce à leur fidèle soutien, en un moment où les principes démocratiques doivent être plus que jamais défendus avec courage et persévérance, je pourrai le 30 juin regrouper sur ma candidature la totalité des républicains de notre circonscription.

Qu'ils soient assurés de ma gratitude et de mon souci constant de demeurer digne de leur confiance.

*
* *

Afin de poursuivre le combat pour la démocratie jusqu'à la victoire, je serai présent au deuxième tour de scrutin. Nul ne peut ignorer le véritable enjeu de la bataille politique qui sera livrée dimanche prochain. Candidat unique des républicains, je vous demande, électrices et électeurs, de faire bloc sur mon nom. Je sais que vous répondrez aux pressions et aux injures du pouvoir gaulliste en affirmant, envers et contre tous, l'indépendance de votre suffrage, en votant Républicain.

La victoire qu'ensemble nous remporterons dans cette circonscription de Clamecy-Château-Chinon aura une grande portée dans tout le pays. Elle montrera que lorsque les républicains s'unissent pour la liberté, la justice et le progrès, rien ne résiste à leur volonté.

Je ne vous répéterai pas ici ce que je vous ai dit dans ma première circulaire. Mon programme est connu de vous. Réélu député à l'Assemblée Nationale, je continuerai de lutter avec le même cœur et la même énergie pour les intérêts légitimes et le développement harmonieux des régions si belles et si diverses qui composent notre circonscription.

Dans l'union ainsi retrouvée, nous avancerons ensemble les yeux tournés vers l'avenir.

Vive la circonscription de Clamecy - Château-Chinon
Vive la République
Vive la France

FRANÇOIS MITTERRAND
Officier de la Légion d'honneur
Député sortant
Maire de Château-Chinon
Conseiller général de Montsauche
Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste

Remplaçant éventuel :

PIERRE SAURY

Conseiller technique
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
au titre de la Résistance

Voter Mitterrand, c'est voter :

- Pour l'indexation des prix agricoles sur les prix industriels.
- Pour la défense des commerçants et des artisans.
- Pour une aide accrue aux personnes âgées.
- Pour la suppression totale des zones de salaire.
- Pour des crédits massifs à l'Education nationale.
- Pour la réconciliation des Français autour d'une politique de justice, de progrès et de liberté.

NORD

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lille-Centre, Lille-Ouest.

M. François-Xavier ORTOLI

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays, si profondément attaché à la paix civile, une vague de violence s'est déchaînée. Les libertés de pensée, d'expression et de travail ont été menacées et le sont encore.

Après un moment d'angoisse et de stupeur, le peuple français s'est ressaisi en répondant à l'appel du Président de la République, et a manifesté de façon éclatante — comme l'a prouvé dans le Nord le rassemblement du 31 mai à Lille — son désir de trouver dans la légalité républicaine une solution aux problèmes posés.

Nous voulons voir s'accomplir les réformes qui assureront le progrès, et celles qui permettront à tous les citoyens de participer aux décisions qui les concernent. De telles réformes — celles que veut le pays — ne peuvent se réaliser que dans l'ordre, grâce à des institutions solidement établies. Sinon, l'occasion s'offrirait au totalitarisme qui supprimerait nos libertés, de prendre le pouvoir et d'étouffer la rénovation.

Il est donc nécessaire de nous unir aujourd'hui pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une large majorité solide et convaincue.

Pour ma part, assumant des responsabilités ministérielles, il était de mon devoir de prendre une part active à une consultation dont l'enjeu est capital pour l'avenir des Français. J'ai souhaité le faire dans cette première circonscription de Lille, située au cœur d'une région en pleine mutation, dont la croissance économique et sociale, la richesse humaine, la jeunesse, m'ont toujours paru être une des chances de la France. Je sollicite vos suffrages avec la volonté de tout faire pour que cette chance se réalise, avec la détermination de construire avec vous un avenir de progrès et d'expansion pour Lille et sa région.

En votant pour les candidats de l'Union pour la défense de la République, vous soutiendrez l'action du général de Gaulle, pour la paix, l'indépendance et le progrès.

Choisissez ceux qui veulent, contre toute aventure et tout désordre, la liberté et la paix civile.

Votez et faites voter massivement dès le premier tour pour

FRANÇOIS-XAVIER ORTOLI
Ministre de l'Education nationale
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre national du Mérite
Médaille militaire
Croix de guerre 1939-1945
Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

GABRIEL VAN CALSTER
Négociant en cycles

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lille-Sud, Lille-Sud-Ouest.

M. Pierre BILLECOCQ

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Pour l'action :

Les gens du Nord aiment leur région et veulent y vivre. Pour cela il faut qu'ils y trouvent :

- *Du travail :* il faut créer des emplois, ouvrir des usines.
- *Des moyens de formation :* pour leurs enfants et pour eux-mêmes il faut créer des écoles, des collèges, des lycées, des maisons de la culture...
- *Des conditions de vie agréables :* il faut améliorer le cadre urbain, développer le commerce, faire de cette ville une métropole, véritable carrefour européen.

Pour l'efficacité :

Cette action, Pierre Billecocq la poursuit avec succès depuis deux ans. Son efficacité sera plus grande encore parce qu'il sera un élu.

C'est à vous maintenant d'en faire votre porte-parole.

Pour le dialogue :

Les habitants de cette région veulent connaître :

— la vérité sur la situation actuelle ;
— les problèmes qui se posent et les moyens de les résoudre ;
— les buts qu'il faut atteindre.

Ils veulent dialoguer, participer, travailler avec leur porte-parole auprès des Pouvoirs publics. Pierre Billecocq y tient. Il l'a prouvé. Il continuera.

Avec de Gaulle,
Pour une majorité élargie,
Pour Lille carrefour de l'Europe,

Votez et faites voter le 23 juin,

Pierre BILLECOCQ

46 ans
Marié - deux enfants
Licencié ès Lettres — Diplômé Sciences politiques
Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration
Délégué général de l'Association pour l'expansion industrielle de la région Nord-Pas-de-Calais
Commissaire à la Conversion pour la région du Nord
Croix de guerre — Médaille militaire — Bronze Star Medal

Remplaçant éventuel :

Hubert ROCHET

41 ans
Commerçant lillois
Marié - un enfant

Dynamisme.
Efficacité.
Renouveau
Esprit d'équipe.

2e CIRCULAIRE

Merci aux 19.486 électeurs qui m'ont accordé leurs suffrages au premier tour.

Ce mouvement de confiance qui s'est manifesté en France porte l'espoir d'une majorité large capable de concevoir et de réaliser autour du général de Gaulle les réformes que chacun souhaite.

Mais rien n'est gagné.

Nous devons être encore plus nombreux le 30 juin face à une opposition dont l'entente n'est que de circonstance.

Je rappelle en particulier à ceux qui croiraient pouvoir s'abstenir qu'il est indispensable de voter après les événements graves que nous avons vécus.

Tous ensemble, nous marquerons notre idéal de progrès, de renouveau, de justice et de dialogue que je m'engage à défendre en votre nom.

Pierre Billecocq

Pour une majorité ouverte.

Le 23 juin, les Français ont clairement indiqué leur souhait de voir se constituer demain le grand mouvement national que la crise du mois de mai a imposé pour faire toutes les réformes souhaitées.

Le 30 juin, il faut que les uns et les autres fassent abstraction de tout ce qui peut séparer pour ne considérer que ce qui peut réunir.

Pour la relance économique et sociale.

Sans expansion, les avantages récemment obtenus par les travailleurs deviendraient vite illusoires.

Seule une relance vigoureuse permettra de résorber le chômage, d'assurer un emploi aux jeunes, d'améliorer les revenus des personnes âgées, des familles nombreuses, de bâtir des logements à la mesure des besoins et de poursuivre la construction européenne.

Ce programme doit être réalisé dans le respect non seulement du droit de grève mais aussi du droit de travailler et du droit de savoir.

Pour le renouveau de notre ville de Lille.

qui doit avoir le visage d'une grande capitale.
qui doit fournir à ses habitants les services qu'ils sont en droit d'attendre.
qui doit disposer des équipements dignes de sa place.

Votez et faites voter

PIERRE BILLECOCQ

un homme neuf - dévoué - compétent

46 ans
Marié - deux enfants
Délégué général de l'Association pour l'expansion industrielle de la région
Commissaire à la Conversion pour la région du Nord
Croix de guerre — Médaille militaire — Bronze Star Medal

Remplaçant éventuel :

HUBERT ROCHET

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lille-Nord, Lille-Nord-Est.

M. Liévin DANEL

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Les élections du 23 juin seront pour la France d'une importance capitale.

Depuis un mois, notre pays a vécu une période d'anarchie qui risque de compromettre tout ce qui a été fait depuis dix ans, et de faire perdre à la France la place qu'elle occupe dans le monde sur le plan économique et international.

Il faut sauver la liberté de pensée, d'expression et de travail, qui a été menacée et qui l'est encore.

Une minorité a voulu imposer sa loi dans tous les domaines par la force ; les Français sauront par une majorité écrasante lui prouver que répondant à l'appel

du Président de la République, ils veulent réaliser dans l'ordre et la paix civile toutes les grandes réformes nécessaires.

Nous voulons pour réaliser ces réformes : la participation de tous, par un dialogue permanent, éclairé par une information objective, qui, aidée d'une formation plus développée permette à chacun de choisir en toute connaissance, les grandes options de l'avenir.

Dialogue des étudiants et de leurs maîtres, pour répondre au désir de prise de responsabilité des Jeunes.

Dialogue des travailleurs et de leur patron pour faire face aux problèmes techniques, économiques et financiers de leur entreprise et de son avenir.

Dialogue des électeurs et de leur parlementaire pour l'éclairer sur leurs problèmes et lui permettre de les tenir au courant de son activité et des obstacles qu'il rencontre.

Dialogue des parlementaires et du Gouvernement pour que mieux informé des réformes désirées par les Français, il puisse les réaliser.

Ces réformes doivent d'abord :

Pour les jeunes :

1° Rénover entièrement notre Education nationale, pour donner à chacun sa chance dans la vie, par une formation équilibrée où le sport et la culture artistique aient leur part.
2° Sélectionner les études et les diplômes de base en fonction des nécessités du pays (économiques, sociales, administratives, scientifiques et techniques, etc.).
3° Multiplier le nombre d'enseignants de façon à diminuer la quantité des élèves dans chaque classe.

Pour les travailleurs :

1° Elever le niveau de vie, en commençant par les plus bas salaires.
2° Assurer la sécurité de l'emploi.
3° Défendre la liberté du travail, tout en respectant le droit de grève.
4° Abaisser progressivement l'âge de la retraite.
5° Donner aux anciens une retraite décente.
6° Revaloriser les professions artisanales, protéger le petit commerce et les petites et moyennes entreprises.

La France grâce au général de Gaulle a retrouvé une place unique dans le monde, elle est devenue le symbole et le champion de la paix.
Par son appel, le Président de la République vient de galvaniser une nouvelle fois toutes les énergies de notre pays, qui lui a montré d'une façon éclatante son désir d'ordre, de réformes et de paix civile.

Il faut :

Conserver la stabilité monétaire si difficilement acquise,
Réconcilier tous les Français par l'amnistie,
Assurer aux familles l'aide nécessaire pour élever dignement leurs enfants,
Créer par le dialogue la participation de tous aux réformes à réaliser.
Pour que tout soit parfait, dix ans ne suffisent pas.

Le travail est déjà commencé. A vous de le continuer avec le général de Gaulle et votre député, Liévin Danel.

Votez en masse dès le premier tour le 23 juin,

LIÉVIN DANEL
Député sortant
Rapporteur spécial à la Commission des finances
Conseiller Prud'homme

Remplaçant éventuel :

ALAIN LE MARC'HADOUR
Conseiller général
Maire de La Madeleine
Officier de la Légion d'honneur

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lille-Est, Lille-Sud-Est.

M. Robert MENU

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Investi par le Comité d'action pour la défense de la 4e circonscription dans le cadre de la Communauté, l'Union démocratique pour la Ve République, le Front travailliste, l'Union des jeunes pour le Progrès, les Clubs Jeune France, l'Université moderne, le Centre féminin d'études et d'information...

Seul candidat d'union contre la poussée communiste.

S'abstenir c'est voter communiste

Le choix est clair :

Dimanche 23 juin, vous n'avez que deux façons de voter :

1° Pour l'un des quatre candidats de la gauche dite unie, mais qui n'a jamais présenté autant de candidats dans notre circonscription.

Que ce soit pour le candidat de Mitterrand, « politicien au rancart », pour celui de Mendès, qui s'est désigné comme le chef des anarchistes ou pour le technocrate gauchiste, vous faites le jeu du communisme.

En choisissant cette première solution, vous lancez la France dans l'anarchie qui précède la dictature.

2° Pour Robert Menu, candidat pour la défense de la République, seul candidat d'Union contre la poussée communiste.

Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, la France a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et la légalité.

Les électrices et les électeurs de la 4e circonscription ne seront pas dupes des politicards et de leurs promesses démagogiques.

Le 23 juin, ils voteront dans un élan unanime pour le seul candidat de l'ordre et de la paix et éviteront ainsi un deuxième tour.

Derrière le général de Gaulle

Votez Robert MENU

c'est barrer la route à la dictature.

Robert MENU

Conseiller général de Lille Sud-Est
Secrétaire général de la Fédération du Nord de l'Union des démocrates pour la Ve République
Président du groupe U.D. Ve du Conseil général
Président honoraire de l'Union des commerçants flvois
Président actif depuis 1947 de l'Association d'entraide des aveugles du Nord-Ronchin
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier du Mérite social
Médaille commémorative guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

Roger LEBOUCQ

Ingénieur chargé plus particulièrement de la constitution d'une équipe de spécialistes apolitiques dont le rôle sera d'engager entre le député et ses électeurs le dialogue nécessaire à la défense de leurs intérêts.

2e CIRCULAIRE

Merci aux 15.506 électrices et électeurs (soit 3.042 de plus qu'en 1967), qui m'ont placé avec 46,50 % des voix en première position.

Deuxième tour :

Le choix est clair :

Vous avez à choisir entre le candidat de Mitterrand, président de la subversion et Robert Menu.

Les mauvais députés sont élus par les bons citoyens qui ne votent pas.

Le choix est clair

Comme dans l'ensemble du pays, les Français de la 4e circonscription ont rejeté la révolution.

Mais attention

Si le camp de la Liberté mène largement à la mi-temps, le match n'est pas encore gagné.

Deux candidats sont en présence :

1° Le candidat F.G.D.S., A. Cornette, présenté par Mitterrand.

Après avoir sollicité les voix centristes la semaine dernière, il réclamera les voix communistes dimanche prochain.

Comme à l'habitude il interprétera les chiffres à sa façon. Ces chiffres sont pourtant éloquents : Robert Menu 15.506. A Cornette 8.110 (700 voix de moins qu'en

1967). Fait très significatif, dû sans aucun doute à son inefficacité, il est battu par Robert Menu de 300 voix dans sa propre commune d'Hellemmes, alors qu'il avait 700 voix d'avance sur lui en 1967.

Robert Menu, candidat d'Union pour la défense de la République qui, à 1.000 voix près, a manqué son élection au premier tour.

Ses fonctions au sein du Comité central de l'Union des démocrates pour la Vᵉ République, le mettent en contact direct avec Georges Pompidou et les principaux Ministres.

L'équipe qui l'entoure lui permet de maintenir avec les électeurs le dialogue nécessaire à la défense efficace de leurs intérêts. Cette équipe sera complétée par des spécialistes de toutes origines, ce qui lui permettra d'étudier tous les problèmes et de dégager des solutions constructives.

Les électrices et les électeurs de la 4ᵉ circonscription feront confiance à Robert Menu qui entend, avec sagesse et sans aucun sectarisme, servir l'idéal de paix, d'indépendance et de progrès qui doit unir tous les Français.

S'abstenir c'est voter Mitterrand,
Voter Cornette, c'est voter Mitterrand,

Voter ROBERT MENU

c'est barrer la route à Mitterrand et à la subversion.

ROBERT MENU
Conseiller général de Lille Sud-Est
Président du groupe U.D. Vᵉ du Conseil général
Investi par le Comité d'action pour la défense de la 4ᵉ circonscription, l'Union des démocrates pour la Vᵉ République, les Républicains indépendants (Giscard d'Estaing), le Front travailliste, l'Union des jeunes pour le progrès, les Clubs jeune France, l'Université moderne, le Centre féminin d'études et d'information.

Remplaçant éventuel :

ROGER LEBOUCQ

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : la Bassée, Haubourdin.

M. Arthur NOTEBART

(Candidat du parti socialiste S.F.I.O. présenté par
la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1ʳᵉ CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

La majorité U.N.R. sortante, condamnée par l'explosion populaire, agite un nouvel épouvantail, la guerre civile. Elle tente, à la faveur de la crainte, de revenir en force, camouflée sous une nouvelle étiquette marquée U.D.R.

Une fois de plus, les tenants gaullistes du pouvoir essaient de tromper, ils mentent et ils rusent avec le peuple.

Ils sont près à tout faire, ils promettent tout pour conserver le pouvoir.

Mais après dix ans de majorité absolue et de « stabilité », ils ont fait faillite et les mêmes causes produiraient les mêmes effets.

L'année sociale promise depuis 1962 et toujours remise, la volonté du peuple est en voie de l'imposer.

Pour garantir l'acquis obtenu par le mouvement des masses laborieuses de notre pays, il faut confirmer la volonté exprimée par une victoire politique de la gauche républicaine, démocrate et socialiste.

La 5e circonscription d'Haubourdin-La Bassée a été à l'aube de la victoire de la République, elle le restera.

Françaises, Français,

La Fédération de la gauche démocrate et socialiste vous a présenté et diffusé son programme ; nous vous rappelons l'essentiel :

1° Une société de citoyens libres et non aux ordres d'un seul ;
2° Une économie de progrès par un plan véritablement démocratique ;
3° Une agriculture moderne, élément indispensable dans l'Europe de demain ;
4° L'organisation de la justice sociale pour tous ;
5° La promotion de la femme par son égalité et sa dignité ;
6° Pour l'avenir de notre pays par la priorité des priorités à l'Education nationale ;
7° La paix dans un monde organisé.

La Fédération de la gauche démocrate et socialiste prend l'engagement solennel de réaliser au pouvoir le programme qu'elle vous présente.

La Fédération vous propose ainsi un véritable contrat dont l'application dépend d'abord de vous, de votre volonté de participer directement aux affaires de notre pays, de votre désir d'assurer l'Union des forces de gauche sur des bases réalistes.

En vous prononçant massivement pour le programme de la Fédération et pour ses candidats, vous vous dresserez contre un régime de pouvoir personnel, de stagnation et de nationalisme et vous vous prononcerez pour la démocratie au service de l'homme, l'expansion au service de la justice et l'Europe au service de la paix.

Jeunes, qui pour la première fois allez participer à un scrutin d'une telle importance, vous, dont l'avenir se joue à l'heure présente, soyez à l'avant-garde du combat.

En 1962 et 1967, la 5e circonscription a fait confiance aux républicains. Soyez avec eux.

Oui, en rangs plus serrés encore, le 23 juin 1968, tous les républicains, les hommes de progrès, tous ceux qui veulent vivre dignement voteront :

ARTHUR NOTEBART — EUGÈNE AVINÉE
Deux administrateurs dignes de notre région

Pour la paix civile, par la justice sociale : vous affirmerez votre foi en la France républicaine, en une République généreuse, plus juste, plus humaine, plus fraternelle.

Les candidats du Parti socialiste S.F.I.O. présentés par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste

ARTHUR NOTEBART
Maire de Lomme
Député du Nord
Conseiller général du Nord

Vice-président de la Communauté urbaine de Lille
Membre des bureaux nationaux de la S.F.I.O. et de la F.G.D.S.
Président départemental de la F.G.D.S.
Croix du Combattant 1939-1945
Croix du Combattant volontaire de la Résistance
Officier de l'Ordre des palmes académiques
Médaille d'Or de la Jeunesse et des Sports
Chevalier du Mérite sportif
Chevalier du Mérite social
Chevalier du Mérite civique

Remplaçant éventuel :

EUGÈNE AVINÉE

Maire de Loos
Député suppléant
Vice-président de la Communauté urbaine de Lille
Vice-président de l'Union nationale des bureaux d'aide sociale
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur du Mérite militaire
Croix de guerre 1939-1945 avec palmes
Officier du Mérite combattant
Officier de l'Ordre des palmes académiques
Commandeur de l'Ordre de la Santé publique
Croix de Combattant volontaire de la Résistance
Officier du Mérite social

vous parlent :

En novembre 1962 et en mars 1967, vous avez fait de nous vos élus et nous en sommes fiers. Vous nous avez fait confiance sur un programme précis, les faits et les événements récents ont fait la démonstration de la justesse de nos vues et de nos appréciations.

Aussi, est-ce dénués de toute crainte d'avoir manqué à notre parole qu'à nouveau nous vous demandons de nous renouveler votre confiance. Confiance que nous pensons fermement mériter encore, convaincus d'avoir rempli notre mandat dans l'intérêt des populations de notre Nord et tout particulièrement de la circonscription d'Haubourdin-La Bassée.

A ceux qui en 1967 préféraient voter U.N.R. (U.D.R.) nous leur demandons de juger :

— La fausse stabilité sous tous les aspects du régime dit de la Ve République ;
— La politique de mensonges à tous les stades, l'utilisation scandaleuse de la télévision et de la radio ;
— La régression sociale qui s'est installée avec le chômage et la misère ;
— Les impôts de plus en plus lourds, la vie de plus en plus chère...

Aux nouveaux électeurs nous demandons comme à tous les électeurs et électrices, hommes et femmes :

— De juger les faits, de prendre leurs responsabilités ;
— De choisir la voie du progrès, la voie de l'avenir.

La voie de la véritable République.

2e CIRCULAIRE

Les socialistes vous disent :

Tout d'abord, merci !

Merci aux 16.722 électeurs et électrices qui nous ont accordé leur confiance dès le premier tour du scrutin.

Loyalement, faisant appel à votre clairvoyance, nous avons voulu placer les électeurs devant la réalité des faits !

Nous constatons :

1° Que sur un total de 49.143 votants, l'U.D.R. n'a obtenu que 17.627 suffrages ;
2° Que par rapport à 1962, nous avons gagné 775 voix ;
3° Que l'ensemble des formations de gauche a réuni 25.368 suffrages ;
4° Que 3.129 électeurs et électrices ont suivi « Progrès et démocratie moderne », condamnant explicitement, sans équivoque, la politique dictatoriale du régime gaulliste.

Logiquement, la conclusion est donc :

Dimanche 30 juin : Défaite de l'U.D.R. dans la circonscription des cantons d'Haubourdin et de La Bassée.
Avec confiance, c'est à vous tous, Républicains, que nous nous adressons.
Il importe que vous affirmiez votre résolution !

Oui, il est encore temps :

Si vous voulez maintenir la République ;
Si vous voulez sauvegarder ses libertés essentielles ;
Si vous voulez préserver ses avantages acquis ;
Si vous voulez sauver la monnaie et préserver le pays de la banqueroute ;
Si vous voulez assurer l'existence même de vos foyers, dans la paix, l'indépendance et la liberté...

Répondez à notre appel...

et dressez à l'encontre des forces réactionnaires, aujourd'hui conjuguées, le rempart de toutes les forces vives et démocratiques de la Nation.
De votre détermination, de votre volonté, de votre vote, dépendent la réalisation de tous vos vœux, l'avènement d'une véritable justice sociale, la reconnaissance de vos droits et le maintien de vos libertés !

Au premier tour, vous avez choisi !

Il vous appartient maintenant d'éliminer :
Ensemble, éliminons l'U.D.R. en votant pour la République et la liberté.

Vive la République !

Arthur NOTEBART

Remplaçant éventuel :

Eugène AVINÉE

Candidats d'Union des Républicains

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cysoing, Pont-à-Marcq, Seclin.

M. Robert VANDELANOITTE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le docteur

ROBERT VANDELANOITTE
47 ans, Conseiller municipal de Templeuve depuis mars 1959
Conseiller général du canton de Cysoing depuis octobre 1967

et

CHRISTIAN DIEVART
27 ans, Surveillant de travaux à la mairie de Lille

se présentent à vous comme candidat et suppléant aux élections législatives du 23 juin, non pas contre un tel ou un tel, mais en même temps qu'eux. C'est à vous électeurs, conscients de vos responsabilités, de faire votre choix en toute liberté puisque, grâce à Dieu, nous sommes encore en démocratie.

Nous ne sommes pas des politiciens, ceux d'entre vous qui nous connaissent déjà, le savent.

Christian Dievart n'appartient à aucune formation politique.

En ce qui me concerne, je vous propose ma candidature dans le but de vous représenter tous, sans distinction d'opinion, à l'Assemblée Nationale comme j'ai accepté de le faire au Conseil général du Nord. Si vous me faites confiance comme je l'espère, c'est dans le même esprit que je vous représenterai en haut lieu et y défendrai, sans aucune exclusive, vos intérêts et ceux de notre région.

Médecin à Templeuve depuis vingt-deux ans je connais parfaitement vos difficultés, vos inquiétudes, vos problèmes, ceux en particulier des bas salariés auxquels les longues grèves récentes n'ont pas apporté la solution souhaitée. Il eut fallu que ceux qui ont le privilège d'un salaire confortable et l'assurance d'une retraite également confortable, sachent faire taire leurs revendications en ce domaine pour permettre aux plus deshérités un réajustement décent, basé sur leurs besoins réels ; non pas un SMIG ou un SMAG mais un salaire minimum vital dans des conditions humaines de travail.

Minimum vital également pour les aînés, anciens travailleurs ou combattants à qui nous devons en grande partie ce que nous sommes ; pour les handicapés, beaucoup trop dépendant jusqu'à présent, de la « charité publique ».

Nous sommes résolus à soutenir de toutes nos forces les justes revendications correspondant aux saines aspirations du monde du travail, des jeunes de toute condition, ouvriers ou universitaires, inquiets — comme on les comprend ! — pour leur avenir ; celles aussi des personnes âgées, infirmes et handicapés, trop souvent laissés

pour compte ; des femmes seules chargées de famille, « sans cependant méconnaître les exigences économiques qui accompagnent tout effort de création et de progrès ».

Pour arriver à une évolution nécessaire de notre Société, sachons œuvrer ensemble, refusant la division et la haine qui n'engendrent que souffrances et dont, finalement, les plus humbles font les frais.

Voilà notre programme ; nous le réaliserons grâce à la confiance que vous voudrez nous manifester par un vote massif dès le premier tour de scrutin qui peut être décisif, pour que vive de plus en plus notre France libre et prospère, dans un monde en paix.

Electrices, électeurs !

Le 23 juin, votez et faites voter

ROBERT VANDELANOITTE

Candidat d'Union pour la défense de la République

2e CIRCULAIRE

Electrices et électeurs de la 6e circonscription,

Tout d'abord, merci de votre confiance, manifestée dès le premier tour de scrutin du 23 juin et qui se passe de commentaires :

U.D.R. Robert Vandelanoitte	21.246 voix
F.G.D.S. Marceau Laurent	13.542 voix
P.C. Adolphe Dutoit	10.047 voix
Sans étiquette Patrick Guermonprez	1.615 voix
P.S.U. Jean-Pierre Mouvaux	1.050 voix

Notre temps étant trop limité, nous n'avons pu prendre contact avec tous ceux de nos amis qui nous ont manifesté leur dévouement et leur sympathie. Nous le ferons par la suite, quel que soit le résultat du scrutin. L'heure est venue de resserrer les liens qui existaient déjà et d'intensifier notre travail en commun pour le développement de notre région.

Une circonscription comme la nôtre offre une grande variété de problèmes qu'il nous faudra résoudre ensemble. Il est bien entendu que, si je suis élu, ce ne sera pas pour assister, à titre personnel, aux séances de l'Assemblée Nationale, mais pour vous y représenter tous, sans aucune exclusive de parti, d'opinion ou de position sociale.

Voici comment je conçois mon éventuel futur rôle. Etablir un vrai dialogue avec les différents organismes représentatifs des forces vives et des valeurs morales de notre secteur :

Ediles municipaux, syndicats agricoles et jeunes agriculteurs, responsables des organismes du monde industriel et commerçant, militants syndicaux, associations familiales, représentants qualifiés des carrières libérales et des professions artisanales, urbanistes, etc. Nul ne doit être exclu du dialogue.

Je l'ai dit dans ma profession de foi et le répète : Dans le domaine politique, je suis un homme neuf, partisan, pour le Gouvernement de demain, d'un élargissement de la majorité, consciente de la nécessité de s'unir en vue d'accomplir ensemble l'œuvre de rénovation nécessaire.

Je n'oublie pas qu'une importante fraction de notre territoire régional est à vocation agricole et que les difficultés, rencontrées par les agriculteurs, devront faire l'objet d'un échange de vues permanent.

Le secteur minier a, lui aussi, ses difficiles problèmes particuliers.

Tous ensemble nous travaillerons à la prospérité de notre région et au mieux-être de ses habitants sans perdre de temps en vaines querelles ou en rancunes périmées.

- Pour le respect de nos liberté,
- Pour les réformes dans la légalité,
- Pour l'ordre et la stabilité,

Vous confirmerez le 30 juin votre vote massif du premier tour en accordant votre confiance à

Robert VANDELANOITTE
Docteur en médecine
Conseiller général du canton de Cysoing
Conseiller municipal de Templeuve

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Christian DIEVART

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lannoy, Roubaix-Est.

M. Joseph FRYS

(Candidat d'union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(App. U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

« Jamais des élections n'ont eu une telle importance nationale parce que tout, en vérité, tout en dépend, tout est en cause.

Si les résultats sont bons, dans la mesure où ils le seront d'une manière massive, la République, la liberté seront assurées et le progrès, l'indépendance et la paix auront gagné.

Si au contraire les résultats sont mauvais, alors, tout ça c'est perdu ! Voilà pourquoi j'appelle les Françaises et les Français à s'unir par leur vote autour de son Président parce que, n'est-ce pas, il faut que vive la République et que vive la France. »

Charles de Gaulle.
Président de la République.

« LE GENERAL DE GAULLE Paris, le 18 mars 1968.

Mon cher Frys,

Avec vous, je pense que le génie français se doit en effet de fournir au monde la réponse qui apaisera son inquiétude et satisfera ses besoins sociaux et culturels.

Croyez, mon cher Frys, à mes sentiments bien cordiaux.

Bien amicalement.

Signé : Charles de GAULLE. »

Mes chers concitoyens,

Depuis vingt-sept ans, compagnon de de Gaulle dans la guerre et dans la paix, j'ai servi les intérêts de tous dans le respect des opinions et des catégories. Cette fois encore je me présente à vos suffrages pour aider de Gaulle, en votre nom, à servir la France et les Français.

Après la secousse terrible où la République a failli glisser de la paralysie dans l'anarchie et tomber dans la contrainte de la dictature communiste, je crois exprimer le sentiment général en disant que ce qui compte par dessus tout c'est l'union autour de de Gaulle pour accomplir dans l'ordre et les libertés les réformes qu'imposent notre temps et la volonté du peuple.

De Gaulle en appelle au peuple :

— *Pour* ne pas nous résigner à une dictature totalitaire implacable qui s'imposerait par la subversion et la faiblesse de socialistes devenus rapidement des otages impuissants.

— *Pour* établir la participation de tous ceux qui travaillent ensemble et ont intérêt à ce que ça marche de manière que soit attribuée à chacun une part de ce que l'affaire gagne.

Tout cela il faut le faire parce que cela concerne la dignité de la condition humaine prise dans l'engrenage mécanique qui écrase, asservit les gens sans prise sur leur propre destin.

Pour votre député il va s'agir de défendre vos intérêts :

— *Pour* que les hausses de salaires obtenues ne soient pas mangées par l'augmentation du prix de la vie, le chômage et l'inflation.

— *Pour* que les retraites des personnes âgées dont on a trop peu parlé bénéficient des mêmes avantages.

— *Pour* abaisser progressivement l'âge de la retraite à 60 ans en commençant par les femmes.

— *Pour* limiter l'afflux de la main-d'œuvre étrangère en période de chômage.

A présent que tout le monde est d'accord, y compris ceux-là qui s'y sont opposés trop longtemps, sur la nécessité de créer des emplois pour les jeunes et les cadres, il s'agit d'unir syndicats, cadres, chefs d'entreprises pour implanter chez nous des industries nouvelles en remplacement des usines fermées.

Estimant que le temps est venu d'ouvrir les horizons de la politique et de la participation à la jeunesse, j'ai choisi un jeune suppléant. Nous le jugerons à l'œuvre.

JOSEPH FRYS
Député sortant
Président du Groupe parlementaire de la Recherche scientifique

Remplaçant éventuel :

RÉGIS BOUCHEZ
24 ans
Licencié lettres — Diplômé sciences politiques
Attaché de cabinet au Ministère de la Coopération

Je remercie Joseph Frys, député sortant, d'avoir fait appel à un suppléant jeune. Mon but sera de donner aux jeunes les moyens de la participation aux réalités de l'enseignement, du travail, de l'emploi et de la vie politique.

Vive de Gaulle.

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Le premier tour en me plaçant très largement en tête par 27.622 voix, 43 %, et 10.519 voix d'avance sur le second m'a désigné pour faire l'Union dans l'intérêt général, en respectant la légitime et nécessaire diversité des opinions.

Du premier tour se dégagent deux conclusions qui, je le crois bien, sont partagées par tout le monde.

La première c'est qu'à l'époque d'évolution où nous sommes nous voulons tous assurer à nous-mêmes et à nos enfants un avenir meilleur dans tous les domaines.

La seconde c'est que pour avoir chacun notre part de ce qui améliore la vie et de ce qui donne courage et espoir, il faut nous ouvrir à toutes les collaborations.

JOSEPH FRYS
Député sortant

Si votre vote est un vote de large union, les libertés et le progrès auront gagné.
Si au contraire les voix du Centre s'ajoutent aux voix de l'otage des communistes, ce sera vous le savez bien, le désordre et le malheur pour tous.
Tout dépend de votre vote.

J'adresse un amical et pressant appel :

aux électeurs des candidats du Centre pour établir avec leurs représentants le dialogue et la participation.
Ensemble nous serons au service du bien commun.

Fidèle au programme d'union et de respect des libertés, je serai au service de tous.

Vive la République

JOSEPH FRYS

Député sortant
Président du Groupe parlementaire de la recherche scientifique et technique

Remplaçant éventuel :

RÉGIS BOUCHEZ

Licencié lettres — Diplômé Sciences politiques
Attaché de cabinet au Ministère de la Coopération

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Roubaix-Nord, Roubaix-Ouest.

M. Pierre HERMAN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Madamé, Mademoiselle, Monsieur,

Pour tenter de chasser de Gaulle, de renverser la République et d'instaurer une dictature, les socialistes — dont Jean Delvainquière — ont suivi les communistes et ont amené notre pays au bord de la guerre civile.

Je suis persuadé que vous avez le désir de vivre en paix et de choisir en toute liberté, parmi les candidats, celui qui a décidé de soutenir sans défaillance l'action du Président de la République, garant de nos libertés.

Avec le Chef de l'Etat, je refuse l'abandon de notre pays au communisme et j'accepte le combat que je n'ai cessé de poursuivre pour le progrès dans l'ordre et la justice sociale dans la liberté.

C'est pour mettre en application les réformes rendues nécessaires par les mutations de la société et annoncées par le Chef de l'Etat, que je me présente à vos suffrages.

Ces réformes porteront en priorité sur :

— la « condition humaine » des travailleurs, en les associant à la gestion et aux résultats des entreprises, privées et nationales
— l'enseignement
— l'amélioration des retraites des personnes âgées
— l'abaissement de l'âge de la retraite
— le plein emploi des jeunes et des cadres.

Je m'engage à militer en faveur du développement économique et social, et a réclamer l'implantation de zones industrielles permettant la création d'emplois nouveaux.

Je soutiendrai l'action du général de Gaulle.

Je voterai l'amnistie.

Ma position est claire et sans équivoque.

Aidez-moi en m'apportant votre confiance.

Vive la liberté.
Vive la France.

Pierre HERMAN

Pas d'abstentions
Votez tous le 23 juin

Le sens de notre combat.

Malgré de lourdes charges professionnelles et familiales, j'ai cru de mon devoir de servir le pays et ma région en acceptant d'être le suppléant de M. Pierre Herman.

Issu d'un foyer ayant toujours eu le souci du bien public, je ne pouvais que reprendre la tâche assumée pendant des années par mon père, tant à la mairie de Roubaix, qu'au Conseil général du Nord.

Père de famille de six enfants, j'ai la certitude qu'il est possible d'offrir à la génération montante autre chose qu'une société capitaliste basée sur la puissance de l'argent sans pour autant la remplacer par le communisme matérialiste où l'homme n'est plus qu'un robot.

Militant familial, en contact journalier avec la population de notre circonscription, je connais particulièrement les problèmes à résoudre pour que nos enfants puissent connaître une vie heureuse, dans une société plus juste où seraient donnés à chacun, avec le droit au travail, une rémunération équitable et la garantie d'une vieillesse à l'abri du besoin.

C'est dans cet esprit que je vous demande d'accorder vos suffrages à

Pierre HERMAN
Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Albert MULLIE

Deux hommes de progrès.

2e *CIRCULAIRE*

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Je vous remercie en mon nom et au nom du général de Gaulle, de la confiance accrue que vous avez bien voulu m'apporter dimanche dernier.

Vous avez manifesté à la fois votre souhait de réformes profondes, et votre volonté de voir régner la liberté et la justice.

Mais rien n'est encore gagné !

La leçon sévère que vous avez donnée aux fauteurs de troubles doit être amplifiée.

Chacun de vos suffrages sera indispensable pour assurer la victoire de la France.

Que les abstentionnistes encore trop nombreux, que les hésitants, que les départs en vacances n'assurent pas l'élection de Delvainquière battu dimanche dernier.

Le pays a besoin d'une majorité solide et élargie pour faire face à son destin.

Que chacun et chacune fasse son devoir.

Je m'engage quant à moi à faire le mien, en soutenant l'action du général de Gaulle.

PIERRE HERMAN — ALBERT MULLIE

Pour :

Sauver la République
Sauvegarder les libertés
Réaliser les nécessaires réformes de l'entreprise et de l'enseignement
Le progrès social dans l'indépendance et la paix

Pour :

La défense de la région du Nord
L'implantation d'industries nouvelles
L'amélioration de la retraite des personnes âgées et la réduction de l'âge de la retraite.

Avec de Gaulle faisons l'Union pour la France.

Votons HERMAN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

Remplaçant éventuel :

ALBERT MULLIE

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Marcq-en-Barœul, Tourcoing-Nord-Est, Tourcoing-Sud.

M. Henri BLARY

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Il y a un an, vous m'avez porté à la députation, il y a huit mois, vous avez renouvelé mon mandat de conseiller général. Je pense n'avoir pas démérité, je me représente à vos suffrages.

Je m'engage :

— A défendre les institutions.
— A défendre la politique actuelle de la France, c'est-à-dire l'indépendance à l'égard de tous et l'amitié envers tous.
— A défendre la stabilité de la monnaie.

J'accorderai mon soutien à toute politique qui tendra :

— A développer, démocratiser, moderniser l'enseignement public et à promouvoir un vaste programme de constructions scolaires.
— A assurer la liberté de l'enseignement.
— A favoriser la promotion sociale.
— A rajeunir un certain nombre de nos structures.
— A promouvoir la recherche scientifique et technique.
— A soutenir l'effort pour une politique d'expansion qui doit prévoir en particulier l'entrée d'une jeunesse ardente dans les cadres d'une nation nouvelle.
— A ouvrir le dialogue pour une université autonome et rénovée.

Il faudra :

— Soutenir une politique de paix, de non-ingérence dans les affaires des autres, de respect des personnalités et des nations, une politique de détente et d'équilibre, une politique de coopération et d'amitié.

Sur le plan social, il m'apparaît indispensable :

— D'ouvrir de très larges discussions et consultations dans le cadre des conventions collectives afin de permettre dans les meilleures conditions la remise en ordre de notre économie.
— De revoir le problème des ordonnances.

Je lutterai pour que soit accordée :

— A la famille, toute l'aide dont elle a besoin pour élever dignement les enfants.

Il faut prévoir :

— Une augmentation sensible des prestations familiales, y compris l'allocation de salaire unique.
— La création d'une allocation orphelin.
— Une gestion démocratique des caisses de Sécurité sociale et d'allocations familiales.

J'appuierai les mesures qui tendront :

— A promouvoir la construction de logements décents.
— A améliorer sensiblement le sort des vieux travailleurs.

Je demanderai :

— L'amnistie totale dans un esprit de réconciliation nationale.

Pour les Français, l'avenir doit être le progrès, le progrès, c'est-à-dire la prospérité et la justice.

Prospérité :

Cela veut dire une expansion continue permettant l'accession à une puissance économique qui permette l'élévation du niveau de vie de tous.

— La possibilité pour les jeunes générations de trouver des emplois stables, bien rémunérés, correspondant aux capacités et aux goûts de chacun.

— La réalisation des grands équipements collectifs : logments, routes et autoroutes, équipements urbains et ruraux, téléphone, aérodromes, équipements sportifs, culturels, de loisirs et de vacances. Bref, tout ce qui fait un grand pays moderne.

Pour atteindre ces résultats :

— Nous devons accentuer la politique de modernisation et de rationalisation de notre industrie.

— Améliorer sa productivité.

Un tel effort collectif des Français ne peut se concevoir que dans la justice.

Justice :

Cela veut dire que chacun ait sa chance au départ et il faut pour cela et tout d'abord :

— La réforme de l'Education nationale.

— La décentralisation de l'enseignement secondaire et du premier cycle de l'enseignement supérieur, le développement de l'enseignement technique.

— Une politique de l'emploi.

— La transformation du régime économique et social, assurant à tous un niveau de vie satisfaisant, s'attaquant aux inégalités de la fortune, comme aux inégalités entre les régions.

— La justice, c'est aussi la promotion de la femme.

— La justice, c'est encore la protection des faibles et la sécurité pour les personnes âgées.

Je m'emploierai également :

— A maintenir et favoriser les libertés syndicales.

— A soutenir toute politique pour la construction progressive de l'Europe.

— A obtenir la réduction et l'adaptation du service militaire.

— A demander que soit instauré un contrôle sévère de l'immigration.

En résumé, il faut choisir pour une France indépendante, pacifique, prospère et fraternelle, au sein d'une Europe unie dans un monde réconcilié.

Pour atteindre ce but, il faut :

— Un Gouvernement stable et homogène.

— Un parlement comportant une majorité cohérente et prête à faire taire les égoïsmes des partis.

En un mot, par ce programme, nous pouvons établir et défendre la paix dans l'honneur et la dignité, en veillant au bien-être de tous les Français.

Nous préservons et assurons l'avenir.

Nous réalisons toutes les réformes nécessaires, dans le respect des institutions et des libertés publiques et individuelles.

En masse dès le premier tous vous voterez et ferez voter pour :

Henri BLARY

Député sortant
Conseiller général
Premier adjoint au maire de Tourcoing
Médaille militaire — Croix de guerre
Chevalier de la Légion d'honneur
Combattant volontaire — Evadé de guerre — Résistant
Chevalier des palmes académiques

Remplaçant éventuel :

Georges LAMBRECQ

Maire de Marcq-en-Barœul
Conseiller général
Vice-président de la Communauté urbaine de Lille

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Armentières, Quesnoy-sur-Deûle, Tourcoing-Nord.

M. Maurice SCHUMANN

(Candidat d'Union des démocrates pour la Ve République
pour le progrès familial et social)
élu le 23 juin 1968
(app. U.D.R.)

Pour la première fois depuis plus de trente ans, un élu du Nord est chargé des affaires sociales de la Nation. Quinze jours après son entrée en fonction, Maurice Schumann dresse un premier bilan de son action et vous demande de l'aider à poursuivre sa tâche.

J'ai été porté à la tête des Affaires sociales à un des moments les plus dramatiques mais aussi peut-être les plus féconds de notre histoire.

Cette tâche immense, je l'ai acceptée en pensant au Nord, à notre vallée de la Lys et à ses travailleurs de la ville et des champs qui — même quand ils ne partagent pas toutes mes idées — sont pour moi des amis.

Suis-je digne d'accomplir cette mission avec le concours quotidien d'Adrien Verkindere, député ouvrier ?

Je vous demande d'apprécier notre efficacité et notre fidélité à la cause qui fut toujours la nôtre, non d'après des promesses et des paroles, mais d'après des actes.

1° Quand je suis devenu Ministre des Affaires sociales, nous en étions aux fameux Accords de Grenelle qui, certes, contenaient des dispositions capitales et avaient fait l'objet d'un accord de principe avec toutes les organisations syndicales, mais n'apportaient rien aux familles populaires avant la fin de l'année au plus tôt, et rien aux personnes âgées et aux grands infirmes avant le 1er octobre. Il m'a semblé

inadmissible qu'un mouvement de générosité sociale laisse à part les plus mal défendus et les plus déshérités, ceux qui ne peuvent ni utiliser le droit de grève, ni dresser des barricades. En une semaine, j'ai obtenu :

Le relèvement immédiat de l'allocation aux personnes âgées ;
Le relèvement immédiat des allocations familiales.

En outre, il est entendu :

— d'une part, qu'un nouvel ajustement sera opéré dans quelques mois ;
— d'autre part, que la réforme de l'allocation de salaire unique et de la mère au foyer sera mise au point à l'occasion du prochain budget.

2° Aussitôt après mon entrée en fonction, j'ai préparé un décret diminuant le ticket modérateur applicable aux dépenses de visites et de consultations.
Les militants populaires n'ont pas oublié comment et grâce à qui fut évitée, il y a un an toute diminution du remboursement des dépenses pharmaceutiques.

3° Devenu Ministre d'Etat en avril 1967, j'ai annoncé que mon premier but serait d'amener le Gouvernement à élaborer un vaste plan de grands travaux, d'implantation d'entreprises nouvelles et de création d'emplois dans le Nord.
Après quelques mois d'un travail collectif sans précédent, ce plan a été adopté et publié à la veille de la crise. Il contient notamment des mesures capitales pour l'avenir des cantons d'Armentières, de Quesnoy-sur-Deûle et de Tourcoing-Nord. Son application commencera sans délai si vous approuvez par votre vote une politique d'aménagement du territoire qui — pour la première fois et parce que le Nord est représenté dans les conseils du Gouvernement — accorde à notre région une priorité absolue.

Tout cela n'est qu'un début.

L'emploi des jeunes ; les garanties contre l'insécurité de l'emploi ; l'âge de la retraite ; la protection des familles rurales, du commerce et de l'artisanat ; la participation aux responsabilités de la vie économique : tels sont les devoirs quotidiens qu'une société en pleine mutation propose et impose à un Ministre des Affaires sociales et à un député fidèle à leurs origines et à leurs convictions.

Je vous remercie de nous donner — par un nouveau témoignage de votre amitié — la force et les moyens de les accomplir en restant *au service du Nord et de la justice sociale.*

Aux Françaises et aux Français des cantons d'Armentières, Quesnoy-sur-Deûle et Tourcoing-Nord qui n'ont qu'un drapeau : *celui de la République !*

Où en serait aujourd'hui la France si la République et son Président élu par la Nation n'avaient pas fait face à la violence et à l'anarchie (qui n'ont rien de commun avec les justes revendications et le légitime exercice du droit de grève) ?
Où en serait aujourd'hui la France si la République et son Président avaient abdiqué devant les sommations d'une minorité qui prétendait installer dans l'illégalité un Gouvernement imposé par la force ?
La réponse est claire : le pouvoir de la rue aurait remplacé la souveraineté nationale. Nous serions enfermés dans la plus atroce des alternatives : la dictature totalitaire ou la guerre civile.
Pour avoir su rendre la parole au peuple en évitant l'effusion du sang, le général de Gaulle a mérité l'admiration du monde. Tous les amis de la liberté (y compris ceux qui ne sont pas ou n'ont pas toujours été gaullistes) lui sont reconnaissants d'avoir préservé la liberté intérieure après avoir rétabli la paix extérieure.
Mais attention ! le péril est toujours là.

La République et la liberté ne seront définitivement sauvées, la menace de la violence et de la guerre civile ne sera définitivement conjurée que si la réponse du peuple est, le 23 juin, assez puissante et assez cohérente pour être vraiment irrésistible. Or, le résultat ne sera pas atteint si les démocrates dispersent leurs suffrages au lieu de se rassembler devant un danger commun.

On a parlé de leur grande peur. Oui, tous les démocrates (qu'ils soient chrétiens, libéraux ou socialistes) ont peur d'un régime qui, partout où il s'est imposé, a détruit les libertés et s'empresserait, s'il devenait le maître chez nous, de supprimer F.O., la C.F.D.T. et la C.F.T.C. au profit d'un syndicat unique, et les partis politiques au profit d'un parti unique.

Il y a quelques années, Guy Mollet, secrétaire général de la S.F.I.O., déclarait à Suresnes devant le 52e congrès du Parti socialiste :

« Les chefs communistes ? Ce qu'ils veulent, en réalité, je vais vous le dire : j'étais à Prague le jour où ils ont porté un coup mortel à la République tchécoslovaque. En quelques heures, alors que le Parti communiste était minoritaire et que l'Armée rouge n'était pas stationnée sur son sol, un peuple profondément attaché à sa liberté a été réduit en esclavage. Berlin-Est, Budapest. L'histoire est trop claire. On nous demande de la récrire ? Jamais... ».

Cette mise en garde décrit exactement ce qui se passerait demain en France si ceux que Jacques Duhamel (Président du groupe parlementaire « Progrès et démocratie moderne ») a nommés les « otages du communisme » lui ouvraient les portes du pouvoir, comme ils se sont follement engagés à le faire par un pacte d'alliance dont l'application ne tarderait pas à les conduire eux-mêmes dans les prisons ou les camps de concentration.

Nous le disons en pesant nos mots :

Le vrai problème est de savoir si ces élections seront les dernières élections libres qui pourront se dérouler en France. Demain, il sera trop tard pour regretter d'avoir égaré nos suffrages sur des « otages », même sympathiques et sincères, mais entièrement dépassés par l'importance vitale de l'enjeu et la taille historique de l'épreuve.

Si nous sommes résignés à ne plus jamais voter librement, si nous croyons que la société future doit être enfantée par la violence et le sacrifice de toutes les libertés, alors donnons notre suffrage aux candidats du Parti communiste.

Si nous entendons rester des citoyens et déterminer nous-mêmes le destin de notre pays, si nous croyons que la société future doit naître dans la paix civile et le respect de toutes les libertés, alors faisons bloc sur les candidats d'Union des démocrates :

— Pour la défense de la République ;
— Pour la justice sociale ;
— Pour la paix partout dans le monde et d'abord entre Français.

Maurice SCHUMANN
Ministre des Affaires sociales — Compagnon de la Libération

Remplaçant éventuel :

Adrien VERKINDERE
Député du Nord — Contremaître de tissage — Militant syndicaliste

ONZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Dunkerque-Est, Dunkerque-Ouest, Gravelines.

M. Albert DENVERS

(Candidat de la F.G.D.S.)

élu le 30 juin 1968

(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

La France vient de connaître des événements sociaux, universitaires et politiques d'importance historique. L'Assemblée Nationale a été dissoute et vous allez, Françaises et Français, vous rendre à nouveau aux urnes, dimanche prochain 23 juin.

Cette dissolution et ce retour aux urnes, nous les avons réclamés pour que de ces nouvelles élections, sorte une Assemblée de réforme et de progrès social, conforme aux aspirations du pays.

Nous venons devant vous, en démocrates et socialistes :

Avec le même idéal, les mêmes intentions, le même ardent désir de continuer à défendre les intérêts de cette région qui est la nôtre et que nous aimons passionnément.

Nous n'ignorons rien des difficultés constatées dans les différents secteurs de l'économie du Nord et de la Flandre maritime.

Dans le domaine, notamment de l'emploi, du logement, des activités portuaires et maritimes, industrielles et commerciales, artisanales, agricoles et touristiques, il nous appartiendra, avec votre accord, de tout mettre en œuvre pour exiger sans cesse des Pouvoirs publics et de tous les autres responsables, les remèdes et les moyens qui s'imposent.

*Notre **combat** :*

Demain comme hier et davantage chaque jour, il sera celui du présent et de l'avenir — pour un présent moins difficile et un avenir plus ouvert à l'équité sociale, au mieux-être des masses laborieuses.

Notre lutte :

Elle consistera à réclamer pour les hommes et les femmes de chez nous — et plus spécialement pour les générations qui montent, c'est-à-dire la jeunesse — la reconnaissance du droit au travail bien sûr, mais aussi du droit à la contestation et à l'organisation de la société moderne.

La raison de notre action :

Elle est tout entière guidée :

— par la volonté de progrès, de réforme et d'émancipation qui nous anime ;

— par le refus que nous opposons aux privilèges, aux abus et aux injustices qui scandalisent ;
— par le barrage à toutes les formes de dictature, de conservatisme et d'aventure.

Citoyennes, citoyens,

Affirmer :

— que le pouvoir d'achat des travailleurs de toutes catégories est notoirement insuffisant et que la sécurité de l'emploi est en péril et constamment remis en question,
— que le chômage ne saurait être accepté pour personne et notamment pour les jeunes,
— que la tutelle des technocrates sur les individus et les collectivités est abusive,
— que des réformes profondes doivent intervenir sans délai, dans nos structures scolaires, universitaires, économiques, financières, agricoles et administratives, aujourd'hui totalement inadaptées aux nécessités de la vie et des esprits,
— que dix ans de refus aux aspirations légitimes du pays, ont conduit celui-ci dans la pire des situations à bien des égards.
— que la marche prometteuse vers l'union économique et politique de l'Europe est fortement compromise et que le rôle de la France, sur le plan des relations internationales a été joué dans une dangereuse équivoque et sur le thème d'une fausse grandeur.

Ce n'est e‑ aucune façon travestir la vérité, faire acte de démagogie et rechercher un motif d'accusation partisane.

C'est tout simplement dire au pays la vérité sur la politique d'une longue période d'un même régime et d'une même majorité U.N.R. inconditionnelle, qui de leur propre aveu, disposaient pourtant pour agir, de toutes les possibilités.

Mais, ni l'Etat, ni la majorité Vᵉ République de l'Assemblée Nationale n'ont voulu voir, écouter et accepter.

Le très vif mécontentement qui s'est plus spécialement manifesté dans tout le pays au cours de ces semaines dernières, c'est assurément la conséquence et le résultat d'une politique générale et d'un état d'esprit devenus insupportables pour la plupart des Français, qu'il s'agisse des personnes âgées, des pensionnés et retraités, des anciens combattants et victimes de guerre, des mutilés du travail, des jeunes, des ouvriers, des employés, des marins, des cadres et techniciens, des fonctionnaires et agents des collectivités publiques, des enseignants et étudiants, des rapatriés, des paysans, des commerçants, des artisans, voire des petits et moyens industriels.

La dignité de l'homme et des communautés souffre depuis plusieurs années, d'une attitude publique et privée trop souvent méprisante.

Français, nous le sommes, comme républicains, démocrates et socialistes, autant que quiconque.

Le drapeau français, aux trois couleurs, qui recouvre les vivants et les morts, c'est pour nous, aussi, comme pour tous nos compatriotes, l'emblème sacré de notre patrie.

Conscients de l'importance et de la nature des problèmes à résoudre, nous le sommes autant et même plus que ceux qui n'ont cessé de nous promettre « l'année sociale », sans jamais la donner et de proclamer que tout, dans tous les domaines, était ou allait être résolu.

Electrices, électeurs,

Nous vous demandons de rester vous-mêmes, insensibles aux dénigrements, aux menaces et de ne pas vous renier, le 23 juin prochain, par rapport au scrutin de mars 1967.

Mieux, nous vous invitons, comme républicains, comme démocrates, à faire plus et cela, dès le premier tour de scrutin.

Nous sommes restés, quant à nous, la même équipe et les mêmes hommes, pour servir le peuple avec efficacité, loyauté, dévouement, simplicité et dans le respect de toutes les convictions.

Nous pensons ne pas avoir démérité vis-à-vis du corps électoral et de ses aspirations.

Avec votre accord,

Nous disons qu'il est possible avec de la conviction, dans la sagesse, dans le cadre des libertés démocratiques et de la légalité républicaine, d'atteindre les objectifs d'une civilisation au service des hommes, de la justice, de la liberté, de l'égalité, de la fraternité et de la paix.

Républicains, démocrates de toutes nuances,

pour d'autres perspectives que la violence, le chaos et le néant et parce que, aujourd'hui comme hier, nous n'avons jamais changé notre attitude morale, civique et politique : vous nous ferez confiance.

ALBERT DENVERS
Député sortant
Conseiller général du Nord
Conseiller municipal de Dunkerque

Remplaçant éventuel :

JACQUES COLLACHE
Maire de Rosendaël
Conseiller général du Nord

Candidats F.G.D.S.

2e CIRCULAIRE

Remerciements et appel.

Malgré les attaques, malgré les provocations, malgré les insultes, malgré les accusations diffamatoires, vous nous avez apporté massivement vos suffrages.

Cette confiance fait notre fierté :

Merci de tout cœur aux 28.095 électrices et électeurs qui, dès le premier tour, en dépit du grand nombre de candidats, avec toute leur conviction de républicains réfléchis et de démocrates ardents, ont affirmé leur volonté de voir leur député sortant poursuivre son travail dans l'intérêt de notre Flandre maritime et de sa laborieuse population.

Il nous reste maintenant, à Jacques Collache et à moi-même, à vous demander de retourner aux urnes, dimanche prochain 30 juin, pour assurer définitivement le succès de la République, de la démocratie, de la justice sociale et de la paix civile.

Nous devons nous unir :

— pour sauvegarder nos institutions républicaines et permettre le plein exercice des libertés démocratiques,
— pour donner à tous un logement, des écoles, un niveau de vie décent,
— pour assurer l'avenir de notre jeunesse,
— pour donner à nos anciens une vieillesse heureuse,
— pour travailler dans le calme au développement de toutes les activités de cette Flandre maritime que nous connaissons mieux que quiconque — activités portuaires, maritimes, industrielles, commerciales, artisanales et agricoles,
— pour créer des emplois nouveaux,
— pour réclamer une fiscalité plus juste,
— pour lutter contre l'arbitraire, les inégalités, les privilèges des monopoles,
— pour assurer partout dans le monde, la concorde entre les hommes et la paix entre les peuples.

Dimanche prochain 30 juin, tous aux urnes.

Le rassemblement de toutes les forces de gauche, de progrès, de toutes les bonnes volontés, de toutes les voix républicaines, face aux pressions de toutes sortes, assurera notre victoire et, demain comme hier, comme je l'ai toujours été : je serai le député de tous au service de tous.

Vive la France !
Vive la République !

Albert DENVERS
Député sortant
Conseiller général du Nord
Conseiller municipal de Dunkerque

Remplaçant éventuel :

Jacques COLLACHE
Maire de Rosendaël
Conseiller général du Nord

Candidats F.G.D.S.

DOUZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bergues, Bourbourg, Cassel, Hondschoote, Steenvoorde, Wormhoudt.

M. Maurice CORNETTE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

La France connaît une crise politique et sociale sans précédent.
Consciente du cauchemar qu'elle a vécu et du sursaut provoqué le 30 mai par la déclaration du général de Gaulle, détenteur d'un mandat issu du peuple,

Elle a senti passer, comme en 1940, comme en 1958, un nouveau souffle libérateur.

Libérés de la stupéfaction paralysante engendrée par les excès anarchiques et la contrainte de minorités agissantes.

Libérés de la passivité face aux ambitions et à la haine d'une opposition qui entendait bâillonner le pays tout entier et usurper le pouvoir,

Tous les Républicains ont maintenant le devoir de se regrouper dans une cohésion clairement exprimée par un vote massif en faveur des authentiques défenseurs de l'ordre, de la justice et de la liberté.

Signé : M. Cornette.

Electrices, électeurs de la douzième circonscription,

Fidèle aux engagements pris en 1962 par le regretté Jules Houcke, renouvelés par moi-même en 1967, je tiens à vous affirmer que, mandaté par vos suffrages, je resterai, auprès des Pouvoirs publics, dans le cadre d'une majorité confirmée et élargie, le porte-parole et le défenseur de toutes et de tous dans un esprit de collaboration franche et efficace avec les représentants élus de nos collectivités.

J'ai choisi, comme remplaçant éventuel, un ami fidèle qui a toujours manifesté son attachement à ces mêmes principes et fait la preuve de son dévouement dans sa commune et son canton. Il m'apportera, j'en suis convaincu, une information et une collaboration permanentes grâce à sa connaissance des problèmes humains, économiques et ruraux de notre circonscription.

De lourdes tâches attendent le Parlement que vous désignerez en raison même des mesures prises pour rétablir la paix intérieure et de leurs conséquences sur la vie de nos entreprises, de nos exploitations agricoles, artisanales, commerciales, des travailleurs qu'elles emploient, des personnes âgées et handicapées dont les intérêts légitimes sont à préserver.

La formation, l'orientation de notre jeunesse et son intégration dans la société nouvelle, aspirations profondes révélées brusquement, doivent associer enseignants, parents, élèves et nécessitent la mise en application des grandes réformes déjà entreprises et à poursuivre.

La coopération et la participation effective de tous, individus, groupes, assemblées et organismes élus, à l'élaboration, la réalisation et l'application des décisions, doivent régir cette société nouvelle.

Cette exaltante mission, à réaliser par les hommes, pour les hommes, exige un Gouvernement et un Parlement associés et appuyés par une forte majorité.

Ainsi le peuple de France pourra poursuivre et assurer le grand destin qui est le sien dans l'Europe et dans le monde.

Votez

Maurice CORNETTE
Député sortant
Chevalier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

Pierre DELMER
Conseiller municipal de Bourbourg

TREIZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bailleul-Nord-Est, Bailleul-Sud-Ouest, Hazebrouck-Nord, Hazebrouck-Sud, Merville.

M. Auguste DAMETTE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Depuis quatre semaines, notre pays est la proie d'une minorité d'extrémistes et d'anarchistes.

Le Parti communiste a pris la relève et a tenté de renverser le Président de la République et par là même détruire nos institutions démocratiques.

La France reste au bord de la guerre civile.

Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du général de Gaulle, la France soulagée a vécu une nouvelle fois « sa libération ».

Aujourd'hui, plus encore, sont en cause la légalité et la liberté.

La légalité a été bafouée par ceux qui voulaient constituer un « Gouvernement provisoire et de transition ». Que penser de nos libertés dans la perspective d'un avenir dirigé par le communisme, aidé par une Fédération dite de gauche ?

Où en est leur fameux programme commun ?

Pour ces éléments subversifs, il s'agit de détruire sans reconstruire : c'est le chaos.

Vous ne céderez pas devant l'anarchie.

Vous n'abandonnerez pas le pouvoir aux « étrangers ».

Il faut, par le dialogue et dans la légalité, sauver le pays du désordre, protéger nos libertés essentielles dans la voie tracée par l'allocution radiodiffusée du 30 mai du général de Gaulle.

Voilà la tâche exaltante qui est proposée à tous et particulièrement à la jeunesse.

C'est pourquoi le Président de la République française, élu par vous au suffrage universel, attend des Républicains nationaux une large majorité. Avec l'Assemblée Nationale, il fera promouvoir les grandes réformes qui feront participer tous les citoyens aux décisions et maintenir la France dans la voie du progrès.

Vous accorderez à nouveau vos suffrages à Auguste Damette, bien connu de vous tous et depuis toujours au côté du général de Gaulle.

Pour la liberté
Pour l'ordre

Vous voterez

AUGUSTE DAMETTE

et son suppléant GUY LEDOUX

Candidats d'Union pour la défense de la République

Vive la France !
Vive la République !

Vivent nos Flandres et la Vallée de la Lys !

AUGUSTE DAMETTE

Député sortant
Conseiller général du Nord
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre

Remplaçant éventuel :

GUY LEDOUX

Conseiller général du Nord
Conseiller municipal de Bailleul
Docteur en médecine

QUATORZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Douai-Nord, Douai-Ouest, Orchies.

M. Emile ROGER

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 30 juin 1968

(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement, d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelle, soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités, monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué, pendant dix ans, une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action, menée avec sang-froid, dans le calme et le soutien actif du Parti communiste français, ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

***

Notre peuple veut vivre heureux, profiter des progrès des sciences et des techniques, conquérir le bien-être matériel et satisfaire ses besoins culturels.

Les citoyens de ce pays veulent être des citoyens à part entière et participer à la vie nationale à tous les niveaux.

La démocratie est la grande exigence de l'heure. Pour répondre à cette exigence, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé. Ce programme prévoit une rénovation profonde des structures économiques, notamment l'extension des nationalisations à tous les grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réforme de la fiscalité, la mise en œuvre de toutes les ressources du pays selon une planification démocratique de développement.

Dans l'ordre social, il met l'accent sur la satisfaction des revendications, la garantie des droits des travailleurs, notamment la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, le retour aux quarante heures, la réforme profonde d'une Université moderne et démocratique, un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France.

***

Ouvrant la campagne électorale par une interview à l'O.R.T.F., de Gaulle s'est livré à une démagogie sociale outrancière. Il a prétendu que les avantages sociaux, obtenus par des millions de travailleurs, grâce à leur lutte, leur auraient été donnés par le Gouvernement dans les années 1968-1969. Mais, tous les travailleurs savent par expérience que, pendant dix ans, le pouvoir gaulliste a refusé systématiquement de faire droit à leurs revendications.

Quant à la conception de la « participation originale », invoquée comme formule révolutionnaire par opposition au socialisme et au capitalisme, elle ne trompera pas les travailleurs qui savent à quoi s'en tenir sur le bluff de l'association capital-travail.

De Gaulle et Pompidou cherchent, d'autre part, à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre le gaullisme et le communisme. Il est entre l'aggravation du régime autoritaire et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes, dont le Parti communiste est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir.

Il est pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique, s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

- Pour faire triompher cet objectif,
- Pour assurer les profonds changements souhaités par le pays,
- Pour la démocratie et pour le socialisme,

Dès le premier tour, le 23 juin,

Votez communiste

Electrices, électeurs,

Avec les communistes, vous vous prononcerez pour

- Une France indépendante, pacifique et prospère.
- La fin de la domination du Parti gaulliste dont la politique réactionnaire et antisociale est à l'origine des grandes grèves de mai.
- La formation d'un Gouvernement populaire et d'union démocratique avec la participation des communistes.

- L'instauration d'une démocratie économique et sociale qui garantira les revendications et les droits des travailleurs manuels et intellectuels et assurera leur participation à la vie nationale.

Pour le progrès social et la défense des libertés,
Pour la démocratie et pour le socialisme,

Dès le premier tour, votez et faites voter

EMILE ROGER
Député sortant

et ROGER MIQUET
remplaçant éventuel
Maire de Waziers

Candidats du Parti communiste français

2e CIRCULAIRE

Pour la démocratie et les libertés, barrage à la droite au deuxième tour.

- Le Parti gaulliste, qui n'a pas mené la campagne électorale sur un programme mais sur le chantage à la guerre civile, a fait le plein des voix de la droite au premier tour.
- Cette poussée de la droite au bénéfice du gaullisme est une grave menace pour l'avenir démocratique de notre pays.

Aucun démocrate ne peut accepter de laisser le Parti gouvernemental disposer, à lui seul, d'une majorité absolue à l'Assemblée et d'exercer ainsi un pouvoir sans contrôle et sans limite.

— Il faut établir des contrepoids à la toute puissance d'une droite rassemblée en un parti unique revendiquant à lui seul le pouvoir.
— Il faut élire de nombreux députés de gauche dimanche 30 juin pour que soit assurée la règle démocratique d'une opposition exprimant les aspirations d'une large partie du pays.

Au deuxième tour, les démocrates, qu'ils soient communistes, socialistes ou autres républicains, doivent regrouper leurs forces pour faire barrage au parti qui, depuis dix ans, gouverne au détriment des masses laborieuses.
Au deuxième tour, pas une voix ne doit manquer pour faire échec aux candidats gaullistes et pour préparer l'avenir qui appartient aux forces de progrès et de démocratie.
Bloquez vos suffrages sur les candidats uniques de la gauche.

Ce sont les candidats :

— De la liberté,
— De la démocratie,
— Du progrès et de la justice sociale,

— D'une France qui fera aux travailleurs manuels et intellectuels la place à laquelle ils ont droit dans la Nation.

Union de la gauche au deuxième tour.

Merci aux 20.595 électrices et électeurs qui ont accordé leurs suffrages, au premier tour, à Emile Roger et Roger Miquet et les ont placés largement en tête des candidats de gauche.

Conformément aux décisions nationales, le candidat de la F.G.D.S., Maurice Dapvril (11.529 voix) et le candidat P.S.U., André Duronsoy (2.206 voix) se désistent en faveur d'Emile Roger et Roger Miquet. Dans huit autres circonscriptions du Nord, c'est le candidat communiste qui se désiste pour le candidat socialiste arrivé en tête.

Les chiffres sont clairs. Le candidat gaulliste (23.647 voix) sera battu !

Communistes, socialistes, républicains, pas d'abstention ! Assurez massivement la réélection de

EMILE ROGER

et ROGER MIQUET

remplaçant éventuel

Candidats uniques de la gauche

QUINZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arieux, Douai-Sud, Marchiennes.

M. Arthur RAMETTE

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 30 juin 1968

(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement, d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelle, soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités, monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué, pendant dix ans, une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action, menée avec sang-froid, dans le calme et le soutien actif du Parti communiste français, ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

***

Notre peuple veut vivre heureux, profiter des progrès des sciences et des techniques, conquérir le bien-être matériel et satisfaire ses besoins culturels.

Les citoyens de ce pays veulent être des citoyens à part entière et participer à la vie nationale à tous les niveaux.

La démocratie est la grande exigence de l'heure. Pour répondre à cette exigence, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé. Ce programme prévoit une rénovation profonde des structures économiques, notamment l'extension des nationalisations à tous les grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réforme de la fiscalité, la mise en œuvre de toutes les ressources du pays selon une planification démocratique de développement.

Dans l'ordre social, il met l'accent sur la satisfaction des revendications, la garantie des droits des travailleurs, notamment la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, le retour aux quarante heures, la réforme profonde d'une Université moderne et démocratique, un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France.

***

Ouvrant la campagne électorale par une interview à l'O.R.T.F., de Gaulle s'est livré à une démagogie sociale outrancière. Il a prétendu que les avantages sociaux, obtenus par des millions de travailleurs, grâce à leur lutte, leur auraient été donnés par le Gouvernement dans les années 1968-1969. Mais, tous les travailleurs savent par expérience que, pendant dix ans, le pouvoir gaulliste a refusé systématiquement de faire droit à leurs revendications.

Quant à la conception de la « participation originale », invoquée comme formule révolutionnaire par opposition au socialisme et au capitalisme, elle ne trompera pas les travailleurs qui savent à quoi s'en tenir sur le bluff de l'association capital-travail.

De Gaulle et Pompidou cherchent, d'autre part, à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre le gaullisme et le communisme. Il est entre l'aggravation du régime autoritaire et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes, dont le Parti communiste est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir.

Il est pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique, s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

- Pour faire triompher cet objectif,
- Pour assurer les profonds changements souhaités par le pays,
- Pour la démocratie et pour le socialisme,

Dès le premier tour, le 23 juin,

Votez communiste

Electrices, électeurs,

Avec les communistes, vous vous prononcerez pour

- Une France indépendante, pacifique et prospère.
- La fin de la domination du Parti gaulliste dont la politique réactionnaire et antisociale est à l'origine des grandes grèves de mai.
- La formation d'un Gouvernement populaire et d'union démocratique avec la participation des communistes.
- L'instauration d'une démocratie économique et sociale qui garantira les revendications et les droits des travailleurs manuels et intellectuels et assurera leur participation à la vie nationale.

Pour le progrès social et la défense des libertés,
Pour la démocratie et pour le socialisme,

Dès le premier tour, votez et faites voter

ARTHUR RAMETTE
Député sortant

et GRÉGOIRE LELEUX
remplaçant éventuel
Conseiller général, Maire de Fenain

Candidats du Parti communiste français

2e CIRCULAIRE

Pour la démocratie et les libertés, barrage à la droite au deuxième tour.

- Le Parti gaulliste, qui n'a pas mené la campagne électorale sur un programme mais sur le chantage à la guerre civile, a fait le plein des voix de la droite au premier tour.
- Cette poussée de la droite au bénéfice du gaullisme est une grave menace pour l'avenir démocratique de notre pays.

Aucun démocrate ne peut accepter de laisser le Parti gouvernemental disposer, à lui seul, d'une majorité absolue à l'Assemblée et d'exercer ainsi un pouvoir sans contrôle et sans limite.

— Il faut établir des contrepoids à la toute puissance d'une droite rassemblée en un parti unique revendiquant à lui seul le pouvoir.
— Il faut élire de nombreux députés de gauche dimanche 30 juin pour que soit assurée la règle démocratique d'une opposition exprimant les aspirations d'une large partie du pays.

Au deuxième tour, les démocrates, qu'ils soient communistes, socialistes ou autres républicains, doivent regrouper leurs forces pour faire barrage au parti qui, depuis dix ans, gouverne au détriment des masses laborieuses.

Au deuxième tour, pas une voix ne doit manquer pour faire échec aux candidats gaullistes et pour préparer l'avenir qui appartient aux forces de progrès et de démocratie.

Bloquez vos suffrages sur les candidats uniques de la gauche.

Ce sont les candidats :

— De la liberté,
— De la démocratie,
— Du progrès et de la justice sociale,
— D'une France qui fera aux travailleurs manuels et intellectuels la place à laquelle ils ont droit dans la Nation.

Union de la gauche au deuxième tour.

Merci aux 21.075 électrices et électeurs qui, au premier tour, ont accordé leurs suffrages à Arthur Ramette et Grégoire Leleux et les ont placés en tête de tous les candidats.

Conformément aux décisions nationales d'union de toute la gauche au second tour, le candidat de la F.G.D.S. Georges Vangenot (5.903 voix) et le candidat du P.S.U. Jean Streiff (2.388 voix) se désistent en faveur d'Arthur Ramette et Grégoire Leleux. Dans huit autres circonscriptions du Nord, c'est le candidat communiste qui se désiste pour le candidat socialiste arrivé en tête.

Ici, les chiffres donnent une majorité indiscutable à la gauche.

Communistes, socialistes, républicains, pas d'abstention ! Assurez massivement la réélection de

ARTHUR RAMETTE

et GRÉGOIRE LELEUX
remplaçant éventuel

Candidats uniques de la gauche

SEIZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cambrai-Est, Cambrai-Ouest, Carnières, Marcoing.

M. Raymond GERNEZ

(Candidat socialiste, investi par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.D.G.S.)

1re CIRCULAIRE

Pour la victoire du bons sens.

Les candidats socialistes investis par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste

RAYMOND GERNEZ
Député-maire de Cambrai — Conseiller général du Nord

GÉRARD LEPOIVRE

Notaire — Délégué cantonal
Président de la Caisse de crédit mutuel du Cambrésis

Candidat titulaire.

Ce n'est pas aux électeurs et électrices du Cambrésis qu'il est nécessaire de présenter Raymond Gernez, Député-maire de Cambrai, conseiller général du Nord.

Très jeune, il se révèle comme un militant actif et ardent.

Depuis de nombreuses années, il est le digne représentant du Cambrésis. A 28 ans, il était élu conseiller d'arrondissement et à 29 ans, député duNord. Il était l'un des plus jeunes de l'Assemblée où il a constamment défendu la démocratie et la justice sociale.

A l'âge de 30 ans, il devenait le plus jeune président des Conseils d'arrondissement de France.

Sous l'occupation ennemie, sa brillante conduite lui valut de nombreuses distinctions pour ses actions courageuses dans la Résistance. Il fut un « gaulliste à l'époque où l'on risquait sa vie » et son réseau « Brutus » perdit 90 % de ses patriotes dans le combat ou les camps de concentration.

A la Libération, les Cambrésiens en firent leur maire, le plaçant à la tête d'une cité sinistrée à 56 %.

A ce poste depuis plus de vingt ans, Raymond Gernez a donné la mesure de ses qualités d'administrateur. Sous son impulsion dynamique, il a démontré ce qu'est réellement l'efficacité. Cambrai a relevé ses ruines, la ville s'est développée et transformée d'une façon extraordinaire. Elle est donnée en exemple et considérée comme une ville pilote. Elle compte maintenant 40.000 habitants.

Raymond Gernez a le sens inné de la justice. Son esprit de tolérance et son dévouement sans limite sont reconnus par tous, amis comme adversaires.

C'est avec leur dignité de citoyens libres que les démocrates et les républicains authentiques le réeliront triomphalement.

Candidat suppléant.

Gérard Lepoivre est bien connu dans le Cambrésis.

Il a 36 ans. Il est né à Courrières (P.-de-C.) où son père était maire et avait participé activement à la Résistance (O.C.M.).

Après ses études secondaires au Lycée Faidherbe, il terminait deux années de licence à la Faculté de droit lorsqu'il perdit accidentellement son père âgé de 48 ans.

Cet événement familial devait l'inciter à fixer rapidement son choix professionnel. Il obtint le diplôme de premier clerc après trois années de pratique et celui de notaire à l'âge de 25 ans.

Pendant son stage professionnel, il a épousé Jacqueline Mollet.

Il effectuait son service militaire dont quinze mois en Algérie bien que marié et père d'un enfant.

A son retour, en 1961, il obtint sa nomination de notaire à Cambrai.

Très vite, il s'attachait et s'intégrait à notre région du Cambrésis dont il connaît parfaitement les problèmes.

Gérard Lepoivre a démontré ses qualités d'homme d'action et de promoteur. Il a participé à de nombreuses sociétés où il apporte tout son cœur et son dévouement au service de tous venant des différents milieux sociaux.

Il est le président de la Caisse de crédit mutuel de la région du Cambrésis dont le but est d'encourager l'épargne et une saine gestion et qui consent des prêts à caractères économiques et sociaux par l'entraide mutuelle.

Militant socialiste depuis treize ans, profondément pacifiste et tolérant il saura défendre et rétablir nos libertés menacées et servir notre Cambrésis.

Vive la République !

Une véritable démocratie doit réaliser une authentique justice sociale humaine et assurer la pleine liberté de ses citoyens.

C'est pour n'avoir pas compris cette vérité évidente que le régime gaulliste, détenant le pouvoir absolu depuis dix ans, vient de plonger la France dans les tumultueux événements que nous connaissons.

Dix ans de pouvoir sans contrôle ont mis le pays au bord de l'abîme et provoqué une poussée de colère rarement atteinte.

Le chaos, la pagaille, le désordre et souvent l'anarchie, il faut en rechercher les raisons et les causes dans l'imprévoyance d'un pouvoir autoritaire qui depuis dix ans clame officiellement que tout va bien. La soi-disant stabilité masquait en vérité la politique conservatrice du régime des affairistes et des technocrates.

Devant les résultats de sa faillite, le pouvoir fait tout pour semer la peur et la panique.

Les Français doivent donc conserver leur calme et donner la preuve de leur maturité de citoyens conscients de leur responsabilité et de leurs devoirs.

Les raisons de la colère.

Il faut analyser les raisons de cette explosion du mécontentement dans le fait que depuis dix ans, les gaullistes ont la majorité absolue et que rien ne pouvait les empêcher de faire des réformes et voter des lois.

Ils n'ont pas voulu écouter la voix de la raison et leur pouvoir autoritaire n'a tenu aucun compte des avis du Parlement, des conseils généraux, des municipalités.

Dans le domaine social, économique et culturel, il a méprisé les syndicats et organisations professionnelles, les facultés et leurs étudiants, les agents de la Fonction publique, les agriculteurs, les entrepreneurs, les artisans, les commerçants et la grande masse des travailleurs.

Voilà des preuves.

Depuis dix ans, en effet, le gaullisme a pratiqué une politique dirigée contre le monde du travail et s'est fait le complice de la haute finance et du capitalisme. On a sacrifié les uns au bénéfice des autres.

Ce fait est tellement évident que le 12 mars 1959, le groupe U.N.R. de l'Assemblée Nationale, demandait :

« que soit définie et appliquée une politique de justice sociale, en particulier, par une répartition des sacrifices ».

De son côté, le 5 juillet 1959, le Ministre Roger Frey rendait hommage au monde du travail et soulignait que si le redressement financier réussissait, le mérite en reviendrait surtout aux travailleurs et déclarait :

« Je me plais à rendre un sincère hommage à la sagesse de tous les salariés de France qui pourront dire avec orgueil : si cette expérience a réussi c'est grâce à nous. »

Mais si les salariés voyaient réduire leur pouvoir d'achat par le décalage s'aggravant entre leurs salaires et le coût de la vie, pendant ce temps tous les spéculateurs et tripoteurs pavoisaient sans vergogne.

Réunis à Ajaccio le 10 février 1961, les dirigeants s'en inquiétaient et constataient :

« Il est donc nécessaire et urgent que la situation des travailleurs qui ont supporté presque seuls le poids, s'améliore rapidement. »

Et dans le journal gaulliste « La Nation », Jean Fabiani avouait :

« L'U.N.R. ne peut plus cautionner une politique qui garantit peut-être les intérêts des grandes sociétés et du capital, mais ne se soucie pas de la grande masse des Français qui ne vivent que de leurs salaires. »

On pourrait multiplier les aveux de ce genre. Comme nous sommes loins de la fameuse « année sociale » que les gaullistes promettent depuis dix ans !...

Comment les travailleurs pourraient-ils croire à leurs promesses quand le pouvoir a laissé « pourrir » avec mépris la situation sociale ?

Contre le mensonge des tricheurs.

On parle maintenant de « participation » à l'entreprise alors que depuis plus de trois ans le Gouvernement Pompidou n'a jamais voulu appliquer la loi Vallon !...

Et les vieux ? Toutes ces personnes âgées ou petits retraités à qui on verse des allocations dérisoires, le pouvoir gaulliste attend-il qu'ils soient morts pour s'occuper d'eux ?

C'est cette politique de mensonge et de tricherie qui a fait exploser la colère des Français.

Le gaullisme récolte maintenant ce qu'il a semé et ce n'est pas le cynisme tonitruant qui retardera une échéance inévitable.

Les républicains et les authentiques démocrates voteront pour les candidats socialistes.

Prenez garde !

Le premier tour décidera de l'élection car il conditionne le deuxième tour. Ne dites pas : « J'irai voter dans huit jours ».

Toute abstention est une voix perdue.

Votez au premier tour.

La paix civile, la justice sociale dépendent de vous. Votez

RAYMOND GERNEZ

2e CIRCULAIRE

Les remerciements de Raymond GERNEZ

Député-maire de Cambrai, Conseiller général du Nord

Un chaleureux merci aux 16.982 électrices et électeurs qui, dès le premier tour, m'ont témoigné une nouvelle fois leur confiance, me plaçant ainsi à la pointe du combat pour la défense d'une République juste et humaine.

La population du Cambrésis sait que depuis toujours je suis animé par la volonté de tout faire pour le bien public. J'ai constamment été au service du peuple tout entier et non le complice des affairistes et des tripoteurs.

Le deuxième tour doit réaliser le bloc des honnêtes gens qui entendent vivre dignement du fruit de leur travail.

Au premier tour on choisit, au deuxième tour on élimine. Telles est la vieille formule républicaine.

La République et la démocratie ne peuvent être défendues que par des hommes qui ont le courage de prendre leurs responsabilités et ne jamais accepter d'être des beni-oui-oui ni des robots.

Toute ma vie de militant et de représentant du peuple démontrent que je me suis toujours dressé contre toutes les injustices et le fanatisme, en respectant par dessus tout la liberté de conscience dont tout homme doit bénéficier dans la dignité.

J'ai toujours pratiqué le plus grand esprit de tolérance sans me préoccuper quelles pouvaient être les opinions politiques, philosophiques ou religieuses de ceux qui faisaient appel à mon concours.

J'ai, en effet, toujours fait mienne la pensée de Pascal :

« Je ne suis pas du tout d'accord avec vous, mais je suis prêt à me faire tuer pour que vous gardiez le droit d'exprimer votre avis. »

Je pense que cela est clair.

Je fais donc appel à votre confiance.

Pour la défense des libertés menacées !

Pour la prospérité du Cambrésis !

Pour la justice sociale et la paix dans une République humaine et fraternelle !

RAYMOND GERNEZ

Candidat suppléant :

GÉRARD LEPOIVRE

Mœurs totalitaires :

Avant même que la campagne électorale soit ouverte, Raymond Gernez avait écrit dans la presse « Attention aux provocateurs » pour mettre en garde la population contre les barbouilleurs et saboteurs.

« Ces actes de vandalisme sont incontestablement le fait de provocateurs dont le but est de semer le désordre et le trouble pour créer une atmosphère de panique.

« La question que tout honnête homme se pose avec objectivité est la suivante : à qui peut profiter le crime ?

« Il n'est pas difficile de deviner qu'il est le fait de gens aux abois qui ne peuvent arriver à leurs fins qu'en employant les méthodes que les nazis ont appliquées pour installer Hitler au pouvoir. »

Dans la presse régionale (*Voix du Nord* et *Nord-Matin* du 26 mai), notre député-maire écrivait :

« La première conclusion que je veux tirer, c'est de ne pas faire le jeu des provocateurs qui ne manquent pas et qui vont essayer de s'inflitrer partout pour saboter.

« Que chacun garde son calme et toute sa vigilance pour ne pas tomber dans le piège d'un pouvoir aux abois.

« Nous sommes convaincus que la population cambrésienne et tous les gens raisonnables et honnêtes ne laisseront pas s'implanter chez nous les méthodes nazies.

« Le maire de Cambrai — conscient de son devoir et de ses responsabilités — conseille donc vivement à tous de conserver leur sang-froid, leur dignité et d'être vigilants. »

Les événements ont prouvé combien les conseils de Raymond Gernez étaient judicieux et justifiés.

Depuis le début de la campagne, on assiste aux extravagances et aux provocations de certains individus dont le but évident est de créer des incidents.

Les militants socialistes ont réussi à garder leur calme devant des jeunes guignols coiffés de casques ou déguisés en parachutistes.

La population du Cambrésis restera digne devant les excités qui veulent jouer les « Katangais » et les « affreux ». Ces hurluberlus « enragés » feraient mieux d'essayer d'apprendre un métier et de travailler.

Non, le fascisme ne passera pas !

Les meneurs s'en rendront compte dimanche prochain.

Les républicains et les démocrates éliront triomphalement Raymond Gernez.

De qui se moque-t-on ?

Vous avez lu les tracts du candidat gaulliste et c'est avec étonnement et stupeur que vous avez appris qu'il faut voter pour lui « parce qu'il faut que ça change ».

C'est simple, mais il fallait le trouver, cela s'appelle le comble de l'inconscience ou de la mauvaise foi. C'est tout de même faire bon marché de l'intelligence des gens !

Car enfin tout le monde sait que depuis dix ans, les gaullistes détiennent le pouvoir absolu. Rien ne les a paralysés dans leur action. Ils ont réussi à plonger la France dans le chaos, le désordre et à la placer au bord de la guerre civile.

Leur œuvre a abouti à la violence dans la rue et 10 millions de grévistes.

On comprend la pauvreté, le néant, et l'indigence de leur argumentation pour expliquer ce bilan de faillite après dix ans de Pouvoir.

Affirmer qu'il faut redonner la majorité aux gaullistes « parce qu'il faut que ça change », c'est se moquer des gens et les prendre pour des imbéciles.

Il est vrai que le grand chef a déjà déclaré que « les Français sont des veaux ».

Le contraire sera démontré par un vote massif en faveur du candidat des vrais républicains : Raymond GERNEZ.

Appellations « contrôlées »

Depuis vingt ans le Parti gaulliste a tellement usé, abusé et changé d'étiquettes que les braves gens se demandent si on les prend pour des simplets.

Voici quelques appellations successives sous lesquelles on a essayé d'abuser de la confiance des Français.

— R.P.F. en 1947, puis « Centre des Républicains sociaux » par la suite.
— U.N.R. puis ensuite U.D. V^e^, assortis d'une « gauche de la Ve République ».
— U.D.R. est la dernière trouvaille.

Il y a aussi les satellites et organisations parallèles sans oublier les « Barbouzes » !... dont l'affaire Ben Barka a été une illustration.

On trouve aussi :

— Réforme républicaine de l'U.D.T.
— Front du progrès - Front travailliste.
— Union des jeunes pour le progrès.
— S.A.C. (Section d'action civique).
— C.D.R. (Comité de défense de la République).

La conclusion c'est que U.D.R. veut dire « Union pour la Dernière Retape ».

Quelle confiance les honnêtes gens peuvent-ils accorder à tant de palinodies, de camouflages et à une telle mascarade ?

Le pavillon change mais il couvre toujours la même camelote.

Les républicains démasqueront les tricheurs et les menteurs en votant en masse pour le candidat socialiste

Raymond GERNEZ.

DIX-SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : le Cateau, Clary, Solesnes.

M. Jean DURIEUX

(Candidat d'union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de la 17e circonscription,

La France vient de vivre des heures tragiques.

Alors que de nombreux travailleurs ne pensaient qu'à défendre leur salaire et leurs droits légitimes, des agitateurs anarchistes et des meneurs politiques essayaient de tirer parti de cette situation confuse pour s'emparer du pouvoir par des moyens illégaux.

Les communistes et leurs alliés sommaient le Gouvernement de se démettre et exigeaient le départ du Président de la République, élu au suffrage universel. Tout était réglé. Mitterrand se voyait déjà à l'Elysée et Mendès France à Matignon. Dans tout cela où étaient la légalité et le respect des règles démocratiques ? Nous étions au bord de l'abîme. Le 30 mai, le général de Gaulle s'adressant aux Français a heureusement redressé cette situation. Il venait une fois de plus de sauver le pays.

Par la dissolution de l'Assemblée Nationale, le général de Gaulle rendait la parole au peuple.

Quel est le sens de ces élections ?

1. *Ecarter un danger :*

Celui d'un communisme totalitaire qui ne manquerait pas de sortir d'un vote dont la gauche serait victorieuse ; car il est bien évident que la gauche socialiste ne pèserait pas lourd face à son puissant allié. Ce serait alors une véritable dictature détruisant les libertés individuelles auxquelles les Français sont si attachés.

2. *Assurer l'avenir :*

Il est indispensable de tirer un enseignement de la récente crise et de s'organiser pour qu'une telle situation ne puisse se reproduire.

En ce qui me concerne, je vous invite à relire ma profession de foi du 5 mars 1967 par laquelle je me situais comme étant de ceux qui ont affirmé leur volonté d'infléchir la politique dans le sens de la justice, du progrès, de l'efficacité, de la liberté, du dialogue.

Je reste fidèle à mes convictions et je m'engage à mettre tout en œuvre pour la mise en place des réformes indispensables :

Dans le domaine scolaire et universitaire :

Personne ne conteste qu'une vaste réforme s'impose dans ce domaine. Il faut bien sûr se pencher sur les moyens matériels qui sont insuffisants malgré l'effort

considérable du précédent gouvernement (1.900 milliards de francs anciens). Mais l'essentiel réside dans une profonde modification des structures qui ne correspondent plus aux nécessités actuelles. Cette transformation doit être le fruit d'une loyale confrontation entre le Gouvernement, les professeurs, les parents et les étudiants, étant entendu qu'il ne faudra admettre dans les débats, que les éléments représentatifs.

Dans le domaine social :

Chaque travailleur doit pouvoir disposer d'un salaire permettant pour lui-même et sa famille une existence décente. Mais, cela n'est possible que dans un pays prospère.

Sans prospérité, pas de sécurité de l'emploi, pas de travail pour les jeunes travailleurs, au contraire, réductions d'horaires et chômage.

Sans prospérité, impossible d'améliorer le sort des plus déshérités et en particulier des personnes âgées.

Sans prospérité, les réformes souhaitées et nécessaires demeurent illusoires, faute de moyens.

Mais, cette prospérité, une fois restaurée, devra profiter à tous ceux qui ont participé à la production, dans un grand esprit de justice sociale, débouchant sur la promotion humaine de tout travailleur.

Pour résoudre ces importants problèmes, il est indispensable que se dégage de ces élections :

Une majorité nouvelle, solide, nettement élargie, sans exclusive, ni rancune groupant toutes les bonnes volontés démocratiques (à l'exception des communistes et de leurs alliés).

C'est pourquoi, avec les Républicains indépendants, nous proposons d'élire non une majorité d'approbation, mais une majorité libérale de discussion. A l'élargissement de la majorité doit correspondre l'ouverture de la politique elle-même.

Non, notre campagne ne flattera pas la crainte, nous n'allumerons pas la violence. Nous nous adressons à un vieux ressort français : la raison.

C'est une cause d'intérêt national, car seule la liberté dans la majorité constitue l'assurance que ce que nous avons connu ne recommencera pas.

Entre la contrainte et l'anarchie, la voie nouvelle de la France est celle de la liberté dans la majorité : Vous nous jugerez sur nos actes et non sur des promesses.

Défendez vos libertés

Votez dès le premier tour sans abstention pour l'équipe

Jean DURIEUX

34 ans, marié à Bertry, 2 enfants
Officier de réserve
Cultivateur en société familiale d'exploitation — Ingénieur agricole (Grignon)
Membres de différents groupements économiques, agricoles et industriels du Cambrésis
Maire de Les-Rues-des-Vignes
Président du syndicat intercommunal de Vinchy — Vice-président d'un syndicat cantonal
Membre de la section départementale d'équipement
Membre de la jeune Chambre économique du Cambrésis

Remplaçant éventuel :

Marcel DROMBRY

56 ans, marié, 3 enfants
Docteur-vétérinaire — Responsable syndical

Candidats d'Union pour la sauvegarde des *libertés républicaines*
investis par l'U.D.R. et les Républicains indépendants.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs de la 17e circonscription,

Jean Durieux et Marcel Drombry vous remercient de les avoir porté avec 16.638 voix en tête des candidats dès le premier tour du scrutin.

Par ce vote massif, vous avez démontré votre résolution :

Sur le plan national :

● d'une part votre résolution d'adhérer à une majorité élargie pour laquelle gouverner sera réunir tous les Républicains dans une œuvre réformatrice et non pas organiser l'oppression d'une partie de la population sur l'autre.

● d'autre part votre résolution de voir le Parlement retrouver un rôle essentiel grâce à son efficacité, et effectuer des réformes dans la légalité en accord avec le Chef de l'Etat lui aussi élu au suffrage universel.

Sur le plan local :

● d'une part votre résolution d'être représenté par un homme jeune rejetant les manœuvres et les compromissions, abordant les problèmes en technicien et non en politicien.

● d'autre part, votre résolution d'être représenté par un homme de la majorité agissante, ce qui est un gage de l'efficacité de ses interventions, donc un gage de renouveau pour la 17e circonscription.

● Mais pour atteindre ces deux objectifs, il faut que d'autres nous rejoignent dans cette voie de la raison dès qu'ils auront pris conscience du dépérissement économique et démographique de la circonscription, dont les représentants dans les instances et conseils régionaux sont, depuis trente-deux ans, plus soucieux de politique que de l'avenir de la région.

Par contre, si demain vous m'en donnez les moyens, je m'engage à être le député actif, compétent et capable de représenter les intérêts de tous sans restriction et notamment :

● Les intérêts des jeunes sur le plan des études de la formation professionnelle et des loisirs.

● Les intérêts des femmes dignes d'une particulière attention en raison de leur travail ingrat et souvent méconnu.

● Les intérêts des personnes âgées dont les ressources doivent être adaptées au coût de la vie, ainsi que ceux des plus déshérités.

● Les intérêts des travailleurs auxquels doit être garanti le droit de grève, mais aussi la liberté du travail.

● Les intérêts des syndicats ouvriers, agricoles et professionnels, dont les dossiers seront préparés à la base.

Le travail ne manquera pas ; nous ne sommes plus à l'heure des discussions stériles mais à celle de

L'action dans la raison et le dialogue

Votre avenir est en jeu

Ne laissez pas aux autres le soin d'en décider
votre devoir est clair,
Il faut voter

Votez

JEAN DURIEUX

34 ans, marié à Bertry, 2 enfants
Officier de réserve
Cultivateur en société familiale d'exploitation — Ingénieur agricole (Grignon)
Membre de différents groupements économiques, agricoles et industriels du Cambrésis
Maire de Les-Rues-des-Vignes
Président du syndicat intercommunal de Vinchy — Vice-président d'un syndicat cantonal
Membre de la section départementale d'équipement
Membre de la jeune chambre économique du Cambrésis

Remplaçant éventuel :

MARCEL DROMBRY

56 ans, marié, 3 enfants
Docteur-vétérinaire — Responsable syndical

Candidats d'union pour la sauvegarde des *Libertés républicaines*
investis par l'U.D.R. et les Républicains indépendants

DIX-HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Condé-sur-Escaut, Valenciennes-Est.

M. Georges BUSTIN

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement, d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelle, soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités, monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué, pendant dix ans, une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action, menée avec sang-froid, dans le calme et le soutien actif du Parti communiste français, ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

***

Notre peuple veut vivre heureux, profiter des progrès des sciences et des techniques, conquérir le bien-être matériel et satisfaire ses besoins culturels.

Les citoyens de ce pays veulent être des citoyens à part entière et participer à la vie nationale à tous les niveaux.

La démocratie est la grande exigence de l'heure. Pour répondre à cette exigence, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé. Ce programme prévoit une rénovation profonde des structures économiques, notamment l'extension des nationalisations à tous les grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réforme de la fiscalité, la mise en œuvre de toutes les ressources du pays selon une planification démocratique de développement.

Dans l'ordre social, il met l'accent sur la satisfaction des revendications, la garantie des droits des travailleurs, notamment la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, le retour aux quarante heures, la réforme profonde d'une Université moderne et démocratique, un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France.

***

Ouvrant la campagne électorale par une interview à l'O.R.T.F., de Gaulle s'est livré à une démagogie sociale outrancière. Il a prétendu que les avantages sociaux, obtenus par des millions de travailleurs, grâce à leur lutte, leur auraient été donnés par le Gouvernement dans les années 1968-1969. Mais, tous les travailleurs savent par expérience que, pendant dix ans, le pouvoir gaulliste a refusé systématiquement de faire droit à leurs revendications.

Quant à la conception de la « participation originale », invoquée comme formule révolutionnaire par opposition au socialisme et au capitalisme, elle ne trompera pas les travailleurs qui savent à quoi s'en tenir sur le bluff de l'association capital-travail.

De Gaulle et Pompidou cherchent, d'autre part, à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre le gaullisme et le communisme. Il est entre l'aggravation du régime autoritaire et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes, dont le Parti communiste est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir.

Il est pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique, s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

- Pour faire triompher cet objectif,
- Pour assurer les profonds changements souhaités par le pays,
- Pour la démocratie et pour le socialisme,

Dès le premier tour, le 23 juin,

Votez communiste

Electrices, électeurs,

Avec les communistes, vous vous prononcerez pour

- Une France indépendante, pacifique et prospère.
- La fin de la domination du Parti gaulliste dont la politique réactionnaire et antisociale est à l'origine des grandes grèves de mai.
- La formation d'un Gouvernement populaire et d'union démocratique avec la participation des communistes.
- L'instauration d'une démocratie économique et sociale qui garantira les revendications et les droits des travailleurs manuels et intellectuels et assurera leur participation à la vie nationale.

Pour le progrès social et la défense des libertés,
Pour la démocratie et pour le socialisme,

Dès le premier tour, votez et faites voter

GEORGES BUSTIN
Député sortant
Conseiller général — Maire de Vieux-Condé

et GASTON POULAIN
Conseiller général

remplaçant éventuel

Candidats du Parti communiste français

2ᵉ *CIRCULAIRE*

Pour la démocratie et les libertés, barrage à la droite au deuxième tour.

- Le Parti gaulliste, qui n'a pas mené la campagne électorale sur un programme mais sur le chantage à la guerre civile, a fait le plein des voix de la droite au premier tour.
- Cette poussée de la droite au bénéfice du gaullisme est une grave menace pour l'avenir démocratique de notre pays.

Aucun démocrate ne peut accepter de laisser le Parti gouvernemental disposer, à lui seul, d'une majorité absolue à l'Assemblée et d'exercer ainsi un pouvoir sans contrôle et sans limite.

— Il faut établir des contrepoids à la toute puissance d'une droite rassemblée en un parti unique revendiquant à lui seul le pouvoir.
— Il faut élire de nombreux députés de gauche dimanche 30 juin pour que soit assurée la règle démocratique d'une opposition exprimant les aspirations d'une large partie du pays.

Au deuxième tour, les démocrates, qu'ils soient communistes, socialistes ou autres républicains, doivent regrouper leurs forces pour faire barrage au parti qui, depuis dix ans, gouverne au détriment des masses laborieuses.

Au deuxième tour, pas une voix ne doit manquer pour faire échec aux candidats gaullistes et pour préparer l'avenir qui appartient aux forces de progrès et de démocratie.

Bloquez vos suffrages sur les candidats uniques de la gauche.

Ce sont les candidats :

— De la liberté,
— De la démocratie,
— Du progrès et de la justice sociale,
— D'une France qui fera aux travailleurs manuels et intellectuels la place à laquelle ils ont droit dans la Nation.

Union de la gauche au deuxième tour.

Merci aux 19.204 électrices et électeurs qui, au premier tour, ont accordé leurs suffrages à Georges Bustin et Gaston Poulain et les ont placés en tête de tous les candidats.

Conformément aux décisions nationales, le candidat de la F.G.D.S., Bernard Delautre (4.740 voix), se désiste pour Georges Bustin et Gaston Poulain. Dans huit autres circonscriptions du Nord, c'est le candidat communiste qui se désiste pour le candidat socialiste arrivé en tête.

Ici, les chiffres donnent une majorité indiscutable à la gauche.

Communistes, socialistes, républicains, pas d'abstention ! Assurez massivement la réélection de

Georges BUSTIN
et Gaston POULAIN

Candidats uniques de la gauche

DIX-NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Saint-Amand-Rive droite, Saint-Amand-Rive gauche, Valenciennes-Nord.

M. Arthur MUSMEAUX

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement, d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelle, soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités, monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué, pendant dix ans, une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action, menée avec sang-froid, dans le calme et le soutien actif du Parti communiste français, ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

***

Notre peuple veut vivre heureux, profiter des progrès des sciences et des techniques, conquérir le bien-être matériel et satisfaire ses besoins culturels.

Les citoyens de ce pays veulent être des citoyens à part entière et participer à la vie nationale à tous les niveaux.

La démocratie est la grande exigence de l'heure. Pour répondre à cette exigence, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé. Ce programme prévoit une rénovation profonde des structures économiques, notamment l'extension des nationalisations à tous les grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réforme de la fiscalité, la mise en œuvre de toutes les ressources du pays selon une planification démocratique de développement.

Dans l'ordre social, il met l'accent sur la satisfaction des revendications, la garantie des droits des travailleurs, notamment la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, le retour aux quarante heures, la réforme profonde d'une Université moderne et démocratique, un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France.

***

Ouvrant la campagne électorale par une interview à l'O.R.T.F., de Gaulle s'est livré à une démagogie sociale outrancière. Il a prétendu que les avantages sociaux, obtenus par des millions de travailleurs, grâce à leur lutte, leur auraient été donnés par le Gouvernement dans les années 1968-1969. Mais, tous les travailleurs savent par expérience que, pendant dix ans, le pouvoir gaulliste a refusé systématiquement de faire droit à leurs revendications.

Quant à la conception de la « participation originale », invoquée comme formule révolutionnaire par opposition au socialisme et au capitalisme, elle ne trompera pas les travailleurs qui savent à quoi s'en tenir sur le bluff de l'association capital-travail.

De Gaulle et Pompidou cherchent, d'autre part, à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre le gaullisme et le communisme. Il est entre l'aggravation du régime autoritaire et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes, dont le Parti communiste est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir.

Il est pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique, s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

- Pour faire triompher cet objectif,

- Pour assurer les profonds changements souhaités par le pays,
- Pour la démocratie et pour le socialisme,

Dès le premier tour, le 23 juin,

Votez communiste

Electrices, électeurs,

Avec les communistes, vous vous prononcerez pour

- Une France indépendante, pacifique et prospère.
- La fin de la domination du Parti gaulliste dont la politique réactionnaire et antisociale est à l'origine des grandes grèves de mai.
- La formation d'un Gouvernement populaire et d'union démocratique avec la participation des communistes.
- L'instauration d'une démocratie économique et sociale qui garantira les revendications et les droits des travailleurs manuels et intellectuels et assurera leur participation à la vie nationale.

Pour le progrès social et la défense des libertés,
Pour la démocratie et pour le socialisme,

Dès le premier tour, votez et faites voter

ARTHUR MUSMEAUX
Député sortant

et LUCIEN GOSTIAUX
Conseiller général — Maire de Bruay-sur-Escaut

remplaçant éventuel

Candidats du Parti communiste français

2e CIRCULAIRE

Pour la démocratie et les libertés, barrage à la droite au deuxième tour.

- Le Parti gaulliste, qui n'a pas mené la campagne électorale sur un programme mais sur le chantage à la guerre civile, a fait le plein des voix de la droite au premier tour.
- Cette poussée de la droite au bénéfice du gaullisme est une grave menace pour l'avenir démocratique de notre pays.

Aucun démocrate ne peut accepter de laisser le Parti gouvernemental disposer, à lui seul, d'une majorité absolue à l'Assemblée et d'exercer ainsi un pouvoir sans contrôle et sans limite.

— Il faut établir des contrepoids à la toute puissance d'une droite rassemblée en un parti unique revendiquant à lui seul le pouvoir.

— Il faut élire de nombreux députés de gauche dimanche 30 juin pour que soit assurée la règle démocratique d'une opposition exprimant les aspirations d'une large partie du pays.

Au deuxième tour, les démocrates, qu'ils soient communistes, socialistes ou autres républicains, doivent regrouper leurs forces pour faire barrage au parti qui, depuis dix ans, gouverne au détriment des masses laborieuses.

Au deuxième tour, pas une voix ne doit manquer pour faire échec aux candidats gaullistes et pour préparer l'avenir qui appartient aux forces de progrès et de démocratie.

Bloquez vos suffrages sur les candidats uniques de la gauche.

Ce sont les candidats :

— De la liberté,
— De la démocratie,
— Du progrès et de la justice sociale,
— D'une France qui fera aux travailleurs manuels et intellectuels la place à laquelle ils ont droit dans la Nation.

Union de la gauche au deuxième tour.

Merci aux 22.849 électrices et électeurs qui, au premier tour, ont accordé leurs suffrages à Arthur Musmeaux et Lucien Gostiaux et les ont placés en tête de tous les candidats.

Conformément aux décisions nationales, le candidat de la F.G.D.S. André Gilliard (8.448 voix) et le candidat du P.S.U. Jacques Vandenberghe (1.627 voix) se désistent pour Arthur Musmeaux et Lucien Gostiaux. Dans huit autres circonscriptions du Nord, c'est le candidat communiste qui se désiste pour le candidat socialiste arrivé en tête.

Ici, les chiffres donnent une majorité indiscutable à la gauche.

Communistes, socialistes, républicains, pas d'abstention ! Assurez massivement la réélection de

Arthur MUSMEAUX
et Lucien GOSTIAUX

Candidats uniques de la gauche

VINGTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bouchain, Denain, Valenciennes-Sud.

M. Henri FIÉVEZ

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement, d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelle, soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités, monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué, pendant dix ans, une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action, menée avec sang-froid, dans le calme et le soutien actif du Parti communiste français, ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

***

Notre peuple veut vivre heureux, profiter des progrès des sciences et des techniques, conquérir le bien-être matériel et satisfaire ses besoins culturels.

Les citoyens de ce pays veulent être des citoyens à part entière et participer à la vie nationale à tous les niveaux.

La démocratie est la grande exigence de l'heure. Pour répondre à cette exigence, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé. Ce programme prévoit une rénovation profonde des structures économiques, notamment l'extension des nationalisations à tous les grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réforme de la fiscalité, la mise en œuvre de toutes les ressources du pays selon une planification démocratique de développement.

Dans l'ordre social, il met l'accent sur la satisfaction des revendications, la garantie des droits des travailleurs, notamment la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, le retour aux quarante heures, la réforme profonde d'une Université moderne et démocratique, un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France.

***

Ouvrant la campagne électorale par une interview à l'O.R.T.F., de Gaulle s'est livré à une démagogie sociale outrancière. Il a prétendu que les avantages sociaux, obtenus par des millions de travailleurs, grâce à leur lutte, leur auraient été donnés par le Gouvernement dans les années 1968-1969. Mais, tous les travailleurs savent par expérience que, pendant dix ans, le pouvoir gaulliste a refusé systématiquement de faire droit à leurs revendications.

Quant à la conception de la « participation originale », invoquée comme formule révolutionnaire par opposition au socialisme et au capitalisme, elle ne trompera pas les travailleurs qui savent à quoi s'en tenir sur le bluff de l'association capital-travail.

De Gaulle et Pompidou cherchent, d'autre part, à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre le gaullisme et le communisme. Il est entre l'aggravation du régime autoritaire et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes, dont le Parti communiste est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir.

Il est pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique, s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

- Pour faire triompher cet objectif,
- Pour assurer les profonds changements souhaités par le pays,
- Pour la démocratie et pour le socialisme,

Dès le premier tour, le 23 juin,

Votez communiste

Electrices, électeurs,

Avec les communistes, vous vous prononcerez pour

- Une France indépendante, pacifique et prospère.
- La fin de la domination du Parti gaulliste dont la politique réactionnaire et antisociale est à l'origine des grandes grèves de mai.
- La formation d'un Gouvernement populaire et d'union démocratique avec la participation des communistes.
- L'instauration d'une démocratie économique et sociale qui garantira les revendications et les droits des travailleurs manuels et intellectuels et assurera leur participation à la vie nationale.

Pour le progrès social et la défense des libertés,
Pour la démocratie et pour le socialisme,

Dès le premier tour, votez et faites voter

Henri FIEVEZ
Député sortant
Conseiller général

et René CARPENTIER
Conseiller général — Adjoint au maire de Trith-Saint-Léger

remplaçant éventuel

Candidats du Parti communiste français

2e *CIRCULAIRE*

Pour la démocratie et les libertés, barrage à la droite au deuxième tour.

- Le Parti gaulliste, qui n'a pas mené la campagne électorale sur un programme mais sur le chantage à la guerre civile, a fait le plein des voix de la droite au premier tour.
- Cette poussée de la droite au bénéfice du gaullisme est une grave menace pour l'avenir démocratique de notre pays.

Aucun démocrate ne peut accepter de laisser le Parti gouvernemental disposer, à lui seul, d'une majorité absolue à l'Assemblée et d'exercer ainsi un pouvoir sans contrôle et sans limite.

— Il faut établir des contrepoids à la toute puissance d'une droite rassemblée en un parti unique revendiquant à lui seul le pouvoir.
— Il faut élire de nombreux députés de gauche dimanche 30 juin pour que soit assurée la règle démocratique d'une opposition exprimant les aspirations d'une large partie du pays.

Au deuxième tour, les démocrates, qu'ils soient communistes, socialistes ou autres républicains, doivent regrouper leurs forces pour faire barrage au parti qui, depuis dix ans, gouverne au détriment des masses laborieuses.

Au deuxième tour, pas une voix ne doit manquer pour faire échec aux candidats gaullistes et pour préparer l'avenir qui appartient aux forces de progrès et de démocratie.

Bloquez vos suffrages sur les candidats uniques de la gauche.

Ce sont les candidats :

— De la liberté,
— De la démocratie,
— Du progrès et de la justice sociale,
— D'une France qui fera aux travailleurs manuels et intellectuels la place à laquelle ils ont droit dans la Nation.

Union de la gauche au deuxième tour.

Merci aux 28.351 électrices et électeurs qui, au premier tour, ont accordé leurs suffrages à Henri Fiévez et René Carpentier et les ont placés en tête de tous les candidats.

Conformément aux décisions nationales, le candidat de la F.G.D.S. Olivier Mouton (10.570 voix) et le candidat du P.S.U. Albert Dhennain (2.524 voix) se désistent pour Henri Fiévez et René Carpentier. Dans huit autres circonscriptions du Nord, c'est le candidat communiste qui se désiste pour le candidat socialiste arrivé en tête.

Ici, les chiffres donnent une majorité indiscutable à la gauche.

Communistes, socialistes, républicains, pas d'abstention ! Assurez massivement la réélection de

Henri FIEVEZ
et René CARPENTIER
remplaçant éventuel

Candidats uniques de la gauche

VINGT ET UNIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Avesnes-Nord, Avesnes-Sud, Solre-le-Château, Trélon.

M. Arthur MOULIN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Madame, Monsieur,

Une fois de plus, dans des circonstances dramatiques pour notre pays, le général de Gaulle a trouvé les arguments et les accents qui ont permis de regrouper autour de lui, et pour la défense de la République, les éléments sains de la Nation.

Il s'agissait, chacun l'a bien senti, d'une double menace pesant non seulement sur le régime, mais sur notre mode de vie, et sur notre civilisation tout entière.

D'une part, des groupes de révolutionnaires, inspirés et entraînés de l'étranger, voulaient profiter des problèmes de l'Université pour instaurer l'anarchie ; sous prétexte de réformes et de dialogue, ce qu'ils voulaient, c'était la révolution « à la chinoise ».

D'autre part, le Parti communiste, aidé par des dirigeants politiques aveuglés par la haine et oublieux de l'histoire, voulaient profiter des revendications des salariés pour renverser le régime, et instaurer une démocratie populaire. On sait ce que cela veut dire ; on a vu les premiers aspects de cette « démocratie ».

Nous n'en voulons pas !

Une fois de plus, à l'appel du général de Gaulle, le peuple de France a répondu présent.

Moins de deux heures après son intervention, un million de Parisiens, brandissant une forêts de drapeaux tricolores, faisaient vibrer Paris de « Marseillaise » telles qu'on n'en avait pas entendu depuis la libération. Et il s'agissait bien d'une libération : en quelques heures, Paris était libéré de « l'Internationale », des drapeaux rouges du « Parti » et des drapeaux noirs de l'anarchie et de la misère.

Le lendemain commençait dans tout le pays la libération générale : à Lille, plus de cent mille personnes défilaient dans un calme impressionnant. Plus de cinquante mille jeunes : ouvriers, collégiens ou étudiants, assuraient un succès triomphal à cette manifestation par leur calme et leur enthousiasme.

Mais 50.000 jeunes qui se conduisent comme des citoyens, et non pas comme des sauvages, 50.000 jeunes qui proclament leur foi dans la démocratie sans brûler de voitures, cela n'intéresse pas les journaux à sensation, ou les radio-reporters en quête du sensationnel.

Pourtant, la vraie France était là, prouvant par l'unanimité rétrouvée que notre peuples sait serrer les coudes quand la patrie est en danger.

Nous n'avons pas le droit de trahir cet espoir.

Nous n'avons pas le droit de décevoir cette jeunesse.

Le 23 juin, dès le premier tour des élections législatives, vous aurez à cœur de prouver que, par-delà les divergences sur les méthodes, la grande majorité des Français est d'accord pour que vive la République.

Arthur MOULIN.

Notre programme tient en douze points, répartis en trois chapitres :

Politique étrangère :

• *Indépendance,* politique, économique et militaire vis-à-vis des deux blocs américain et soviétique.

• *Construction de l'Europe,* qui, malgré les difficultés et grâce à l'action de la Vᵉ République, va prendre le départ avec dix-huit mois d'avance.

• *Politique de paix,* ce domaine où la France a déjà fait la preuve de sa volonté, et de son audience.

Politique intérieure :

• *Rétablissement de toutes les libertés,* menacées par la subversion et l'anarchie. Il s'agit en particulier de la liberté du travail, et du droit pour nos enfants d'aller à l'école.

• *Elargissement de la majorité ;* pour réussir la seconde étape de la République, une base plus large est nécessaire ; ce sera chose faite demain.

• *Politique de régionalisation,* permettant à notre région du Nord de recevoir sa part des investissements, et de conserver sa place menacée dans l'Europe de demain.

Politique économique et sociale :

• *Application des accords de Grenelle,* avec toutes leurs conséquences, ce qui implique une action particulière en faveur des petites et moyennes entreprises.

• *Réforme de l'Université,* avec le concours des représentants qualifiés de tous les intéressés.

• *Participation des salariés* à la marche des entreprises.
Nous verrons ainsi aboutir l'une des plus anciennes idée-force du gaullisme, longtemps combattue de tous les bords.
A la lutte des classes, nous voulons substituer la coopération humaine.

• *Application des accords de Bruxelles* en agriculture, notamment en matière de structures, d'organisation professionnelle et de prix (produits laitiers, viande bovine, porcs...).

• *Amélioration de l'action prévue en faveur de notre arrondissement.* Cette action que j'ai poursuivie en tant que Conseiller économique doit être augmentée pour que des meilleurs équipements permettent une reprise économique, et une relance industrielle conditions nécessaires du plein emploi.

• *Politique familiale,* enfin, par la triple réforme de la fiscalité, des allocations familiales et des bourses scolaires.

Si vous êtes d'accord sur ce programme,
Si vous ne voulez ni la subversion, ni l'anarchie,
Si vous refusez la démocratie populaire et ses complices inconscients,
Si vous voulez une France heureuse, libre et respectée,

vous voterez et ferez voter, dès le premier tour, sans abstentions,

ARTHUR MOULIN

44 ans, Docteur-vétérinaire, marié, 5 enfants
Officier de réserve, après avoir servi dans l'O.C.M. — Député de 1958 à 1967
Membre du Conseil économique et social
Conseiller général du Nord
Conseiller municipal d'Avesnes

Remplaçant éventuel :

ROBERT DUMESNIL

42 ans, chef de service de la S.F.R.F. à Fourmies, marié, 4 enfants
Engagé volontaire à la Libération, après avoir servi dans l'O.C.M.
N'a jamais fait de politique

Candidats d'Union pour la défense de la République

VINGT-DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Hautmont, Maubeuge-Nord, Maubeuge-Sud.

M. Bernard LEBAS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Deux hommes neufs pour sauver le Bassin de la Sambre.

Mesdames, Messieurs,

Une fois encore, lors des circonstances dramatiques pour la France, le Chef de l'Etat a trouvé les paroles qui, comme en juin 1940, ont rendu l'espoir et permis le regroupement de tous, pour la défense de la République.

Chaque Français dans son cœur, a senti non seulement une menace peser sur le régime, mais bien plus sur notre civilisation, sur toutes nos libertés, sur l'avenir de notre jeunesse.

Des groupes de révolutionnaires entraînés à l'étranger, télécommandés de l'extérieur, voulaient profiter des justes revendications de l'Université, pour instaurer l'anarchie.

Le Parti communiste aidé de dirigeants politiques aveuglés par la haine et le désir de reconquérir le pouvoir auquel ils ont dû renoncer, selon la volonté du peuple, essaya de profiter des revendications des salariés pour renverser notre « Libre République » et instaurer une « dictature rouge » et peut-être, demain, la « dictature noire ».

Devant cette menace, la France s'est ressaisie et à l'appel de son chef, a dit « non » à l'anarchie, « oui » à la réforme sociale et économique.

C'est le moment pour les Français et les Françaises d'assumer leurs responsabilités.

Nous n'avons pas voulu faillir à notre devoir face à une jeunesse qui nous a confié son espoir.

C'est pourquoi le 23 juin, dès le premier tour des élections législatives, vous aurez à cœur de prouver que la France peut compter sur vous.

Les candidats :

BERNARD LEBAS

39 ans — Marié, 2 enfants
Diplômé de l'Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales (E.S.S.E.C.)

Remplaçant éventuel :

JACK LECLERCQ

42 ans — Marié, 2 enfants
Docteur en médecine

Notre programme sera surtout économique et social.

Il faut :

— réviser la fiscalité abusive locale et générale.
— égaliser les charges à travers l'Europe pour libérer nos entreprises et les rendre compétitives pour enfin rétribuer dignement nos ouvriers.

Il faut :

— repenser le problème de la sécurité sociale et sauver la médecine libérale de tradition française que l'Europe nous envie.

Il faut :

— à notre région des routes, des liaisons rapides et modernes à l'échelle d'une Europe en mutation.

Il faut :

— créer 12.000 emplois dans le Bassin et faire cesser l'hémorragie des forces vives vers d'autres régions.

Il faut :

— une politique familiale marquée par une généralisation de l'aide aux mères de familles, « ce travailleur non syndiqué que tout le monde oublie ».
— une augmentation des allocations familiales.
— une attribution plus juste des bourses scolaires, sans distinction de confession.

Il faut :

— soutenir l'agriculteur dans sa lutte pour la parité, pour la survie, pour la réalisation d'une Europe verte équitable.

Il faut :

— penser à nos vieux, à nos retraités, à l'enfance inadaptée, à tous ceux qui, parce qu'ils n'ont pas l'expression de la violence, sont trop souvent négligés.

Il faut :

— cesser d'oublier la jeunesse, penser avec elle à son avenir ouvrir le dialogue qui seul est fructueux et combler le fossé creusé entre les générations.

C'est ce programme pour lequel nous lutterons, à ce prix est la survie de notre pays et de notre région.

2e CIRCULAIRE

Deux hommes neufs pour sauver le Bassin de la Sambre.

Madame, Monsieur,

J'ai connu les deux manifestations : celle du Front populaire en 1936 et celle que nous venons de connaître en mai dernier.

Dans la première en 1936, les drapeaux tricolores se mêlaient aux drapeaux rouges et la « Marseillaise » faisait écho à « l'Internationale ».

Dans ce mois de mai 1968, qui restera pour nous parmi les plus sombres de notre histoire, il n'y avait plus de drapeaux tricolores... mais les drapeaux rouges de la révolution et les drapeaux noirs de l'anarchie !

Qui donc, en 1936, eût songé à aller insulter sous l'Arc de Triomphe les restes du Soldat inconnu ?

Qui donc, en 1936, eût songé à maculer les monuments sacrés de nos morts, comme des misérables l'ont fait la semaine dernière à Fourmies ?

Qu'ont à faire avec les revendications professionnelles : 180 voitures incendiées à Paris, les vitrines des magasins brisées, plus de 500 millions d'anciens francs de dégâts ?

En Italie, en Allemagne, en Hollande, en Belgique on refusait, en ce sinistre mois de mai, d'acheter les francs, et, signe plus grave encore, à Londres dans l'Angleterre travailliste, avant que le général de Gaulle s'adresse au pays... le franc ne trouvait plus preneur...

Oui, telle était la situation et vous vous en rappelez bien.

Et, si de Gaulle alors avait repris le chemin de Colombey, chassé par l'émeute et accompagné des accents de l'« Internationale » et des drapeaux rouges et noirs qui flottaient sur l'Odéon et la Sorbonne nous aurions vu arriver, après des mois d'anarchie et de guerre civile et combien de morts... le spectre de la dictature !

Le républicain que j'ai toujours été, comme la plupart d'entre vous, aspire à vivre et à mourir libre, dans un pays libre, et c'est pour cela que de toute mon âme, je vous demande de voter, massivement, dimanche, pour :

BERNARD LEBAS et JACK LECLERCQ

Candidats d'Union pour la défense de la République

Elevons ensemble nos pensées et nos cœurs. Tant des nôtres ne sont pas morts dans des guerres, au cours de notre longue Histoire, pour que flottent sur la France le drapeau rouge de la révolution et le drapeau noir de la haine.

Robert LIOT.
Sénateur du Nord - Le Quesnoy.

Quinze mille électeurs et électrices nous ont accordé leur confiance au premier tour, montrant la route que notre région et la France veulent prendre.

Qu'ils en soient très sincèrement remerciés.

Mais le combat continue...

Nous voulons sauver le Bassin de la Sambre, l'associer à cette réforme de la France.

Nous voulons sortir d'un isolement politique stérile qui paralyse toutes les réalisations et implantations dans notre région.

Nous voulons obtenir le mieux-être économique et social.

Pour la défense des ouvriers et du droit sacré au travail avec une juste rétribution.

Pour la défense des commerçants, des petites et moyennes entreprises.

Pour le libre exercice de toutes les professions libérales.

Pour nos mères de famille et nos enfants, nos vieux et tous les déshérités.

Pour la défense de l'exploitation agricole familiale et la parité.

Pour un enseignement sans politique et ouvert à tous, sans distinction de confession.

Pour la jeunesse qui nous jugera à nos actes.

Contre les paresseux et profiteurs de toutes sortes, dimanche 30 juin, vous voterez

BERNARD LEBAS

39 ans — Marié, 2 enfants
Diplômé de l'Ecole supérieure des sciences économiques et commercales (E.S.S.E.C.)

Remplaçant éventuel :

JACK LECLERCQ

42 ans — Marié, 2 enfants
Docteur en médecine

VINGT-TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bavay, Berlaimont, Landrecies, Le Quesnoy-Est, Le Quesnoy-Ouest.

M. Alban VOISIN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

« Jamais une consultation électorale n'a eu tant d'importance au point de vue national. »

Charles de Gaulle - 7 juin 1968.

Electrices, électeurs,

Après la très grave crise que la France vient de traverser, le Président de la République, conformément à la Constitution, a prononcé la dissolution de l'Assemblée Nationale et proposé au pays de nouvelles élections législatives.

C'est donc vous toutes et vous tous qui, les 23 et 30 juin prochains, par votre vote exprimé librement, comme il se doit en démocratie, déterminerez l'avenir de la France pour les prochaines années.

C'est vous dire l'extrême importance de cette consultation électorale. Les heures que nous vivons sont graves, mais elles sont chargées d'espérance.

De toute notre conviction, nous rejetons la haine et la violence.

De toutes nos forces, nous désirons la paix et la liberté.

Dans notre circonscription le devoir apparaît clair et net : il faut faire barrage au parti totalitaire, et vous le savez (les élections précédentes l'ont clairement montré) seuls les candidats de « l'Union pour la défense de la République » peuvent obtenir ce résultat.

Nous sommes décidés, si vous nous faites confiance, à apporter notre soutien au général de Gaulle, Président de la République, et au Gouvernement, mais nous tenons à préciser que cela n'implique nullement que nous considérons qu'il faut accepter, à priori, sans discussion ni réserve, tous les projets que nous présenteront le Gouvernement ou les administrations.

A l'opposition systématique et stérile, nous préférons la discussion constructive et nous nous engageons à :

Œuvrer pour la satisfaction des justes revendications ouvrières, notamment :

Le relèvement des bas salaires.

L'abaissement progressif de l'âge de la retraite d'une manière compatible avec les nécessités de l'économie.

La sécurité et le développement de l'emploi par une plus juste répartition des crédits au profit des régions trop déshéritées, à l'image de la nôtre.

L'amélioration du régime de sécurité sociale par des réformes de structure et la réintégration, au sein des Conseils, d'administrateurs élus et responsables.

Demander au profit de l'agriculture :

L'extension d'une politique d'amélioration des revenus, en équivalence avec la progression du revenu national, afin qu'on ne voie plus le litre de lait payé en 1968 au même prix qu'en 1965, et que soient mis en œuvre, en collaboration avec les organismes professionnels, des moyens modernes d'exploitation compétitive.

Appuyer sans réserve la réforme et la promotion de l'Education nationale dans nos écoles, lycées et universités, persuadés que la franche collaboration des maîtres, des parents d'élèves et des représentants, librement désignés, des étudiants doit se faire avec bon sens, patience et ténacité pour le plus grand profit de tous.

Apporter notre appui aux professions artisanales, commerciales et libérales lorsqu'elles voient dans leur regroupement une meilleure gestion de leur économie en même temps qu'une amélioration de leurs services.

Soutenir le Gouvernement dans ses tentatives lorsqu'elles viseront l'ordre, la paix, la promotion et le bien-être social.

Electrices, électeurs,

— vous qui voulez la paix
— vous qui aimez l'ordre
— vous qui souhaitez la prospérité
— vous qui haïssez le totalitarisme

Vous qui ne voulez ni du drapeau rouge, ni du drapeau noir !
Ralliez-vous au drapeau tricolore !

Votez en masse dès le premier tour, pour :

ALBAN VOISIN
Officier en retraite — Agent général d'assurances
Maire de Bavay

Remplaçant éventuel :

JEAN BAVAY
Docteur-vétérinaire
Conseiller municipal de Berlaimont

Candidats d'Union pour la défense de la République

2e CIRCULAIRE

Madame, Monsieur,

J'ai connu les deux manifestations : celle du Front populaire en 1936 et celle que nous venons de connaître en mai dernier.

Dans la première en 1936, les drapeaux tricolores se mêlaient aux drapeaux rouges et la « Marseillaise » faisait écho à « l'Internationale ».

Dans ce mois de mai 1968, qui restera pour nous parmi les plus sombres de notre histoire, il n'y avait plus de drapeaux tricolores... mais les drapeaux rouges de la révolution et les drapeaux noirs de l'anarchie !

Nous n'étions qu'entre Français en 1936 et nul n'aurait songé alors, à faire une place à un Cohn-Bendit, sujet allemand né en France de parents allemands et qui le jour de sa majorité a refusé la nationalité française pour prendre la nationalité allemande !

Qui donc, en 1936, eût songé à aller profaner sous l'Arc de Triomphe la tombe du Soldat inconnu ?

Qui donc, en 1936, eût songé à maculer les monuments sacrés de nos morts, comme des misérables l'ont fait la semaine dernière à Fourmies ?

Qu'ont à faire avec les revendications professionnelles : 180 voitures incendiées à Paris, les vitrines des magasins brisées, plus de 500 millions d'anciens francs de dégâts ?

En Italie, en Allemagne, en Hollande, en Belgique on refusait, en ce sinistre mois de mai, d'acheter les francs, et, signe plus grave encore, à Londres dans l'Angleterre travailliste, avant que le général de Gaulle s'adresse au pays... le franc ne trouvait plus preneur...

Oui, telle était la situation et vous vous en rappelez bien.

Et, si de Gaulle alors avait repris le chemin de Colombey, chassé par l'émeute et accompagné des accents de l'« Internationale » et des drapeaux rouges et noirs qui flottaient sur l'Odéon et la Sorbonne nous aurions vu arriver, après des mois d'anarchie et de guerre civile et combien de morts... le spectre de la dictature !

Le républicain que j'ai toujours été, comme la plupart d'entre vous, aspire à vivre et à mourir dans un pays libre, et c'est pour cela que de toute mon âme, je vous demande de voter, massivement, dimanche, pour :

ALBAN VOISIN et JEAN BAVAY
Candidats d'Union pour la défense de la République

Elevons ensemble nos pensées et nos cœurs. Tant des nôtres ne sont pas morts dans des guerres, au cours de notre longue Histoire, pour que flottent sur la France le drapeau rouge de la révolution et le drapeau noir de la haine.

Robert Liot.
Sénateur du Nord - Le Quesnoy.

Electrices, électeurs,

Au lendemain de ce premier tour de scrutin, il nous est particulièrement agréable d'adresser aux 17.503 électrices et électeurs nos plus sincères remerciements.

Grâce à vous, pour la première fois dans la vingt-troisième circonscription, le Parti communiste enregistre un sensible recul.

Si vous le voulez, dimanche prochain sera notre victoire.

Pour la défense de l'Avesnois.

Pour la défense du Bassin de la Sambre.

Pour la défense de l'exploitation familiale.

Pour la défense de la libre entreprise.

Pour la défense et l'extension des droits sociaux et familiaux.

Pour que vive une France libre, contre le communisme.

Dimanche vous voterez

Alban VOISIN

Jean BAVAY

OISE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beauvais-Nord-Est, Breteuil, Crèvecœur-le-Grand, Formerie, Froissy, Grandvilliers, Maignelay, Marseille-en-Beauvaisis, Nivillers, Ressons-sur-Matz.

M. Marcel DASSAULT

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Mon programme n'a pas changé.

Je suis :

— pour le développement du Marché commun qui est le grand espoir de l'agriculture ;

— pour le développement des écoles, de la culture physique et des sports ;

— pour une large politique d'accession à la propriété et pour le développement de l'habitat rural ;

— pour une plus juste répartition des impôts qui frappent les commerçants, les artisans, les fonctionnaires et les professions libérales ;

— pour l'amélioration des lois sociales en faveur des ouvriers des villes et des campagnes ;

— pour que justice soit rendue aux rapatriés d'Afrique du Nord ;

— pour l'amélioration du sort des anciens combattants, des victimes de guerre, des économiquement faibles et des personnes âgées en faveur desquelles il est nécessaire que leurs pensions et leurs retraites soient indexées sur le SMIG.

La récente crise que notre pays vient de traverser et qui a eu pour conséquence la perte de milliers d'heures de travail, a été génératrice d'inflation.

Il ne sera possible de juguler cette inflation que par le développement de notre équipement, facteur d'expansion économique.

L'effort que l'Etat a fait pour la construction, il doit le faire aujourd'hui pour l'équipement et consentir à un taux de 2 % les prêts qui seront nécessaires à l'expansion du pays.

Il ne s'agirait pas seulement de suréquiper les grandes usines telles que Citroën et Renault pour l'automobile, Alsthom pour les locomotives électriques, etc. pour qu'elles puissent être concurrentielles vis-à-vis du Marché commun.

Il est surtout souhaitable, pour permettre aux jeunes de s'établir, de prêter également à 2 % les sommes nécessaires pour que de jeunes médecins puissent créer des maisons de santé ou s'installer, ainsi que de jeunes avocats, de jeunes dentistes

acheter le matériel qui leur est nécessaire, de jeunes pharmaciens installer leur laboratoire, de jeunes agriculteurs acheter des machines agricoles modernes, et pour que de jeunes commerçants de toutes les catégories puissent créer des magasins et s'installer.

Nous verrons ainsi refleurir toute une génération de jeunes qui, ayant la possibilité de créer de nouvelles affaires, pourraient à leur tour créer de nouveaux emplois. Ils contribueraient largement, pour leur part, à la richesse du pays.

C'est essentiellement à la réalisation de ce programme que je m'emploierai au cours de la prochaine législature.

Comme par le passé, c'est mon excellent ami, Pierre Jacoby, maire de Beauvais, conseiller général de l'Oise, qui a bien voulu être mon suppléant.

Vive la circonscription de Beauvais-nord !
Vive le département de l'Oise !
Vive la France et vive la République !

Marcel DASSAULT

Député sortant
Grand-Croix de la Légion d'honneur
Ingénieur des constructions aéronautiques

Remplaçant éventuel :

Pierre JACOBY

Chevalier de la Légion d'honneur

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Attichy, Compiègne, Guiscard, Lassigny, Noyon, Ribécourt.

M. Edmond NESSLER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Des incidents apparemment futiles survenus au campus universitaire de Nanterre et à la Sorbonne, transformés en manifestations insurrectionnelles par des agitateurs révolutionnaires, le relais pris par les syndicats qui risquaient à tout moment de se laisser déborder par des éléments anarchistes incontrôlés, la revanche que certains politiciens impatients croyaient déjà à leur portée, voilà la suite des événements qui ont mené la France au bord de la catastrophe et qui ont déjà coûté à notre économie plus de 3.000 milliards d'anciens francs.

Déjà M. Mitterrand, présumant de ses forces, se voyait à l'Elysée et, avec insolence, annonçait la formation d'un gouvernement à participation communiste.

C'est alors que s'éleva la grande voix du général de Gaulle, Président de la République, et la France se sentit renaître.

Qu'en eût-il été s'il n'avait pu se dresser, une fois encore, comme le suprême recours, si la saine gestion politique, économique, financière qu'il a imposée au pays ne nous avait permis de parer aux coups ?

Mais après cette dramatique alerte, c'est maintenant au suffrage universel qu'il appartient de tirer les conclusions d'une crise sans précédent dans notre Histoire, c'est à nous tous, libres citoyens d'une grande et fière démocratie, de prendre nos responsabilités.

Le choix est simple.

D'un côté, le communisme entraînant ses alliés de la Fédération Mitterrand, complices dans l'immédiat, otages pour l'avenir, qui n'hésite pas à dévoiler son programme d'emprise totalitaire de l'Etat et d'expropriation, prêt à écraser toute velléité de contestation, étouffant les libertés essentielles d'expression de la pensée et du travail.

De l'autre, la Ve République qui a rendu à la France son prestige et son rayonnement, qui va permettre à ce pays prospère de poursuivre sa route dans le sens du progrès social, qui est désormais en mesure de corriger les imperfections et les injustices inhérentes à toute institution humaine, qui s'apprête à affronter la compétition européenne après avoir pris les précautions nécessaires pour défendre notre agriculture et nos industries.

La voie est désormais ouverte pour la participation de tous les salariés aux destinées de l'entreprise, réforme fondamentale de la condition ouvrière.

Notre devoir commun est d'oublier les divisions, les rivalités, les querelles du passé, de faire front contre la subversion et la dictature de la rue, de donner à la France un gouvernement soutenu par une large et fidèle majorité parlementaire à l'abri des intrigues et des manœuvres des démagogues.

Vous avez pris conscience de la gravité de la situation.

Vous allez, le 23 juin prochain, contribuer à mettre un terme au désordre et à l'aventure en votant massivement dès le premier tour pour

EDMOND NESSLER

Compagnon de la Libération
Officier de la Légion d'honneur — Croix de guerre 1939-1945
Licencié en droit et ès lettres
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Rapporteur général du Conseil de l'Europe
Député sortant

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

PIERRE DUBOIS

Ancien combattant prisonnier de guerre
Croix de guerre 1939-1945
Commerçant
Maire de Noyon

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier la France, la veille encore secouée par la violence et paralysée par les grèves, s'est ressaisie. Elle a clairement signifié aux fauteurs de désordre que leur entreprise de subversion avait échoué.

Mais déjà les fourriers du communisme et leurs alliés annoncent pour la rentrée d'automne une nouvelle crise, plus grave encore que celle qui a failli jeter la France aux abîmes.

Préparons-nous à y résister.

Donnons au Gouvernement de la République la majorité large et fidèle, ouverte au dialogue, qui défendra nos libertés et réalisera les grandes réformes auxquelles le pays aspire :

Réforme de l'université, de l'entreprise, de la condition ouvrière, de l'exploitation agricole.

La paix sociale, le renouveau économique sont à ce prix.

Nous venons de démontrer que nous sommes la seule barrière efficace dressée contre l'emprise du communisme. Il faut rapidement la renforcer.

Quelles qu'aient été vos préférences politiques antérieures, que vous soyez de droite, de gauche ou du centre.

Si vous ne voulez plus voir le drapeau rouge au fronton de nos monuments publics et le drapeau noir sur les barricades.

Si vous ne voulez pas que Waldeck Rochet et Mitterrand se partagent le pouvoir.

Si vous croyez au destin de la France, indissolublement lié à celui de la République.

Joignez-vous aux 22.518 électrices et électeurs qui, au premier tour de scrutin, ont placé notre candidat en tête du ballottage.

Complétez ce brillant succès en infligeant une défaite décisive à ceux qui ont provoqué ou exploité le désordre.

Votez en masse, sans hésitation, sans défaillance, pour

EDMOND NESSLER

Compagnon de la Libération
Officier de la Légion d'honneur — Croix de guerre 1939-1945
Licencié en droit et ès lettres
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Rapporteur général du Conseil de l'Europe
Député sortant

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

PIERRE DUBOIS

Ancien combattant prisonnier de guerre
Croix de guerre 1939-1945
Commerçant
Maire de Noyon

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Clermont, Crépy-en-Valois, Estrées-Saint-Denis, Liancourt, Pont-Sainte-Maxence, Saint-Just-en-Chaussée.

M. Robert HERSANT

(Candidat d'Union pour la République et la liberté)

élu le 30 juin 1968

(App. P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Pour la victoire au premier tour :

Robert Hersant, candidat d'Union pour la République et la liberté.

La France vit des heures graves. Par la violence et l'émeute, et contre la volonté de l'immense majorité du peuple français, une minorité tente d'imposer à notre pays un régime totalitaire inspiré de Pékin, de Moscou, ou de Cuba !

Le combat pour la République domine aujourd'hui les autres considérations partisanes. Nous devons, tous ensemble, exprimer massivement notre volonté de défendre la liberté menacée.

Depuis 12 ans.

Année après année, élection après élection, j'ai dressé un barrage efficace face aux candidats du Parti communiste et cela grâce à vos suffrages toujours plus nombreux :

En 1956 : 12.800 voix.
En 1958 : 15.000 voix.
En 1962 : 18.000 voix.
En 1967 : 21.000 voix.

Cette fois encore je suis le seul candidat à pouvoir m'opposer aux 14.000 voix du Parti communiste et du P.S.U., le parti de Cohn-Bendit et des barricades. Je regrette la présence de l'éternel candidat de division que m'oppose l'extrême droite. Il ne pourra pas, cependant, cette fois, empêcher notre commune victoire au premier tour.

Pour l'unité nationale.

En 1958, alors que la République était déjà menacée, nous avons répondu « Oui » à l'appel du général de Gaulle et de tous les partis nationaux (Parti socialiste, Radical, M.R.P., Indépendants et Paysans).

Aujourd'hui, nous pensons que le Président de la République, qui sait qu'il n'est pas possible de gouverner avec la moitié des Français dressée contre l'autre moitié, doit à son tour faire appel à tous les démocrates, afin de donner au pays un Gouvernement de réconciliation nationale, sans lequel il ne surmonterait pas durablement la crise politique, économique, morale qu'il traverse.

Nous voulons une République dynamique, efficace, orientée vers le progrès social. Fidèles à notre idéal démocratique, nous refusons le régime totalitaire que

l'émeute a voulu nous imposer. Nous rejetons le pouvoir personnel sans dialogue qui a conduit la France à cette situation dramatique.

Plus libre que jamais.

Je n'ai jamais été un député-robot obéissant aveuglément aux ordres du Gouvernement ou de l'opposition. Au cours de ces dernières années, j'ai voté tous les projets constructifs du Gouvernement et j'ai voté contre ceux qui allaient à l'encontre des intérêts des populations que je représente, ou de l'intérêt général. J'ai voté la censure contre le Gouvernement lorsqu'il s'est agi de défendre le Marché commun agricole mis en péril par une politique hasardeuse et j'ai été le seul dans l'Oise à pouvoir le faire. J'ai redoublé ce vote de défiance lorsqu'on a imposé par voie d'ordonnances sans aucune discussion devant le Parlement qui venait d'être élu une réforme profonde de la Sécurité sociale qui lésait l'intérêt des plus défavorisés. Je n'ai pas voté la censure sur la politique étrangère du Gouvernement qui présentait des aspects positifs.

En m'accordant vos suffrages, c'est à un homme libre, lucide, à un Républicain de progrès qui pèse chacun de ses votes, que vous confiez le soin de vous défendre. Et, cas unique en France, je viens d'avoir la joie profonde de pouvoir le faire comprendre aux diverses formations politiques.

C'est pourquoi la F.G.D.S., le Centre démocrate (Lecanuet), le groupe Progrès et Démocratie moderne (Duhamel), le Centre des Indépendants et Paysans, ont bien voulu accepter ma candidature d'Union pour la République et la liberté, telle que j'entendais la présenter à vos suffrages.

J'ai par ailleurs exposé longuement le programme que je défendrai lors de la prochaine législature. J'en rappelle les grandes options politiques :

— Défense de la démocratie authentique. Défense des libertés. Droit à la télévision libre. Droit au contrôle des naissances.
— Diminution des dépenses militaires. Diminution des subventions aux pays étrangers. Diminution des dépenses de prestige.
— Priorité des priorités à l'Education nationale et à sa réforme dans l'ordre. Construction de 600.000 logements par an. Modernisation du secteur hospitalier. Développement des œuvres de jeunesse. Règlement des dommages aux rapatriés.
— Augmentation des retraites et pensions. Répartition équitable aux travailleurs des fruits de l'expansion. Défense des classes moyennes : agriculteurs, commerçants, artisans, professions libérales, cadres et fonction publique.
— Défense de la paix. Indépendance nationale. Construction d'une Europe ouverte à de nouveaux pays.

Un député toujours fidèle.

Fidèle à notre circonscription de Clermont-Crepy depuis douze ans, fidèle aux électrices et aux électeurs de nos six cantons qui n'ont jamais fait appel à moi en vain, fidèle à mes promesses faites aux cheveux blancs, fidèle à mes idées, fidèle à la République, je vous demande, comme l'an dernier, d'être vous aussi, le 23 juin prochain, fidèle à votre député.

Et par avance, je vous en remercie.

Robert HERSANT

Député de l'Oise — Conseiller général
Président du ramassage scolaire
Président des classes de neige
Président de l'aide aux Cheveux blancs

2e CIRCULAIRE

Pour la victoire de la République et de la liberté.

Je veux, avant toute chose, remercier de tout cœur les 17.000 électrices et électeurs qui m'ont apporté fidèlement, cette fois encore, leurs suffrages dimanche dernier, me plaçant en tête au premier tour. Je leur exprime ma profonde gratitude et ma reconnaissance.

Pour le second tour la bataille n'est pas terminée mais le choix est simple :

Le candidat du Parti communiste, qui bénéficie du désistement P.S.U., totalise d'ores et déjà 14.500 voix. Il constitue un réel danger.

M. Bouet, qui arrive en troisième position avec 3.000 voix de retard sur moi, s'est maintenu contre toute tradition et risque de faire élire le candidat communiste !

Dimanche prochain, les électeurs nationaux feront leur devoir. Ils appliqueront la règle : au premier tour, on choisit son candidat, mais au deuxième tour, on vote pour le candidat national le mieux placé pour faire échec au Parti communiste.

Aujourd'hui, alors que la France vient de connaître des heures graves, alors que dans notre circonscription 30.000 électeurs se sont prononcés sans hésitation contre le désordre et l'émeute, il est inadmissible qu'un candidat de division se fasse le complice du Parti communiste.

Dimanche prochain.

La totalité des électeurs nationaux, que rien ne sépare, au fond, de moi, se regrouperont sur mon nom et assureront la victoire sans équivoque de la République et de la liberté.

Robert HERSANT

Député de l'Oise — Conseiller général
Président du ramassage scolaire
Président des classes de neige
Président de l'aide aux Cheveux blancs

(Candidat d'Union pour la République et la liberté)

Pour le second tour, le seul barrage efficace au candidat du Parti communiste.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Betz, Creil, Nanteuil-le-Haudouin, Neuilly-en-Thelle, Senlis.

M. René QUENTIER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Ordre, Paix, Libertés.

Electrices, électeurs,

Le 12 mars 1967, vous m'aviez à nouveau désigné pour représenter notre circonscription durant cinq années à l'Assemblée Nationale.

Or, un peu plus d'un an après, une nouvelle consultation aura lieu le 23 juin prochain.

Pourquoi ?

Parce que le Parti communiste totalitaire, refusant d'accepter le jeu normal de la démocratie, vient de tenter un véritable coup de force contre la République.

Il remet partout en cause la consultation à bulletins secrets des citoyennes et des citoyens par le suffrage universel, seule forme démocratique permettant de connaître la volonté populaire.

Parce que nos libertés sont bafouées.

Maîtres dans l'exploitation d'une démagogie mensongère et irresponsable, aidés par quelques personnalités politiques qui n'ont pour ligne de conduite que leur ambition personnelle, la haine du régime et du Président de la République, le général de Gaulle, des organismes subversifs totalitaires ont tenté d'instaurer chez nous l'anarchie, et vous venez malheureusement d'en faire la triste expérience.

Aujourd'hui comme hier, le choix est clair :

— Il s'agit de faire triompher l'ordre public et d'assurer le respect de toutes nos libertés ;

— Il s'agit de poursuivre la politique de progrès social et de paix, déjà amorcée.

Dans cette lutte qui met en cause l'avenir de chacune et de chacun d'entre nous, mon devoir est d'être présent.

C'est pourquoi je sollicite à nouveau vos suffrages.

Député de notre circonscription depuis dix ans, vous me connaissez donc bien. Je suis décidé à poursuivre mon action, sans démagogie, mais aussi sans faiblesse, pour m'opposer à toute tentative de destruction de l'Etat et des institutions républicaines.

Certaines réformes sont nécessaires et urgentes :

1° La réforme de l'Université doit se faire dans le calme et après étude par des commissions paritaires spécialisées, sans précipitation excessive qui aboutirait à une solution précaire et sans lendemain ;

2° La participation. Il faut obtenir la participation plus active des citoyennes et des citoyens à la gestion des affaires qui les concernent tous ;

3° Fidèle à ma doctrine, je reprends tous les points de ma profession de foi de 1967, à savoir :

- Suppression totale et effective des zones de salaires ;
- Soutien à une politique d'aménagement des salaires, et particulièrement des salaires les plus bas ;
- Aménagement des ordonnances sur la Sécurité sociale ;
- Politique agricole soutenue fermement au Marché commun ;
- Politique efficace pour les sports ;
- Politique de garantie de l'emploi et du logement en vue d'assurer à chacun : un emploi stable et un logement décent ;
- Expansion économique et industrielle du Bassin Creillois et de la Vallée de l'Oise ;
- Réalisation de la bretelle de raccordement entre Creil et l'Autoroute du Nord.

Pour réaliser ce programme, il faut une direction ferme, de l'ordre et une majorité parlementaire massive et cohérente.

Je suis le seul candidat investi par l'Union pour la défense de la République (U.D.R.) pour représenter la circonscription de Senlis-Creil.

Logiques avec vous-mêmes, vous refuserez le désordre, l'anarchie et la confusion, sources de misère.

Une fois de plus, vous m'accorderez vos suffrages pour l'avenir de notre circonscription, pour l'ordre, pour la défense de la République et de toutes nos libertés pour la paix intérieure et extérieure.

Vive la circonscription de Senlis-Creil !
Vive la République !
Vive la France !

René QUENTIER

Lieutenant-colonel pilote de réserve
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre — Médaille de la Résistance
Licencié en droit — Notaire honoraire
Vice-président du Conseil général — Maire de Chambly
Député sortant

Candidat U.D. Ve

Mon ami Jacques de Kersaint ayant exprimé le désir de se voir remplacer par un homme plus jeune, j'ai demandé à M. Roger Duterne d'être mon suppléant. Il a accepté, et je l'en remercie. Conseiller municipal de Creil, Secrétaire général du District urbain de Creil, il est donc parfaitement au fait de toutes les questions qui se posent dans cette région laborieuse. Conscient que le Bassin creillois pose des problèmes dans le domaine de l'équipement et de l'emploi, je suis certain qu'avec lui, grâce à sa jeunesse, son dynamisme, son intelligence et son courage nous constituerons une équipe capable de mettre tout en œuvre pour promouvoir une politique active qui serve à la fois les intérêts de tous dans notre circonscription si diverse, qu'il s'agisse des aspirations des populations de Senlis, de Chantilly de Creil, ou de l'ensemble de la circonscription.

Remplaçant éventuel :

Roger DUTERNE

Pharmacien diplômé de la Faculté de Lille
Conseiller municipal de Creil
Secrétaire général du District urbain de Creil
Président du Syndicat des pharmaciens de l'Oise
Membre du Conseil d'administration de la Caisse maladie - Maternité des professions libérales

Candidat indépendant

Tous deux investis par l'Union pour la défense de la République (U.D.R.)

2e CIRCULAIRE

Ordre, Paix, Libertés.

Electrices, électeurs,
Mes chers amis,

Bravo et merci pour ce résultat exceptionnel !

A 12 voix près, dès le premier tour, le succès était assuré grâce à vous.

Ce témoignage d'amitié fidèle et d'encouragement ne laisse aucun doute sur notre victoire commune de dimanche prochain.

De 23.797 que vous étiez en 1967,

Vous êtes passés à 29.443 en 1968. Soit un gain de 10 %.

Ce magnifique succès au premier tour, c'est d'abord le vôtre, c'est aussi celui de la France républicaine.

Le suffrage universel a parlé malgré les manœuvres de factions gauchistes qui voulaient lui substituer la voix de la rue.

Le 30 juin, ne vous y trompez pas, le choix est simple. Nous sommes les seuls candidats devant le Parti communiste. Nous faisons appel à tous ceux qui veulent :

L'ordre, la Paix, le respect de toutes nos libertés.

Ne vous abstenez pas, croyant la victoire acquise.

Avec vous toutes et tous, nous remporterons le succès définitif.

Vive la circonscription de Senlis-Creil !

Vive la France !

Votez et faites voter en masse pour :

René QUENTIER

Lieutenant-colonel pilote de réserve
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre — Médaille de la Résistance
Licencié en droit — Notaire honoraire
Vice-président du Conseil général — Maire de Chambly
Député sortant

Candidat U.D. Ve

Remplaçant éventuel :

Roger DUTERNE

Pharmacien diplômé de la Faculté de Lille
Conseiller municipal de Creil
Secrétaire général du District urbain de Creil
Président du Syndicat des pharmaciens de l'Oise
Membre du Conseil d'administration de la Caisse maladie - Maternité des professions libérales

Candidat indépendant

Tous deux investis par l'Union pour la défense de la République (U.D.R.)

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Auneuil, Beauvais-Sud-Ouest, Chaumont-en-Vexin, le Coudray-Saint-Germer, Méru, Mouy, Noailles, Songeons.

M. François BÉNARD

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens,

Le 5 mars 1967 vous m'avez réélu au premier tour et cela pour la quatrième fois, Je me représente à vos suffrages, conscient d'avoir accompli mon devoir et d'avoir

continué « de consacrer ma vie au département de l'Oise, à son expansion et à sa prospérité ».

La très grave crise sociale que la France a connue a eu de multiples causes.

Certes, je m'honore d'avoir toujours voté, comme je m'y étais engagé pour le Gouvernement qui a la confiance du Chef de l'Etat, mais je ne peux contester que si les institutions de la Ve République ont donné à la France, la paix, l'expansion et une place au premier rang sur l'échiquier international entre les deux Grands, il n'en reste pas moins qu'on doit reconnaître qu'une trop large place a été faite à la technocratie, et qu'on n'a pas assez associé à tous les échelons les hommes et les jeunes aux responsabilités.

Cela c'est, dans une analyse trop brève, le passé.

Maintenant, il faut ensemble bâtir l'avenir.

Pour que les avantage acquis par les travailleurs restent valables et que les satisfactions obtenues ne soient pas « un feu de paille », ce qui serait le cas si devait fonctionner à plein « la planche à billets », il faut, comme l'a très bien défini le Premier Ministre, que s'accroisse la productivité. Elle seule pourra freiner et empêcher la hausse des prix pour que ne recommence pas le cycle infernal que nous avons connu avant 1958, « les salaires prenant l'escalier et les prix l'ascenseur ».

Ce serait une grave désillusion pour les travailleurs et un grand malheur pour la France.

Le Gouvernement et le Parlement devront faire en sorte que soit évité cet écueil tragique, à la veille de l'ouverture de nos frontières, le 1er juillet prochain, par la suppression des droits de douanes dans le Marché commun.

Cette réussite ne sera possible que par le maintien de la stabilité, de la continuité, mais aussi le travail de tous les Français.

En ce qui concerne l'agriculture dont les problèmes n'ont cessé de me préoccuper, les satisfactions obtenues à Bruxelles par mon ami, le Ministre de l'Agriculture, sont importantes. Dans ce domaine, à ses côtés, je saurai rester vigilant, car la prospérité de l'agriculture conditionne aussi celle de la Nation.

Enfin, je voudrais encore parler de l'Education nationale. S'il y a eu, en France, un département où ces problèmes ont été l'objet de soins attentifs, c'est bien le département de l'Oise, dont j'ai l'honneur d'être le Président du Conseil général depuis vingt ans. Sur le plan des locaux scolaires, dans les villes et dans les campagnes, nous avons fait un effort unique en France, et cela les maires, les enseignants, la population le savent parfaitement.

Dans le département et dans la Nation, nous continuerons dans cette voie, le budget de l'Education nationale ayant la priorité sur tous autres, pour la jeunesse qui est la France de demain. N'oublions pas que, pour la première fois dans l'Histoire de France, nous pouvons dire qu'il y a plus d'enseignants dans nos écoles, nos collèges et nos lycées que de soldats sous les drapeaux.

En ce qui concerne particulièrement notre département, pourquoi ne vous diraije pas d'autre part, que mon mandat de député m'a aidé à accroître auprès des pouvoirs publics l'influence que doit avoir un Président de Conseil général.

De ce fait, et vous le savez bien, j'ai entrepris avec ténacité la modernisation de notre beau département en en faisant un des premiers de France, et plus particulièrement de la circonscription de Beauvais-Sud. Entrer dans le détail m'obligerait à un exposé tel que cette circulaire n'y suffirait pas. Veuillez bien lire simplement toutes les présidences ou mandats que j'assume. Plus qu'un trop long discours, cette lecture vous dira à quel point j'ai mis toutes mes forces à votre service.

Avec mon secrétariat politique et social, animé par mon fidèle collaborateur Michel Commelin, Conseiller général, Conseiller municipal de Beauvais, qui demeure mon suppléant nous nous sommes efforcés d'aider le mieux possible les municipalités et vous toutes et vous tous dans vos légitimes revendications.

Enfin je voudrais dire que, pour que tous les Français se rassemblent, il est indispensable que soit votée une amnistie qui contribuera à la restauration de la paix civile. En ce qui concerne les rapatriés, restant en contact étroit avec leurs organisations, j'étudierai toutes les suggestions valables qui pourront être présentées pour que leur sort soit amélioré par tous moyens appropriés.

Je vous demande de me permettre de continuer cette tâche exaltante.

C'est vous qui en déciderez.

Enfant du pays, vivant au milieu de vous, j'ai essayé de faire le plus de bien possible. Pour moi il n'y a pas de « période électorale » car chaque jour j'ai été à votre service depuis le début de ma carrière politique.

Vive la France !
Vive la République !
Vive le département de l'Oise !
Vive la circonscription de Beauvais-Sud !

François BÉNARD

Député sortant

Docteur en droit (Sciences politiques et économiques)
Diplômé des Hautes études commerciales
Délégué cantonal
Chevalier de la Légion d'honneur
Président du Conseil général de l'Oise

A ce titre :

Président de la Commission des constructions scolaires ;
Président de la Commission d'aide au logement (accession à la propriété pour les maisons loi Courant et acquisition-réparations) ;
Président d'honneur du Comité départemental d'expansion économique ;
Président de l'Oise-Tourisme ;
Président de la Société d'équipement du département de l'Oise (S.E.D.O.), qui a un important programme de constructions dans la ZUP de Beauvais et dans la zone d'habitation de Méru ;
Président du Fonds d'aménagement rural (FAR) qui donne un concours financier très important aux communes qui désirent créer des lotissements d'habitation ;
Administrateur de la Société anonyme H.L.M. rurales du département ;
Membre du Comité de développement économique régional (CODER), à Amiens ;
Président de l'Office de coopération intercommunale de l'Oise (OCIDO), dont le secrétaire général est à la disposition des syndicats et des communes pour faciliter leurs démarches et la constitution de leurs dossiers ; la plupart se référant à la construction des C.E.G. ou C.E.S., ainsi qu'aux lotissements pour la construction de logements :
Président du conseil d'administration de l'hôpital psychiatrique de Clermont-de-l'Oise.

A l'Assemblée Nationale :

Membre de la Commission des affaires culturelles et sociales ;
Membre de l'Amicale parlementaire agricole et rurale ;
Membre de l'Amicale parlementaire P.M.E. ;
Membre du Groupe de défense de l'artisanat.

Remplaçant éventuel :

Michel COMMELIN

ORNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Alençon-Est, Alençon-Ouest, Carrouges, Courtomer, Domfront, La Ferté-Macé, Juvigny-sous-Andaine, le Mêle-sur-Sarthe, Passais, Sées.

M. Louis TERRENOIRE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices et électeurs,

Pour le scrutin du 23 juin, de quoi s'agit-il ?

En premier lieu, il s'agit de conjurer le péril mortel que constituerait pour la République et pour la France la mainmise sur l'Etat du Parti communiste et de ses alliés. Car il s'en est fallu de peu, entre le 25 et le 30 mai, que l'entreprise totalitaire ne s'installe au pouvoir, en s'aidant du marchepied que lui tendait M. Mitterrand.

Le pays allait glisser dans la pire des aventures quand de Gaulle, une fois encore, a sauvé nos libertés et empêché la guerre civile. Il l'a fait à un âge qui l'aurait autorisé à se retirer dans son village, à s'enfermer dans son chagrin et à retrouver sa légende. Mais son âge est celui de Clemenceau en 1917 et il s'est refusé à abandonner le pays à la dérive. Il a donc agi au moment où la Nation risquait de trébucher dans le chaos et la violence. Il a agi en accord profond avec la majorité du peuple français, qui rejette le drapeau rouge du communisme et le drapeau noir de l'anarchie.

Comment sortir d'une situation où fermentent encore le pire, c'est-à-dire la menace de dictature et le meilleur, autrement dit l'espoir du renouveau ? Comment en sortir, sinon par la seule issue légitime, c'est-à-dire la consultation du peuple souverain ?

C'est pourquoi vous voterez, le dimanche 23 juin, et votre vote revêtira une importance capitale.

Il s'agit, en premier lieu, de sauver la République et vos libertés.

En second lieu, il s'agit de créer et de mettre en place les instruments de la participation de tous à l'élaboration des décisions visant au renouveau de la société dans toutes ses parties. Il faut comprendre, admettre et vouloir que le dialogue doit s'instaurer dans toutes les catégories de la vie sociale, professionnelle et nationale. Ce dialogue, cette confrontation des points de vues et des intérêts légitimes est indispensable, si l'on veut que toute autorité soit mieux éclairée, mieux acceptée et par

conséquent plus décisive. La participation, à tous les échelons et dans tous les domaines, doit être un facteur de justice mais aussi d'efficacité.

Le syndicalisme ouvrier, qui peut paralyser l'économie générale du pays, doit être amené à participer davantage à l'élaboration du plan et, de ce fait, à se considérer comme coresponsable de son application. A l'échelon de l'entreprise, il doit être amené progressivement à prendre également sa part de responsabilités.

Quant aux avantages acquis, ils doivent être, d'une part, étendus sous une forme appropriée aux retraités et aux vieillards ; mais, d'autre part ils ne pourront garder leur valeur qu'en fonction d'une politique financière susceptible de nous préserver de l'inflation.

Le syndicalisme agricole doit être le maître de l'évolution des structures, de telle sorte que le sort des exploitations familiales ne soit pas considéré uniquement sous l'angle économique, mais aussi en raison de leur importance sociale. Une authentique politique des revenus doit empêcher que le coût des réformes en cours soit supporté par les agriculteurs.

Les petites et moyennes entreprises, ainsi que l'artisanat et le commerce, doivent bénéficier d'une politique immédiate de crédit et d'assouplissement fiscal qui leur permette de passer le cap extrêmement difficile qui se présente à eux.

Tout doit concourir à remettre en route l'expansion, seul moyen de compenser les pertes subies du fait des événements, de rattraper le temps perdu et de combattre le chômage.

La participation doit s'imposer également dans nos régions. C'est en Basse-Normandie et non plus à Paris que doivent se régler de nombreux problèmes, accaparés jusqu'à présent par la bureaucratie centralisatrice.

L'équilibre des pouvoirs, inscrits dans la Constitution de la Ve République, doit être effectif. Ce qui implique une collaboration plus confiante et plus constante entre le Gouvernement et le Parlement. Les Français ont autant besoin d'être représentés que gouvernés.

Il faut que les élections envoient à l'Assemblée Nationale une majorité puissante et cohérente, qui devra s'étendre à tous ceux qui ne sont pas les alliés du communisme.

La jeunesse, enfin, avec ses déceptions et ses espérances — une jeunesse qui ne doit pas être confondue avec une minorité d'hurluberlus et de violents — doit trouver, d'abord dans un enseignement profondément rénové, puis dans la vie, cet idéal que ne peut lui offrir une société matérialisée à l'extrême.

Sachons, nous ses aînés, en attendant qu'elle prenne la relève, lui préparer une société qui ne soit pas exclusivement fondée sur l'argent, une société plus humaine, où la fraternité entre les hommes ne soit pas un vain mot.

Louis TERRENOIRE
Député sortant — Ancien Ministre
Maire de Ceaucé
Vice-président du Parlement européen
Officier de la Légion d'honneur

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Emile JANVIER
Conseiller général de l'Orne
Maire de Saint-Denis-sur-Sarthon
Chevalier de la Légion d'honneur

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bazoches-sur-Hoëne, Bellême, Gacé, la Ferté-Frênel, Laigle, Longny-au-Perche, le Merlerault, Mortagne-au-Perche, Moulins-la-Marche, Nocé, Pervenchères, Rémalard, le Theil, Tourouvre.

M. Roland BOUDET

(Candidat du Centre démocrate)

élu le 30 juin 1968

(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Puisque l'occasion m'en est donnée permettez-moi de remercier très sincèrement les 19.043 électrices et électeurs qui en septembre dernier m'ont accordé leur confiance au premier tour.

Ce mandat qui m'a été donné avec éclat j'ai conscience de l'avoir rempli avec loyauté, fermeté et efficacité.

Pour exposer avec plus de clarté mon opinion sur les divers problèmes actuels j'ai choisi le procédé des questions et réponses.

J'espère qu'ainsi vous trouverez plus facilement ce qui vous intéresse dans ma profession de foi.

Pourquoi l'Assemblée Nationale a-t-elle été dissoute ?

— Bien que l'Assemblée n'ait pas été concernée par les récents événements sa dissolution a été prononcée pour créer un choc politique, amener une détente et permettre de connaître l'opinion des Français.

— Le P.D.M. avait demandé la dissolution.

Qu'avez-vous fait à l'Assemblée ?

— J'ai participé à tous les travaux, toutes les séances, tous les votes.

— Mon groupe par de multiples propositions, interventions et questions a tenté de faire modifier la politique gouvernementale en faveur des intérêts de toutes les catégories sociales.

— J'ai posé de nombreuses questions écrites et je suis intervenu dans les débats.

Pourquoi avez-vous voté toutes les motions de censure ?

— Parce que c'était le seul moyen que nous avions pour tenter de faire changer la politique gouvernementale.

— Si la dernière motion de censure qui a été votée le 22 mai avait recueilli la majorité des suffrages le Gouvernement aurait été obligé de se démettre ou de se modifier (ce qu'il a fait après) et on peut penser qu'alors les grèves se seraient arrêtées. On mesure tout de suite tout ce qu'on aurait économisé !

— Deux gaullistes notoires, MM. Capitant et Pisani, ont voté cette motion de censure. M. Capitant depuis est devenu Ministre !

Qu'avez-vous fait dans votre circonscription ?

— J'ai tenu de nombreuses permanences dans tous les chefs-lieux de canton et chaque mois à Mortagne et Gacé.

— J'ai assisté à des réunions de Conseils municipaux dans plusieurs localités, grandes ou petites, afin de mieux connaître les problèmes locaux et j'ai fait les démarches demandées.

— J'ai participé dans la mesure du possible à toutes les manifestations où j'ai été invité.

— J'ai répondu à beaucoup de courrier et reçu beaucoup de personnes et je me suis efforcé d'aider les gens dans l'ennui.

Que pensez-vous de ces élections ?

— Comme le Président de la République l'a dit elles sont très importantes. C'est un devoir de voter et de réfléchir avant de voter.

— Il ne s'agit pas de l'élection du Président de la République qui doit accomplir son mandat et dont nous n'avons jamais demandé le départ, mais des élections des députés qui doivent définir la politique et contrôler le Gouvernement.

Quel peut être le mauvais résultat de ces élections ?

— Par un raisonnement simpliste on va tenter de faire voter pour le candidat inconditionnel en disant que puisque de Gaulle a maintenu l'ordre il faut voter « gaulliste » alors que s'il y a eu du désordre c'est à cause de la politique suivie depuis dix ans et du discrédit porté au Parlement par les députés inconditionnels.

— Si bien que, si le nombre des députés U.D. V^e^ est augmenté alors on va recréer deux blocs à l'Assemblée qui fausseront à nouveau tout le mécanisme parlementaire.

— Les mêmes causes produisant les mêmes effets un renforcement de la majorité actuelle nous conduirait encore à une situation difficile et à un climat favorable à tous les troubles.

— Il est évident qu'un succès de l'U.D. V^e^ serait un mauvais résultat qui au lieu d'amener une détente et des possibilités nouvelles, durcirait encore les deux blocs et nous conduirait rapidement à des troubles graves.

Quel peut être le bon résultat de ces élections ?

— Il faut à tout prix éviter que la France et le Parlement se coupent en deux blocs, il faut donc que les formations centristes connaissent un grand succès.

— Si demain les élus centristes sont très nombreux, alors tout sera différent. Ils pourront constituer avec des formations sur leur droite et sur leur gauche une nouvelle majorité équilibrée. Le Parlement retrouvera son mécanisme, ses droits, son autorité, son prestige. Il sera le moyen d'expression et d'action des différentes catégories sociales qui n'auront plus besoin pour se faire entendre du Gouvernement de descendre dans la rue et de paralyser le pays par des grèves.

— Si le Parlement avait discuté de la réforme de l'enseignement, du statut de l'O.R.T.F., des ordonnances sur la S.S., du projet de loi sur les abattements de zones que j'avais déposé on aurait peut-être évité tous ces troubles.

— Le succès des centristes est la véritable chance, la dernière peut-être, de la République.

Que pensez-vous de l'avenir du régime ?

— Un régime ne peut pas reposer sur un seul homme surtout si cet homme est âgé.

— Pour l'ordre de demain, pour l'avenir de notre pays nous devons dès aujourd'hui modeler et faire fonctionner les institutions capables d'assurer sans risque le passage du gaullisme à l'après gaullisme.

— Ces élections sont peut-être la chance qui va nous permettre de modifier suffisamment le fonctionnement des institutions pour qu'elles puissent résister aux événements inéluctables.

Qu'est-ce que le P.D.M. ?

— Le Centre Progrès et démocratie moderne est le groupe des 40 parlementaires qui s'est constitué à l'Assemblée Nationale sous la présidence de M. Jacques Duhamel. Il comprend des députés appartenant au mouvement politique du Centre démocrate que préside Jean Lecanuet et des députés élus sous l'étiquette indépendants ou non inscrits.

— J'appartiens à la fois au Centre Progrès et démocratie moderne et au Centre démocrate. Lors des élections de septembre dernier Jacques Duhamel est venu à ma conférence de Gacé et Jean Lecanuet à celle de Mortagne.

Quel est votre programme ?

— Mon programme est celui que j'ai déjà exposé en mars et septembre 1967. Je rappellerai quelques points seulement.

— *Agriculture :* Nécessité d'assurer un meilleur revenu (il est actuellement inférieur de 40 % à la moyenne de celui des Français). Il faut obtenir des prix plus rentables. Pour permettre l'installation des jeunes il faut que l'I.V.D. soit suffisante pour assurer une vie décente à ceux qui cessent d'exploiter.

— *Salariés :* Abaissement de l'âge de la retraite. Sécurité de l'emploi. Abrogation des ordonnances sur la S.S.

— *Personnes âgées :* Revalorisation de l'allocation et indexation sur le SMIG.

— *Fiscalité :* Réforme fiscale pour une meilleure répartition des charges et un allégement des impôts par la suppression des dépenses de la force de frappe et des dépenses de prestige.

— *Décentralisation :* Mesures immédiates importantes en faveur de la décentralisation afin de donner des emplois à nos jeunes et d'arrêter l'exode rural.

A ce sujet, j'avais projeté de reprendre une suggestion récente et de constituer un Comité pour l'expansion du Perche, de l'Ouche et de la région. Une réunion était préparée pour le 17 juin avec mes collègues Lombard, député-maire de Brest, et Ollivro, député-maire de Guingamp, afin qu'ils exposent aux maires et aux présidents de S.I. et d'U.C. ce qui a été fait en Bretagne avec le CELIB. Je reprendrai ce projet si je suis élu.

— *Enseignement :* Nécessité d'une réforme profonde de l'enseignement pour l'adapter au monde moderne.

— Pour un réforme de l'O.R.T.F. afin d'en garantir l'objectivité.

Que souhaiteriez-vous ?

— Je souhaite que ces élections ne divisent pas la France en deux blocs.

— Je souhaite que les centristes remportent un grand succès afin que nous connaissions un véritable renouveau politique qui assurera la justice sociale, l'ordre et la prospérité.

Electrices et électeurs, vous me connaissez tous depuis des années, plusieurs fois vous m'avez honoré de votre confiance.

Je ne crois pas avoir démérité, aussi je vous demande de voter pour moi dès le premier tour afin, une fois de plus, de me donner plus de force pour bien défendre notre région, la République et la France.

Roland BOUDET
Conseiller général
Maire de L'Aigle
Député sortant
P.D.M. Centre démocrate

Remplaçant éventuel :

Pierre LALLEMANT
Agriculteur — Maire-adjoint d'Irai
Croix de guerre — Médaille militaire
Légion d'honneur

2e CIRCULAIRE

— Pour le progrès dans l'ordre
— Pour une défense énergique de notre région.

Soyez vigilants, votez et faites voter en masse pour votre député
Roland BOUDET

Merci de votre confiance massive.

— *Voici les résultats du scrutin du 23 juin 1968 :*

Inscrits : 50.599 — Votant : 40.928 — Exprimés : 40.267. Ont obtenu : *M. Boudet : 17.568 voix ;* M. Labbé : 11.110 ; M. Ferri : 5.702 ; M. Caillouet : 3.046 ; M. Dubourg : 2.841.

— *Hier et aujourd'hui :*

En mars 1967, j'avais obtenu 10.298 voix au premier tour et 15.835 au second. En septembre 1967 j'avais obtenu 19.043 voix au premier tour, mais il n'y avait pas de candidat de la Fédération afin de sanctionner l'invalidation injustifiée.

Dans la ville de L'Aigle, dont je suis maire depuis 1965, aux élections législatives de mars 1967, au premier tour j'avais 1.664 voix, au deuxième tour 1.984 voix et en septembre 1967 : 2.145 (pas de candidat fédéré). Dimanche dernier j'ai obtenu 1.866 voix.

Cette constance des électrices et des électeurs dans la confiance qu'ils m'accordent me touche profondément. Je tiens à adresser à tous mes très sincères remerciements et à assurer chacun de mon entier dévouement.

J'ai été particulièrement touché des résultats des petites communes, je suis très fier de leur confiance.

Les centristes joueront un rôle très important dans le Parlement.

Le premier tour, sur le plan national, a donné une avance indiscutable aux candidats de la majorité. Il a marqué un recul des partis de gauche et une stabilité des centristes.

Mais il faut attendre les résultats du second tour pour avoir une image exacte de la future Assemblée. M. Chaban-Delmas, président de l'Assemblée l'a aussitôt

souligné à la radio, rappelant que déjà en 1967 la majorité avait gagné au premier tour et l'opposition marqué des points au second.

Déjà des appels sont faits, par des leaders de la majorité, à notre président Jacques Duhamel. Celui-ci a fort bien répondu que la véritable question c'est de définir une politique nouvelle avec des objectifs précis, les centristes étant très attachés à la réalisation d'un renouveau politique indispensable.

Ainsi se dessine ce que j'ai exposé lors de mes réunions, à savoir que la présence du centre pourra provoquer à la fois un changement dans les méthodes et un changement dans la politique générale du Gouvernement.

Il ressort clairement des déclarations de diverses personnalités que les élus « giscardiens » profiteront de cette situation pour se libérer de l'emprise de la majorité sortante et appuieront notre action pour un renouveau politique.

Il importe donc que le groupe centriste soit plus fort qu'il était hier.

En m'accordant votre confiance vous marquerez votre volonté d'ordre, de stabilité, mais aussi de changement et de progrès indispensables.

Ce que sera mon action.

Au Parlement :

Je défendrai avec l'appui de notre président Jacques Duhamel le programme que j'ai maintes fois exposé pour la défense des intérêts des agriculteurs, des salariés, des commerçants, des artisans, des personnes âgées, des jeunes.

Je m'attacherai surtout à obtenir une réforme de la fiscalité ; une réforme de l'enseignement et un statut de l'O.R.T.F. ; ainsi qu'à maintenir les pouvoirs des municipalités et des conseils généraux.

Pour notre région :

Je défendrai au Parlement, avec mon groupe qui a déjà beaucoup étudié cette question, toute une série de décisions propres à faciliter la décentralisation industrielle. J'ai déjà à ce sujet déposé plusieurs questions orales afin d'ouvrir un débat.

J'entreprendrai avec les municipalités, les U.C. et les S.I. une action immédiate et d'envergure pour que nos cantons obtiennent de nouvelles usines ou ateliers ou que se développent ceux qui existent.

C'est par ce renouveau d'activité dans nos principales localités que nous aiderons efficacement les exploitations familiales agricoles qui ainsi pourront vendre une bonne partie de leurs produits directement aux consommateurs locaux.

L'efficacité des uns et des autres :

Pour être efficace, pour obtenir des Pouvoirs publics les subventions ou appuis nécessaires il n'est pas obligatoire d'appartenir à la majorité.

Le lycée de L'Aigle que l'on construit actuellement et bien d'autres réalisations, le centre aéré, la piscine, etc. prouvent que ce que mon prédécesseur, député de la majorité n'avait pu obtenir, je l'ai obtenu.

Lorsqu'un élu est actif et qu'il connaît bien son métier il sait où frapper pour obtenir ce qu'il est logique d'obtenir. Et la position du centre demain, rien qu'à entendre déjà les appels qu'on lui lance, sera un atout de plus pour les élus centristes.

Je dois rappeler ici qu'au Parlement je fais partie de la Commission de la production et des échanges, celle précisément qui s'occupe de l'aménagement du territoire.

Au niveau de la région je fais partie du Cébanor, c'est-à-dire du Comité d'expansion de la Basse-Normandie. Au niveau du Conseil général, je suis secrétaire du Conseil général, président de la Commission de la voirie, membre de la Commission départementale du plan d'équipement, membre de la Commission d'incendie, membre du Comité départemental du tourisme.

Au service de tous :

Je tiendrai demain comme hier des permanences au moins deux fois par an dans chaque canton et chaque mois à Mortagne et Gacé, et chaque semaine à L'Aigle. Ainsi tous ceux qui désirent me voir peuvent facilement me rencontrer.

A la demande de quelques-uns je me propose de tenir dans chaque canton des réunions d'étude pour recevoir les suggestions des uns et des autres et envisager une action efficace pour le développement de nos cantons.

Avec Jacques Duhamel :

• En m'accordant votre confiance vous savez que vous aurez un député actif et dévoué au service de tous.

• En votant pour moi, vous aiderez mon ami Jacques Duhamel à poursuivre l'action qu'il a entreprise afin que nous puissions ensemble créer dans notre pays une force centriste au service de l'ordre, de la stabilité, de la liberté et du progrès.

Vive la circonscription Mortagne-L'Aigle !
Vive la République !
Vive la France !

Roland BOUDET

Conseiller général
Maire de L'Aigle
Député sortant
P.D.M. Centre démocrate

Remplaçant éventuel :

Pierre LALLEMANT

Agriculteur — Maire-adjoint d'Irai
Croix de guerre — Médaille militaire
Légion d'honneur

Erratum :

Par suite d'incidents matériels des erreurs se sont glissées dans différents textes. Voici les rectifications :

— Article de M. Carbonell, il fallait lire :« Que ferez-vous alors de notre belle Normandie : une Sologne avec de belles chosses » et plus loin : « La vérité que personne ne peut contester c'est qu'après dix ans le revenu paysan est de 40 % inférieur au revenu moyen des autres catégories sociales ».

— Circulaire électorale : « Deux gaullistes notoires, MM. Capitant et Pisani, ont demandé de voter cette motion de censure ».

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Argentan, Athis, Briouze, Ecouché, Exmes, Flers-de-l'Orne, Messei, Mortrée, Putanges, Tinchebray, Trun, Vimoutiers.

M. Émile HALBOUT

(Candidat Progrès et démocratie moderne)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous êtes appelés à vous prononcer sur l'avenir de la France.

Trois voies vous sont offertes :

La première : changer de politique et de République. C'est celle à laquelle travaille le Parti communiste.
Nous la refusons.

La deuxième : ne changer ni de politique ni de République. C'est celle de la majorité sortante, qui a mené aux événements du mois dernier.
Nous ne pouvons l'accepter.

La troisième : changer de politique sans changer de République. Elle est aujourd'hui celle de tous les Français lucides, celle de la réconciliation.
C'est la nôtre.

Il faut changer de priorités.

La paix civile est inséparable de la justice :

La cause des événements : le profit a été voulu indépendamment de toutes considérations sociales et humaines.
Il faut rétablir le plein emploi qui n'est plus assuré, notamment parmi les jeunes, — sauver les petites et moyennes entreprises industrielles, agricoles, commerciales, artisanales, — enserrées par la fiscalité et la bureaucratie, — menacées par de grandes concentrations au service de l'argent.

Il faut changer de méthodes.

Il faut :

— un Gouvernement qui accepte le dialogue à tous les échelons, — qui respecte l'autonomie des collectivités locales, plutôt que de gouverner à coups de pouvoirs spéciaux, d'ordonnances étatiques et de votes bloqués ;
— une information complète et objective, condition essentielle d'une véritable démocratie ;

— des usines qui doivent devenir plus humaines, en associant l'ouvrier à la gestion de l'entreprise et en assurant le respect du droit syndical ;

— il est indispensable de relancer l'économie de nos régions, en y créant les investissements nécessaires, — de réduire pour ce faire les dépenses d'armement et de stopper l'expansion ruineuse et spéculative de la région parisienne.

Il faut changer de dimensions.

Entre le bloc du capitalisme américain et celui du communisme russe ou chinois, il faut assurer la permanence d'une force centrale : celle de l'Europe unie. Celle-ci est la condition de la puissance et de l'indépendance. Elle permettra la recherche scientifique à l'échelle mondiale et l'écoulement de nos excédents de produits agricoles.

Mais il faut dépasser l'Europe des experts, et en venir à l'Europe des régions et des peuples.

Une économie rénovée doit assurer les besoins des personnes non productives.

L'allocation-éducation doit permettre à tous les parents de faire poursuivre les études de tous les enfants jusqu'à l'âge du travail.

Les allocations familiales doivent suivre les besoins des familles, complétées par l'allocation-orphelin.

L'aide aux personnes âgées et les droits acquis des anciens combattants et victimes de guerre doit leur permettre une vie décente.

L'aide nécessaire aux handicapés doit faire cesser les quêtes sur la voie publique.

Cette politique nouvelle doit permettre :

D'assurer la justice sociale,
D'obtenir le plein emploi,
De relancer les activités,
De décentraliser les responsabilités,
De réformer l'Université et l'Administration,
D'assurer la paix civile.

Une politique nouvelle exige une majorité transformée.

Oui tout cela est possible. Mais si la France continue à être divisée en deux blocs, la guerre civile, que nous avons évitée hier, nous pouvons l'avoir demain.

A quoi servirait d'envoyer à l'Assemblée Nationale la même majorité inconditionnelle aux mains des mêmes technocrates. Ce serait courir aux mêmes erreurs.

Pour éviter le déchirement de la France, pour réconcilier les Français, pour sauver les chances du pays, il vous faut élire une majorité transformée.

Il n'y a qu'une solution, et cette solution est au centre.

Le centre, en évitant l'affrontement, assurera la paix civile, ramènera l'équilibre et la prospérité.

Vous refuserez la cassure du pays, dangereuse pour la République et la liberté. Vous voterez pour le candidat du centre : Progrès et démocratie moderne.

Emile HALBOUT

Maire de Flers
Vice-président du Conseil général de l'Orne
Député sortant

Remplaçant éventuel :

HENRI BURON

Conseiller général de l'Orne
Maire de La Ferrière-aux-Etangs

2e CIRCULAIRE

Je remercie les 18.365 électrices et électeurs qui ont voté pour moi une nouvelle fois. Je leur fais pleine confiance pour gagner leurs voisins et amis à la cause qui est la mienne et la leur, — et que je crois juste.

J'aurais pu m'assurer une élection facile en soutenant, contre ma conscience, un Gouvernement antisocial qui a toujours refusé le dialogue.

Plus que jamais, le scrutin de dimanche dernier fait apparaître les dangers d'une majorité inconditionnelle, soumise à une technocratie étatique.

Je reste debout et libre de mes votes au service de tous.

Pour défendre tous les droits des salariés, pour la reconnaissance de la dignité d'homme au travail et une augmentation réelle du pouvoir d'achat, surtout des plus défavorisés.

Je reste debout et libre de mes votes au service de tous.

Pour défendre les droits des agriculteurs et les immenses besoins d'investissement d'un monde rural injustement sous-équipé, pour la survie des exploitations familiales, mises en question par une politique inadaptée des prix et des structures.

Je reste debout et libre de mes votes au service de tous.

Pour défendre les commerçants, les artisans, les petites et moyennes entreprises, dangereusement menacés de l'écrasement par une fiscalité injuste favorisant les grandes affaires.

Contre toutes les haines et toutes les peurs.
Contre les monopoles des puissances d'argent avides de pouvoirs.
Pour la paix civile, aujourd'hui et demain.

En dépit des attaques et des calomnies,
Je reste au service de tous.

EMILE HALBOUT

Maire de Flers
Vice-président du Conseil général de l'Orne
Député sortant

Remplaçant éventuel :

HENRI BURON

Conseiller général de l'Orne
Maire de La Ferrière-aux-Etangs

PARIS

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

1er et 4e arrondissements.

M. Pierre-Charles KRIEG

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Madame, monsieur,

Me présentant à vos suffrages voici un peu plus d'un an, pour le renouvellement du mandat que vous m'aviez confié en 1962, je vous rappelais que l'équilibre acquis par nos institutions pouvait être remis en cause rapidement.

Qu'il importait donc que le corps électoral se prononce clairement et confirme une large majorité. Ainsi seulement l'action entreprise pourrait être continuée et les réformes indispensables menées à bien.

Si les électeurs de nos deux arrondissements renouvelèrent leurs votes précédents, il n'en fut pas de même en bien des circonstances et la majorité de la Ve République se trouva ramenée à une ou deux voix, sujette en conséquence à des fluctuations inattendues.

Il devait automatiquement s'en suivre la situation que nous venons de connaître :

Au Parlement, l'opposition pensa que le moment était venu pour elle de harceler le Gouvernement par des motions de censure à répétition, espérant en provoquer la chute à l'occasion du revirement politique de quelques députés indécis.

Dans la rue, l'anarchie s'installa avec le but plus ou moins avoué de renverser les autorités légitimes du pays, Président de la République élu au suffrage universel, Gouvernement, Parlement.

Une infime minorité d'agitateurs, souvent étrangers, tenta par la violence d'imposer sa volonté à l'immense majorité des Français qui, heureusement, surent à l'appel du général de Gaulle réagir énergiquement et montrer qu'ils n'étaient nullement prêts à se soumettre à la dictature du drapeau rouge ou du drapeau noir.

— Egalité.
— Renouveau.
— Progrès.

Mais nous n'avions pu éviter les jours et les nuits d'émeutes, les incendies, les pillages, les blessés, les morts...

Aujourd'hui la question est posée : voulons-nous nous abandonner à cette dictature toujours menaçante ? ou voulons-nous œuvrer, largement unis, pour *l'égalité* de

tous, le *renouveau* de notre pays au travers de la *participation* et par là même son *progrès*.

C'est à cette tâche que vous convient tous les candidats qui, venus d'horizons politiques divers (U.D.Ve - Républicains Indépendants - P.D.M. - non inscrits) se présentent à vos suffrages sous l'appellation commune de l'« Union pour la Défense de la République ».

Membre du groupe U.D.Ve, sous les précédentes législatures et investi par l'Union pour la Défense de la République, je vous invite à vous joindre à moi pour que nous continuions l'œuvre entreprise il y a dix ans et qu'il faut maintenant poursuivre.

Pour cela, il faudra réaliser un regroupement aussi large que possible en effaçant de façon définitive les traces de ce qui a pu un moment de notre histoire nous séparer et avant toute chose les séquelles du drame algérien.

Il est indispensable qu'aux réalisations des dix dernières années viennent maintenant s'ajouter les résultats d'une participation offerte depuis longtemps mais dont beaucoup, dans les milieux syndicalistes comme dans les milieux universitaires ne voulaient pas.

Les événements des semaines passées ont montré à chacun de nous combien étaient vaines nos querelles intérieures devant les dangers qui nous menaçent.

Qui pourra nier que seule l'union de toutes les bonnes volontés sur des bases élargies est à même de nous éviter la catastrophe que nous venons de frôler ? Et que seule la continuité dans l'effort permettra, sur le plan national comme sur le plan local, les réalisations qui nous sont indispensables.

Pour cela il faut que la majorité sorte renforcée de la consultation électorale et que, dès le premier tour de scrutin, vous assuriez massivement le succès des candidats d'Union pour la Défense de la République.

Toutes et tous votez pour :

Pierre-Charles KRIEG

Député sortant — Avocat à la Cour
Directeur politique adjoint de « La Nation »

Remplaçant éventuel :

Robert VOLLET

Cadre administratif

2e CIRCULAIRE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Permettez-moi, avant toute autre chose, de vous rappeler quelques chiffres :

Si nous comparons le scrutin du 23 juin dernier dans nos deux arrondissements à celui du 5 mars 1967, il y a quinze mois, nous constatons :

— que le corps électoral a diminué de 5,5 % ;
— que la gauche (communiste, F.G.D.S. et P.S.U.) perd 10 % des suffrages qu'elle avait alors recueillis ;
— que les centristes en perdent 31 % ;
— que par contre le candidat de la majorité, ayant cette année reçu l'investiture de l'Union pour la défense de la République en gagne 8 %.

Ceci montre que les électeurs des 1er et 4e arrondissements de Paris ont compris la leçon des événements passés et singulièrement celle des désordres du mois de mai dernier et qu'ils ont tenu à réaffirmer, avec plus de force encore, leur attachement aux institutions de la Ve République et à son Président, le général de Gaulle, déjà proclamé à l'occasion des scrutins de 1958, 1962, 1965 et 1967.

Mais cela ne signifie pas que tout soit joué et qu'en particulier le scrutin de dimanche prochain, 30 juin, ne présente plus qu'un intérêt secondaire.

Il est au contraire primordial.

Penser que l'élection du candidat U.D.R. est automatique, peut conduire certains d'entre vous à préférer quitter Paris, soit pour leurs vacances, soit pour le week-end, en laissant aux autres électeurs le soin de remplir leur devoir. Ce raisonnement est des plus dangereux.

Il ne faut en effet pas oublier que l'an dernier, 2.718 électeurs du premier tour ne votèrent pas au second et qu'il y eut 4.312 suffrages exprimés en moins.

Il est indispensable pour que le complet succès de la Ve République soit assuré dans notre circonscription que pareille situation ne se reproduise pas.

Nul n'a le droit de compter sur les autres pour accomplir cette tâche primordiale.

C'est pourquoi, quelles que soient les dispositions que vous aviez prises pour ce dernier dimanche de juin avant que ne surviennent les dramatiques événements de mai dernier, votre *devoir* est de *voter* pour que soit assurée la *défense de la République* dans nos deux arrondissements.

Que dire maintenant de l'attitude du candidat centriste qui se maintient contre toute chance de succès ? Certes, il soutiendra que son attitude ne présente aucun risque car il n'y a pas, selon lui, de danger communiste.

Mais nous savons que ce raisonnement n'est que partiellement vrai et qu'un nombre accru d'abstentions peut tout remettre en cause.

Il faut donc bien constater que ce candidat — oublieux de la règle suivant laquelle en présence d'un quelconque danger communiste le moins bien placé des candidats nationaux doit se retirer devant l'autre — suit la voie qui fut tracée il n'y a pas si longtemps par M. Legaret dont il a d'ailleurs officiellement invoqué le patronage.

Les habitants des 1er et 4e arrondissements n'ont certainement pas oublié comment — lors des élections municipales de 1965 — ce dernier refusa de retirer sa liste sous des prétextes fallacieux et assura, ainsi, le succès d'une liste de front populaire. C'est à lui que vous devez d'être aujourd'hui représentés au Conseil de Paris par des conseillers communistes ou socialistes.

Allez-vous aujourd'hui courir le risque de voir une semblable manœuvre se répéter ? Certainement *non* et vous y répondrez en votant pour le candidat d'Union pour la défense de la République.

Seul en effet, le succès local et national des candidats de la majorité peut donner au Gouvernement de demain les bases solides qui lui permettront de promouvoir les réformes indispensables.

Vous savez, toutes et tous, que le succès des oppositions ne nous conduirait qu'à l'anarchie et à la guerre civile.

En masse, pour assurer votre avenir et celui de vos enfants,
Vous voterez pour

PIERRE-CHARLES KRIEG

Député sortant — Avocat à la Cour
Directeur politique adjoint de « La Nation »

Remplaçant éventuel :

ROBERT VOLLET

Cadre administratif

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

2e et 3e arrondissements.

M. Jacques DOMINATI

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Avec de Gaulle !

Parisiennes, Parisiens des 2e et 3e arrondissements !

La France est toujours dans l'angoisse après des journées dramatiques.

La violence s'est déchaînée jusque dans nos quartiers, nos libertés les plus élémentaires ont été gravement compromises et restent menacées.

Derrière les drapeaux rouges et noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme, nous avons vu aussi des politiciens bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à la dictature communiste.

A l'appel du Président de la République, la France, après un moment d'angoisse et de stupeur, s'est retrouvée pour garder ses institutions et éviter la guerre civile.

Pour défendre la République, l'unité nationale s'impose.

Il y a un an, vous m'avez élu à l'Assemblée Nationale pour vous représenter.

Unique candidat Républicain indépendant investi par le général de Gaulle et présenté par Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing, je souhaite réaliser dès le premier tour, l'union de tous ceux qui, épris de paix, de liberté et de progrès savent que rien ne se construit dans le désordre.

Vous me ferez confiance

— pour améliorer réellement le sort des travailleurs,
— pour redonner une certaine aisance à nos entreprises,
— pour que les cadres, indispensables à la nation se voient reconnaître la place qui leur est due,
— pour que les artisans et commerçants puissent mieux vivre,
— pour que nos aînés aient une vieillesse plus heureuse,
— pour que l'avenir des jeunes soit garanti.

Vous voterez pour le candidat de l'unité des républicains, des démocrates et des nationaux, afin que ces réformes s'accomplissent dans l'ordre.

Votez

JACQUES DOMINATI

Républicain indépendant.
Député sortant des 2e et 3e arrondissements.

Né à Ajaccio le 11 mars 1927 — Pupille de la Nation
Combattant volontaire de la Résistance à 17 ans
Marié et père de trois enfants
Journaliste au « Parisien libéré » depuis 1954
Militant des organisations étudiantes (U.N.E.F., A.G.E.S.)

Nommé Secrétaire national des étudiants R.P.F. par le Général de Gaulle en 1951
Elu en 1959, conseiller municipal de Paris et conseiller général de la Seine
Rapporteur général du personnel de la Ville de Paris depuis 1959
Vice-président de la Commission du Budget au Conseil municipal de Paris
Président de la Commission des plans, projets et programmes du district de la région de Paris
Elu député en mars 1967
Rapporteur à la Commission des affaires culturelles de l'Assemblée Nationale

Remplaçant éventuel :

GÉRARD LABORDE

Né à Paris le 29 septembre 1919
Représentant-placier du textile
Engagé volontaire en 1939
Interné résistant — Forces françaises libres
Officier de la Légion d'honneur
Lieutenant-Colonel de Réserve de l'Armée de l'Air

Votez JACQUES DOMINATI

2e CIRCULAIRE

Plus de 17.000 Parisiennes et Parisiens des 2e et 3e arrondissements, soit 46,17 % du corps électoral de notre secteur ont affirmé sur mon nom leur volonté de défendre la République menacée.

Je les remercie chaleureusement de leur confiance.

Ainsi désigné comme seul candidat de tous les républicains, il ne reste contre moi qu'un seul adversaire : le communiste.

La partie n'est pas encore gagnée : le communisme peut espérer l'emporter en jouant sur les complicités et les abstentions.

C'est au second tour que l'élection se perd ou se gagne.

Le 23 juin dernier, chacun a pu s'exprimer selon ses préférences ; dimanche prochain, aucune voix ne doit manquer au candidat de la liberté pour faire échec au représentant de l'appareil révolutionnaire communiste.

S'abstenir, c'est plus que jamais donner une nouvelle chance au désordre et à l'anarchie.

S'abstenir, c'est refuser de participer à la réconciliation de tous les démocrates et de tous les nationaux.

S'abstenir, c'est abandonner le centre de Paris aux communistes.

Tous unis, socialistes et libéraux, nous devons faire triompher le progrès et la paix dans le respect de nos libres institutions.

Votez

JACQUES DOMINATI

Remplaçant éventuel :

GÉRARD LABORDE

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

5e arrondissement.

M. René CAPITANT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Une crise, une crise très grave vient de secouer le pays.

Sa gravité résulte certes des violences inadmissibles auxquelles elle a donné lieu et dont le quartier Latin a particulièrement souffert. Elle résulte aussi des dommages considérables qui découlent pour la Nation de la suspension quasi totale de l'activité économique, dont chacun devra finalement supporter la charge. Mais elle résulte surtout de l'état d'esprit qu'elle a manifesté dans la jeunesse.

Il est apparu en effet que la jeunesse de notre pays, comme celle d'autres nations, refuse d'admettre plus longtemps les structures sociales et les structures universitaires établies. En occupant les universités et les usines, les étudiants et les jeunes ouvriers ont manifesté leur volonté de contester ces structures et d'en entreprendre eux-mêmes la transformation.

Par là même, ils ont posé la question devant le pays tout entier. Et le Président de la République, en dissolvant l'Assemblée Nationale, en provoquant de nouvelles élections, appelle le peuple à la trancher.

Trois réponses sont possibles :

1° *Confirmer le régime capitaliste* (*capitalisme privé et capitalisme d'Etat*).

Ce serait à la fois, dans le climat actuel, risquer la guerre civile et perpétuer un régime dont il est évident depuis longtemps qu'il ne répond plus ni aux nécessités économiques, ni aux aspirations sociales de notre époque.

2° *Substituer le régime communiste au régime capitaliste.*

Cela équivaudrait à généraliser le capitalisme d'Etat et à instituer la dictature totalitaire qui l'accompagne toujours — donc à aggraver encore l'asservissement et la mécanisation humaine.

3° *Edifier un ordre social nouveau, qui ne soit ni le capitalisme ni le communisme et qui libère les hommes de l'aliénation* dont ils souffrent et dont souffre avec eux l'économie française.

C'est la solution que propose le général de Gaulle.
C'est la seule solution qui conduise à la paix sociale et au progrès.
Cette troisième voie est celle de la participation.

Partout, dans tous les domaines, à tous les échelons, les travailleurs doivent être associés à part entière à leurs entreprises (publiques ou privées). Ils doivent recevoir les droits et les responsabilités qui feront d'eux des membres actifs de l'entre-

prise et leur permettront de participer, à égalité avec les actionnaires, aux bénéfices et au contrôle de la direction, dont les pouvoirs et la responsabilité s'en trouveront renforcés. Ils participeront en outre à l'accroissement du capital, dans la mesure où celui-ci résultera de l'autofinancement.

Les étudiants participeront, eux aussi, à côté des enseignants, à la gestion et d'abord à la reconstruction des universités.

Quant aux fonctionnaires, ils devront également être associés à la gestion des services publics et intéressés au rendement de ceux-ci.

Comme l'a dit le général de Gaulle, il s'agit de réaliser, dans l'ordre et la légalité, une véritable révolution sociale, de nature à transformer la condition et la psychologie des salariés, augmenter le dynamisme de notre économie et renforcer la solidarité nationale au profit des personnes âgées, des handicapés de toutes sortes et des familles nombreuses.

Pour la défense et l'épanouissement de la République.

Contre le communisme et la violence.

Répondez à l'appel du général de Gaulle !

Votez

René CAPITANT

Garde des Sceaux — Ministre de la Justice
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille de la Résistance (rosette)
Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris
Conseiller de Paris
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Jean TIBERI

Magistrat
Chargé de travaux dirigés à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris
Conseiller de Paris

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs du 5e arrondissement,

Après le premier tour de scrutin, je reste seul en face du candidat communiste.

Le choix est désormais facile pour vous.

Je fais appel à tous ceux d'entre vous qui, à gauche ou à droite, ont dispersé leurs voix sur les candidats éliminés, ou qui se sont abstenus ; qu'ils rejoignent la masse de ceux qui m'ont déjà apporté leurs suffrages !

Tous réunis, ils formeront le grand rassemblement nécessaire à la défense de la République.

La Défense de la République.

— C'est d'abord la sauvegarde de l'ordre et de la légalité menacés par la subversion,

— Mais c'est aussi la politique de mouvement et de progrès indispensable pour réaliser les changements auxquels aspirent les jeunes générations et dont dépendra la paix sociale au cours des mois à venir.

Vous savez que je suis également attaché à ces deux aspects de la démocratie.

Contre le communisme et la subversion !

Pour la défense de la République !
Pour le progrès social !

Votez

René CAPITANT
Garde des Sceaux — Ministre de la Justice
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille de la Résistance (rosette)
Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris
Conseiller de Paris
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Jean TIBERI
Magistrat
Chargé de travaux dirigés à la Faculté de droit et des sciences économiques de Paris
Conseiller de Paris

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

6e arrondissement.

M. Pierre BAS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Le 23 juin, vous voterez pour :

— Le maintien des institutions républicaines.
— La sauvegarde de nos libertés.
— Le soutien de l'action du général de Gaulle, Président de la République.
— Une mutation profonde.
— La participation plus effective de chacun à la marche et aux résultats de l'activité qui le concerne directement.
— La reconstruction de l'Université en fonction des besoins réels de l'évolution du pays et des débouchés effectifs de la jeunesse étudiante dans la société moderne.
— L'adaptation de notre économie, non pas à telles ou telles catégories d'intérêts particuliers, mais aux nécessités nationales et internationales du présent, en améliorant les conditions de vie et de travail du personnel des services publics et des entreprises, en organisant sa participation aux responsabilités professionnelles, en développant la formation des jeunes, en assurant leur emploi.

Les événements de mai ont prouvé que la France est menacée de dictature. On veut la contraindre à se résigner à un pouvoir qui s'imposerait dans le désespoir national, celui du communisme totalitaire.

Eh bien, non ! La République n'abdiquera pas !
Le peuple se ressaisira.
Le progrès, l'indépendance et la paix l'emporteront avec la liberté.

Pour la défense de la République, vous voterez pour

PIERRE BAS

Chers amis,

La France vient de vivre des événements d'une extrême gravité.

La tentative de subversion.

Une tentative de subversion partant de l'Université a été menée par des groupes divers anarchistes, maoïstes, castristes, etc... groupes rompus à la violence, formés à la guerre des rues, ayant de longue date préparé les complicités utiles, notamment du côté des moyens d'information, avec pour but le renversement de l'Université, de l'Etat, de la société. La subversion a cherché à profiter de l'angoisse d'une partie de la jeunesse pour tenter d'agglutiner autour d'elle les étudiants d'abord, les travailleurs ensuite.

Le Parti communiste prit le train en marche, et tenta de donner à la grève générale, souvent imposée par la force, un but politique : la constitution d'un gouvernement populaire. C'était la réédition du coup de Prague en 1948.

Les autres partis d'opposition ne firent rien pour endiguer la montée des désordres. Le Président de la Fédération de la gauche réclama pour lui-même la direction d'un gouvernement à participation communiste, en attendant la Présidence de la République, et les Centristes de Progrès et démocratie moderne, pour la plupart votèrent le 22 mai la censure, dont l'adoption aurait accru le trouble des esprits. A aucun moment ils n'acceptèrent les offres d'unité de la majorité.

Face à l'anarchie et au désordre, au drapeau noir et au drapeau rouge, le général de Gaulle, le 30 mai, lança au pays un appel qui, comme celui du 18 juin 1940, restera historique.

Le même jour, en effet, plus d'un million d'hommes, de femmes, de jeunes, déferlait de la Concorde à l'Etoile et proclamait son attachement au drapeau tricolore, aux institutions républicaines et à la liberté.

Le redressement est parti de ce jour.

La mutation nécessaire.

Mais le drame de mai a eu des causes, et appelle des remèdes, une véritable mutation.

Après les réformes considérables apportées par la Ve République, institutions solides, monnaie saine, décolonisation, indépendance nationale, aide au tiers monde, refonte de la législation, il faut maintenant s'attaquer aux structures, dont le vieillissement est apparu brusquement aux yeux de tous, et il faut les rénover profondément. Nos jeunes ont soif de dialogue ; leur désarroi a fait basculer une partie d'entre eux vers la révolte. Il faut leur répondre, et les aider à construire avec nous un univers où ils aient leur place. Il faut agir de même avec toutes les catégories défavorisées qui se sentent frustrées, dans une société de consommation où l'argent joue un rôle excessif. Les travailleurs, en particulier, doivent participer à la marche et aux résultats de l'entreprise.

Les hommes politiques devront apporter, à l'Etat, au système social, à notre forme de vie même, des changements considérables et même révolutionnaires. Cela

sera sans doute long et difficile, dur pour beaucoup d'entre nous ; il faut opérer une véritable conversion des mentalités et des habitudes, mais cela est moins tragique que la chute dans le chaos et la destruction de notre civilisation dont nous étions et dont nous restons menacés. De cette façon nous serons fidèles aux valeurs de paix, d'indépendance, de progrès, de liberté, dont nous sommes détenteurs, que rien ne peut remplacer et que nous nous efforcerons au contraire d'épanouir. Pour cette tâche, l'union de tous les Français qui refusent la subversion est nécessaire, et il faudra, au Parlement, promouvoir l'élargissement nécessaire de la majorité actuelle.

Notre engagement.

Les événements ont fait apparaître les responsabilités des non-engagés. Face à des minorités agissantes, prêtes à entraîner le pays dans les pires aventures, nous devons nous organiser, sur le plan civique, social et politique.

Sur le plan politique, qui est le mien, je vous demande instamment d'accepter un engagement et vous recommande, si cela vous est possible, de vous inscrire à l'Union des démocrates pour la Ve République, seul mouvement qui ait tenu fermement face à la subversion.

Un vaste mouvement populaire permettrait le jaillissement de nouvelles élites, et partant de nouveaux responsables. Il permettrait en outre de réunir fréquemment mandants et mandataires, pour une concertation et un dialogue plus suivis.

Pour ma part, depuis six ans, j'ai, à chaque élection, avec mes amis François Collet, Conseiller de Paris, Raymond Dohet, député suppléant, bénéficié de votre large confiance. J'ai été avec vous, dans mes permanences à la mairie, pour vous écouter, vous conseiller, ou vous aider, au Conseil de Paris pour améliorer les conditions de vie dans notre cité, au Parlement pour faire entendre votre voix. J'étais avec vous aux Champs-Elysées le 30 mai pour défendre la République et le drapeau de la patrie. Je resterai avec vous, si vous le voulez, pour aider à construire la cité libre, généreuse et fraternelle dont vous rêvez.

Si vous me confirmez votre appui, je seconderai de toutes mes forces la mutation profonde, et même révolutionnaire, que le général de Gaulle a exposé si clairement au pays le vendredi 7 juin, et je m'efforcerai de faire passer cette vision d'avenir dans les faits et dans la vie.

Pierre BAS.
Député sortant du 6e, Conseiller de Paris.

Votez : paix, indépendance, progrès, liberté.

Votez pour

Pierre BAS
Conseiller référendaire à la Cour des Comptes
43 ans, marié, 4 enfants
Licencié en droit, licencié ès lettres
Breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer
Chargé de mission au cabinet du général de Gaulle, Président de la République, de janvier 1959 à octobre 1962
Conseiller de Paris
Président de la Commission des finances du district de Paris
Président de la Commission des comptes de l'Assemblée Nationale
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Raymond DOHET
Avocat à la Cour
Capitaine de réserve
Croix de la Valeur militaire
36 ans, marié, 2 enfants

Pierre Bas reçoit à la mairie du 6e le lundi de 15 heures à 19 h 30 et sur rendez-vous.

Appelez 24 heures sur 24 la chronique téléphonée de Pierre Bas : 566-99-12.

Attention ! dans le 6e, 11 candidats des oppositions, 1 seul candidat de la majorité, Pierre Bas.

Méfiez-vous : sont des opposants même ceux qui, pour vous tromper, se camouflent sous des titres proches des nôtres, que nulle organisation de la majorité ne leur a conférés, mais qui espèrent ainsi disperser nos voix. N'égarez pas votre voix sur une candidature de dispersion et sans avenir. Votez pour Pierre Bas.

2e *CIRCULAIRE*

Merci au 6e !

Je remercie de tout cœur les 15.049 électrices et électeurs du 6e qui, le 23 juin, m'ont placé avec 47 % des voix largement en tête des 9 candidats de notre circonscription.

Un courant d'unité nationale.

Je me réjouis profondément du courant d'unité nationale qui s'est ainsi manifesté dans le 6e arrondissement, comme dans tout Paris et dans la France entière.

Face au drapeau rouge et au drapeau noir, le peuple français a montré sa résolution de ne pas subir la tyrannie de minorités, sa volonté de maintenir les institutions républicaines et de défendre le drapeau de la patrie, son désir de voir les réformes s'effectuer dans la légalité.

Les mutations nécessaires.

Une profonde mutation doit substituer des structures neuves à celles qui se sont effondrées. Sur le plan social, la participation est une idée-force, elle s'imposera dans tous les domaines. En effet, chacun doit participer effectivement à la marche et aux résultats de l'activité qui le concerne directement.

Sur le plan civique, le citoyen doit prendre part, le plus possible, à la vie de la cité et de la Nation. Je m'efforcerai donc, dans notre 6e, de poursuivre et d'élargir le dialogue et la concertation.

Dans les réformes à entreprendre, je m'efforcerai de faire écouter votre voix. Je défendrai plus spécialement les catégories qui se font le moins entendre, et qui sont souvent les plus défavorisées : personnes âgées, retraités, rentiers viagers, infirmes, enfants handicapés, mal logés, isolés, migrants, travailleurs et cadres sans emploi.

Je demeurerai au service de tous, sans aucune distinction, ni exclusive partisane.

Une majorité large, cohérente et ouverte sera nécessaire pour mener à bien des réformes qui demanderont du courage. En effet, des sacrifices devront être consentis, si nous voulons remédier au sentiment de frustration dont souffre une partie de la population, dans notre monde moderne, qui est trop souvent une société de consommation dominée par l'argent. La même majorité devra faire un effort de compréhension et d'accueil, pour fournir à la générosité des jeunes et des étudiants — que je n'ai jamais confondu avec les émeutiers — des motifs d'espérance.

Les sacrifices de tous ordres à consentir sont préférables au chaos et à la subversion qui nous menaçaient et nous menacent encore.

Je multiplierai les efforts, comme je l'ai fait dans le passé et spécialement en mai, pour obtenir un élargissement de la majorité.

Les faiblesses de « Progrès et démocratie moderne ».

Je crains pourtant que dans l'immédiat la plupart des membres du groupe Progrès et démocratie moderne ne soient pas prêts à se comporter en hommes de gouvernement. Leurs divisions internes, éclatant à chaque scrutin important, leurs incertitudes et leurs faiblesses dans les heures tragiques, notamment par l'apport de 34 voix, le 22 mai, à la motion de censure déposée par le Parti communiste et la Fédération, motion dont l'adoption aurait créé la vacance du pouvoir en plein crise et encouragé l'émeute, leurs refus des offres d'unité de la majorité, leurs hésitations et leurs refus au cours de la présente campagne électorale, tous ces éléments sont des motifs d'inquiétude réels quant à leur comportement futur. Vous aurez ces données présentes à l'esprit le 30 juin, vous souvenant que la IVe République a été perdue en partie à cause du jeu subtil et irréaliste des groupes-charnières.

Tout se joue le 30 juin.

Aucune élection n'est jamais gagnée d'avance, pas plus dans le 6e que dans tout le pays. La tentation peut être forte, pour ceux qui partent en vacances, de quitter Paris avant le 30. Les événements dramatiques que nous venons de vivre exigent de nous un nouveau témoignage de civisme, aussi je vous demande instamment d'accomplir votre devoir électoral, et par avance, je vous en remercie.

PIERRE BAS.
Député sortant du 6e, Conseiller de Paris.

Dimanche 30 juin, vous voterez dans l'unité nationale, pour la liberté, le progrès, l'indépendance et la paix.

Pour la défense de la République !

Vous voterez pour

PIERRE BAS

Député sortant du 6e

Conseiller référendaire à la Cour des Comptes
43 ans, marié, 4 enfants
Licencié en droit, licencié ès lettres
Breveté de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer
Chargé de mission au cabinet du général de Gaulle, Président de la République,
de janvier 1959 à octobre 1962
Conseiller de Paris
Président de la Commission des finances du district de Paris
Président de la Commission des comptes de l'Assemblée Nationale

Remplaçant éventuel :

RAYMOND DOHET

Avocat à la Cour
Capitaine de réserve
Croix de la Valeur militaire
36 ans, marié, 2 enfants

Pierre Bas reçoit à la mairie du 6e le lundi de 15 heures à 19 heures 30 et sur rendez-vous.

Appelez 24 heures sur 24 la chronique téléphonée de Pierre Bas : 566-99-12.

Dernière réunion de Pierre Bas : vendredi 28 juin, à 21 heures, 5, rue Madame.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

7e arrondissement.

M. Michel CALDAGUÈS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays, dans notre Paris, si attachés à la liberté, à l'ordre et la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme du Parti communiste, présent derrière la poussée des grèves politiques.

Nous avons vu aussi s'étaler au grand jour les complicités qui favorisaient l'entreprise subversive.

Mais, le jeudi 30 mai, deux faits d'une immense portée ont interrompu ce processus :

— la garantie donnée par le Président de la République de ne pas laisser bâillonner le pays ;

— le magnifique sursaut des Français et d'abord des Parisiens venus affirmer, de la Concorde à l'Etoile, leur attachement au drapeau tricolore et leur volonté de s'unir contre le danger.

Cette volonté, vous avez le 23 juin la possibilité de la confirmer puisque le général de Gaulle vous a invités à vous exprimer par vos libres suffrages.

Quel est l'enjeu de ces élections ?

L'enjeu des élections.

Il reste le même qu'au plus fort de l'offensive contre la légalité.

Les adeptes de la violence et ceux qui entendent en tirer profit pour renverser les institutions de la République doivent savoir que le peuple français est bien décidé à barrer la route à l'aventure, cette fois de façon décisive puisque tous les citoyens auront eu la parole et qu'ils auront pu compter leurs voix.

C'est donc un acte politique au meilleur sens du terme qu'il vous appartient d'accomplir pour faire prévaloir avant tout votre désir d'ordre et de paix civile.

Il y a de vos libertés, de votre sécurité, de celle de vos enfants et de tout ce que vous avez déjà donné à votre pays pour lui assurer un avenir heureux.

Nos objectifs.

Mais s'il est d'abord nécessaire de préserver l'ordre, nous ne dissocions pas cette exigence de celles de la justice et du progrès, dont il ne constitue que la condition. C'est dire que l'œuvre accomplie par la Ve République doit non seulement continuer à porter ses fruits, mais déboucher sur de nouvelles réformes à la mesure des aspirations profondes du pays.

Poursuivre l'œuvre en cours.

C'est :

— maintenir la paix en saisissant toutes les chances de la détente dans la fidélité aux alliances et en poursuivant la construction de l'Europe au-delà de l'étape majeure du Marché commun ;
— améliorer la condition sociale des plus défavorisés et notamment de tous ceux qui ne disposent pas de l'arme de la grève ;
— relancer l'expansion économique dans la liberté de l'entreprise, trop souvent en butte aux interventions étatiques ; assurer le plein emploi ;
— parachever la réconciliation nationale par l'amnistie totale.

Accomplir les réformes attendues.

C'est :

— procéder à la refonte de l'Université avec le concours des enseignants et des étudiants prêts au dialogue, l'ouvrir au monde extérieur et aux réalités de notre époque ;
— promouvoir une meilleure information au sein de l'entreprise et une meilleure répartition des résultats sur la base de la productivité dans le respect de l'autorité et de la notion de responsabilité ;
— organiser la participation des corps intermédiaires, des collectivités locales et des forces vives du pays à l'élaboration des décisions intéressant la communauté.

Nécessité d'une majorité de Gouvernement.

Il va de soi que la dimension des tâches à accomplir requiert une majorité résolue et stable, c'est-à-dire préservée des entreprises qui tendraient à instituer en son sein des contradictions génératrices d'impuissance.

Cette majorité doit réunir, par contraste avec ceux qui ont adopté une attitude d'expectative devant l'assaut lancé contre nos libertés, des hommes ayant montré qu'ils savaient prendre leurs responsabilités et aller au devant du désir d'union des Français.

Cette majorité, ouverte au dialogue, c'est celle dont les Parisiens ont jeté les bases dans l'émouvante démonstration fraternelle du 30 mai.

Faites respecter cette union qui vous a donné conscience de votre force.
Ne vous laissez pas diviser.
Répondez à l'appel du général de Gaulle.
Votez pour l'Union pour la Défense de la République.

Votez :

Michel CALDAGUÈS

Président du Conseil de Paris
Ancien Président du Conseil d'administration du District de la région de Paris
41 ans - marié, père de deux enfants
Directeur de société
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Remplaçant éventuel :

MICHEL COUVERT-CASTERA
Licencié en droit — 35 ans
Marié, père de deux enfants
Cadre administratif

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier, dans le VIIe arrondissement plus encore que dans toute la France, l'immense majorité des électeurs a condamné expressément la violence et l'anarchie.

Le deuxième tour de scrutin doit maintenant permettre à chacune et à chacun d'entre vous de donner à cette option fondamentale le sens d'une volonté d'union, grâce au regroupement sur le nom du candidat le mieux placé pour la faire prévaloir à l'Assemblée Nationale.

Au premier tour :

— près de 44 % des voix se sont portées sur l'Union pour la Défense de la République ;

— le candidat centriste-P.D.M. distancé de 3.553 voix, voit ainsi ses suffrages diminuer de plus de 11 % par rapport au chiffre de l'année dernière ;

— par ailleurs, les chiffres le disent clairement :

Le candidat centriste n'a aucune chance de combler son retard sans chercher des voix à l'extrême-gauche.

Mais ce serait une véritable trahison vis-à-vis des électeurs qui ont vu dans le centrisme une possibilité de coopération constructive au sein d'une majorité élargie. En effet :

— il n'est pas concevable que le député du VIIe arrondissement doive son élection aux partisans de l'émeute et des barricades ;

— il est impossible qu'un élu prisonnier de l'extrême-gauche soit au Parlement le vrai défenseur des institutions de la République, de la construction européenne, du respect des alliances et de la liberté de l'entreprise.

Vous ne laisserez donc pas aux destructeurs de la démocratie et même de la société la possibilité d'arbitrer l'élection de votre député.

A un certain nombre d'entre vous qu'animait l'inquiétude de voir une majorité sûre d'elle-même refuser le dialogue, nous avions assuré qu'il n'en serait pas ainsi et qu'elle serait d'autant plus ouverte si elle n'était pas réduite à sa plus simple expression. Le Premier Ministre, M. Georges Pompidou vient de nous en apporter une confirmation par ses récentes déclarations à la suite du premier tour.

***

Dans ces conditions c'est au sein même de la majorité que vos préoccupations s'exprimeront avec la meilleure efficacité plutôt que dans le réduit d'une opposition propose et tributaire de l'extrême-gauche.

Seuls nous sommes en mesure de vous proposer cette attitude utile.

C'est pourquoi le 30 juin
Vous ferez échec aux manœuvres qui risquent de dénaturer votre volonté.
Vous faciliterez le regroupement pour une majorité élargie.

En votant pour :
L'Union pour la Défense de la République.

En votant pour :

MICHEL CALDAGUÈS

Président du Conseil de Paris
Ancien Président du Conseil d'administration du District de la région de Paris
41 ans - marié, père de deux enfants
Directeur de société
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Remplaçant éventuel :

MICHEL COUVERT-CASTERA

Licencié en droit — 35 ans
Marié, père de deux enfants
Cadre administratif

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

8e arrondissement.

M. Maurice COUVE de MURVILLE

Candidat d'Union pour la défense de la République
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Je me présente à vos suffrages dans le VIIIe arrondissement avec l'investiture de l'Union pour la défense de la République.

De quoi s'agit-il ?

Il s'agit de restaurer définitivement la légalité, d'organiser la participation, de procéder aux réformes majeures indispensables.

La légalité, et pour la maintenir nous devons avoir au Parlement une majorité gouvernementale indiscutable : c'est ce qui a manqué depuis 1967.

La participation : les décisions doivent être prises avec le concours de ceux qu'elles concernent, tenant compte des hommes et de leurs problèmes quotidiens, dans le milieu, dans leur carrière, dans leur famille, dans leur région, dans leur ville.

Les réformes, avant tout la réforme de l'Université, puis les mesures en faveur de la jeunesse et de l'emploi, la politique sociale.

Il faut enfin faire face, dans le domaine économique, aux conséquences de tout ce qui vient de se passer, c'est-à-dire, en dépit de toutes les difficultés, poursuivre et accélérer l'expansion, rechercher le plein emploi, lutter contre le chômage et la hausse des prix.

Les oppositions viennent de montrer leur figure.

Face au désordre et à l'arbitraire qui nous a menacés et qui reste à nos portes, que tous les Français s'unissent pour la démocratie, le progrès et la liberté.

Avec l'aide de Raymond Bousquet, député sortant, mon ami, qui a prouvé qu'il savait tenir les promesses de 1967, j'entends me consacrer à cette tâche et je vous demande votre concours.

MAURICE COUVE DE MURVILLE

Remplaçant éventuel :

RAYMOND BOUSQUET
Député sortant

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

9e arrondissement.

M. Gabriel KASPEREIT

Candidat d'Union pour la défense de la République
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du général de Gaulle elle a manifesté d'une façon éclatante son désir d'ordre et de paix civile.

A ceux qui m'ont accordé leur confiance à quatre reprises déjà depuis 1961, comme à tous les électeurs du neuvième arrondissement,

Je lance un appel à l'union nationale pour défendre la République.

Ensemble nous avons commencé à moderniser le neuvième arrondissement : le stade Valeyre (école, piscine, maison de jeunes), le foyer-logement de la rue de la Rochefoucauld pour les anciens, l'école maternelle de la rue de Bruxelles, le parking du square d'Anvers en sont la preuve.

Ensemble nous devons poursuivre cette politique d'équipement, aménager des crèches, des foyers pour les anciens, une bibliothèque, une discothèque, un conservatoire, etc...

Ensemble nous devons aider les jeunes à vivre dans le monde moderne, donner aux personnes âgées une existence chaque jour meilleure et faciliter l'expansion de notre économie sans laquelle il n'y aurait pas d'amélioration sociale.

Ensemble nous devons poursuivre la politique de paix.

Les récents événements ont rapproché de nombreux Français patriotes qui s'étaient opposés dans le passé.

Ensemble, dans l'intérêt national, et par-delà des hommes et les opinions, il faut réconcilier définitivement les Français, en particulier par une amnistie totale.

Ensemble nous devons construire la France de l'avenir.

Contre le désordre et la misère,
l'anarchie et la violence,
la dictature des communistes et de leurs alliés.

Pour les réformes dans l'ordre et la liberté,
la mise en œuvre d'une politique de participation,
la liberté, l'égalité et la paix civile.

Faites l'Union pour la défense de la République.

Votez

GABRIEL KASPEREIT

Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945 — Médaille de la Résistance
Croix du Combattant volontaire — Chef d'escadron de réserve
49 ans, Marié, 3 enfants — Directeur commercial
Conseiller de Paris — Membre du Parlement européen
Député du 9e arrondissement depuis 1961

Remplaçant éventuel :

RAYMOND COLIBEAU

Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Officier des Palmes académiques
Conseiller de Paris
Président de la Commission des Transports

2e *CIRCULAIRE*

Le choix décisif.

Le 23 juin, au premier tour des élections, en m'accordant 49,80 % des voix, vous avez manifesté dans notre arrondissement comme dans toute la France votre volonté de refuser le désordre, l'anarchie et la dictature des communistes et de leurs alliés.

La France n'est pas déchirée en deux blocs. Elle a choisi la paix, l'indépendance, le progrès dans la liberté et l'unité nationale.

Les candidats de l'Union pour la défense de la République ont montré qu'ils étaient les seuls capables de réaliser autour du général de Gaulle cette union indispensable.

Votre vote de dimanche prochain décidera de votre avenir et de l'avenir du pays.

Le 30 juin vous confirmerez votre volonté de réformes et de dialogue dans la légalité républicaine.

Le 30 juin pas d'abstention.

Avec de Gaulle, faites l'Union pour la défense de la République.

Votez

Gabriel KASPEREIT

Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945 — Médaille de la Résistance
Croix du Combattant volontaire — Chef d'Escadron de réserve
49 ans, Marié, 3 enfants — Directeur commercial
Conseiller de Paris — Membre du Parlement européen
Député du 9e arrondissement depuis 1961

Remplaçant éventuel :

Raymond COLIBEAU

Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Conseiller de Paris
Officier des Palmes académiques
Président de la Commission des Transports

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

10e arrondissement.

M. Claude-Gérard MARCUS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs du Xe arrondissement,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du général de Gaulle, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Le Président de la République a décidé de nouvelles élections. De celles-ci devrait se dégager une majorité beaucoup plus élargie.

Dans notre arrondissement, M. Jean-Claude Lepidi, député sortant, ne se représentant pas aux élections, le Comité d'investiture de l'Union pour la Défense de la République, Comité présidé par le Premier Ministre. M. Georges Pompidou, a décidé de m'accorder son investiture avec comme suppléant M. Léon Cros.

Vous me connaissez, comme vous connaissez Léon Cros.

Vous n'ignorez pas l'action que nous avons menée en tant que conseillers de Paris pour doter notre ville et le Xe arrondissement des équipements indispensables au bien-être des Parisiens.

Vous savez que nous sommes attachés en priorité à aider les plus défavorisés et notamment nos anciens dont beaucoup ne disposent que de très faibles revenus. Les résultats ne sont pas encore suffisants mais nous avons pu faire augmenter d'une manière très substantielle l'aide sociale complémentaire.

Pour la jeunesse du Xe la piscine scolaire de l'avenue Parmentier, actuellement en service, les aménagements du stade du Colonel-Fabien, la construction en cours de la Maison des jeunes de Château-Landon, sont là pour témoigner de notre action ainsi que le vote de crédits considérables pour la modernisation du lycée Colbert.

Dans les autres domaines, de nombreuses opérations sont décidées pour les années à venir et les crédits votés pour certaines (parkings, extension de la mairie, crèches, maternelles, etc.).

Nous avons aussi réussi à préserver le Xe d'un projet d'axe Nord-Sud d'une conception démentielle.

Cette action, ces réalisations, cette présence dans l'arrondissement sont garantes de mon action au Parlement si, confirmant l'attachement maintes fois exprimé par notre arrondissement au général de Gaulle et à la Ve République, dont je suis à l'occasion de ces élections, le seul représentant dans le Xe, vous faites de moi votre porte-parole à l'Assemblée Nationale.

Les récents événements ont rapproché de nombreux Français patriotes qui s'étaient opposés dans le passé.

Ensemble, dans l'intérêt national et par delà les hommes et les opinions, il faut réconcilier définitivement les Français, en particulier par une amnistie totale.

Ensemble, nous devons construire la France de l'avenir.

Contre :

— le désordre et la misère,
— l'anarchie et la violence,
— la dictature des communistes et de leurs alliés.

Pour :

— les réformes dans l'ordre et la liberté,
— la mise en œuvre d'une politique de participation,
— la liberté, l'égalité et la paix civile.

Avec de Gaulle, faites l'Union pour la défense de la République.

Votez

CLAUDE-GÉRARD MARCUS

34 ans — Diplômé de l'Institut d'études politiques
Licencié en Droit — Diplômé de l'Ecole du Louvre
Expert en tableaux anciens — Directeur de galerie d'art
Conseiller de Paris

Remplaçant éventuel :

LÉON CROS

57 ans, marié
Diplômé de l'Ecole supérieure de commerce
Administrateur de biens
Membre du bureau du Conseil de Paris
Conseiller de Paris
Maire-adjoint honoraire du Xe

2e CIRCULAIRE

Le choix décisif.

Le *23 juin* au premier tour des élections, en me portant très largement en tête de tous les candidats, avec 18.465 voix distançant de plus de 8.600 voix mon adversaire le plus favorisé, vous avez manifesté dans notre arrondissement comme dans toute la France,

Votre volonté de refuser le désordre, l'anarchie et la dictature des communistes et de leurs alliés.

La France n'est pas déchirée en deux blocs. Elle a choisi la paix, l'indépendance, le progrès dans la liberté et l'unité nationale.

Les candidats de l'Union pour la défense de la République ont montré qu'ils étaient les seuls capables de réaliser autour du général de Gaulle cette union indispensable. Le maintien d'un candidat « centriste » de division ne peut que faire le jeu des communistes.

Votre vote de dimanche prochain décidera de votre avenir et de l'avenir du pays.

Le 30 juin vous confirmerez votre volonté de réformes et de dialogue dans la légalité républicaine.

Le 30 juin, pas d'abstention pour barrer la route aux communistes.

Avec de Gaulle, faites l'Union pour la défense de la République.

Votez

CLAUDE-GÉRARD MARCUS

34 ans — Diplômé de l'Institut d'études politiques
Licencié en Droit — Diplôme de l'Ecole du Louvre
Expert en tableaux anciens — Directeur de galerie d'art
Conseiller de Paris

Remplaçant éventuel :

LÉON CROS

57 ans, marié
Diplômé de l'Ecole supérieure de commerce
Administrateur de biens
Conseiller de Paris
Membre du bureau du Conseil de Paris
Maire-adjoint honoraire du Xe

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

11e arrondissement (partie) : Folie-Méricourt, Saint-Ambroise.

M. André FANTON

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(App. U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Face à la violence et à l'anarchie, la nation, à l'appel du Président de la République, a manifesté de façon éclatante sa volonté de rétablir la paix intérieure et de sauvegarder les libertés.

En prononçant la dissolution de l'Assemblée Nationale, le général de Gaulle, comme il l'a toujours fait lorsque le destin de la France était en cause, a décidé de donner la parole au peuple.

C'est en effet l'avenir de notre pays qui est en jeu.

Les libertés et la paix intérieure ont été menacées : les entraves au travail, la censure des journaux, les violences de la rue ont montré à chacune et à chacun ce qu'amènerait une révolution qui ne pourrait qu'aboutir à une dictature communiste.

Face au communisme et à ses alliés vous choisirez ceux qui veulent défendre la République.

Pour garantir les libertés :

— Liberté du travail,
— Liberté de la presse,
— Libertés politiques.

Pour assurer la paix contre ceux qui ont essayé de prendre par la violence le pouvoir que le peuple souverain a toujours refusé de leur confier dans la légalité du suffrage universel.

Pour accomplir les réformes nécessaires dans l'Université, dans l'entreprise et dans l'économie française.

Pour organiser la participation de tous à cet effort national.

Votez pour le candidat d'Union pour la Défense de la République.

Votez

André FANTON
40 ans
Avocat à la Cour de Paris
Député sortant
Membre de l'Assemblée parlementaire européenne

Remplaçant éventuel :

MICHEL MARQUET
46 ans
Directeur commercial

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Merci aux 14.264 d'entre vous qui, une nouvelle fois, m'ont accordé leur confiance.

Plus de 45 % des électeurs des quartiers Saint-Ambroise et Folie-Méricourt ont ainsi marqué sans équivoque leur refus de la violence et du désordre et leur volonté de voir mise en œuvre une politique de réformes dans la paix civile retrouvée et dans le respect des libertés.

Grâce à vous, le Parti communiste subit un nouvel échec.

Mais, ne nous y trompons pas, il va tout faire pour l'effacer au deuxième tour.

C'est pourquoi, par delà les divergences de détail qui ont pu amener certains d'entre vous à voter pour des candidats qui ne sont plus désormais en mesure de triompher, il appartient à toutes celles et à tous ceux qui veulent défendre la République contre le totalitarisme de s'unir pour barrer la route au Parti communiste.

Le général de Gaulle et la majorité se sont engagés à accomplir les réformes que vous souhaitez.

Nous avons besoin de votre participation.

Rejoignez ceux qui dès le premier tour se sont prononcés pour la paix, pour la liberté et pour les réformes.

Votez

ANDRÉ FANTON
40 ans
Avocat à la Cour de Paris
Député sortant
Membre de l'Assemblée parlementaire européenne

Remplaçant éventuel :

MICHEL MARQUET
46 ans
Directeur commercial

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

11e arrondissement (partie) : Roquette, Sainte-Marguerite.

M. Claude MARTIN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à la justice et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du général de Gaulle, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix.

Nous voulons les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, nous disons que c'est en collaborant avec le Gouvernement que la transformation de l'Université, l'amélioration de l'information et une meilleure justice sociale pourront être effectivement réalisées.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Contre le candidat de la faction communiste, je suis le représentant dans l'arrondissement de la majorité nationale et non d'un clan. Dans cet esprit, j'agirai pour faire disparaître les séquelles du drame algérien et pour instaurer le dialogue à tous les niveaux, entre les électeurs et leur député aussi bien qu'entre les divers groupements politiques nationaux. J'entends également que soient protégés le commerce et l'artisanat de notre arrondissement.

Face au communiste totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, vous avez choisi ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité et la paix.

Défendre la République, c'est votre affaire.

Pour soutenir l'action du général de Gaulle.

Votez

CLAUDE MARTIN

Licencié en droit
Docteur ès sciences économiques
Chargé de Travaux dirigés à la Faculté de droit de Paris
Conseil juridique
Médaille d'argent en aviron aux Jeux olympiques de Rome (1960)
Conseiller national U.D. Ve
38 ans - Marié - 2 enfants

Remplaçant éventuel :

BERNARD LE CALLOC'H
Chef de service de Documentation
Secrétaire U.D. V[e] de la dixième circonscription

— *Pour des réformes contre le désordre.*

— *Pour la liberté contre la dictature.*

2[e] *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Merci aux 11.637 électrices et électeurs qui ont contribué dans les quartiers de la Roquette et de Sainte-Marguerite à un premier succès en portant en tête de tous les candidats :

CLAUDE MARTIN

N'oubliez pas mars 1967 ; au premier tour, le candidat de la majorité avait plus de 3.000 voix d'avance sur le candidat communiste, mais au second tour c'est le communiste qui a été élu parce qu'un grand nombre d'entre vous n'a pas voulu voter pour le candidat de la majorité nationale.

Cela ne doit pas se renouveler.
Ne faites plus le jeu du communisme en vous abstenant.
Maintenant c'est l'heure de l'unité nationale.

Le choix est clair entre le candidat du drapeau tricolore et le candidat du drapeau rouge.

Vous voudrez assurer la défaite du communisme en votant pour le candidat national.

Votez

CLAUDE MARTIN
Licencié en droit
Docteur ès sciences économiques
Chargé de Travaux dirigés à la Faculté de droit de Paris
Conseil juridique
Médaille d'argent en aviron aux Jeux olympiques de Rome (1960)
Conseiller national U.D. V[e]
38 ans - Marié - 2 enfants

Remplaçant éventuel :

BERNARD LE CALLOC'H
Chef de service de Documentation
Secrétaire U.D. V[e] de la dixième circonscription

Pour les réformes contre le désordre,

Pour la liberté contre la dictature.

ONZIÈME CIRCONSCRIPTION

12e arrondissement (partie) : Bel-Air, Picpus (partie située côté impair du boulevard de Reuilly et de l'avenue Daumesnil).

M. Roger FREY

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Union pour la défense de la République.

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée. La liberté de pensée, d'expression, de travail, a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouges et noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de tout cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté d'une façon éclatante son désir d'ordre et de paix civile.

C'est aujourd'hui un devoir sacré que de s'unir pour défendre la République, la liberté et la légalité.

Vous me connaissez depuis bien des années. Je lutterai, vous pouvez en être sûrs, dans l'esprit de réconciliation nationale qui a toujours été le mien :

Pour vous aider et vous défendre, amis du XIIe.

Pour que s'améliore le sort de tous les travailleurs.

Pour que nos chefs d'entreprise soient à même d'exercer librement leurs responsabilités.

Pour que les cadres indispensables à la vie de la Nation se voient reconnaître la place qui leur est due.

Pour que le petit commerce qui a fait preuve depuis un mois de son sens civique puisse vivre et se développer.

Pour que la fonction publique soit modernisée dans ses méthodes afin de rendre son travail plus facile et son approche plus aisée et plus simple.

Pour que nos anciens aient une vieillesse heureuse.

Pour que soit garanti l'avenir de nos jeunes à partir d'un enseignement nouveau mieux adapté au monde d'aujourd'hui.

Pour que les réformes nécessaires puissent s'accomplir dans l'ordre, avec le concours de tous les intéressés.

Une fois de plus, faites-moi confiance.

Votez

Roger FREY
Président de l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Charles MAGAUD

2e CIRCULAIRE

Electeurs, électrices,

17.725 électeurs et électrices (47,57 % des votants) m'ont manifesté leur confiance dès le premier tour. Je les en remercie comme on remercie des amis qui vous apportent une fois de plus leur appui.

Je compte sur eux le 30 juin comme ils peuvent compter sur moi. Je compte sur leur présence car la bataille n'est pas encore gagnée. En effet deux candidats s'opposent à moi.

D'un côté Mme Doriath, représentant le Parti communiste. On sait trop quelles ont été l'action et la responsabilité des chefs communistes dans la crise affreuse qui a secoué notre pays pour que j'aie besoin d'insister.

De l'autre M. Domange, représentant le C.P.D.M. dont personne ne comprend les raisons qui le poussent à maintenir sa candidature étant donné le nombre de voix qu'il a obtenu.

J'ai toujours été convaincu de la nécessité de notre unité nationale et j'ai toujours été ouvert au dialogue et à la conciliation. Je pensais donc que le 30 juin l'occasion était bonne pour que s'affirme cette unité et que se manifeste cet état d'esprit.

M. Domange ne le pense pas et je le constate avec tristesse car le maintien de sa candidature prouve son sectarisme et sa volonté de diviser les voix nationales pour le seul profit du candidat communiste au moment même où les leaders dont il se réclamait affirment leur volonté d'union.

A ceux qui lui avaient apporté leurs suffrages je demande avec gravité de réfléchir qu'en agissant ainsi M. Domange, quelles que soient les raisons qu'il pourra invoquer, fait le jeu de M. Waldeck Rochet et de M. Mitterrand.

Electeurs, électrices,

Le 30 juin c'est la dernière manche et je prie instamment tous mes amis connus ou inconnus du XIIe de rester mobilisés comme ils l'ont si merveilleusement été au cours des dernières semaines. Cette dernière manche nous la gagnerons ensemble en pensant à notre unité nationale, à la défense de la République et du citoyen, à notre volonté commune de surmonter les difficultés de demain pour que vivent dans la paix, dans le progrès et dans la réconciliation tous les Français.

Votez

Roger FREY

Président de l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Charles MAGAUD

DOUZIÈME CIRCONSCRIPTION

12e arrondissement (partie) : Quinze-Vingts, Bercy-Picpus (partie située côté pair du boulevard de Reuilly et de l'avenue Daumesnil).

M. Pierre BOURGOIN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs et électrices du XIIe arrondissement,

Une majorité écrasante d'entre vous a, en 1958, donné à la France une nouvelle Constitution et établi la Ve République.

En appliquant sans faiblesse cette Constitution, le général de Gaulle et la Ve République ont rétabli la paix que le pays n'avait pas connue depuis 22 ans, l'indépendance que le désordre économique et l'inconsistance de notre monnaie nous avait fait perdre, la stabilité gouvernementale que le régime des partis rendait impossible.

Hier, cette République, qui est la vôtre, a été menacée. Tirant parti de mouvements revendicatifs souvent légitimes, une minorité d'anarchistes et d'exaltés a pu créer en France un climat insurrectionnel et une situation révolutionnaire. Le sang-froid du Gouvernement tout autant que la saine réaction de la plupart d'entre vous ont réussi à désamorcer, sans effusion de sang, la bombe avant qu'elle n'éclate. Mais le danger n'est pas complétement écarté.

Votre République doit être défendue et elle ne peut l'être que par vous.

Le Gouvernement vous appelle à voter le 23 juin 1968 pour renouveler l'Assemblée Nationale.

Le choix est simple : ou bien vous lui confirmerez votre confiance et le pays continuera de s'acheminer dans le libéralisme vers plus de justice sociale comme le lui permet une situation matérielle rétablie, vers une refonte de l'enseignement rendue aujourd'hui possible par l'ouverture au cours de ces dernières années de 12 universités nouvelles et par l'établissement des collèges d'enseignement généraux.

Ou bien vous voterez pour de quelconques gauchistes et gauchisants et vous instaurerez en France le totalitarisme communiste.

Pour sauver votre République.
Pour barrer la route au communisme totalitaire.
Pour garantir la liberté du travail.
Pour conserver à la France son drapeau tricolore.

Votez

Pierre BOURGOIN
Député sortant
Inspecteur général des chasses et de la protection de la faune outre-mer
Colonel des cadres de réserve
Condamné à mort pour faits de Résistance
Grand mutilé de guerre
Grand Croix de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération
Rosette de la Résistance — Croix de guerre 39-45
Distinguished Service Order

Commandeur de l'Ordre de Léopold
Croix de guerre belge — Bronze star medal
Officier de l'Ordre de Orange Nassau
Président des Sociétés d'anciens combattants et mutilés de guerre
Président de la Commission scientifique et spatiale
Vice-président de la Commission de défense de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale
Vice-président de la Commission scientifique du Conseil de l'Europe
Marié, deux enfants

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ PLANCHET

Directeur commercial
Syndic du Conseil de Paris
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier du Mérite social
Commandeur des Palmes académiques
Marié, cinq enfants

Notre souci primordial est de préparer à nos jeunes, de leur enfance à leur vieillesse et avec leur participation, une vie de paix et de bonheur, avec des chances égales pour chacun.

2e *CIRCULAIRE*

Electeurs et électrices du XIIe arrondissement,

La raison a de nouveau triomphé dans la France entière.

Je remercie tous ceux et toutes celles qui, en groupant leurs suffrages sur mon nom, ont manifesté qu'ils voulaient, avec la République qu'ils ont instaurée en 1958, continuer à vivre dans l'ordre et la légitimité.

Le dimanche 30 juin, enfin débarrassés des candidatures de division, vous aurez un choix définitif à faire.

Habitants des « Quinze-Vingts » et de « Bercy », je sais que ce choix est fait ; mais il vous faut l'affirmer en venant massivement porter vos bulletins aux urnes.

Vous rendrez à votre République sa vigueur, son efficacité.
Vous contribuerez au mieux-être de la Nation tout entière.
Vous barrerez la route au communisme décadent et à l'anarchie muselée.

En votant

PIERRE BOURGOIN

Député sortant
Inspecteur général des chasses et de la protection de la faune outre-mer
Colonel des cadres de réserve
Condamné à mort pour faits de Résistance
Grand mutilé de guerre
Grand Croix de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération
Rosette de la Résistance — Croix de guerre 39-45
Distinguished Service Order
Commandeur de l'Ordre de Léopold
Croix de guerre belge — Bronze star medal
Officier de l'Ordre de Orange Nassau
Président des Sociétés d'Anciens combattants et mutilés de Guerre
Président de la Commission scientifique et spatiale
Vice-président de la Commission de défense de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale
Vice-président de la Commission scientifique du Conseil de l'Europe
Marié, deux enfants

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ PLANCHET

Directeur commercial
Syndic du Conseil de Paris

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier du Mérite social
Commandeur des Palmes académiques
Marié, cinq enfants

Notre souci primordial est de préparer à nos jeunes, de leur enfance à leur vieillesse et avec leur participation, une vie de paix et de bonheur, avec des chances égales pour chacun.

TREIZIÈME CIRCONSCRIPTION

13e arrondissement (partie) : la Salpêtrière, la Gare.

M. Henri MODIANO

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Mesdames, mesdemoiselles, messieurs,
Chers amis du XIIIe,

Je n'ai pas hésité à 36 ans, responsable d'une entreprise industrielle nouvelle, à me présenter devant vous. C'est que je crois qu'en ces circonstances dramatiques chacun doit assumer son devoir.

Je suis depuis toujours un admirateur lucide du général de Gaulle et de son œuvre. Mais mon action n'a été jusqu'aujourd'hui que celle d'un militant.

Etudiant, puis cadre, puis chef d'entreprise enfin, je ne suis pas un professionnel de la politique.

Mais à l'heure où se déchaîne la violence il faut que des hommes jeunes et neufs n'hésitent pas à mettre au service de leurs concitoyens leur honnêteté, leur dynamisme et leur travail.

Je suis à votre service et je le resterai.

Vous voterez Henri Modiano.

La France vient de vivre des semaines tragiques : la violence est dans la rue avec son cortège de destructions, de haines et de souffrances exploitées par le Parti communiste.

Le 29 mai, Waldeck Rochet nous a dit : les conditions d'une démocratie authentique sont en train de se réaliser. Depuis Budapest, nous savons ce que cela veut dire.

La persistance des désordres conduit à la misère de tous. Et c'est toujours de la misère que sont nées les dictatures, communiste ou fasciste.

Cette violence, ces désordres, ces dangers existent partout dans le monde. Mais il appartient à la France de les surmonter en leur opposant une solution spécifiquement française dans le refus catégorique des dictatures de tous ordres.

Seul le sursaut de toute la Nation autour du général de Gaulle nous a sauvés de l'abîme et a préservé nos chances d'avenir.

Comment ?

En construisant avec tous les Français réconciliés par l'amnistie une société nouvelle, c'est-à-dire en créant de nouveaux rapports entre citoyens, à tous les niveaux de l'activité de la Nation : à l'usine, au bureau, à l'université. Réformes vraiment radicales mais qui ne peuvent être accomplies que dans l'ordre démocratique et la légalité républicaine.

Quelles réformes ?

Toutes celles qui favoriseront la participation de tous aux affaires qui les concernent :

Dans l'entreprise, extension par la loi des droits syndicaux ; développement du rôle des comités d'entreprise (créés par le général de Gaulle en 1945). Mise en œuvre de l'intéressement véritable des travailleurs, possibilités permanentes de promotion pour *tous.* Pour les cadres, assouplissement des hiérarchies formalistes, renforcement réel de leurs responsabilités.

Dans l'université, refonte totale proposée en commun par les professeurs et les étudiants : création de nouvelles structures d'enseignement adaptées aux besoins culturels et économiques d'un pays moderne ; travail de longue haleine, élaboré entre gens responsables, hors de la pression des groupes anarchistes.

Dans l'administration, simplification du fonctionnement et suppression des formalités inutiles et tatillonnes. Contacts plus personnels permettant aux groupes de citoyens d'influer sur les décisions.

Travail considérable que la Vᵉ République ajoutera à l'œuvre qu'elle a déjà accomplie durant ces dix dernières années :

— restauration de l'Etat grâce à l'élection du président de la République au suffrage universel,

— stabilité du pouvoir contrastant avec le jeu stérile des partis. Jeu dangereux que dans ces jours difficiles, certains revenants viennent de nous rappeler.

— décolonisation,

— affirmation d'une politique étrangère basée sur l'indépendance et la paix.

Le grand rassemblement des Français de tous bords, réconciliés aujourd'hui pour défendre la République va permettre d'accomplir demain l'immense mutation sociale que le général de Gaulle a annoncée et de vaincre les forces qui s'y sont opposées jusqu'ici.

Et le XIIIᵉ ?

Cette transformation radicale doit se faire au niveau des activités quotidiennes. Le XIIIᵉ doit être un arrondissement pilote de la participation :

— *Il faut* que les cités nouvelles qui y sont créées offrent à leurs habitants des centres de détente, de culture et toutes les facilités matérielles (magasins, centres commerciaux).

— *Il faut* aider les petits commerçants qui veulent s'organiser ou se moderniser.

— *Il faut* apporter une aide maximum aux familles : par la multiplication des crèches, des colonies de vacances et l'association des parents à leur fonctionnement.

— *Il faut* que dans les écoles les parents puissent coopérer avec les enseignants pour orienter au mieux l'avenir des enfants.

— *Il faut* que les jeunes du quartier puissent se réunir librement et sainement dans des locaux gérés avec leur concours.

— *Il faut* que dans les hôpitaux — La Salpêtrière et la Pitié — les conditions de vie des malades soient améliorées sous le contrôle des élus locaux.

— *Il faut* que les vieux, les infirmes, tous les « sans-défense » soient réellement pris en charge par la société. Nous devons leur assurer une vie décente, des logements confortables, des lieux de rencontre, des aides ménagères.

— Et il faut, bien sûr, faire d'autres choses encore...

Ce programme de vaste rénovation — accompli dans la légalité et la paix — dépend aujourd'hui de votre vote, demain de votre effort et de votre participation.

Si la Vᵉ République l'emporte, et elle l'emportera, votre participation donnera naissance à une France plus juste et plus humaine contre laquelle la dictature communiste, hier encore menaçante, ne pourra plus rien.

Voter pour la Vᵉ République, c'est épargner à la France le communisme totalitaire.

Voter pour la Vᵉ République, c'est maintenir toutes les libertés.

Avec la Vᵉ République pour une France nouvelle,

Vous voterez

Henri MODIANO
Marié, un enfant
36 ans

Remplaçant éventuel :

Gaston DEYRIEUX
Marié, deux enfants
50 ans

2ᵉ CIRCULAIRE

Merci à toutes celles et à tous ceux qui m'ont fait confiance dès dimanche dernier.

Nous avons remporté une première victoire sur le communisme.

Mais le danger reste très menaçant dans le XIIIᵉ, rappelez-vous :

L'an dernier, un vote de confusion a permis l'élection d'un député communiste.
Ce mauvais coup ne doit pas se reproduire.
Dans notre XIIIᵉ la majorité des électeurs refusent la dictature communiste.
Le XIIIᵉ ne veut pas demeurer à l'écart de l'unité nationale et du renouveau.

Face au danger totalitaire, rien d'essentiel ne sépare les républicains.

Toutes les familles politiques nationales doivent maintenant *s'unir et chasser* de notre arrondissement le communisme et ses complices l'anarchie et la violence.

Avec une majorité élargie, construisons ensemble une France plus prospère, plus juste et plus humaine.

Dimanche chaque voix comptera. Ne vous abstenez pas.
L'abstention ferait le jeu du communisme.
Votez pour le candidat de l'unité nationale.

Votez Union pour la défense de la République,

HENRI MODIANO

Remplaçant éventuel :

GASTON DEYRIEUX

QUATORZIÈME CIRCONSCRIPTION

13e arrondissement (partie) : Croulebarbe, Maison-Blanche.

M. Hubert GERMAIN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La République attaquée au début du mois de mai a failli s'écrouler, victime d'un gigantesque complot.
Elle demeure menacée.
Avec elles, nos libertés les plus chères : de pensée, d'expression de travail, ont été mises en cause.
Nous avons vu des hommes de l'opposition comme Mitterrand, Mendès France, Waldeck Rochet, bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à la guerre civile en même temps qu'à une dictature communiste. La France, dans son immense majorité, n'a pas voulu et n'entend pas se laisser étrangler. Elle a manifesté de façon digne et éclatante son désir d'ordre et de paix civile. Elle a aussi indiqué sa volonté de voir s'opérer, dans l'ordre, les réformes indispensables au sein de notre société moderne. Le Président de la République s'est engagé dans cette voie et entend, au nom du peuple français, que le Gouvernement issu des prochaines élections législatives les prépare et en accélère l'application.
Il faut à la France, pour cette œuvre, une majorité solide à l'Assemblée Nationale.
Cette majorité, ce n'est pas la gauche qui vous la fournira. Prêchant depuis des années l'unité d'action et de programme, elle a offert ; il y a quelques semaines, l'image de ses ambitions aux dimensions d'un coup d'Etat. Aujourd'hui, elle vous propose comme illustration de son unité, trois candidats, trois programmes, trois illusions.

Pour nous, le combat politique dans le XIII[e] a changé de sens. Je suis conscient que mon élection éventuelle créera pour moi des responsabilités nouvelles à l'égard des habitants de l'arrondissement. En effet, le sursaut de la Nation n'est pas uniquement le fait du gaullisme mais aussi celui de bien d'autres partisans de l'ordre, des réformes dans la démocratie, des adversaires de la violence.

Les électrices et électeurs qui se rassembleront les 23 et 30 juin sur mon nom le feront donc :

— pour l'ordre républicain contre la violence, l'anarchie, la guerre civile et le marxisme totalitaire, dans l'unité des familles politiques nationales du XIII[e] arrondissement ;

— pour des réformes profondes au sein de l'Université ainsi que dans les rapports entre le patronat et le monde du travail.

Après les durs événements de mai, l'Université nouvelle est à créer, elle le sera dans la concertation générale avec le concours des maîtres, des étudiants, des parents, du Gouvernement. Le suffrage universel devra consacrer les structures et l'évolution choisie.

Offrir du travail à chacun, des salaires et des logements décents de nature à permettre l'épanouissement de la famille ; cela est nécessaire et doit être poursuivi. Mais donner à l'homme dans son travail sa véritable dignité par la participation à la vie et aux résultats de l'entreprise, c'est faire œuvre de justice sociale. Placer l'homme avant toute autre considération dans l'examen des problèmes de notre temps, c'est aussi une obligation sur laquelle j'avais déjà mis l'accent lors des élections législatives de 1967.

Ces réformes profondes qui forment la partie fondamentale du débat de ce mois de juin ne doivent pas nous laisser oublier les objectifs que nous nous sommes déjà fixés : de paix, d'indépendance et de progrès.

Elles doivent aussi ne pas masquer ce qu'il est important de résoudre maintenant rapidement :

— l'amnistie générale pour les condamnés concernant les événements d'Algérie,

— l'indemnisation des rapatriés d'Afrique du Nord. La communauté française est une. Nous devons rendre justice à ceux qui, par la suite d'une évolution inéluctable, ont été contraints de quitter une terre à laquelle ils demeurent, dans leur cœur, profondément attachés.

Aussi pourrons-nous aborder, mieux armés, la période difficile qui s'ouvre devant nous. Le péril n'est pas conjuré. Loin de là : le communisme et l'anarchie nous menacent ; soyons unis.

Mon combat est celui de tous les républicains nationaux.

C'est pourquoi, je vous demande votre confiance en vous invitant à voter le 23 juin pour le candidat d'Union pour la défense de la République.

Hubert GERMAIN

Ancien député du 13[e]
Marié, trois enfants
Conseiller technique
Commandeur de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération
Croix de guerre
Médaillé de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Jean TURCO

Marié, deux enfants
Commerçant

2e CIRCULAIRE

Electrices et électeurs,

Avant tout, merci à tous les républicains qui, me marquant leur confiance, se sont rassemblés sur mon nom.

Quelle que soit l'importance du succès que nous avons remporté ensemble pour la défense de la République, nous ne devons pas relâcher notre vigilance. En effet, l'an passé, dans une circonscription où la majorité des électeurs est opposée au communisme totalitaire et favorable aux réformes essentielles par des voies étrangères à la dictature et à la révolution, un vote de confusion a fait élire un député communiste.

Il faut, à tout prix, éviter qu'une telle erreur se reproduise. C'est la raison pour laquelle j'invite, dans un esprit d'unité nationale et de large tolérance, tous ceux qui ont soutenu d'autres familles politiques nationales à se rassembler sur mon nom pour chasser de notre arrondissement le communisme, l'anarchie et la violence.

Votez le 30 juin pour le candidat d'Union pour la défense de la République.

HUBERT GERMAIN
Ancien député du 13e
Marié, trois enfants
Conseiller technique
Commandeur de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération
Croix de guerre
Médaillé de la Résistance

Remplaçant éventuel :

JEAN TURCO
Marié, deux enfants
Commerçant

S'abstenir le 30 juin, c'est favoriser le jeu du communisme.

QUINZIÈME CIRCONSCRIPTION

14e arrondissement (partie) : Petit-Montrouge, Montparnasse, Parc-Montsouris.

M. Michel de GRAILLY

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electeurs, et électrices,

Le Président de la République, usant de ses prérogatives constitutionnelles, et assumant les responsabilités que lui a conférées la Nation, vient de dissoudre l'Assemblée Nationale.

L'occasion est ainsi donnée au peuple français, dans les circonstances exceptionnelles auxquelles il se trouve confronté, de s'exprimer par les voies de la démocratie pour affirmer sa volonté.

Le *moyen* qui lui est offert est sans doute le mieux adapté à la situation présente : le renouvellement de l'Assemblée Nationale donnera au Parlement, organe essentiel de l'Etat, une représentativité incontestée, donc une autorité et une efficacité accrues.

La consultation est directement liée aux événements que vient de vivre, et vit encore, notre pays. C'est à la lumière et en fonction de ces événements, graves, dramatiques souvent, parfois menaçants, mais aussi en considération des perspectives qu'ils ouvrent à la Nation, que les citoyens devront se prononcer. C'est dire l'importance exceptionnelle de *l'enjeu :* il s'agit d'abord pour le peuple français d'affirmer son attachement à l'ordre républicain, garant de nos libertés, et d'assurer, dans l'exercice légal de sa souveraineté, le renforcement des institutions.

Mais il s'agit aussi d'engager la Nation dans la voie de son avenir.

La vague de violence et de contraintes qui s'est déchaînée sur notre pays a mis en péril nos institutions républicaines et menacé nos libertés. Aux tentatives de subversion par la pression de la rue s'est jointe une entreprise factieuse, ouvertement avouée, jouant sur la passivité de la population, et tendant à substituer aux autorités légales et républicaines un Gouvernement de coup d'Etat.

Cette entreprise s'est brisée

— sur la solidité des institutions de la Ve République ;
— sur la clairvoyance et la fermeté du chef de l'Etat ;
— sur la détermination du peuple français.

Le jour même du 30 mai où le général de Gaulle s'adressait à la Nation pour l'assurer que la République serait sauvegardée, un immense mouvement se formait autour des gaullistes derrière le drapeau tricolore.

C'est ce courant puissant, né des profondeurs de la conscience nationale, qui doit aujourd'hui s'exprimer à l'occasion du scrutin, pour faire définitivement échec à la subversion toujours menaçante. Aux entreprises persistantes de la violence les citoyens opposeront la force de leur détermination.

Ainsi, et ainsi seulement, la légalité étant maintenue, la liberté préservée, l'ordre républicain rétabli, la construction de la France de demain pourra être hardiment poursuivie et l'avenir envisagé avec confiance. Cet avenir dépend directement des choix politiques offerts aujourd'hui aux citoyens.

Il ne suffit pas de refuser la voie menant, directement ou à terme, au communisme totalitaire.

Il vous faut aussi apporter par votre vote une franche adhésion au *grand mouvement d'unité nationale* qui doit entraîner définitivement notre pays dans la voie du progrès et triompher des forces de destruction.

L'heure n'est plus aux divisions stériles.

N'oublions pas ce que notre pays doit de grand et de solide à la Ve République : l'indépendance nationale dans la paix, la stabilité des institutions, la restauration de l'économie. Mais l'action politique ne prendra sa pleine efficacité que dans la mesure où les réticences, voire les rancœurs, d'un trop grand nombre feront enfin place à la confiance.

Alors seulement, avec la participation de l'immense majorité des citoyens et des cadres de la Nation, le Gouvernement pourra s'engager dans une voie résolument novatrice ; cette voie de la rénovation nationale et sociale se situe, rappelons-le, dans la droite ligne du gaullisme.

Sur le plan parlementaire, seule une majorité unie constituera pour le Gouvernement un interlocuteur valable pour un dialogue fructueux. Ce rôle constructif

ne saurait être assumé par des groupes ou groupuscules rivaux donnant prise, par leurs surenchères, à des « arbitrages » souvent contraires aux impératifs de dynamisme et de hardiesse qui s'imposent à une politique moderne.

***

Mes chers concitoyens, depuis bientôt six ans je vous représente au Parlement. Fidèle à mes convictions, je n'ai cessé de les défendre. A maintes occasions, je vous ai rendu compte de mon action politique législative.

Si, connaissant ces convictions et cette action, vous me renouvelez la confiance que vous m'avez massivement accordée l'année dernière encore, je remplirai mon mandat dans le respect des principes qui n'ont cessé d'inspirer ma vie publique : à savoir que l'intérêt de chacun est étroitement lié à l'intérêt commun, lui-même inséparable de l'intérêt et de la grandeur de la patrie.

Vive la République !
Vive la France !

MICHEL DE GRAILLY

Croix de guerre 1939-1945 (Rhin-et-Danube)
Diplômé d'études supérieures de droit public et de droit privé
Avocat à la Cour d'appel
Conseiller de Paris
Membre de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe

Un homme loyal, courageux, fidèle, un vrai gaulliste.

Remplaçant éventuel :

JACQUES FRAGNON

Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Licencié en droit
Chef de service administratif civil au Ministère des Armées
Secrétaire du Syndicat national des cadres civils de la guerre (C.G.C.)
Ancien attaché au Cabinet du général de Gaulle et du Premier Ministre

---

2e CIRCULAIRE

Je remercie les 18.543 électeurs et électrices du XIVe arrondissement qui, dès le premier tour de scrutin, m'ont apporté leurs suffrages. Je suis sensible à la marque de confiance renouvelée que beaucoup m'ont ainsi donnée.

Mais ce vote répond surtout à l'appel que j'avais adressé à tous et à toutes d'avoir à réaliser leur union, et qui rejoignait celui, déjà ancien mais plus que jamais actuel, du général de Gaulle invitant les Français, par-delà leurs divisions et leurs querelles, à « se rassembler sur la France ».

La réponse, c'est cet immense mouvement, d'une ampleur sans précédent, qui tend certes à assurer la défense de la République, mais aussi à construire dans l'union la France de demain.

Electeurs et électrices de la 15e circonscription,

Le deuxième tour doit confirmer ce mouvement. Les divisions doivent faire place à l'union.

Alors, et alors seulement, pourra être entreprise et conduite avec succès la tâche qui incombera demain au Gouvernement et au Parlement : il s'agira, la sub-

version étant écartée, de procéder aux justes réformes qu'attend notre pays, tout en maintenant pour le bien commun l'expansion de notre économie.

Cette action sera menée d'autant plus efficacement, et dans le plus grand souci de l'intérêt de tous, que l'adhésion des citoyens sera plus large.

La division, c'est l'impuissance.

Dans l'union, confirmons la victoire de la République, construisons ensemble notre avenir.

MICHEL DE GRAILLY

Croix de guerre 1939-1945 (Rhin-et-Danube)
Diplômé d'études supérieures de droit public et de droit privé
Avocat à la Cour d'appel
Conseiller de Paris
Membre de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe
Député sortant

Un homme loyal, courageux, fidèle, un vrai gaulliste.

Remplaçant éventuel :

JACQUES FRAGNON

Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Licencié en droit
Chef de service administratif civil au Ministère des Armées
Secrétaire du Syndicat national des cadres civils de la guerre (C.G.C.)
Ancien attaché au Cabinet du général de Gaulle et du Premier Ministre

---

SEIZIÈME CIRCONSCRIPTION

14e arrondissement (partie) : Plaisance.

M. Christian de la MALÈNE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouges et les drapeaux noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de tout cela.

A l'appel du Président de la République, elle s'est ressaisie et a manifesté, de façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Pour que cette majorité puisse s'affirmer clairement et sans appel.

Pour qu'une minorité de fauteurs de désordre ne puisse dicter sa loi.

L'Assemblée Nationale a été dissoute et le peuple appelé à décider.

Ainsi les scrutins des 23 et 30 juin seront décisifs.

Pour représenter cette majorité au Parlement, autour du Président de la République et sous le sigle de Défense de la République, viennent de se rassembler la plupart des démocrates et des républicains.
Investi de votre confiance depuis dix ans.
J'ai l'honneur d'être leur candidat dans le XIVe arrondissement.
Le candidat de la défense de la République.
Cette majorité et le Gouvernement qu'elle soutiendra vont avoir une tâche urgente et immense.

Certes, les objectifs fondamentaux demeurent :

Maintenir la paix.

Que le général de Gaulle a rendue, au pays pour la première fois depuis 1939 ; la consolider par le maintien des alliances, la poursuite de la détente, la fin du conflit vietnamien, la recherche du désarmement.

Assurer l'indépendance.

Pour que la France, maîtresse de ses destinées, participe à la construction de l'Europe économique et politique.

Accélérer le progrès.

— Par l'expansion, la productivité, la compétitivité dans l'industrie, le commerce, l'artisanat et l'agriculture.
— Par le développement du pouvoir d'achat et le plein emploi pour les travailleurs, mais aussi pour les vieux, les femmes et les jeunes.
— Par un développement vigoureux de la politique du logement.
— Par l'accès pour tous aux études, y compris les inadaptés, la promotion sociale, la formation professionnelle.

Mais la crise récente impose des tâches nouvelles :

— Il faut relancer l'économie après le choc qu'elle vient de ressentir.
— Il faut rebâtir l'Université.
— Il faut, de manière générale, à tous les niveaux, faire en sorte que les citoyens participent aux décisions.

Cette sauvegarde des libertés, cet immense effort de réforme et de remise en ordre, à quels hommes la Nation pourrait-elle les confier ?

— D'un côté, la grande majorité des démocrates et des républicains qui viennent de se grouper dans l'Union pour la défense de la République.
— Et, de l'autre, des opposants divers, mais impuissants parce que divisés et surtout, derrière eux, le Parti communiste.

S'ils l'emportaient ce serait, d'abord, l'impuissance (ils sont sans programme commun, ni intérieur, ni extérieur) ; puis ce serait l'anarchie ; mais l'anarchie céderait vite sa place à un retour à l'ordre, mais à un ordre lugubre et étouffant, celui du totalitarisme.
On l'a bien vu ces dernières semaines, ce n'étaient ni MM. Mitterrand, Guy Mollet ou Mendès France qui jouaient un rôle de décision quelconque, mais bien le Parti communiste qui, tirant les ficelles, espérait que la France sombrerait dans sa dictature.

Alors :

— Pour les réformes,
— Pour la liberté,
— Pour la République.

Vous voterez

CHRISTIAN DE LA MALÈNE

Engagé volontaire en 1939 — Ancien prisonnier de guerre, évadé
Officier de réserve — Croix de guerre 1939-1945
Député sortant du 14[e] arrondissement depuis 1958
Ministre du général de Gaulle — Membre du Parlement européen
Conseiller de Paris

Candidat d'Union pour la Défense de la République

Remplaçant éventuel :

PIERRE DANGLES

Fonctionnaire — Administrateur de l'Aide sociale du 14[e] arrondissement

Le 23 juin, vous voterez pour la liberté, les réformes, le progrès.

2[e] CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La signification du premier tour dans toute la France, comme dans notre circonscription, est sans équivoque.

Le peuple français a répondu :

— Non aux fauteurs de violences et de désordres et à leurs complices.
— Oui aux démocrates et aux républicains.

Le 30 juin prochain, ce choix devra être confirmé pour que la partie soit définitivement gagnée.

Dans notre XIV[e] arrondissement, circonscription de Plaisance, le choix est sans ambiguïté, il reste seulement en présence deux candidats : un candidat national et un candidat communiste.

Vous confirmerez votre vote du premier tour.

Vous barrerez la route au candidat du Parti communiste.

Les communistes, pour tromper les électeurs osent affirmer qu'ils sont partisans de l'ordre, démocrates et nationaux.

Mais leur ordre, qu'il règne à Moscou, Varsovie ou à Pékin, c'est l'ordre de la peur, de la contrainte et de la tyrannie.

Mais leur démocratie, c'est celle du parti unique et du syndicat unique.

Mais leur sens national, c'est celui du drapeau rouge sans refuser le drapeau noir. Personne n'a vu de drapeau tricolore dans les manifestations qu'ils organisaient.

A ces faux démocrates, partisans en réalité d'un pouvoir tyrannique et totalitaire, d'un pouvoir écrasant l'individu au profit d'une société bureaucratique, la France a répondu non.

Vous confirmerez ce non, dimanche prochain.

Vous soutiendrez le seul candidat national, partisan des libertés, de toutes les libertés, partisan de la paix retrouvée, partisan du progrès, partisan des réformes et des réformes dans l'ordre.

Dans le climat où se trouve notre pays, le premier tour a été abordé avec une volonté d'union, cet état d'esprit doit être confirmé au second tour et doit se retrouver demain au Parlement.

Les libertés sont trop menacées, les problèmes sont trop graves, pour que les divergences ne soient pas oubliées et pour que les républicains ne s'unissent pas au seul service du pays et de la liberté.

Au deuxième tour, pour battre le candidat communiste, vous voterez :

CHRISTIAN DE LA MALÈNE

Engagé volontaire en 1939 — Ancien prisonnier de guerre, évadé
Officier de réserve — Croix de guerre 1939-1945
Député sortant du 14e arrondissement depuis 1958
Ministre du général de Gaulle — Membre du Parlement européen
Conseiller de Paris

Seul candidat national dans la circonscription de Plaisance

Remplaçant éventuel :

PIERRE DANGLES

Fonctionnaire — Administrateur de l'Aide sociale du 14e arrondissement

---

DIX-SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

15e arrondissement (partie) : Saint-Lambert.

M. Jacques MARETTE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je déteste les promesses électorales, que certains s'empressent de trahir à peine élus. Je ne vous en ferai donc pas, mais je m'engage solennellement devant vous à défendre de toutes mes forces, la République contre le communisme et ses complices et vos libertés contre l'entreprise de subversion qui entend imposer sa dictature au peuple français. Mon passé vous le garantit.

Mais des erreurs ont été commises : la Ve République doit changer de style : pour ma part, je m'y emploierai. Une certaine technocratie qui a eu trop de pouvoir depuis dix ans, devra désormais s'incliner devant la volonté des élus de la Nation. Le dialogue devra devenir la loi de la République, la participation des hommes et des femmes de France à leur destin, la règle de l'Etat. La majorité devra être élargie à tous ceux qui sont prêts à lutter pour la défense de la liberté.

Notre victoire aux élections ne devra en aucun cas se transformer en une contre-révolution antisociale, ni être le début de la « revanche » contre les travailleurs. Il s'agit, au contraire, après avoir empêché l'installation de la dictature communiste, de tendre la main à tous, pour reconstruire notre pays durement frappé et refaire l'unité nationale. A cet égard, le vote rapide d'une amnistie générale s'impose.

C'est avec ces objectifs, que je me présente à vos suffrages : j'ai pleinement confiance dans votre décision.

JACQUES MARETTE.

L'enjeu des élections.

« La France est menacée de dictature. On veut la contraindre à se résigner à un pouvoir qui s'imposerait dans le désespoir national, lequel pouvoir serait alors évidemment essentiellement celui du vainqueur, c'est-à-dire, du communisme totalitaire. Naturellement, on le colorerait pour commencer d'une apparence trompeuse en utilisant l'ambition et la haine de politiciens au rancart. Après quoi, ces personnages ne pèseraient pas plus lourd que leur poids, qui ne serait pas lourd !

Eh bien non ! la République n'abdiquera pas ! le peuple se ressaisira, le progrès, l'indépendance et la paix l'emporteront avec la liberté.

Vive la République !
Vive la France !

CHARLES DE GAULLE (30 mai 1968). »

Contre Jacques Marette seul candidat de la majorité Ve République : six adversaires ! Un communiste, un P.S.U., un F.G.D.S., un P.D.M. et deux fantaisistes du « mouvement pour la réforme » et de « technique de démocratie ». Tous à l'exception du communiste et du P.S.U. complètement inconnus dans la circonscription. Faute de pouvoir opposer au député sortant un adversaire de poids les oppositions ont multiplié les candidats pour empêcher les électeurs de se prononcer en toute clarté. Dérisoire manœuvre qui ne peut que profiter aux communistes ! mais peut-être est-ce là le but poursuivi !

« Le général de Gaulle 4 décembre 1967.

Jacques Marette est un homme de grande valeur. Il est aussi, moralement, un « Monsieur ».

CHARLES DE GAULLE. »

Contre la dictature communiste.

Votez utile !

Electrices, électeurs,

Vous connaissez tous Jacques Marette et Bernard Rocher. Depuis 1962, où vous les avez pour la première fois élus pour vous représenter à l'Assemblée Nationale, vous leur avez déjà par deux fois renouvelé votre confiance (élections municipales de 1965 et élections législatives de 1967).

Chacun d'entre vous a pu apprécier leur travail, leur dynamisme, ainsi que leur absence de sectarisme dans l'exercice de leur mandat.

Aujourd'hui, dans des circonstances dramatiques pour la France, ils se représentent à vos suffrages ; fidèles à leurs convictions de toujours : gaullistes et fiers de l'être, décidés à défendre la Ve République et vos libertés contre le communisme totalitaire et ses alliés.

Vous avez, durant trois longues semaines, eu un avant-goût de ce que deviendrait notre pays si la soi-disant « gauche unie », c'est-à-dire la démocratie popu-

laire, l'emportait : violences, intimidation, épuration, intoxication, censure de la presse et de la radio, destruction de nos universités, de nos écoles et de notre économie ; notre emblème national profané et remplacé par le drapeau rouge ou le drapeau noir, et après une période d'anarchie la terreur révolutionnaire et la dictature communiste.

Le 30 mai dernier, un million de Parisiens sont descendus dans la rue pour crier leur volonté de s'opposer à cette entreprise de subversion. Jacques Marette et Bernard Rocher faisaient partie du petit groupe d'hommes décidés qui organisèrent cette prodigieuse manifestation.

En votant pour eux, vous êtes sûrs que dans cette circonscription, le communisme et ses complices ne passeront pas.

Non au drapeau rouge.
Non au drapeau noir.
Oui au drapeau tricolore.

Pour défendre vos libertés, votez

JACQUES MARETTE
Ancien Ministre — Député sortant du 15e - Quartier Saint-Lambert — 45 ans
Ancien Sénateur de la Seine
Ancien Conseiller municipal de Paris et Conseiller général de la Seine

Remplaçant éventuel :

BERNARD ROCHER
Ancien député — 47 ans — Conseiller de Paris
Ancien Conseiller général de la Seine
Président du Comité extra-municipal du Commerce parisien — Administrateur du District

---

2e CIRCULAIRE

Résultats du premier tour dans la dix-septième circonscription (Quartier Saint-Lambert) :

Inscrits : 53.435 ; votants : 40.957 ; nuls : 302 ; exprimés : 40.655 ; majorité absolue : 20.328.

Marette (U.D.R.) 19.741, 48,58 % ; Loiseau (P.C.) 6.602, 16,24 % ; Mounet (P.D.M.) 7.359 18,08 % ; Naville (P.S.U.) 3.545, 8,73 % ; Péchenart (F.G.D.S.) 2.740, 6,75 % ; Joseph (T.D.) 668, 1,62 %.

Chers électeurs, chères électrices,

Merci de tout cœur aux 19.639 d'entre vous, qui, dès le premier tour, m'ont accordé leurs suffrages.

Par rapport à mars 1967, le pourcentage des voix de la majorité qui se sont portées sur moi dans cette circonscription est passé de 45,61 à 48,57 %, ce qui représente une augmentation de 2,96 %. Il s'en est fallu de 587 voix que je passe au premier tour. Seules les candidatures de division de M. Mounet, centriste, et de M. Joseph, Technique et démocratie, ont empêché ce succès.

Dans toute la France, ces élections ont été marquées par un raz de marée des candidats U.D.R. soutenant le Gouvernement, l'ordre, la légalité, face à l'émeute et à l'entreprise de subversion communiste.

Dans notre circonscription, le candidat communiste perd 1.366 voix et 1,89 % en pourcentage, le candidat de la F.G.D.S. perd 3.076 voix et 6,53 % en pourcentage,

seul le candidat P.S.U. augmente légèrement le nombre de ses voix (713 suffrages) devançant le candidat de la F.G.D.S.

Il s'agit, au deuxième tour, de confirmer massivement ce succès. Ces élections ont démontré qu'il n'y avait qu'une seule majorité possible, la même majorité qui a permis à la France d'être gouvernée depuis 1958, celle qui soutient l'action du général de Gaulle et de son Gouvernement dirigé par Georges Pompidou qui sort grandi de l'épreuve de ces dernières semaines et apparaît comme le triomphateur de ces élections.

Electeurs, électrices, je vous demande de me renouveler votre confiance. Si je suis élu comme je le pense, je serai votre député à tous, j'en prends l'engagement solennel. Votre confiance aura pour moi une double signification : défendre la République contre la subversion, vos libertés contre le communisme totalitaire et ses complices, maintenir l'immense actif du régime, mais aussi, lui permettre de changer de style, d'élargir sa majorité parlementaire, d'agir fermement, de mettre au pas la technocratie inhumaine et irritante qui a trop souvent, durant ces dix dernières années, empêché un dialogue fécond de s'établir entre le pouvoir et les citoyens.

J'ai pleinement confiance en votre décision.

Jacques MARETTE.

Attention, pas d'abstention ! à cause du maintien centriste.

Danger communiste !

Electeurs, prenez garde...

Au deuxième tour, vous avez le choix entre trois candidats :

— le communiste, bénéficiant du désistement P.S.U. et Fédéré (13.000 voix environ) ;

— le centriste, M. Mounet, qui, sans le moindre espoir d'être élu, se maintient, faisant objectivement le jeu du Parti communiste ;

— et l'équipe Jacques Marette - Bernard Rocher, qui vous représente depuis six ans, que vous connaissez bien, et qui est la seule en mesure de faire triompher à Saint-Lambert, face au danger de subversion, au désordre, au drapeau rouge et au drapeau noir, la civilisation à laquelle vous êtes attachés, la République et vos libertés.

Ne vous dites pas : Jacques Marette et Bernard Rocher passeront sans difficulté, nous n'avons pas besoin de nous déranger.

Chaque voix comptera. Le candidat communiste peut compter, au second tour, sur le report des suffrages des électeurs P.S.U. et Fédération qui, eux, ne s'abstiendront pas ! Le maintien du candidat centriste, qui n'a aucune chance d'être élu, a pour seul but de lui faciliter la tâche. La haine de la Vᵉ République l'emporte, chez M. Mounet, sur tous les autres sentiments.

Electeurs, prenez garde ! Pas d'abstention ! Votez en masse contre le communisme totalitaire et ses complices, contre M. Mounet, le diviseur des nationaux.

Votez au second tour : Jacques MARETTE et Bernard ROCHER !

« Le général de Gaulle 4 décembre 1967.

Jacques Marette est un homme de grande valeur. Il est aussi, moralement, un « Monsieur ».

Charles de GAULLE. »

Votez Union pour la défense de la République.

JACQUES MARETTE
Ancien Ministre — Député sortant

Remplaçant éventuel :

BERNARD ROCHET
Ancien député — 47 ans — Conseiller de Paris
Ancien Conseiller général de la Seine
Président du Comité extra-municipal du Commerce parisien — Administrateur du District

---

DIX-HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

15e arrondissement (partie) : Necker, Grenelle (partie située côté impair du boulevard de Grenelle).

Mme Nicole de HAUTECLOCQUE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Une fois encore, voici la France en péril.

Un plan diabolique de subversion a tenté d'imposer la dictature du Parti communiste aux Français.

Trois semaines de violences organisées ont menacé la paix, l'indépendance, le progrès.

Une fois de plus, le général de Gaulle a arrêté le péril.

Mais la menace demeure. Il appartient à chaque citoyen de participer personnellement à la défense de la République si nous voulons :

— La paix publique et nos libertés,
— Retrouver notre essor économique,
— Permettre le progrès social condamné par les désordres révolutionnaires.

Contre le régime totalitaire qui étouffe les libertés et qui détruit l'économie, il faut se battre et vaincre, sous peine d'être battu et vaincu.

Des épreuves que les Français viennent de vivre dans l'angoisse, des leçons sont à retenir. Développer le dialogue avec toutes les catégories sociales et économiques de la Nation et en particulier :

— Réaliser les réformes de notre université avec la participation des jeunes à leur propre destin,

— Assurer un emploi à chacun et élever le niveau de vie de chaque foyer, avec l'ardent souci de la justice sociale,

— Restaurer notre économie à l'heure du Marché commun,

— Défendre nos libertés publiques menacées par des minorités révolutionnaires et tyranniques,

— Se rassembler autour du drapeau tricolore.

Pour sauver notre démocratie contre les entreprises factieuses du dedans et du dehors,

Avec le général de Gaulle, vous défendrez la République, la liberté et votre avenir.

Vive la France !

Vive Necker-Grenelle !

Votez pour le seul candidat Union pour la défense de la République

NICOLE DE HAUTECLOCQUE

Député sortant — Conseiller de Paris (15e arrondissement)
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre — Rosette de la Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

JEAN CHÉRIOUX

Conseiller de Paris (15e)

2e CIRCULAIRE

Merci de tout cœur aux 14.191 d'entre vous qui, dès le premier tour, m'ont accordé dimanche dernier leurs suffrages. Il s'en est fallu de 869 voix pour que mon élection soit assurée dès le premier tour. Les six candidats de l'opposition (dont cinq n'ont pas obtenu les 10 % de bulletins qui leur auraient permis de se représenter devant vous le 30 juin) n'ont pas permis ce succès.

Dans toute la France, ces élections ont été marquées par un raz de marée des candidats soutenant le Gouvernement, l'ordre, la légalité, face à l'émeute et aux manœuvres tendant à s'emparer du pouvoir dans l'illégalité.

Il s'agit de confirmer massivement ce succès dimanche prochain. Ces élections ont permis de démontrer qu'il n'y avait qu'une seule majorité possible, la même majorité qui a permis à la France d'être gouvernée depuis 1958, celle qui soutient l'action du général de Gaulle et de son Gouvernement dirigé par Georges Pompidou qui sort grandi de l'épreuve de ces dernières semaines et apparaît comme le triomphateur de ces élections.

Sur notre circonscription, les résultats sont les suivants :

— le candidat P.D.M. avec 4.521 voix atteint 15 % des suffrages, ce qui l'autorise à se présenter au deuxième tour.

— le candidat communiste perd 1.604 voix sur les résultats de l'an dernier.

— le candidat de la F.G.D.S. perd 2.773 voix.

— le candidat d'extrême-droite qui avait usurpé une étiquette du Centre démocrate perd 3.477 voix,

— le candidat P.S.U. recueille 1.801 voix seulement, tandis que celui de « Technique et démocratie » en obtient 502.

Electrices, électeurs, je vous demande de me renouveler votre confiance. Si je suis élue comme je le pense, je serai votre député à tous, j'en prends l'engagement solennel. Votre confiance aura pour moi une double signification : défendre la République contre la subversion, vos libertés contre les entreprises totalitaires, maintenir l'immense actif du régime mais aussi lui permettre de changer de style, d'élargir sa majorité parlementaire, d'agir fermement, de mettre au pas la technocratie inhumaine et irritante qui a trop souvent, durant ces dix dernières années, empêché un dialogue fécond de s'établir entre le Pouvoir et les citoyens.

J'ai pleinement confiance en votre décision.

Nicole de HAUTECLOCQUE.

Votez pour le candidat Union pour la défense de la République

NICOLE DE HAUTECLOCQUE

Député sortant — Conseiller de Paris (15e arrondissement)
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre — Rosette de la Médaille de la Résistance
Médaille de la France libre — Médaille des Combattants volontaires de la Résistance

Remplaçant éventuel :

JEAN CHÉRIOUX

Conseiller de Paris (15e)

DIX-NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

15e arrondissement (partie) : Javel, Grenelle (partie située côté pair du boulevard de Grenelle).

M. Claude ROUX

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

« Jamais, au point de vue national, une consultation nationale n'a eu une telle importance nationale, parce qu'en effet tout, en vérité, tout en dépend, tout est en cause. »

CHARLES DE GAULLE.

Electrices, électeurs de Javel-Grenelle,

Alors qu'à force de labeur la France, dans la stabilité et la prospérité, avait atteint un rang de grande puissance, les démons du désordre et de la subversion cherchent à la précipiter dans le gouffre de la violence, de l'anarchie, et de la guerre civile.

Vous avez la possibilité de donner un coup d'arrêt au processus de dégradation de notre société. Il vous suffit pour cela, comme vous le demandent le Chef de l'Etat et le Premier Ministre, Georges Pompidou, de voter massivement le 23 juin 1968 pour une majorité Vᵉ République homogène et efficace.

Depuis 1958 j'ai l'honneur de vous représenter. Je me suis efforcé d'être au service de tous pour le bien commun. Je vous demande de me renouveler votre confiance pour assumer cette tâche de salut national.

Il s'agit de restaurer ensemble l'autorité de l'Etat, d'assurer la liberté du travail et de promouvoir l'expansion afin de garantir le plein emploi.

C'est seulement dans l'ordre et la paix sociale que la France peut reprendre sa marche en avant et que chacun peut espérer améliorer sa condition.

Pour vous à Javel-Grenelle le choix est aisé, car tous les opposants, en dépit de leurs supercheries, font le jeu du candidat du Parti communiste qui reste dans ce secteur mon adversaire principal.

Dès le premier tour, votez massivement pour le seul candidat de la majorité Vᵉ République, investi par l'Union pour la défense de la République sous le patronage de Georges Pompidou.

Pour la défense de nos libertés votez Vᵉ République.

Votez

CLAUDE ROUX
Avocat à la Cour de Paris — Docteur en droit
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Député sortant
Rapporteur spécial de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ BARBAZAN
Rédacteur en chef de « Paris-15 »

2ᵉ *CIRCULAIRE*

« Jamais, au point de vue national, une consultation nationale n'a eu une telle importance nationale, parce qu'en effet tout, en vérité, tout en dépend, tout est en cause. »

CHARLES DE GAULLE.

Electrices, électeurs de Javel-Grenelle,

J'adresse un merci très sincère à toutes celles et à tous ceux qui, au premier tour, m'ont renouvelé leur confiance. Ils ont ainsi confirmé leur volonté d'aider le Gouvernement à promouvoir des réformes dans la légalité et à lutter contre le désordre.

Avec 16.437 suffrages je distance le candidat communiste qui arrive en seconde position et reste mon principal adversaire puisque au second tour, en mars 1967, il avait obtenu 15.375 voix.

En bonne tradition républicaine je me trouve donc désigné par le suffrage universel pour regrouper les voix nationales au second tour. Il s'agit maintenant de permettre à la France de retrouver le calme et la paix sociale.

C'est donc dans un esprit d'union que je fais appel à toutes les voix nationales et républicaines pour écraser le communisme à Javel Grenelle, toute division de voix nationales profitant au candidat communiste.

Pour la sauvegarde de nos libertés.
Pour la défense de la République.
Pour une majorité nationale.

Votez

CLAUDE ROUX

Avocat à la Cour de Paris — Docteur en droit
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Député sortant
Rapporteur spécial de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ BARBAZAN

Rédacteur en chef de Paris-15

VINGTIÈME CIRCONSCRIPTION

16e arrondissement (partie) : Auteuil et la Muette (partie située côté impair du boulevard Beauséjour, de la rue de Passy et du boulevard Delessert).

M. Michel HABIB-DELONCLE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de la vingtième circonscription,

Le 30 mai, de la Concorde à l'Etoile, répondant à l'appel des comités de défense de la République, une foule immense affirmait sa volonté de sauvegarder ses libertés. Elle acclamait le général de Gaulle, qui, dans son allocution, venait d'affirmer : « La République n'abdiquera pas ».

J'étais parmi vous, portant l'écharpe tricolore — insigne du mandat que, trois fois en dix ans, vous m'avez confié — en hommage à nos trois couleurs, indignement profanées quelques jours auparavant. Comme vous, j'ai vécu ces heures d'enthousiasme, au milieu des jeunes, des travailleurs, du peuple de Paris dans toute la richesse de sa diversité.

Le 23 juin, vous aurez la parole, pour décider de l'avenir du pays. Ce droit au suffrage, la France l'a sauvé, le 30 mai, par la volonté conjointe du Président de la République et du peuple, contre les fauteurs de la subversion. Au moment d'émettre votre vote, vous vous en souviendrez.

C'est dans cet esprit du 30 mai que je me représente devant vous, pour l'unité nationale, pour la réconciliation des Français, pour le renouveau de notre pays dans l'ordre et par le dialogue.

Ne vous laissez pas désunir le 23 juin, en votant

MICHEL HABIB-DELONCLE

Comme le 30 mai, défendez la République.

Défendre la République

C'est d'abord :

— mettre fin à l'entreprise totalitaire communiste qui a mis en péril nos libertés ;

— rétablir l'ordre républicain en face de l'anarchie et de l'agitation des rues ;

— défendre les institutions légitimes et la légalité en se groupant autour du Président de la République, élu de la Nation ;

— maintenir, contre toutes les pressions extérieures, la souveraineté du peuple, s'exprimant démocratiquement par le suffrage universel ;

— faire respecter le drapeau tricolore, contre le drapeau rouge du communisme et le drapeau noir de l'anarchie.

C'est aussi :

— procéder, dans l'ordre, et après consultation de tous les intéressés, au renouvellement de nos structures, qu'appelle la mutation de notre société ;

— instituer la participation de tous les citoyens à toutes les responsabilités, à tous les niveaux ;

— réformer et démocratiser l'Université, avec le concours des enseignants et des étudiants, l'ouvrir vers le monde extérieur et y accueillir les travailleurs pour leur formation et leur promotion ;

— associer, dans les entreprises, ouvriers, employés, cadres et patrons, aux responsabilités et aux résultats qui doivent être équitablement répartis ;

— organiser la coopération des corps intermédiaires, des collectivités locales et des forces vives du pays à l'élaboration des décisions intéressant la communauté ;

— relancer l'expansion, sans laquelle les avantages obtenus par les travailleurs seraient rendus illusoires en raison de l'inflation et de la crise économique ;

— grâce à l'expansion, poursuivre la construction européenne, résorber le chômage, assurer un emploi aux jeunes, améliorer les revenus des personnes âgées, des pensionnés, des familles nombreuses, construire des logements et des équipements hospitaliers à la mesure de nos besoins, aider les petites et moyennes entreprises à s'adapter à l'économie moderne.

Rien de cela ne serait possible si les communistes et leurs alliés P.S.U. ou F.G.D.S. triomphaient. Ce serait notre ruine et la perte de nos libertés.

Tout peut être réalisé si les élections dégagent une large majorité en faveur des candidats de l'Union pour la défense de la République.

Majorité de voix dans le pays pour qu'il soit clair, dès le premier tour, que les adversaires de la liberté ont moins de suffrages que ses partisans.

Majorité de sièges à l'Assemblée Nationale pour que celle-ci ne soit pas paralysée comme elle l'a été pendant les quinze derniers mois, où la marge a été trop restreinte parce que les centristes votaient le plus souvent avec l'opposition fédérée et communiste.

Une voix qui manque à l'Union pour la défense de la République est une voix gagnée pour les communistes et leurs alliés.

Ne vous laissez pas diviser, répondez à l'appel du général de Gaulle.

Votez pour l'Union pour la défense de la République.

Votez

MICHEL HABIB-DELONCLE

Député sortant — Ancien Ministre
Croix de guerre 1939-1945 (Résistance)
46 ans — Père de cinq enfants
Membre du Parlement européen — Délégué de la France à l'O.N.U.
Directeur politique de « La Nation »

Remplaçant éventuel :

ODETTE LAUNAY

Conseiller de Paris
Membre de section du Conseil économique et social
Ancien député
Directeur politique de « Femme-Avenir »

2e CIRCULAIRE

Merci aux 23.444 électeurs qui ont donné à Michel Habib-Deloncle le plus grand nombre de voix de tout Paris.

La France a choisi !

Le communisme, les partis d'extrême gauche reculent.
L'Union pour la défense de la République recueille plus de suffrages que toute la gauche réunie.

Un grand mouvement soulève le pays :
— pour la sauvegarde de la liberté ;
— pour la construction, dans l'ordre et par le dialogue, d'une France rénovée.

Resterez-vous à l'écart ?
Non !

Vous voudrez dimanche prochain vous associer aussi à ce grand élan national.
Vous qui, au premier tour, avez souhaité marquer une réserve, qui a été comprise et dont nous saurons tenir compte.
Rejoignez la majorité.
L'illusion centriste se dissipe. L'heure des divisions est révolue.
Unissons-nous pour construire l'avenir.
Votez utile.

Votez

MICHEL HABIB-DELONCLE

Remplaçant éventuel :

ODETTE LAUNAY

VINGT ET UNIÈME CIRCONSCRIPTION

16e arrondissement (partie) : Porte-Dauphine, Chaillot et la Muette (partie située côté pair du boulevard Beauséjour, de la rue de Passy et du boulevard Delessert).

M. Paul STEHLIN

(Candidat du Centre progrès et démocratie moderne)

élu le 30 juin 1968

(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Nous vivons des heures décisives pour l'avenir de notre pays. L'Université exigeait certes de profondes réformes, mais les manifestations d'étudiants ont gravement dégénéré. Aux Champs-Elysées de très nombreux Français ont réclamé le retour à l'ordre. Le pays veut la paix sociale.

Il faut tirer les leçons de la crise.

L'autoritarisme du Chef de l'Etat, la faiblesse et l'inconditionnalité de la majorité des députés sont responsables de la crise actuelle.

Nous devons aujourd'hui trouver les remèdes. Il faut que vous élisiez des hommes d'ordre et de progrès qui permettront la formation d'une *majorité nouvelle pour une politique nouvelle.*

La coupure de la France en deux blocs hostiles serait mortelle : elle aboutirait un jour ou l'autre à un front populaire dominé par les communistes ou au fascisme, à la guerre civile.

Oui au progrès, non à la révolution.

Notre programme est le suivant :

— Préparation d'un plan d'urgence de remise en route et de développement de l'économie française,

— Ouverture avec la participation de toutes les organisations responsables — sans aucune exclusive — d'un dialogue destiné à permettre un retour définitif à la paix sociale,

— Rénovation des structures universitaires avec la participation active des professeurs et des étudiants,

— Elaboration rapide d'un statut garantissant effectivement l'indépendance de l'information radiotélévisée,

— Rétablissement de nos amitiés internationales traditionnelles,

— Poursuite active de la construction européenne,

— Amnistie,

— Abandon des dépenses de prestige.

Pour le retour à l'ordre, pour le progrès, votez

Paul STEHLIN

Général d'armée aérienne (C.P.N.) — Grand croix de la Légion d'honneur
Ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air
Ancien Conseiller d'Etat en service extraordinaire

Remplaçant éventuel :

Gilbert GANTIER

Maître de Conférences à l'Institut d'études politiques de l'Université de Paris

Une majorité nouvelle pour une politique nouvelle :

— Retour à l'ordre,
— Réformes sociales et universitaires,
— Remise en route de l'économie,
— Construction européenne et rétablissement de nos amitiés internationales.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Nous voici à la veille du scrutin décisif. Les résultats du premier tour, vous les connaissez : ils placent le général Paul Stehlin en excellente position pour l'emporter au deuxième tour.

Présent dans la compétition au premier tour, M. Maurice Munch a déjà choisi : il demande aux électeurs qui lui ont fait confiance de reporter leurs voix sur le général Paul Stehlin.

Venues de tous les horizons, d'éminentes personnalités ont apporté à Paul Stehlin le témoignage de leur estime et exprime le vœu que sa voix puisse se faire entendre au Parlement.

Le deuxième tour doit marquer le triomphe de la lucidité et du bon sens et donner au XVIe arrondissement-nord un représentant digne de lui.

Votez

Paul STEHLIN

Général d'armée aérienne (C.P.N.) — Grand croix de la Légion d'honneur
Ancien chef d'état-major de l'armée de l'Air
Ancien Conseiller d'Etat en service extraordinaire

Remplaçant éventuel :

Gilbert GANTIER

Maître de Conférences à l'Institut d'études politiques de l'Université de Paris

Electrices, électeurs du XVIe Nord,

Vous avez tiré le véritable enseignement des événements du mois de mai :

Vous désirez le progrès,
Mais vous ne voulez ni du désordre, ni de la docilité inconditionnelle.

Vous avez besoin d'un élu capable de faire entendre au Parlement une voix indépendante sur les grands problèmes qui concernent votre avenir.

VINGT-DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

17e arrondissement (partie) : Ternes, Plaine Montceau (partie située côté impair de la rue de Prony et côté impair de la rue de Courcelles).

M. Bernard LAFAY

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 23 juin 1968

(App. U.D.R.)

Electrices, électeurs des Ternes et de la Plaine Monceau,

Jamais, depuis la fin du siècle dernier, une consultation électorale n'a eu lieu en France dans des conditions aussi graves que celles où le pays se trouve placé aujourd'hui.

La dissolution de l'Assemblée Nationale a été décidée par le Président de la République parce qu'il a jugé nécessaire et urgent le recours au suffrage universel, souverain en démocratie.

Au cours des dernières semaines, les bases même de la société ont été ébranlées, les principes de notre civilisation mis en cause. L'émeute a dévasté les rues de Paris. Le sang a coulé. L'économie a été paralysée. La France s'est trouvée au bord de la guerre civile. A l'occasion des revendications des étudiants, puis des salariés, une redoutable entreprise de subversion a tenté de détruire l'Etat pour s'emparer par la violence du pouvoir.

Le pays s'est ressaisi, mais le péril totalitaire reste menaçant. Pour tous les républicains, le devoir est simple : se rassembler pour défendre l'ordre, la légalité, les libertés publiques contre le communisme, ses alliés et ses satellites.

***

Le Chef de l'Etat et le Gouvernement de la République doivent pouvoir s'appuyer demain sur une majorité parlementaire incontestable qui représente vraiment la volonté d'ordre et les espérances de progrès de la nation. Sinon, ce serait l'incertitude, puis l'instabilité, puis le chaos, enfin le retour en force de la violence révolutionnaire, la ruine et le sang. Cette majorité de salut public se dégagera du puissant mouvement d'union nationale que vous souhaitez tous.

Dans vos mains, le bulletin de vote sera une arme victorieuse, à condition que vous sachiez oublier vos divisions, que vous fassiez taire vos préférences ou vos ressentiments ; à condition que l'esprit d'union l'emporte sur l'esprit de parti.

Lors des élections de 1967, où vous m'avez choisi pour vous représenter à l'Assemblée Nationale, je vous appelais déjà à l'union sur des idées claires, simples et raisonnables. Je pressentais alors le danger incarné par la prédominance du parti communiste dans les rangs de l'opposition. Les événements ont justifié cette crainte.

Aujourd'hui, l'union des citoyens opposés au communisme totalitaire sauvera la République. Aux heures de crise un seul parti doit exister : celui de la France. C'est pourquoi, Jacques Sanglier, ancien député du 17e arrondissement, et moi-même, avons réalisé l'union face aux périls qui menacent la République. Dans notre circonscription traditionnellement nationale, il faut que cet exemple soit compris et suivi.

***

Député de Ternes-Monceau depuis mars 1967, je suis resté fidèle à mes engagements électoraux.

Je vous avais promis de soutenir la stabilité gouvernementale : c'est pourquoi je n'ai pas voté les motions de censure présentées par une opposition incohérente et dominée par le parti communiste, incapable de gouverner, mais décidée à nous conduire au collectivisme. L'entreprise totalitaire a montré ce dont elle était capable. Elle se serait rendue maîtresse du pays si nous avions eu l'inconscience de renverser le Gouvernement.

Je vous avais promis de me consacrer aux problèmes sociaux : j'ai mis mon activité parlementaire au service de la santé publique, des personnes âgées, des anciens combattants, des familles, de l'enfance handicapée, des rapatriés, du logement, de toutes les grandes causes humaines. J'ai défendu la libre entreprise, le petit et moyen commerce, l'artisanat, l'initiative privée et les libertés économiques.

Je vous avais promis de défendre l'amnistie en faveur des Français condamnés à la suite des événements d'Algérie : tous mes votes témoignent que j'ai tenu parole sans défaillance.

Je vous avais promis de défendre la construction de l'Europe : malgré les inévitables difficultés que rencontre cette grande œuvre, nous en poursuivrons résolument la réalisation définitive. Nous répondrons ainsi à l'espérance de notre jeunesse qui trouvera dans l'Europe nouvelle un idéal et une raison d'agir.

***

Il reste beaucoup à faire, et il faut tirer des leçons positives de la crise morale et économique qui a secoué le pays. Des réformes profondes doivent être entreprises d'urgence pour apaiser les inquiétudes légitimes de la jeunesse et des travailleurs. Ces réformes ne seront fructueuses que si elles s'accomplissent dans l'ordre et avec la participation de toutes les catégories sociales. Il n'y a pas de progrès possible dans l'anarchie et c'est par la loi que nous remédierons aux imperfections de notre société.

Le monde moderne est entré dans une période vertigineuse de mutation technique et sociale. Il dépend de nous que cette évolution se déroule en France dans la paix civique et la compréhension mutuelle.

C'est pourquoi vous voterez en masse le 23 juin prochain

Union pour la défense de la République, c'est-à-dire pour l'ordre, pour la liberté et le progrès social.

Docteur BERNARD LAFAY.

BERNARD LAFAY

Député des Ternes-Monceau — Conseiller de Paris (17e)
Ancien Ministre la Santé publique
Commandeur de la Légion d'honneur — Croix de guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

JACQUES SANGLIER

Ancien député du 17e arrondissement

Les manœuvres de division ne peuvent que favoriser le communisme et l'anarchie. Tout est à craindre des candidats qui refusent de le comprendre et s'obstinent,

comme par le passé, dans une attitude personnelle et sectaire contraire à l'intérêt national. Le docteur Bernard Lafay est le candidat unique des nationaux et des républicains, le seul investi par l'Union pour la défense de la République avec le soutien des Républicains indépendants.

VINGT-TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

17e arrondissement (partie) : Plaine-Montceau (partie située côté pair de la rue de Prony et côté pair de la rue de Courcelles) et Batignolles (partie située côté impair des rues Nollet et Darcet).

M. Jean-Franck de PRÉAUMONT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Depuis plusieurs semaines la France vit des événements graves. J'ai vécu, avec vous, ces heures difficiles.

Devant l'entreprise subversive qui tentait d'imposer par la violence le règne de l'anarchie l'angoisse que nous avons ressentie a fait place à une commune volonté de faire face.

Nombreux ont été ceux d'entre vous qui, avec moi, ont affirmé leur détermination de dire non au désordre et à l'émeute.

Après l'appel du Président de la République, avec vous, au milieu de vous, le 30 mai à la Concorde, j'ai retrouvé le vrai visage de la France. Paris, dans un même cri, a répondu *oui* à la liberté, *oui* aux réformes dans la légalité.

Ce sursaut de la conscience nationale peut demain permettre d'opérer les réformes qui, jusqu'alors, s'étaient heurtées aux égoïsmes retardataires et aux intérêts particuliers.

Le désir légitime de voir mettre en œuvre une plus large participation se révélerait bien illusoire si une large adhésion n'était pas apportée à la défense de la République pour que soit, d'abord, assurée la liberté et préservé l'avenir.

Chacun d'entre vous sait bien que pour la défense de la République contre la subversion et ses complices, il n'y a pas, aujourd'hui, de place pour les combinaisons politiques de ceux qui se refusent toujours à s'engager de façon claire.

Pour la défense de la République, le 30 mai à la Concorde, a surgi la réconciliation des Français pour la France.

Le 23 juin, vous confirmerez votre volonté de la voir maintenue.

Votre décision imposera les apaisements nécessaires, le retour à l'ordre et au respect de la légalité.

Jamais votre vote n'aura revêtu pareille importance.

JEAN DE PRÉAUMONT
Député sortant de la Plaine Monceau
et des Batignolles.

Elections législatives du 12 mars 1967 :

J. de Préaumont (Ve République) 17.001
Mme Sullerot (F.G.D.S. bénéficiant du désistement communiste) .. 9.108
Garson (ancien conseiller municipal du 19e arrondissement) 6.786

Dès le premier tour votez utile, ne dispersez pas vos voix.
Faites l'Union pour la défense de la République.

Votez

JEAN DE PRÉAUMONT
Avocat à la Cour
Député sortant de la Plaine-Monceau et des Batignolles
Ancien Maire adjoint du 17e arrondissement
Rapporteur général de la Commission économique du Conseil de l'Europe
Membre de la Commission juridique de l'Union nationale des commerçants et artisans

Remplaçant éventuel :

PIERRE CHÉDOR

2e CIRCULAIRE

Pour assurer la liberté.
Pour préserver l'avenir.

Vous avez choisi.

Pendant la campagne électorale, me refusant à toute attaque personnelle, à tout engagement démagogique, je vous ai dit :

« Vous choisirez des hommes qui, avec vous, ont manifesté clairement leur volonté de s'unir, sans attendre, pour défendre la République contre l'anarchie et le désordre. »

Près de 16.000 d'entre vous, à peu de voix de la majorité absolue, ont répondu à cet appel, me plaçant très loin devant le seul autre candidat qui s'est maintenu au deuxième tour.
Comme vous dans tout le pays, les Français ont marqué leur volonté.

Une majorité large et cohérente garantira la sécurité et le progrès.

Devant le danger, la division c'est l'impuissance. Il faut affermir la majorité.
Massivement... confirmez votre choix !

Votez
Défense de la République.

JEAN DE PRÉAUMONT
Votre député

Ne perdez pas votre voix. Faites l'union sur Jean de Préaumont.
Votez utile.

Votez

JEAN DE PRÉAUMONT
Avocat à la Cour
Député sortant de la Plaine-Monceau et des Batignolles

Ancien Maire adjoint du 17[e] arrondissement
Rapporteur général de la Commission économique du Conseil de l'Europe
Membre de la Commission juridique de l'Union nationale des commerçants et artisans

Remplaçant éventuel :

PIERRE CHÉDOR

VINGT-QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

17[e] arrondissement (partie) : Epinettes, Batignolles (partie située côté pair des rues Nollet et Darcet).

M. François MISSOFFE

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1[re] CIRCULAIRE

Contre les violences et les divisions.
Pour une société plus juste et fraternelle.

Elu pour la première fois député des Epinettes-Batignolles en 1958 pour soutenir l'action du général de Gaulle.
Réélu par vous depuis dix ans.

Je me représente à vos suffrages pour trois raisons :

— Empêcher le retour à la violence et au désordre.
— Défendre vos libertés.
— Etudier et mettre en œuvre avec vous les réformes profondes qui doivent nous conduire à une société plus juste et fraternelle à laquelle la France aspire comme toutes les nations du monde.

Plus précisément, il s'agit :

— de développer la formation des jeunes,
— de créer de nouveaux emplois et d'améliorer les conditions de travail des hommes et des femmes,
— de faire progresser le niveau de vie de chaque foyer, d'aménager les loisirs,
— de multiplier les moyens d'information,
— d'organiser la participation constructive de chacun à la vie de l'entreprise, de la commune et du pays tout entier.

Voilà dix ans que nous nous connaissons et que je m'entretiens directement avec un grand nombre d'entre vous des problèmes qui intéressent notre quartier aussi bien que des questions d'intérêt national.

Pour consolider ce qui a été fait, et entreprendre ce qu'il faut faire maintenant, je vous demande de me confirmer votre confiance.
Tous ensemble nous continuerons à servir notre pays.

François MISSOFFE
Député des Epinettes-Batignolles
aux élections de 1958
Réélu aux élections de 1962 et 1967

Pour ne pas compromettre dix ans de travail et d'effort
Pour la paix,
la liberté,
la justice
et le progrès social

Votez :

François MISSOFFE
Elu député du 17e (Epinettes-Batignolles) aux élections de novembre 1958,
aux élections de novembre 1962 et aux élections de mars 1967
Ancien Ambassadeur de France au Japon — Ancien Ministre des Rapatriés.
Ancien Secrétaire d'Etat au commerce intérieur
Ancien Ministre de la Jeunesse et des Sports
Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire
Croix de guerre 1939-1945 — Médaille de la Résistance
Marié, père de 8 enfants

Candidat de l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Michel MISSOFFE
Directeur des Services économiques du Syndicat des Editeurs
Président de l'Association de l'aide aux anciens du XVIIe

2e CIRCULAIRE

La participation commence par le vote.
S'abstenir ou ne pas voter Union pour la défense de la République c'est voter communiste.
13.931 électrices et électeurs, en m'apportant leurs voix, ont déjà affirmé leur refus de la violence et de l'anarchie et leur volonté de réforme.
Le danger ne sera définitivement écarté que dimanche prochain.
L'avenir pourra s'ouvrir alors sur une nouvelle étape dans la voie du progrès.
L'enjeu, c'est les réformes dans l'ordre ou le communisme.
Je m'engage personnellement à présenter et à défendre au sein de la majorité, tous les projets de réforme qu'ensemble nous allons maintenant avoir à élaborer, en particulier :

— la formation et l'orientation professionnelle des jeunes.
— l'emploi et les conditions de travail.
— le niveau de vie de chaque famille.
— l'information de la participation.

Les communistes, eux, ne s'abstiennent pas. La défense de vos libertés exige que dimanche, vous votiez tous massivement :

Union pour la défense de la République.

François MISSOFFE.

Pour ne pas compromettre dix ans de travail et d'effort
Pour la paix,
la liberté,
la justice
et le progrès social

Votez :

FRANÇOIS MISSOFFE

Elu député du 17e (Epinettes-Batignolles) aux élections de novembre 1958,
aux élections de novembre 1962 et aux élections de mars 1967
Ancien Ambassadeur de France au Japon — Ancien Ministre des Rapatriés.
Ancien Secrétaire d'Etat au commerce intérieur
Ancien Ministre de la Jeunesse et des Sports
Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire
Croix de guerre 1939-1945 — Médaille de la Résistance
Marié, père de 8 enfants

Candidat de l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

MICHEL MISSOFFE

Directeur des Services économiques du syndicat des éditeurs
Président de l'Association de l'aide aux anciens du XVIIe
Ingénieur — Diplômé du C.P.A.

VINGT-CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

18e arrondissement (partie) : Grandes-Carrières.

M. Louis VALLON

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

L'Union pour la défense de la République me présente à vos suffrages ainsi que mon suppléant Roger Sauphar.

Dans notre pays, si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, la violence vient de se manifester.

La liberté du travail et la liberté d'expression ont été menacées et le restent encore, car derrière les drapeaux noir et rouge, nous avons vu s'avancer ceux qui rusent avec la démocratie ou veulent faire céder le peuple sans le consulter librement.

La Fédération de la gauche est désormais démasquée. Prétendant exiger, au nom de la rue, le départ du Président de la République élu au suffrage universel, ce regroupement sans consistance de partis et de chapelles politiques s'est lancé, sous l'impulsion de François Mitterrand, dans une aventure qui l'écarte complètement de toute la tradition démocratique. Elle s'est ainsi placée volontairement sous

la tutelle du Parti communiste, plus prudent qu'elle en apparence, mais dont on sait depuis longtemps qu'il n'a pas renoncé à instaurer, le moment venu, sous le couvert d'un « gouvernement populaire », sa dictature sur la France.

Les républicains ne s'y tromperont pas, malgré les palinodies et les mensonges. Il s'agit d'accomplir les grandes réformes qui s'imposent, dans l'ordre et la légalité.

La République doit désormais savoir combiner l'exercice d'une indispensable autorité centrale, fondée sur l'élection au suffrage universel de son Président, à la pratique d'un contrôle démocratique direct au sein des entreprises, des universités, voire des administrations. Citoyens et travailleurs veulent pouvoir se déterminer librement en dehors de toute propagande et de toute manipulation.

De Gaulle est favorable, on le sait, à la participation directe des salariés aux résultats, au capital et aux responsabilités des entreprises. Un changement social est nécessaire. Nous faisons confiance à de Gaulle pour l'amorcer rapidement. Elu, vous pouvez compter sur moi pour l'y aider.

Le maintien de la paix est le souci majeur de notre politique extérieure qui, libre de toute tutelle étrangère, nous assure de bonnes relations avec les autres peuples, ceux de l'Est comme ceux de l'Ouest.

Avec nous, dans cette consultation nationale décisive, vous vous unirez par votre vote à tous les Français qui, autour du Président, se groupent dans la République pour la défendre et la faire progresser.

Vous voterez pour le candidat de l'Union pour la défense de la République, c'est-à-dire tout à la fois pour le progrès, pour l'indépendance et pour la paix.

LOUIS VALLON

Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre avec palmes — Médaille de la Résistance
Ancien rapporteur général de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale
Membre du Conseil économique et social

Remplaçant éventuel :

ROGER SAUPHAR

Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille militaire — Médaille de la Résistance
Cadre administratif

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le 23 juin, de Gaulle a gagné la première manche. L'Union pour la défense de la République mène à la mi-temps. C'est bien ; mais c'est le 30 juin au soir, et le 30 juin seulement, que nous saurons si le camp républicain va définitivement l'emporter sur les alliés honteux de l'anarchie et de l'illégalité.

La majorité réformatrice de demain, à vous de la constituer, en vous rendant dimanche prochain massivement aux urnes pour y faire triompher définitivement les libertés publiques. Nombre d'électeurs, qui votaient naguère pour tel ou tel parti d'opposition, nous ont déjà rejoints ; nous nous en réjouissons.

Ils l'ont fait parce qu'ils sont attachés à la légalité républicaine que les communistes et leurs otages fédérés voulaient bafouer. Ils l'ont fait parce qu'ils ont compris que seul de Gaulle pouvait mettre en œuvre les grandes réformes qui s'imposent.

Electrices, électeurs,

Vous savez maintenant pourquoi certains de nos adversaires avaient pris pour slogan « élections-trahison ». Le parti de la crainte, c'était celui qui avait peur des urnes.

Ne nous y trompons pas toutefois. Notre adversaire conserve une chance sérieuse : votre abstention. C'est la seule qui lui reste.

Vive la République !
Vive de Gaulle !
Vive la France !

LOUIS VALLON

Remplaçant éventuel :

ROGER SAUPHAR

VINGT-SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

18e arrondissement (partie) : Clignancourt (partie située côté impair des boulevards Barbès et Ornano).

M. Joël LE TAC

Candidat d'Union pour la Défense de la République
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

30 mai : l'immense clameur monte vers l'Elysées, celle d'une foule qui crie sa foi en la France dans le claquement de milliers de drapeaux tricolores. L'aide de camp s'approche du Président et lui dit : « C'est pour vous, mon Général ! » « Si ce n'était que pour moi... » murmure le général de Gaulle. Eh oui, l'immense cri d'espérance de ce million de Parisiens qui jaillissait des Champs-Elysées, c'était pour vous, mon Général, c'était pour la France meurtrie, la République en danger dont depuis trente ans vous représentez la légitimité. Spontanément, Paris, le vrai, celui pour lequel le drapeau tricolore est celui de la République, vous a apporté en même temps qu'à la France le témoignage de sa confiance. Ils étaient déjà décolorés par le soleil du 30 mai, ces drapeaux rouges et noirs dont certains voulurent faire l'emblème de leur révolte. Contre qui ? Contre quoi ? Contre une Université vermoulue, dernier bastion des privilèges d'enseignants qui jouent aux hommes de gauche alors qu'ils ont empêché toute réforme sérieuse d'entamer leurs privilèges séculaires. Etudiants, enseignants responsables, parents d'élèves, c'est la Ve République qui, si vous le voulez bien ce 23 juin, seule pourra poursuivre les profondes réformes de structure de cette Université figée dans son égoïsme et dans ses « traditions ». Quant à vous, ouvriers français, croyez-m'en, une fois de plus, la République de de Gaulle vous apportera la dignité, ce pain sans lequel les hommes ne peuvent vivre. Vos revendications essentielles ont été acceptées

par le Gouvernement de Georges Pompidou. Qui d'autre que le Gouvernement de Georges Pompidou, avec l'autorité du général de Gaulle, pourrait vous garantir que les avantages obtenus ces dernières semaines seront respectés ? Certainement pas les « autres » : les anciens partis de la IVe, le Parti communiste, soucieux uniquement de ne pas se laisser déborder sur sa gauche et par contre, selon les termes de Maurice Thorez, résolu à « plumer la volaille socialiste » qu'elle porte le nom de F.G.D.S. ou un autre.

C'est pourquoi me voici, après quinze mois de mandat, une fois de plus devant vous. « Dix ans, c'est assez ! », tel était le slogan des émeutiers et des agitateurs, ces dernières semaines. Dix ans de Ve République sous la présidence du général de Gaulle, dix ans qui avaient permis à la France de se libérer des séquelles de la IVe République, de se préparer à affronter avec succès le Marché commun au-delà duquel ces mêmes avantages sociaux, obtenus dans le désordre de notre économie, pouvaient être, devaient être acquis dans une France forte et compétitive. Parisiennes, Parisiens du XVIIIe, j'ai, comme député, l'âge de la Ve République. A vous, le 23 juin, de me dire si, oui ou non, en ce qui me concerne, « dix ans, c'est assez ».

Joël LE TAC
Député sortant U.D. Ve
Compagnon de la Libération
Commandeur de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

André LACAZE
Rédacteur en chef de « Paris-Match »
Commandeur de la Légion d'honneur

VINGT-SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

18e arrondissement (partie) : la Chapelle, la Goutte-d'Or et Clignancourt (partie située côté pair des boulevards Barbès et Ornano).

M. Jean BERNASCONI

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Depuis dix ans je me préoccupe de vos problèmes et je vis parmi vous. A deux reprises déjà vous m'avez accordé votre confiance. Toutefois, l'an dernier dans un pays en pleine expansion, en paix, mais de ce fait dans une quiétude trompeuse, les élections législatives n'ont pas eu l'importance qu'elles avaient prises en 1958 après la faillite de la IVe République, ou en 1962 dans les dernières convulsions de la guerre d'Algérie. J'ai été battu par « le représentant de l'entreprise totalitaire ».

Certains, ils sont plus de dix mille, n'ont pas mesuré la valeur de leur voix et ne se sont pas rendus aux urnes, d'autres sans préjuger de leurs opinions ont traduit un certain mécontentement par un vote négatif.

La France vient d'échapper au chaos, à la guerre civile, à la subversion. Aujourd'hui le choix est simple. La réforme se fera, elle se fera dans la rue et par la violence, ou dans la légalité. Déjà, les travailleurs viennent d'obtenir que soit satisfaite la majeure partie de leurs revendications. Il faut qu'une politique économique sérieuse fasse que ces avantages restent une réalité. Une société harmonieuse, le général de Gaulle l'a bien précisé, n'est ni capitaliste, ni communiste, mais elle comprend, outre les travailleurs, des petits commerçants, des artisans, des professions libérales, et des industries d'ampleur moyenne. Comme par le passé je m'attacherai à les défendre, ainsi que les plus défavorisés.

Démocrates,
Républicains,

Le dimanche 23 juin vous voterez pour la paix civile, pour la liberté.

Vous voterez pour

JEAN BERNASCONI

Secrétaire général du groupe de l'Union démocratique européenne
Ancien député
Ancien membre du Parlement européen
Secrétaire général des Comités ouvriers
41 ans, marié, deux enfants

Remplaçant éventuel :

CLAUDE KRIEF

Médecin
40 ans, marié, trois enfants

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Merci aux 11.530 d'entre vous qui nous ont fait confiance dès le premier tour. Une bataille vient d'être gagnée, mais le succès doit être confirmé dimanche prochain, par l'union de toutes les bonnes volontés face aux graves dangers représentés par l'*entreprise totalitaire :*

Bien entendu des réformes sont nécessaires : Se feront-elles par la violence, dans la rue, dans la guerre civile : non.

Les Français sont un peuple majeur, le suffrage universel est démocratique et républicain, c'est là que se trouve la vérité.

Une politique de rénovation doit exister : en premier lieu elle doit permettre une nouvelle distribution du revenu national aux salariés, fonctionnaires, commerçants, artisans, professions libérales et petites et moyennes entreprises constituant les structures permanentes de notre pays.

Une politique économique sérieuse doit faire qu'au moment de l'entrée de notre pays dans le Marché commun nous puissions y jouer un rôle qui doit être le nôtre et faire en sorte que les avantages acquis par les masses laborieuses ne soient pas un mythe.

Tous nos anciens et ceux qui ont donné le meilleur d'eux-mêmes pour le drapeau tricolore doivent être respectés et pouvoir vivre d'une façon décente. C'est de dignité humaine qu'il s'agit.

Quant aux jeunes, l'avenir leur appartient sans discussions : c'est à eux de faire leurs preuves, et ils seront associés dans tous les domaines qui les intéressent. Mais qu'ils sachent que la violence, la sauvagerie et la profanation n'ont jamais rien réglé.

Mères, vos enfants doivent être élevés dans la paix et la sécurité.

Pour mener à bien ces quelques idées.

Vous voterez pour

JEAN BERNASCONI

Secrétaire général du groupe de l'Union démocratique européenne
Ancien député
Ancien membre du Parlement européen
Secrétaire général des Comités ouvriers
41 ans, marié, deux enfants

Remplaçant éventuel :

CLAUDE KRIEF

Médecin
40 ans, marié, trois enfants

VINGT-HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

19e arrondissement (partie) : Combat, la Villette (partie située du côté impair de la rue de Crimée).

M. Pierre RUAIS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Une équipe sociale.
Un travail efficace.
Une politique précise.

La politique que je vous propose est d'assurer :

L'ordre.

Je parle de l'ordre républicain, c'est-à-dire de l'ordre assuré dans le respect des institutions que s'est données notre pays par le suffrage universel et de la loi.

Le suffrage universel est le seul souverain et non point telles fractions politiques ou groupes économiques, encore moins des clans.

Il n'y a pas d'ordre sans la justice et tout spécialement sans la justice sociale.

La liberté.

Je parle de la garantie que chacun pourra exercer les droits que lui confère la Constitution sans qu'il puisse en être empêché par les violences. Parmi ces droits, l'événement met en relief le droit de grève et la liberté du travail.

La liberté dans ce cas ne saurait être assurée que par une décision prise librement par tous les travailleurs de l'entreprise au scrutin secret, de faire ou de ne pas faire la grève, de la terminer ou de la continuer.

La participation.

Je parle principalement, mais non uniquement, de la participation à la vie économique. La participation est la base essentielle des grandes réformes qu'il faut promouvoir. Ces réformes visent à assurer pleinement la dignité de l'homme. Cette dignité suppose le dialogue avec les intéressés.

Dans l'entreprise.

Elle exige que les travailleurs participent à la marche et aux résultats de l'entreprise, et soient à même de faire connaître leur point de vue, de faire des propositions, de surveiller la bonne marche, au même titre que les représentants du capital.

Dans l'Université.

Un gros effort a été fait sur les locaux et le recrutement des maîtres, mais il faut rebâtir la maison afin que maîtres et étudiants, ensemble, la dirigent.

Ils devront organiser eux-mêmes l'enseignement en fonction des besoins de la Nation et dans le souci d'assurer un débouché aux étudiants.

Le processus de démocratisation devra être continu.

La contestation, dépouillée de toute violence évitera la sclérose.

La paix.

Je parle de ce qui doit être le fondement essentiel de notre politique extérieure. C'est pourquoi je suis pour l'Europe. Il faut rechercher en outre une solidarité mondiale, rejetant la politique des blocs, et avec le souci constant d'élever le niveau de vie des pays en voie de développement.

La solidarité.

Il faut promouvoir les aménagements qui permettront à nos anciens de bénéficier d'améliorations semblables à celles que viennent d'obtenir les travailleurs.

Il faut sans cesse améliorer le sort des familles et se pencher sur le cas des femmes abandonnées et des femmes chefs de famille.

Mais aussi nos efforts continueront à porter :

— Sur le logement et la rénovation de nos îlots ;
— Sur l'emploi et spécialement celui des jeunes ;
— Sur les équipements sociaux.

Un tel programme d'action satisfait aux exigences de l'heure.

Il peut être appliqué par une large minorité d'union.
Votez Union pour la défense de la République.

Votez

PIERRE RUAIS

Député sortant
59 ans, marié, quatre enfants
Ancien élève de l'Ecole Polytechnique
Officier de la Légion d'honneur (titre militaire)
Croix de guerre — Médaille de la Résistance
Ancien Président du Conseil municipal
Expert de l'aide aux pays sous-développés

Remplaçant éventuel :

CHARLES DEDULLE

51 ans, marié, un enfant
Ancien responsable Seine des œuvres de l'Abbé Pierre
Ancien président de l'Amicale H.L.M. Meaux - A.-Carrel
Ancien responsable de la Confédération des locataires sur le 19e
Croix de guerre (7 citations)
Médaille commémorative de la Libération
Chef de service dans l'Hôtellerie

2e CIRCULAIRE

Pour l'ordre.
Pour la liberté.
Pour les réformes.
Pour une solidarité humaine.

Merci à vous tous qui m'avez donné plus de 14.000 suffrages au premier tour.
Mais, ne soyez pas trop optimistes ! Au deuxième tour, tout peut changer, car le communiste Fiszbin va gagner beaucoup de voix :

Le danger communiste est grand.
Soutenez-moi encore de toutes vos voix.

Je sollicite aussi le concours de ceux qui, ennemis du totalitarisme communiste ont porté leur voix sur M. Brunié et M. Mattei. Rien de fondamental ne me sépare d'eux : ils m'aideront à faire barrage à Fizbin. S'ils ne le faisaient pas, dans cet arrondissement, tous les élus, conseillers municipaux et députés, deviendraient communistes.
Je compte sur tous, comme tous peuvent compter sur moi.
Pas d'abstentions ! avant de partir en vacances.

Votez

PIERRE RUAIS

Député sortant
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Ancien Président du Conseil municipal
Ingénieur

Remplaçant éventuel :

CHARLES DEDULLE

Ancien responsable Seine des œuvres de l'Abbé Pierre
Croix de guerre
Chef de service dans l'Hôtellerie

VINGT NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

19e arrondissement (partie) : Amérique, Pont-de-Flandre, la Villette (partie située du côté pair de la rue de Crimée).

M. André RIVES-HENRYS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le 30 mai, l'allocution du général de Gaulle et la manifestation monstre de plus d'un million de Parisiens ont démontré que la République n'abdiquait pas. La province, dans les jours qui suivirent, a également fait connaître clairement la volonté du pays. Partout, le drapeau tricolore l'a emporté sur le drapeau rouge et le drapeau noir.

Le 23 juin, cette volonté doit s'exprimer aussi massivement aux élections législatives. Au moment où menaçait la subversion, c'est autour du Président de la République, élu du peuple, que se sont regroupés tous les citoyens désireux de défendre la légalité et de sauver la liberté. Les candidats d'Union pour la défense de la République, venus d'horizons très divers, se présentent au suffrage du corps électoral pour faire définitivement échec à l'entreprise des tenants de la dictature totalitaire et des fauteurs de désordre et d'anarchie, et pour affirmer la détermination des Français de maintenir leurs institutions démocratiques.

La contestation de notre forme de société a un côté anarchique, négatif, révolutionnaire, que l'immense majorité du pays rejette. Mais elle a eu aussi des aspects positifs en faisant apparaître une soif de renouveau. Les candidats d'Union pour la défense de la République prennent l'engagement de soutenir un grand effort national tendant à hâter le renouvellement de nos structures économiques, sociales et universitaires, avec le concours des intéressés.

Ces nouvelles structures devront instituer la participation de tous les citoyens à toutes les responsabilités, à tous les niveaux :

— Dans l'Université réformée et démocratisée, enseignants et étudiants coopéreront librement à l'épanouissement de leurs écoles et de leurs facultés, ouvertes aux travailleurs pour leur formation et leur promotion,

— Dans les entreprises, ouvriers, employés, cadres et patrons devront aboutir à former ensemble une association où les intérêts de tous convergent pour améliorer des résultats équitablement partagés.

Rien de cela ne sera possible si les fauteurs de désordre ou les tenants de la dictature triomphent. Tout, au contraire, peut être réalisé au terme d'un dialogue fécond avec tous les intéressés, si les élections dégagent une large majorité en faveur des candidats de l'Union pour la défense de la République.

Depuis sept ans, je n'ai cessé de me préoccuper du XVIIIIe arrondissement ; bien que n'étant plus votre député depuis 1967, ma permanence sociale (14, rue de Joinville) est intervenue constamment sur des questions d'emplois et de logements.

Sur notre initiative en 1967, s'est ouvert un chantier de 1.789 logements (16 immeubles de 18 étages) sur l'emplacement de l'usine à gaz (rue Curial, rue de Crimée et de Cambrai). Le parc du Chapeau-Rouge en chantier depuis 1939 est enfin aménagé.

L'expropriation des aciéries de la Villette étant en cours, construction rue Eugène-Jumin d'H.L.M., d'un stade, d'une clinique.

Une piscine doit être construite à l'angle Manin-David-d'Angers.

En ce qui concerne la rénovation de la place des Fêtes, rappelons qu'un groupe scolaire et un stade sont prévus.

Je me préoccupe aussi du problème des abattoirs de la Villette et du sort réservé à son personnel, au voisinage et difficultés afférentes.

Il n'est pas d'autre voie pour tous les Français qui refusent l'anarchie et la subversion que de s'unir dans la République, autour de son Président, en votant pour le candidat d'Union pour la défense de la République.

Pour tous les Français qui refusent l'anarchie.

Toutes et tous votez

RIVES-HENRYS

Remplaçant éventuel :

JEAN HURET
Professeur

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je m'adresse à vous comme étant, au second tour, le *seul* candidat national en face du Parti communiste, puisque la liste U.D.R. a recueilli 8.352 voix contre 8.506 voix pour M. Paul Laurent.

Investi par l'Union pour la défense de la République, je me permets de vous rappeler que je suis presque le député sortant, étant le prédécesseur immédiat de M. Laurent. Je n'ai d'ailleurs pas cessé durant ces dix-sept derniers mois d'intervenir en faveur du quartier, qui m'a montré tant de confiance.

Mon suppléant habite le XVIIIe arrondissement depuis quinze ans (ses grands-parents étaient petits commerçants rue de Crimée et avenue Laumière avant 1914). Son métier de professeur de C.E.G. le rend très proche de vos préoccupations les plus concrètes. De plus, il est marié à une assistante sociale dont beaucoup connaissent le dévouement.

Nous vous remercions tous d'avoir permis au *seul* candidat du général de Gaulle d'arriver en tête des candidats nationaux pour défendre le drapeau tricolore en face du pouvoir de la rue.

La contestation de notre forme de société a un côté révolutionnaire, que l'immense majorité du pays rejette. Mais elle a eu aussi des aspects positifs faisant apparaître une soif de renouveau. Nous prenons l'engagement de soutenir un grand effort national tendant à hâter le renouvellement de nos structures économiques, sociales et universitaires, avec le concours des intéressés.

Ces nouvelles structures devront fonder la participation de tous les citoyens, à tous les niveaux.

Mais le dialogue doit aussi s'instaurer au niveau du quartier.

Il faut intéresser les citoyens aux projets de réalisation et au plan de rénovation de l'arrondissement.

L'expropriation des aciéries de la Villette que j'ai obtenue est en cours ; rue Eugène-Jumin seront construits des H.L.M., un stade et une clinique.

A côté des H.L.M. édifiées sur l'emplacement de l'usine à gaz (16 immeubles de 18 étages), devra s'élever la « Maison des jeunes » réclamée par notre arrondissement.

Les crédits sont votés pour la piscine David-d'Angers.

Pour le marché nationale de la Villette, nous collaborerons avec le syndicat interprofessionnel des usagers et nous n'oublions pas les désirs des salariés de l'abattoir concernant notamment des installations sanitaires modernes.

Un plan est à l'étude pour la construction d'un pont suspendu rue d'Hautpoul et l'amélioration de l'éclairage.

Place des Fêtes, un groupe scolaire et un stade sont prévus. En harmonie avec le XXe arrondissement, il sera fait droit aux désirs des artisans et à l'exigence des habitants d'être relogés à proximité. A cet égard et en priorité, des logements seront réservés aux personnes âgées, aux rez-de-chaussée des immeubles, et seront à leur service : foyer, infirmières et aides-ménagères.

Tels sont les principaux projets qui concernent la rénovation de l'Est parisien par la Ve République.

A. RIVES-HENRYS, U.D.R.

Français,

Nous présentant comme candidats d'Union républicaine, nous souhaitons que la majorité s'ouvre largement au concours de tous les vrais démocrates.

Pour les respect des institutions, pour la réforme *dans l'ordre.*

Reportez vos suffrages en masse sur les candidats capables de barrer la route à l'anarchie et au communisme totalitaire !

S'abstenir c'est trahir la France !

Votez

André RIVES-HENRYS
Directeur de Relations publiques

Remplaçant éventuel :

Jean HURET
Licencié ès lettres — Professeur de C.E.G.
Ancien Directeur de colonies de vacances municipales

TRENTIÈME CIRCONSCRIPTION

20e arrondissement (partie) : Belleville, Saint-Fargeau.

M. Roland CARTER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

En prononçant la dissolution de l'Assemblée Nationale, le général de Gaulle, comme il l'a toujours fait lorsque le destin de la France était en cause, a décidé de donner la parole au peuple.

Défendre la République.

Provoquer dans la paix civile et dans le respect de toutes les libertés, les réformes indispensables.

Satisfaire les justes revendications, bâtir par la participation de tous les citoyens une société chaque jour plus humaine, plus fraternelle.

Voilà la mission que vous nous confierez.

Electrices, électeurs,

Depuis un mois la France traverse des jours d'angoisse. La violence a fait rage et n'a pas disparu.

Des individus ne se cachent point de vouloir détruire, pour installer la révolution permanente.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore.

Derrière les drapeaux rouge et noir nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat.

Nous avons vu le Parti communiste manœuvrer pour s'installer au pouvoir avec ou sans ses alliés.

Puis après un moment d'angoisse et de stupeur, nous avons vu le peuple de France à l'appel du Président de la République manifester d'une façon éclatante sa volonté de mettre fin à l'anarchie et au désordre.

La France alors a commencé de se ressaisir.

Le drapeau tricolore, symbole de la vraie révolution, celle des libertés, reprend sa place.

Rien n'est perdu. Mais rien n'est encore gagné.

La parole est maintenant à la nation, c'est-à-dire à chacun de vous personnellement.

Seul candidat capable de barrer la route à la dictature communiste, j'appelle à l'union tous ceux qui, dans ces quartiers de Belleville et de Saint-Fargeau refusent l'anarchie, le désordre organisé et le communisme totalitaire.

La victoire de notre union ne peut toutefois être la revanche d'une classe sur une autre, mais le moyen de réaliser dans l'ordre et la légalité les importantes mutations économiques, sociales, intellectuelles qu'impose ce moment de notre civilisation.

Dimanche par votre vote, vous affirmerez cette volonté en choisissant les hommes décidés à promouvoir les réformes profondes et indispensables, à assurer les justes revendications mais dans la liberté, l'égalité et la paix civile.

Votez

ROLAND CARTER

Cadre du Commerce et de l'Industrie
Engagé volontaire en 1939 — Invalide de guerre pensionné à 85 %
Chargé de mission du R.P.F. en 1947
Conseiller général de la Seine 1953-1959
Député de la Seine 1958-1967

Remplaçant éventuel :

CHARLES PACCAGNINI

Fonctionnaire en retraite
Résistant — Engagé volontaire aux Pompiers de Paris
Président de l'Association sportive de la Porte de Bagnolet
Médaille d'honneur de la Jeunesse et des Sports

2e CIRCULAIRE

ROLAND CARTER

47 ans
Cadre du Commerce et de l'Industrie
Engagé volontaire en 1939 — Invalide de guerre pensionné à 85 %
Chargé de mission du R.P.F. en 1947
Conseiller général de la Seine 1953-1959
Député de la Seine 1958-1967

Remercie très sincèrement les 8.358 électrices et électeurs qui lui ont fait confiance en le plaçant en tête de tous les candidats opposés au totalitarisme.

Le danger communiste, ici dans le XXe est toujours présent.

La France a réagi.
Elle rejette sans équivoque l'anarchie, le désordre, la dictature totalitaire.
Elle parle le langage de la raison et non celui de la peur.
Cette volonté doit forger les unions indispensables à sa réalisation.
Tous unis nous devons associer notre victoire à celle de la France pour la liberté, pour la République, pour construire une société toujours plus humaine dans une France forte et unie.
Vous qui déjà m'avez fait confiance, mais vous aussi républicains et démocrates sincères qui avez cru devoir, au premier tour, préciser votre pensée en vous prononçant pour d'autres candidats, ou en vous réfugiant dans une abstention exceptionnelle, vous réunirez vos suffrages pour barrer la route à la dictature totalitaire représentée ici par le candidat communiste.

« L'Union pour la défense de la République ne représente pas un parti. Il s'agit d'un vaste regroupement. »

(Georges Pompidou.)

La nouvelle majorité doit être une majorité élargie, elle sera celle de la réconciliation, du dialogue et de la participation.

C'est en effet avec tous les hommes de bonne volonté qu'il faut trouver un équilibre humain dans notre civilisation broyée dans l'engrenage écrasant de la machine.

Dans cette majorité tant pour l'aboutissement de ces objectifs nationaux que pour servir les intérêts des habitants de nos quartiers, il vous faut un élu.

Par lui seront repris les projets qui doivent améliorer la situation de tous et qui ont été abandonnés par les communistes, actuellement seuls élus municipaux et nationaux de votre arrondissement : construction d'H.L.M., de crèches, d'écoles, implantation d'un lycée, rénovation de nos quartiers donnant naissance à une cité nouvelle, en même temps liée au passé, afin que tous les habitants, commerçants, petits industriels, artisans y trouvent la joie de vivre.

Avec lui vous participerez aux choix politiques fondamentaux, aux options économiques et sociales qui permettront le plein emploi, l'amélioration constante du niveau de vie des travailleurs, des retraités, des personnes âgées ; le développement harmonieux du commerce et de l'artisanat.

Refusant le communisme totalitaire, votre choix devient clair dans la majorité nouvelle : donnez-vous un défenseur.

Votez

Roland CARTER

Remplaçant éventuel :

Charles PACCAGNINI

Fonctionnaire en retraite
Résistant — Engagé volontaire aux Pompiers de Paris
Président de l'Association sportive de la Porte de Bagnolet
Médaille d'honneur de la Jeunesse et des Sports

TRENTE ET UNIÈME CIRCONSCRIPTION

20e arrondissement (partie) : Père-Lachaise, Charonne.

M. Albert MARCENET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

En prononçant la dissolution de l'Assemblée Nationale, le général de Gaulle, comme il l'a toujours fait lorsque le destin de la France était en cause, a décidé de donner la parole au peuple.

Défendre la République.

Provoquer dans la paix civile et dans le respect de toutes les libertés, les réformes indispensables.

Satisfaire les justes revendications, bâtir par la participation de tous les citoyens une société chaque jour plus humaine, plus fraternelle.

Voilà la mission que vous nous confierez.

Depuis un mois la France traverse des jours d'angoisse. La violence a fait rage et n'a pas disparu.

Des individus ne se cachent point de vouloir détruire, pour installer la révolution permanente.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore.

Derrière les drapeaux rouge et noir nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat.

Nous avons pu le Parti communiste manœuvrer pour s'installer au pouvoir avec ou sans ses alliés.

Mais le peuple de France à l'appel du Président de la République a manifesté sa volonté de mettre fin à l'anarchie et au désordre.

Dimanche par votre vote, vous confirmerez cette volonté en choisissant les hommes décidés à promouvoir les réformes profondes et indispensables, à assurer les justes revendications mais dans la liberté, l'égalité et la paix civile.

Votez pour le candidat d'Union pour la défense de la République

ALBERT MARCENET
Cadre industriel
Député du XXe - 1958-1967

Remplaçant éventuel :

JACQUES MORVAN
Directeur de Collège d'enseignement général
Secrétaire général de la Fédération d'enseignement public (C.G.C.)
Administrateur de la Caisse des écoles du XXe

2e *CIRCULAIRE*

ALBERT MARCENET
Cadre industriel
Député du XXe - 1958-1967
Membre du Comité central U.D. V^e
Vice-président de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales
Rapporteur du budget des affaires culturelles
Membre de la Commission des finances
Rapporteur du Budget de la Jeunesse et des Sports

Remercie très sincèrement les 17.374 électrices et électeurs qui lui ont fait confiance en le plaçant en tête de tous les candidats dimanche dernier.

Le danger communiste, ici dans le XXe, est toujours présent.

La France a réagi.

Elle rejette sans équivoque l'anarchie, le désordre, la dictature totalitaire.

Elle parle le langage de la raison et non celui de la peur.

Cette volonté doit forger les unions indispensables à sa réalisation.

Tous unis nous devons associer notre victoire à celle de la France pour la liberté, pour la République, pour construire une société toujours plus humaine dans une France forte et unie.

Vous qui déjà m'avez fait confiance, mais vous aussi républicains et démocrates sincères qui avez cru devoir, au premier tour, préciser votre pensée en vous prononçant pour d'autres candidats, ou en vous réfugiant dans une abstention exception-

nelle, vous réunirez vos suffrages pour barrer la route à la dictature totalitaire représentée ici par le candidat communiste.

« L'Union pour la défense de la République ne représente pas un parti. Il s'agit d'un vaste regroupement. »

(Georges Pompidou.)

La nouvelle majorité doit être une majorité élargie, elle sera celle de la réconciliation, du dialogue et de la participation.

C'est, en effet, avec tous les hommes de bonne volonté qu'il faut trouver un équilibre humain dans notre civilisation broyée dans l'engrenage écrasant de la machine.

Dans cette majorité tant pour l'aboutissement de ces objectifs nationaux que pour servir les intérêts des habitants de nos quartiers, il vous faut un élu.

Par lui seront repris les projets qui doivent améliorer la situation de tous et qui ont été abandonnés par les communistes, actuellement seuls élus municipaux et nationaux de votre arrondissement : construction d'H.L.M., de crèches, d'écoles, implantation d'un lycée, rénovation de nos quartiers donnant naissance à une cité nouvelle, en même temps liée au passé, afin que tous les habitants, commerçants, petits industriels, artisans y trouvent la joie de vivre.

Avec lui vous participerez aux choix politiques fondamentaux, aux options économiques et sociales qui permettront le plein emploi, l'amélioration constante du niveau de vie des travailleurs, des retraités, des personnes âgées ; le développement harmonieux du commerce et de l'artisanat.

Refusant le communisme totalitaire, votre choix devient clair dans la majorité nouvelle : donnez-vous un défenseur.

Votez pour le candidat d'Union pour la défense de la République :

Albert MARCENET

Remplaçant éventuel :

Jacques MORVAN

Directeur de Collège d'enseignement général
Secrétaire général de la Fédération d'enseignement public (C.G.C.)
Administrateur de la Caisse des écoles du XXe

PAS-DE-CALAIS

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arras-Nord, Arras-Sud, Vimy (moins communes de : Avion, Eleu-dit-Leauwette, Gavrelle, Izel-lès-Equerchin, Neuvireuil, Oppy, Quiéry-la-Motte).

M. Guy MOLLET

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Il y a quinze mois, vous me renouveliez la confiance que vous m'accordez depuis les heures de la Libération et j'ai tenu mes engagements envers vous.

Dans la circonscription :

J'ai été le député de toutes et de tous. Vos Conseillers généraux, vos Maires, vos Conseils municipaux, les électrices et les électeurs, qui n'ont jamais fait appel à moi en vain le savent. En témoigne aussi ce qui a été fait dans tous les domaines où je peux intervenir, à Arras, dans le district, dans toute la circonscription et même sur le plan régional, pour l'emploi, pour le logement, pour les hôpitaux, pour les personnes âgées, pour les transports, pour les lycées et les écoles, pour les sports.
Je continuerai.

Sur le plan national :

J'ai été fidèle à l'engagement pris devant vous. A maintes reprises, à la tribune de l'Assemblée Nationale, j'ai adjuré le Gouvernement de changer de politique, et opposé nos solutions aux siennes. Vainement, hélas !
Je n'ai jamais attaqué personnellement mes adversaires et je ne vais pas commencer. Mais j'ai le droit de dénoncer une politique qui nous a menés où nous sommes.
Toutes celles et tous ceux qui m'ont entendu en mars 1967 connaissent les propositions que nous faisions sur tous les problèmes : pouvoir d'achat, personnes âgées, taux et âge de la retraite, logement, problèmes agricoles, construction de l'Europe, etc...

Ils auront aussi gardé le souvenir de l'importance particulière que j'accordais à deux questions :

L'emploi : il y avait 350.000 chômeurs et les jeunes trouvaient difficilement du travail. Ici, vous le saviez ; mais, dans d'autres circonscriptions de France, on ne l'a pas compris. La majorité U.N.R. a été reconduite. Malgré les promesses, les

pleins pouvoirs et les ordonnances, il y a aujourd'hui plus de 500.000 chômeurs et pas d'emploi pour les jeunes.

L'éducation nationale : je disais la nécessité de promouvoir de toute urgence la réforme de l'enseignement et une véritable démocratisation de l'Université. Je suis certain que tous sentent, aujourd'hui, combien nous avions raison.

***

Souvent aussi, j'insistais sur l'erreur de nombreux électeurs qui ne sentaient pas que la cause essentielle de tout ce qui nous arrive réside dans le fonctionnement même du système politique actuel.

L'information est systématiquement truquée et partiale, en particulier à la télévision, et ceci fausse le fonctionnement même de la démocratie. Ce sont aujourd'hui la grande majorité des journalistes de la TV qui, avec beaucoup de courage, vous le disent eux-mêmes.

Toute décision est remise au pouvoir absolu d'un seul homme. Les corps intermédiaires : Parlement, Conseils généraux, Municipalités, Syndicats, Organisations professionnelles se sont vus dépouillés de toute autorité réelle. Le résultat a été la suppression de toute participation à la décision, et même de toute discussion, de tout dialogue. Et je vous disais que cela risquait de finir par le recours à la rue et à la violence.

J'avais, hélas, raison.

Sur le plan international :

Je ne me suis pas contenté de dénoncer à la tribune de l'Assemblée Nationale la politique de nationalisme, de faux prestige et d'isolement d'aujourd'hui. J'ai, dans de nombreuses rencontres internationales, réaffirmé notre volonté de paix, de solidarité, mais aussi d'organisation dont le premier terme est l'unité de l'Europe.

Il ne suffit pas, en effet, de critiquer, il faut proposer une politique. C'est pourquoi vous recevrez tous le texte du programme complet présenté par le Parti socialiste et la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Nous n'attendons pas de vous un vote négatif, simplement destiné à condamner les erreurs commises,

mais un vote positif pour la République, pour la France qui n'est le bien de personne en particulier, mais celui des Françaises et des Français.

Notre pays sort très meurtri de l'épreuve qu'il vient de traverser. Il faudra beaucoup d'idéal mais aussi beaucoup de sang-froid et de volonté pour repartir vers un avenir de liberté, de paix civile et de justice sociale.

Parce que, toujours, j'ai défendu la liberté, parce que, toujours, j'ai défendu la République, parce que, toujours, j'ai lutté pour qu'elle devienne plus juste et plus fraternelle, j'ai le droit de vous demander de me renouveler votre confiance.

Votez Guy Mollet.

Guy MOLLET
Député sortant — Maire d'Arras
Secrétaire général du Parti socialiste S.F.I.O.
Ancien Président du Conseil
Ancien Président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe
Officier de la Légion d'honneur — Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

Léon FATOUS
Conseiller général
Adjoint au Maire d'Arras

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dès le 23 juin, 13.687 d'entre vous ont donné leur vote à Guy Mollet.

Nous vous remercions, sans taire cependant une certaine déception. C'est plus qu'en 1962 mais moins qu'en 1967. Pourquoi ?

Sans s'attarder sur l'analyse du passé, il semble bien que la raison essentielle vient de ce qu'un certain nombre d'électrices et d'électeurs ont confondu les effets et la cause des événements. Parce qu'ils ont voulu condamner la violence, ils ont oublié de chercher qui l'avait rendue fatale. Guy Mollet, dont toute la vie politique a été un combat permanent pour la liberté, pour le progrès dans la paix civile, avait bien compris ce danger et, depuis des années, mettait l'opinion publique et le Gouvernement en garde contre les risques d'une politique égoïste et réactionnaire. Vainement, hélas !

***

Dimanche prochain, le combat est plus simple : vous devez choisir : Guy Mollet ou Paul Theetten.

***

— Vous choisirez Guy Mollet parce qu'il a fait ses preuves.

— Plus de vingt ans de stabilité comme député, plus de vingt ans de stabilité comme maire d'Arras. Vous connaissez les réalisations :

Arras se développe et se modernise. Les nouveaux quartiers en font une ville nouvelle.

— La première maison de retraite pour personnes âgées prochainement terminée.

— 2.600 emplois créés, malgré les difficultés résultant de la politique gouvernementale.

— 200 classes secondaires et techniques, 76 classes primaires depuis 1962. Depuis 1967 : 20 classes secondaires et techniques de plus et 5 classes maternelles.

— 5.360 logements construits depuis quinze ans dont 3.000 achevés depuis 1962. 1.100 en construction.

Le District, à son tour, prend son essor avec le démarrage, cette année, de 1.200 logements aux « Quatre As » et d'un remarquable ensemble de 2.500 logements à Saint-Laurent et Saint-Nicolas.

Guy Mollet, Député-Maire d'Arras, Président du District : une ville bien gérée, une agglomération dynamique, moderne, en expansion. Des chances pour toute la région.

Vous choisirez Guy Mollet parce que vous préférez les faits aux promesses. M. Theetten découvre Arras et sa circonscription. Il ignore tout de nos problèmes et ne propose aucune solution.

Les électeurs de Bretagne, des Vosges, les paysans, les artisans, les petites et moyennes entreprises, les commerçants ont appris à leurs dépens ce qu'il en coûte de se fier à des « inconditionnels » pour défendre leurs intérêts.

Vous ne prendrez pas ce risque avec Theetten, vous voterez Guy Mollet.

***

Vous choisirez Guy Mollet parce qu'il s'est montré un homme d'Etat courageux dans l'action :

— Patriote et démocrate, avec de Gaulle dans toutes les heures difficiles, de 1940 à 1946, puis pendant les tentatives de putsch, mais entendant garder le droit de dire « non » quand il n'est pas d'accord.

— Ancien Président du Conseil, avec les 3 semaines de congés payés, le Fonds national vieillesse, l'indexation de la retraite des mineurs, l'indexation des prix des produits agricoles.

—Européen convaincu, ayant négocié et signé les Traités de Rome (Marché commun et Euratom) et défendant contre le Pouvoir l'intégration européenne menacée.

∴

Fidèle aux engagements pris devant vous, il a, au cours de ces quinze derniers mois de législature, été votre porte-parole à la tribune de l'Assemblée Nationale dans tous les grands débats :

— de politique internationale : Moyen-Orient, refus opposé à l'admission de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, etc. ;

— ou de politique nationale : liberté d'expression à la radio et la T.V. ; présentation d'un programme économique et social ; budget de la Nation ; lutte contre les ordonnances, etc.

Vous choisirez Guy Mollet, parce que Arras a besoin d'un porte-parole à l'Assemblée Nationale, d'un homme qui pense ce qu'il dit et dit ce qu'il pense.

Vous ne prendrez pas le risque, avec Theetten, d'avoir un représentant muet, un inconditionnel de plus.

Si vous voulez que votre voix soit entendue et qu'un vrai dialogue s'instaure enfin entre le Gouvernement et le Parlement, vous voterez Guy Mollet.

Toute la gauche, tous les républicains, tous les démocrates doivent s'unir.

Les besoins sont immenses : nouveaux logements, nouvelle université, nouveaux emplois pour les millions de jeunes Français qui arrivent à l'âge d'homme.

L'œuvre à poursuivre réclame expérience et compétence.

Pour la circonscriptions d'Arras,
Pour vous-mêmes, pour vos enfants, pour nos vieux,

Le 30 juin, vous voterez

GUY MOLLET

Maire d'Arras — Député sortant
Secrétaire général de la S.F.I.O.
Ancien Président du Conseil

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Avesnes-le-Comte, Bapaume, Beaumetz-lès-Loges, Bertincourt, Croisilles, Marquion, Pas-en-Artois, Vitry-en-Artois.
Communes de : Gravelle, Izel-lès-Equerchin, Neuvireuil, Oppy, Quiéry-la-Motte.

M. Jean CHAMBON

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

L'Histoire est un perpétuel recommencement et la sagesse des hommes consiste à éviter les erreurs du passé.

Quelle similitude entre l'agitation des étudiants de Moscou il y a cent ans, et celle des étudiants de la Sorbonne de nos jours !

Quelle ressemblance entre le nihilisme du Russe Neutchaïev Sergheï (il divisait la société en six catégories dont la première devait être immédiatement condamnée à mort et exécutée, formulait son programme en ces termes : « Nous n'avons qu'un plan négatif : la destruction impitoyable... le salut du peuple ne peut être que dans la révolution qui détruira dans la racine tout étatisme, toutes les traditions de l'ordre gouvernemental... Pour atteindre le but tous les moyens sont bons ; est moral ce qui contribue au triomphe de la révolution, immoral et criminel qui l'entrave »)

... et l'anarchisme de l'étudiant allemand Cohn-Bendit, qui refuse, qui conteste, tout ordre établi, toute convention sociale, tout réalisme même communiste, et veut broyer dans un même creuset les valeurs morales et les valeurs techniques.

La similitude de ces deux situations qu'un siècle pourtant sépare, procède du même état de désespérance d'une jeunesse qui n'a pas trouvé dans la vie l'idéal, l'enthousiasme, l'espoir qu'elle cherchait.

Là se trouvent les causes du mal.

Là doit se concentrer notre action si nous ne voulons pas connaître les affres d'une guerre civile et ses séquelles de misère et de désolation.

La communauté humaine a perdu le sens des réalités de la vie. Nul d'entre nous n'est le dépositaire de toute la vérité : trop de sectarisme chez les uns, trop de superbe indifférence chez les autres nous cachent l'avenir. — Et l'avenir appartient aux hommes de bonne volonté, à tous les hommes de bonne volonté.

La terrible secousse qui a failli faire basculer notre société doit nous servir de leçon.

Dans l'ordre moral il faudra :

— redonner à la jeunesse l'espoir — espoir qui entraîne l'engagement et l'action ;
— intensifier les rapports humains, le contact, le dialogue afin que nul ne soit un numéro dans un tout ;
— respecter l'homme, son travail et le fruit de ce dernier ;
— bien nous pénétrer du fait que nous sommes les serviteurs et non les dépositaires de la vérité, de la raison, de la justice.

Dans l'ordre matériel la priorité des priorités doit aller :

— à ceux qui se trouvent sans travail ;
— à l'agriculture et

aux petites et moyennes entreprises, qui par leur structure assurent l'équilibre physique et moral de la nation et qui, ironie du sort, vont être le plus touchées par les mouvements sociaux récents auxquels elles n'ont, pour ainsi dire, pas participé.

Nous devons aussi, en collaboration avec les maîtres, les professeurs et les étudiants, réformer notre enseignement, rendre l'université plus accessible à tous ceux qui ont la possibilité et la volonté d'en suivre les cours et d'en passer les examens.

Provoquer entre tous cette confiance, cet élan, cette foi, qui nous feront :

Travailler mieux, suivant les possibilités de chacun, à la construction de cette société plus heureuse et meilleure à laquelle chaque homme a droit.

Ainsi nous ferons cette France indépendante, prospère et fraternelle dans laquelle en fin de compte nous désirons tous vivre.

Pour y parvenir vous pouvez me faire confiance

et vous voterez JEAN CHAMBON

Pour le maintien de nos libertés et de nos institutions républicaines ;
Contre l'anarchie et le désordre ;
Pour redonner au pays tout entier une force et une vigueur nouvelle nécessaires à son complet épanouissement ;
Pour assurer les grandes réformes structurelles indispensables dans les domaines agricoles, industriels, culturels et sociaux ;
Pour que chaque Français puisse vivre pleinement dans une France accueillante ;

Vous voterez

JEAN CHAMBON
Docteur-Vétérinaire
Ingénieur agricole, licencié ès sciences
Conseiller général du canton de Beaumetz-les-Loges

Remplaçant éventuel :

PIERRE VITTÉ
Agent de maîtrise administratif
Adjoint au maire de Corbehem

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Par un choix très clair, 20.143 et 4.370 électeurs de la circonscription ont signifié leur refus au marxisme.
Je leur fais appel avec l'esprit de large union que toute personne qui me connaît ne me contestera pas.
Ce choix ne doit pas être considéré comme un but en lui-même, mais comme le point de départ d'une politique de réforme.
Je connais vos inquiétudes, vos peines, vos aléas, vos désirs et vos espoirs.
Je connais l'âpreté des misères, la préoccupation des lendemains incertains.
La crise sociale que vient de traverser le pays est le résultat de la mutation profonde que nous vivons.

Toutes ces réalités, parfois sévères, le bon sens, exigent par priorité de :

— soutenir l'agriculture ;
— défendre la petite et la moyenne entreprise (artisanat, petit commerce) ;
— résorber le chômage ;
— assurer l'emploi aux jeunes ;
— améliorer les retraites et les pensions ;
— construire des logements ;
— aider les familles nombreuses.

Conscient de cette énorme tâche et pourvu de la volonté tenace pour y faire face.
C'est avec espoir et confiance que je fais appel à vos suffrages.

J'y fais appel, pour que, ensemble, nous assurions :

— notre destin ;
— celui de nos enfants ;
— celui du pays.

Ainsi que le proclamait M. Louis Petit, candidat P.D.M., aux élections du Conseil général de septembre 1967 :

« Voter socialiste, c'est voter communiste ».

C'est en dehors du marxisme :

— contre le désordre et l'anarchie ;
— pour défendre la légalité et sauver nos libertés ;
que tous unis, nous voterons pour

l'Union et la défense de la République

JEAN CHAMBON
Docteur-Vétérinaire
Ingénieur agricole, licencié ès sciences
Conseiller général du canton de Beaumetz-les-Loges

Remplaçant éventuel :

PIERRE VITTÉ
Agent de maîtrise administratif
Adjoint au maire de Corbehem

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aubigny-en-Artois, Auxi-le-Château, Heuchin, La Parcq, Saint-Pol-sur-Ternoise. Communes de : Beugin, Calonne-Ricouart, Camblain-Châtelain, Caucourt, Divion, Estrée-Cauchy, Cauchin-Légal, Hermin, Houdain, Ourton, Ranchicourt, Rebreuve-sous-les-Monts.

M. Pierre BONNEL

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Electrices, électeurs,

Les événements de mai 1968 ont montré à la fois la volonté du peuple français pour de profonds changements mais aussi sa résolution de ne les vouloir que dans l'ordre et la liberté. La décision prise par le Président de la République de dissoudre l'Assemblée et de redonner la parole au suffrage universel permet au Parlement de penser le rôle qui est le sien dans un régime républicain démocratique et parlementaire : elle assurera au pays une République moderne et efficace. C'est dans cet esprit que je me présente devant vous : faire respecter la Constitution et les institutions que le peuple français s'est librement et démocratiquement données.

Les électeurs du 23 juin devraient envoyer au Parlement une majorité cohérente, unie et élargie qui dans un climat apaisé procédera aux réformes économiques et sociales que le pays réclame, et toute voix qui dès le premier tour n'est pas donnée au candidat d'union que je suis, est une voix donnée au Parti communiste. La

tactique de ce parti est apparue clairement : accroître par tout moyen le nombre de ses élus aux dépens de ses associés occasionnels et conquérir le pouvoir d'une façon totalitaire.

J'entends réaliser au cours de la prochaine législature, les mutations, les transformations qui seules pourront être la base de l'évolution vers une société plus juste et vers le progrès ouvert à tous, selon les idées directrices suivantes :

Rénovation et expansion de l'économie

L'économie française désormais en compétition ouverte à la concurrence internationale doit affirmer et développer son expansion. Un tel programme ne peut être entrepris avec chances de succès que s'il résulte du consentement général de toutes les parties intéressées et concertées. Il faut donc à l'économie un plan nouveau dont le respect doit être impératif pour le Gouvernement et à l'exécution duquel le Parlement doit veiller de façon plus constante et plus sévère que précédemment.

Elaboration du Plan

Si le Parlement doit voter le Plan et non plus l'enregistrer, il ne peut le faire qu'après une étude approfondie dans les commissions du Commissariat au Plan faite non plus par les seuls techniciens et technocrates, mais par toutes les forces vives et syndicales du pays qui devront y participer par une très large consultation démocratique.

Répartition des revenus

Le progrès économique n'a de sens que s'il assure du bien-être accru au plus grand nombre avec une meilleure répartition des revenus. Cela doit être la ligne directrice du Plan et il ne convient pas d'attendre le VI[e] Plan pour entreprendre cette réforme que tous les Français et notamment les plus humbles attendent.

Emploi

Il n'y a pas plus de miracle dans ce domaine que dans d'autres, seuls les investissements judicieusement établis procureront des emplois à tous et en particulier aux jeunes si inquiets pour leur avenir. Des implantations d'usines, d'ateliers ne devront plus être imposées par le seul poids du capital mais délibérées et décidées avec les intérêts ouvriers et seront à partie égale avec les intérêts capitalistes.

Agriculture

La troisième circonscription de Saint-Pol-Houdain reste à dominance agricole. Les exploitations familiales en particulier doivent être aidées et défendues. J'ai déjà donné la preuve dans l'exercice de mes mandats de Maire et de Conseiller général de mon attachement aux problèmes ruraux et paysans : en particulier les industries alimentaires en projet sont installées dans les régions de production à la fois pour assurer des débouchés et aussi créer des emplois.

Mines

La diminution continue de la production charbonnière est une de nos inquiétudes régionales : avec elle ne doivent pas s'installer le sous-emploi et le chômage. Pour cela deux réalisations urgentes : création d'emplois nouveaux dans le Bassin minier et des facilités de communications acrues avec les autres zones du Bassin en voie d'équipement.

Sécurité sociale

La sécurité sociale a été une conquête essentielle du monde des travailleurs : elle doit être maintenue, humanisée et améliorée tout en assurant les garanties les meilleures. En particulier le régime de la sécurité sociale minière ne saurait être remis en cause.

Politique internationale

Depuis la signature du traité de Rome, l'Europe à travers les vicissitudes diverses a pris plus conscience de sa réalité et de son devenir. Depuis toujours attaché à cette grande œuvre de réconciliation dans une région qui n'a que trop souffert pour ne pas désirer la paix comme un bien suprême, je m'efforcerai de poursuivre cette réalisation.

Dans un monde bouleversé par des rivalités et des guerres qui risquent d'entraîner à nouveau notre planète dans des cataclysmes effroyables, la France qui a su amener à la liberté et à l'indépendance tant de peuples, apparaît comme une messagère de paix dans un monde angoissé. Cela est conforme à son génie et à son idéal : elle se doit à elle-même de s'affirmer dans cette voie.

Politique régionale

Là aussi une révolution est indispensable ; toutes les décisions sont prises dans le carcan d'une centralisation excessive qui ne tient aucun compte des nécessités de la vie régionale. Ces derniers mois seulement les Pouvoirs publics ont pris conscience de la gravité du retard de notre région et ont proposé des mesures trop timides pour remédier à un état de choses qui ne va que s'aggravant. Encore faudra-t-il que dans cette région Nord-Pas-de-Calais les incitations économiques soient égales pour tous et que les régions rurales et minières ne soient pas oubliées. J'y ai veillé au Conseil général et compte bien dans l'avenir consacrer mon activité politique à la défense des intérêts économiques de la troisième circonscription.

Réforme de l'Université et Education nationale

Ancien étudiant à l'Université, je sais combien son rôle est déterminant dans la formation des hommes et par suite pour l'avenir du pays. Sa conception centralisatrice, sa soumission à une autorité exclusive sont aujourd'hui dépassées. Seul un dialogue permanent entre parents, maîtres et élèves permettra de dégager une volonté commune pour définir des structures mieux adaptées à l'actuelle et profonde évolution. Personne ne pense que dans ce pays de France qui a toujours été à la pointe des grands progrès humains et scientifiques une telle entente ne puisse être recherchée et trouvée.

Si le rôle des élus de la Nation est de faciliter ce grand changement, ils doivent avant tout le rendre possible en assurant à l'Université les moyens de cette transformation : des ressources à la taille de l'œuvre entreprise sont nécessaires et il faut assurer une véritable démocratisation de l'enseignement.

Cela est urgent dans notre région. Je pense tout particulièrement aux enfants des campagnes éloignées qui doivent profiter de toutes les réformes d'enseignement.

Beaucoup a été déjà fait. Beaucoup reste à faire.

L'enseignement technique et la formation professionnelle ne concernent pas encore assez de jeunes qui désirent devenir les techniciens et les ouvriers qualifiés de nombreux secteurs encore insuffisamment pourvus.

Toutes les Françaises et tous les Français sont plus que jamais engagés par les élections du 23 juin.

Le général de Gaulle dans son dernier discours nous a montré clairement le véritable impératif qui conditionne l'avenir de notre temps. D'abord défendre farouchement les institutions qui sont les garanties de nos libertés individuelles contre les

entreprises de subversion et de mainmise totalitaire sur notre indépendance. Ensuite dégager par le suffrage universel une majorité hardie et novatrice avec le Chef de l'Etat et sous son autorité. Elle est seule capable d'engager la France dans une ère nouvelle de progrès économique et social.

Contre l'anarchie,
Pour barrer la route au communisme,
Pour le progrès social et économique,

Dès le premier tour et sans abstention, votez

Union pour la défense de la République

PIERRE BONNEL
Conseiller général de Saint-Pol
Républicain indépendant

Remplaçant éventuel :

GEORGES RINGARD
Docteur en médecine à Calonne-Ricouart

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Campagne-lès-Hesdin, Etaples, Fruges, Hesdin, Hucqueliers, Montreuil.

M. Marcel BERAUD

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Le 25 mars 1962, vous m'avez fait l'honneur de me désigner pour vous représenter à l'Assemblée Nationale. Ainsi, vous faisiez respecter votre « oui » au général de Gaulle face au cartel des « non ».

Le 12 mars 1967, à la majorité absolue, vous m'avez à nouveau désigné pour vous représenter à l'Assemblée Nationale. Ainsi, logiques avec vous-mêmes, face aux mêmes oppositions, vous avez manifesté votre volonté de voir le général de Gaulle rester à la tête des affaires de la France et la Ve République continuer son œuvre pour le progrès, l'indépendance et la paix.

Mais, parce qu'au deuxième tour des élections, la totalité des oppositions, de droite, du centre ou de gauche se sont unies contre les candidats Ve République, la majorité envoyée à l'Assemblée Nationale était trop mince. Les oppositions acharnées à abattre la Ve République et à obliger le général de Gaulle à abandonner sa charge ont fait en sorte que tout le travail législatif ne soit plus possible et que la paralysie s'empare de tous les rouages de l'Etat.

Une crise gigantesque de violence qui, pour certains, devait tout emporter, les institutions et les hommes, se déclencha. Lancée par des groupes se révoltant contre

la société, bientôt noyée dans la grève générale par le communisme totalitaire pour mieux la contrôler, force est de constater que le Premier Ministre Georges Pompidou a su avec calme, mais avec fermeté, reprendre les affaires en mains, ramener l'ordre et remettre le pays au travail.

Mais maintenant, après ces secousses, rien ne sera plus tout à fait comme avant et dans son entretien télévisé, le général de Gaulle a indiqué les grandes lignes d'une véritable révolution :

— dans le monde ouvrier ;
— dans le monde agricole ;
— dans le monde industriel ;
— dans le monde universitaire ;

il faut que s'établisse la participation entre les différents membres des différents groupes de notre société. C'est à ce prix que notre société et notre civilisation pourront survivre à l'« engrenage écrasant de la machine ».

Pour l'ordre et la liberté.

C'est pour que puisse se faire cette formidable mutation que vous apporterez vos suffrages aux hommes qui n'ont qu'un seul but : la grandeur de notre pays, dans le progrès, l'indépendance et la paix.

Mais pour me permettre de poursuivre ma tâche, tant sur le plan national que sur le plan local :

— vous serez logiques avec vous-mêmes ;
— vous confirmerez votre vote du 19 décembre 1965, réélisant le général de Gaulle à la Présidence de la République avec, dans cet arrondissement, 62 % des suffrages ;
— vous donnerez au général de Gaulle et au Gouvernement la majorité nécessaire à la poursuite de son action pour le progrès, l'indépendance et la paix ;
— vous apporterez à nouveau vos suffrages à un homme qui, vous représentant depuis 1962, n'a jamais eu, depuis juin 1940, d'autre but, dans la guerre comme dans la paix, que le service de l'intérêt national et la grandeur de la France ;
— vous lui donnerez à nouveau votre confiance, pour la défense des intérêts de l'arrondissement de Montreuil et de tous ses habitants.

Son dévouement vous est acquis.
Contre le communisme totalitaire.
Pour le progrès, l'indépendance et la paix.

Votez pour l'Union pour la défense de la République.

Marcel BERAUD

Député sortant de l'arrondissement de Montreuil
Maire de Berck-sur-Mer
. Président du Conseil de district de Berck-sur-Mer
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945 — Médaille de la Résistance
Dentiste — Commandant de réserve
Ancien des Forces françaises libres — 1re D.F.L.

Candidat Ve République

Remplaçant éventuel :

Alfred FOURDRIGNIER

Commerçant à Montreuil-sur-Mer

Pour la liberté du travail.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Boulogne-Sud, Desvres, Samer.

M. Jeannil DUMORTIER

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Conseiller municipal de Saint-Martin-Boulogne depuis 1938, maire depuis 1944, je dirige ma petite ville depuis 24 ans.

Aux dernières élections municipales en 1959 et en 1965, ma liste a été élue au premier tour devant la seule liste communiste.

Conseiller général du canton de Boulogne-Sud en 1955, réélu en 1961, c'est à la majorité absolue au premier tour de scrutin que je l'ai emporté en 1967 devant le candidat communiste et celui de M. Meaux.

Je suis votre député depuis 1956. En mars dernier, vous m'avez une fois de plus renouvelé votre confiance.

Avec la profonde conviction d'avoir bien servi, je sollicite à nouveau vos suffrages.

J'ai tenu tous mes engagements dans le domaine portuaire. La nouvelle darse de commerce est terminée, son équipement se poursuit, deux hangars sont construits, un troisième va s'édifier.

Simultanément, comme je le demandais, l'opération Loubet va démarrer par les travaux de creusement, se poursuivre par la pose de l'écluse et le prolongement du quai Sud.

Vous savez ce qu'a été mon action au profit de l'économie du Boulonnais : maintien des APO, défense de nos cimenteries, de nos trafics, création de Syndival, subvention du Conseil général, décision de l'installation d'un lycée agricole, d'un hôpital psychiatrique, etc.

Mais alors qu'un grave problème de reconversion se pose à notre Boulonnais, qu'a fait pour notre région le Gouvernement ?

La presse unanime s'était félicitée d'une déclaration à Lille de M. Ortoli faisant état d'un crédit exceptionnel de 700 millions en faveur du port de Boulogne-sur-Mer !

Il s'agissait là d'un mensonge peut-être involontaire. Il y a eu en vérité transfert d'un chapitre du budget à un autre chapitre d'un crédit déjà prévu. Pas un centime de plus n'a été accordé à Boulogne. Les paiements n'ont même pas été avancés.

Qu'a fait le Gouvernement en faveur de la pêche ? alors que les concurrents étrangers bénéficient d'aides multiples, en France, le poisson doit tout payer.

Même les versements de la part de l'Etat au FROM ne sont pas assurés à leur échéance.

Qu'a fait le Gouvernement pour nos routes ? Notre port ne dispose d'aucune route lui permettant d'écouler sa production pendant les barrières de dégel. Pendant ce temps, le poisson étranger arrive sans difficulté par l'autoroute du Nord vers Paris.

Qu'a fait le Gouvernement pour nos trains ? Serons-nous les derniers à connaître la traction à vapeur ?

Qu'a fait le Gouvernement pour nos téléphones ? Alors que la plupart des transactions de nos mareyeurs se fait par téléphone et qu'il faut parfois attendre un quart d'heure la tonalité.

Qu'a fait le Gouvernement pour nos cultivateurs ? Il a supprimé le poste d'ingénieur agricole et les services de notre Chambre d'agriculture. Il va appliquer les terribles nouveaux revenus cadastraux.

Qu'a fait le Gouvernement pour nos jeunes, pour le développement universitaire de notre région ? Rien, alors que deux instituts universitaires de technologie, consacrés l'un à la biochimie, l'autre au secteur tertiaire, avaient été retenus à la suite d'études objectives en faveur de Boulogne.

Et l'hoverport, me direz-vous ? Le choix de Boulogne comme terminal des hovercrafts découle d'une décision des transporteurs, en particulier des British Railways, et non de notre Gouvernement.

Les très médiocres liaisons routières et ferroviaires de notre Boulonnais sont, à côté des causes générales de la détérioration de l'économie nationale, un facteur aggravant.

C'est pourquoi je m'efforcerai demain d'obtenir l'aménagement de la R.N. 1 en direction de Paris.

Il faut de plus construire l'autoroute A 26 de dégagement vers l'Est avec maintien de son tracé initial pour permettre un raccordement par bretelle autoroutière de la région boulonnaise.

Il faut moderniser la route du littoral.

Ces mesures sont indispensables pour le développement économique de notre région, c'est-à-dire pour la création d'emplois et la disparition du chômage.

Enseignement :

J'entends, par ailleurs, continuer à consacrer tout mes efforts à la création à Boulogne de classes supérieures et d'un Institut universitaire de technologie.

Il y a quelques semaines, les premiers grondements d'une révolte se faisaient entendre parmi nos étudiants.

Grèves, occupations de locaux, émeutes même se sont succédé.

Qui est responsable de ces événements ? Ceux qui, depuis dix années de pouvoir presque absolu ont, en fait, organisé :

— la détresse de l'Université ;
— le chômage des jeunes et d'un demi-million d'adultes ;
— l'inquiétude des cadres et des ouvriers à la suite des concentrations improvisées ;
— la détresse des personnes âgées ;
— l'appauvrissement continu de nos cultivateurs (porc à 2,40 F le kg !) ;
— l'accroissement des difficultés des petites et moyennes entreprises, des artisans et des commerçants ;
— la pénurie de logements sociaux et pratiquement l'abandon de l'entretien de nos constructions provisoires ;
— l'injustice fiscale ;
— la violation du rapport constant des anciens combattants.

Par son mépris des hommes, qu'il s'agisse des élus locaux, des responsables syndicaux ou des anciens combattants d'Algérie auxquels il refuse leur titre, par le refus du dialogue auquel il n'a consenti que devant l'émeute, ce Gouvernement porte entièrement la responsabilité des derniers événements.

Les représentants de la gauche, tout comme M. Jacques Duhamel, Président du groupe de Progrès et démocratie moderne et M. Edgar Pisani, ancien Ministre, l'ont parfaitement expliqué à la tribune du Parlement.

A côté de leurs légitimes revendications tous les travailleurs, et en particulier les jeunes travailleurs et les étudiants en lutte, entendaient surtout affirmer leur besoin de dignité et leur volonté de construire « une société d'hommes libres ».

Il faut que le prochain gouvernement ne les déçoive point.

Il faut que les gouvernants responsables de ce chaos s'en aillent.

Je fais appel à tous les républicains, à tous les démocrates.

Il faut que par-delà les jours sombres, se lève l'aube d'une espérance nouvelle de réconciliation nationale et de progrès.

J'y consacrerai tout mon cœur, toute mon intelligence, toutes mes forces.

RAYMOND SPLINGARD, Président de la Commission départementale du Conseil général du Pas-de-Calais, Maire d'Outremeau, ancien ouvrier céramiste, licencié pour faits de grève, a bien voulu, une fois de plus, être mon suppléant. Je l'en remercie.

JEANNIL DUMORTIER

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

C'est par 12.219 voix que vous nous avez placés en tête des candidats républicains, marquant ainsi votre volonté de nous voir poursuivre l'œuvre de défense de notre région, de son port et de l'ensemble de l'économie de Boulogne et des cantons de Desvres et de Samer.

Face au péril que représente pour notre pays et son avenir l'actuel régime, nous faisons appel à tous les républicains, à tous les démocrates sans distinction, pour que sur nos noms ils affirment leur volonté de restaurer la République et de maintenir nos libertés.

Vive notre beau Boulonnais !
Vive la République !
Vive la France !

En masse votez

JEANNIL DUMORTIER
et RAYMOND SPLINGARD

Surtout pas d'abstentions !

Deux hommes au service de leurs concitoyens :

JEANNIL DUMORTIER
Croix de guerre 1944
Conseiller municipal depuis 1938
Maire de Saint-Martin-Boulogne depuis 1944
Conseiller général de Boulogne-Sud depuis 1955
Président du 4e Bureau du Conseil général

Votre député depuis 1956.
Votre député demain !

Remplaçant éventuel :

RAYMOND SPLINGARD
Officier d'Académie
Commerçant

Délégué consulaire
Maire d'Outreau
Conseiller général du canton de Samer
Membre du Conseil départemental de l'enseignement
Administrateur de l'Office départemental d'H.L.M.
Président de la Commission départementale du Conseil général

Votre suppléant demain !

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Boulogne-Nord, Ardres, Guines, Lumbres, Marquise.

M. Henri COLETTE

(Candidat Ve République U.D.R.)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

A la suite des événements que vous avez connus et qui ont bouleversé si profondément la Nation, le général de Gaulle vient de dissoudre l'Assemblée Nationale.

Vous voici à nouveau appelés à choisir votre député.

Nous étions au bord de la guerre civile.

Il vous appartient maintenant de choisir entre l'ordre et l'anarchie.

Les candidats de la Fédération sont liés par un pacte au Parti communiste.

Pour nous, il n'y a qu'une voie :

La défense de la Constitution, celle de nos institutions républicaines et de nos libertés.

Pour la paix sociale et la stabilité.

Vous voterez Ve République, vous voterez

Henri COLLETTE
Raymond HOREL

Notre programme :

Pour Boulogne et sa région.

Contribuer par tous moyens possibles à l'implantation d'industries nouvelles, génératrices d'emploi.

Obtenir des crédits importants pour le FROM afin de soutenir la pêche et ses industries annexes et garantir ainsi les salaires de la pêche.

Parvenir à la construction rapide de l'autoroute A 26 et à l'aménagement de la R.N. 1. Promouvoir le développement du tourisme.

Pour nos commerçants et artisans.

Garantir la propriété commerciale, la liberté des prix et obtenir une modification des tranches de l'impôt sur le revenu.

Pour nos ouvriers.

Combattre l'inflation dont ils sont les premières victimes.
Abaisser l'âge de la retraite.
Augmenter les prestations sociales.
Garantir l'emploi et faciliter l'accession à la propriété.
Réduire l'impôt sur les salaires.

Pour nos agriculteurs.

Poursuivre l'action de M. Edgar Faure.
Elargir les conditions d'octroi des bourses scolaires.
Parvenir à la rentabilité des exploitations dans le cadre européen et maintenir les exploitations familiales viables.
Améliorer l'indemnité viagère de départ.
Pour notre région, réformer la législation des wateringues.

Pour nos jeunes.

Aider le Gouvernement à répondre aux aspirations légitimes des générations qui nous suivent. Encourager la création de maisons de jeunes et le développement de celles existantes.
Achever les constructions scolaires indispensables et créer des terrains et salles de sports.

Pour les personnes âgées.

Améliorer leurs conditions d'existence.

Pour les professions libérales.

Garantir nos libertés essentielles lors de l'uniformisation des législations européennes.

Henri COLLETTE
Notaire
Maire de Licques
Conseiller général
Chevalier du Mérite agricole
Ancien député

Candidat V[e] République U.D.R.

Remplaçant éventuel :

Raymond HOREL
Ingénieur conseil
Médaille d'honneur de la Jeunesse et des Sports
Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Audruicq, Calais-Nord-Ouest, Calais-Sud-Est.

M. Jacques VENDROUX

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Mobilisé une fois encore derrière le général de Gaulle pour la sauvegarde de la République, je vous prie de nous confirmer la confiance dont vous nous avez honorés jusqu'à ce jour.

Grâce à vous, je pourrai, dans le cadre de mon mandat, avec l'aide de Charles Empisse, soutenir l'action menée pour assurer le renouveau de la France.

Il n'est pas nécessaire de reprendre ici les arguments que vous avez entendus ces jours derniers de la voix même du Président de la République.

Je me bornerai à répéter qu'il faut voter :

Pour

— l'ordre,
— la liberté,
— l'amélioration du sort et de la dignité des travailleurs par la réforme sociale et la participation,
— la promotion de la jeunesse,
— l'indépendance et la paix.

Faites bloc :

contre le désordre, l'anarchie, la dictature de la violence, la misère, qui menacent votre bien-être et votre sécurité.

Le combat électoral se résume en un choix entre le communiste et le candidat de la liberté.

Tout vote de complaisance perdu au premier tour sur un autre candidat ne fera que renforcer la position communiste, pour le présent et surtout pour l'avenir.

Les candidats,

JACQUES VENDROUX

Remplaçant éventuel :

CHARLES EMPISSE

Les présentes élections ont un caractère plus que jamais national.

Il n'empêche que la défense de nos intérêts régionaux et locaux doit continuer à être vigoureusement assurée.

1) *Calais.*

L'opposition sans scrupule ne va pas manquer de publier des kilomètres de textes tendancieux ou mensongers. Nous en avons l'habitude ; cela ne nous trouble guère. Les électeurs sont trop intelligents pour s'y laisser prendre ; il leur suffit d'ailleurs de regarder autour d'eux pour constater la réalité des efforts qui ont été accomplis dans notre ville.

Qu'il s'agisse de logements (voyez la Porte de Paris et la ZUP), d'équipements sportifs beaucoup plus complets à Calais qu'autre part, quoi qu'en disent les détracteurs.

Qu'il s'agisse de tout ce qui a été fait pour les jeunes : réalisations consenties ou obtenues pour l'enseignement des différents degrés, maison de jeunes.

Qu'il s'agisse de ce qui a été fait (1 foyer) ou va l'être (maison de retraite) pour les personnes âgées,

Qu'il s'agisse de l'équipement en égouts, de l'épuration des eaux, de l'amélioration progressive des rues et de l'éclairage,

Qu'il s'agisse du développement des industries nouvelles, sans lesquelles la crise passagère de la dentelle n'aurait pu être supportée, dont la réalisation se poursuit.

Tout cela fait que les visiteurs ne reconnaissent plus Calais, dont le rayonnement grandit d'année en année.

Et le tunnel, par tout ce qu'il entraînera d'activités nouvelles pour notre région.

Mais..., pour que notre avenir reste favorable, il ne faut pas qu'il soit compromis par une emprise communiste qui découragerait les promoteurs de tous ordres.

Reste la question des impôts locaux, que l'opposition évoque démagogiquement en toutes circonstances.

Eh bien ! sachez que Calais est peut-être la seule ville de France où les impôts votés par le Conseil municipal n'aient pas été accrus cette année. On ne peut en dire autant des impôts départementaux qui, eux, ont été augmentés par un Conseil général à large majorité socialo-communiste.

2) *Audruicq et le secteur rural.*

Grâce à l'efficacité du conseiller général, des maires des cantons et des présidents de syndicats ou d'organismes avec qui une étroite collaboration du député et du député suppléant n'a cessé de jouer, la situation rurale s'améliore progressivement, dans la mesure où elle dépend conjointement des initiatives privées, de l'effort local et de l'aide de l'Etat.

La mutation en cours se développe peu à peu. Le décalage des moyens d'existence entre la ville et la campagne est en train de se combler, aussi bien sous la pesée des prix agricoles que dans le cadre des structures nouvelles.

L'amélioration du sort des familles rurales et des travailleurs agricoles doit poursuivre son cours vers un niveau de vie à la mesure du principe de l'égalité entre tous les Français.

Un problème spécial à la région, soulevé par M. Empisse et les autres présidents de sections comme pour tous les agriculteurs concernés, est celui des wateringues. Les événements actuels ont retardé une deuxième réunion avec l'ingénieur en chef, qui était prévue pour le mois en cours. Elle devra avoir lieu au plus tôt.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous m'avez donné 1.100 voix de plus qu'en mars 1967. Je vous en suis profondément reconnaissant.

Malgré les attaques convergentes et odieusement injustes que certains de mes adversaires se sont acharnés à me porter, il s'en est fallu de très peu que je sois réélu au premier tour, grâce à vous qui êtes mes amis ou ceux de Charles Empisse.

Je vous demande un effort supplémentaire : Ne cédez pas à un optimisme excessif qui pourrait vous conduire à manquer le scrutin du 30 juin, sous prétexte que ma réélection est désormais assurée. Pour confirmer notre victoire commune, il me faut retrouver la totalité de vos voix et en acquérir un millier d'autres au minimum ; je les sollicite de ceux qui, dimanche dernier, ont voté, en conscience, pour un autre candidat dont ils ont tenu au premier tour à honorer les idées ou la personnalité : ils voudront bien cette fois-ci nous rejoindre, pour barrer définitivement la route au totalitarisme, à la subversion, à la violence, qu'un manque de cohésion ou de vigilance pourrait à nouveau déchaîner.

Avec le général de Gaulle, tous ensemble, nous nous efforcerons demain, dans le cadre de nos libertés républicaines, de promouvoir les réformes que souhaite la jeunesse, d'assurer une équitable participation à tous ceux qui travaillent, d'améliorer le sort des personnes âgées.

Vive Audruicq,
Vive Calais,
Vive la France.

Les candidats,

JACQUES VENDROUX

Remplaçant éventuel :

CHARLES EMPISSE

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aire, Fauquembergues, Saint-Omer-Nord, Saint-Omer-Sud, Norrent-Fontes (moins communes de : Auchel, Cauchy-à-la-Tour, Lozinghem).

M. Benjamin CATRY

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,
Citoyens libres de la République !

Il ne faut pas s'en cacher... et vous en êtes tous conscients, l'heure est grave, très grave, malgré une apparente accalmie. Elle est décisive !

L'avenir de la France.

Comme vous, je suis angoissé par l'enjeu capital de cette élection exceptionnelle, qui réglera pour longtemps, votre sort et celui de la Nation !

Dimanche prochain, c'est vous qui ferez la décision. Et si, par malheur, vous veniez à manquer à vos devoirs électoral et national de « citoyen français encore libre et souverain », vous livreriez notre pays à la dictature totalitaire et vous en porteriez, devant l'Histoire et devant vos enfants, l'entière responsabilité.

Cet avertissement solennel n'est pas un épouvantail électoral pour gagner vos suffrages. Il fait écho au récent appel du Chef de l'Etat, lancé sur les ondes le 30 mai dernier, duquel vous attendiez votre salut ! Appel désormais aussi historique et aussi pathétique que celui du 18 juin 1940, car l'ennemi de la République du moment, comme celui de la Patrie en danger d'alors, est déjà en guerre contre vous !

Défense de la République.

Paralysés et atterrés par l'anarchie d'une subversion en marche, il y a quelques semaines seulement, vous étiez sans aucune défense... Et vous auriez été livrés à sa merci sans l'intervention courageuse du général de Gaulle, qui a su faire face et dénoncer ouvertement les organisateurs diaboliques de la guerre civile : les partis communistes rivaux, soviétique et chinois (!), ainsi que leurs alliés de circonstance qui ne pèseraient pas lourd !

Faisant miroiter un gouvernement populaire, les communistes, experts en subversion, revendiquent le pouvoir unique avec son parti unique, son syndicat unique sans revendication ni grève, la mise « hors la loi » de toute opposition démocratique, la suppression des exploitations agricoles, des artisans, des petites et moyennes entreprises, et la mise « à la poubelle » de notre drapeau tricolore, emblème glorieux qui fut le linceul de millions de héros « morts au champ d'honneur » pour la paix et la liberté !

Pour y parvenir, ils avaient et ils ont toujours pour alliés et prisonniers, ces opportunistes de tous les temps et de tous nos malheurs : socialistes et consorts, camouflés dans une F.G.D.S. dans le but d'abattre traîtreusement le général de Gaulle et la République.

Démocratie et liberté.

Lisez l'histoire douloureuse de ces peuples qui sont aux fers de la dictature totalitaire. Toujours, ce sont les socialistes qui ont porté au pouvoir les dictateurs !

Les uns et les autres, flanqués d'agents étrangers, vous les avez vus dans leurs « œuvres démocratiques » : détruisant, brûlant, pillant, ruinant notre économie et terrorisant des populations avides de paix et de travail. Tous venus « à la curée » des places, faisant déjà ripaille « en famille » et se donnant en spectacle, à la télévision, sous vos regards consternés.

Prenez garde, ils attendent un vote de malheur pour remettre ça !

Au service de la circonscription

Si, à regret, je me suis incliné devant les raisons personnelles du docteur Dazin, mon suppléant aux élections précédentes, je puis dire, en parfait accord avec lui-même, qu'il reste mon ami et le vôtre et que, sans restriction ni réserve, fidèle à ses idéaux républicains et au général de Gaulle, il approuve et il soutient la candidature Catry-Dublaneau.

Ce regret est compensé par le grand honneur que j'ai, de pouvoir me présenter avec M. André Dublaneau, demeurant à Isbergues, métreur-vérificateur, père de famille, 42 ans, mutilé de guerre, officier de la Légion d'honneur à titre militaire, Médaille militaire et Croix de guerre.

Tous deux, nous sommes vos candidats d'Union pour la défense de la République.

Je suis candidat pour remplacer M. Chochoy, l'homme invisible, député fantôme, élu en mars 1967 après une campagne d'intoxication et d'intimidation, et grâce au parti communiste à qui il se doit. En 1967, en réponse à ma totale correction, il n'a fait que me bafouer injustement dans ses conférences et dans une petite brochure négative à la Mao, allant jusqu'à m'empêcher de prendre la parole à Aire.

Je suis candidat, parce que notre circonscription est ignorée, abandonnée qu'elle est au sectarisme de M. Chochoy, qui refuse de faire appel au Gouvernement pour résoudre nos difficultés, reniant ses devoirs d'élu envers tous.

Refusons de payer pour lui et par sa faute. Tout ce que j'avais défendu et sauvegardé s'effondre, entre autres : l'Agence S.N.C.F. de Saint-Omer est supprimée, l'Institut universitaire de technologie envisagé à Saint-Omer a été attribué ailleurs, et ce, depuis un an seulement ! Quant à ses promesses d'implantation d'industries nouvelles pour Isbergues et Aire-sur-la-Lys en difficultés, et le classement en zone de reconversion de l'arrondissement de Saint-Omer, elles ont le même sort que l'abattoir d'Aire-sur-la-Lys !

Conscient de l'évolution actuelle, je suis partisan de toutes réformes audacieusement raisonnables et non de celles anarchiques qui, en créant des charges insupportables pour tous, entraîneraient l'augmentation du coût de la vie et l'aggravation du chômage.

Je suis partisan, tant au Parlement que dans le Gouvernement de demain, d'une majorité élargie.

Je suis partisan de tout syndicalisme aux revendications légitimes et constructives, qui n'est l'instrument d'aucune politique et qui, démocratiquement, respecte la liberté de travail.

Je suis pour les jeunes qui préparent sérieusement leur avenir dans une promotion professionnelle ou intellectuelle, avec le concours de leurs professeurs, dans une réforme adaptée à l'évolution.

Je suis pour la sauvegarde de tous les intérêts légitimes des travailleurs, pour la juste rémunération des produits agricoles, commerciaux et industriels, pour des logements plus nombreux, pour des revenus accrus aux personnes âgées et pour l'abaissement progressif de l'âge de la retraite, comme je l'avais envisagé dans une étude rédigée en projet de loi, afin de pallier au chômage et de procurer des emplois aux jeunes.

Sans fausse modestie, vous m'avez observé dans l'action, tant à Arques que dans mon canton et la circonscription, où je suis en permanence, partout et au service de tous. Vous savez qui je suis.

Electrices, électeurs,

Je vous demande instamment de bloquer vos suffrages sur Catry-Dublaneau dès le premier tour qui peut être victorieux.

En votant en masse républicain, pour Catry-Dublaneau, vous direz non à l'anarchie, à la guerre civile, à la dictature totalitaire.

Votez CATRY-DUBLANEAU

pour rester ensemble en République, en paix et en liberté.

BENJAMIN CATRY

54 ans
Ancien député, maire d'Arques
Conseiller général du Pas-de-Calais
Ancien combattant prisonnier de guerre
Chevalier du Mérite social
Marié à Arques, le 14 avril 1936
5 enfants, 15 petits-enfants
Benjamin d'une famille de 15 enfants
Candidat titulaire

Remplaçant éventuel :

André DUBLANEAU

42 ans
Métreur-vérificateur à Isbergues
Engagé volontaire
Mutilé de guerre
Officier de la Légion d'honneur à titre militaire
Médaille militaire, Croix de guerre

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,
Citoyens libres de la République !

Au lendemain d'un extraordinaire succès républicain, tant national que régional, qui s'amplifiera dimanche prochain, les candidats d'union « pour la défense de la République », Catry-Dublaneau, remercient de tout cœur les 25.624 électrices et électeurs de la huitième circonscription qui ont tenu à leur manifester une aussi large confiance, ainsi que tous ceux innombrables, connus et inconnus, qui se sont dévoués sans compter durant cette campagne électorale qui continue.

Plus d'abstentions ! Plus de bulletins blancs !

A certains électeurs qui se sont abstenus sans motif grave, aux 812 qui ont voté « blanc », je demande instamment aux uns et aux autres de ressentir au plus profond d'eux-mêmes qu'ils doivent être les participants d'un succès qui viendra s'ajouter à tous ceux déjà remportés. Il est dommage de constater que 510 suffrages de plus en faveur de Catry-Dublaneau suffisaient pour remporter une grande victoire républicaine dès le premier tour.

Courage : pour l'ultime effort !

L'heure des récriminations et des contestations d'hier doit être maintenant et pour dimanche prochain celle qui sonnera le rassemblement de tous ceux qui sont pour une République démocratique, prospère et sociale, en paix et en liberté et pour une circonscription qui a tant besoin d'être aidée.

Rien n'est perdu, parce que rien n'est irréparable si chacun veut faire son devoir de citoyen, tout son devoir, comme le commande la situation du moment. M. Chochoy, en sérieuse perte de vitesse, a été sauvé de justesse par certains manquements ou omissions d'électeurs qui peuvent être réparés en conscience dans l'isoloir où l'homme se trouve face à face avec son devoir.

Dimanche prochain, pour la circonstance et à des fins qui n'auront rien à voir avec l'intérêt national et régional, le grand vaincu du premier tour, M. Chochoy, se prêtera à cette grande comédie de « l'Union des gauches » pour essayer de faire de cette journée décisive du 30 juin la journée des dupes et le malheur de notre circonscription.

L'alliance contre nature :

M. Chochoy, pour « s'en tirer », ne reculera devant aucun sacrifice, quel qu'en soit le prix. Pour ce faire, il demandera et recevra l'investitude officielle de candi-

dat du Parti communiste, tout en continuant à se recommander de MM. Mitterrand et Guy Mollet, tous deux désavoués comme lui-même par leurs électeurs, ces deux grands patrons d'une soi-disant Fédération qui joue au chat et à la souris avec son rival encombrant, le Parti communiste, le bouche-trou des suffrages qui leur manquent et dont M. Chochoy se contente pour sauver son écharpe et son prestige.

A un moment très grave de notre histoire, pas un électeur sérieux et convaincu de ses idées n'acceptera de faire de l'enjeu de cette élection, le sauvetage d'un candidat devenu au second tour l'esclave et le prisonnier du drapeau rouge.

Electrices, électeurs,

La France entière a parlé haut et clair, dimanche dernier, en élisant de nombreux députés fermement décidés à défendre la République encore menacée.

Le premier tour fut celui de l'espérance.

Le second doit être celui de tous les républicains : la victoire !

Oui ! Victoire pour la République en paix et en liberté.
Oui ! Victoire pour la prospérité et le progrès social.
Oui ! Victoire pour sauvegarder et assurer l'avenir de nos enfants.
Oui ! Victoire pour notre circonscription abandonnée et en détresse.
Oui ! Victoire pour vous-mêmes.

Ne livrez pas notre circonscription à un politicien et pour lui-même qui refusera de faire appel au Gouvernement et dont le Parti n'a eu aucun élu dimanche dernier contre 133 U.D.R. et Républicains indépendants ! (la majorité renforcée et élargie de demain).

Vos candidats pour la défense de la République Catry-Dublaneau seront ce qu'ils ont toujours été :

De vrais républicains,
De vrais représentants,
De vrais serviteurs du pays et de la circonscription.

Avec le général de Gaulle, Président de la République, l'homme du 18 juin 1940,

Avec le général de Gaulle que M. Guy Mollet est allé chercher en mai 1958, pour sauver une nouvelle fois la République et la paix,

Avec le Président de la République qui demande votre concours, après avoir répondu une nouvelle fois à vos appels désespérés du mois dernier.

Avec lui, sauvons la République !

Vive la France ! Vive la République !

Votez tous ! Sans abstention et sans bulletin nul, pour CATRY-DUBLANEAU
Vos candidats d'aujourd'hui,

Vos élus de dimanche !

Merci !

BENJAMIN CATRY

54 ans
Ancien député, maire d'Arques
Conseiller général du Pas-de-Calais
Ancien combattant prisonnier de guerre
Chevalier du Mérite social
Marié à Arques, le 14 avril 1936
5 enfants, 15 petits-enfants
Benjamin d'une famille de 15 enfants
Candidat titulaire

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ DUBLANEAU

42 ans
Métreur-vérificateur à Isbergues
Engagé volontaire
Mutilé de guerre
Officier de la Légion d'honneur à titre militaire
Médaille militaire, Croix de guerre

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Béthune, Lillers.
Communes de : Auchel, Cauchy-à-la-Tour, Lozinghem.

M. Hubert DUPONT-FAUVILLE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Le peuple français a droit à la parole. C'est à lui seul de décider démocratiquement de son destin contre tous les extrémistes totalitaires qui veulent imposer leur dictature par la violence.

Dans les circonstances dramatiques que vit la France, chacune et chacun d'entre vous doit avoir la possibilité d'agir et de prendre ses responsabilités de citoyens. *Vos libertés sont menacées* par des organisations totalitaires, avec la complicité honteuse des opposants qui ont peur du suffrage populaire.

Défendez vos libertés.

Faites l'union autour de ma candidature.

HUBERT DUPONT-FAUVILLE

Diplômé d'école régionale d'agriculture — Assureur Conseil
Administrateur de sociétés — Engagé volontaire

Remplaçant éventuel :

GEORGES BOUDRY
Administrateur de biens

Beaucoup d'entre vous me connaissent déjà. J'ai eu l'occasion au cours de cette campagne électorale de rencontrer des milliers d'électeurs, amis, sympathisants ou adversaires. A chacun d'eux j'ai exposé mon programme et mes objectifs.

Avec tous j'ai engagé un dialogue ouvert et direct.

Mes objectifs :

Faire aboutir les réformes nécessaires

— Dans l'entreprise — à l'université — à tous les niveaux de la société en m'opposant aux privilèges attardés et aux égoïsmes retardataires.

Maintenir un *progrès social permanent*

— En faisant aboutir les revendications légitimes et raisonnables des travailleurs.
— En engageant dès à présent et avec la volonté d'aboutir rapidement une politique de reconversion créatrice d'emplois nouveaux.
— En mettant à la disposition des travailleurs et des jeunes en particulier les moyens d'un *enseignement technique efficace* et d'une *formation professionnelle continue,* seule condition d'une élévation du niveau de vie.
— En permettant à l'agriculture de rattaper son retard par rapport au reste des secteurs industriels.
— En favorisant véritablement une politique de progrès en matière familiale, et en lançant une véritable politique de logement individuel.
— En veillant à l'amélioration continue de la situation des personnes âgées.

L'élection d'un député est certes un acte politique mais c'est d'abord un choix : choix entre des orientations, mais choix aussi entre des hommes.

Le député est, en effet, un homme politique dont l'action doit s'exercer à l'échelon national, mais il est aussi l'intermédiaire permanent entre le citoyen et l'administration.

Votre député doit donc être sur le plan national un homme écouté et compétent, mais il doit aussi avoir la volonté permanente de résoudre les problèmes régionaux dont dépend la vie quotidienne de chacun et l'amélioration de ses conditions de vie.

Pour cela il faut :

— Un Parlement comportant une majorité cohérente et prête à faire taire les égoïsmes des partis ;
— Des citoyens directement associés à la gestion de leurs affaires politiques, économiques et sociales.

Pour l'égalité, le renouveau, la paix derrière le général de Gaulle avec

HUBERT DUPONT-FAUVILLE

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)

Remplaçant éventuel :

GEORGES BOUDRY

2e CIRCULAIRE

Vous avez répondu au général de Gaulle,
Vous avez répondu à Georges Pompidou,

En accordant au premier tour 16.269 voix au candidat de l'Union pour la défense de la République, ce qui représente une progression de 26 % par rapport au nombre de suffrages obtenus par l'U.D. Ve en 1967.

Vous avez ainsi prouvé votre volonté d'union pour

— la défense des institutions de la Ve République,
— la défense de vos libertés républicaines,
— la défense de votre région en liaison avec ses responsables économiques.

Vous la confirmerez en permettant par vos suffrages d'effacer la division maintenue au premier tour, et en bloquant vos voix pour battre le député sortant communiste, sur le candidat de l'Union pour la défense de la République

HUBERT DUPONT-FAUVILLE
Diplômé d'école régionale d'agriculture — Assureur Conseil
Administrateur de sociétés — Engagé volontaire

Remplaçant éventuel :

GEORGES BOUDRY
Agent immobilier

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Canton de : Bruay-en-Artois.

Communes de : Bouvigny-Boyeffles, Fresnicourt-le-Dolmen, Gouy-Servins, Hersin-Coupigny, Maisnil-lès-Ruitz, Marles-les-Mines, Nœux-les-Mines, Sains-en-Gohelle, Servins.

M. Maurice ANDRIEUX

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Françaises, Français,

Le 15 janvier, dans toute une partie du département, les commerçants et artisans baissaient leurs rideaux. En mars, à Boulogne et dans la région minière, ils protestaient aux côtés des travailleurs.

Début mai, le Gouvernement déclenchait contre les étudiants une répression policière particulièrement brutale contre laquelle se dressaient ouvriers et étudiants solidaires.

Le 11 mai, des milliers d'agriculteurs défilaient devant la préfecture.

Une semaine plus tard, par centaines de milliers dans le Pas-de-Calais, par millions dans le pays, travailleurs manuels et intellectuels entamaient une grève d'une ampleur inégalée.

Ces diverses manifestations expriment le profond mécontentement de toutes les couches de la population laborieuse.

Elles sont le témoignage de la faillite de dix années de pouvoir gaulliste qui ont mené le pays au bord du chaos.

Pour tenter de masquer son écrasante responsabilité dans cette situation, le pouvoir gaulliste s'efforce de diviser et d'apeurer.

Il met sur pied des groupes dits « d'action civique » qui sont, en fait, de véritables commandos de guerre civile, se livrant à des provocations et des tentatives de sabotage.

Par contre, vous avez pu mesurer la force tranquille, le calme, la dignité des travailleurs, le sens des responsabilités de leurs organisations, en particulier du Parti communiste et de la C.G.T.

Incapable de résoudre les grands problèmes posés devant le pays, le gaullisme tente de se maintenir par la force et son chef envisage même de recourir à « d'autres voies que le scrutin ».

Dix ans ça suffit, voter communiste c'est exiger une autre politique.

D'importantes revendications ont été arrachées par les travailleurs. Il faut qu'elles soient appliquées partout, qu'elles soient garanties contre l'esprit de revanche de certains patrons particulièrement réactionnaires. Il faut empêcher que des hausses de prix annulent les augmentations de salaire.

Il faut satisfaire les revendications qui demeurent :

— retour rapide aux quarante heures ;
— avancement de l'âge de la retraite ;
— abrogation des ordonnances contre la Sécurité sociale ;
— garantie de l'emploi ;
— réforme démocratique de l'Université ;
— information objective à l'O.R.T.F.

Le Parti communiste français propose également :

— d'améliorer sensiblement le sort des catégories les plus défavorisées ; vieux, invalides, veuves, victimes de guerre, etc. ;

— d'alléger la fiscalité qui frappe les familles ouvrières ainsi que les petits commerçants et artisans gravement menacés par la concurrence des grands magasins ;

— de revaloriser les prix agricoles à la production, d'aider et défendre les exploitations familiales.

Devant l'ampleur de la protestation populaire, les gaullistes et leurs alliés multiplient les promesses.

Après dix années d'une telle politique, qui pourrait encore leur faire confiance ? Le gaullisme, c'est le vieux parti du conservatisme et de la réaction sociale.

Voter communiste c'est :

— assurer une majorité de gauche ;
— imposer un Gouvernement d'union démocratique.

Lors des dernières élections législatives, les gaullistes et giscardiens ont perdu 40 sièges grâce aux accords d'union de la gauche réalisés à l'initiative du Parti communiste.

Il faut, cette fois, les mettre en minorité.

Il faut que la future Assemblée Nationale compte une majorité de gauche. Plus il y aura de députés communistes dans la future Assemblée, plus la majorité sera à gauche.

Cela rendra impossible toute collusion avec la droite sur le dos des travailleurs et imposera la formation d'un gouvernement populaire d'union démocratique avec la participation des communistes.

Car, il n'y a pas de véritable gauche en France, pas de politique de progrès social, sans les communistes.

De Gaulle et Pompidou concentrent leurs attaques contre le Parti communiste.

Ils ne s'y trompent pas :

— Le Parti communiste est le meilleur défenseur des travailleurs et du peuple ; ses élus agissent avec efficacité dans l'intérêt des populations ;

— Le Parti communiste, qui a toujours lutté pour un programme commun, est le meilleur artisan de l'union de la gauche.

Pour la satisfaction et la garantie des revendications.
Pour battre le gaullisme.
Pour un Gouvernement d'union démocratique.
Votez pour les candidats du Parti communiste français.

MAURICE ANDRIEUX
Député-Maire d'Hersin-Coupigny
Instituteur
Candidat titulaire

Remplaçant éventuel :

LOUIS JOSIEN
Mineur — Responsable syndical

2ᵉ CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier, 29.141 sur 42.544 suffrages exprimés, soit 68,50 % des voix, se sont portés sur les noms des candidats de la dixième circonscription opposés à celui de l'U.N.R.

En les plaçant largement en tête, les électeurs ont nettement désigné Maurice Andrieux et Louis Josien pour, à nouveau, les défendre, pour que la circonscription de Bruay ait ses authentiques représentants.

Ce n'est pas le travail qui manquera et ce dans tous les domaines : défense des libertés républicaines, garantie des revendications des travailleurs, problèmes de l'enseignement et surtout de l'emploi pour les jeunes.

Maurice Andrieux a déjà prouvé, durant les quatorze mois de son premier mandat, avec quelle ardeur et quelle conscience il abordait ces tâches essentielles. Il continuera, fort de votre confiance, à être votre porte-parole, votre conseiller, votre ami, celui qui sait que vous êtes déjà ou que vous serez victimes de la politique des banquiers et des patrons, que vous subissez ou que vous subirez dans votre vie ou dans celle de vos enfants les effets de la récession, du chômage, de la toute puissance des monopoles capitalistes.

Vous voterez pour un homme qui a, dès l'âge de 20 ans, engagé cette lutte pour le mieux-être, la démocratie et la paix.

La dixième circonscription a vu, dans les temps où les vacances n'existaient pas, les combats de nos pères contre l'injustice, la misère, l'impitoyable exploitation des compagnies minières.

Avec ce dur passé furent forgées ici les solides traditions d'idéal républicain et de conscience ouvrière.

Aussi, sommes-nous certains que, face à une poussée de la droite fondée sur la peur, les femmes et hommes de gauche, les familles socialistes et communistes de chez nous, les enseignants et hommes de progrès réagiront d'une façon massive.

Au deuxième tour 1967, c'est avec 25.000 voix que Maurice Andrieux et Louis Josien avaient été élus et la droite, qui comptait sur les restes de querelles, fut profondément déçue.

En ce deuxième tour de juin 1968, à l'heure où, dans d'autres circonscriptions, la discipline républicaine devra veiller sur quelques dizaines de voix, le choix est sans discussion.

Dans la circonscription de Bruay, les électeurs socialistes se joindront aux électeurs communistes pour assurer la réélection de Maurice Andrieux ; de même que, dans les circonscriptions d'Arras, Bapaume, Saint-Omer, Boulogne-Sud, Lens, Liévin, Hénin-Liétard, les électeurs communistes se joindront aux électeurs socialistes pour réélire Guy Mollet, Henri Guidet, Bernard Chochoy, Jeannil Dumortier, André Delelis, Henri Darras, Fernand Darchicourt, députés F.G.D.S. sortants.

C'est votre vote de dimanche qui décidera.
Pas d'abstention — tous aux urnes !

Toutes celles et ceux qui veulent rester fidèles à eux-mêmes voteront pour :

MAURICE ANDRIEUX
Député-Maire d'Hersin-Coupigny
Instituteur
Candidat titulaire

Remplaçant éventuel :

LOUIS JOSIEN
Mineur — Responsable syndical

Candidats uniques de la gauche.

ONZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cambrin, Laventie.
Communes de : Annay-sous-Lens, Bénifontaine, Estevelles, Harnes, Hulluch, Meurchin, Pont-à-Vendin, Vendin-le-Vieil, Wingles.

Mme Jeannette PRIN

(Candidat du Parti communiste français)
élue le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Françaises, Français,

Le 15 janvier, dans toute une partie du département, les commerçants et artisans baissaient leurs rideaux. En mars, à Boulogne et dans la région minière, ils protestaient aux côtés des travailleurs.

Début mai, le gouvernement déclenchait contre les étudiants une répression policière particulièrement brutale contre laquelle se dressaient ouvriers et étudiants solidaires.

Le 11 mai, des milliers d'agriculteurs défilaient devant la préfecture.

Une semaine plus tard, par centaines de milliers dans le Pas-de-Calais, par millions dans le pays, travailleurs manuels et intellectuels entamaient une grève d'une ampleur inégalée.

Ces diverses manifestations expriment le profond mécontentement de toutes les couches de la population laborieuse.

Elles sont le témoignage de la faillite de dix années de pouvoir gaulliste qui ont mené le pays au bord du chaos.

Pour tenter de masquer son écrasante responsabilité dans cette situation, le pouvoir gaulliste s'efforce de diviser et d'apeurer.

Il met sur pied des groupes dits « d'action civique » qui sont, en fait, de véritables commandos de guerre civile, se livrant à des provocations et des tentatives de sabotage.

Par contre, vous avez pu mesurer la force tranquille, le calme, la dignité des travailleurs, le sens des responsabilités de leurs organisations, en particulier du Parti communiste et de la C.G.T.

Incapable de résoudre les grands problèmes posés devant le pays, le gaullisme tente de se maintenir par la force et son chef envisage même de recourir à « d'autres voies que le scrutin ».

Dix ans ça suffit voter communiste c'est exiger une autre politique.

D'importantes revendications ont été arrachées par les travailleurs. Il faut qu'elles soient appliquées partout, qu'elles soient garanties contre l'esprit de revanche de certains patrons particulièrement réactionnaires. Il faut empêcher que des hausses de prix annulent les augmentations de salaire.

Il faut satisfaire les revendications qui demeurent :

— retour rapide aux quarante heures ;
— avancement de l'âge de la retraite ;
— abrogation des ordonnances contre la Sécurité sociale ;
— garantie de l'emploi ;
— réforme démocratique de l'Université ;
— information objective à l'O.R.T.F...

Le Parti communiste français propose également :

— d'améliorer sensiblement le sort des catégories les plus défavorisées ; vieux, invalides, veuves, victimes de guerre, etc. ;

— d'alléger la fiscalité qui frappe les familles ouvrières ainsi que les petits commerçants et artisans gravement menacés par la concurrence des grands magasins ;

— de revaloriser les prix agricoles à la production, d'aider et défendre les exploitations familiales.

Devant l'ampleur de la protestation populaire, les gaullistes et leurs alliés multiplient les promesses.

Après dix années d'une telle politique, qui pourrait encore leur faire confiance ? Le gaullisme, c'est le vieux parti du conservatisme et de la réaction sociale.

Voter communiste c'est :

— assurer une majorité de gauche ;
— imposer un Gouvernement d'union démocratique.

Lors des dernières élections législatives, les gaullistes et giscardiens ont perdu 40 sièges grâce aux accords d'union de la gauche réalisés à l'initiative du Parti communiste.

Il faut, cette fois, les mettre en minorité.

Il faut que la future Assemblée Nationale compte une majorité de gauche. Plus il y aura de députés communistes dans la future Assemblée, plus la majorité sera à gauche.

Cela rendra impossible toute collusion avec la droite sur le dos des travailleurs et imposera la formation d'un gouvernement populaire d'union démocratique avec la participation des communistes.

Car, il n'y a pas de véritable gauche en France, pas de politique de progrès social, sans les communistes.

De Gaulle et Pompidou concentrent leurs attaques contre le Parti communiste.

Ils ne s'y trompent pas :

— Le Parti communiste est le meilleur défenseur des travailleurs et du peuple ; ses élus agissent avec efficacité dans l'intérêt des populations ;

— Le Parti communiste, qui a toujours lutté pour un programme commun, est le meilleur artisan de l'union de la gauche.

Pour la satisfaction et la garantie des revendications.
Pour battre le gaullisme.
Pour un gouvernement d'union démocratique.

Votez pour les candidats du Parti communiste français.

Jeannette PRIN
Député sortant — Conseiller général
Employée P.T.T.
Candidat titulaire

Remplaçant éventuel :

Henri LUCAS
Secrétaire de la Fédération du Pas-de-Calais du P.C.F.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dans notre circonscription, comme dans l'ensemble du pays, la principale caractéristique qui se dégage du premier tour de scrutin est, sans aucun doute, l'inquiétante poussée à droite.

Le parti gaulliste n'a pas mené la campagne électorale sur un programme, mais sur le chantage à la guerre civile.

Il faut dire qu'en conjuguant leurs provocations et leurs violences avec celles du pouvoir gaulliste, les groupes ultra-gauchistes ont rendu un service immense au gaullisme en lui permettant de jouer sur la peur.

La poussée gaulliste et réactionnaire qui vient de s'exprimer constitue un grave danger pour la démocratie.

Le pouvoir gaulliste et le grand patronat vont tenter de reprendre aux travailleurs ce que ceux-ci ont obtenu par leur action.

Plus que jamais, il importe que les démocrates, qu'ils soient communistes, socialistes ou autres républicains, se rassemblent pour barrer, au second tour, la route au pouvoir absolu du gaullisme.

Tous ceux qui refusent la politique antisociale du pouvoir voteront Jeannette Prin.

Au premier tour Jeannette Prin, avec 17.291 voix, arrive en tête de tous les candidats. Si l'on additionne ses voix avec celles obtenues par le candidat de la F.G.D.S., Noël Josephe, la gauche unie peut et doit infliger dimanche prochain une cinglante défaite à l'U.D.R.

De même que les électeurs communistes des circonscriptions intéressées voteront en masse pour assurer la réélection des députés socialistes, Guy Mollet, Henri Guidet, Henri Darras, Fernand Darchicourt, André Delelis, Bernard Chochoy et de Jeannil Dumortier, les électeurs socialistes et républicains de la onzième circonscription voteront et feront voter en masse pour Jeannette Prin, candidate unique de la gauche.

Jeannette Prin élue efficace au service de tous.

En plaçant Jeannette Prin largement en tête, les électeurs de la onzième circonscription ne se sont pas trompés. Ils connaissent l'activité intense et variée de leur député, tant sur le plan régional que national.

Ils savent que Jeannette Prin combat au Parlement la politique antisociale du Gouvernement et fait des propositions constructives car elle a le souci d'être efficace, de réaliser.

Elle ne cesse de réclamer avec force des mesures particulières pour notre région, victime plus qu'une autre de l'indifférence gouvernementale.

Elle est en permanence à la disposition de tous ceux et de toutes celles qui ont besoin d'une aide, ou d'un conseil, quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses.

Ses milliers d'interventions en faveur des familles, des vieux, des sans travail, des jeunes, des agriculteurs et de tous les travailleurs lui ont permis de faire aboutir bien des revendications, de soulager bien des misères.

Par sa volonté, son dévouement, sa compétence Jeannette Prin a conquis l'estime et la considération générales ; les résultats du premier tour en sont la plus éclatante démonstration.

Electrices, électeurs,

Pas d'abstention !

C'est votre vote de ce dimanche 30 juin qui sera décisif.

Tous aux urnes, pour assurer la réélection de :

JEANNETTE PRIN

Député sortant — Conseiller général
Employée P.T.T.
Candidat titulaire

Candidat unique de la gauche et de tous les républicains.

Remplaçant éventuel :

HENRI LUCAS

Secrétaire de la Fédération du Pas-de-Calais du P.C.F.

DOUZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Liévin-Nord (moins la commune de Nœux-les-Mines), Liévin-Nord-Ouest (moins les communes de Bouvigny-Boyeffles, Gouy-Servins, Hersin-Coupigny, Sains-en-Gohelle, Servins). Communes de : Avion, Eleu-dit-Leauwette, Loos-en-Gohelle.

M. Henri DARRAS

(Candidat de la gauche démocrate et socialiste
présenté par le parti socialiste S.F.I.O.)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Depuis plus de vingt ans, vous connaissez Henri Darras. C'est un homme qui fait honneur aux mandats électifs que vous lui avez confiés. Il est l'ardent défenseur des travailleurs, des vieux, des déshérités, des sans-logis. En 1964, au Conseil général, il a été brillamment réélu dès le premier tour de scrutin. En 1965, aux élections municipales, les Liévinois lui ont accordé 75 % de leurs suffrages.

Il y a un an, aux élections législatives de mars 1967, Henri Darras arrivait en tête dès le premier tour. Au second tour, c'est 78 % du corps électoral qui lui accordait sa confiance, lui donnant l'un des meilleurs résultats du pays.

Mais ce n'est pas le fait de la conjoncture du moment si, à chaque élection, la popularité d'Henri Darras s'affirme massivement. Si 4 électeurs sur 5 votent pour lui, c'est parce qu'il a fait ses preuves et que son dévouement inlassable est apprécié par l'ensemble de la population de notre circonscription.

Le défenseur de notre jeunesse.

Henri Darras peut proclamer sa fierté d'avoir réussi à doter Liévin et tout le secteur scolaire de Liévin d'un équipement à peu près unique : Lycée classique et moderne et Lycée technique de Liévin, Lycée d'Avion, C.E.S. de Bully, de Liévin, de Mazingarbe, Collège d'enseignement commercial de Bully, inscription à la carte scolaire des C.E.S. de Loos-en-Gohelle, de Grenay, d'Angres, de l'Ecole nationale de perfectionnement de Liévin.

Mais les structures actuelles de l'Education nationale sont inadaptées aux besoins de notre société moderne. La F.G.D.S., en accord avec les syndicats d'enseignants et aussi avec les étudiants, est prête à organiser les importantes mutations dont les événements du mois de mai ont brusquement fait éclater la nécessité et l'urgence.

Le problème de l'emploi.

L'avenir de notre région est conditionné par le Ve Plan économique, établi par le Gouvernement sans consultation des assemblées ou organisations régionales et approuvé par la majorité gaulliste. Ce plan dangereux pour tous les salariés de France parce qu'il envisage un « volant » de chômage important, est particulièrement injuste à l'égard de notre région, que 40.000 jeunes gens devraient quitter chaque année. Henri Darras a dénoncé le premier la malfaisance du Ve Plan qui pré-

voyait, sans même les organiser, l'exode de nos jeunes, le dépeuplement de nos cités, la ruine de nos commerçants.

Vice-président du Comité d'expansion de l'arrondissement de Lens, Henri Darras a été l'un des promoteurs des grandes journées de protestation du 15 janvier et du 11 mars 1968.

La situation dramatique de notre région exige une vigilance de tous les instants et Henri Darras continuera à consacrer toutes ses forces au sauvetage d'une région qui, depuis cent ans, a fait la richesse du pays grâce au courage et à l'abnégation de ses habitants.

Le problème du logement.

Administrateur de l'Office départemental d'H.L.M., président de la Coopérative H.L.M. « Coopartois », Henri Darras a été l'un des artisans de la plupart des ensembles H.L.M. de notre région. Il a vigoureusement dénoncé les restrictions apportées par le Gouvernement dans le financement des programmes de construction. Les mises en chantiers ont été moins importantes en 1967 que dans les années précédentes. Les loyers des H.L.M. ont subi des hausses considérables dépassant les possibilités des familles ouvrières à qui ces logements étaient destinés.

Le défenseur de la profession minière.

Fils de mineur, ayant comme suppléant et collaborateur Jean Mallet, maire de Bully et ouvrier mineur retraité, Henri Darras connaît mieux que personne les difficultés de la profession minière. Dans toutes les assemblées où il siège, il a réclamé l'instauration de la semaine de cinq jours (40 heures) sans diminution de salaire. Il a dénoncé les lourds sacrifices imposés à la corporation minière et a demandé la revalorisation de la profession par un réajustement des salaires et des retraites. Il a réclamé avec insistance la définition d'une politique cohérente de l'énergie qui, face à la concurrence du pétrole, garantirait au charbon la place qui lui revient dans l'économie nationale, et il a souligné la carence du Gouvernement en ce domaine.

Pour les travailleurs des autres secteurs professionnels, Henri Darras, dans ses nombreuses interventions, a demandé la réduction des horaires de travail, l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans et un relèvement des retraites et allocations versées par la Sécurité sociale.

Henri Darras, par sa compétence, par les responsabilités qu'il assume, est bien le candidat le plus apte à satisfaire les légitimes aspirations des familles de notre région.

Vos raisons de voter pour la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Des élections pas comme les autres.

Il y a quelques semaines, personne ne pensait à cette consultation électorale. Elle est devenue nécessaire parce que des millions de travailleurs ont été acculés à la grève pour faire aboutir leurs revendications, formulées depuis longtemps, que personne ne contestait, mais que le Gouvernement s'est toujours refusé à satisfaire.

Ces élections précipitées sont la conclusion d'une série invraisemblable de maladresses, d'incohérences, de reculs, accumulés par un pouvoir imprévoyant qui, à force de faire chanter ses louanges à longueur d'onde par un quarteron de journalistes aux ordres, est devenu sourd au profond mécontentement qui grondait dans toutes les couches sociales.

L'explosion a eu lieu et les travailleurs ont par leur détermination et leur union obtenu des satisfactions non négligeables.

Il leur faut maintenant préserver ces nouvelles conquêtes sociales. Pour cela la F.G.D.S. avait proposé que l'union réalisée trouve son prolongement au cours de ces élections et que, dès le premier tour, les travailleurs puissent apporter leurs

suffrages à un candidat unique de toute la gauche. Elle regrette que le Parti communiste ait rejeté cette proposition, rompant ainsi la cohésion des forces de gauche.

Le pouvoir a reculé.

Pourtant l'occasion semblait bonne pour porter un coup décisif à un pouvoir qui malgré ses rodomontades et ses menaces a été obligé de reculer. Le référendum-plébiscite a dû être annulé et le Président de la République a été contraint d'accepter les élections générales réclamées dès le 16 mai par la F.G.D.S.

La manœuvre de l'anticommunisme.

Le pouvoir aux abois recourt une fois de plus à une manœuvre de diversion : l'épouvantail communiste. Mais de plus en plus nombreux sont les électeurs qui refuseront de se laisser enfermer dans le dilemne des deux blocs : gaulliste et communiste, dont l'affrontement nous mènerait tout droit à la guerre civile. La F.G.D.S., forte de ses centaines de milliers d'adhérents et de sympathisants, de ses millions d'électeurs, est prête à assurer la transformation progressive et quotidienne de la Société, dans un climat de paix sociale et dans le respect de la dignité de tous les citoyens.

La faillite de dix ans de pouvoir personnel.

Personne ne peut nier que ce qui a été accordé aux travailleurs aujourd'hui pouvait l'être hier dans des conditions moins préjudiciables à l'économie du pays. Depuis dix ans, la richesse nationale a augmenté de 50 % alors que :

— le niveau de vie des Français n'a guère évolué ;

— 4 millions de travailleurs gagnaient avant les grèves moins de 60.000 anciens francs par mois ;

— 500.000 d'entre eux — parmi lesquels de nombreux jeunes — sont actuellement privés d'emploi ;

— des centaines de milliers de vieux et vieilles n'ont encore pour vivre que 600 anciens francs par jour ;

— des centaines de milliers de familles attendent depuis des années un logement convenable ;

— les équipements sociaux et culturels sont très en retard sur les besoins ;

— l'Education nationale désorganisée par des réformes hâtives et désordonnées et par une instabilité ministérielle sans précédent (12 ministres en dix ans), manque de moyens.

Si les investissements sociaux nécessaires n'ont pas été réalisés, c'est que le pouvoir actuel s'est engagé dans une politique de prestige ruineuse et inutile pour doter le pays d'une force de frappe atomique inefficace et condamnée par les plus hautes instances morales et spirituelles du pays.

C'est pourquoi, dès le premier tour, vous voterez pour

HENRI DARRAS

Député sortant — Maire de Liévin — Vice-Président du Conseil général

Candidat de la F.G.D.S., présenté par le Parti socialiste S.F.I.O.

Remplaçant éventuel :

JEAN MALLET

Conseiller général

Maire de Bully-les-Mines

Vous voterez socialiste pour que puissent se réaliser les profondes réformes de structure dont la nécessité est reconnue par tous.

Vous voterez socialiste pour que soit poursuivie la politique de réconciliation des forces démocratiques et socialistes entreprise par la F.G.D.S.

Vous voterez socialiste pour ramener la paix sociale et éloigner la guerre civile.

Vous voterez socialiste pour ouvrir à notre jeunesse inquiète cette perspective exaltante : la nouvelle alliance du socialisme et de la liberté.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Merci aux 17.858 électeurs et électrices qui dimanche dernier ont fait confiance à nos amis Henri Darras et Jean Mallet, les plaçant largement en tête de la consultation électorale, dès le premier tour.

C'est pour Henri Darras un précieux encouragement à poursuivre une tâche souvent difficile à laquelle il se consacre depuis dix ans avec dévouement et compétence.

Le candidat du pouvoir n'a reculé devant aucun moyen pour duper les électeurs. Insinuations malveillantes, affirmations mensongères, tout lui a paru bon pour tenter de porter atteinte au crédit et à la réputation d'honnête homme de notre ami Henri Darras. La population a fait justice elle-même de ces viles calomnies puisqu'il n'a même pas recueilli le pourcentage de voix obtenu par les candidats de l'U.D.R. dans les autres circonscriptions minières.

Pour dimanche prochain, le choix est clair : le résultat du premier tour dicte à chacun son devoir. Les citoyens qui le 23 juin ont tenu à affirmer leur préférence doctrinale, magré le travail fécond réalisé par Henri Darras depuis dix ans, pourront le 30 juin par un vote positif, reconnaître son dévouement au bien public.

Dimanche prochain, Henri Darras et Jean Mallet seront les candidats de la gauche unie, des républicains de progrès, de tous ceux qui, résolument hostiles au pouvoir personnel, entendent redonner à notre pays son vrai visage, celui d'une France démocratique, prospère, indépendante et pacifique.

Le 30 juin, l'élection d'Henri Darras sera en même temps une manifestation d'union de toutes les bonnes volontés désireuses d'assurer l'avenir économique et social de notre région.

Electrices, électeurs, ce dimanche tous aux urnes. Votez et faites votez pour

HENRI DARRAS et JEAN MALLET

TREIZIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Billy-Montigny, Fouquières-lès-Lens, Lens, Loison-sous-Lens, Noyelles-sous-Lens, Sallaumines.

M. André DELELIS

(Candidat de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste présenté par le Parti socialiste S.F.I.O. et la F.G.D.S.)

élu le 30 juin 1968

(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

L'année dernière, vous avez choisi André Delelis pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Confirmez votre choix dès le premier tour !

Inlassablement, André Delelis a travaillé pour l'avenir de la région, de sa jeunesse et pour la défense des intérêts de tous, sans distinction.

Il a été l'homme d'action que vous attendiez.

Permettez-lui de continuer !

N'attendez pas ! Le second tour n'aura plus d'intérêt.

Les jeux seront faits dès le 23 juin !

Le 23 juin, il s'agit de choisir votre député. Qu'attendez-vous de lui ?

Qu'il exprime à Paris vos doléances.

André Delelis est intervenu :

— plusieurs fois à la tribune du Parlement ;
— par de nombreuses questions, propositions, vœux et résolutions.

Qu'il défende la région minière menacée et l'avenir de sa jeunesse.

André Delelis a été l'animateur du Comité d'expansion économique. Il a profité de toutes les circonstances pour faire entendre la voix du bassin minier à Paris, à Lille et à Arras.

Qu'il soit à votre disposition si vous avez besoin de lui.

André Delelis a reçu de nombreuses personnes :

— le vendredi après-midi et le samedi matin à l'Hôtel de Ville de Lens ;
— par des permanences tenues dans les communes de la circonscription.

Il n'a jamais fait de distinction et ne s'est jamais préoccupé de l'opinion de ses visiteurs.

Qu'il soit compétent et sache s'exprimer.

André Delelis a fait ses preuves. C'est :

— un maire moderne ;
— un député dynamique ;
— un conseiller général efficace.

Vice-président de l'Association des maires du Pas-de-Calais, il a été pendant cinq ans le rapporteur du budget au Conseil général du Pas-de-Calais.

Enfin, qu'il soit animé par un idéal de progrès social.

Candidat de la Gauche démocrate et socialiste, André Delelis défend le progrès social, de rénovation économique et les idées généreuses du socialisme.

Votez

André DELELIS
Député sortant
Maire de Lens — Conseiller général

Candidat de la gauche !

Remplaçant éventuel :

Paul BEAUFILS
Maire de Billy-Montigny

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un grand merci aux 15.157 électrices et électeurs qui ont placé André Delelis en tête de tous les candidats dès le premier tour, faisant progresser le pourcentage de ses voix par rapport à mars 1967.

Il faut maintenant confirmer ce succès, dimanche prochain 30 juin, en votant massivement pour André Delelis :

— pour donner à son action en faveur de la région l'autorité et le poids d'un large soutien de la population ;
— pour que se retrouvent sur son nom tous les républicains épris de liberté et de justice sociale.

Votez

André DELELIS
Député sortant
Maire de Lens — Conseiller général

Elu de tous, au service de tous !

QUATORZIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Carvin, Hénin-Liétard.

M. Fernand DARCHICOURT

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)

élu le 30 juin 1968

(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Assemblée Nationale
Fernand Darchicourt

Hénin-Liétard, le 13 juin 1968.

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Le désordre provoqué durant les événements de mai par les contradictions du Gouvernement aurait pu, sans le sang-froid des hommes de gauche et de progrès, conduire le pays au drame.

Vous vous posez la question : cela pouvait-il être évité ?

Oui, sans aucun doute. Il aurait suffi que le Gouvernement engage à temps les négociations nécessaires.

Ce qui a été accordé sous la pression populaire pouvait l'être plus tôt, et le pays et vous-même auriez fait l'économie d'une longue grève. Vous allez donc voter le 23 juin. Nous l'avions nous-mêmes réclamé dès le 16 mai.

A la demande de mes amis, comme en mars 1967, dans le même esprit et avec les mêmes intentions, je suis à nouveau candidat.

Je pense ne vous avoir jamais déçus et fais confiance à votre jugement.

Avec mes remerciements anticipés, je vous prie de croire en mes sentiments dévoués.

Fernand DARCHICOURT.

Notre programme de législature :

Progrès social.

— Salaire minimum de 600 F pour 40 heures.

— Relèvement du pouvoir d'achat des personnes âgées et des invalides.

— Développement garanti des prestations familiales.

— Application de l'article 55 de la loi de 1962 (Plan quadriennal) en faveur des anciens combattants et victimes de la guerre.

— Abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale et convocation immédiate d'une Conférence nationale des organisations intéressées à une réforme démocratique de celle-ci.

— Retour dans les meilleurs délais aux 40 heures sans diminution de salaire.

— Abaissement progressif de 65 à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes de l'âge donnant droit à une retraite complète sur la totalité des années de versement.

— Augementation des indemnités de chômage et extension de celles-ci aux jeunes sans emploi.

— Reconnaissance de la section syndicale d'entreprise.

— Extension des attributions des comités d'entreprise.

— Emancipation de la femme par l'élimination des inégalités dans le travail et les salaires.

Multiplication des crèches et des établissements pour l'enfance inadaptée.

Une école.

— Réforme de l'Université : ouverture à toutes les catégories sociales - méthodes pédagogiques meilleures — autonomie interne — organisation de l'éducation permanente.

— Gestion interne des institutions éducatives (école et université) par les enseignants, les étudiants et les parents d'élèves.

— Moyens financiers plus élevés pour la formation des maîtres et l'augmentation des bourses.

— Création d'une allocation d'études sur critères universitaires.

— Construction accélérée de lycées du secondaire et du technique, de C.E.S. et de CET, d'instituts universitaires de technologie.

Un emploi.

— Développer les industries nouvelles.

— Développer les équipements sociaux collectifs : hôpitaux, maternités, maisons de retraite et de convalescence.

— Favoriser la formation professionnelle des jeunes et des adultes.

— Création d'un Service national de l'emploi avec décentralisation dans les régions.

— Effort particulier pour la région minière par la création d'emplois nouveaux, surtout pour les jeunes.

Un toit.

— Construction de 600.000 logements par an dont 350.000 logements sociaux.

— Action contre la spéculation foncière.

— Priorité au logement social, en particulier pour les jeunes ménages.

Justice fiscale.

— Abrogation des privilèges fiscaux.

— Taxation des plus-values sur le capital.

— Exonération des revenus inférieurs à 6.000 F.

— Réaménagement des barèmes.

— Simplification des procédures de la T.V.A.

Pour les jeunes.

— Développer les équipements sportifs et culturels : terrains de sports, piscines, maisons de jeunes.

— Majorité civile à 18 ans.

— Appel sous les drapeaux à 19 ans et réduction du service militaire à douze puis à huit mois.

Pour la paix.

— Au Vietnam, arrêt immédiat et inconditionnel des bombardements américains sur le Nord-Vietnam.

— Au Proche-Orient, recherche d'une solution librement négociée entre les belligérants.

— Pour la France, renonciation à la force de frappe.

La F.G.D.S. propose :

— Un plan démocratique.
— Des hommes responsables.
— Une politique de paix et de solidarité internationale.

Electrices, électeurs,

Le Président de la République a décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale.

Le dimanche 23 juin, vous êtes appelés à aller aux urnes pour élire votre député. En la personne de Fernand Darchicourt, vous avez un député capable, qui a fait ses preuves au Parlement.

Vous avez un député qui a su se mettre au service de toutes les communes de la circonscription, sans exception, et au service de tous les habitants.

Son dévouement, sa compétence, son dynamisme sont unanimement reconnus. Vous avez donc un député qui a bien travaillé. Faites qu'il continue.

Le 23 juin, vous voterez

FERNAND DARCHICOURT

Ancien mineur — Maire d'Hénin-Liétard
Conseiller général — Député sortant

Remplaçant éventuel :

ALFRED PEUGNET

Professeur — Maire de Carvin

Dès le premier tour, votez F. Darchicourt et A. Peugnet.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier, avec 18.220 voix sur 44.505 suffrages exprimés, vous avez placé Fernand Darchicourt largement en tête. M. Desruelles qui s'est toujours dérobé à l'explication publique, n'a reculé devant aucun moyen, si déloyal soit-il, au cours de la campagne électorale.

Débauche de tracts avec insinuations malveillantes et affirmations mensongères, lacérage systématique de nos affiches, barbouillage de nos routes et même des édifices publics, tels les mairies d'Hénin-Liétard et d'Evin-Malmaison avec des insultes et des menaces. Tout lui a paru bon pour tenter de porter atteinte au crédit et à la réputation d'honnête homme qu'est notre ami Fernand Darchicourt.

Mais M. Desruelles doit savoir que nos populations n'ont aucune considération pour ceux qui ne se battent pas au grand jour et qui n'ont que l'insulte et la menace comme arguments.

Merci très sincèrement à celles et à ceux qui, le 23 juin dernier, en votant Fernand Darchicourt et Alfred Peugnet, ont condamné ces procédés qui ne sont pas à l'honneur de leurs auteurs.

Electrices et électeurs, le 30 juin, votre choix est clair.

Vous marquerez votre volonté de garder à notre circonscription une représentation parlementaire efficace en la personne de Fernand Darchicourt dont chacun sait l'autorité, la probité intellectuelle, l'expérience, le dévouement sans sectarisme, au service de tous.

Pour donner à son action parlementaire l'autorité et le poids d'un large soutien de la population.

Votez et faites voter

FERNAND DARCHICOURT

Ancien mineur — Maire d'Hénin-Liétard
Conseiller général — Député sortant

Remplaçant éventuel :

ALFRED PEUGNET

Professeur — Maire de Carvin

Pas d'abstentions.

Remerciements.

Nous remercions vivement et sincèrement les 18.220 électrices et électeurs qui, au premir tour, nous ont fait confiance en plaçant largement en tête les candidats de la F.G.D.S. et nous leur demandons de renouveler leur geste le 30 juin.

Electrices, électeurs,

Au second tour, votre choix est clair. Parmi vous, nombreux sont les démocrates et républicains de toutes tendances qui n'ont pas voté le 23 juin pour nos candidats.

Nous les invitons à nous rejoindre à l'occasion du scrutin de ballottage.

Pourquoi ? parce que la crise de mai est le résultat des erreurs, des imprévoyances et des insuffisances du Gouvernement.

Ce que ce pouvoir a provoqué et n'a su empêcher une fois, croyez-vous qu'il soit capable de l'éviter dans l'avenir ?

Déjà, il essaie de reprendre les avantages obtenus en provoquant la hausse des prix.

Face à cette politique que nous avons dénoncée, politique qui persistera si le Gouvernement actuel devait être reconduit, il faut pour nos populations laborieuses de la circonscription un député capable de faire entendre la voix de la justice et du progrès social.

En la personne de Fernand Darchicourt, vous aurez ce député. N'a-t-il pas déjà fait ses preuves ?

Mais, pour poursuivre sa tâche et donner le maximum d'efficacité à son action, il a besoin de votre confiance massive.

Aussi, pas d'abstentions. Ne dites surtout pas : « Ce n'est pas la peine que je me dérange, il sera de toute façon élu. » Ce serait une erreur qui ferait le jeu de l'adversaire U.D.R.

Le 30 juin, *républicains de toutes tendances*, vous vous unirez contre les candidats du pouvoir.

Vous voterez

FERNAND DARCHICOURT - ALFRED PEUGNET

PUY-DE-DOME

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Billom, Clermont-Est, Clermont-Sud, Pont-du-Château, Saint-Dier-d'Auvergne, Vertaizon.

M. Arsène BOULAY

(Candidat du Rassemblement républicain)

élu le 30 juin 1968

(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, chers amis,

Il y a dix ans le général de Gaulle arrivait au pouvoir.

Le peuple français était, à l'époque, déçu de l'impuissance du régime politique et irrité par la fréquence des crises ministérielles, dont les raisons véritables lui échappaient. Il s'inquiétait du trouble et de la division qui régnaient dans la police et dans l'armée. Il désirait qu'un régime de sécurité et de stabilité gouvernementale s'instaure dans le pays. Il pensait alors trouver dans le cadre de la Ve République la satisfaction de ses aspirations.

La faillite du pouvoir gaulliste :

Durant dix années consécutives, le nouveau régime bénéficiait d'un climat international et de conditions économiques bien meilleures que ses devanciers. Une majorité inconditionnelle pouvait lui permettre d'envisager et de promouvoir toutes les mesures législatives indispensables.

En fait, cette expérience s'est terminée dans la plus dramatique des faillites.

Le régime démocratique stable voulu par les Français ne tardait pas à sombrer dans l'exercice d'un pouvoir solitaire et sans partage et dix années d'absolutisme ont consacré notamment :

— le mépris des élus du peuple et l'ignorance systématique des corps intermédiaires (organisations syndicales, familiales et professionnelles),
— la mise en tutelle des collectivités locales,
— l'asservissement de l'information radiodiffusée,
— le sous-équipement de l'Education nationale.

Ces dix années d'autoritarisme gaulliste nous ont valu entre autres :

— plus d'un demi-million de chômeurs,

— l'appauvrissement continu de larges couches ouvrières et paysannes et l'accélération de l'exode rural,

— une fiscalité injuste qui favorise les sociétés anonymes et frappe 5 millions de contribuables modestes non imposés voici seulement dix ans,

— les ordonnances sur la Sécurité sociale,

— la pénurie des logements sociaux.

Une crise prévisible :

Faute de pouvoir s'exprimer normalement, le mécontentement qui ne cessait de grandir au fil des années devait fatalement se manifester dans la rue, comme il vient de le faire.

La responsabilité n'en incombe qu'au pouvoir monarchique et technocratique, à ses goûts de « grandeur » et à son mépris affiché des aspirations du monde universitaire et du travail.

Les avertissements n'ont pourtant pas manqué. Les électeurs n'ont pas la mémoire aussi courte que le pouvoir gaulliste peut le penser. Ils sauront se souvenir que nous avions, nous Fédération de la gauche démocrate et socialiste, dénoncé cette faillite il y a quinze mois déjà et proposé au pays les directions nouvelles pour parer à la crise alors menaçante.

Les propositions de la F.G.D.S.

Aujourd'hui, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste qui a déjà réalisé l'unité de trois grandes familles républicaines et offert l'unité de candidature à tous les adversaires du pouvoir personnel vous propose de rétablir, avec elle, la justice sociale dans l'ordre public.

Notre premier objectif sera de dresser un bilan exact de la situation économique et de faire face ensuite aux grands problèmes de l'heure, non seulement avec les possibilités existantes, mais aussi avec des moyens nouveaux et audacieux qui devront être articulés.

Pour les jeunes :

— Aider les jeunes ruraux qui quittent la terre du fait des mutations agricoles et qui viennent en ville, sans formation, sans travail, sans logement.

— Garantir aux jeunes citadins, non seulement un emploi, mais aussi leur participation aux activités collectives de la cité.

— Réaliser pour les jeunes étudiants la réforme profonde et démocratique de l'enseignement à tous les niveaux et en tenant compte des importants projets élaborés par les intéressés.

— Réduire le service militaire à dix mois.

Pour les adultes :

— Consolider les avantages récemment arrachés (salaires, durée du travail, droits syndicaux).

— Relancer le pouvoir d'achat, en augmentant la consommation et en favorisant les grands investissements publics et privés, notamment par une Banque nationale d'investissement.

— Maintenir ce pouvoir d'achat par une rigueur monétaire et financière de tous les instants, permettant la stabilité des prix et l'élimination des dépenses de prestige, ruineuses, improductives et qui sont causes de l'inflation.

— Exonérer de l'impôt les revenus inférieurs à 6.000 F, et simplifier la T.V.A. au niveau du commerce de détail, de l'artisanat et de l'agriculture.

— Abaisser progressivement l'âge de la retraite.

— Aider les chômeurs à se reclasser, par des créations d'emplois dans les secteurs nouveaux et favoriser l'emploi des femmes.
— Aider les ruraux à se moderniser, afin d'entrer dans le Marché commun mieux armés pour la concurrence.
— Abroger les ordonnances de la sécurité sociale et appliquer effectivement les régimes nouveaux votés ces dernières années, mais que le gaullisme est incapable de mettre en œuvre.
— Améliorer réellement le sort défavorisé des handicapés et des personnes âgées, en augmentant les allocations et l'aide sociale.
— Reconnaître leurs droits aux anciens combattants d'Algérie et admettre le rapport constant.
— Indemniser équitablement les rapatriés.

Pour tous :

— Equipement du pays et plus particulièrement de notre Auvergne en logements, écoles, hôpitaux, routes, eau, égouts et téléphone.
— Maintien et amélioration des communications ferroviaires, développement de l'équipement touristique et apport d'industries nouvelles dans notre région.
— Rétablissement de la liberté et de l'honnêteté de l'information — suppression de la publicité à la télévision.
— Maintien de la paix dans le monde par la coopération internationale et construction de l'Europe.

C'est là un grand pas à accomplir dans la voie de la démocratie et du progrès social.
C'est à quoi nous vous convions.

Vive la première circonscription !
Vive l'union de la gauche française !

Arsène BOULAY

Député sortant
Maire de Romagnat
Conseiller général de Clermont-Ferrand
Secrétaire de l'Association des maires du Puy-de-Dôme
Administrateur-délégué de l'Office public départemental des H.L.M.
Vice-Président de la CODER d'Auvergne
Présenté par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste
pour la défense des travailleurs et des familles

Remplaçant éventuel :

Maurice POURCHON

31 ans
Licencié ès lettres
Diplômé d'études supérieures
Professeur
Conseiller municipal de Clermont-Ferrand

Candidats de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste

---

2e *CIRCULAIRE*

Appel de Gabriel Montpied

Sénateur-Maire de Clermont-Ferrand
Président du Conseil général du Puy-de-Dôme

Le 23 juin, vous avez placé Arsène Boulay nettement en tête des candidats de la gauche avec près de 18.000 suffrages, et il mérite cette confiance.
Le dimanche 30 juin, il devient le candidat unique de la gauche.

Connaissant sa valeur et son dévouement, je sais que nous pouvons continuer à compter sur lui :

— pour l'équipement de la région,
— pour l'expansion agricole, commerciale, industrielle de Clermont-Ferrand et de l'Auvergne,
— pour la réforme démocratique de l'Université.

Electrices, électeurs, dans l'intérêt de tous les travailleurs au sens le plus large du terme, je vous demande de porter vos suffrages sur Arsène Boulay, député sortant, candidat de la République et de la liberté.

Chers amis,

Je remercie les 17.822 électrices et électeurs dont les suffrages du 23 juin courant nous ont désignés mon ami Maurice Pourchon et moi-même comme les candidats du rassemblement républicain, le dimanche 30 juin.

Le nombre des voix que nous avons obtenu n'atteint peut-être pas celui de mars 1967. A quoi doit-on attribuer cela ? Pour une large part, sans doute, à la présence cette année dans la compétition du premier tour d'un candidat d'une appartenance fort proche de la nôtre. Soutenu par le P.S.U., il a recueilli des suffrages qui se reporteront au second tour, dans le cadre des accords conclus, sur le candidat unique de la gauche que vous avez fait de moi.

Ne faut-il pas aussi voir dans les résultats du scrutin de dimanche dernier la conséquence d'un climat d'alarme créé et exploité dans le pays par le parti au pouvoir ? C'est cependant ce dernier qui, par son imprévoyance, son refus de dialogue, porte l'entière responsabilité des événements de mai, bien qu'il tente impudemment aujourd'hui d'apparaître à vos yeux comme le garant de l'ordre public.

Les voix que nous avons recueillies n'en marquent pas moins une progression considérable sur les 13.513 suffrages que mon regretté colistier et ami Ambroise Brugière et moi-même obtenions le 18 novembre 1962 et qui firent alors de nous les élus de la première circonscription.

Comme l'an dernier, je veux voir dans ce vote l'approbation d'une action parlementaire énergique et du souci qui fut le mien de rester en contact étroit avec vous depuis que je suis votre élu.

Peut-être faut-il y voir un hommage à la fidélité de toute une vie, sans sectarisme, aux mêmes opinions, à un attachement sans défaillance au socialisme, au syndicalisme, à la mutualité.

Après le scrutin de dimanche dernier, je ne doute pas que, comme ils ont eu l'occasion de l'affirmer au cours de la campagne électorale, les électeurs de Georges Azam, de Robert Gilbert et d'Antoine Barrière se rallieront à la candidature que les électeurs de la première circonscription ont désignée comme celle du rassemblement républicain pour le scrutin de ballottage.

Electrices, électeurs,

Dans une précédente circulaire et au cours de la campagne électorale, je vous ai exposé le programme qui est le mien, sans jamais céder à la démagogie et à la facilité des attaques personnelles.

Vous voulez comme nous :

— Une société de citoyens libres,
— Une économie moderne,
— Une Nation riche par le bien-être de ses travailleurs, par l'avenir qu'elle préparera à sa jeunesse, par les conditions de vie décentes qu'elle réservera à ses retraités.

— La prospérité de notre région par un équipement rationnel de son territoire,

— Une paix que garantiront une fraternelle coopération des peuples et une véritable solidarité internationale.

ARSÈNE BOULAY

Député sortant
Maire de Romagnat
Conseiller général de Clermont-Ferrand
Secrétaire de l'Association des maires du Puy-de-Dôme
Administrateur-délégué de l'Office public départemental des H.L.M.
Vice-Président de la CODER d'Auvergne

Remplaçant éventuel :

MAURICE POURCHON

31 ans
Licencié ès lettres
Diplômé d'études supérieures
Professeur
Conseiller municipal de Clermont-Ferrand

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bourg-Lastic, Clermont-Nord, Clermont-Sud-Ouest, Herment, Rochefort-Montagne, Saint-Amant-Tallende.

M. Valéry GISCARD D'ESTAING

(Candidat Républicain indépendant)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Electrices, électeurs, mes chers amis,

La France vient d'être secouée par une crise où nous avons vu réapparaître le désordre, la violence et la menace de l'anarchie. L'immense majorité silencieuse du pays a condamné ces désordres, comme elle a condamné les entraves à la liberté du travail et l'annonce par les partis extrémistes de leur intention de s'emparer du pouvoir, même dans l'illégalité.

C'est assez ! Les Français veulent vivre, travailler, étudier dans la paix et dans la liberté. Vous avez reconnu ceux qui, dans cette crise, ont voulu ajouter au désordre, ont pris la parole dans les manifestations au risque de déchaîner la violence. Les Auvergnats et les Auvergnates de tout âge et de toute condition vont répondre massivement :

Non au désordre !
Oui au calme et à la liberté !

Il faut aujourd'hui vous prononcer sans équivoque, toutes et tous, pour l'ordre et pour la liberté, afin d'éviter que cela ne dure ou que cela recommence.

Mais il faut aussi résoudre les problèmes qui expliquent la crise.

D'abord répondre au besoin de dialogue, que nous avons sans cesse réclamé.
Il faut traiter les problèmes des salariés avec les salariés, des agriculteurs avec les agriculteurs, des étudiants avec les étudiants. Il faut que la V[e] République soit un régime de dialogue et de liberté.

Ensuite mettre fin à la coupure de la France en deux.

A part les extrêmes et ceux qui ont incité aux manifestations, nous savons bien qu'il existe une immense majorité qui va jusqu'au centre gauche, et parfois au-delà, et qui est d'accord sur les problèmes essentiels.
A vous de la réunir, à vous de la soutenir, puisque c'est elle que nous vous proposons.

Enfin traiter les questions qui vous assaillent dans votre vie quotidienne.

Etudiants et enseignants.

Comme nous l'avons étudié au Colloque de Caen, il faut mettre en place des Universités dotées de l'autonomie, réformer les méthodes d'enseignement et les examens, organiser systématiquement la prospection des emplois pour les jeunes.

Salariés et cadres.

Depuis plusieurs mois, l'angoisse du chômage pèse sur notre pays. Une politique économique moderne et active doit être mise en place rapidement pour protéger votre niveau de vie et écarter le chômage. Le débat promis sur les ordonnances va permettre de corriger les injustices que nous avions dénoncées dès l'origine.

Agriculteurs.

Les désordres vous ont déjà coûté très cher. Le Président national des chambres d'agriculture m'a écrit pour évaluer à 8 % la perte que vous avez subie. Voilà le prix que vous font payer ceux qui, par démagogie, ont poussé au désordre. Nous allons exiger une révision en hausse des prix agricoles, nécessaire pour assurer la parité de vos revenus. Faites confiance aux hommes d'ordre et de progrès qui ont obtenu cette année le classement de la totalité du Puy-de-Dôme en zone de rénovation rurale, qui permet d'obtenir à 60 ans au lieu de 65, les avantages de vieillesse agricole, et qui ont conduit le Gouvernement à accepter la décote et le forfait pour la T.V.A. des agriculteurs. N'oubliez pas que si le plan Mansholt qui prévoyait la baisse du prix du lait et du beurre a été repoussé, c'est parce que nos représentants au Parlement européen ont voté contre, alors que les députés socialistes et ceux de la Fédération ont voté pour la baisse du prix du lait. Jugez vous-mêmes.

Commerçants, artisans, hôteliers et thermaux.

Vous risquez d'être les grandes victimes d'une crise voulue dans l'ombre par les partisans du collectivisme. Nous demanderons des crédits à taux spéciaux, l'étalement des échéances fiscales, une réduction pendant dix-huit mois du taux des charges sociales et la suppression des dispositions des ordonnances concernant le thermalisme.

Retraités, personnes âgées, épargnants.

C'est vous qui payez toujours les prix des désordres monétaires qui viennent amputer vos ressources si nécessaires à votre vie quotidienne.
Nous lutterons sans relâche pour protéger le franc, votre franc, que nous avions rétabli comme une des monnaies les plus solides du monde.

Auvergnates, Auvergnats,

Vous connaissez le travail incessant accompli sans défaillance comme Conseiller général du canton de Rochefort-Montagne auquel, bien entendu je resterai fidèle, comme maire d'une ville qui doit être un exemple de bien-être pour tous ses habitants, comme député qui a fait entendre votre voix dans tous les grands débats de la vie nationale. Vous avez vu les chantiers, les écoles, les aménagements ruraux, les travaux routiers.

Chacune, chacun d'entre vous a pu me saisir librement de ses difficultés. J'ai essayé chaque fois de les résoudre. Les 15.000 lettres de réponse envoyées au cours des quinze mois de la précédente législature en sont les témoins dans vos foyers.

Je continuerai à respecter les principes qui me guident dans la vie publique : la tolérance, qui permet à chacun dans notre circonscription de s'exprimer librement ; le respect des personnes que je n'attaque jamais, quelle que soit parfois l'injustice ou la méchanceté des critiques ; la fraternité qui établit entre nous un lien profond et chaleureux.

Condamnez la violence et le désordre.
Choisissez le progrès dans la liberté.
Vous serez fiers de votre vote.

En mars 1967, mon suppléant pendant neuf ans, le Dr Fric, m'a fait part de son désir de ne plus être candidat à nouveau. Je le remercie de sa longue fidélité et je propose à vos suffrages le docteur Jean Morellon, 47 ans, 4 enfants, maire de Messeix et conseiller général de Bourg-Lastic. Il vit tous les jours les problèmes du monde du travail et de l'agriculture. Il saura vous représenter efficacement.

VALÉRY GISCARD D'ESTAING

Républicain indépendant — Ve République
42 ans
Engagé volontaire dans la 1re Armée française
Croix de guerre
Conseiller général de Rochefort-Montagne
Ancien ministre des Finances et des Affaires économiques
Maire de Chamalières
Député sortant du Puy-de-Dôme
Père de famille (4 enfants)

Remplaçant éventuel :

JEAN MORELLON

Docteur en médecine
Conseiller général de Bourg-Lastic
Maire de Messeix

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ardes, Besse-en-Chandesse, Champeix, Issoire, Jumeaux, Latour-d'Auvergne, Saint-Germain-Lembron, Sauxillanges, Tauves, Veyre-Monton, Vic-le-Comte.

M. Joseph PLANEIX

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Voici un peu plus d'un an, je sollicitais vos suffrages et vous me manifestiez, une nouvelle fois, votre confiance et votre amitié.

Le régime actuel est le contraire de la démocratie économique et sociale

Après dix ans de pouvoir absolu, le régime traverse une crise très sévère qui sanctionne sa faillite. Le pays vient d'en dresser le constat. Le désordre provoqué durant les événements de mai 1968 par l'impuissance et les contradictions du Gouvernement, aggravé par les menaces du Chef de l'Etat aurait pu, sans le sang-froid des travailleurs, des agriculteurs, des jeunes et des partis de l'opposition, mener le pays à la guerre civile.

En fait, après une longue période de pouvoir autoritaire, nous constatons :

— le chômage des jeunes et d'un demi-million d'adultes ;
— l'inquiétude des cadres à la suite de concentrations improvisées ;
— la détresse des personnes âgées ;
— l'appauvrissement continu des agriculteurs ;
— l'accroissement des difficultés des artisans et des commerçants ;
— la répartition injuste du produit de l'effort collectif ;
— la pénurie de logements sociaux ;
— l'injustice fiscale ;
— le mépris du droit des anciens combattants.

Le régime actuel est le contraire de la démocratie politique

Dix ans de pouvoir absolu ont, en fait, abouti :

— Au mépris, par nos gouvernants, des élus du peuple.
— A l'ignorance systématique des aspirations des forces vives du pays ; organisations syndicales, familiales, professionnelles.
— A la mise en tutelle des collectivités locales.
— A la renaissance du chauvinisme.
— A l'asservissement de l'information radiotélévisée et à la commercialisation sans retenue de la culture et des loisirs.

— A la mise en place de tribunaux d'exception et à la remise en cause de l'indépendance de la magistrature et de la justice.

Par contre, le pouvoir a favorisé...

Dans l'ordre économique :

— Les gros possédants par une fiscalité avantageant les sociétés anonymes et les importantes fortunes.
— Les industries de guerre, par des privilèges exorbitants.
— La spéculation sur l'or, les constructions de luxe.

Dans l'ordre politique et intellectuel :

— L'embrigadement de la fonction publique.
— La mise en tutelle et la crise de l'Université.
— Le mépris des aspirations de la jeunesse.

Dans l'ordre international :

— Une politique de faux prestige, fondée sur une force de frappe illusoire et ruineuse.
— Le soutien de régimes totalitaires ou racistes.

La F.G.D.S. propose :

A. — Pour assurer l'expansion et mettre l'économie au service de l'homme, la F.G.D.S. proclame la nécessité d'élaborer démocratiquement un Plan de développement économique et social. Celui-ci aura pour but d'accroître l'effort scientifique et de le réserver à des fins de progrès.

B. — La politique industrielle :

La F.G.D.S. entend donner progressivement à la collectivité les éléments essentiels du pouvoir de décision économique (création d'une Banque nationale d'investissement).

C. — La politique agricole :

La politique agricole exige que soit assurée une juste rémunération du travail paysan par une politique appropriée des prix. Il faudra différencier les moyens mis en œuvre selon les situations, les types d'agriculture et les régions. Le développement de l'agriculture française doit se réaliser par :

— La planification des objectifs en fonction des besoins de nos partenaires européens et une orientation efficace des productions permettant un meilleur écoulement des produits.
— La modernisation des structures ; l'aide à l'équipement, l'allégement des charges d'exploitation, le développement de la coopération et de la commercialisation.

D. — Le progrès social :

Le progrès social sera poursuivi par l'amélioration des conditions de vie et en particulier par la garantie et l'élévation du pouvoir d'achat dont la révision périodique sera organisée.

— La fixation immédiate d'un salaire minimum décent.
— Le relèvement du pouvoir d'achat des personnes âgées et des invalides.

— Le respect des engagements pris à l'égard des anciens combattants.
— L'abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale.
— L'abaissement progressif de la durée du travail et de l'âge donnant droit à une retraite complète.
— Le rétablissement de la mutualité dans ses droits.
— L'indemnisation complète des rapatriés.

L'émancipation de la femme :

L'émancipation de la femme se fera par

— La multiplication des crèches.
— L'aménagement de leurs horaires ainsi que ceux de l'école.
— La protection et l'éducation de l'enfance handicapée.
— La création de maisons de convalescence pour enfants.

Construction et logement :

La F.G.D.S. prendra l'initiative d'un vaste plan d'action susceptible de conduire à une production annuelle de 600.000 logements avec priorité pour les logements sociaux.

E. — La politique fiscale :

Il importe de rendre la fiscalité juste et sincère tout en la mettant au service du développement de l'activité économique.

Des hommes responsables :

Les événements de ces dernières semaines ont révélé d'abord le refus d'une société bureaucratique et oppressive. La Fédération qui n'avait cessé de dénoncer les tares de notre système social, entend satisfaire cette exigence démocratique sur trois plans :

1° Dans les communes, les départements et les régions.
2° Dans l'entreprise.
3° Sur le plan culturel, par la démocratie à l'école et à l'Université impliquant son ouverture à toutes les catégories sociales, des méthodes pédagogiques meilleures, un nouveau mode de gestion et l'organisation de l'éducation permanente.

Une politique de paix et de solidarité internationale :

1° Toute politique étrangère se définit par rapport à des objectifs et à des principes. La diplomatie du pouvoir n'a ni doctrine, ni moralité. C'est une diplomatie de clientèle et de règlement de comptes.

2° En matière internationale, l'ordre socialiste implique :

— La liberté pour chaque peuple,
— La solidarité entre les nations et,
— La paix pour tous.

3° La forme privilégiée de notre action internationale demeure l'unité européenne, seule formule qui concilie les chances de la démocratie socialiste avec l'indépendance politique dans la solidarité économique.

4° L'établissement d'une paix solide et durable nécessite enfin l'organisation de la coexistence pacifique et, en particulier, un désarmement programmé, contrôlé par les Nations Unies et étendu aux armes nucléaires dont la prolifération doit être bannie.

Pour conclure, la F.G.D.S. est prête à assumer ses responsabilités.

L'avenir de ce pays et le bonheur des citoyens, voilà la raison de notre combat. En votant pour Joseph Planeix vous voterez pour la République et la liberté.

JOSEPH PLANEIX

Député de la circonscription
Membre de la Commission de la production et des échanges
Entrepreneur de travaux publics
Maire de Parent — Conseiller général de Vic-le-Comte
Président de la Commission des routes départementales
Président de l'Association des Gîtes ruraux et Logis d'Auvergne
Membre de la Commission régionale d'équipement
Président du Syndicat d'adduction en eau potable de la région d'Issoire
Administrateur des organismes sociaux
Chevalier du Mérite social
Délégué cantonal

Remplaçant éventuel :

Docteur PIERRE BOUCHAUDY

Docteur en médecine
Député suppléant
Conseiller général de Tauves — Secrétaire du Conseil général
Président de la Commission des routes nationales et du tourisme
Délégué cantonal

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, mes chers amis,

Dès le premier tour des élections du 23 juin, vous m'avez placé nettement en tête des six candidats en présence.

Je vous remercie de cette confiance renouvelée qui représente pour moi un témoignage de reconnaissance et un précieux encouragement pour l'avenir.

Comme par le passé, je continuerai à déployer une intense activité dans l'exercice de mon mandat de parlementaire, tant à l'Assemblée Nationale que sur le plan local.

Les nombreux suffrages recueillis font que je serai, le 30 juin, le seul candidat du rassemblement républicain.

Dans ces conditions, je fais appel à toutes les citoyennes et tous les citoyens de progrès et de liberté de la circonscription d'Issoire afin qu'ils m'apportent, massivement, leurs suffrages, pour assurer le succès de celui qui a toujours été leur ardent défenseur.

Electrices, électeurs, mes chers amis, en agissant ainsi vous manifesterez vos convictions républicaines et votre volonté d'instaurer une démocratie véritable, de justice et de progrès social.

JOSEPH PLANEIX

Député sortant

Candidat de la F.G.D.S.

Remplaçant éventuel :

PIERRE BOUCHAUDY

Docteur en médecine
Conseiller général

Gabriel Montpied, Sénateur, Président du Conseil général,
André Barroux et Abel Gauthier, Sénateurs du Puy-de-Dôme vous demandent de voter pour Joseph Planeix.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ambert, Arlanc, Châteldon, Courpière, Cunlhat, Lezoux, Maringues, Olliergues, Saint-Rémy-sur-Durolle, Saint-Amant-Roche-Savine, Saint-Anthème, Saint-Germain-l'Herm, Thiers, Viverols.

M. Fernand SAUZEDDE

(Candidat Fédération de la gauche démocrate et socialiste)

élu le 30 juin 1968

(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

« Toute forme de mépris, si elle intervient en politique, prépare ou instaure le fascisme » (A. Camus).

Electrices, électeurs,

La dissolution de l'Assemblée Nationale met fin au mandat parlementaire qu'une importante majorité d'entre vous m'avait confié pour la seconde fois le 12 mars 1967, alors que notre pays traverse une crise nationale que le pouvoir n'a su prévoir et qu'il est incapable de solutionner.

En effet, pendant dix années consécutives, bénéficiant d'un climat international et de conditions économiques meilleurs que ses devanciers, disposant d'une majorité inconditionnelle qui lui permettait de promouvoir toutes les mesures législatives nécessaires, s'étant même arrogé des pouvoirs spéciaux étendus, la gestion nationale du pouvoir gaulliste aboutit, malgré tous les moyens dont elle a disposé ou qu'elle a usurpés en 1968, à la plus dramatique des faillites.

C'est que, pendant dix ans, le régime a :

— Bafoué la véritable démocratie,
— Monopolisé et truqué l'information,
— Poursuivi inlassablement une politique internationale nationaliste, provoquante, surannée, attristante, ridicule et dangereuse, alors qu'une jeunesse ardente et généreuse entend effacer les frontières que la science et le cœur ont déjà condamnées,
— Frustré le peuple français du fruit de l'expansion en repoussant, année après année, la trop fameuse « année sociale » toujours promise, jamais réalisée,
— Refusé la priorité des priorités à l'Education nationale au profit d'une force de frappe ruineuse et inefficace.

Cette politique, poursuivie aveuglément pendant dix ans de pouvoir gaulliste sans partage, a fait éclater une contestation sans précédent qui a fait se dresser toutes les forces vives de la Nation.

Le pouvoir gaulliste a, pendant dix ans, démontré à l'évidence qu'il n'est pas qualifié, ni lui, ni ses alliés giscardiens, dont la participation et le soutien au régime ont été sans éclipse pour remettre le pays sur la voie traditionnelle et humaine de son destin.

Plus grave encore : par sa dernière allocution télévisée, le Président de la République a cessé définitivement d'être l'arbitre national qu'il devait être, pour n'être plus que le chef hargneux et méprisant d'un parti conservateur, distinguant entre bons et mauvais Français, claironnant un anticommunisme stupide, et enfin, et surtout, menaçant le pays de guerre civile par son appel aux comités d'action civique, sa consultation mystérieuse et inquiétante des chefs militaires, et singulièrement des chefs paras.

C'est parce que je me suis élevé inlassablement contre un tel régime et un tel pouvoir, que, répondant à la demande de la Fédération du Puy-de-Dôme de la gauche démocrate et socialiste, de mes amis Montpied, Gauthier, Barroux, sénateurs, de nombreux conseillers généraux, maires, adjoints, conseillers municipaux de cette circonscription, je sollicite, en compagnie de mon ami Paul Bostvironnois, une fois encore vos suffrages.

Sur le plan national, notre programme est évidemment celui de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, adapté aux circonstances actuelles. Ne voulant, dans le cadre de cette circulaire, entrer dans le détail, ce programme peut se résumer par cette formule :

Aller vers le socialisme :

— par la liberté et le dialogue,

— par une société de citoyens libres,

— une économie de progrès,

— une agriculture moderne,

— la justice sociale et l'abrogation des ordonnances concernant la sécurité sociale,

— la promotion de la femme,

— l'attribution d'une retraite décente aux vieux travailleurs et d'une pension convenable aux handicapés de tous ordres,

— la réduction de la durée hebdomadaire de travail afin de donner un emploi à tous,

— l'abaissement de l'âge de la retraite,

— la modernisation et la démocratisation de l'enseignement,

— une politique de la jeunesse et des loisirs,

— la diminution du temps de service militaire,

— la paix dans un monde désarmé et organisé.

Sur le plan de la circonscription je serai évidemment actif et vigilant, attentif, comme par le passé, à tous les problèmes économiques et sociaux notamment au maintien et à l'amélioration des relations ferroviaires et routières, dont dépendent la survie et le développement de notre région pour le mieux-être de chacune et de chacun.

Electrices, électeurs,

Enfant du pays, de même condition sociale que la quasi-totalité d'entre vous, et connaissant bien vos besoins et vos aspirations, animé d'un désir ardent de changement dans l'ordre et la paix civile, s'appuyant sur un programme étudié et réalisable, nous vous demandons,

Contre un régime de faillite et ses alliés, pour la démocratie, la justice sociale et la paix de voter en masse pour

Fernand SAUZEDDE

Député sortant
Artisan graveur (Médaille d'or Exposition nationale du travail)
Maire Conseiller général de Thiers
Président de l'Office départemental d'H.L.M.
et du Syndicat intercommunal d'électricité et de gaz du Puy-de-Dôme
Vice-président de l'Union hospitalière du centre
Secrétaire de la Fédération nationale des collectivités locales
Vice-président de l'Union des maires du Puy-de-Dôme
Président d'honneur des vieux travailleurs

Remplaçant éventuel :

Paul BOSTVIRONNOIS

Géomètre principal du cadastre à Ambert
Conseiller municipal de Saillant
Délégué cantonal

Candidats de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste

Dans les circonstances actuelles, voter est un devoir plus impérieux que jamais. Ne vous abstenez pas. Votez dès le premier tour de scrutin. Votez F.G.D.S., Sauzedde et Bostvironnois.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs de Thiers-Ambert,

Je remercie bien sincèrement les 14.723 d'entre vous qui m'ont accordé leur confiance et mis en tête des candidats quant au résultat de ce premier tour de scrutin. Il m'est aussi agréable de souligner que les candidats de la gauche l'emportent sur ceux du pouvoir dans la plupart des cantons de la circonscription.

Malgré la multiplicité des candidatures, les électeurs m'ont placé premier de tous les candidats. Je veux y voir l'approbation, à la fois, d'une action parlementaire énergique et du souci qui fut le mien de rester en contact étroit avec vous.

Peut-être est-ce également le fruit de la fidélité de toute une vie, sans sectarisme, aux mêmes opinions et mon attachement sans défaillance au socialisme, à la liberté, au syndicalisme et à la mutualité.

Après les résultats de dimanche dernier, j'ai la conviction que, comme ils ont eu l'occasion de l'affirmer au cours de la campagne électorale, les électeurs de Jean Chaduc et d'Etienne Coudert, et tous les démocrates sincères et de progrès, voteront pour les candidats désignés par le suffrage universel pour devenir les élus du rassemblement républicain.

Pour la défense des travailleurs et de leurs familles.

Votez

Fernand SAUZEDDE

et Paul BOSTVIRONNOIS

Electrices et électeurs de Thiers-Ambert, chers amis,

Nous vous remercions d'avoir placé en tête des candidats notre ami F. Sauzedde, député sortant. Le connaissant bien, nous vous réaffirmons qu'il est le meilleur, le plus apte à défendre vos intérêts.

Parachevez la victoire républicaine en votant pour

FERNAND SAUZEDDE

et PAUL BOSTVIRONNOIS, *son remplaçant éventuel*

Montpied, Président du Conseil général
Sénateur-maire de Clermond-Ferrand

Gauthier, Barroux
Sénateurs du Puy-de-Dôme

et la majorité des Conseillers généraux du Puy-de-Dôme.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aigueperse, Combronde, Ennezat, Manzat, Menat, Montaigut-en-Combraille, Pionsat, Pontaumur, Pontgibaud, Randan, Riom-Est, Riom-Ouest, Saint-Gervais-d'Auvergne.

M. Michel DUVAL

(Candidat Républicain indépendant - Vᵉ République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1ʳᵉ CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La très grave crise nationale que traverse la France nécessite que vous soyez tous consultés en vertu des règles de la véritable démocratie, sur les orientations que vous souhaitez donner à notre pays.

Au moment où l'anarchie menace de s'étendre et où une minorité a tenté de s'imposer par la subversion, la violence et l'illégalité, chaque Français doit choisir entre :

— la démocratie populaire et
— la voie des réformes dans l'ordre et la liberté.

C'est la deuxième solution que je souhaite mettre en œuvre avec vous tous, car je crois qu'il est possible de trouver entre un capitalisme dépassé et un communisme totalitaire, une voie française vers une société nouvelle, ouverte à tous, à laquelle chacun d'entre nous doit participer.
En effet, les événements de ces dernières semaines ont démontré que la crise transposée sur le plan politique, était aussi une crise de civilisation.

L'anxiété du corps social devant la rapidité des changements,

La révolte de la jeunesse à la recherche de nouvelles valeurs,

L'explosion sociale démontrent que les Français entendent avoir la possibilité de participer aux décisions qui concernent leur propre vie.

C'est pourquoi avec Valéry Giscard d'Estaing nous avons toujours préconisé l'instauration d'un véritable dialogue dans la vie publique, sous ses aspects politiques, administratifs et sociaux.

L'inconditionnalité, de droite ou de gauche, ne nous intéresse pas.

C'est pourquoi nous demandons un élargissement de la majorité au Centre et au Centre gauche pour éviter l'affrontement des deux extrêmes.

Les réformes nécessaires ne peuvent être accomplies que dans l'ordre rétabli et dans la liberté par :

La liberté du travail.

La décentralisation des décisions au niveau des régions, et l'association des représentants élus de toutes les catégories sociales.

La réforme de l'enseignement par l'autonomie régionale des Universités et la participation des étudiants à leur gestion.

La liberté de l'information et l'autonomie de l'O.R.T.F.

Nous voulons : un nouveau contrat social public comportant :

— la sécurité de l'emploi ;

— l'élévation de la qualification par un effort massif de formation professionnelle ;

— la création d'un Institut national de prévision de l'emploi, notamment pour les jeunes ;

— la transformation des relations dans l'entreprise par :

- le fonctionnement normal du syndicalisme dans l'entreprise, les sections syndicales devant participer et pas seulement contester,
- l'intéressement des travailleurs à la marche et aux résultats des entreprises, pour rendre au travail salarié toute sa dignité.

— la réduction progressive de l'âge de la retraite à 60 ans ;

— un effort particulier pour les familles et le logement notamment des jeunes ;

— un effort accru pour les petits agriculteurs de notre région qui doivent bénéficier d'une aide privilégiée dans les régions d'élevage par des prix « planchers » garantis ;

— la régionalisation des crédits de l'agriculture, conformément à la proposition de loi que j'ai signée ;

— la réforme de l'impôt sur le revenu, devenu trop lourd ;

— la simplification de la T.V.A. dans ses taux pour les commerçants et les artisans et dans ses modalités de remboursement pour les agriculteurs ;

— aménager la sécurité sociale avec la participation de tous ;

— améliorer rapidement le sort des personnes âgées ;

— régler définitivement les problèmes de l'amnistie et des rapatriés ;

— liquider le contentieux des anciens combattants de toutes les guerres ;

— défendre le franc pour que les conquêtes sociales ne soient pas rapidement annulées par la hausse des prix.

Ces objectifs peuvent être atteints, mais il y faut l'effort résolu de l'ensemble des Français pour construire une société plus juste, plus humaine, plus fraternelle.

Il y a quatorze mois seulement vous m'avez élu député.

Vous connaissez mon action qui a permis de sauvegarder l'autonomie de la sécurité sociale minière et de préserver le remboursement des cures thermales.

Vous connaissez l'indépendance que j'ai manifestée au sein de la majorité dans les débats relatifs à la T.V.A. agricole, l'amnistie, l'introduction de la publicité à la télévision.

Je vous avais promis d'agir :

Pendant ces quatorze mois j'ai sauvegardé l'existence gravement menacée :

— de la Manufacture des tabacs,
— de la Cour d'appel.

Par mes fonctions de Rapporteur du budget de l'Aménagement du territoire à l'Assemblée Nationale, j'ai obtenu :

— la rénovation des routes (R.N. 9, R.N. 143, R.N. 141),
— le classement de l'ensemble de l'arrondissement de Riom en zone de rénovation rurale, ce qui permet d'accorder :

- l'indemnité viagère de départ à 60 ans,
- des bourses plus nombreuses et plus élevées aux enfants d'agriculteurs,
- des prêts spéciaux pour les artisans (3 % - 30 ans),
- une participation exceptionnelle de l'Etat à la création des zones industrielles,
- une prime particulière d'investissement hôtelier,
- des subventions supplémentaires pour les routes, l'adduction d'eau, le tou-
- risme et les stations thermales.

Ce fut un dur combat car l'arrondissement de Riom en avait été exclu, comme le département de l'Allier.

J'ai obtenu :

— la création de la zone industrielle de Riom non inscrite au Ve Plan,
— le maintien des lignes de chemin de fer de Volvic-Lapeyrouse et de Châtel-guyon,
— l'augmentation des primes industrielles pour la zone minière,
— des crédits supplémentaires ou des ressources particulières d'emprunt pour les syndicats d'adduction d'eau de Riom - Mozac, du Sioulet, de Sioule et Morge et de la plaine de Riom (Randan, Villeneuve-les-Cerfs, Saint-Clément-de-Regnat),
— un contingent supplémentaire de betteraves pour les agriculteurs de Limagne,
— des crédits pour les logements,
— la construction en un an d'un collège d'enseignement secondaire à Riom,
— la transformation prochaine de la R.N. 143 en une artère routière moderne, axe de développement de toute la Combraille.

J'ai défendu :

— les organismes de construction riomois : H.L.M., C.I.L., Crédit immobilier.

J'ai recherché :

— des entreprises susceptibles de se décentraliser à Montaigut, Saint-Eloy-les-Mines. Deux projets aboutiront dans les prochains mois, deux autres sont possibles.

Vous me connaissez maintenant.
Vous savez que je me comporte en représentant de l'ensemble des électeurs, refusant tout sectarisme, et apportant mon aide à chacun, quelle que soit sa condition.
Il y a désormais entre nous autre chose qu'un pacte électoral.
Il reste beaucoup à faire pour rattraper les retards accumulés et améliorer rapidement le mieux-être de chacun de vous.

Votre confiance me permettra d'agir.

MICHEL DUVAL

Député sortant
Républicain indépendant - V[e] République
Inspecteur de l'Economie nationale
41 ans — Combattant 1939-1945
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Père de famille nombreuse

Remplaçant éventuel :

PAUL CHASSAING

53 ans
Conseiller général, maire de Pontaumur
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre, officier des Palmes académiques
Notaire
Président du Syndicat d'adduction d'eau du Sioulet
Père de famille nombreuse

2[e] *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs, mes chers amis,

Merci !

Merci à tous pour l'expression si nette et si massive de votre confiance !

Merci d'avoir approuvé mon action et mes buts.

Au premier tour l'an dernier, vous m'aviez encouragé en m'accordant 13.490 suffrages. Mon élection fut acquise au second tour.

Cette fois vous étiez 24.553 et la majorité absolue a failli être acquise, dès dimanche dernier.

Vous avez compris que je voulais avec vous construire le renouveau de l'arrondissement tout entier.

En quatorze mois, les résultats sont déjà visibles.

Agriculteurs, ouvriers ou cadres, commerçants ou travailleurs indépendants, artisans et jeunes de chez nous, vous savez désormais les uns et les autres, que votre député sait faire entendre à Paris votre voix.

Par votre vote vous avez réprouvé la violence et choisi l'ordre et la liberté.

Vous avez comme l'immense majorité des Français manifesté votre attachement aux institutions de la V[e] République.

Vous avez choisi la raison et rejeté la haine.

Vous voulez une majorité de discussion et non d'approbation.

Vous connaissez ma volonté de dialogue et je sais que vous voulez participer aux choix qui conditionnent votre avenir.

Je vous demande, en votant pour moi, de contribuer à l'élargissement de la majorité *nationale,* n'excluant que les communistes sectaires et ceux des socialistes qui veulent demeurer leurs otages.

La crise qui vient de secouer le pays, impose des décisions rapides pour que :

— l'agriculture n'en soit pas la victime ;
— les avantages acquis par les salariés ne soient pas illusoires ;
— les petites et moyennes entreprises puissent vivre ;
— le commerce prospérer.

Avec vous, je lutterai pour y parvenir.

Ce n'est pas un député de l'opposition qui pourra y contribuer car démagogie et littérature ne régleront pas vos problèmes.

Ensemble nous construirons le mieux-être de chacun de vous et nous poursuivrons l'action de rénovation, entreprise dans l'arrondissement.

Agir est ma devise.

Habitants de l'arrondissement de Riom, pour réussir j'ai besoin de vous tous.

MICHEL DUVAL

Député sortant
Républicain indépendant - V République
Inspecteur de l'Economie nationale
41 ans — Combattant 1939-1945
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Père de famille nombreuse

Remplaçant éventuel :

PAUL CHASSAING

53 ans
Conseiller général, maire de Pontaumur
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre, officier des Palmes académiques
Notaire
Président du Syndicat d'adduction d'eau du Sioulet
Père de famille nombreuse

PYRÉNÉES (BASSES-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Garlin, Lembeye, Lescar, Montaner, Morlaàs, Nay-Est, Nay-Ouest, Pau-Est, Pau-Ouest, Pontacq, Thèze.

M. Pierre SALLENAVE

(Candidat du Centre - Progrès et démocratie moderne)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Une éphémère législature vient de prendre fin avec la dissolution de l'Assemblée Nationale. Encore sensibilisés par les violences de la rue et la paralysie généralisée de notre économie, vous êtes sollicités de faire, sans recul par rapport à l'événement, un choix dont M. le Président de la République déclarait qu'il n'avait jamais revêtu « une telle importance nationale ». Alors que la gravité de la situation exigerait un jugement plus lucide, plus courageux et plus généreux qu'en des circonstances ordinaires, je crains qu'une nouvelle fois, nous ne soyons acculés à des options sommaires et simplistes. Aussi, quelles que soient vos convictions, je vous adjure d'accorder à la destination de votre suffrage, le temps d'une réflexion à laquelle je me suis moi-même plié, en tant que citoyen d'abord, en qualité de candidat ensuite.

L'objet fondamental de cette consultation doit être d'éviter à la France de revivre un jour des heures aussi dramatiques. Pour ne pas déboucher de la crise sur le chaos, il fallait dans l'immédiat empêcher le déchaînement de la subversion sous toutes ses formes. En 1968 comme en 1961, je n'ai jamais hésité à faire taire mes réserves pour me compter aux côtés des dépositaires, démocratiquement désignés, de la légalité. Mais si les réflexes de crainte peuvent provoquer les grands élans de discipline nationale, il est moins sûr qu'ils soient capables d'inspirer les nécessaires révisions. Il appartient désormais à chacun, dans la sérénité retrouvée, de mesurer ses responsabilités d'hier et de prendre ses résolutions pour demain.

Les tempêtes idéologiques, les haines de races, les rivalités des peuples, la guerre déclarée ou larvée secouent le monde et notre pays n'est pas épargné par ce mouvement tumultueux dont on peut se demander s'il porte en lui l'annonce de temps meilleurs ou l'anéantissement des valeurs sur lesquelles notre civilisation est fondée. C'est en relation directe avec ce courant universel que s'est déclenché le soulèvement des étudiants, éléments précurseurs de toute une jeunesse — celle de l'étude et celle des ateliers — puis du monde du travail dans son entier.

Séparant les apports positifs des aspirations utopiques ou des intentions anarchisantes, nous devrons utiliser le fruit de ces dures semaines et redonner ainsi

confiance à nos jeunes, inquiets à bon droit devant le fait que la préparation à la vie d'homme n'a jamais été aussi longue et difficile et le résultat aussi incertain.

Appeler des réformes sur le plan social n'est pas, de notre part, conversion récente, puisque nous demandions déjà en 1967 « des objectifs sociaux plus audacieux », et ce n'est pas davantage rechercher un terrain de conflit avec les majoritaires d'hier puisque leur nécessité et leur urgence sont reconnues par le Chef de l'Etat, par le Premier Ministre, par le Président de l'Assemblée dissoute et, en des termes sévères, par M. Giscard d'Estaing.

La tâche des députés élus les 23 et 30 juin sera donc, avant tout :

— d'ouvrir à la *jeunesse*, les voies d'un avenir plus sûr par un effort accru en faveur de la formation intellectuelle et professionnelle, à travers des études adaptées aux exigences de la vie moderne, à travers une Université rénovée dans ses structures et ses méthodes et dans la perspective de débouchés conformes à la qualification de chacun ;

— d'assurer l'*emploi* à tous les Français actifs, par des mesures à la fois d'ordre économique telles que la reprise des investissements et d'ordre social comme l'abaissement de l'âge de la retraite ;

— de relancer notre *économie* par l'élimination des charges improductives et une plus équitable fiscalité, indispensables à notre commerce, notre artisanat et notre industrie qui vont devoir supporter, d'un seul coup, le poids des dernières concessions gouvernementales ;

— de sortir notre *agriculture* de son marasme endémique en menant de pair l'évolution structurelle compatible avec nos exploitations familiales et la défense des prix sans laquelle s'accroîtrait encore la disparité avec les prix industriels ;

— de promouvoir une nouvelle étape du *progrès social*, en donnant un sens concret aux formules de participation, en assurant une croissance harmonieuse des niveaux de vie des travailleurs et retraités, en intensifiant les efforts en faveur de l'épanouissement de la femme, en faveur des familles, des personnes âgées et de l'enfance inadaptée, et en développant les équipements collectifs en matière de logements et d'installations hospitalières ;

— de maintenir l'*unité nationale* par la défense des institutions, par la sauvegarde de toutes les libertés, par l'impartialité de l'information, par le respect des engagements contractés envers les anciens combattants, par l'amnistie totale et l'indemnisation des dommages subis par les Français rapatriés ;

— de rechercher inlassablement la *paix* par notre présence dans les instances internationales, par la fidélité à nos alliances et à la construction européenne et par notre participation à l'effort mondial pour le développement.

La réalisation d'un tel programme constituerait à la vérité, une véritable *politique nouvelle*, susceptible de rallier par-delà les cloisonnements, quels qu'ils soient, tous les parlementaires qui font passer les intérêts supérieurs et le bien commun avant leurs divisions artificielles. Mais cette politique nouvelle ne sera, en définitive, possible, que par un assouplissement des relations entre Gouvernement et Assemblée et par un authentique dialogue.

Hommes de proposition, les députés du centre peuvent jouer dans la prochaine législature un rôle majeur. Les électrices et les électeurs de la circonscription de Pau peuvent contribuer à créer cette force d'indispensable équilibre. Je suis prêt à assumer la charge qu'ils me confieraient une nouvelle fois pour mener à Paris une telle politique de mouvement dans l'ordre et la projeter aussi dans notre Béarn, dans nos villes, nos bourgs, nos villages, et dans Pau, centre régional, par une action locale concertée avec les élus et les responsables économiques et syndicaux.

Chères concitoyennes, chers concitoyens, cette élection capitale, survenant à une heure aussi grave, requiert votre courage et le mien. Par votre élan massif au pre-

mier tour, désignez-moi pour porter au deuxième tour, face à la coalition contrôlée par le Parti communiste, le drapeau de la *liberté* et du *progrès*.

Pierre SALLENAVE
Négociant
Licencié ès Sciences
Conseiller général des Basses-Pyrénées
Ancien député
Candidat du Regroupement pour la liberté et le progrès dans la paix civile

Investi par le Centre - Progrès et démocratie moderne

Remplaçant éventuel :

Jean LABARRÈRE
Agriculteur exploitant
Conseiller général des Basses-Pyrénées
Président de la Commission de l'agriculture et des affaires économiques du Conseil général
Maire d'Asson

2e *CIRCULAIRE*

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Ma gratitude émue va vers vous toutes et vous tous, électrices et électeurs qui m'avez apporté 27.079 suffrages, me plaçant ainsi d'une manière nette, en tête des quatre candidats.

Dans la conjoncture qui se dessine à travers les élections du 23 juin, le résultat de la circonscription de Pau est particulièrement remarquable car il marque à la fois une volonté de progrès et un souci de paix civile.

Ensemble, nous avons, par notre vote, manifesté notre détermination :

— d'ouvrir à la *jeunesse* les voies d'un avenir plus sûr par un effort accru en faveur de la formation intellectuelle et professionnelle, à travers des études adaptées aux exigences de la vie moderne, à travers une Université rénovée dans ses structures et ses méthodes et dans la perspective de débouchés conformes à la qualification de chacun ;

— d'assurer l'*emploi* à tous les Français actifs, par des mesures à la fois d'ordre économique telles que la reprise des investissements, et d'ordre social comme l'abaissement de l'âge de la retraite ;

— de relancer notre *économie* par l'élimination des charges improductives et une plus équitable fiscalité, indispensables à notre commerce, notre artisanat et notre industrie qui vont devoir supporter, d'un seul coup, le poids des dernières concessions gouvernementales ;

— de sortir notre *agriculture* de son marasme endémique en menant de pair l'évolution structurelle compatible avec nos exploitations familiales et la défense des prix sans laquelle s'accroîtrait encore la disparité avec les prix industriels ;

— de promouvoir une nouvelle étape du *progrès social,* en donnant un sens concret aux formules de participation, en assurant une croissance harmonieuse des niveaux de vie des travailleurs et retraités, en intensifiant les efforts en faveur de l'épanouissement de la femme, en faveur des familles, des personnes âgées et de

l'enfance inadaptée, et en développant les équipements collectifs en matière de logements et d'installations hospitalières ;

— de maintenir l'*unité nationale* par la défense des institutions, par la sauvegarde de toutes les libertés, par l'impartialité de l'information, par le respect des engagements contractés envers les anciens combattants, par l'amnistie totale et l'indemnisation des dommages subis par les Français rapatriés ;

— de rechercher inlassablement la *paix* par notre présence dans les instances internationales, par la fidélité à nos alliances et à la construction européenne et par notre participation à l'effort mondial pour le développement.

Confiant dans l'issue finale du scrutin, j'appelle à se regrouper sur mon nom au second tour toutes les citoyennes et tous les citoyens qui, malgré les nuances de leurs convictions, ont en commun l'amour d'une liberté que ne saurait garantir une coalition contrôlée par le Parti communiste.

Pierre SALLENAVE

Négociant
Licencié ès Sciences
Marié, six enfants
Conseiller général des Basses-Pyrénées
Ancien député
Candidat du Regroupement pour la liberté et le progrès dans la paix civile

Investi par le Centre - Progrès et démocratie moderne

Remplaçant éventuel :

Jean LABARRÈRE

Agriculteur exploitant
Conseiller général des Basses-Pyrénées
Président de la Commission de l'agriculture et des affaires économiques du Conseil général
Maire d'Asson

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Accous, Aramits, Arthez-de-Béarn, Arudy, Arzacq-Arraziguet, Lagor, Laruns, Lasseube, Monein, Navarrenx, Oloron-Sainte-Marie-Est, Oloron-Sainte-Marie-Ouest, Orthez, Salies-de-Béarn, Sauveterre-de-Béarn.

M. Maurice PLANTIER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

L'avenir de la France est en jeu !
Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression et même celle du travail ont été menacées et le sont encore. Derrière les drapeaux rouges et noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduit à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté d'une façon éclatante son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès.

Sur le plan de la circonscription :

Maire d'une commune de la zone industrielle de Lacq, conseiller général d'un canton rural, longtemps membre de section du Conseil économique et social, aucun problème concernant la circonscription ne m'est étranger.

Ces problèmes sont de quatre ordres :

— *Agriculture :* réforme des structures, politique des prix agricoles, formation professionnelle des agriculteurs, équipements ruraux.

— *Industrie - artisanat :* industrialisation, seul moyen de résoudre le problème du plein emploi, surtout pour les jeunes ; soutien aux petites entreprises et artisans.

— *Tourisme et thermalisme :* deux piliers de l'économie régionale à soutenir et développer, surtout par le lancement de grands travaux d'infrastructures qui aideraient aussi l'industrialisation et, dans l'immédiat, résoudraient les problèmes de l'emploi.

— *Enseignement :* problèmes en évolution rapide demandant des solutions hardies, qui ne peuvent être résolues qu'avec la participation de tous les intéressés.

D'autres problèmes plus sociaux se posent à certaines catégories de nos concitoyens :

— *Rapatriés :* amnistie et juste indemnisation.

— *Personnes âgées* et anciens combattants dont il faut améliorer les ressources et à qui il faut assurer des foyers décents.

En un mot, entre un capitalisme inhumain et un communisme dictatorial, la solution aux nombreux problèmes économiques et sociaux se trouve dans la voie de la participation.

Mais ces réformes ne seront faites que dans l'ordre et la légalité.

C'est donc aujourd'hui, pour chacune, pour chacun de vous, un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République, unis autour de son Président, le général de Gaulle.

Face au communisme totalitaire et à la violence. Face à leurs alliés, présents dans la circonscription, choisissez ceux qui veulent défendre

La République,
La liberté,
L'égalité,
La paix civile.

Votez

MAURICE PLANTIER

47 ans
Conseiller général du canton d'Arthez — Maire d'Artix
Commandeur de la Légion d'honneur — Croix de guerre 39-45
Médaille de la Résistance — Amputé de guerre

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

JEAN PRIGENT
Conseiller général de Monein
Conseiller municipal de Monein

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier 27.515 d'entre vous m'ont placé très largement en tête de tous mes concurrents. Qu'ils en soient très chaleureusement remerciés.

En masses plus importantes vous vous rallierez dimanche au programme de progrès, d'ordre, de liberté et de paix que je défends.

J'affirme à nouveau, que dans la majorité renforcée et élargie que la France entière élira dimanche, je serai un ardent défenseur d'une large ouverture vers tous les républicains qui n'ont pas conclu d'accords avec le Parti communiste.

Dans cette circonscription, avec cette majorité, *il faut* un député de l'Union pour la défense de la République : il sera le plus efficace pour défendre vos intérêts, faire aboutir vos dossiers, développer l'emploi par l'industrialisation, promouvoir l'économie régionale, améliorer les structures de base, transformer notre enseignement, faire entendre la voix de nos agriculteurs et de nos artisans, rendre plus facile la vie des personnes âgées.

La F.G.D.S. a compté ses voix, le Parti communiste également. Le fragile espoir de rétablissement de mon concurrent est conditionné par le soutien de ceux qui ont applaudi aux émeutes parisiennes, ont encouragé la prise du pouvoir par des voies illégales, ont favorisé la paralysie économique du pays, créatrice de chômage et de misère.

Mon concurrent, formellement désavoué par ses électeurs d'Oloron, d'Arudy, et de toute la circonscription, accepte de devenir l'otage des communistes. Vous ne mêlerez pas vos voix à celles des marxistes totalitaires, qui veulent refaire en France les mauvais coups de Prague et de Budapest.

Vous voterez pour défendre la démocratie et la République.

Ainsi le magnifique résultat de dimanche se transformera, le 30 juin, en un succès triomphal. La victoire est en marche avec vous, rien ni personne ne saurait l'arrêter.

Vive la France !
Vive la République !
Vive notre beau Béarn !

Docteur MAURICE PLANTIER
47 ans — Commandeur de la Légion d'honneur — Croix de guerre 34-45
Médaille de la Résistance — Amputé de guerre
Maire d'Artix — Conseiller général d'Arthez

Remplaçant éventuel :

Docteur JEAN PRIGENT
Conseiller général de Monein
Conseiller municipal de Monein

Candidats d'Union pour la défense de la République

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bidache, Espelette, Hasparren, Iholdy, Labastide-Clairence, Mauléon-Licharre, Saint-Etienne-de-Baïgorry, Saint-Jean-Pied-de-Port, Saint-Palais, Tardets-Sorholus.

M. Michel INCHAUSPÉ

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Chères électrices, chers électeurs,

Une année s'est écoulée depuis que vous m'avez élu à l'Assemblée Nationale. Ces quatorze mois ont été fort agités sur le plan parlementaire, et les motions de censure se sont succédé dans le cadre d'une majorité étroite. Puis est arrivé « l'événement » en quatre phases.

Tout d'abord, le déchaînement de certains groupes d'étudiants contre leurs professeurs, puis contre la police et contre la société. Ce mouvement était-il prévisible et comment le Gouvernement de la Ve République n'a-t-il pas fait ce qu'il fallait ? Ce qui s'est produit est un phénomène européen et même mondial et s'il s'est développé en France, c'est que contrairement à la pensée de certains, nous vivons dans le régime le plus libéral qui soit : je n'en veux pour preuve que la liberté totale dont jouit la presse.

Jusqu'où serait-on allé dans la répression ? La mort de Robert Kennedy ne nous enseigne-t-elle pas que nous sommes dans un monde de violence ?

La deuxième phase a été la transformation des grèves syndicales en grèves politiques : les syndicats eux-mêmes ont été débordés et après avoir accepté les accords de Grenelle, ils ont été surpris par la réaction d'une certaine base qui refuse la consultation des travailleurs par bulletin secret.

La troisième phase a été celle du redressement par le discours du général de Gaulle et la manifestation des Champs-Elysées, où je me trouvais. La nuit qui suivit rappelait les nuits de la Libération.

La quatrième phase s'ouvre maintenant, car il faut profiter de ce mouvement de remise en cause de nos structures, pour réformer l'Université, pour amener les travailleurs et les chefs d'entreprises à la participation et pour développer la régionalisation des décisions.

Mais pour le faire il faut un Gouvernement démocratique et non pas un Gouvernement dit populaire avec drapeau rouge, derrière lequel ont défilé MM. Mitterrand, Mendès France et Waldeck Rochet. Il est particulièrement regrettable que des centristes et des P.D.M., comme Duhamel, Abelin, secrétaire du Centre démocrate, et Fontanet, se soient acharnés à voter la motion de censure avec la Fédération et les communistes, surtout la dernière fois où ce vote pouvait aboutir au vide gouvernemental, qu'attendait le Parti communiste pour prendre le pouvoir. Le général de Gaulle et Georges Pompidou ont évité le pire et ont rétabli l'ordre. Mais maintenant c'est aux Français à décider sous quel régime ils veulent vivre. Le vote que nous aurons à émettre le 23 juin n'a jamais été aussi important pour l'avenir de nos familles, de nos enfants, de notre mode de vie, de la liberté d'opinion et de travail, en un mot du progrès de la France et de la région.

Pensez-vous vraiment qu'il faille dire oui à l'entreprise totalitaire qui veut enrégimenter les Français avec la complicité consciente ou inconsciente des membres de la Fédération et de certains centristes.

Je n'insiste pas, vous l'avez compris.

Vous voterez pour ceux qu'aucune rancœur n'anime et dont vous êtes sûr que le vote à l'Assemblée Nationale soutiendra le Gouvernement qui sera désigné par le le général de Gaulle, et qui n'a jamais refusé l'ouverture à tous les gens de bonne volonté.

Pour le progrès de notre région.
Pour le travail dans la paix et dans la liberté.
Pour œuvrer pour et avec notre jeunesse.

Votez

MICHEL INCHAUSPÉ
Député sortant
Conseiller général

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

Remplaçant éventuel :

FRANZ DUBOSCQ
Maire d'Aroue
Syndic de Soule
Membre de la Chambre d'agriculture

Votez Inchauspé - Duboscq, c'est plus sûr !

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bayonne-Nord-Est, Bayonne-Nord-Ouest, Biarritz, Saint-Jean-de-Luz, Ustaritz.

M. Bernard MARIE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

BERNARD MARIE

Un parlementaire qui en une seule année a donné les preuves tangibles et indiscutables de son travail, de son intégrité, de son dynanisme, de son efficacité.

Il continuera à consacrer tout son temps à la défense des intérêts de la France, des Français et de la côte basque.

Aidé par son remplaçant éventuel :

CHARLES CAMI
Chevalier de la Légion d'honneur
Conseiller général — Maire de Saint-Pée-sur-Nivelle

Avec de Gaulle pour la République et pour la France.

Oui à la liberté.
Non à la violence.

En dix ans le monde a fait plus de progrès techniques qu'au cours des dix siècles précédents. Des structures, des principes souvent centenaires ne sont pas adaptés au monde moderne. Des modifications, des mutations profondes sont nécessaires.

Pour :

— des réformes dans l'ordre et non dans l'anarchie ;
— une évolution nécessaire et utile mais non une révolution, cause de ruines, de deuils et de malheurs ;
— une reconstruction de l'Université en fonction des besoins réels du pays, des droits légitimes des étudiants, mais, également des devoirs de ces derniers ;
— une adaptation de notre économie, non pas en faveur de telle ou telle catégorie d'intérêts particuliers, mais au service des nécessités nationales et internationales ;
— la défense des intérêts de notre région ;
— une action sociale accrue ;
— la défense des travailleurs de toutes professions contre la démagogie et l'aventure ;
— la défense de la paix.

Votez

BERNARD MARIE

Candidat d'Union pour la défense de la République

Député sortant

2e CIRCULAIRE

BERNARD MARIE

Un parlementaire qui en une seule année a donné les preuves tangibles et indiscutables de son travail, de son intégrité, de son dynamisme, de son efficacité.
Il continuera à consacrer tout son temps à la défense des intérêts de la France, des Français et de la côte basque.

Aidé par son remplaçant éventuel :

CHARLES CAMI

Chevalier de la Légion d'honneur
Conseiller général — Maire de Saint-Pée-sur-Nivelle

Avec de Gaulle pour la République et pour la France.

Oui à la liberté.
Non à la violence.

« Jamais aucun consultation électorale n'aura eu pour la France une telle importance. »

Général de Gaulle, 7 juin 1968.

J'adresse aux 34.872 électrices et électeurs qui dimanche dernier ont manifesté leur attachement au général de Gaulle, à son Gouvernement, et à moi-même mes plus sincères remerciements.

Je leur demande de confirmer cet attachement le 30 juin, sans la moindre abstention.

La victoire amorcée ne saurait être complète, si une majorité indiscutable du pays ne donnait au Chef de l'Etat et à son Premier Ministre Georges Pompidou, les possibilités d'accomplir, à l'abri de la pression de la rue, l'œuvre qu'ils ont clairement définie.

Dans cet esprit, je demande instamment à tous les partisans des réformes dans l'ordre de participer au second tour dimanche prochain.

Il ne peut y avoir de justice que dans la liberté, de progrès que dans la stabilité.

C'est l'appui massif des électeurs qui, dans toute la France, permettra au Gouvernement d'effacer les néfastes conséquences des récents événements.

Je demande aux électeurs de la côte basque de ne pas l'oublier, quelles que puissent être, le 30 juin, leurs occupations ou leurs préoccupations.

D'avance, je les en remercie.

Votez

BERNARD MARIE

Candidat d'Union pour la Défense de la République

Député des Basses-Pyrénées

PYRÉNÉES (HAUTES-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Arreau, Bagnères-de-Bigorre, la Barthe-de-Neste, Bordères-Louron, Campan, Castelnau-Magnoac, Galan, Lannemezan, Mauléon-Barousse, Saint-Laurent-de-Neste, Tarbes-Sud, Tournay, Trie, Vielle-Aure.

M. René BILLÈRES

(Candidat Fédération de la gauche démocrate et socialiste)

élu le 30 juin 1968

(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Deux constatations s'imposent aujourd'hui à nous tous :

— Le gaullisme a fait faillite.
— Une société neuve est à concevoir.

La faillite du gaullisme est évidente.

Dix ans de pouvoir absolu ont abouti :

— au chômage des jeunes et d'un demi-million d'adultes ;
— à la pénurie de logements sociaux ;
— à l'appauvrissement continu de larges couches paysannes ;
— à l'accroissement des difficultés pour les artisans, les commerçants, les petites et moyennes entreprises ;
— à l'injustice fiscale qui avantage les sociétés anonymes, les grosses fortunes, les industries de guerre et favorise les spéculateurs.

Cette faillite est totale.

Où sont les succès concrets d'une politique extérieure de prestige, fondée sur une force de frappe illusoire et ruineuse ?

Que reste-t-il de tant de voyages à grand spectacle, quand le vent des acclamations est passé ?

Il reste :

— l'Europe dans une impasse et toujours privée du pouvoir politique sans lequel le Marché commun ne peut tenir ;

— l'abandon de nos engagements internationaux, notamment à l'égard d'Israël ;
— la France isolée, absente de toutes les négociations sur le désarmement.

La faillite sur le plan économique et social est seule responsable des événements de mai.

—Les étudiants ont constaté qu'aucune réforme de l'Université n'était faite ni ne se ferait.
— Les travailleurs — et au premier rang les jeunes — ont attendu en vain « l'année sociale ».
— Comment pouvaient-ils se faire entendre d'un pouvoir autoritaire invariablement satisfait de lui-même, obstinément sourd à la voix des élus du peuple, des corps intermédiaires, des organisations syndicales, professionnelles, familiales, des collectivités locales ?

D'où la grève générale, fruit amer et fatal de dix années de carence gaulliste.

Mais le pouvoir gaulliste tente de survivre.

Il suscite ou exploite la peur.

Pour masquer ses échecs, il dénonce une prétendue subversion totalitaire qui n'existe nulle part.

Il n'y a eu ni complot, ni complices. Les libertés n'ont pas besoin de sauveur, la République n'est menacée que par l'incapacité du gaullisme, les déceptions nouvelles qu'elle engendrera fatalement, et la division du pays en deux camps opposés qu'il essaie d'instaurer à son profit.

Il promet maintenant la participation aux travailleurs.

Il est bien tard !

Quoi qu'il en soit, il n'envisage nullement la participation des citoyens aux décisions nationales dont il entend conserver jalousement le monopole.
Le gaullisme ne changera pas. Il ne fera pas mieux qu'il n'a fait. Il n'offre plus à notre pays, ni chance ni espoir.

Une autre politique s'impose.

Cette politique exige une République moderne largement décentralisée où les citoyens prendront en main leurs propres affaires :

— par la participation à l'entreprise grâce à la reconnaissance de la section syndicale et à l'extension des attributions du comité ;
— par l'élaboration démocratique du plan national, avec le concours des élus et des organisations syndicales et professionnelles ;
— par la régionalisation du Plan, pouvoir étant donné, dans chaque région, à un Conseil économique et à une Assemblée d'arrêter le Plan régional ;
— par l'autonomie des universités, à l'organisation et à la gestion desquelles seront appelés professeurs et étudiants ;
— par la modernisation démocratique de l'éducation nationale qui recevra mission de former des citoyens, selon l'idéal laïc respectueux de toutes les convictions et toutes les croyances ;
— par un statut garantissant l'objectivité et l'honnêteté de l'information.

Cette démocratie peut seule créer les conditions d'une société nouvelle fondée sur le plein emploi, la recherche scientifique, l'aménagement du territoire, l'amélio-

ration égale pour tous, hommes et femmes, citadins et agriculteurs, des conditions de vie et de travail, l'accès de tous à l'information, à la culture et aux loisirs.

En elle seront reconnus les droits prioritaires à la solidarité nationale : invalides, personnes âgées, enfants handicapés. Elle tiendra les engagements pris à l'égard des anciens combattants et des rapatriés d'Algérie.

Cette société comportera de profondes réformes de structures :

Création d'une Banque nationale d'investissements ;

Nationalisation dans les secteurs où elle est nécessaire : industries de l'armement et de l'espace, aéronautique, création d'un office de la viande ;

Contrôle de certains secteurs d'importance vitale pour la nation : industries de la sidérurgie, de la pharmacie, de l'atome, de l'informatique.

Mais aussi elle encouragera l'esprit d'initiative et l'effort de modernisation dans le secteur privé, de plus en plus menacé, de la petite et moyenne entreprise agricole, artisanale, industrielle, commerciale et touristique.

Elle trouvera les moyens financiers dans :

— la renonciation immédiate à la politique de grandeur et de prestige et l'abandon de la force de frappe ;
— une fiscalité juste et sincère, l'abrogation des privilèges fiscaux consentis aux grandes fortunes et aux sociétés, la taxation des plus-values en capital, la lutte contre la fraude fiscale, le fruit du plein emploi et de l'expansion.

Nous retrouverons ainsi, dans la sauvegarde des récentes conquêtes sociales avec notre capacité de concurrence, notre place et notre rôle dans la coopération internationale.

Nous pourrons contribuer décisivement à la construction des Etats-Unis d'Europe, grand ensemble héritier d'une civilisation et d'un humanisme séculaires, facteur d'indépendance, d'équilibre, de coopération avec le tiers monde et donc de paix solide et durable.

Irréductiblement opposée à toute dictature elle s'est vouée à la synthèse de notre temps : celle du socialisme et de la liberté.

Le socialisme démocratique, qui attire des Français toujours plus nombreux — y compris les chrétiens — constitue le plus solide et probablement le seul rempart contre les tentations et les aventures.

La Fédération est unie et puissante (116 députés, 1.500.000 voix en 1967).

Elle a affirmé sa personnalité, préservé son indépendance, maintenu sans compromission son programme du 14 juillet 1966.

Elle est l'axe nécessaire de toute majorité de progrès. Elle revendiquera la responsabilité de former le Gouvernement.

Elle a foi dans notre Patrie. Elle vous demande de dire que la France n'est pas une foule guidée par des démons ou des anges, mais une communauté de citoyens égaux et fraternels, résolus, loin de la crainte comme des illusions, à décider souverainement de leur destin commun pour bâtir ensemble leur avenir.

C'est la conviction et le combat de toute ma vie.

J'ai le droit de vous demander à nouveau votre confiance.

Dans la mise en œuvre de cette politique la Fédération de la gauche démocrate et socialiste tiendra de toute évidence un rôle primordial.

René BILLÈRES

Professeur agrégé de Lettres
Ancien Ministre de l'Education nationale
Président national du Parti radical-socialiste
Vice-Président de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste
Croix de guerre 1939-1945
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ROMAIN REY
Directeur de mutualité sociale agricole
Chevalier de la Légion d'honneur

2ᵉ CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens !

Le scrutin du premier tour, dans notre circonscription comporte une double et claire leçon :

Les électrices et les électeurs m'ont placé nettement en tête devant mes concurrents.

Ils ont approuvé ma fidélité sans réserve à un idéal de progrès et de justice pour tous, au sein d'une gauche pleinement respectueuse de la loi républicaine.

Je les remercie de cette confiance.

Je sais que tous et toutes me la maintiendront au second tour.

Mais aussi, une large majorité s'est affirmée dans notre circonscription, contre le pouvoir personnel sans partage et sans contrôle. Cette majorité a compris que l'incapacité du Gouvernement menace :

— l'avenir de la jeunesse,
— le niveau de vie des salariés,
— l'existence même de l'exploitation familiale agricole,
— la construction de l'Europe unie.

Cette majorité incontestable, le gaullisme local tente de l'abuser et de la rompre. Par la manœuvre et dans l'équivoque, il essaie d'associer à ses partisans inconditionnels des démocrates sincères, contre leur gré profond.

Face à cette manœuvre, j'en appelle :

— à tous les républicains hostiles au pouvoir personnel,
— à tous les démocrates qui m'ont accordé leur confiance aux élections de l'an dernier.

Ils savent que je n'ai jamais été et que je ne serai jamais l'otage de personne.

Au nom :

— d'une honnêteté politique sans défaillance,
— d'une action qui n'a cessé de servir notre département dans tous les domaines.

Je vous demande un vote de clarté, de raison, de confiance.

Après vingt-deux années de mandat, n'ayant jamais démérité, j'attends avec sérénité votre jugement.

Ma victoire sera celle des citoyens.

Vive la République !
Vivent les Hautes-Pyrénées !

RENÉ BILLÈRES

Professeur agrégé de Lettres
Ancien Ministre de l'Éducation nationale
Président national du Parti radical-socialiste
Vice-Président de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste
Croix de guerre 1939-1945
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ROMAIN REY

Directeur de mutualité sociale agricole
Chevalier de la Légion d'honneur

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Argelès-Gazost, Aucun, Castelnau-Rivière-Basse, Lourdes, Luz-Saint-Sauveur, Maubourguet, Ossun, Pouyastruc, Rabastens-de-Bigorre, Saint-Pé-de-Bigorre, Tarbes-Nord, Vic-en-Bigorre.

M. Paul THILLARD

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

La liberté et la République ont été terriblement secouées dans les semaines passées. La liberté de travail n'a pas été épargnée. Les opposants du gaullisme ont porté atteinte aux grands principes inscrits dans le cœur de chaque Française et chaque Français.

Elections extraordinaires.
Elections essentiellement politiques.

Les petits ennuis personnels cèdent aujourd'hui le pas aux idées de base. Le réflexe patriotique joue.

J'invite tous les Bigourdans des usines, des villes et des campagnes à se regrouper sur des idées.

La dispersion des votes doit être finie.

Un vote massif soutenant le Chef de l'Etat est nécessaire à la sécurité et à la sauvegarde de la République.

L'équipe Thillard-Pottier représente ici les défenseurs du Président de la République et de l'ordre républicain sollicité par le peuple.

Dans son allocution récente, le Président a montré de façon claire que c'est à la politique de mouvement et d'action immédiate qu'il est décidé vers la participation. Il a besoin — et il l'a dit — d'être aidé par les Français pour mener la France dans ce chemin.

Les grands buts d'action.

La tâche nationale que je me suis fixée est bien d'organiser l'ordre dans la légalité républicaine. Mais il y a aussi une tâche locale. Il s'agit d'élever le genre de vie de toute la population de Bigorre et d'obtenir, progressivement, la parité, des niveaux de vie par l'expansion des différentes activités économiques. La montagne, les coteaux, les plaines et les villes ont droit à l'évolution moderne. Les personnes âgées, les anciens combattants, les catégories en difficulté ont droit au respect et à la solidarité nationale.

Les investissements d'Etat et les investissements privés doivent continuer à être affectés à la Bigorre, comme ils l'ont été depuis 1962. Il y a encore tellement à faire que les cent milliards investis depuis cette période en équipement industriel, agricole, touristique, thermal, sanitaire, social et du logement demandent à être doublés dans les cinq années à venir. La carte scolaire, le ramassage scolaire et le régime des bourses seront surveillés attentivement.

Quel est notre programme local ?

Il faut obtenir que les dernières années du Vᵉ Plan fassent mûrir les fruits préparés il y a trois ans. Mais il faut aussi, dès maintenant, étudier le VIᵉ Plan. Pour cela, je prendrai tous les contacts locaux nécessaires et je me battrai à l'échelon régional et à l'échelon national.

Tarbes, Aureilhan, Bordères, Bazet.

Poursuite des investissements urbains. Développement de la construction H.L.M. location. Expansion industrielle et plein emploi. Achèvement de l'équipement scolaire. Equipement culturel et maison des jeunes. Urbanisation d'Aureilhan, Bordères et Bazet. Complément des équipements. Assainissement, amélioration des circulations automobiles aux entrées et à l'intérieur du groupement d'urbanisme. Parkings automobiles.

Lourdes et le Lavedan.

Centre mondial de pèlerinage, pôle d'attraction de toute la chrétienté. Ville très vivante dans son activité commerciale, culturelle et sportive. Doit poursuivre son équipement d'urbanisation et de réception. A besoin de recevoir les moyens d'évolution urbaine et d'un développement d'activités toute l'année.

Tourisme.

Réfection et modernisation des routes Tarbes-Gavarnie, Barèges-Arrens. Accélération de la construction des routes de montagne. Poursuite des installations de sports de montagne, chemins, chalets, abris, itinéraires, publicité. Equipement des stations thermales.

Agriculture.

Lutte de chaque jour et sur tous les terrains pour obtenir la parité entre l'agriculture et les autres secteurs de l'activité économique. Equipement de l'économie montagnarde. Restructuration. Application des textes sur les zones déshéritées. Enseignement et vulgarisation agricole. Equipement et irrigation de la vallée de l'Adour. Achèvement des adductions d'eau et des renforcements des réseaux électriques.

Industrie métallurgique.

Ne vivons pas dans le passé, mais cependant rappelons-nous les difficultés de l'industrie métallurgique de la région Tarbes-Lourdes dans les dernières années.

J'ai dû personnellement défendre, à partir de 1962 et jusqu'en 1967, l'existence même des usines. Successivement, il a fallu sortir d'affaire l'usine Morane (SO.CA.TA.), l'usine Laurent-Scovill, l'usine de matériel de forage (S.M.F.) et l'A.T.S. lui-même. Sans les possibilités de mon mandat de 1962, sans ma position personnelle parisienne, et sans mes interventions pressantes, ces usines ne seraient pas ce qu'elles sont aujourd'hui. Tarbes et sa périphérie seraient vraiment face au chômage.

Les ouvriers de l'industrie métallurgique un peu anciens, leurs familles, leurs dirigeants syndicaux et les dirigeants patronaux savent que je dis la vérité, même si certains se gardent de le dire. Il me faut donc faire ce rappel pour les jeunes générations. Demain, l'industrie métallurgique haut-pyrénéenne va se retrouver devant des risques et les personnels de ces usines doivent choisir un défenseur expérimenté sachant agir pour le bien général sans aucune arrière-pensée.

Si les oppositions l'emportaient, la Nation retomberait dans les difficultés économiques et financières et nos projets seraient tous retardés.

Une majorité homogène est une garantie de réalisation puisqu'elle est un élément d'ordre.

Votez pour le candidat de la défense de la République.

Votez dès le premier tour

Docteur THILLARD
Ancien Secrétaire de l'Assemblée Nationale
Premier adjoint au Maire de Tarbes

Francis POTTIER
son remplaçant éventuel

2e *CIRCULAIRE*

Chères électrices, chers électeurs,

Vos suffrages m'ont désigné comme le candidat unique libéral et social.

Je vous remercie très sincèrement de cet honneur et je mesure le sérieux de cette grande responsabilité.

L'aide de toutes et tous me sera toujours très précieuse.

Nous sommes unis pour la défense de la République.

Mon désir ardent est de favoriser l'expansion économique, le développement touristique de notre chère Bigorre.

Représentant de ce département, il m'appartiendra de réexaminer ses besoins et de défendre ses légitimes intérêts.

Au sein de la majorité nationale, sa cause sera la mienne.

L'opposition inconditionnelle n'apporte rien à l'expansion.

Les orientations de notre action sont fixées : il s'agit du plein emploi et de la création d'emplois pour les jeunes ; il s'agit de l'élévation des salaires situés en dessous de la moyenne et d'une montée du niveau de vie ; il s'agit, enfin, de la lutte en faveur de la parité agricole dans la politique des revenus, du genre de vie et de l'égalité dans le domaine de l'instruction. Les réformes et la participation sont les clefs de l'avenir.

Notre candidature libérale et sociale fait face au front marxiste dont le mode de

gestion dans les affaires publiques et l'emprise sur les affaires privées sont, à nos yeux un danger pour notre pays.

Il est à noter d'ailleurs que les pays de l'Est rejettent peu à peu ce système.

Notre formation défend essentiellement les libertés — la liberté du travail comme les autres — l'ordre public, la paix extérieure et la paix sociale.

Cette espèce d'angoisse qui avait étreint le pays, les 28 et 29 mai et qui s'est dissipée le 30 mai sous la parole énergique du général de Gaulle est un précédent important et redoutable.

Nous ne voulons pas du drapeau noir ou du drapeau rouge sur nos mairies, nos bâtiments publics, nos usines, ni autour de nos Monuments aux morts.

Nous défendons la République, face aux menaces récentes du front socialo-communiste.

Nous demandons l'union sous le drapeau tricolore,

Les positions et les choix sont clairs.

Dans la voie sereine de l'union, sans exclusive, grâce au sang-froid et à la raison de la masse du peuple, nous avons confiance en l'avenir de la Bigorre et de la France.

Votez

THILLARD - POTTIER

PYRÉNÉES-ORIENTALES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Argelès-sur-Mer, Arles-sur-Tech, Céret, Perpignan-Est, Prats-de-Mollo.

M. Paul ALDUY

(Candidat Union des républicains, des démocrates et des socialistes)
élu le 30 juin 1968
(F.D.G.S.)

1re CIRCULAIRE

Françaises, Français,

Dix années d'autoritarisme, de fausse grandeur, de bureaucratie stérile et de stabilité sans efficacité nous ont donné : les ordonnances antisociales ; les inégalités et les surcharges fiscales de la T.V.A. ; 500.000 chômeurs ; l'écrasement des artisans et du petit commerce ; l'affaiblissement de la petite et moyenne entreprise ; la ruine progressive de l'agriculture et de la viticulture méridionales ; l'amenuisement progressif du pouvoir d'achat des Français alors que celui des autres pays européens ne cesse de s'accroître.

Pour faire entendre leurs revendications, les Français sont amenés à descendre dans la rue : les Bretons coupent les routes ; les maraîchers catalans ferment la frontière ; les vignerons du Midi se lèvent en masse et le sang coule à Carcassonne ; les étudiants occupent les Universités, les ouvriers les usines au prix de plusieurs centaines de blessés et sans le sang-froid des cadres syndicaux et politiques, c'est la guerre civile qui eût déferlé sur le pays.

Un tel divorce s'est créé entre le pouvoir et la Nation :

— parce que le dialogue est devenu impossible entre le Gouvernement et le Parlement bâillonné ;
— parce que le Pays est intoxiqué par la radio-télévision ;
— parce que l'administration est aux mains d'une technocratie irresponsable.

Il faut aujourd'hui rétablir le dialogue, restaurer la démocratie et l'ordre, et comme je vous le disais l'an dernier dans ma profession de foi :

Il faut que la France pense maintenant à la France.

Il faut qu'elle choisisse hardiment la troisième voie : celle de l'économie concertée, de la promotion sociale et de l'éducation permanente.

Comme je vous le demandais aux dernières élections législatives, il faut :

I. — *Remettre en marche les Institutions démocratiques*

non pas en changeant de Constitution, mais en appliquant loyalement celle de 1958, en supprimant entre autres l'article 16, le vote bloqué et dans le domaine judiciaire la garde à vue, la cour de sûreté de l'Etat. Le régime doit s'orienter vers un régime présidentiel respectant l'équilibre entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif en sauvegardant l'absolue indépendance du judiciaire.

II. — *Rendre à l'Université son indépendance par la cogestion.*

des professeurs, des assistants et des étudiants.

III. — *Relancer l'expansion économique par :*

— la mise en place d'un plan élaboré démocratiquement à tous les échelons y compris régional ;
— la démocratisation et la libéralisation du crédit ;
— l'allégement de la fiscalité française qui est la plus lourde d'Europe : notamment abattement sur le revenu des exploitants agricoles, diminution de l'impôt sur les revenus des personnes physiques et élévation du plafond d'exonération de l'imposition des petits revenus ; révision des barèmes, simplification et abaissement du taux de la T.V.A., refonte des finances locales ;
— l'industrialisation des régions comme la nôtre et le développement de la recherche scientifique ;
— la garantie des prix agricoles et du prix du vin et la protection contre les importations étrangères ;
— une politique hardie du tourisme ne se limitant pas au secteur du Barcarès mais s'étendant aussi bien à la Côte Vermeille qu'au Vallespir et l'arrière-pays ;
— la reprise de l'industrie du bâtiment grâce à l'allongement et l'allégement des prêts du Crédit foncier et à une simplification révolutionnaire des règles d'urbanisme ;
— l'aide à la pêche et aux industries traditionnelles.

IV. — *Développer la promotion sociale par :*

— l'abrogation des ordonnances antisociales et la pratique d'une véritable politique d'aide sociale, pouponnières et crèches, maisons de repos, modernisation des hôpitaux, aide aux handicapés physiques, aux enfants inadaptés ou retardés, aux malades mentaux...
— la défense de l'école publique et pour les jeunes : primauté de l'enseignement et sa démocratisation (à Perpignan une Université à part entière) ; développement de la formation professionnelle, des foyers culturels et ruraux, des équipements sportifs et de la recherche agronomique ;
— la protection de la femme ;
— le plein emploi en particulier pour les jeunes ;
— la défense paysanne et la protection de la classe ouvrière ;
— la protection des commerçants, des artisans et de la petite et moyenne entreprise ;
— une politique hardie du logement social (350.000 logements sociaux contre 110.00 aujourd'hui) ;
— pour les personnes âgées : retraite pour tous : à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, revalorisation progressive de la retraite des travailleurs, développement des foyers logements ;

— pour les rapatriés : leur indemnisation mobilière et immobilière (voir mes propositions de loi n°s 388, 610, 694) et l'amnistie totale que j'ai été l'un des premiers à réclamer (prop. de loi n° 151) ;
— pour les anciens combattants et les veuves de guerre et ayants droit, revalorisation complète et sans marchandage de leurs droits ;

Un tel programme sera réalisé par le changement radical de la politique financière qui suppose :

— la fructification des réserves d'or qui ne doivent pas demeurer stériles ;
— la réorganisation de l'aide aux pays sous-développés qui doit revêtir un caractère international et être proportionnelle aux revenus des pays les mieux pourvus, ce qui diminue la charge de la France ;
— l'abandon des dépenses improductives et de prestige (armement nucléaire, bombe atomique...).

Un tel programme suppose le changement radical de la politique étrangère qui doit tendre à créer une Europe fondée sur l'égalité des charges sociales, économiques et fiscales. La France doit sortir de son isolement dans le monde et participer aux accords de désarmement nucléaire.

Un tel programme suppose le renversement de notre politique économique et sociale, le retour à la démocratie et à la liberté, incompatible avec le totalitarisme quel qu'il soit.

Il vous faut dire non à la majorité actuelle qui a fait la preuve de son impuissance et conduit la nation à l'anarchie par son imprévoyance.

Il vous faut dire oui à la troisième voie, celle de la démocratie humaniste.

Dans cette voie, aujourd'hui comme hier, j'appelle tous les républicains de progrès, tous les démocrates, tous les socialistes, sans exclusive et sans sectarisme, à s'engager avec la plus ferme des déterminations.

Grâce à eux tous, la France deviendra enfin une démocratie heureuse, une République de progrès, à l'échelle humaine.

Paul ALDUY
Député sortant — Conseiller général
Maire de Perpignan — Préfet
Ancien conseiller d'ambassade
Ancien combattant
Ancien de la France libre

Remplaçant éventuel :

Jacques BORDANEIL
Maire-adjoint de Palau-del-Vidre
Exploitant agricole

2e *CIRCULAIRE*

Françaises, Français,

Je remercie les Perpignanaises et les Perpignanais, les Catalans, les Rapatriés, tous ceux qui croient encore en la liberté et m'ont fait confiance au premier tour de scrutin.

En venant vous exprimer toute ma gratitude, je vous demande de renouveler et d'intensifier votre effort dimanche prochain.

Plus que jamais, au moment où les Français se dressent les uns contre les autres, je représente la voie difficile qui conduit à une démocratie, ouverte à toutes les femmes et à tous les hommes de bonne volonté, tout entière consacrée au progrès social, ce qui suppose l'abandon des sectarismes et des querelles de toute nature, en un mot de tout ce qui divise.

Je demande à tous les républicains et démocrates de toutes tendances de redoubler d'effort et de reprendre le combat pour que, dimanche prochain, nous célébrions ensemble la victoire totale de la République et de la démocratie, pour une Démocratie heureuse, une République de progrès à l'échelle humaine.

PAUL ALDUY

Député sortant — Conseiller général
Maire de Perpignan — Préfet
Ancien conseiller d'ambassade
Ancien combattant
Ancien officier de la France libre

Remplaçant éventuel :

JACQUES BORDANEIL

Maire-adjoint de Palau-del-Vidre
Exploitant agricole

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Latour-de-France, Millas, Mont-Louis, Olette, Perpignan-Ouest, Prades, Rivesaltes, Saillagouse, Saint-Laurent-de-la-Salanque, Saint-Paul-de-Fenouillet, Sournia, Thuir, Vinça.

M. Arthur CONTE

(Candidat socialiste indépendant dans l'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Jamais des élections n'ont été si importantes : c'est le destin du pays qui se joue, avec votre propre destin.

Alors, votez en masse dès le premier tour de scrutin.

Votre choix est clair.

D'un côté, vous avez le bloc communiste et ses otages, tous ceux qui ont préparé, exploité ou approuvé le diktat de l'émeute, et ne peuvent aboutir demain qu'à l'installation de la dictature communiste.

De l'autre, il y a tous ceux, depuis les giscardiens jusqu'à des socialistes, qui

se sont assemblés pour défendre les institutions, procéder à de grandes réformes dans le grand calme de la loi et faire échec à la guerre civile.

Pour nous, en menant le combat contre le totalitarisme communiste, nous avons pris nos responsabilités.

A vous, maintenant, de prendre les vôtres.

Les candidats :

ARTHUR CONTE

48 ans
Ecrivain
Propriétaire-Viticulteur
Maire de Salses
Ancien Ministre
Ancien président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale

Remplaçant éventuel :

CLAUDE BARATE

24 ans
Agriculteur
Licencié en droit
Etudiant en Sciences politiques

Programme économique, social, agricole et culturel.

— Pour une défense plus efficace et plus puissante de notre agriculture et de notre viticulture, par la surveillance constante des importations qui, trop souvent, désorganisent nos marchés, par un abaissement de la fiscalité abusive (T.V.A. et droits de circulation) qui frappe nos vins et nos vins doux naturels, par le financement massif des investissements nécessaires, par une aide permanente à toutes les grandes branches de la production agricole, élevage, lait, fruits et légumes, forêts, etc.

— Pour la création d'industries nouvelles et décentralisées qui assureront du travail à tous ceux qu'étreint l'angoisse du lendemain ;

— Pour une défense plus dynamique des industries déjà existantes ;

— Pour une aide effective aux commerçants, artisans et pêcheurs, par une fiscalité humanisée et simplifiée, par de larges facilités de crédit et la répression des formes de concurrence abusive ;

— Pour une action plus large et plus soutenue en faveur du tourisme, par l'extension de l'action de la mission interministérielle pour l'aménagement du territoire à toutes les communes de la région jusqu'à l'arrière-pays ;

— Pour la poursuite de l'équipement et la modernisation de notre département en plein accord avec le programme approuvé par la majorité de l'assemblée départementale ;

— Pour une active politique de la jeunesse par une aide efficace au sport et à l'éducation populaire ;

— Pour une université rénovée qui aura pour mission d'assurer l'égalité de chances à tous les jeunes au départ dans la vie, et de préparer tous les étudiants valables à prendre leur juste place dans le devenir du pays ;

— Pour la création d'une université de Perpignan ;

— Pour une politique sociale plus juste et plus humaine, par l'amélioration constante de la condition des salariés, par le respect des droits de tous les anciens combattants et une aide plus active à tous ceux qui ont été frappés par le sort : veuves, infirmes, handicapés ;

— Par l'amélioration de l'aide à nos vieux ;

— Pour l'amnistie totale et un engagement d'indemnisation en faveur des rapatriés afin de parfaire la réconciliation nationale ;

— Pour la poursuite de la construction européenne qui reste un élément d'espoir dans un univers livré aux tourbillons de la folie ;

— Pour une politique visant avant tout à assurer la paix dans le monde ;

Votez pour

ARTHUR CONTE

Candidat socialiste indépendant
dans l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

CLAUDE BARATE

2e CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Le devoir est simple.

Il faut faire barrage au péril communiste.

Il faut assurer l'élection d'une puissante majorité qui permettra seule de faire obstacle à la guerre civile.

Il faut élire des hommes qui, demain, pourront travailler avec efficacité à la relance de notre économie abîmée par les désordres des derniers mois, à la défense de notre département et de ses productions, à la sauvegarde de notre agriculture et de notre viticulture, à l'élaboration des grandes réformes, au progrès culturel et social, à l'accomplissement de la réconciliation nationale et à la paix du monde.

A vous toutes, à vous tous, de bien choisir.

Nous vous faisons confiance pour que vive la République et vive la France !

Les candidats :

ARTHUR CONTE
48 ans
Ecrivain
Propriétaire-Viticulteur
Maire de Salses
Ancien Ministre
Ancien président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale

Remplaçant éventuel :

CLAUDE BARATE
24 ans
Agriculteur
Licencié en droit
Etudiant en Sciences politiques

Programme économique, social, agricole et culturel.

— Pour une défense plus efficace et plus puissante de notre agriculture et de notre viticulture, par la surveillance constante des importations qui, trop souvent, désorganisent nos marchés, par un abaissement de la fiscalité abusive (T.V.A. et droits de circulation) qui frappe nos vins et nos vins doux naturels, par le financement massif des investissements nécessaires, par une aide permanente à toutes les grandes branches de la production agricole, élevage, lait, fruits et légumes, forêts, etc.

— Pour la création d'industries nouvelles et décentralisées qui assureront du travail à tous ceux qu'étreint l'angoisse du lendemain ;

— Pour une défense plus dynamique des industries déjà existantes ;

— Pour une aide effective aux commerçants, artisans et pêcheurs, par une fiscalité humanisée et simplifiée, par de larges facilités de crédit et la répression des formes de concurrence abusive ;

— Pour une action plus large et plus soutenue en faveur du tourisme, par l'extension de l'action de la mission interministérielle pour l'aménagement du territoire et à toutes les communes de la région jusqu'à l'arrière-pays ;

— Pour la poursuite de l'équipement et la modernisation de notre département en plein accord avec le programme approuvé par la majorité de l'assemblée départementale ;

— Pour une active politique de la jeunesse par un aide efficace au sport et à l'éducation populaire ;

— Pour une université rénovée qui aura pour mission d'assurer l'égalité de chances à tous les jeunes au départ dans la vie, et de préparer tous les étudiants valables à prendre leur juste place dans le devenir du pays ;

— Pour la création d'une université de Perpignan ;

— Pour une politique sociale plus juste et plus humaine, par l'amélioration constante de la condition des salariés, par le respect des droits de tous les anciens combattants et une aide plus active à tous ceux qui ont été frappés par le sort : veuves, infirmes, handicapés, par l'amélioration de l'aide à nos vieux, par la fixation de la retraite à l'âge de 60 ans ;

— Pour l'amnistie totale et un engagement d'indemnisation en faveur des rapatriés afin de parfaire la réconciliation nationale ;

— Pour la poursuite de la construction européenne qui reste un élément d'espoir dans un univers livré aux tourbillons de la folie ;

— Pour une politique visant avant tout à assurer la paix dans le monde ;

Votez pour

Arthur CONTE

Candidat socialiste indépendant
dans l'Union pour la défense de la République

Claude BARATE

RHIN (BAS-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Strasbourg-I, Strasbourg-II, Strasbourg-IV, Strasbourg-V.

M. René RADIUS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

« ... Jamais, au point de vue national, une consultation n'a eu une telle importance nationale, parce qu'en vérité tout en dépend, tout est en cause. Si les résultats sont bons, je crois que, le sentiment public s'étant ainsi manifesté d'une manière massive, la République, la liberté seront assurées et que le progrès, l'indépendance et la paix auront gagné. »

Général de Gaulle - 7-6-1968.

Strasbourgeois, Strasbourgeoises,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée, qui compromet gravement notre économie et risque de provoquer le chômage et la dévaluation du franc.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner démocratiquement un grand pays et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Si, au Parlement, depuis un an, la majorité avait été plus grande pour épauler constamment le Chef de l'Etat et le Gouvernement, nous n'aurions pas connu, sans doute, cette crise et sûrement pas la subversion qui a suivi.

Est-il pensable qu'une majorité hétéroclite constituée autour d'une prétendue troisième force soit capable de rétablir l'ordre, de rattraper le temps perdu et de faire aboutir les réformes nécessaires ?

C'est pourtant ce que voudrait faire croire le P.D.M.-Centre démocrate. Il s'agit là en réalité d'une nouvelle manœuvre de division de ces éternels spécialistes de l'équivoque, qui s'ils étaient suivis, reconduiraient le pays au régime des partis, à l'impuissance, à la ruine.

C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez la seule formation cohérente, puissante et résolue à défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Donnez-nous, par votre soutien massif, les moyens d'agir.

Electrices, électeurs,

L'avenir de la Nation est en jeu !
Il n'y a qu'une voie : la Ve République.
Il n'y a qu'un moyen : renforcer la majorité.

Tous unis

— avec Georges Pompidou
— autour du général de Gaulle

Votre choix est déjà fait !
Vous n'admettez pas qu'une minorité d'agitateurs trouble le travail de la grande masse et des étudiants sérieux.

Strasbourg rejette

— le désordre et l'anarchie ;
— l'équivoque partisane ;
— l'agression totalitaire ;
— la dictature.

Nous voulons tous...

— Les réformes dans l'entreprise, l'université et l'administration
— Le progrès social par la participation et le plein emploi
— Le développement régional.
— Une France fraternelle dans une Europe unie
— L'ordre, la stabilité et la liberté
— La paix

Pour l'alliance de l'expérience et de la jeunesse

Votez

René RADIUS

Ingénieur dipl. E.N.I.S.
Député sortant
Conseiller général — Adjoint au Maire
Vice-président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe

Remplaçant éventuel :

PHILIPPE RITTER

Licencié en droit
Diplômé de l'Institut d'études politiques de Strasbourg et de l'E.N.A.
27 ans
Administrateur civil
Chargé de Mission auprès du Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Strasbourg-III, Strasbourg-VI, Strasbourg-VII, Strasbourg-VIII.

M. André BORD

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

« ... Jamais, au point de vue national, une consultation n'a eu une telle importance nationale, parce qu'en vérité tout en dépend, tout est en cause. Si les résultats sont bons, je crois que, le sentiment public s'étant ainsi manifesté d'une manière massive, la République, la liberté seront assurées et que le progrès, l'indépendance et la paix auront gagné. »

Général de Gaulle - 7-6-1968.

Strabourgeoises, Strasbourgeois,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée, qui compromet gravement notre économie et risque de provoquer le chômage et la dévaluation du franc.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner démocratiquement un grand pays et de le maintenir dans la voix du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Si, au Parlement, depuis un an, la majorité avait été plus grande pour épauler le Gouvernement, nous n'aurions pas connu, sans doute, cette crise et sûrement pas la subversion qui a suivi.

Est-il pensable qu'une majorité hétéroclite constituée autour d'une prétendue troisième force soit capable de rétablir l'ordre, de rattraper le temps perdu et de faire aboutir les réformes nécessaires ?

C'est pourtant ce que voudrait faire croire le P.D.M.-Centre démocrate. Il s'agit là en réalité d'une nouvelle manœuvre de division de ces éternels spécialistes de l'équivoque qui, s'ils étaient suivis, reconduiraient le pays au régime des partis, à l'impuissance, à la ruine.

C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez la seule formation cohérente, puissante et résolue à défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Donnez-nous, par votre soutien massif, les moyens d'agir.

Electrices, électeurs,

L'avenir de la Nation est en jeu !
Il n'y a qu'une voie : la Ve République.
Il n'y a qu'un moyen : renforcer la majorité.

Tous unis

— Avec Georges Pompidou
— autour du général de Gaulle

Votre choix est déjà fait !

Vous n'admettez pas qu'une minorité d'agitateurs trouble le travail de la grande masse et des étudiants sérieux.

Strasbourg rejette

— le désordre et l'anarchie,
— l'équivoque partisane,
— l'agression totalitaire,
— la dictature.

Nous voulons tous...

— les réformes dans l'entreprise,
— l'université et l'administration,
— le progrès social par la participation et le plein emploi,
— le développement régional,
— une France fraternelle dans une Europe unie,
— l'ordre, la stabilité et la liberté,
— la paix.

Pour la stabilité économique et politique
Pour des réformes dans l'ordre
Pour un avenir meilleur pour tous les Français

Votez

André BORD
Secrétaire d'Etat à l'Intérieur
Président du Conseil général
Conseiller municipal

Remplaçant éventuel :

Ernest RICKERT
Député sortant
Conseiller général
Conseiller municipal

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Geipolsheim, Hochfelden, Schiltigheim, Truchtersheim.

M. Georges RITTER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Personne ne s'y est trompé ! Les problèmes particuliers de la jeunesse et de l'université, comme, à la suite, la revendication sociale des travailleurs, ont vite dégénéré en des préoccupations illégitimes. Nous avons vu une agitation s'enfler de sa propre excitation et de ses prétentions usurpatrices. Nous avons vu des alliances se faire et se défaire dans le désordre de la rue et la destruction de la cité. Nous avons vu des hommes, prétendus représentatifs, perdre la face et se contredire devant la Nation à l'écoute. Nous avons vu des politiciens souffler sur ces foyers de rébellion et clamer leur adhésion à cet extrémisme, pour tenter d'être dans le coup.

Face à ce vent de folie, sans but avoué et sans propositions constructives, le Gouvernement de la République a tenu, parce qu'il était le seul à avoir gardé le sens de la responsabilité et de l'intérêt général. Mais si sa fermeté a maintenu la légalité, si le Parlement lui a voté sa confiance, ces actes positifs de la continuité républicaine ont été étouffés par la véhémence révolutionnaire d'une subversion à deux

têtes. Et il a encore fallu que le Président de la République fasse entendre la voix de la raison humaine et du devoir démocratique, pour que les foules qu'on dévoyait prennent conscience de ce qu'on leur faisait faire.

En même temps qu'il redonnait la parole au peuple pour qu'il choisisse lui-même et librement son destin, *l'appel du général de Gaulle* a été celui de l'union de tous les Français pour la défense de la République et de leurs libertés en péril. Car, c'est de cela qu'il s'agit, en définitive.

Jamais consultation nationale n'a eu l'importance nationale de celle-ci, car l'existence même de notre corps social est menacée et les tâches de l'avenir sont lourdes de choix obligatoires.

Seule, la cohésion nationale

— peut mettre un terme à l'entreprise totalitaire et aux manœuvres de la division partisane ;

— peut réinstaller la France dans une atmosphère de solidarité et d'activités constructives ;

— peut doter le Gouvernement de demain des pouvoirs et de l'autorité qui lui seront indispensables pour réaliser les réformes fondamentales auxquelles aspire notre peuple jeune et travailleur ;

— peut assurer le progrès moral et matériel dans la stabilité des énergies de renouveau ;

— peut résoudre la crise de notre croissance, qui est une crise de civilisation.

Electrices, électeurs, soyez solidaires de ce devoir national !

Il n'y a qu'une voie : la V[e] République !
Il n'y a qu'un moyen : sa majorité renforcée !

Votez en masse et en confiance, avec de Gaulle, pour

— la liberté, la stabilité et la paix ;
— le progrès social par la participation et la parité de l'agriculture ;
— le développement régional ;
— les réformes dans l'entreprise, l'enseignement et l'administration.

Rejetez

— le désordre et l'anarchie ;
— l'équivoque partisane ;
— l'agression totalitaire ;
— la dictature.

Alliance de générations et garantie de continuité rénovée.

Votez le tandem

Georges RITTER

Député sortant

Vice-président du Conseil général et de la Communauté urbaine
Maire de Schiltigheim

Remplaçant éventuel :

JEAN-CLAUDE BURCKEL

Docteur en droit (33 ans)
Directeur administratif
Ancien chargé de mission
Cabinet du Secrétariat d'Etat de l'Intérieur

Le devoir de chaque citoyen est de voter et de faire voter.

Votez Union pour la défense de la République.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Barr, Benfeld, Erstein, Markolsheim, Obernai, Sélestat.

M. Albert EHM

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

« ... Jamais, au point de vue national, une consultation n'a eu une telle importance nationale, parce qu'en vérité tout en dépend, tout est en cause. Si les résultats sont bons, je crois que, le sentiment public s'étant ainsi manifesté d'une manière massive, la République, la liberté seront assurées et que le progrès, l'indépendance et la paix auront gagné. »

Général de Gaulle - 7-6-1968.

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée, qui compromet gravement notre économie et risque de provoquer le chômage et la dévaluation du franc.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer l'agression totalitaire.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du général de Gaulle elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner démocratiquement un grand pays et de le maintenir dans la voix du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

Face au communisme totalitaire et à la violence, c'est pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Si, au Parlement, depuis un an, la majorité avait été plus grande pour épauler le Gouvernement, nous n'aurions pas connu, sans doute, cette crise et sûrement pas la subversion qui a suivi.

Est-il pensable qu'une majorité hétéroclite constituée autour d'une prétendue troisième force soit capable de rétablir l'ordre, de rattraper le temps perdu et de faire aboutir les réformes nécessaires ?

C'est pourtant ce que voudrait faire croire le P.D.M.-Centre démocrate. Il s'agit là en réalité d'une nouvelle manœuvre de division de ces éternels spécialistes de l'équivoque qui, s'ils étaient suivis, reconduiraient le pays au régime des partis, à l'impuissance, à la ruine.

Seule une forte et sûre majorité pourra

— réinstaller la France dans une atmosphère de solidarité, d'activités constructives et de renouveau ;

— doter le Gouvernement de demain de l'autorité qui lui sera indispensable pour réaliser les réformes fondamentales auxquelles aspire notre peuple jeune et travailleur ;

— résoudre la crise de notre croissance, qui est une crise de civilisation.

Allez voter et donnez-nous, par votre soutien massif, les moyens d'agir.

Electrices, électeurs,

L'avenir de la Nation est en jeu !
Il n'y a qu'une voie : la V[e] République.
Il n'y a qu'un moyen : renforcer sa majorité.
Tous unis autour du général de Gaulle

Vous rejetterez

— le désordre et l'anarchie,
— l'équivoque partisane,
— l'agression totalitaire,
— la dictature.

Vous voulez

— l'ordre et la liberté,
— les réformes dans l'entreprise et l'enseignement,
— la stabilité politique et financière,
— le progrès social par la participation et le plein emploi,
— le développement régional,
— la parité de l'agriculture,
— le maintien du régime local pour l'assurance vieillesse,
— une hardie politique de la jeunesse,
— une France fraternelle dans une Europe unie,
— la paix.

Pour l'alliance de l'expérience et de la jeunesse vous voterez en masse et en confiance

Albert EHM
Député sortant — Conseiller général

Remplaçant éventuel :

GUY SAUTTER
Conseiller aux Communautés européennes

Pas de dispersion de voix...
Pas d'abstention...

Votez ALBERT EHM

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Molsheim, Rosheim, Saales, Schirmeck, Villé, Wasselonne.

M. Gérard LEHN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(Apparenté U.D.R.)

GÉRARD LEHN
Notaire - Député sortant

Au service de la population

Me Gérard Lehn est né à Haguenau, le 24 février 1930, de père fonctionnaire, fils de cultivateur, et de mère fille d'artisan, tous deux originaires de Rosheim. Fixé à Molsheim depuis 1937, il fréquenta l'école primaire jusqu'à la Libération, puis poursuivit ses études au collège Freppel à Obernai, car Molsheim ne possédait alors ni collège, ni lycée.

Pendant ses années d'études à la Faculté de Droit de Strasbourg, M. Meck, député-maire de Molsheim, fit appel à Me Lehn pour assurer son secrétariat parlementaire. Parallèlement, et sur le conseil de M. Meck, il devint le premier permanent du Secrétariat social d'Alsace, organisme d'étude, d'action et de coordination des problèmes économiques et sociaux de la région. Cette double activité allait familiariser Me Lehn avec le travail concret d'un parlementaire, au service de la population.

Notaire à Molsheim, depuis 1960, M. Meck le choisit comme suppléant et remplaçant éventuel pour les élections législatives de 1962.

Député de la circonscription depuis la fin de 1966, il fut réélu dès le premier tour en mars 1967. Avec plusieurs parlementaires M.R.P. et comme son prédécesseur, il se distança du Centre démocrate pour s'apparenter avec le groupe U.D. Ve République.

Me Lehn est père de quatre enfants.

Pour l'union et l'efficacité.

Dès son élection en mars 1967, Me Gérard Lehn s'est inscrit à la Commission des Affaires culturelles, sociales et familiales de l'Assemblée Nationale. présidée par Mlle Dienesch, jusqu'à sa nomination au Gouvernement. C'est dans le cadre des grandes commissions que s'effectue le véritable travail parlementaire pour la préparation et la discussion des textes.

Au cours de son mandat, Me Lehn a tenu des permanences régulières tous les lundis à Molsheim et tous les mois à Villé, Rothau et Schirmeck. Avec le concours actif du docteur Schweitzer, son suppléant, il s'est efforcé de résoudre d'innombrables cas particuliers au dévouement des plus humbles, des infirmes, des veuves, des personnes âgées. Il est efficacement intervenu en faveur des maires et responsables

d'organismes ouvriers, agricoles et artisanaux, chaque fois que l'intérêt général était en cause.

Respectueux de toutes les convictions, le député Lehn s'est abstenu de polémiques stériles, pour se consacrer entièrement au service de la population laborieuse, à l'union des forces vives de la circonscription et au développement économique et social de la région.

Il assumera dans l'avenir ses responsabilités dans le même esprit.

Pour une majorité solide autour du général de Gaulle.

La France vient de vivre des journées dramatiques.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouges et noirs nous avons vu s'avancer l'anarchie.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France ne voulait rien de cela. Elle désire l'ordre et la paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne seront bonnes que si elles sont faites dans l'ordre et la légalité.

Nous nous engageons :

— pour une République moderne ouverte au dialogue ;
— pour la dignité du travailleur et de sa famille ;
— pour un enseignement adapté aux débouchés de la jeunesse ;
— pour la parité et la rentabilité de l'agriculture ;
— pour une véritable régionalisation des décisions ;
— pour le maintien des dispositions favorables du régime local des assurances vieillesse et la sécurité sociale pour les veuves ;
— pour la sauvegarde de nos valeurs culturelles et spirituelles.

L'anarchie, le communisme, c'est la misère pour les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

La population sait que M[e] Lehn et le Dr Schweitzer continueront à travailler pour elle et qu'ils pourront représenter efficacement ses intérêts dans le cadre de la nouvelle majorité.

Face à la violence, seule une vraie majorité garantit l'ordre et assure le progrès social.

C'est pourquoi vous voterez pour

GÉRARD LEHN
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Docteur GUY SCHWEITZER
Médecin à Rothau

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bouxwiller, Drulingen, Marmoutier, la Petite-Pierre, Sarre-Union, Saverne.

M. Alfred WESTPHAL

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs !

« Jamais une consultation nationale n'a eu une telle importance », vient de déclarer le général de Gaulle le 7 juin 1968.

Une fois de plus, et pour la troisième fois en dix ans, après mai 1958, après avril 1961, et maintenant en mai et juin 1968, il vient de tirer le pays d'une situation véritablement pré-révolutionnaire. Pendant des semaines, la vie économique de la France était paralysée, l'insurrection se manifestait partout, des agitateurs professionnels poussaient à la violence, les chefs des centrales syndicales commençaient à perdre l'autorité sur leurs troupes ; à brève échéance c'était le chaos, l'anarchie, la révolution, peut-être même la guerre civile. La grande masse des Français était profondément inquiète.

La fameuse déclaration du Président de la République du 30 mai 1968 a suffi pour rétablir l'ordre et ramener la confiance.

Les réformes nécessaires ont été annoncées, mais, dès maintenant, de substantielles mesures immédiates ont été prises : relèvement du SMIG, suppression de toutes les zones de salaire, augmentation des salaires, diminution de la durée du travail hebdomadaire.

Electrices, électeurs !

Vous êtes pour la stabilité des institutions, que vous avez approuvées.

Vous êtes pour un régime démocratique.

Le 23 juin prochain, le problème se posera pour vous, si tout doit être remis en question...

Vous êtes contre le chaos, l'anarchie, la révolution, la dictature du communisme totalitaire, dont les autres partis de la gauche ne font que le jeu. Le cas échéant, ils seraient vite liquidés. Renvoyez les banqueroutiers de la IVe République, les Mitterrand, Mollet, Billières, Mendès France et tous les candidats de la F.G.D.S. à leurs jeux stériles et néfastes. Ils ont. avant 1958, apporté la preuve de leur incapacité et ne méritent pas votre confiance.

Vous voulez l'ordre et la paix qui seuls permettent le progrès et la prospérité.

Vous voulez rester des hommes libres.

Votre choix est fait.

Avec des millions d'autres Français vous approuverez la politique proposée par le général de Gaulle, en votant pour les candidats de l'Union pour la défense de la République.

Le député sortant Alfred Westphal a rempli consciencieusement son mandat à l'égard de ses électeurs. Avec un inlassable dévouement il s'est dépensé pour les particuliers, pour les communes, pour l'arrondissement, pour le pays. Il peut compter sur votre reconnaissance.

Son activité constitue sa meilleure propagande.

Le 23 juin, vous irez tous aux urnes ; pas d'abstentions !

Vous voterez pour

ALFRED WESTPHAL
Député sortant
Vice-président du Conseil général
Maire de Diemeringen

Remplaçant éventuel :

ALPHONSE WOLLBRETT
Professeur au lycée de Saverne
Conseiller municipal de Saverne

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lauterbourg, Niederbronn-les-Bains, Seltz, Soultz-sous-Forêts, Wissembourg, Woerth.

M. François GRUSSENMEYER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés socialistes de la Fédération de gauche, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Pour :

— les réformes dans l'entreprise et l'université ;
— le progrès social et l'abaissement de l'âge de la retraite ;
— la défense et promotion de l'exploitation familiale agricole rentable ;
— l'attribution d'une allocation décente aux personnes âgées et aux veuves ;
— la décentralisation administrative et la déconcentration industrielle ;
— la sauvegarde de la personnalité de notre région, des traditions scolaires et religieuses, le maintien des dispositions favorables du régime local, notamment de la sécurité sociale, de l'assurance vieillesse et l'assurance accidents agricoles ;
— le développement de l'équipement scolaire et sportif ;
— une France fraternelle dans une Europe unie.

Pour : Une majorité élargie autour du général de Gaulle, pour l'ordre et la paix

Votez pour celui qui, depuis dix ans, s'est dépensé sans compter pour le bien-être de la population,

Renouvelez votre confiance à

François GRUSSENMEYER
Député sortant
Représentant de la France à la Commission sociale de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe
Conseiller général du Bas-Rhin
Adjoint au maire de Reichshoffen
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

Paul TROESTER
Adjoint au maire de Wissembourg
Professeur chargé des cours agricoles à Wissembourg
Commandant de réserve — Officier du Mérite agricole

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bischwiller, Brumath, Haguenau.

M. Germain SPRAUER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

« Jamais une consultation électorale n'a eu une telle importance... » (Ch. de Gaulle, 7 juin 1968).

Union pour la défense de la République avec de Gaulle et Pompidou.

Pour

— la défense de la République
— les réformes indispensables
— la stabilité politique et financière
— la justice sociale
— la parité de l'agriculture
— le Marché commun et l'Europe
— le soutien des personnes âgées, des veuves, des invalides
— la défense de nos traditions chrétiennes
— la paix

Contre le désordre et l'anarchie

Votez

GERMAIN SPRAUER

et PAUL RUSTENHOLZ

Pas d'abstention !

Electrices, électeurs,

Une fois de plus, le général de Gaulle vient de tirer le pays d'une situation véritablement pré-révolutionnaire. Pendant des semaines, la vie économique de la France a été paralysée, l'insurrection s'est manifestée, des agitateurs professionnels ont poussé à la violence, les chefs des organisations syndicales ont commencé à perdre l'autorité sur leurs adhérents ; à brève échéance c'était le chaos, l'anarchie, la révolution, peut-être même la guerre civile. La grande masse des Français était profondément inquiète.

La déclaration du Président de la République du 30 mai 1968 a rétabli l'ordre et ramené la confiance. Plus d'un million de Français ont spontanément manifesté leur attachement à la liberté et au régime républicain.

Les réformes nécessaires ont été annoncées, et, dès maintenant, de substantielles mesures ont été prises : relèvement du SMIG, suppression des zones de salaire, augmentation des rémunérations, diminution de la durée du travail hebdomadaire, examen rapide des dispositions concernant la sécurité sociale en vue de leur amélioration.

Electrices, électeurs, vous êtes pour la stabilité des institutions, que vous avez aprouvées. Vous êtes pour un régime démocratique.

Le 23 juin prochain, le problème qui se posera pour vous, sera de savoir si tout doit être remis en question.

Vous êtes contre le chaos, l'anarchie, la révolution, la dictature du communisme totalitaire, dont la Fédération de la gauche ne fait que le jeu (en attendant de disparaître).

Vous voulez l'ordre et la paix qui seuls permettent le progrès et la prospérité.

Vous voulez que des réformes profondes interviennent dans la légalité dans le domaine économique et social, scolaire et universitaire.

Vous voulez une économie prospère dans un cadre régional « décentralisé ».

GERMAIN SPRAUER
Député sortant — Conseiller général
Maire de Kilstett

Né le 15 février 1920 à Kilstett, Germain Sprauer est marié et père de 4 enfants. Diplômé en droit et en sciences économiques, il habite Kilstett et y dirige une entreprise de produits en béton. Il a été élu maire en 1959, conseiller général en 1964 et député en mars 1967.

Vous êtes pour le maintien du régime local de la sécurité sociale et des pensions de vieillesse, pour le maintien des avantages acquis par une stabilité de la monnaie, pour le plein emploi, pour l'équipement sportif et les œuvres de jeunesse.

Vous voulez rester des hommes libres.

Votre choix est fait : avec des millions d'autres Français vous approuverez une politique de réformes, d'ordre et de stabilité.

Le député sortant Germain Sprauer a rempli consciencieusement son mandat à l'égard de ses électeurs, quelles que soient leurs idées et leurs opinions. Il s'est attaché à aider et conseiller les maires et à intervenir en faveur de tous ceux qui ont bien voulu s'adresser à lui.

Ses permanences et plus particulièrement celle de Haguenau ont eu la visite de nombreux habitants de la région avec lesquels il a eu plaisir à s'entretenir ; il s'est occupé d'eux avec dévouement, avec Paul Rustenholz qui l'a aidé dans sa tâche, il les remercie de la confiance qu'ils lui ont témoignée.

Il a prouvé son sens social en faisant supprimer dès 1963 les zones de salaire dans le cadre du syndicat professionnel régional dont il est le vice-président.

Rapporteur pour les affaires économiques au Conseil général, M. Sprauer a pris de nombreuses initiatives en faveur du développement économique et d'une aide du département en faveur des communes pour faciliter l'industrialisation.

Au-delà de sa personne, allant tous voter, vous marquerez votre détermination d'arrêter les tentatives de désordre et d'anarchie.

Toutes les électrices, tous les électeurs doivent remplir leur devoir en allant voter pour les candidats que l'Union pour la défense de la République propose à vos suffrages :

Paul RUSTENHOLZ

Député suppléant sortant — Notaire — Adjoint au maire de Bischwiller

Né le 2 septembre 1927 à Haguenau, Paul Rustenholz est marié et père de 2 enfants. Licencié en droit, il exerça à Haguenau, à Pfaffenhoffen, puis fut nommé à Bischwiller en 1965 et député suppléant en mars 1967.

Electrices, électeurs !

Seule une majorité plus cohérente que celle de la dernière Assemblée permettra de réaliser les réformes indispensables et d'annihiler le jeu stérile de l'opposition. Seule l'Union pour la défense de la République peut faire barrage au désordre, à l'anarchie, au totalitarisme.

Pas d'abstention ! Votez tous

Germain SPRAUER

Député sortant

Conseiller général du Bas-Rhin — Maire de Kilstett

Remplaçant éventuel :

Paul RUSTENHOLZ

Notaire — Adjoint au maire de Bischwiller

RHIN (HAUT-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Andolsheim, Colmar-Nord, Colmar-Sud, Kaysersberg, Lapoutroie, Ribeauvillé, Sainte-Marie-aux-Mines.

M. Edmond BOROCCO

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

L'Union pour la défense de la République vous appelle à voter en bloc pour

EDMOND BOROCCO

Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945, avec palmes et étoiles — Médaille de la Résistance
Médaille des Déportés — Médaille des Evadés — Médaille de Norvège
Imprimeur
Député sortant
Adjoint au maire de Colmar — Vice-Président de la Commission des finances du Parlement européen

et son remplaçant éventuel :

THÉO FALLER

Conseiller général de Kaysersberg
Propriétaire-viticulteur à Kientzheim
Vice-président des Viticulteurs d'Alsace
Président de la Caisse régionale de crédit agricole mutuel du Haut-Rhin
Vice-président de la Chambre d'agriculture du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1939-1945
Officier du Mérite agricole — Officier des Palmes académiques — Chevalier du Mérite sportif

Le mot du remplaçant éventuel.

Après les émeutes que le pays vient de vivre, depuis les universitaires jusqu'aux extrémistes, la nation française bien ébranlée a besoin d'un Gouvernement de force et d'union capable d'assumer les responsabilités du pouvoir.

Une écrasante majorité de Français ne veut et ne peut remettre sa destinée entre les mains de ceux qui ont été à l'origine ou d'accord avec les troubles que nous vivons. L'économie de compétition que nous avions ira vers une économie d'inflation. Contre la crise économique, contre la faillite des entreprises, contre le chômage, la seule voie à suivre sera encore de Gaulle. L'économie du Marché commun leur donnera la réponse. Nous voterons encore une fois de Gaulle, la seule voie qui peut être suivie.

La France est en grand péril.

Nos libertés et la République sont menacées, des anarchistes égarent les travailleurs. Le totalitarisme trahit les étudiants et les élèves. Toutes les formations syndicales craignent à juste titre d'être débordées. Ceux qui en formant un « gouvernement provisoire » voulaient prendre le pouvoir, n'ont-ils pas amené la France au plus bas de son niveau, il y a dix ans ?

Ne l'oublions jamais.

Qui pourra donner du travail, faire respecter la dignité des travailleurs ? Redresser la situation économique ? Assurer un avenir aux jeunes, aider les personnes âgées comme elles en ont le droit, qui ? Le général de Gaulle avec son Premier Ministre Georges Pompidou entourés d'une majorité forte.

Voici notre programme :

— participation des ouvriers à la gestion et au résultat des entreprises ;
— participation accrue des agriculteurs à l'expansion et à l'élaboration des règlements agricoles européens ;
— maintien du prestige de notre armée et son adaptation aux temps modernes ;
— participation des étudiants et élèves à l'orientation des établissements ;
— aide aux industriels en vue de l'adaptation à la bataille du Marché commun ;
— aide aux petites et moyennes entreprises ;
— adaptation rapide des retraites et pensions sociales vieillesse ainsi que celles des anciens combattants au coût de la vie ;
— défense de nos libertés religieuses et maintien de l'aide à l'enseignement libre ;
— assurance du réemploi des cadres momentanément sans emploi.

En un mot, participation des Français à la rénovation de la France. Mais après dix ans d'efforts de dur labeur, de sacrifices, au moment où le fruit de notre lutte allait être récolté à l'heure du Marché commun, près de 10 % de notre production, de notre exportation ont été perdus par la faute des agitateurs qui induisent les travailleurs en erreur.

Voilà leur victoire, voilà le désastre en vue pour la France menacée dans son franc dévalué.

Que proposent ces fossoyeurs de nos efforts ? Ils vous promettent de grandes augmentations de salaires, mais ils ne vous disent pas que pour eux le remède c'est la planche à billets, l'inflation !

Voilà où veulent nous mener les communistes, les fédérés et quoiqu'elles en disent les formations centristes. Car malgré ce soi-disant anticommunisme dont elles se targuent, ces formations centristes ont maintes fois prouvé leurs indécisions coupables, toujours affaiblissantes en particulier le 30 mai 1968 au moment où les députés républicains ceints de leur écharpe tricolore sortaient de l'Assemblée Nationale pour aller dans la rue au milieu des manifestants, les groupuscules centristes restèrent assis avec les communistes et les fédérés. L'heure de se prononcer est venue, le choix est simple, tricolore ou rouge. Que les petits partis se joignent à nous dans l'union nationale. Ils y auront le même rang que nous tous unis. Il n'y a plus de place pour les tièdes, les indécis ! Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions nationales mais dans l'ordre républicain. Vous donnerez une majorité solide au général de Gaulle en votant pour

EDMOND BOROCCO

pour que vive la République et pour que vive la France.

Le Comité électoral.

Le mot du candidat.

Notre pays a connu au cours de son long passé bien des bouleversements et des crises de croissance. Les guerres et les soulèvements n'ont jamais brisé l'élan vital de notre France, elle a répandu souvent ses idées dans l'univers. La Nation a une âme collective forgée au travers des siècles. Les audaces l'ont toujours galvanisée. La France est parvenue à un haut stade social et culturel. Il suffit pour s'en convaincre d'assister aux discussions de la Commission sociale européenne du Marché commun à Bruxelles où la France a la fierté de constater sa grande avance dans le domaine des avantages sociaux existants chez elle par rapport aux pays du Marché commun. Nous vivons dans un siècle de progrès, de mutations rapides. Il faut donc que nous soyons tous bien persuadés que pour devenir réelles, les grandes aspirations sociales doivent être organisées dans l'ordre et la légalité.

Nous continuerons à vous servir fidèlement dans la défense de vos intérêts dans tous les domaines de l'activité de notre circonscription. Nous faisons le serment en ce qui nous concerne, quoi qu'il arrive, que jamais notre Alsace chrétienne ne sera asservie à la dictature.

Amis, restez calme, gardez votre sang-froid et votre confiance au Chef de l'Etat, le général de Gaulle et à son Gouvernement.

EDMOND BOROCCO.

Des attaques vulgaires et criminelles ont été faites contre moi. Le mépris et des poursuites judiciaires sont ma seule réponse en présence de méthodes aussi sordides.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ensisheim, Guebwiller, Munster, Neuf-Brisach, Rouffach, Soultz-Haut-Rhin, Wintzenheim.

M. Georges BOURGEOIS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Appel du comité électoral en faveur de la candidature :

GEORGES BOURGEOIS

Electrices et électeurs de l'arrondissement de Guebwiller et des cantons de Munster, Wintzenheim et Neuf-Brisach,

L'heure du choix est arrivée !
Ce choix est entre vos mains !

Les événements des dernières semaines vous ont prouvé que le général de Gaulle est encore et toujours le seul homme en France à pouvoir mener le pays vers sa prospérité, dans l'ordre et la justice.

Pour cela il faut l'appui de toutes et de tous. Chacun là où il se trouve placé, doit, par son bulletin de vote, manifester sa solidarité avec le Chef de l'Etat en votant en masse pour le seul candidat gaulliste de notre circonscription.

Vous connaissez tous Georges Bourgeois dont la fidélité à de Gaulle a été sans faille. Vous connaissez aussi ses activités et les responsabilités qu'il assume non seulement pour votre circonscription, mais aussi sur le plan départemental et régional. Georges Bourgeois n'a aucunement démérité, au contraire, il garde notre entière confiance.

Dans les moments difficiles que nous venons de connaître, avec ses amis gaullistes, il a apporté son soutien permanent au Gouvernement du général de Gaulle.

Il faut plus que jamais des hommes sûrs, capables de soutenir l'action menée en faveur de toutes les couches de la population.

Votre vote n'a jamais été aussi important !

Nous vous demandons de dire *non* :

— à ceux qui préconisent le communisme totalitaire, car le « soi-disant paradis communiste » les Français n'en veulent pas ;

— à ceux qui, au sein de la Fédération de la gauche, ne font que le jeu des communistes en s'alliant à eux ;

— à ceux du « Centre démocrate — M.R.P. » qui sont contre de Gaulle, pour avoir régulièrement voté toutes les motions de censure contre le Gouvernement Pompidou.

Vous donnerez votre bulletin au seul homme sûr qui a toujours défendu vos intérêts et qui a soutenu l'action du Chef de l'Etat, du Premier Ministre Pompidou et de tous ceux qui ont œuvré pour le progrès économique et social de notre pays.

Le comité électoral.

Electrices, électeurs,

Georges Bourgeois vous parle...

Souvent j'ai eu l'occasion d'apprécier votre fidélité au cours de nombreuses élections et c'est par un travail inlassable, durant de longues années, que j'ai eu la satisfaction de vous en remercier.

Cette fois-ci la situation du pays, sérieusement bouleversée dans ces dernières semaines, reste grave et exige de ma part d'être présent.

Vous avez la possibilité de renouveler votre *oui* au général de Gaulle à travers ces élections par votre bulletin de vote.

Si vous me gardez votre confiance, je tâcherai, comme par le passé, d'en être digne en soutenant le Chef de l'Etat dans son action désintéressée en faveur de notre pays. Ce sera pour moi une occasion d'œuvrer pour le renouveau nécessaire à l'équilibre de la Nation dans l'ordre et la justice et pour le progrès économique et social de toutes les couches sociales.

Qu'on le veuille ou non, face au gaullisme il n'y a que le communisme avec tous ceux qui le favorisent. Ce serait une grave erreur que de penser que subitement surgisse une force centriste avec des hommes capables de diriger le pays, car de tels hommes n'existent pas et vous ne pouvez avoir confiance en ceux qui s'obstinent à agir contre le général de Gaulle. C'est lui qui, plus d'une fois, a sauvé le pays et il le fera une nouvelle fois. C'est pourquoi il en appelle à toutes les Françaises et à tous les Français, qui par leur vote sauront désigner les députés qui seront des hommes sûrs pour appuyer son action.

Souvenez-vous ce que fut notre pays au lendemain de la guerre !

Souvenez-vous de ce qu'il était encore il y a dix ans au moment où l'opposition d'aujourd'hui a mené notre pays au bord de l'abîme !

Regardez autour de vous, à présent, combien nos villes et nos villages se sont heureusement transformés. Est-ce le fait du hasard ou simplement la politique de progrès instaurée par le général de Gaulle ?

Non ! Nous ne pouvons pas ignorer toutes ces transformations dont tous ont profité. Beaucoup reste à faire et il faut le faire dans l'ordre et non pas dans l'anarchie voulue par certains.

L'Alsace en particulier reste fidèle à de Gaulle, parce qu'elle sait ce qu'elle veut. Elle sait assurer par ses hommes, conscients de leurs responsabilités, le progrès indispensable dans son économie, dans sa vie sociale en garantissant le plein emploi pour sa population active et l'avenir de notre jeunesse. Vous m'avez si souvent fait confiance, à mon tour je vous renouvelle la mienne.

Avec de Gaulle, tous ensemble, nous continuerons la lutte et ce sera pour le bien de tous.

Georges BOURGEOIS.

***

M. Bourgeois m'a demandé d'être son suppléant ; j'ai accepté parce que la cause est :

— juste ;
— raisonnable.

Une évolution particulière à la France dans l'esprit de tout homme sensé, est logique.

Mais aussi parce que je connais M. Bourgeois depuis des années et que j'ai pu apprécier l'administrateur infatigable, intelligent, l'homme toujours présent pour défendre les causes valables ; l'homme dont l'esprit de conciliation a su, à maintes reprises, éviter dans le département les affrontements préjudiciables à tous.

Je suis profondément convaincu que c'est l'homme auquel, une fois de plus, nous accorderons tous notre confiance.

Gérard HENNE.
39 ans, marié, 2 enfants
Maire de Neuf-Brisach
Conseiller général

Tous ensemble vous voterez gaulliste en votant :

Georges BOURGEOIS
Député — Président du Conseil général — Maire de Pulversheim

et son remplaçant éventuel :

Gérard HENNE
Maire et conseiller général de Neuf-Brisach
39 ans, marié, deux enfants

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Altkirch, Cernay, Dannemarie, Ferrette, Hirsingue, Masevaux, Saint-Amarin, Thann.

M. Alphonse JENN

élu le 23 juin 1968

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

(U.D.R.)

Chères électrices et électeurs,

Regroupée en rangs serrés derrière les agitateurs du dedans et du dehors, et brandissant des drapeaux rouges ou noirs de la révolution et de l'anarchie, la meute déchaînée des communistes totalitaires et leurs otages de la Fédération de la gauche soi-disant « démocrate et socialiste » s'est lancée à l'assaut de la République pour détruire, avec ses institutions, toutes nos libertés civiques et nous imposer une « démocratie populaire », comme à Moscou, Prague, Pékin ou Cuba !

En cette heure décisive pour la France, la Nation tout entière doit se ressaisir. Unie derrière le général de Gaulle, Président de la République, elle dira le 23 juin, avec lui et massivement :

Non !

— à l'aventure ;
— au pouvoir de la rue ;
— à la ruine économique ;
— au désordre social.

Dans les circonstances présentes, toute abstention serait criminelle, car c'est, pour une longue période, tout l'avenir du pays qui se joue et, pour une grande part, la sauvegarde de notre civilisation occidentale !

C'est pourquoi, avec la même détermination, nos populations laborieuses de la ville et des champs diront *non* à tous ceux qui, cachant leur opportunisme sous les vocables trompeurs de « centrisme » ou de « Progrès et démocratie moderne » divisent la majorité politique française et font, plus ou moins inconsciemment, le jeu de l'opposition socialo-communiste.

Mais j'ai confiance dans le civisme et la clairvoyance de nos populations de la circonscription Thann - Altkirch.

En renouvelant le mandat que vous m'avez confié l'an passé, vous direz : *oui au général de Gaulle :*

— pour la sauvegarde des libertés républicaines ;
— pour l'essor économique et le progrès social dans la stabilité politique et monétaire ;
— pour l'ordre, la justice et la paix intérieure qui conditionnent à la fois l'avenir de notre jeunesse et la place de la France dans le monde de demain.

Dès lors votre choix est fait.

Vous voterez demain pour

ALPHONSE JENN
Député sortant
Conseiller général — Maire de la Ville de Ferrette

Remplaçant éventuel :

XAVIER HERRGOTT
Maire de la ville de Cernay

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Mulhouse-Nord, Mulhouse-Est, Mulhouse-Ouest, Mulhouse-Sud.

M. Raymond ZIMMERMANN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Union pour la défense de la République avec de Gaulle, pour les réformes dans l'ordre avec Georges Pompidou.

La France joue son avenir pour la liberté et la paix publique, contre l'anarchie et les violences.

Votez

Me RAYMOND ZIMMERMANN
Né à Mulhouse
Docteur en droit, diplômé d'études supérieures de droit public de la Faculté de Paris
Avocat au Barreau de Mulhouse
Député sortant
Vice-président de la Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République de l'Assemblée Nationale (Président M. René Capitant) — Rapporteur du Budget de l'Intérieur.
Conseiller général de Mulhouse Est
Rapporteur général du Budget du Conseil général du Haut-Rhin
Rapporteur général pour le Haut-Rhin de l'Association pour le développement industriel de la région Alsace créée en 1968 pour promouvoir l'expansion industrielle alsacienne - ADIRA - etc.

Votez Me Raymond Zimmermann, député sortant.

Ses importants rapports à l'Assemblée Nationale pour la réforme de l'adoption, la protection de l'enfance maltraitée et abandonnée, le service civil national et l'objection de conscience, l'application des directives de la Communauté économique européenne, la navigation sur le Rhin et la Moselle, le statut civil de l'énergie nucléaire, les sociétés d'investissement, le domaine public maritime et la pollution des eaux de mer, la lutte contre la pollution des eaux, la copropriété, la répression de l'usure dans les prêts, les communautés urbaines, etc.

Ses interventions sur le plan social à l'Assemblée Nationale pour la création d'une fonction communale ; l'extension de l'amnistie politique ; l'indemnisation des rapatriés ; la prorogation du régime local d'assurance vieillesse ; le rétablissement du risque invalidité des assurés sociaux volontaires en Alsace-Lorraine ; le régime de vieillesse des mineurs de potasse ; le statut des assistantes sociales et des travailleuses familiales ; le maintien des locataires âgés ; la défense du statut local de la sécurité sociale, etc.

Ses interventions sur le plan économique :

Implantation de l'usine d'engrais chimiques d'Ottmarsheim ; centrale nucléaire de Fessenheim ; alimentation de l'Alsace en gaz naturel de Hollande ; sauvegarde d'établissements industriels Tibou à Mulhouse-Bourtzwiller, Ameco à Kingersheim, Filatures et tissages de Wittenheim, etc.

La défense en 1967 des M.D.P.A. et particulièrement le maintien à Mulhouse du siège de la Société commerciale des potasses d'Alsace.

Ses interventions sur le plan local et régional :

Financement de nombreuses réalisations mulhousiennes ; subventions extraordinaires pour l'assainissement et la voirie de Brunstatt, Morschwiller-le-Bas, Bruebach, Galfingue ; inscription au Plan du nouvel hôpital du Hasenrain ; inscription au Ve Plan de l'autoroute Bâle-Mulhouse ; canal à grand gabarit Méditerranée-mer du Nord ; extension à Mulhouse et au Haut-Rhin des aides industrielles ; création de trois instituts universitaires de technologie, etc.

Appel de l'Union pour la défense de la République.

Vous maintiendrez votre confiance à Me Zimmermann, député sortant et seul candidat investi par l'Union pour la défense de la République.

Pour la réconciliation nationale.
Pour un Gouvernement élargi.
Avec de Gaulle.
Avec Georges Pompidou.

Maître Raymond ZIMMERMANN

Un parlementaire libéral et démocrate

Pour un dialogue loyal.
Pour une démocratie de participation.
Pour une Europe unie.
Dans l'ordre et la paix.

Remplaçant éventuel :

Alphonse BIHRY

Né le 18 octobre 1924 à Mulhouse — Conseiller municipal — Président départemental de la section haut-rhinoise du Syndicat national D.G.I.-C.F.D.T. — Président administratif de l'Association des Parents d'élèves de l'Enseignement public en Alsace (A.P.E.P.A.) — Membre du Conseil départemental de la Croix-Rouge française — Vice-président national de l'Académie nationale du dévouement — Vice-président de l'Amicale des Anciens de l'école des frères — Vice-président des Anciens du G.M.A. (Groupe mobile d'Alsace) — Médaille des Evadés — Croix du Combattant volontaire — Croix d'Alsace — Médaille du Réfractaire — Officier du Dévouement national.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Habsheim, Huningue, Sierentz, Wittenheim.

M. Antoine GISSINGER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Appel de M. Kieny, maire de Riedisheim, député suppléant de la circonscription de Mulhouse-Campagne.

C'est avec beaucoup d'affliction et de peine que nous venons de porter en terre notre jeune ami Raymond Scholer, député de notre circonscription. Sa disparition prématurée ne permet plus à l'équipe à laquelle vous aviez accordé vos suffrages en 1967 de se représenter. Moi-même, considérant mon âge, j'ai décidé de remettre mon mandat à la disposition de l'U.D-V^{e}. De ce fait, c'est une nouvelle équipe, à laquelle j'apporte tout mon appui et toute ma sympathie, qui continuera l'œuvre amorcée par Raymond Scholer.

Je demande à tous mes électeurs de reporter leur confiance sur la nouvelle équipe et de voter massivement pour Antoine Gissinger pour que vive la France et pour que le général de Gaulle puisse poursuivre la rénovation de notre pays avec tous les hommes de bonne volonté.

P. KIENY, maire de Riedisheim.

Appel du comité électoral.

Notre regretté camarade et ami Raymond Scholer, maire de Bartenheim, député de l'U.D.-V^{e} de la circonscription de Mulhouse-Campagne, vient de nous quitter pour un monde meilleur.

Sur son lit de souffrance, alors qu'il espérait encore retrouver la santé, mais conscient de ses responsabilités dans l'immédiat, il avait demandé à ses compagnons de combat, et plus particulièrement à son ami Antoine Gissinger, de reprendre le flambeau et de continuer l'œuvre qu'il avait entreprise avec tant d'ardeur et de dévouement et que sa maladie d'abord, sa mort si brutale ensuite, ont si cruellement interrompue. Tout en nous inclinant avec une infinie tristesse devant la douleur de son épouse et de ses enfants, notre devoir immédiat nous commande de donner suite à l'un de ses derniers désirs en choisissant précisément son ami Antoine Gissinger pour lui succéder dans ce difficile combat pour le bonheur et la paix de la France et de tous les Français.

L'heure du choix est arrivée !

Ce choix est entre vos mains !

Les événements des dernières semaines vous ont prouvé que le général de Gaulle est encore et toujours le seul homme en France à pouvoir mener le pays vers sa prospérité dans l'ordre et la justice.

Pour cela, il faut l'appui de toutes et de tous. Chacun, là où il se trouve placé doit, par son bulletin de vote, manifester sa solidarité avec le Chef de l'Etat en votant en masse pour le seul candidat gaulliste de votre circonscription.

Votre vote n'a jamais été aussi important !

Nous vous demandons de dire non :

— à ceux qui préconisent le communisme totalitaire, car le « soi-disant paradis communiste », les Français n'en veulent pas ;

— à ceux qui, au sein de la Fédération de la gauche, ne font que le jeu des communistes en s'alliant à eux ;

— à ceux du « Centre démocrate - M.R.P. » qui sont contre de Gaulle, pour avoir régulièrement voté toutes les motions de censure contre le Gouvernement Pompidou.

Il faut plus que jamais des hommes sûrs, capables de soutenir l'action menée en faveur de toutes les couches de la population.

Tous ensemble, vous votez pour de Gaulle.

Vous votez pour Antoine Gissinger et son suppléant éventuel R. Blum.

Antoine Gissinger est né le 4 juin 1914 à Waldighofen. Fils d'ouvrier du textile, il a fait ses études à l'Ecole normale de Colmar. Depuis 1945, il dirige le Collège technique de Pulversheim. Père de cinq enfants, Antoine Gissinger habite Wittenheim, où il est membre du Conseil municipal depuis 1959. Antoine Gissinger est Officier des Palmes académiques et Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire.

Votre candidat à tous c'est Antoine Gissinger.

Electrices et électeurs de Mulhouse-Campagne,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouges et noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Sur le plan local, il nous faut défendre nos libertés religieuses et notre école libre face à ceux dont le premier souci serait d'abolir l'aide aux écoles chrétiennes et les libertés que nous accorde, à nous autres Alsaciens, le Concordat.

Sur le plan économique, nous défendrons avec acharnement les intérêts des travailleurs, qu'ils soient du bassin potassique ou de la région frontalière.

Méfiez-vous des belles paroles des candidats dits du Centre démocrate qui tout au long de la législature ont toujours voté contre le général de Gaulle et qui, pour accrocher vos suffrages, se découvrent subitement une vocation gaulliste.

C'est aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Face à la subversion et à la violence, face à l'impuissance, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Votez en masse pour le seul candidat gaulliste.

Votez pour

ANTOINE GISSINGER

Remplaçant éventuel :

R. BLUM

RHONE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lyon-I, Lyon-XII, Lyon-XIII.

M. René CAILLE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Madame, mademoiselle, monsieur,

— Parce que des événements d'une exceptionnelle gravité ont démontré qu'une fraction minoritaire fait passer sa soif du pouvoir avant l'intérêt supérieur de la Nation.

— Parce que seule, dans un pays démocratique la libre volonté des citoyens peut endiguer les déferlements de la violence.

Le général de Gaulle, Président de la République, élu au suffrage universel a, conformément à la Constitution, prononcé la dissolution de l'Assemblée Nationale.

Le 23 juin 1968, vous direz :

— Si l'agressivité des partisans du désordre peut impunément détruire les libertés et livrer le pays à l'oppressante gestion du totalitarisme.

— Si un programme cohérent peut être élaboré par une coalition hétérogène et momentanée que domine déjà le parti communiste.

— Ou si l'accélération des réformes entreprises doit se poursuivre dans le cadre d'institutions républicaines et le respect du suffrage universel.

En novembre 1962, vous m'avez désigné pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

En mars 1967 vous m'avez renouvelé votre approbation en me confiant un deuxième mandat parlementaire.

Candidat d'Union pour la défense de la République, je sollicite une troisième fois vos suffrages confirmant ainsi ma ferme volonté de poursuivre un combat depuis longtemps engagé pour la liberté dans la justice sociale.

René CAILLE.

Celles et ceux qui connaissent René Caille n'ignorent rien de son dynamisme et de la profonde conviction avec lesquels il a exercé les mandats parlementaires qui lui ont été confiés, par deux fois.

Dans la première circonscription où il est né et dont il est l'élu depuis 1962, par des permanences régulièrement tenues, il a su à l'égard des problèmes humains, démontrer une grande sensibilité, malgré la vigueur du style qui lui est propre.

A l'Assemblée Nationale, ses interventions, ses rapports, ses propositions de loi — dont une a été récemment adoptée à l'unanimité — lui valent le respect et l'estime de tous ses collègues, y compris de ses adversaires.

Je tiens à redire que, catholique militant, ce n'est pas sans fierté que j'entends une fois de plus l'assister dans la lourde tâche que vous lui confierez à l'issue de cette consultation électorale.

Roger GOGUILLOT.

Pour la poursuite et l'accélération des réformes en faveur desquelles il a toujours activement milité :

— Réelle participation de tous les salariés, ouvriers, employés, ingénieurs et cadres à la résolution des problèmes qui les concernent : garantie de l'emploi, pouvoir d'achat, formation des jeunes, condition de travail du personnel féminin, retraite des vieux travailleurs.

— Dialogue permanent avec les étudiants et les enseignants conscients de leurs responsabilités sur les questions qui les préoccupent : gestion, adaptation des études aux exigences de la vie moderne.

— Renforcement des mesures en faveur des petites et moyennes entreprises, artisans, commerçants.

— Multiplication des contacts avec les associations familiales, A.N.A.D.A.P.E.I., groupements locaux, M.J.C.

— Assurance de conditions de vie décentes pour les vieux travailleurs.

— Large réconciliation nationale, par l'amnistie.

Votez

René CAILLE
42 ans
Chef de section dans l'Industrie
Rapporteur de la Commission des Affaires sociales
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Roger GOGUILLOT
Licencié en droit
Ancien élève de l'Institut d'études politiques
Croix du Combattant volontaire de la Résistance
Croix du Combattant 1939-1945
Ancien prisonnier de guerre
Chevalier du Mérite social
Chef de centre de l'Inspection du travail

2e CIRCULAIRE

Le résultat positif du premier tour qui n'échappe à personne est un encouragement précieux.

Je remercie très sincèrement les 23.051 électrices et électeurs qui, pour la troisième fois, m'ont renouvelé leur confiance.

Une ferme volonté de refuser le désordre, le souci de confier à des élus la mission d'accélérer les grandes réformes nécessaires ont été ainsi clairement exprimés.

Le 30 juin 1968, le jeu des combinaisons électorales qui menace encore nos libertés et nos institutions républicaines sera définitivement condamné.

Par un vote massif en faveur de :

René CAILLE
42 ans
Chef de section dans l'Industrie
Rapporteur de la Commission des Affaires sociales
Député sortant

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Roger GOGUILLOT
Licencié en droit
Ancien élève de l'Institut d'études politiques
Croix du Combattant volontaire de la Résistance
Croix du Combattant 1939-1945
Ancien prisonnier de guerre
Chevalier du Mérite social
Chef de centre de l'Inspection du travail

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lyon-II, Lyon-V, Lyon-VI.

M. Henri GUILLERMIN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous voici à l'heure du *choix*.
L'avenir de la *France* dépend de votre vote.

Voulez-vous que notre pays connaisse un régime totalitaire sous la férule communiste ? Votre réponse est *non*.

C'est pourquoi vous ne pouvez pas voter communiste.

C'est pourquoi vous n'apporterez pas vos suffrages à la Fédération de la gauche dont la seule efficacité est de faire le lit du *marxisme* par le jeu d'un pacte électoral.

Vous désirez, comme l'a dit le général de Gaulle, que « la République n'abdique pas et que s'organisent les réformes nécessaires dans la *liberté*, dans l'*ordre* et dans la *stabilité* ».

Votre *union* est indispensable pour faire face victorieusement au *danger*.

Contre le drapeau rouge du communisme.
Contre le drapeau noir de l'anarchie.
Pour le drapeau tricolore.
Pour la défense de la République.
Votez efficace.
Votez en masse.

Henri GUILLERMIN

Officier de la Légion d'honneur pour faits de guerre exceptionnels
Croix de guerre avec palmes — Rosette de la Résistance, etc.
Member of the British Empire — Croix de guerre belge avec palme
Commandeur du Mérite polonais — Engagé volontaire en 1939
Engagé volontaire dans les Forces françaises libres
Chef régional de la Résistance — Invalide à 60 %
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Charles DUFOUR

Secrétaire régional du Commerce des produits sidérurgiques
Membre du Comité pour l'aménagement et l'expansion économique de la région lyonnaise

Vous connaissez bien Henri Guillermin.

A deux reprises déjà, vous l'avez élu avec une forte majorité.

Vous appréciez son action continue et efficace tant sur le plan local que sur le plan national.

— Il a enfin résolu le délicat problème des limites départementales qui restait en suspens depuis 160 ans malgré maintes tentatives de le régler.
— Il a obtenu l'accord ministériel pour la construction du tunnel sous Fourvière.
— Il a soutenu ou amendé tous les grands projets concernant l'agglomération lyonnaise (métro, communauté urbaine, autoroutes, logements, etc.) ou l'aménagement du territoire (axe fluvial mer du Nord-Méditerranée, tunnel de l'Epine, tunnel de Fréjus, etc.).
— Son secrétariat permanent est à la disposition de *tous* les habitants de sa circonscription.

Si vous votez communiste ou Fédération de la gauche...
C'est que vous désirez vivre en démocratie populaire.

Sachez bien ce que cela signifie.

— Absence de liberté politique (parti unique).
— Absence de liberté individuelle (autorisation de circuler, employeur unique, etc.).
— Niveau de vie très bas (en Russie moins de la moitié de celui des Français).

Autre exemple :

Revenu par habitant en 1965 : Démocratie populaire de l'Allemagne de l'Est : 5.900 F. République fédérale d'Allemagne (Ouest) : 9.500 F.

Alors choisissez et... méditez sur les promesses du paradis communiste.
Vous voterez Henri Guillermin.
Car vous désirez continuer de vivre en Français et en républicains.
Car les réformes à réaliser sur les plans économique, social et universitaire doivent être étudiées, avec la participation souhaitable, dans l'ordre social et non dans l'anarchie.
L'heure est venue également d'une réconciliation générale.
Vous voterez Henri Guillermin parce que l'intérêt de la France et le vôtre vous interdisent de vous abstenir.
Alors, votez Guillermin.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Merci.

Merci à mes nombreux électeurs qui, chaque fois, m'apportent davantage de voix.
Dimanche dernier, vous avez voulu que j'obtienne près de 10.000 suffrages de plus que mon concurrent le mieux placé. Cette confiance accrue, symbole de la volonté française, est pour moi le meilleur encouragement.
Pour le second tour de ces législatives, tous ceux qui ont cru pouvoir entraîner notre beau pays dans l'aventure, par le désordre, regrouperont leurs voix sur un seul candidat.

Alors :

Ne vous abstenez pas.
Ne dispersez pas vos voix.
Tous, unis, défendez la République.

Votez

Henri GUILLERMIN
Officier de la Légion d'honneur pour faits de guerre exceptionnels
Croix de guerre avec palmes — Rosette de la Résistance, etc.
Member of the British Empire — Croix de guerre belge avec palme
Commandeur du Mérite polonais — Engagé volontaire en 1939
Engagé volontaire dans les Forces françaises libres
Chef régional de la Résistance — Invalide à 60 %
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Charles DUFOUR
Secrétaire régional du Commerce des produits sidérurgiques
Membre du Comité pour l'aménagement et l'expansion économique de la région lyonnaise

---

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lyon-III, Lyon IV.

M. Edouard CHARRET

élu le 23 juin 1968

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Le 12 mars 1967, pour la quatrième fois, vous m'avez renouvelé votre confiance en m'envoyant siéger à l'Assemblée Nationale.

Les grandes options que je vous avais indiquées sont acquises ou en voie de réalisation.

— Augmentation du S.M.I.G.
— Modification des abattements de zones de salaires ;
— Aménagement des horaires de travail ;
— Congés payés portés à quatre semaines ;
— Augmentation de l'allocation aux personnes âgées ;
— Inscription au IVe Plan de la construction d'une piscine olympique sur le plateau ;
— Transfert du bureau de poste du 4e arrondissement boulevard de la Croix-Rousse avec l'aide de la municipalité lyonnaise ;
— Fonds national de l'emploi et du chômage ;
— Immatriculation des commerçants et artisans au régime général de la Sécurité sociale.

Il reste cependant beaucoup à faire :

— Modification de l'âge de la retraite pour tous les travailleurs ;
— Large réconciliation nationale ;
— Problème des spoliations subies par nos compatriotes d'Afrique du Nord ;
— Modification des ordonnances sur la Sécurité sociale ;
— Problème des allocations familiales et du salaire unique (mère au foyer) ;
— Aménagement du système fiscal concernant les commerçants et les artisans, etc.

Aussi le 23 juin 1968 vous aurez le choix entre quatre candidats mais seulement deux politiques :

Celle du général de Gaulle qui continuera sa politique de progrès et garantira toutes vos libertés et en particulier celles du travail et du droit à la vie, et que j'ai l'honneur de représenter ;

Celle des opposants groupant les autres candidats, quels qu'ils soient, je veux dire la République démocratique populaire avec, hélas ! tout ce qu'elle sous-entend d'excès, de suppression de liberté intellectuelle et physique, d'autoritarisme, le régime communiste dictatorial et l'oppression pour tous les travailleurs.

Renouvelez-moi votre confiance pour me permettre d'aider le général de Gaulle à maintenir la Ve République.

Accordez vos suffrages à celui qui, depuis toujours est avec vous, vit au milieu de vous.

Votez dès le premier tour pour

Edouard CHARRET
Député sortant
Expert économique

Remplaçant éventuel :

Paul HONEL
Retraité S.N.C.F.
Militant syndicaliste

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lyon-VII, Lyon-VIII, Lyon-XI.

M. Louis JOXE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous m'avez fait l'honneur, une fois déjà, de m'élire député du Rhône.

Dans les circonstances actuelles, je me présente tout naturellement à vos suffrages ; je m'étais engagé en 1967 à prouver de façon active mon attachement envers Lyon et de servir de trait d'union permanent entre la première métropole régionale française et la capitale. J'ai tenu à remplir cet engagement en venant souvent parmi vous et en contribuant à la mise en œuvre de tous les projets qui intéressent la ville et la région.

L'enjeu du scrutin du 23 juin est clair : il engage pour longtemps l'avenir du pays. Nous avons vu apparaître dans notre vie publique l'usage de la violence face à la libre consutation et à la libre confrontation des citoyens ; à la règle du suffrage universel on entend opposer la contestation permanente et singulièrement dans la rue.

La République est en danger, il convient de la défendre contre toute dictature et tout coup de force : les oppositions internes et les divisions sur des nuances ne peuvent que faire le jeu de l'adversaire.

Trois choix s'offrent à vous.

Le premier est l'alliance des fédérés et des communistes : l'issue, c'est la dictature comme à Prague.

Le second est prôné par les centristes qui déclarent vouloir éviter la cassure du pays en deux blocs ; mais nous voyons à Lyon même flotter ces formations qui hésitent dans leurs alliances et qui, livrées à elles-mêmes, feraient le jeu du communisme.

Il reste la majorité actuelle élargie à tous les partisans d'une complète réconciliation des Français contre le totalitarisme des uns et la violence des autres.

Mais il ne suffit pas de défendre la République, il faut la rénover.

En votant pour le candidat « Défense de la République », vous confirmerez des choix déjà faits et vous fixerez une conduite pour l'avenir.

Vous voterez :

Pour la stabilité politique garantie par l'existence d'une majorité, par la Constitution actuelle et par les bonnes habitudes prises, telles que le respect de la monnaie...

Pour la volonté de paix dans un monde menacé et pour l'organisation de l'Europe.

Pour le dialogue constructif qui doit se manifester :

1° Dans la décentralisation régionale, définie à Lyon même par le général de Gaulle, et pour le renforcement des libertés locales.

2° Dans la collaboration fructueuse au sein de l'entreprise.

3° Dans la reconstruction d'une université, désormais plus proche des réalités, en liaison avec les besoins et avec les forces productives de la Nation, assurant l'autonomie des facultés et associant à son fonctionnement enseignants et étudiants.

Telles sont les lignes directrices que je m'engage à suivre, comme je m'engage, en toute circonstance, à prouver ma fidélité envers Lyon.

Votez pour la démocratie, les libertés, le progrès dans l'ordre.

Votez

Louis JOXE

Ambassadeur de France
Ancien ministre
Ancien député du Rhône
Commandeur de la Légion d'honneur
Médaille de la Résistance
Grand Croix du British Empire
Médaille d'or de l'American Legion

Remplaçant éventuel :

Jean BARIDON

Docteur en médecine
Député sortant
Adjoint au Maire de Lyon
Conseiller général du Rhône
Administrateur des Hospices civils de Lyon et du Bureau d'aide sociale

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dès le premier tour de scrutin, vous m'avez apporté 22.770 voix et placé très largement en tête de tous les candidats. Je vous en remercie : ce témoignage de confiance et d'amitié m'encourage à poursuivre ma tâche et à aborder une nouvelle étape.

En votant, comme vous l'avez fait, vous avez entendu condamner les auteurs de désordre et d'aventure, vous avez écarté leurs candidats.

Vous n'avez plus maintenant à choisir qu'entre le Centre et la Défense de la République.

L'argument essentiel du Centre est d'éviter la coupure du pays en deux et l'affrontement qui en résulterait inévitablement. C'est là un raisonnement spécieux ; les Français savent désormais que seule une majorité cohérente et unie peut permettre au Gouvernement de surmonter les difficultés et d'assurer au pays le progrès, l'indépendance et la paix.

Si certains « centristes » ont certes compris la nécessité d'une vaste union, vous vous souviendrez cependant que le 22 mai dernier, lorsque les communistes et leurs alliés essayaient de créer la vacance du pouvoir, la plupart des centristes ont voté la motion de censure signée par les communistes : on ne peut donc compter sur le Centre pour combattre le communisme.

Vous vous souviendrez que le 30 mai, après l'appel du général de Gaulle et sa décision de s'opposer à la subversion, les chefs centristes se sont montrés passifs devant le danger : on ne peut donc pas compter sur le Centre pour défendre la liberté.

Vous constaterez qu'aujourd'hui, le nombre même de leurs candidats et leur situation après le premier tour ne peuvent pas leur donner d'autre avenir que celui d'un petit groupe charnière comme il en existait sous la IIIe et la IVe Républiques ; on sait ce qu'il en advenait alors et ce qu'il en adviendra demain : l'instabilité ministérielle, l'affaiblissement des institutions et la revanche à bref délai des communistes. Etre un groupe charnière c'est être condamné à renier constamment son programme ou du moins à composer avec ses adversaires, c'est être prêt à tous les compromis pour rester au pouvoir. On ne peut donc pas compter sur le Centre pour construire l'avenir.

Vous voterez pour le seul mouvement capable de donner à la France la majorité forte et homogène qui lui est nécessaire et d'assurer son avenir dans l'ordre et le progrès, vous voterez pour la défense de la République.

Ce mouvement a un programme cohérent : en votant pour son candidat vous confirmerez des choix déjà faits au cours des dernières années et vous fixerez une conduite pour l'avenir.

— Vous choisirez la stabilité politique garantie par la Constitution actuelle, par l'existence d'une majorité, par les bonnes habitudes prises telles que l'expansion économique et le respect de la monnaie.

— Vous choisirez l'organisation de la paix et de l'Europe dans un monde menacé.

— Vous choisirez le dialogue constructif qui doit se manifester notamment :

— dans la décentralisation régionale et le renforcement des libertés locales,
— dans la collaboration fructueuse au sein de l'entreprise.
— dans la reconstruction d'une Université plus proche des réalités, en contact avec les forces productives de la Nation et associant étroitement les enseignants et les étudiants.

Vous servirez l'avenir de Lyon, comme je me suis déjà employé à le faire sans cesse, en demeurant le trait d'union permanent et fidèle entre la première métropole

régionale de France et la capitale. Vous favoriserez ainsi la réalisation de ses grands projets et l'accomplissement de sa mission au carrefour de l'Europe.

Pour défendre et rénover la République, pour affirmer la vocation de Lyon et de sa région,

Le danger subsiste.
Rejetez l'équivoque.
Votez dimanche massivement.

Votez

Louis JOXE

Ambassadeur de France
Ancien ministre
Ancien député du Rhône
Commandeur de la Légion d'honneur
Médaille de la Résistance
Grand Croix du British Empire
Médaille d'or de l'American Legion

Remplaçant éventuel :

Jean BARIDON

Docteur en médecine
Député sortant
Adjoint au Maire de Lyon
Conseiller général du Rhône
Administrateur des Hospices civils de Lyon et du Bureau d'aide sociale

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Lyon-IX, Lyon-X.

M. Pierre-Bernard COUSTÉ

élu le 30 juin 1968
(Candidat d'Union pour la défense de la République)
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

De quoi s'agit-il ?

De nous unir pour défendre les libertés républicaines et de promouvoir tous ensemble les grandes réformes réclamées par le pays.

Une majorité ouverte, élargie, pourra seule substituer aux clameurs des barricades et aux manifestations de violence et de haine, une rénovation véritable, qui s'opérera — comme le veulent la Nation et son Président de la République — dans l'ordre et la légalité, afin de rétablir durablement la paix sociale au bénéfice de tous, dans un esprit de justice accru.

Vous demander votre confiance est un acte de foi dans l'avenir. En votant pour les hommes que nous sommes, vous marquerez votre attachement aux libertés républicaines et aux droits de l'homme et du citoyen.

Vous manifesterez aussi, par un vote lourd de conséquences, votre désir d'une société rénovée, la seule qui, entre le communisme totalitaire et une forme égoïste

du capitalisme, soit bonne pour l'homme, car elle sera fondée sur la participation de toutes et de tous à l'élaboration et à la construction de leur destin et de leur bonheur.

Partisan d'un dialogue constructif à tous les niveaux entre le Parlement et le Gouvernement, dans l'entreprise, dans l'Université, dans une structure régionale nouvelle, je veillerai à ce que les accords sociaux récemment passés entre les syndicats et le Gouvernement soient traduits dans la loi et le budget. En toute liberté, je ferai aboutir des propositions concrètes, s'attaquant aux causes du mal, pour éviter le retour de crises nationales graves et concernant notamment :

Pour l'ordre, les réformes et les libertés

Une équipe efficace, dynamique et réalisatrice au service de Lyon et de la Nation,

— Le maintien d'une monnaie stable, écartant l'inflation préjudiciable aux plus défavorisés et le relèvement des objectifs au Vᵉ Plan.

— La lutte contre le chômage par une accélération de l'expansion économique et une formation professionnelle permanente.

— Une mutation des entreprises assurant une juste répartition des fruits du travail et de l'expansion et une aide financière immédiate pour la reprise de leur activité.

— L'abaissement progressif de l'âge de la retraite à 60 ans, et d'abord pour les femmes, suivant ma proposition de loi n° 699 du 16 avril 1968 et une nouvelle augmentation du montant de la retraite dès cette année, pour les personnes âgées.

— La modification des ordonnances relatives à la gestion des organismes de Sécurité sociale et d'allocations familiales.

— Un plan de financement cohérent du logement accordant la priorité aux logements sociaux.

— Une réforme de la fiscalité sur les revenus individuels et sur les entreprises industrielles et commerciales pour acroître leur efficacité.

— Une réforme fondamentale de l'enseignement, basée désormais sur une pédagogie efficace et dynamique qui donne toutes leurs chances à nos jeunes, et de l'Université, devant déboucher à la fois sur les réalités concrètes de la société moderne et sur l'association de la vie universitaire à la vie de la région, dans la plus large autonomie possible.

— La réalisation d'une décentralisation effective dans tous les domaines de la vie nationale.

— L'amnistie générale et l'indemnisation de nos compatriotes rapatriés.

— Un nouveau statut de l'O.R.T.F. garantissant l'objectivité de l'information.

— La construction des Etats-Unis d'Europe qu'en ma qualité de représentant de la France au Parlement européen, je propose activement.

Parce que vous êtes conscients du danger.

Parce que vous voulez les réformes indispensables au bien-être économique, social, matériel et moral des Françaises et des Français.

Dès le premier tour, massivement vous voterez

P.-B. COUSTÉ

Député sortant
Membre du Parlement européen

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

GÉRARD DAVID

Professeur agrégé de l'Université

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En me plaçant largement en tête au premier tour avec 18.069 voix manquant ainsi de peu la majorité absolue, vous avez témoigné de votre ferme volonté de défendre la République et les libertés, de promouvoir les grandes réformes réclamées par le pays en rejetant la violence.

Je remercie cordialement toutes celles et tous ceux qui, par delà les questions de parti, m'ont accordé leur confiance et exprimé ainsi leur foi dans l'avenir.

Au deuxième tour, l'éphémère union de la gauche, déjà divisée avant même d'avoir proposé un programme de Gouvernement, sera représentée par le Parti communiste dont l'ambition finale est, vous le savez, de renverser le régime stable et pacifique que le pays s'est donné.

Beaucoup de centristes, d'autre part, ont déjà choisi dimanche dernier de m'apporter leur soutien, sachant que je travaille en toute liberté au service de tous sans discrimination politique ou sociale. Ils le renouvelleront largement.

J'ignore si le candidat C.P.D.M., qui hésite, se maintiendra. De toute façon, je suis sûr que ceux qui ont craint la « cassure » du pays en deux, et ont exprimé au premier tour leur désir de dialogue et de mouvement voudront dimanche voter utile et faire barrage au communisme, évitant ainsi un choix stérile.

C'est donc un appel à l'union la plus large que je vous adresse en vue du scrutin de dimanche prochain, à l'image de la majorité renouvelée que j'ai toujours souhaitée.

Par votre vote du premier tour vous avez approuvé les propositions constructives que je suis décidé à faire aboutir : elles sont les seuls vrais moyens grâce auxquels le progrès social et l'amélioration réelle des conditions de vie et de travail seront assurés pour chacune et pour chacun d'entre nous. C'est ainsi, dans une majorité élargie, à l'intérieur de laquelle j'entends agir efficacement, que nous pourrons promouvoir le progrès et rendre meilleure la situation matérielle et morale de tous nos concitoyens.

Avec tous les républicains et tous les démocrates, partisans des réformes dans le respect des libertés, j'entends poursuivre le dialogue que j'ai entretenu comme député avec vous, mais aussi avec le Gouvernement, n'étant l'homme ni d'un parti, ni d'une faction.

Je veux, plus que jamais, être le député de toutes et de tous. C'est pourquoi vous confirmerez massivement votre vote de dimanche dernier.

Sans abstention, votez utile et efficace pour un député que vous connaissez et sur qui vous pouvez compter.

Votez

P.-B. COUSTÉ

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

GÉRARD DAVID

Professeur agrégé de l'Université

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Villeurbanne-Nord, Villeurbanne-Sud, Bron.

M. Marcel HOUËL
(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la Nation. Des usines, des bureaux, des Universités, monte l'exigence de changements profonds.

Quoiqu'en dise le général de Gaulle, le fait est qu'il aura fallu ce mouvement pour que les travailleurs obtiennent satisfaction à leurs revendications, tout à fait légitimes, accumulées et laissées sans solution pendant dix ans. Il ne suffira pas, comme il le fait, de remplacer le mot « capitalisme » par « participation », pour changer une société qui reste dominée par les trusts, où les banques sont au pouvoir (Pompidou est le directeur de Rotschild).

Pas plus que les travailleurs manuels et intellectuels, la politique gaulliste n'a épargné les artisans, petits commerçants, paysans, membres des professions libérales.

L'amélioration substantielle du pouvoir d'achat et des conditions de vie de dix millions de travailleurs et de leurs familles sera bénéfique pour l'ensemble des couches moyennes et pour l'économie nationale.

Si la calomnie et le mensonge contre le Parti communiste français peuvent tromper quelques-uns, pourtant victimes eux aussi des monopoles capitalistes, cela ne suffira pas à faire oublier de quelle grande force tranquille et ordonnée la classe ouvrière a fait preuve, reprenant le travail dès que l'essentiel des revendications avait été satisfait, et déjouant — sous la direction de la C.G.T. et avec le soutien du Parti communiste — toutes les provocations aventuristes. C'est seulement l'intransigeance du pouvoir et du C.N.P.F. qui a prolongé inutilement la grève dans certains secteurs.

Les communistes allient l'audace au réalisme politique. Ils refusent l'anarchie et par leur vigilance évitent de grands malheurs à notre pays et l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes le drapeau de la classe ouvrière n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchie, c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande révolution française, le drapeau de la Nation.

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleur manuel et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé. Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du Gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien des masses populaires :

— dans l'ordre économique il s'affirme pour une véritable expansion : la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique, la réduction des dépenses

improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays, selon un plan démocratique de développement ;

— dans l'ordre social est mis l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération des travailleurs paysans, la refonte profonde de l'Université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F. ;

— dans l'ordre international, il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement. Il apporte un soutien sans réserve à la lutte du peuple vietnamien pour son indépendance.

Voter communiste c'est approuver ce programme démocratique et de progrès social qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France. C'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver le régime de pouvoir personenl du naufrage. D'autres politiciens, sont à la recherche d'une prétendue troisième force qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Le choix n'est pas entre gaullisme et communisme, mais entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le P.C.F. est partie intégrante.

Le Parti communiste français ne revendique pas pour lui seul le pouvoir. Il est pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

En mars 1967, vous avez réélu triomphalement Marcel Houël. Tous les démocrates cette fois encore, assureront la victoire de la gauche.

Pour assurer la défaite du gaullisme et la victoire de la démocratie.

Le 23 juin, pas d'abstention, massivement, votez

Marcel HOUEL

Fils aîné d'une famille ouvrière, il adhère aux Jeunesses communistes en 1939. Résistant, il rejoint le Parti communiste en 1944. Travailleur du bâtiment, très rapidement, il devient militant et dirigeant syndicaliste, porté au Conseil d'administration de la C.A.F.A.L.

En mai 1962, il est élu maire de Vénissieux. Il œuvre en particulier à ce poste à la construction d'H.L.M. En novembre 1962 il est élu député de la circonscription de Villeurbanne, puis en 1964, conseiller général du Rhône dans le canton de Bron.

En 1967, il est réélu triomphalement député avec 17.000 voix d'avance sur David Rousset et Etienne Gagnaire.

Marcel Houël est un élu ouvrier qui a fait ses preuves comme administrateur et réalisateur.

Au Conseil général, défenseur des masses laborieuses, il est à l'origine du vote des 100 millions d'aide aux grévistes.

A l'Assemblée Nationale, intervenant dans les grands débats, 60 propositions de loi portent sa signature, plus de 100 questions ont été posées par lui aux différents ministres.

Remplaçant éventuel :

René DESGRAND

René Desgrand, son suppléant, lutte à ses côtés depuis vingt ans, dans le mouvement syndical d'abord, puis comme responsable politique puisqu'il est membre du Bureau fédéral du P.C.F. Administrateur de la Caisse régionale de sécurité sociale, il en a été chassé par les ordonnances gaullistes.

2e CIRCULAIRE

Madame, monsieur,

Dimanche dernier, en m'accordant 27.440 voix, vous m'avez placé en tête de tous les candidats dans cette sixième circonscription, la plus peuplée de France.

Vous m'avez désigné ainsi pour qu'au deuxième tour de scrutin je sois le candidat unique de la gauche, des républicains et démocrates de toutes opinions et croyances, opposé au pouvoir gaulliste.

René Desgrand, mon suppléant, et moi, vous remercions bien sincèrement de cette nouvelle marque de confiance.

L'extraordinaire campagne de peur organisée par le pouvoir : chantage à la guerre civile, épouvantail anticommuniste créé de toutes pièces, a permis au parti gaulliste un gain de voix important. Les groupes ultra-gauchistes, par leurs provocations, par leur raisonnement et leurs violences absurdes, ont aidé le pouvoir à troubler une partie de l'opinion. Il sera d'ailleurs intéressant que l'histoire dise un jour qui, exactement, a pris l'initiative de « barricades » dont chacune a apporté des dizaines de milliers de voix à la droite.

En dépit de cette campagne de peur et anticommuniste, et malgré la perte d'un certain nombre de suffrages qui en résulte, le Parti communiste français est de loin par le nombre de ses suffrages le premier parti de gauche et la force essentielle de l'opposition. Des millions de Français reconnaissent en lui le défenseur ardent des intérêts des travailleurs, des libertés démocratiques, de la paix et de l'intérêt national.

Il reste que la poussée gaulliste et réactionnaire qui vient de s'exprimer constitue un grave danger pour la démocratie. Le pouvoir gaulliste et le grand patronat vont tenter de reprendre aux travailleurs ce que ceux-ci ont obtenu au cours de leur lutte.

Aussi le devoir des républicains est de mesurer le danger, et d'y faire face tous ensemble.

Dans cette sixième circonscription, profondément attachée à la démocratie, ce sursaut républicain se produira dimanche 30 juin.

Républicains, démocrates de toutes opinions et croyances : pour une Assemblée Nationale où ne doivent pas régner sans partage les inconditionnels gaullistes,

Bloquez vos voix sur le nom de

MARCEL HOUËL

47 ans, député sortant, maire de Vénissieux, conseiller général

Candidat unique de tous les républicains

Remplaçant éventuel :

RENÉ DESGRAND

46 ans, métallurgiste, administrateur de la Sécurité sociale

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Limonest, Neuville-sur-Saône, Saint-Genis-Laval.
Commune de Tassin-la-Demi-Lune.

M. Philippe DANILO

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Par trois fois déjà, en 1958, en 1962 et en 1967, vous m'avez manifesté votre confiance et votre attachement en me désignant pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Ma fidélité à notre idéal commun n'a jamais fait défaut à la politique qui a replacé la France au premier rang, en assurant la prospérité de notre pays, grâce à la stabilité de son Gouvernement, et donnant au monde l'exemple d'une notoriété de paix sans cesse affirmée.

Vous voici à l'heure du choix.

L'avenir de la France dépend de votre vote.

Voulez-vous que notre pays connaisse un régime totalitaire sous la férule communiste ? Votre réponse est non.

C'est pourquoi, vous ne pouvez pas voter communiste.

C'est pourquoi, vous n'apporterez pas vos suffrages à la Fédération de la gauche, dont la seule efficacité est de faire le lit du marxisme par le jeu d'un pacte électoral.

Vous désirez, comme l'a dit le général de Gaulle, que la République n'abdique pas et que s'organisent les réformes nécessaires dans la liberté et dans l'ordre social et non dans l'anarchie et le délire mental.

Il faut enfin qu'intervienne rapidement une amnistie générale.

Plus que jamais notre union est indispensable pour faire face victorieusement au danger.

— Contre le drapeau rouge communiste,
— Contre le drapeau noir de l'anarchie,
— Pour le drapeau français,
— Pour la défense de la République,

Votez efficace,

Votez en masse pour

PHILIPPE DANILO
Maire de La Mulatière — Député sortant

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

RENÉ MEYER
Docteur en médecine à Neuville-sur-Saône

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je vous remercie de m'avoir, par plus de 33.000 voix, accordé votre confiance et placé très largement en tête des candidats de notre circonscription.

Cette confiance est pour moi le témoignage du sursaut de la raison et de la volonté nationale montée du fond de notre pays, pour entreprendre, avec la participation de tous, les grandes réformes annoncées par le général de Gaulle.

Si nos efforts communs nous permettent d'envisager aujourd'hui l'avenir avec plus d'optimisme, souvenons-nous cependant de la leçon des élections législatives de 1967 et plus que jamais votons en masse pour renforcer la majorité qui se dessine. Cette majorité nous est indispensable pour mener à bien les tâches qui nous attendent, et dont nous mesurons avec lucidité les difficultés, pour redresser une situation compromise par les derniers événements et faire face aux mutations indispensables qui s'imposent à notre pays.

C'est avec votre participation — ce mot-clef de notre programme. C'est avec votre aide renouvelée, avec celle de tous ceux qui voudront bien nous rejoindre et dont nous souhaitons la collaboration, que je vous invite à rassembler votre suffrage sur mon nom pour poursuivre l'œuvre de rénovation nationale.

Votez en masse pour

PHILIPPE DANILO
Maire de La Mulatière — Député sortant

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

RENÉ MEYER
Docteur en médecine à Neuville-sur-Saône

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : l'Arbresle, Condrieu, Givors, Mornant, Saint-Symphorien-sur-Coise, Vaugneray (moins commune de Tassin-la-Demi-Lune).

M. Pierre MORISON

(Candidat républicain indépendant, centriste, libéral, européen, investi par le comité d'action pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Madame, monsieur,

En ce mois de juin 1968, nous nous posons tous la même question, nous avons frôlé le drame. Pourquoi ?

Personne ne s'y attendait. Pas plus le Gouvernement que les responsables politiques ou syndicaux et encore moins le peuple français.

L'étranger nous enviait. Nous vivions en paix, notre économie semblait saine. La France était forte et nos réserves de devises confortables.

Pourtant, deux semaines ont suffi pour mener la France au seuil d'une révolution.

Vent de folie ? Engrenage fatidique ?

Quelles que soient les explications fournies, une chose est certaine, le terrain était préparé. Un mécontentement plus ou moins conscient avait gagné un grand nombre de Français — paysans, commerçants, ouvriers, étudiants, cadres, enseignants, chômeurs — tous impliqués dans une vaste refonte de sociétés, une refonte qu'ils pouvaient croire menée sans eux, contre eux.

A qui la responsabilité ? Tout le monde la porte :

— Le système qui s'est écroulé en 1958 pour faire place au régime fort alors indispensable à la Nation.

— Ce même régime marqué par la puissante personnalité du général de Gaulle et confirmé dans son comportement par celui, inchangé, de l'opposition.

— Les responsables de l'économie qui, une fois rétablis les mécanismes de la prospérité, n'ont pas cherché à en faire bénéficier tous les Français.

— Les syndicats qui, essentiellement, par commodité, se sont cantonnés dans la contestation.

— La plupart des Français, prisonniers de leur individualisme et d'une société de consommation qui se sont désintéressés des corps intermédiaires, de leurs votes, de leur sort.

Tous responsables... mais aujourd'hui tous conscients. A quel prix ?

Quelle est l'issue ?

Les institutions mises en place par la Ve République ont prévalu et il n'est pas un Français qui, au fond de son cœur, ne s'en réjouisse.

La paix nationale a survécu... mais elle est fragile.

Demain, elle peut être tuée. Si les Français n'ont pas la possibilité de s'exprimer comme un peuple majeur.

Certes, il nous faut un Président de la République, élu par nous, qui reconnaisse et harmonise les valeurs portées par tous les courants d'opinion ; il faut des députés qui aient la faculté et la volonté d'exprimer des choix politiques, des conseillers généraux et municipaux capables de décisions sur le plan local.

Mais il nous faut aussi une voie d'expression permanente, reconnue, institutionnalisée afin que toute réaction économique et sociale soit immédiatement perçue, nalysée et traitée.

Il faut que la grande réflexion éveillée dans tous les milieux par les événements actuels se poursuive, se formule clairement en termes constructifs.

Il faut qu'elle soit comprise comme une volonté de participation et qu'aucune décision touchant la moindre catégorie de personnes ne soit prise sans que ses représentants aient été d'abord consultés.

Tout cela exige une évolution profonde des groupements, des individus, des méthodes ; sans cette évolution, il n'y aura pas de nouvelle société française.

Mais pour accomplir tous ensemble cette grande œuvre de rénovation, la condition première est le retour à la paix civile.

« Il n'y a rien de pire que l'anarchie, c'est-à-dire de vivre sans Gouvernement et sans lois » a écrit Bossuet.

Puissions-nous, en ces temps d'incertitude, élever nos cœurs, faire taire nos divisions, pour ne penser qu'à l'intérêt national et au bonheur de la France.

Pierre MORISON
Député sortant
Président de la Fédération Rhône-Alpes des Républicains indépendants Giscard d'Estaing
Conseiller municipal de l'Arbresle

Remplaçant éventuel :

Baptiste CHARMY
37 ans
Agriculteur
Adjoint au Maire de Saint-Romain-en-Gier

Républicain - Indépendant

2e CIRCULAIRE

Madame, monsieur, mademoiselle,

Le vote massif dont vous m'avez honoré traduit bien notre souci à tous de vivre dans la paix, loin de la violence et des sectarismes de toutes sortes.

L'Assemblée Nationale, que le scrutin de dimanche dégagera, aura, dans les mois qui viennent, à connaître des problèmes dont jamais une Assemblée élue n'avait eu à débattre ; il s'agira ni plus ni moins que de jeter les bases d'une société plus juste, dans le respect de tous et surtout de la personne humaine.

Pour mener à bien cette grande tâche, pour ouvrir cette voie nouvelle dont a parlé Valéry Giscard d'Estaing, l'entente de tous les Français est essentielle. Aussi en appelons-nous aujourd'hui à tous les démocrates pour les inviter à l'Union totale ; vous, monsieur, et vous aussi madame et mademoiselle, pouvez compter sur notre volonté de réaliser cette union.

Pierre MORISON
Député sortant
Président de la Fédération Rhône-Alpes des Républicains indépendants Giscard d'Estaing
Conseiller municipal de l'Arbresle

Remplaçant éventuel :

BAPTISTE CHARMY

37 ans
Agriculteur
Adjoint au Maire de Saint-Romain-en-Gier

Républicain - Indépendant

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Amplepuis, Lamure-sur-Azergues, le Bois-d'Oingt, Saint-Laurent-de-Chamousset, Tarare, Thizy.

M. Joseph RIVIÈRE

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(Apparenté U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Il s'en est fallu d'un rien pour que notre pays connaisse le drame. Nous venons de vivre des journées tragiques. Dans notre France si attachée à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée. La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Mais attention ! restons vigilants, le danger subsiste. Si après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, la France a manifesté d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile, il ne faut pas en rester là.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Ces réformes faites dans l'ordre et dans la légalité, les avantages acquis porteront tous leurs fruits.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère de tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Au nom de la liberté, de l'ordre et de la sécurité.

Ces élections ont un caractère exceptionnel :

Ouvriers, employés, agriculteurs, artisans, commerçants, cadres, fonctionnaires, chefs d'entreprise, ne vous laissez pas tromper.

C'est aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour renvoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à promouvoir les réformes indispensables au sein d'une majorité élargie solide et convaincue.

Je vous demande de prendre votre décision en toute conscience. Evolution : c'est ma conviction, mais, dans l'ordre et la sécurité.

Joseph RIVIÈRE

Maire de Tarare — Conseiller général

Candidat de l'Union pour la défense de la République

Homme du centre et libre je n'ai jamais milité dans un parti politique. J'ai accordé ma confiance à Joseph Rivière parce que notre collaboration qui débute sera longue, active et fructueuse durant son mandat.

Remplaçant éventuel :

Maurice BERTHOMIER

Comptable aux Ets Renaud à Tarare

2e *CIRCULAIRE*

C'est au nom de la liberté que je veux tout d'abord remercier les 15.076 électeurs qui ont voté pour moi au premier tour, m'octroyant ainsi une large avance sur mes concurrents. Au deuxième tour, en me maintenant leur confiance, ils marqueront leur volonté de renforcer la majorité pour l'ordre, la paix, la sécurité et le progrès social.

C'est au nom de cette même liberté que je m'adresse à vous qui, pour des raisons personnelles ou par sympathie pour des personnalités politiques du centre, avez porté vos voix sur mon honorable concurrent du P.D.M. qui s'est retiré. Vous détenez une redoutable responsabilité.

Si la balance penche à gauche alors vous savez que l'aventure vous attend avec tout ce qu'elle comporte de dangers, de violences, de désordre et de ruines.

Votez à gauche, c'est aujourd'hui voter communiste d'une façon ou d'une autre, Pensez-y bien...

Au nom de la liberté, de l'ordre et de la sécurité.

Le danger est effroyable.

Si vous n'êtes pas, comme je l'espère, un communiste convaincu et déterminé, si vous aspirez à vivre en paix dans le respect des libertés et de la souveraineté populaire, si vous voulez que la France soit rénovée grâce à des réformes universitaires et sociales dans un dialogue constructif, si vous voulez défendre la République...

... Venez grossir nos rangs.

Il y a place pour toutes les bonnes volontés dans la France d'aujourd'hui. Il reste beaucoup à faire pour maintenir et développer la vie économique de notre belle région, dans nos villes comme dans nos campagnes, en particulier dans les secteurs éprouvés par la crise. J'ai de tous les problèmes régionaux une longue expérience et chacun sait qu'il peut compter sur moi quelles que soient ses opinions politiques.

Votre bulletin de vote du 30 juin a une immense valeur.

Ouvriers, employés, agriculteurs, artisans, commerçants, cadres, fonctionnaires, chefs d'entreprise, jamais votre bulletin de vote n'aura eu tant de poids que celui du 30 juin prochain. Faites qu'il nous délivre à jamais des violences que nous venons de vivre et qu'il serve à promouvoir les réformes nécessaires et la prospérité de tous dans l'ordre et la sécurité.

JOSEPH RIVIÈRE
Maire de Tarare — Conseiller général

Candidat de l'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

MAURICE BERTHOMIER
Comptable aux Ets Renaud à Tarare

Homme du centre et libre, je n'ai jamais milité dans un parti politique. J'ai accordé ma confiance à Joseph Rivière parce que notre collaboration qui débute sera longue, active et fructueuse durant son mandat.

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Anse, Beaujeu, Belleville-sur-Saône, Monsols, Villefranche-sur-Saône.

M. Gérard DUCRAY

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La République, nos libertés sont menacées.

L'avenir économique de la Nation et de chacun est remis en cause. Le désordre, l'anarchie et la subversion voudraient s'installer.

Il est urgent que chacun prenne ses responsabilités.

Après l'appel du Chef de l'Etat, le général de Gaulle, le 30 mai, de nombreux élus de notre circonscription, des représentants des diverses catégories sociales et professionnelles, des personnalités du monde agricole ont été amenés à étudier l'éventualité d'une candidature susceptible de barrer la route au communisme et à la subversion.

En étroite collaboration avec des responsables de notre région, de toutes obédiences, j'ai accepté de me présenter à vos suffrages pour défendre une politique dynamique et efficace, seule solution possible aux dramatiques événements actuels.

Tirer une leçon s'impose.

Nous disons *non* à toutes les gauches.

La gauche, la fédération, c'est l'alliance avec les communistes, aucune majorité n'étant possible à gauche sans eux. Car...

Le communisme étouffe toute liberté, entraîne la négation de l'individu, sup-

prime toute institution républicaine, ne laisse aucune place aux entreprises industrielles, commerciales et agricoles.

Aucune évolution n'étant possible par un processus révolutionnaire, nous nous opposons avec fermeté à toute dictature.

Non à la violence, oui aux réformes, place à la raison.

Notre société doit être fondée sur la participation de tous aux responsabilités sociales, professionnelles et économiques.

Nous défendrons le programme suivant :

Sur le plan international :

— contribution active à la résolution de tous les conflits qui menacent la paix dans le monde ;
— poursuite de la politique européenne ;
— participation loyale à la réussite du Marché commun, que le pays a voulu et qui est en voie de réalisation.

Sur le plan national et régional :

— Dans le domaine constitutionnel : collaboration à une majorité efficace et élargie.

— Dans le domaine économique, financier et social :

- refonte des structures inadaptées, nécessité d'une décentralisation effective ;
- participation accrue des élus locaux et régionaux à la politique économique régionale ;
- politique de reconversion et d'implantations, génératrice d'emplois nouveaux ;
- réforme de l'Université par l'adaptation des études à la vie économique, et démystification de la notion du diplôme ;
- amnistie totale ;
- reconnaissance de leurs droits et indemnisation aux rapatriés ;
- amélioration des droits des catégories de citoyens les plus défavorisés. Revalorisation des pensions aux vieillards ;
- défense des droits des Anciens combattants et victimes de guerres ;
- construction accrue de logements sociaux accessibles à tous les travailleurs et aux personnes âgées ;

— Dans le domaine agricole et viticole :

- donner au Beaujolais la possibilité de défendre sa position dans le Marché commun par l'abaissement des taxes de toute nature qui grèvent la production viticole ;
- organiser les marchés agricoles pour assurer au monde rural la parité des revenus avec ceux de tous les travailleurs.

— Dans le domaine de la jeunesse et des sports :

- aide accrue aux sociétés sportives, culturelles et artistiques et participation des intéressés à l'étude des réalisations en faveur de la jeunesse.

Sur le plan de la circonscription :

Lui donner la place qu'elle mérite, compte tenu de sa situation géographique particulièrement favorable, par l'implantation d'industries nouvelles favorisant ainsi l'essor du commerce régional.

Associé à mon ami le Docteur Bruyère, nous ne ferons pas de fallacieuses promesses, comme certains, mais nous mettrons tout en œuvre pour défendre énergiquement les intérêts des habitants de la circonscription, et lutterons de toutes nos forces pour éviter de nouvelles fermetures d'usines.

Pour la liberté, le renouveau et une majorité élargie, nous vous invitons à faire bloc sur nos deux noms :

GÉRARD DUCRAY
Licencié ès sciences économiques

Républicain indépendant

Villefranche

Remplaçant éventuel :

Docteur ROBERT BRUYÈRE
Docteur en médecine
Le Perréon

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous nous avez placés très largement en tête dès le premier tour. Merci de votre confiance.

Nous savons que ce résultat éclatant exprime le désir profond et résolu de renouveau des citoyens de notre circonscription.

Vous avez compris que tous ceux qui se réclament de la gauche sont obligatoirement les associés et les prisonniers du Parti communiste. Le danger reste réel ; le député sortant compte sur les voix d'extrême gauche pour assurer une élection qui ne répondrait pas aux aspirations que vous avez déjà exprimées avec force.

— Pour un programme de réforme dans l'ordre et le dialogue ;

— Pour la possibilité de réaliser ce programme au sein d'une majorité efficace et large ;

— Pour l'aide aux municipalités dans leur programme économique, social et culturel ;

— Pour la garantie du plein emploi et la liberté du travail ;

— Pour un aménagement de la fiscalité touchant les petits commerçants et artisans ;

— Pour l'amélioration du sort des vieux travailleurs ;

— Pour la défense du Beaujolais par une diminution de taxes bien souvent abusives ;

Vous voterez

GÉRARD DUCRAY
Licencié ès sciences économiques

Républicain indépendant

Villefranche

Remplaçant éventuel :

Docteur ROBERT BRUYÈRE
Docteur en médecine
Le Perréon

SAONE (HAUTE-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Amance, Autrey-lès-Gray, Champlitte-et-le-Prélot, Combeaufontaine, Dampierre-sur-Salon, Fresne-Saint-Mamès, Gray, Gy, Jussey, Marnay, Pesmes, Port-sur-Saône, Rioz, Scey-sur-Saône-et-Saint-Albin, Vesoul, Vitrey-sur-Mance.

M. Pierre VITTER

(Candidat Républicain indépendant - Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Chères électrices, chers électeurs,

Vous nous avez fait confiance depuis plusieurs années, pour vous représenter.

Il y a un an, nous vous avons exposé les importantes réalisations accomplies tant sur le plan local que national.

D'autre part, le temps n'est plus aux longues énumérations ni aux longs discours.

L'action seule peut faire sortir notre pays du chaos qu'il a connu pendant trois semaines.

L'événement :

Une brusque explosion de violence, partie de petits groupes d'anarchistes, prochinois et autres, a éclaté à la faculté de Nanterre et à la Sorbonne.

Ensuite, ce mouvement a entraîné peu à peu tous les secteurs économiques publics et privés, dans une grève illimitée, suivie de manifestations diverses, avec occupation des usines et des établissements publics, et parfois privation des libertés des directeurs et cadres, enfermés dans leurs bureaux.

Cette vague a entraîné les plus violents à des actes ignobles, comme la profanation de la tombe du « Sodat inconnu » et de divers monuments aux morts.

Le but de cette agitation avait deux causes :

1° Obtenir des augmentations de salaires et des réformes légitimes.

2° Pour les extrémistes : renverser le pouvoir légal et républicain et dissoudre la société actuelle, pour déboucher sur le néant et l'anarchie, comme cela se pratique en Chine communiste, où l'on voit le désordre et la guerre civile. C'est ce qu'ils appellent la « révolution culturelle ».

Cela le peuple de France dans sa grande majorité n'en veut pas.

Halte à la violence qui ne mène à rien.

Halte au désordre, qui ruinerait la France et les travailleurs de toutes catégories : intellectuels, travailleurs d'usines, fonctionnaires, paysans, commerçants et artisans, et aussi les retraités qui en souffriraient le plus.

Halte à ceux qui, chargés de la jeunesse, comme certains enseignants, certains animateurs de mouvements laïcs et chrétiens, ont failli à leur devoir, en lançant ces jeunes dans la violence, après avoir eux-mêmes saboté les réformes proposées.

Par contre :

Oui au dialogue et à la concertation.

Oui à la participation active des intéressés dans l'établissement des réformes dans tous les secteurs économiques et services publics.

Oui à l'augmentation des salaires, surtout les plus bas.

Oui à une expansion accrue qui permettra la sécurité de l'emploi et la création d'emplois nouveaux spécialement pour les jeunes.

Oui à la réforme de tous les enseignements, et à une véritable orientation pour que les jeunes ne débouchent plus sur des voies sans issue.

Oui à une politique agricole constructive qui donne toutes leurs chances aux agriculteurs, avec un niveau de vie équivalent à celui des autres catégories.

Oui à l'amélioration du sort des artisans et petits commerçants.

Il est impossible de citer toutes les catégories dont il faut améliorer le sort.

Mais pensons à nos vieillards démunis et aux malades et handicapés, pour qui nous devrons consentir de grands sacrifices pour mieux les aider.

Mais il n'y a pas besoin de guerre civile pour cela.

Nos révolutions, nous les avons faites avant tous les autres pays.

Si cette course à la haine et à la violence continuait, elle se terminerait par la ruine de tous, et finirait par un régime totalitaire.

Mais les communistes, les maoïstes et les anarchistes ont des alliés dans la F.G.D.S. et les clubs divers, qui ont essayé de prendre le pouvoir, à la faveur de ces troubles.

M. François Mitterrand, ambitieux, a parlé ouvertement pendant la crise, comme un dictateur, prêt à tout pour renverser le régime et prendre le pouvoir.

Mais il a manqué son coup, car le peuple français lui répondra *non*.

Le Chef de l'Etat, le général de Gaulle, seul détenteur du pouvoir légitime que lui a conféré la majorité des Français, pour la troisième fois, a sauvé notre pays, en maintenant l'ordre, et en donnant la parole au peuple dans une large consultation démocratique.

J'en appelle à la population de la Haute-Saône tout entière, pour qu'elle prenne ses responsabilités.

Des réformes profondes sont en cours, elles iront très loin, et donneront satisfaction à tous, tout en ménageant les possibilités économiques, qui auront, dans quelques semaines, à affronter les échéances du Marché commun.

Tous ces vieux politiciens qui essaient de reprendre le pouvoir, ont laissé en 1958, au général de Gaulle, une France ruinée et affaiblie.

Il a rétabli notre économie et notre monnaie, et grâce à une réserve d'or et de devises qu'il a pu constituer, il pourra permettre à notre économie de faire face aux exigences immédiates.

Cela n'aurait pas été possible en 1958 après la faillite de ces hommes de l'ancien système politique périmé.

Nous représentons :

L'ordre, la paix, le progrès, l'indépendance, le maintien des libertés démocratiques.

M. Bergougnoux représente son ami Mitterrand, c'est-à-dire l'alliance communiste, avec tous les risques de l'aventure, de l'anarchie, et la certitude, au bout, d'un régime totalitaire.

Allez-vous faciliter leur jeu qui est très clair (malgré leurs bonnes paroles de démocratie factice) ?

Je m'adresse à toutes et à tous, à quelque famille politique ou spirituelle auxquelles vous appartenicz, que vous soyez de gauche, de droite ou du centre, jeunes ou vieux.

Le choix est net.

La République est en danger.

Nous avons besoin de tous pour défendre la liberté et les institutions démocratiques.

Vous direz non au communisme totalitaire.

Vous direz non à M. Bergougnoux, allié et complice des communistes.

Vous direz non à l'anarchie, au désordre et à la violence.

Vous direz oui à de Gaulle, Chef de l'Etat, élu au suffrage universel.

Vous direz oui aux candidats d'Union pour la défense de la République.

Vous direz oui à ceux qui seuls peuvent faire, avec votre entière participation, les réformes que vous désirez dans l'ordre et le calme.

Vous voterez pour Pierre Vitter et Roger Loth.

Pour la liberté.
Pour la République.
Pour la France.

Pierre VITTER

Député sortant
Vice-président du Conseil général
Maire de Gray
Combattant volontaire de la Résistance
Président de la Sous-Commission de la Jeunesse du Conseil de l'Europe

Candidat Républicain indépendant - Union pour la défense de la République (U.D.R.)

Remplaçant éventuel :

Roger LOTH

Docteur-vétérinaire
Président de la Commission de l'Agriculture du Conseil général
Conseiller municipal de Vesoul
Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur du Mérite agricole

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Champagney, Faucogney-et-la-Mer, Héricourt, Lure, Luxeuil-les-Bains, Mélisey, Montbozon, Noroy-le-Bourg, Saint-Loup-sur-Sémouse, Saulx, Vauvillers, Villersexel.

M. Jean-Jacques BEUCLER

(Candidat Républicain national et social)

élu le 30 juin 1968

(N.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Pourquoi sommes-nous candidats ?

La France risque de se diviser en deux blocs ennemis et de sombrer dans le totalitarisme.

Notre circonscription est partagée en deux clans opposés.

La Haute-Saône a besoin, à cet égard, d'être « dépolitisée » et de trouver des candidats neutres.

Sous la bannière de la « Défense de la République », nous n'appartenons à aucun parti politique.

« Non Inscrits », nous conservons notre entière liberté.

Comment concevons-nous le rôle d'un député ?

1° Au Parlement : il vote.

S'il est inféodé à un parti politique, son vote est connu d'avance : une machine automatique ferait aussi bien l'affaire !

C'est le gros reproche à l'encontre de certains des députés de la majorité et de la Fédération de la gauche associée au Parti communiste, aussi inconditionnels les uns que les autres.

2° Dans sa circonscription :

Il s'efforce de satisfaire les besoins locaux dans tous les domaines.

Pour y parvenir, il ne faut surtout pas qu'intervienne la politique partisane et sectaire.

3° Dans les relations humaines :

Cet aspect moral du rôle du député est trop souvent oublié, surtout en Haute-Saône. Au lieu d'être un élément de discorde, le député a le devoir de créer l'union, plus que jamais nécessaire.

La question essentielle que doit se poser l'électeur est celle-ci :

« Ce candidat est-il suffisamment libre pour remplir honnêtement et impartialement son rôle ? Puis-je, oui ou non, lui faire confiance ? »

Nous allons essayer de vous prouver par des faits que nous sommes dignes de votre confiance :

Qui sommes-nous ?

JEAN-JACQUES BEUCLER

J'ai 45 ans. Je suis Franc-Comtois de très vieille souche.

Je suis marié et père de cinq enfants.

Officier de 1943 à 1954, j'ai participé à la campagne d'Italie, au débarquement de Provence, à la libération de Montbéliard et à la campagne d'Allemagne avec le 5e régiment de Tirailleurs marocains. Puis, ce fut la dure guerre d'Indochine avec le 3e Tabors marocains.

Fait prisonnier par le Viet-Minh, je suis resté, malgré une tentative d'évasion, quatre ans dans les camps communistes de la frontière de Chine et fus enfin libéré à la suite des accords de Genève de 1954.

Trois fois blessé, titulaire de cinq citations, je suis officier de la Légion d'honneur.

Depuis 1955, j'ai dirigé la restauration et la modernisation d'une vieille entreprise en étroite collaboration avec le personnel et les délégués syndicaux.

Maire de Corbenay, où nous fondons une Maison des jeunes auxquels je m'intéresse tout spécialement, je suis aussi :

— Vice-président du Centre de formation professionnelle et de promotion sociale de Belfort-Montbéliard-Haute-Saône.
— Administrateur de la Caisse d'allocations familiales de la Haute-Saône depuis deux ans.
— Membre de la Commission de développement économique régional.
— Membre de la Chambre de commerce de Lure.
— Président des anciens combattants de ma commune.

PIERRE LÉVAL

remplaçant éventuel

Je suis né le 12 avril 1922 à Melisey (Haute-Saône).

Petit-fils de cultivateur et fils de petits commerçants, j'ai fait toutes mes études secondaires au collège de Lure.

D'abord médecin d'hygiène scolaire dans l'arrondissement de Lure, puis médecin du travail dans la même région depuis dix-sept ans, je suis particulièrement averti des problèmes et des difficultés du monde ouvrier, qui ne m'a jamais manifesté que de la sympathie.

Conseiller municipal depuis quinze ans, je suis adjoint au maire de Melisey depuis 1965.

Je m'occupe de diverses œuvres sociales, en particulier de l'organisation des « Journées du sang », et suis chevalier de l'Ordre national du Mérite.

Que voulons-nous ?

— Une très large union de toutes les bonnes volontés.

— Un dialogue constructif partout et toujours, notamment entre le Gouvernement et le Parlement, pour éviter des mesures autoritaires comme les fameuses ordonnances.

— Un syndicalisme non politisé, respectueux des libertés.

— Une réforme profonde de l'Education nationale, avec la collaboration et dans l'intérêt réel de toutes les parties concernées.

— Une économie libérale permettant à toute la Nation de bénéficier des fruits de l'expansion, aussi bien dans les campagnes que dans les villes.

— Une France qui accomplisse pleinement sa mission de rapprochement de tous les peuples en Europe et dans le monde.

— Une augmentation constante du bien-être de chacun dans et par la paix sociale retrouvée.

Dans les circonstances présentes, c'est un devoir national de ne pas s'abstenir.

Votez tous le 23 juin pour

JEAN-JACQUES BEUCLER

Candidat Républicain national et social (non inscrit)

Remplaçant éventuel :

Docteur PIERRE LÉVAL

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

26.086 d'entre vous m'ont accordé leur confiance. J'en suis profondément touché et je les remercie de tout cœur de cet encouragement.

Bien que peu connu, j'ai réussi, en treize jours de campagne électorale dans les 248 communes de notre circonscription, à dépasser de 2.505 voix le député sortant.

Je suis un candidat de large union.

Achevons tous ensemble cette victoire.

Je suis un candidat de large union.

Electeurs U.D. Ve

Vous savez que je défendrai toujours et partout la République.

Electeurs centristes

Ma position de « non inscrit » est une garantie d'objectivité et d'impartialité.

Electeurs de la Fédération

Ne joignez pas vos voix à celles du Parti communiste qui n'hésiterait pas à vous absorber.

Electeurs mécontents qui avez voté communiste

Beaucoup d'entre vous ne souhaitent pas vraiment l'avènement du communisme. Ils veulent seulement que notre société devienne plus juste : moi aussi.

Electeurs non engagés

Suivez le vaste mouvement national.
Ne coupez pas la Haute-Saône en deux.
Pas d'abstentions !
Votez efficace !

Tous, le 30 juin, votez

JEAN-JACQUES BEUCLER

Candidat Républicain national et social (non inscrit)

Remplaçant éventuel :

Docteur PIERRE LÉVAL

SAONE-ET-LOIRE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : la Chapelle-de-Guinchay, Cluny, Cuiseaux, Cuisery, Lugny, Mâcon-Nord, Mâcon-Sud, Matour, Montpont-en-Bresse, Saint-Gengoux-le-National, Tournus, Tramayes.

M. Philippe MALAUD

(Républicain indépendant, candidat de l'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

L'année dernière, 23.720 électrices et électeurs représentant près de 48 % du corps électoral, ont accordé leur confiance à mon suppléant et ami, Romain Buffet et à moi-même, à l'occasion des précédentes élections législatives.

Les habitants de mon canton ont confirmé six mois plus tard cet élan en m'élisant Conseiller général.

Il vous appartient maintenant de consacrer définitivement ce verdict du corps électoral en nous désignant pour défendre à l'Assemblée Nationale, vos libertés politiques, vos problèmes économiques et vos intérêts professionnels.

Nos libertés politiques sont en danger :

Les émeutes et la subversion ont tenté d'utiliser la violence et les barricades pour faire sombrer la légalité et les institutions républicaines.

Par la force de l'insurrection, une minorité émeutière en grande partie composée d'étrangers à notre pays, voulait imposer sa dictature à la majorité démocratiquement élue.

Elle y serait parvenue sans l'autorité du Chef de l'Etat, massivement soutenue par l'opinion publique.

Nous nous refusons définitivement à laisser s'installer chez nous, à l'instigation de l'étranger la violence dont hier encore, l'Amérique nous a tragiquement illustré l'horreur.

La volonté nationale de l'immense majorité des Français s'est manifestée sans équivoque :

Nous la représentons seuls, dans notre circonscription, et nous la ferons triompher au Parlement.

Contre l'anarchie, le drapeau noir, les profanateurs du drapeau tricolore et du Soldat inconnu, témoignage sacré des vainqueurs 1914-1918,

Contre les fauteurs de troubles qui font échec à l'exercice de la liberté du travail démocratiquement décidée,

Nous opposons la légalité et le respect des Institutions républicaines.

Nous opposons la continuité dans l'effort de tous.

Vos intérêts économiques sont négligés.

Le Mâconnais et la Bresse sont abandonnés à la dépression dans l'agriculture et au marasme dans l'industrie.

Les intérêts agricoles sont méconnus et ignorés par vos représentants politiques actuels qui se sont montrés incapables de les défendre efficacement.

Mon suppléant et moi-même, tous deux maires de communes rurales, avons entrepris d'y apporter la rénovation, et avons déjà obtenu un résultat positif : le dernier recensement a montré que la dépopulation de nos communes était enrayée.

Mon action auprès des administrations locales et parisiennes que mes fonctions professionnelles me permettent de connaître particulièrement tendra à obtenir ou à accélérer les mesures qui s'imposent.

— protection et aide sélective à la petite exploitation familiale dont la survie est nécessaire pour nos campagnes ;

— classement en zones de rénovation rurale des régions agricoles en difficulté, en particulier la Bresse ;

—amélioration des conditions d'attribution de l'indemnité viagère de départ avec abaissement de l'âge minimum ;

— défense acharnée des intérêts de notre agriculture dans les négociations de Bruxelles ;

— organisation des marchés agricoles : soutien des prix et limitation des importations ne provenant pas du Marché commun ;

— attribution de subventions (dont nos agriculteurs ont insuffisamment bénéficié au contraire de régions voisines plus favorisées) pour l'élevage, la viticulture, l'aviculture et les industries de production laitière ;

— soutien des produits viticoles, notamment par la réduction des taux de la T.V.A. écrasante et la suppression de droits périmés qui les frappent ;

— réexamen du problème de l'allocation en franchise au profit des jeunes exploitants agricoles.

Le développement industriel exige :

— une fiscalité de soutien des petites et moyennes entreprises qui vont affronter le Marché commun le 1er juillet prochain dans des conditions difficiles du fait de l'augmentation de leurs charges ;

— une politique dynamique pour attirer les entreprises dans une zone industrielle mâconnaise totalement vide, ainsi que dans les villes et communes importantes de notre région, par un véritable soutien à la décentralisation et à l'aménagement du territoire ;

— une formation professionnelle et technique renforcée et soutenue pour offrir des débouchés à la jeunesse et une main-d'œuvre spécialisée et qualifiée des industries de pointe à hauts salaires, qu'il convient d'attirer dans notre région.

Vos problèmes professionnels sont ignorés :

Il est indispensable et primordial :

— de défendre les intérêts de l'ensemble des travailleurs, notamment en obtenant du Parlement la révision des ordonnances sur la sécurité sociale, aussi maladroites qu'injustes, puisqu'elles ont remis en cause des avantages acquis depuis vingt-cinq ans ;

— de soutenir les commerçants et artisans écrasés par la fiscalité ;

— de revaloriser les retraites et allocations des personnes âgées auxquelles le travail de toute une vie confère un droit absolu à des conditions de retraite décente, qu'ils ne sont pas en mesure de défendre eux-mêmes par la grève ou par des manifestations ;

— d'améliorer le statut des fonctionnaires et pensionnés, dont les augmentations de traitements récentes devront suivre l'évolution du coût de la vie, et obtenir les créations de postes indispensables ;

— de réclamer pour nos anciens combattants, l'application du rapport constant (revalorisation de leurs pensions en liaison avec l'évolution du coût de la vie), et de faire reconnaître les droits des combattants de la guerre d'Algérie ;

— d'obtenir pour les peines prononcées à la suite des douloureux événements d'Algérie, l'amnistie générale, ainsi que l'indemnisation des rapatriés et le moratoire de leurs dettes ;

— de promouvoir, tant sur le plan civique et professionnel que familial, la promotion féminine.

Nous sommes pleinement conscients des problèmes qui se posent à la jeunesse et aux difficultés qu'elle rencontre pour débuter dans la vie, en raison de la récession économique, de l'insuffisance de la formation professionnelle et de l'inadaptation de l'orientation scolaire et universitaire aux débouchés offerts par l'évolution économique et technique.

Nous estimons que la solution réside dans une véritable participation des jeunes à l'organisation des universités, à la révision des programmes trop souvent périmés, à l'établissement de liens étroits entre l'Université et l'Economie, avec tous les avantages qui peuvent en résulter pour les étudiants : Alignement du nombre des étudiants admis dans chaque discipline sur celui des possibilités d'absorption des différents secteurs de l'économie, organisation d'une réelle préparation à la vie active par l'exercice de stages pratiques et professionnels, passage progressif de la vie universitaire aux responsabilités professionnelles, restauration de leur confiance dans l'avenir et dans la société dans laquelle ils sont appelés à vivre.

C'est pour nous permettre de réaliser ces tâches considérables que vous nous ferez confiance le 23 juin, qui doit marquer la fin d'une ère dont les tragiques soubresauts que nous venons de connaître ont souligné les lacunes et les insuffisances. Cette date doit ouvrir la voie à une politique de rénovation nationale et de justice sociale dans la légalité républicaine et démocratique, où la prospérité permettra à toutes les Françaises et à tous les Français, et en particulier à ceux de notre région, de participer à l'édification d'une société meilleure et plus équitable pour tous, dans la paix, l'ordre, et la liberté.

Vive la République !

Vive la France !

PHILIPPE MALAUD

Maire de Dompierre-les-Ormes
Conseiller général de Saône-et-Loire

Remplaçant éventuel :

ROMAIN BUFFET

Viticulteur-Pépiniériste
Conseiller général
Maire de Bissy-sous-Uxelles
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Chevalier du Mérite agricole

2e CIRCULAIRE

Les résultats du premier tour ont confirmé l'élan qui dans ces dernières semaines a rassemblé le peuple français, dans ses profondeurs contre le désordre, les violences, les atteintes aux libertés.

A l'opportuniste mitterrandiste prêt à toutes les combinaisons dangereuses et aventurières, les Républicains indépendants ont opposé le respect de la légalité, la discipline librement consentie d'une majorité de discussion et non d'approbation.

Mais la France a en même temps affirmé clairement sa volonté de réformes, aussi rapides que profondes, d'une transformation sociale vers la justice et l'égalité, notamment au profit des catégories les plus déshéritées. Il s'agit surtout, après le relèvement du S.M.I.G. et la suppression des zones de salaires, des titulaires de pensions et retraites, personnes âgées, Anciens combattants et Victimes de guerre, toujours défavorisés par rapport au coût de la vie. Le pays s'est en même temps prononcé sans équivoque pour le dialogue à tous les niveaux et la participation des citoyens à la vie publique, des travailleurs dans l'entreprise et des jeunes à la préparation de leur avenir.

Nulle part, cette volonté de renouveau ne s'est exprimée plus nettement qu'en Saône-et-Loire. Le résultat est acquis dans les circonscriptions de Montceau-les-Mines et d'Autun-Le Creusot.

Il est inscrit dans les chiffres pour le deuxième tour à Chalon, Louhans, comme dans l'arrondissement de Mâcon.

A chacune et chacun des 24.577 électrices et électeurs qui m'ont manifesté leur confiance dimanche dernier, je renouvelle mes très vifs remerciements et l'expression de ma profonde reconnaissance.

Ce résultat est sans précédent dons notre région : 244 voix de plus auraient évité un deuxième tour. A Mâcon même, il est écrasant : 6.267 suffrages contre 3.461 au maire, député sortant.

L'explication est facile : le Mâconnais et la Bresse, trop longtemps défavorisés par rapport aux régions voisines, mieux défendues, ont voulu montrer leur volonté de ne plus être tenus à l'écart du courant de renouveau et d'expansion qui va transformer notre département.

Partout dans nos villes et nos campagnes, à Mâcon, Tournus, Cluny, dans le Mâconnais viticole, le Clunysois et la Bresse rattachée à cette circonscription, à Romenay, Montpont, Cuisery, Cuiseaux, la réponse est la même :

— Non aux zones industrielles vides, aux bas salaires, au chômage, et à l'émigration des jeunes.

— Non au marasme des campagnes, à l'inexistence de tout effort de rénovation rurale dans les régions agricoles déprimées, à l'absence d'industrialisation des communes rurales, à l'insuffisance des équipements collectifs (hôpitaux, écoles, maisons de retraites ou de repos, instituts pour l'enfance inadaptée, sports, tourisme), pour lesquels nos régions sont tragiquement en retard par rapport à la moyenne nationale.

Ce n'est pas avec les hommes du passé que l'on prépare l'avenir.

En même temps qu'ils conduisaient pour la deuxième fois en dix ans la France au bord du gouffre, ils ont échoué comme administrateurs locaux et mené notre arrondissement à la récession et au dépeuplement au profit des villes voisines.

L'avenir de nos régions nécessite une profonde transformation des structures et la recherche systématique de toutes les formes d'expansion. Elles ne peuvent se réaliser qu'en mettant fin au conservatisme, à la sclérose, à l'immobilisme.

C'est parce que j'ai la ferme volonté de m'attaquer à cette tâche et que je crois aux chances de cette région à laquelle m'attachent tous mes souvenirs de jeunesse que je me suis présenté à vos suffrages, refusant toute autre circonscription.

C'est avec l'appui et la confiance de chacune et de chacun d'entre vous, que je pourrai mener à bien la tâche immense — parce que trop longtemps retardée — qui s'ouvre devant nous et dont l'urgence est maintenant évidente et unanimement comprise.

Vive la République !

Vive la France !

PHILIPPE MALAUD

Conseiller technique auprès du Ministre de l'Economie et des Finances
Maire de Dompierre-les-Ormes
Conseiller général de Saône-et-Loire

Remplaçant éventuel :

ROMAIN BUFFET

Viticulteur-Pépiniériste
Conseiller général
Maire de Bissy-sous-Uxelles
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Chevalier du Mérite agricole

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bourbon-Lancy, Charolles, Chauffailles, la Clayette, Digoin, Gueugnon, la Guiche, Marcigny, Palinges, Paray-le-Monial, Saint-Bonnet-de-Joux, Semur-en-Brionnais, Toulon-sur-Arroux

M. Paul DURAFFOUR

(Candidat Fédération de la gauche démocrate et socialiste)

élu le 30 juin 1968

(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices. électeurs,

Le 12 mars 1967, pour la deuxième fois, vous m'avez donné votre confiance avec près de 75 % des suffrages, me permettant ainsi de battre un record national.

Me voici aujourd'hui de nouveau devant vous.

Une grave secousse sociale vient d'ébranler la Nation, qui a fait éclater au grand jour un profond mécontentement latent. Les Français refusent le désordre et l'anarchie, souhaités par des éléments incontrôlés et irresponsables. Mais, ils veulent que leurs légitimes revendications soient enfin entendues et satisfaites. Pourquoi les pouvoirs publics qui viennent d'en accepter les plus urgentes ont-ils attendu si longtemps pour le faire ?

Tous s'accordent à proclamer que des *réformes profondes* devront être entreprises dans la légalité républicaine pour libérer la société de la tyrannie des puissances

d'argent, tout en la préservant de celle de la bureaucratie technocratique. La concertation active, efficace, de tous les citoyens et à tous les échelons, devra rendre cette société plus juste et plus humaine, dans la recherche d'une plus équitable répartition du revenu national.

N'est-il pas évident que la politique de ces dernieres années, ignorant le social, a profité surtout à quelques-uns, aux puissants groupes financiers, aux grands monopoles. Une poignée de privilégiés détient les leviers de commande de l'économie.

C'est à cette politique égoïste et sans générosité que vous avez été sacrifiés :

Classes moyennes (professions libérales, commerçants, artisans) indispensables à l'équilibre social du pays, qui savent les dangers qui les menacent et qu'une fiscalité insupportable et injustement répartie, accable. Les petites et moyennes entreprises doivent être mises sans délai en état de faire face à l'évolution économique du monde moderne.

Agriculteurs qui voyez avec angoisse baisser de jour en jour les prix - hélas non indexés ! - de vos produits, alors qu'augmentent de jour en jour le coût de la vie, les charges sociale, les impôts. Ce n'est pas dans dix ans, comme vous le promet le pouvoir, c'est immédiatement que doit cesser cette intolérable injustice. Nos petites et moyennes exploitations familiales qui sont un élément fondamental de la vie de la Nation et qui ne sont pas incompatibles, bien au contraire, avec le progrès technique et la productivité, sont dangereusement menacées. La coopération peut les sauver.

Salariés, cadres compris, qui n'avez pas dans le pays la place qui vous est due. Par la promotion du syndicalisme, la classe ouvrière doit concourir à l'élaboration de la politique économique et sociale de la Nation. Le droit au travail exige la sécurité de l'emploi, le relèvement des salaires, des traitements, des retraites.

La promotion de la femme exige le respect du principe « à travail égal, salaire égal ».

L'avancement de l'âge de la retraite doit réduire le chômage et enrayer l'exode rural.

Car le *monde rural,* c'est-à-dire, celui des petites cités et des villages de notre Charollais est, lui aussi, et plus que jamais, un facteur d'équilibre économique et de la Nation : je ne cesse de le proclamer et de lutter contre les conceptions concentrationnaires de la technocratie.

Nous sommes, en effet, gouvernés par ces technocrates des bureaux parisiens qui pullulent dans les antichambres ministérielles, au cœur sec, au langage glacé, pleins de suffisance et qui méprisent les vivantes réalités du quotidien, les humbles choses de la vie, la peine des hommes et qui nous préparent un monde inhumain, où ceux que le langage populaire appelle les « petits » seront impitoyablement écrasés.

Il y a des choix que l'on ne peut approuver : quand nos campagnes manquent de bons chemins, d'adductions d'eau, de lignes électriques ou téléphoniques, quand nos cités manquent de logements, d'écoles, quand nos médecins dénoncent la grande misère de nos hôpitaux, quand on lésine sur la retraite des *Anciens combattants* (anciens combattants d'Algérie compris) quant tant de *personnes âgées* doivent se contenter pour vivre d'une pension dérisoire (la réduction à six mois du service militaire permettrait de doubler la retraite des vieux), quand la *Jeunesse* n'a pas les maîtres, les classes, les stades, les piscines qu'elle réclame, on n'a pas le droit de gaspiller des milliards pour des dépenses inutiles, somptuaires ou qui ne profitent qu'à quelques-uns : le superflu ne devrait être consenti que lorsque le nécessaire serait assuré à tous.

Il y a encore tant de misères, tant de détresses !

Le député doit se considérer comme l'intercesseur tout désigné entre les citoyens et les pouvoirs publics, comme le défenseur naturel de tous ceux et de toutes celles pour lesquels la vie de tous les jours est difficile, de ceux que le Président Kennedy appelait les « désemparés », de ceux qui ont besoin d'être aidés, secourus, protégés : c'est là une des missions — et non des moindres — de votre représentant au Parlement et je crois l'avoir bien remplie.

La France que nous voulons sera une France authentiquement démocratique : ni pouvoir personnel omnipotent et incontrôlable, ni instabilité comme celle que nous avons connue jadis et que nous ne voulons revoir à aucun prix.

La France que nous voulons proposera à sa jeunesse en quête d'un idéal, de prendre la tête d'une croisade mondiale pour le désarmement et la paix.

Elle demandera aux Nations de mettre fin à la terrible course aux armements. Elle leur demandera aussi que cesse cette concurrence de prestige pour la conquête de l'espace — pacifiques certes — mais monstrueusement ruineuse. Elle leur demandera de consacrer les énormes économies ainsi réalisés à l'amélioration du sort des peuples. Elle donnera l'exemple : ce sera alors la vraie grandeur de la France !

Si votre confiance m'est confirmée, je ne cesserai comme par le passé de combattre, sur le plan national et international, pour le triomphe de ces justes causes, qui sont les vôtres.

Sur le plan régional, je continuerai la tâche passionnante de travailler avec ferveur à l'expansion de notre Charollais, terre harmonieuse et à l'avenir assuré, y vivant au milieu de vous, partageant vos joies, vos soucis, vos peines.

Nous souhaitons l'avènement dans la légalité, d'une société meilleure, libérée de ses duretés, de ses injustices, de ses violences, respectueuse de la *liberté*.

Nous n'acceptons pas que la France puisse être coupée en deux blocs antagonistes dont l'affrontement, ainsi que vient de le déclarer Gaston Defferre, serait mortel.

Ensemble, nous édifierons une République moderne, jeune, adaptée à notre époque et tournée vers l'avenir.

Voilà notre espérance !

Paul DURAFFOUR
Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Maire d'Anzy-le-Duc
Conseiller général
Député sortant
Légion d'honneur — Croix de guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

Louis QUÉROY
Conseiller général
Maire de Digoin

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Je remercie du fond du cœur les 24.547 électrices et électeurs qui m'ont permis, ainsi qu'à Louis Quéroy, d'obtenir une majorité égale à celle de l'an dernier (à 827 voix près) et dans plusieurs cantons, dont celui du candidat U.D.R., nous dépassons

la majorité absolue, malgré, sur le plan national, les circonstances dans lesquelles s'effectuent les élections, le climat dont le Gouvernement les entoure, malgré, sur le plan départemental, la position ambiguë du Centre démocrate dont se réclame le candidat U.D.R., mais dont les leaders nationaux Duhamel et Lecanuet sont, ouvertement dans l'opposition, malgré, sur le plan local, la campagne acharnée, déloyale et méprisable des supporters trop zélés du candidat U.D.R. : tracts, inscriptions, slogans ridicules, etc.

Cette nouvelle preuve de confiance que vous me donnez pour la troisième fois me touche profondément.

Dimanche prochain, cette confiance, élargie, me permettra de poursuivre, dans l'exercice renouvelé de mon mandat de député, la lourde tâche à laquelle je me suis consacré :

Aider mes compatriotes dans leurs difficultés quotidiennes, travailler à la prospérité de notre Charollais

Lutter contre le pouvoir personnel et sa politique antisociale

Instaurer une vraie démocratie dans l'ordre et la liberté.

Paul DURAFFOUR

Maître des Requêtes au Conseil d'Etat
Maire d'Anzy-le-Duc
Conseiller général
Député sortant
Légion d'honneur — Croix de guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

Louis QUÉROY

Conseiller général
Maire de Digoin

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Autun, Couches-les-Mines, le Creusot, Epinac-les-Mines, Issy-l'Evêque, Lucenay-l'Evêque, Mesvres, Montcenis, Saint-Léger-sous-Beuvray.

M. Henri LACAGNE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail, a été menacée et l'est encore : derrière les drapeaux rouges et noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Pendant plusieurs semaines, ce fut la paralysie du pays, l'arrêt de son économie, l'angoisse de tous, la misère pour certains.

Le Parti communiste et ses alliés, devenus ses otages, se distribuaient déjà le pouvoir.

C'est alors que le Président de la République, le général de Gaulle, se réaffirmait avec force le détenteur incontestable de la légalité républicaine. Un immense mouvement populaire lui répondait. Au bord de l'abîme, la France se ressaisissait !

Comment éviter le retour de tels événements ?

Par des réformes hardies et généreuses, redonnant confiance à un peuple aspirant à la dignité, à la responsabilité, à la participation.

Pour déjouer la prétention du Parti communiste d'accéder au pouvoir, il faut détruire les causes du mécontentement.

Les moyens ? La justice sociale et la liberté !

Oui ! Il faut ouvrir la voie à une démocratie nouvelle, sociale, européenne.

Par une politique de progrès, il faut arracher le pays au désordre et à la violence.

Votre choix sera décisif. Nous avons voulu qu'il soit simple et clair :

Entre toutes les tendances nationales rejetant le communisme et l'aventure, nous avons réalisé l'Union.

Dès le premier tour, accordez-nous votre confiance.
Notre victoire sera la vôtre ! Celle du bon sens et de la raison.
Notre combat est celui de la France.
Avec vous et grâce à vous, nous le gagnerons.

Votez

Henri LACAGNE

Remplaçant éventuel :

Philibert DEMEUSOIS

Quelques-uns de nos objectifs essentiels :

— une politique rationnelle d'investissements et de développement économique assurant le plein emploi, surtout des jeunes et l'amélioration du niveau de vie ;

— une juste rémunération des productions agricoles ;

— l'aménagement de l'impôt sur le revenu (relèvement de l'abattement à la base) ;

— l'avancement de l'âge de la retraite (60 ans pour les hommes — 55 ans pour les femmes) ;

— la revalorisation des retraites ainsi que de l'indemnité viagère de départ pour les agriculteurs ;

— le développement des équipements culturels et sportifs, ainsi que du tourisme en particulier dans le Morvan ;

— l'exécution d'une liaison routière rapide Le Creusot - Autun - Autoroute A 6 et du projet routier Dijon - Autun - Nevers ;

— l'amélioration dans notre région des équipements de téléphone et télévision.

Et un appui de tous les instants aux collectivités locales et à leurs élus afin d'accélérer la réalisation de leurs projets.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Buxy, Chagny, Chalon-sur-Saône-Sud, Givry, Montceau-les-Mines, Montchanin-les-Mines, Mont-Saint-Vincent, Sennecey-le-Grand.

M. André JARROT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Il y a quinze mois, vous m'avez, pour la troisième fois accordé votre large confiance pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Le programme que j'avais alors proposé prend aujourd'hui, après la secousse que nous venons de connaître, toute sa valeur.

Nous entrons dans une période qui représente pour la France une très grande épreuve. Dans les élections de demain, ce qui est en cause, c'est l'Etat. L'heure n'est plus aux querelles de partis, il faut rétablir la paix sociale, faire en sorte que les augmentations de salaire consenties ne soient pas dévorées par l'inflation comme il y a dix ans.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer les citoyens aux décisions difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès.

Notre Université doit être adaptée, les maîtres et les étudiants doivent participer à cette réforme.

Tout cela doit se faire et ne peut se faire que dans l'ordre et la légalité.

Les journées dramatiques des semaines écoulées nous ont donné la preuve, s'il en était besoin, de ce que serait la France livrée à une faction d'agitateurs.

Les jours qui viennent exigeront de tous des sacrifices et du travail pour reprendre une place que nous avions après beaucoup d'efforts acquise dans le concert des Nations.

Enfant du Pays, né dans la circonscription il y a 58 ans, y habitant, je suis depuis dix ans votre député.

Homme d'action et de dialogue, toute ma vie a été consacrée au travail et au service de la Patrie.

De nouveau, au milieu des vagues, je suis prêt à assurer la mission de représenter la circonscription à l'Assemblée Nationale.

Une campagne électorale courte, un accident malheureux dont je ne suis pas complètement remis, m'empêcheront de vous saluer tous. Je m'en excuse mais vous pouvez compter sur moi.

Aujourd'hui le choix est simple, d'autant plus simple que pour la première fois, les formations politiques de notre département opposées au communisme totalitaire et à ses alliés F.G.D.S., ont décidé de présenter un seul candidat par circonscription pour la défense de la République.

Il n'est pas superflu de rappeler que le régime fondé voilà dix ans peut présenter un bilan impressionnant que l'on peut résumer en trois phrases :

— Expansion économique continue, soutenue par une monnaie solide.
— Modernisation du Pays dans tous les domaines.
— Visage nouveau offert au monde par la France qui affirme sa personnalité et proclame sa volonté de paix, d'indépendance et de coopération.

Salariés, ouvriers, employés et cadres. L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux et d'abord pour les plus défavorisés. Ne remettez pas en cause les conquêtes de la Vᵉ République sur le plan social : c'est le patrimoine qui vous permet d'assurer la vie décente de vos familles.

Commerçants, industriels. Les adaptations de notre économie ne peuvent se faire que dans l'ordre. L'anarchie serait pour tous la pire des choses.

Etudiants. Vous qui êtes les responsables de demain, vous mesurerez alors combien il est exaltant d'être les hommes libres, d'une République indépendante et fraternelle.

Retraités, Victimes civiles ou militaires, Anciens combattants. L'inflation est pour vous la pire des catastrophes. Une monnaie solide est la garantie de vos moyens de vivre. Seule une République d'ordre et de méthode peut maintenir le Franc.

Agriculteurs. Refusez qu'on ajoute aux calamités naturelles qui vous frappent, les effets désastreux du désordre et de l'anarchie ; aux incertitudes du temps et du sort, celles que vous apporteraient la démagogie et l'instabilité.

Un véritable dialogue doit s'ouvrir entre les responsables de la profession et le Gouvernement afin d'aboutir aux aménagements et réformes indispensables.

Le retour de la pagaille dont vous n'êtes pas responsables remettrait en cause les accords de Bruxelles et les avantages si péniblement acquis.

Pour rester des hommes libres de travailler, de penser, de vivre selon vos traditions démocratiques et républicaines, unissez-vous pour défendre cette République à qui la classe paysanne a déjà tant donné de sueur, de sang et de larmes.

C'est en complet accord avec M. Maréchal, Maire de Saint-Rémy, qui fut mon suppléant lors de la dernière consultation, que j'ai demandé à M. Jean Braillon, conseiller général, Maire de Boyer, d'être mon suppléant. Etant moi-même, Maire de Montceau-les-Mines et conseiller général de Chalon-Sud, la logique voulait une meilleure répartition géographique.

Enfant du pays, né dans la circonscription et y habitant, M. Jean Braillon, cultivateur est politiquement indépendant.

Vous aurez le 23 juin, le choix entre trois candidats :

M. Faivre du P.C., M. Malingre de la F.G.D.S. et votre député, candidat d'Union pour la défense de la République.

M. Faivre, fonctionnaire du Parti communiste remplace M. Bequet. Il n'est pas de la circonscription ; il avait coutume de se présenter à Chalon-Louhans.

M. Malingre de Paris est arrivé dans la valise de M. Mitterrand. Il remplace ce dernier qui avait pourtant promis en 1967, à grand renfort d'affiches, qu'il assurerait l'avenir de tous. Autant en emporte le vent !

En face de ces deux hommes dont les chefs ont bafoué la légalité républicaine et préparé un coup d'Etat qui nous aurait conduit, derrière les drapeaux rouge et noir, à une dictature Communiste, votre actuel député que vous connaissez tous, simple et déterminé, n'a d'autres but que de servir derrière le seul drapeau de la France, le drapeau tricolore.

Contre l'anarchie et la violence.
Pour les libertés, l'ordre et la paix civile.
Pour sauver la République en danger.

Dès le premier tour, en masse, vous accorderez vos suffrages aux candidats de l'Union pour la défense de la République.

Votez

ANDRÉ JARROT

Maire de Montceau-les-Mines
Conseiller général de Chalon-Sud
Officier de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération
Mécanicien-Electricien

Remplaçant éventuel :

JEAN BRAILLON

Conseiller général du canton de Sennecey-de-Grand
Maire de Boyer
Cultivateur

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beaurepaire-en-Bresse, Chalon-sur-Saône-Nord, Louhans, Montret, Pierre, Saint-Germain-du-Bois, Saint-Germain-du-Plain, Saint-Martin-en-Bresse, Verdun-sur-le-Doubs.

M. Bernard TREMEAU

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Pourquoi ai-je l'honneur de solliciter pour la première fois vos suffrages ?

La France a trop souffert. Les oppositions, qu'elles se recommandent de Mao, de Mitterrand, de Waldeck Rochet, qu'elles portent un drapeau rouge ou un drapeau noir, ont cru que la haine, la violence, suffiraient à renverser un pouvoir légalement élu au suffrage universel.

Je suis attaché à notre drapeau bleu, blanc, rouge.

Je ne veux pas d'un Etat totalitaire, je me suis donc mis au service de la liberté.

Médecin accoucheur à Chalon, petit-fils du fondateur de la Maison Tremau-Jambon, je suis un chalonnais de toujours avec de solides attaches paysannes.

Mon suppléant Maurice Mazuy, vétérinaire et Conseiller municipal à Louhans, travaillant au cœur des problèmes bressans a accepté de s'associer à moi pour défendre la même cause.

Quelles seront mes positions politiques ?

Me présentant dans les rangs de la majorité il est évident que j'approuve l'ensemble des grandes lignes politiques de cette majorité, mais je suis un homme indépendant. Je le prouve d'autant plus en étant d'accord avec les responsables des diverses formations politiques de notre département qui, opposés au communisme totalitaire et à ses alliés, ont décidé de présenter un seul candidat dans chaque circonscription et cela pour la défense de la liberté et de la République.

Je m'attacherai par mes votes à refléter votre volonté que je connaîtrai par des contacts fréquents tant à Chalon qu'en Bresse avec tous les électeurs et les élus locaux.

Je veillerai farouchement à ce que vos libertés essentielles soient respectées :

— Liberté de s'exprimer.
— Liberté de voter et à bulletin secret.
— Liberté de se déplacer.
— Liberté de travailler.

En politique sociale. Dans les réformes que nous entreprendrons il faudra mettre en place des structures nouvelles.

Une plus grande responsabilité de chaque citoyen tant à l'usine qu'à la Faculté est nécessaire. Mais attention cette plus grande responsabilité ne pourra être valable qu'avec une plus grande information. La participation nécessaire sera alors possible mais il y aura toujours une direction.

Il faudra aider les structures agricoles à s'adapter aux exigences du monde moderne rural tout en conservant à l'exploitant sa liberté dans l'efficacité.

Mon suppléant, Maurice Mazuy, vétérinaire très au courant non seulement des problèmes agricoles (lait, viande, etc.) et de ceux propres à la Bresse sera pour moi un conseiller écouté et efficace.

Pour hâter cette évolution nécessaire et attribuer une retraite décente à nos anciens exploitants, je ferai tout pour exiger rapidement l'I.V.D. à 60 ans pour la Bresse.

En relation étroite et permanente avec les élus locaux et les responsables des syndicats et des groupements agricoles, un plan de rénovation régionale devra être rapidement établi et financé.

En politique extérieure je suis Européen, Européen convaincu. Il faudra construire inlassablement par le dialogue, les contacts permanents entre les Etats, une Europe indépendante et élargie. La création d'un ministère coordinateur des affaires européennes me semble de plus en plus indispensable.

Améliorer le niveau de vie de chacun. Conserver notre dignité d'homme, construire une démocratie moderne, plus humaine et plus juste, aider et encourager nos jeunes, participer au développement de nos amis du Tiers monde. Soutenir l'expansion de Chalon et du Louhannais tels sont mes soucis permanents.

Electrices, électeurs,

Dimanche 23 juin vous devez faire votre choix.

Nous sommes persuadés que vous le ferez et que vous voterez pour :

— La République.
— La liberté.
— L'avenir de vos enfants.
— Le candidat d'union.

Votez

Docteur Bernard TREMEAU
Médecin accoucheur à Chalon

Remplaçant éventuel :

Maurice MAZUY
Vétérinaire
Conseiller municipal de Louhans

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Nous vous remercions Chalonnais et Bressans de nous avoir, dès le premier tour, placés largement en tête de tous les candidats. Les résultats dans tous les cantons sont significatifs :

Tremeau-Mazuy	22.094	voix
Lagrange (Mitterrand)	15.714	—
Thivent (Parti communiste)	7.811	—
Vahé	2.824	—

Par suite des accords passés entre la Fédération et le Parti communiste, Thivent se retire au profit de Lagrange, complice de Mitterrand.

Au second tour votre choix est simple.

Comme l'énorme majorité des Français, vous choisirez l'ordre contre l'anarchie en votant pour les candidats de large union qui sauront défendre la République et toutes vos libertés.

Par le dialogue et avec votre participation, nous ferons voter les réformes indispensables à notre avenir et à celui de nos enfants.

Nous prenons l'engagement solennel d'établir avec vous, sans sectarisme le maximum de contact pour vous aider.

Comptez sur nous.

Nous comptons sur vous.

Dimanche, votez utile.

Votez

Docteur Bernard TREMEAU
Médecin accoucheur à Chalon

Remplaçant éventuel :

Maurice MAZUY
Vétérinaire
Conseiller municipal de Louhans

SARTHE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ballon, Beaumont-sur-Sarthe, Conlie, le Mans-I, Sillé-le-Guillaume.

M. Jean-Yves CHAPALAIN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(N.I.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En février 1942, dans les jours les plus sombres de l'occupation, j'ai répondu à l'appel du général de Gaulle, pour le combat de notre libération. Aujourd'hui, cette liberté retrouvée et cette indépendance ont failli disparaître sous les coups de la subversion et de l'anarchie. Aussi, une fois de plus, j'ai cru que mon devoir était de répondre « Présent ».

Dans cette nouvelle bataille, pour les mêmes causes, les élections prochaines auront une influence décisive dans la situation troublée où se trouve notre pays : ou une majorité importante se dégagera du scrutin, pour soutenir l'action du général de Gaulle qui s'emploie à sortir le pays une fois de plus, du désordre et de l'anarchie ; ou l'opposition, divisée sur tous les sujets, triomphera et ce sera le chaos dans tous les domaines, avec comme résultat final la mise en place d'un Gouvernement dominé par le Parti communiste.

Ainsi, nous nous trouvons en plein paradoxe : alors que tous les pays de l'Est luttent pour retrouver la liberté, une minorité de Français se battent pour nous la faire perdre.

Le choix est parfaitement clair. Il faut :

Sur le plan national :

Une forte majorité pour aider le Gouvernement du général de Gaulle à poursuivre son œuvre de redressement après la crise sociale de mai. Il faut reprendre sans délai l'expansion dans la stabilité des prix, sinon les avantages accordés aux travailleurs ne seraient qu'illusions et disparaîtraient dans les mois à venir.

Construire l'avenir de la France :

Une grande mutation de la société s'accomplit à travers le monde ; la France en connaît depuis quelques semaines les effets. Cette œuvre difficile ne peut se faire que dans l'ordre, l'unité de la Nation et la participation directe des citoyens dans les domaines qui les touchent.

Sauvegarder la prospérité :

Avant les événements de mai notre pays connaissait une expansion continue et le standing de vie de chacun s'en trouvait amélioré. Il faut reprendre cette marche en avant qui plaçait notre pays dans un bon rang parmi les pays développés.

Il faut trouver surtout la possibilité de créer pour les jeunes des emplois nombreux et stables, correspondant aux capacités et aux goûts de chacun. Il faut réaliser les grands équipements collectifs : logements plus nombreux, routes et autoroutes, équipements urbains et ruraux, téléphone, aérodromes, équipements sportifs, culturels, de loisirs et de vacances.

Bref, tout ce qui fait un grand pays moderne et que la France a sans doute trop négligé pendant cinquante ans.

Il faut améliorer la promotion de la femme, complétant l'égalité civile et politique que, dès la Libération, le général de Gaulle lui a donnée.

La protection des faibles et la sécurité pour les personnes âgées qui risquent, dans cette grande mutation du siècle, d'être les victimes.

En outre doit intervenir un règlement définitif du contentieux des anciens combattants de France, d'Indochine et d'Algérie par une concertation des parties en cause.

Enfin, l'agriculture française doit être défendue avec énergie, à Bruxelles. Les résultats obtenus par M. Edgar Faure à la fin du mois de mai laissent beaucoup d'espoirs.

La paix :

Que la France connaît, grâce à de Gaulle, pour la première fois depuis 1939, par le développement de nos relations amicales avec tous les pays, quels qu'ils soient, la recherche du désarmement et une organisation à l'échelle mondiale de la coopération avec les pays en voie de développement.

L'indépendance :

Qui permettra à la France d'être maîtresse de ses destinées, responsable de sa défense, libre dans la conduite de son économie et lui donnera les moyens de participer pleinement avec ses voisins à la construction de l'Europe économique et politique.

Il n'y a pas d'alternative.

En face de la majorité gaulliste les oppositions sont incapables de s'entendre pour gouverner, elles sont unies pour détruire mais elles ne peuvent pas construire. Si elles l'emportaient, la France retomberait dans l'ornière d'où de Gaulle l'avait tirée.

Vous ne le voulez pas.

Votez — Pas d'abstention — Votez dès le premier tour et en masse pour

J.-Y. CHAPALAIN

Député sortant
Conseiller général
Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre avec Palme
Médaille de la Résistance
Membre de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale

Remplaçant éventuel :

J.-M. PRAT

Licencié en Droit
Diplômé d'Etudes supérieures d'économies politiques
Pharmacien exerçant depuis vingt ans au Mans

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Par 19.722 voix sur 41.324 suffrages exprimés, soit à 940 voix de la majorité absolue, dès le premier tour, vous avez répondu à l'appel que nous faisions, pour la défense de nos libertés et de notre indépendance, contre la subversion et l'anarchie.

Soyez-en sincèrement remerciés.

Un grand élan gaulliste s'est manifesté dans tout le pays, pour aider le général de Gaulle à y maintenir l'ordre et assurer les réformes indispensables, dans le calme et la sérénité.

Mais ne nous y trompons pas, car si la gauche, dite unie, apparaît divisée, un point commun la rassemble, c'est la volonté de détruire nos institutions.

Aussi, dimanche prochain, vous assurerez notre succès définitif. Il faut, en effet, une majorité importante, largement ouverte, homogène, apportant son soutien, pour toutes les grandes options, à un gouvernement d'union, capable de faire face à toutes les éventualités.

Pour le progrès dans l'ordre,
Pour l'indépendance,
Pour la paix,
Vous voterez dimanche 30 juin, en masse, pour la défense de la démocratie et de la République.

Vous voterez pour :

J.-Y. CHAPALAIN

Député sortant
Conseiller général
Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre avec Palme
Médaille de la Résistance
Membre de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale

Remplaçant éventuel :

J.-M. PRAT

Licencié en Droit
Diplômé d'Etudes supérieures d'économies politiques
Pharmacien exerçant depuis vingt ans au Mans

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bouloire, le Grand-Lucé, le Mans-III, Montfort-le-Rotrou, Saint-Calais.

M. Jacques CHAUMONT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

En votant, vous allez affirmer la volonté des Français et des Françaises de maintenir leurs institutions démocratiques.

Mais une fois la République raffermie dans la légitimité et la légalité, il faudra tirer les leçons de cette grande crise sociale et morale que notre pays, après tant d'autres, de la Tchécoslovaquie aux Etats-Unis, vient de traverser.

La contestation de notre forme de société a eu un côté anarchique, destructeur, révolutionnaire que l'immense majorité du pays rejette, mais elle a aussi témoigné d'un profond et irréversible désir de changement et de renouveau.

Si, après ces élections, tout devait rester comme avant, dans quelques mois ou quelques années, une nouvelle crise risquerait d'emporter les institutions et le Gouvernement, quel qu'il soit, de la France et de conduire notre pays à la guerre civile et à l'anarchie.

Je m'engage donc à soutenir le grand effort national de renouvellement de nos structures économiques, sociales et universitaires qui devra être entrepris dans l'ordre avec le concours de tous les intéressés. Cet effort comportera :

Dans les entreprises :

— l'extension des libertés syndicales
— l'extension de l'intéressement des travailleurs,
— la participation des travailleurs à la gestion de leurs entreprises
— abaissement progressif de l'âge de la retraite.

Dans l'agriculture :

Les agriculteurs devront être d'autant plus étroitement associés aux grandes mutations de notre époque qu'ils ont eu le sentiment d'être les derniers à profiter de l'accroissement du revenu national. L'augmentation du revenu des agriculteurs, plus particulièrement celui des petits agriculteurs, dans le cadre national et européen sera une de mes préoccupations essentielles.

Dans l'université :

Tranformation de notre enseignement dans le sens de l'efficacité, de la coopération entre enseignants et enseignés et reconstruction de l'Université dans le sens de l'autonomie.

Dans chaque région :

Les élus des départements et des communes devront être associés aux grandes décisions économiques et être affranchis des tutelles trop lourdes de l'Etat et de l'administration.

Les orientations générales ne doivent pas nous faire négliger les problèmes régionaux et locaux. En liaison avec les autres élus du département, j'agirai, si je suis élu, avec pour objectif le développement et l'expansion de la Sarthe.

— extension de l'Université du Mans ;
— création de classes de transition dans les communes n'ayant pas de C.E.G. ;
— implantation d'industries nouvelles, non seulement au Mans mais dans les autres petites villes de la circonscription ;
— accroissement des possibilités de formation professionnelle ;
— développement des équipements sociaux (maisons de retraite, maisons de jeunes) ;
— implantation d'industries susceptibles de valoriser la production de l'agriculture.

Les activités de mon suppléant, le docteur Jacques Renier, dans le domaine de l'aide aux vieillards et aux handicapés physiques sont garants du souci que nous portons aux problèmes qui touchent ces deux catégories de personnes.

L'heure est grave.
Si vous refusez le désordre, l'anarchie et le risque d'un régime totalitaire.
Si vous voulez des réformes vraies dans la paix et la liberté

Vous voterez

J. CHAUMONT
Secrétaire des Affaires étrangères
Né le 17 novembre 1934, au Mans
Licencié en Droit
Diplômé d'Etudes supérieures d'économie politique et de sciences économiques

Remplaçant éventuel :

Docteur Jacques RENIER
Docteur en médecine
Né au Mans le 12 novembre 1922
Marié, 4 enfants
Domicile : 246, rue de Laigné
Ancien résistant
Membre de l'O.R.A.T.A.M.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Mon suppléant, le docteur J. Renier, et moi-même remercions les 21.468 d'entre vous qui, dès le premier tour, nous ont apporté leurs suffrages et nous ont placés en tête du scrutin.

Par rapport au premier tour des élections de 1967, le nombre des voix que nous avons recueillies, a progressé de 40 %, cependant que M. Robert Manceau perdait 9 % des suffrages de 1967.

Ce résultat prouve que les électrices et les électeurs ont tiré les leçons des graves événements qui se sont déroulés dans notre pays et qu'ils n'ont pas oublié les intimi-

dations de toutes sortes et les atteintes à la liberté dont trop d'entre eux ont été victimes dans notre région.

Ce résultat prouve aussi que la deuxième circonscription de la Sarthe n'est pas définitivement condamnée à être représentée par un élu communiste.

Quelles que soient ses qualités personnelles, M. Manceau doit obéir aux ordres de son parti. Il est ainsi réduit à une opposition démagogique et systématique. Il n'a apporté aucune réalisation constructive dans une circonscription qui, laissée à l'abandon, est la plus déshéritée de la Sarthe, alors qu'elle est celle où il y a le plus à faire, tant sur le plan de la ville du Mans que des communes rurales.

Nous savons que la tâche est difficile, mais nous croyons sincèrement qu'avec les autres élus sarthois et avec votre appui, nous pourrions vous aider à résoudre un grand nombre de vos problèmes.

— Réaliser la décentralisation administrative et économique du pays.

— Reconstruire l'Université.

— Transformer les relations humaines dans l'entreprise par la participation, c'est-à-dire par l'extension des libertés syndicales, l'intéressement des travailleurs, leur association à la gestion.

— Défendre, sur le plan européen, notre agriculture, la moderniser autour de la cellule familiale et augmenter le revenu des agriculteurs.

— Mener une politique progressive d'abaissement de l'âge de la retraite.

Telles sont les grandes réformes et options que nous soutiendrons.

Le prochain Gouvernement sera jugé sur la manière dont il mènera à bien ces grandes réformes. Elles correspondent aux aspirations de l'immense majorité du pays. Il ne peut ni les différer, ni échouer dans leur réalisation. Les conséquences en seraient trop graves.

Ces réformes ne peuvent être entreprises que dans l'ordre et dans la paix intérieure, par une majorité homogène, ayant conservé le goût de la contestation et appuyant un Gouvernement de très large union.

Seule aussi, une majorité homogène peut ramener la confiance, accélérer la reprise de l'expansion économique et lutter contre les hausses de prix qui rendraient illusoires les avantages obtenus par les travailleurs, et atteindraient gravement les revenus, déjà trop modestes, des agriculteurs.

Vous voulez que ne revienne pas le temps du désordre.
Vous voulez, pour votre circonscription, une équipe efficace.
Vous voulez des réformes dans la paix et la liberté.
Vous ne vous abstiendrez pas.

Vous voterez et vous élirez

J. CHAUMONT

Secrétaire des Affaires étrangères
Né le 17 novembre 1934, au Mans
Licencié en Droit
Diplômé d'Etudes supérieures d'économie politique et de sciences économiques

Remplaçant éventuel :

Docteur Jacques RENIER

Docteur en médecine
Né au Mans le 12 novembre 1922
Marié, 4 enfants
Domicile : 246, rue de Laigné
Ancien résistant
Membre de l'O.R.A.T.A.M.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : la Chartre-sur-le-Loir, Château-du-Loir, Ecommoy, la Flèche, le Lude, Malicorne-sur-Sarthe, Mayet, Pontvallain.

M. Raymond DRONNE

(Candidat républicain de progrès pour la défense de la liberté de la République)

élu le 30 juin 1968

(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Nous venons de vivre des événements d'une extrême gravité. Le pays a été au bord de la guerre civile.

Dans de telles circonstances, notre devoir est clair : nous devons surmonter nos divisions, taire nos querelles, nous unir pour faire face au péril commun : la terrible menace du communisme totalitaire.

Dans l'immédiat.

De deux choses l'une : ou la majorité actuelle sera reconduite ; ou elle ne le sera pas.

Si la majorité actuelle est reconduite, il va s'agir d'amener le pouvoir à plus de compréhension. Ce pouvoir n'a voulu écouter personne ; il n'a tenu compte d'aucun avertissement ; il n'a pas su prendre les mesures et réaliser les réformes qui auraient évité l'explosion de colère et de désordre de mai dernier. Il faut à tout prix obtenir qu'il change de méthode, qu'il accepte le dialogue, qu'il devienne plus souple et plus humain.

Si la majorité actuelle n'est pas reconduite, il va falloir constituer une majorité nouvelle sans les communistes, avec des hommes valables de diverses tendances, sur un très large éventail, avec un programme minimum commun et un contrat de législature. Il faut à tout prix éviter d'amener à la tête de l'Etat un François Mitterrand qui s'est déconsidéré au cours de la crise en faisant appel à la rue pour tenter de se hisser à l'Elysée et qui est prisonnier des communistes.

Dans les deux hypothèses, il est essentiel d'assurer la stabilité gouvernementale. Il ne saurait être question de voter une motion de censure s'il n'y a pas au préalable entre les censeurs un accord précis et un engagement formel sur un programme de remplacement. Il faut en finir avec des habitudes parlementaires qui additionnent des oppositions qui sont capables de s'allier pour détruire et qui sont incapables de s'entendre pour construire.

Refuser le partage du pays en deux blocs.

Si nous laissons faire, la France va se diviser en deux blocs hostiles. Nous refusons ce partage, qui présente le risque mortel de déboucher sur des affrontements répétés et finalement sur la guerre civile. Nous préconisons la formation d'une troisième force du juste milieu, d'une force à la fois raisonnable et déterminée qui ne

soit ni un marais ni un tremplin pour servir des ambitions, d'une force capable d'engager le dialogue et de préparer dans le calme le passage à ce qu'on appelle l'après-gaullisme.

Une tâche difficile.

Quelle que soit la majorité de demain, elle va se trouver devant une tâche très, très difficile.

Il va falloir payer la crise qui s'achève. La note sera lourde. Nous sommes entrés dans un cycle infernal, que nous avons connu avant 1958 : hausse des prix, inflation, dévaluation. Les conflits sociaux risquent de rebondir à l'entrée de l'hiver. Cette grave crise se déroule juste au moment où nous entrons véritablement dans le Marché commun ; notre économie va se trouver défavorisée face aux concurrences étrangères.

Il va falloir opérer une révision de notre politique financière : réduire les dépenses improductives qui dépassent nos moyens et qui nous épuisent ; concentrer les efforts sur les dépenses productives d'équipement.

Il va falloir entreprendre ces réformes que tout le monde attend : réforme de l'Université, réforme de nos structures économiques, sociales, administratives.

La vraie démocratisation de l'enseignement consiste à donner à chaque enfant des chances égales quelle que soit la condition sociale de sa famille, à donner aux élèves une formation en fonction de leurs aptitudes, de leurs goûts et des besoins de la Nation. Nous pensons que les Universités doivent être dotées d'une large autonomie.

En matière économique et sociale, nous rejetons le vieux capitalisme du siècle passé et le capitalisme d'Etat du marxisme totalitaire. Nous recommandons une économie orientée d'intérêt général permettant le développement de l'initiative privée et de l'esprit d'entreprise, qui sont les moteurs du progrès. Nous ne pensons pas que la « participation » soit l'unique voie du salut. Nous préconisons une législation plus souple, donnant le choix entre plusieurs formules ; nous pourrions utilement nous inspirer de ce qui existe en Israël. Il est indispensable de relancer l'expansion et de créer des emplois convenablement rémunérés pour que les jeunes ne deviennent pas des chômeurs.

En matière de sécurité sociale, les fameuses ordonnances n'ont rien réglé, au contraire. Le problème doit être entièrement revu après une étude approfondie par une table ronde réunissant dans une libre confrontation les représentants des assurés, des syndicats, des médecins et pharmaciens, du Gouvernement. A notre sens, un principe fondamental doit être respecté : le libre choix du médecin par le malade.

Quelques problèmes.

Une circulaire électorale, forcément brève, ne permet pas d'exposer tous les problèmes dans leur ensemble.

Quatre d'entre eux méritent une attention particulière.

Primo : Il faut que cesse le massacre, qui est en train de se faire, des petites et moyennes entreprises, qu'elles soient agricoles, artisanales, commerciales, industrielles.

Un des inspirateurs de nos technocrates, le Pr Christian Perroux, écrivait en septembre 1967 qu'il convient de ... décourager et finalement éliminer tous ces petits agriculteurs, commerçants, fabricants qui sont une charge pour la Nation et le principal obstacle au progrès. Nous pensons, nous, qu'il faut faire le contraire, qu'il faut maintenir et encourager ces petites entreprises. Certes, les progrès ahurissants des techniques et l'ampleur des moyens à mettre en œuvre portent aux fusions, aux concentrations, aux gigantesques ensembles. Mais il existe des secteurs qui sont le domaine de la petite entreprise, ceux des productions industrielles individualisées et de petites séries, du commerce, de l'artisanat. L'agriculture se prête par excellence

à un mode d'exploitation familiale. On cite souvent l'exemple des Etats-Unis ; les Etats-Unis ont les plus puissantes concentrations du monde ; on oublie qu'ils ont aussi le plus grand nombre de petites et moyennes entreprises. Ces petites entreprises, si décriées, ont permis de faire vivre le pays pendant les troubles de mai. Et elles constituent la base indispensable d'un régime de liberté.

Secundo : il faut que cesse la politique antirurale.

Depuis dix ans, 1.500.000 exploitants agricoles ont disparu. Certains voudraient accélérer ce mouvement. Pourquoi ? Pour faire de ces agriculteurs des déracinés et des chômeurs en ville ? Vider les campagnes et concentrer les populations dans d'immenses centres urbains est à notre sens une mauvaise politique. Les pays évolués encouragent la petite exploitation agricole. Pour nous, il faut l'aider à se moderniser. Dans l'immédiat, les agriculteurs, dont les produits restent sensiblement aux mêmes niveaux qu'avant, risquent de faire les principaux frais de la hausse inévitable des prix. Le problème de la revalorisation des produits agricoles est posé.

Tertio : face à un système administratif ultra-centralisé, nous préconisons le renforcement des autonomies des collectivités communales, départementales et régionales.

Quarto : enfin, il est honteux de laisser nos vieux dans la misère.

L'amélioration de leur sort devra être une des tâches prioritaires du Gouvernement de demain. Nous préconisons des retraites décentes pour tous les Français.

Sur le plan de la circonscription.

Dans les conditions actuelles, la représentation et la défense des intérêts de la circonscription ont une grande importance.

Nous sommes dans une région à prédominance rurale, c'est-à-dire menacée. Le député de la circonscription aura le devoir de la défendre à Paris, auprès de l'Etat, d'arracher les mesures et les crédits pour la sauvegarder et la développer.

Si je suis élu, je me tiendrai en liaison avec les administrateurs locaux et les représentants de toutes les activités, sans aucune discrimination, pour les aider dans toute la mesure du possible.

Demain comme hier, ma porte sera ouverte à tous.

Demain comme hier, je défendrai à fond les causes justes, je m'occuperai des affaires valables qui me seront soumises.

Je suis un enfant du pays, j'y ai mon domicile, j'y administre une commune que tout le monde estime bien gérée, je représente un canton de la circonscription au Conseil général. Je connais vos problèmes. Sans me vanter, je possède une solide connaissance et une longue expérience de l'administration.

***

J'ai toujours agi honnêtement et loyalement. Contre vents et marées, je suis resté fidèle à mes convictions. Je n'ai jamais accepté de me renier, même quand j'aurais eu un intérêt personnel à le faire.

Aujourd'hui plus que jamais, je pense que notre circonscription doit être représentée par un homme qui soit indépendant d'un clan, qui sache défendre les intérêts de ses électeurs et de son pays, qui évite le double écueil d'une opposition systématique et de la servilité, qui ait le courage de discuter avec le Gouvernement. C'est pourquoi je me présente à vos suffrages.

***

La brièveté de la campagne électorale ne me permettra pas de tenir des réunions dans toutes les communes. Je vous prie à l'avance de bien vouloir m'en excuser.

***

Au premier tour, vous avez le choix entre six candidats. C'est beaucoup, c'est trop, estimeront à juste raison certains d'entre vous, qui seront tentés de ne pas aller voter au premier tour. Il faut voter au premier tour, car c'est le premier tour qui désignera le candidat qui l'emportera au second.

Vive la 3e circonscription !
Vive la liberté !
Vive la République !
Vive la France !

RAYMOND DRONNE

Docteur en Droit
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Maire d'Ecommoy — Conseiller général
Président de l'Association « Pour une démocratie moderne »
Président du Syndicat national des bouilleurs de cru
producteurs de fruits et professions connexes
Commandeur de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération
Croix de guerre — Médaillé de la Résistance
Ancien combattant et mutilé de guerre
Administrateur des Affaires d'outre-mer en retraite
Né le 8 mars 1908 à Mayet (Sarthe)
dans une famille de cultivateurs

Remplaçant éventuel :

GILBERT CHANTEPIE

Docteur en médecine à La Flèche
Né le 19 mars 1929, à Mayet (Sarthe)

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je remercie les 9.204 électrices et électeurs qui m'ont fait confiance au premier tour et qui m'ont permis d'arriver en tête des candidats nationaux. Je remercie MM. Couasnon et Rougier qui, dans le but de battre le député sortant, ont spontanément renoncé à se maintenir au second tour.

Cette fois, les résultats du premier tour le prouvent, le député sortant peut être battu si tous les électeurs et électrices qui sont à la fois pour l'ordre, la liberté, la justice et le progrès surmontent tout ce qui est susceptible de les diviser pour ne considérer que les grands principes communs qui les unissent.

Il s'agit essentiellement de battre le député sortant, qui ne peut être élu qu'avec l'appoint des voix communistes et qui de ce fait est leur prisonnier.

Il s'agit d'éliminer le député sortant, qui est un inconnu sur le plan national, qui n'est pratiquement jamais intervenu à la tribune de l'Assemblée, qui ne s'est pas préoccupé des intérêts de la circonscription.

Il s'agit d'élire un député qui a une audience nationale et internationale, qui saura défendre les intérêts du pays et ceux de la circonscription, qui fera entendre sa voix à l'Assemblée, qui fera tout ce qu'il pourra pour amener le Gouvernement au dialogue et à plus de compréhension.

Vous connaissez mes grandes options, elles n'ont pas varié.

Electrices, électeurs,

Comme dimanche dernier, venez voter en masse... votre abstention pourrait assurer la réélection du député sortant.

D'avance merci à tous.

Vive la 3ᵉ circonscription !
Vive la liberté !
Vive la République !
Vive la France !

RAYMOND DRONNE
Docteur en Droit
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Maire d'Ecommoy — Conseiller général
Président de l'Association « Pour une démocratie moderne »
Président du Syndicat national des bouilleurs de cru
producteurs de fruits et professions connexes
Commandeur de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération
Croix de guerre — Médaillé de la Résistance
Ancien combattant et mutilé de guerre
Administrateur des Affaires d'outre-mer en retraite
Né le 8 mars 1908 à Mayet (Sarthe)
dans une famille de cultivateurs

Remplaçant éventuel :

GILBERT CHANTEPIE
Docteur en médecine à La Flèche
Né le 19 mars 1929, à Mayet (Sarthe)

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Brûlon, Loué, le Mans-II, Sablé-sur-Sarthe, la Suze-sur-Sarthe.

M. Joël LE THEULE

élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Les graves événements que nous venons de connaître ont secoué profondément le pays et mis en péril nos institutions et nos libertés. Ils m'amènent à solliciter une nouvelle fois la confiance que vous m'avez toujours accordée depuis 1958.

La crise, dont nul n'avait prévu l'ampleur, a connu les aspects les plus divers. Hors de toutes voies légales, le régime a été remis en cause par une minorité.

Dès que, sur le plan politique, elle sera dénouée par la réponse du suffrage universel, il conviendra de tenir compte du désir de changement et de transformation de la société, ce qui imposera de travailler, dans l'ordre et la stabilité, à un important mouvement de réformes :

— Instauration dans le domaine politique, économique et social d'un véritable dialogue à tous les niveaux, qui puisse assurer plus de démocratie et de liberté,

— Participation des travailleurs à la vie de leur entreprise,

— Accentuation du rôle de la région et plus grande autonomie des collectivités locales, par l'affranchissement des tutelles trop lourdes de l'Etat,

— Association des élus du département et des communes aux grandes décisions économiques,

— Poursuite de la construction économique de l'Europe, qui seule, peut permettre une politique résolue d'expansion et le développement des revenus des agriculteurs et de tous les travailleurs, qu'ils soient ouvriers, employés, artisans ou commerçants,

— Transformation de notre enseignement dans le sens de l'efficacité et également de la participation par des programmes mieux adaptés et par une autonomie plus grande.

Ces orientations générales ne doivent pas nous faire négliger les problèmes régionaux :

— Assurer le meilleures conditions d'emploi, plus particulièrement pour les jeunes, par la création d'industries et par une véritable politique d'aménagement du territoire,

— Faire disparaître les inégalités choquantes dans le domaine des revenus, des retraites ou des impositions par de profondes réformes, dont certaines ont déjà été prises, telles que les accords de Grenelle du 27 mai.

Ces accords vont permettre une amélioration importante de la condition des travailleurs, par l'augmentation des revenus salariaux et l'extension des libertés syndicales. Leur portée est immense. Ils seront, selon les catégories et les secteurs économiques, complétés, mais l'on ne doit pas compromettre l'équilibre financier et l'économie du pays, ce qui irait à l'encontre de l'intérêt de chacun.

Toutes ces réformes sont et devront encore plus être inspirées par le double souci du progrès et de la justice sociale. Elles poursuivront l'œuvre qui a été entreprise depuis dix ans.

Contre les communistes et leurs alliés de rencontre, qui ne sont capables que de vouloir renverser le Gouvernement, mais n'ont pu présenter, malgré leur promesse, ni un programme commun de Gouvernement, ni une candidature unique dans cette circonscription, je souhaite être le député qui se consacrera à la fois à sa région et à la réalisation des réformes évoquées, dans le respect des institutions républicaines, l'ordre et la liberté.

Dans les mois qui ont précédé, mon action a été double. Sur le plan parlementaire, comme Président de la Commission de la défense nationale, j'ai tout fait pour favoriser le développement de l'information dans un domaine difficile. J'ai présenté deux propositions de lois qui ont été acceptées par l'Assemblée Nationale :

— L'une ramènera, dans des délais rapides, la durée du service militaire à douze mois,

— L'autre permet à tous les jeunes qui le souhaiteront, d'effectuer leur service militaire dès 18 ans, et s'ils veulent s'engager, de le faire à partir de 17 ans.

Sur le plan départemental, j'ai travaillé avec les municipalités qui me l'ont demandé, ce qui a permis à Loué, par exemple, et qui permettra à La Suze, prochainement, ainsi qu'au Mans et à Allonnes, d'obtenir, dans le domaine scolaire, des résultats appréciables.

Malgré mes fonctions ministérielles, je resterai comme par le passé, à l'entière disposition des électeurs de la Sarthe et des municipalités de la 4e circonscription. Comme auparavant, je résiderai dans notre département le plus souvent possible. Je pourrai donc répondre de façon permanente aux demandes de chacun, appuyer et soutenir toutes les initiatives, effectuer des démarches qui auront pour objectif le développement, l'expansion, le progrès de la Sarthe, et particulièrement de son chef-lieu Le Mans :

— L'extension de l'université mancelle.

— La création de classes de transition dans les communes n'ayant pas de C.E.G.

— L'implantation d'industries nouvelles, non seulement au Mans, mais dans les autres petites villes de la circonscription.

— L'accroissement des possibilités de formation professionnelle.

— Le développement de certains équipements sociaux (maisons de retraite, maisons de jeunes).

— La construction de logements au Mans et dans les petits centres.

— L'installation d'industries susceptibles de valoriser la production de l'agriculture, telles seront les lignes directrices de mon action.

Il importe que tant auprès des organes nationaux que régionaux, il soit reconnu un rôle essentiel à la Sarthe dans l'aménagement du territoire.

Je m'engage à poursuivre cette politique, ainsi que celle qui est menée depuis dix ans, pour la paix, l'indépendance et le progrès de notre pays.

En 1958, j'avais choisi comme suppléant le docteur Jacques Régnier, chirurgien au Mans, dont la compétence et l'autorité sont reconnues par tous. Pour des raisons professionnelles, il doit renoncer à cette charge et, en plein accord avec lui, j'ai demandé au docteur René Pailler, oto-rhino-laryngologiste manceau, de me suppléer éventuellement. Son dynamisme, sa participation à différentes activités sociales et culturelles sont appréciés de tous.

Je vous demande de m'accorder, ainsi qu'à lui-même, votre confiance pour que, dans un climat de paix et de liberté, nous puissions travailler au progrès et à la transformation de la France.

JOËL LE THEULE

Professeur agrégé
Conseiller général de la Sarthe
Maire de Sablé-sur-Sarthe
Député sortant
Ministre des D.O.M.-T.O.M.

Remplaçant éventuel :

RENÉ PAILLER

Docteur en médecine

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bonnétable, la Ferté-Bernard, la Fresnaye-sur-Chédouet, Fresnay-sur-Sarthe, Mamers, Marolles-les-Braults, Montmirail, Saint-Paterne, Tuffé, Vibraye.

M. Michel d'AILLIÈRES

(Candidat Républicain indépendant)

élu le 23 juin 1968

(R.I.)

Mes chers amis,

La France vient de vivre des heures graves. Nos institutions et nos libertés ont été menacées et le péril n'est pas encore écarté.

En dehors de l'action violente d'éléments extrémistes, certaines réactions et certaines revendications compréhensibles expliquent l'ampleur de cette crise.

Il est certain qu'après ces événements, des changements doivent intervenir, même s'il doit en coûter à certains :

— en instaurant, dans le domaine politique, économique et social, un dialogue qu'avec mes amis Républicains indépendants je ne cesse de réclamer, car, lorsqu'on réduit le rôle de discussion du Parlement et des Organismes représentatifs, le seul recours du peuple risque d'être la violence.
— en donnant une place plus importante à la régionalisation et à l'autonomie des collectivités locales.
— en faisant participer les travailleurs et employés à la vie de leurs entreprises.
— en assurant l'emploi des Français par une expansion régionale et une réduction progressive de l'âge de la retraite.
— en faisant disparaître des inégalités certaines (salaires, retraites).
— en établissant une fiscalité plus juste pour tous : salariés, agriculteurs, commerçants et artisans...
— en assurant aux agriculteurs un revenu convenable dans le cadre de l'Europe.
— en réformant l'Université, les méthodes d'enseignement, les programmes.

Mais il ne s'agit pas de tout détruire ni de remplacer tout ce qui existe.

Quoi qu'en disent certains, depuis plusieurs années, des progrès importants ont été accomplis :

— pour l'amélioration du pouvoir d'achat des Français,
— pour l'équipement et l'expansion du pays,
— pour la mise en place de l'Europe économique, qui vient d'aboutir à un heureux accord pour l'agriculture.

Des réformes ont été mises en chantier :

— Mutation des structures agricoles et économiques,
— Réforme des collectivités locales,
— Intéressement des travailleurs,
— Réforme de l'Enseignement,
— Réforme fiscale.

L'heure n'est plus aux discussions entre les partis politiques, ni de savoir si l'on est pour ou contre le Président de la République, élu du peuple et garant de nos institutions.

Pour réaliser cette politique de progrès et de justice sociale ne nous laissons pas entraîner par la démagogie...

Des revendications excessives entraîneraient la ruine de beaucoup d'entreprises, incapables de soutenir la concurrence internationale et augmenteraient encore le chômage.

Elles accroîtraient les charges des agriculteurs.

Vous devez choisir :

Entre ceux qui veulent gouverner avec les communistes dont ils seraient les prisonniers et faire une politique :

— qui remet tout entre les mains de l'Etat et supprime l'initiative individuelle,
— qui n'a jamais donné de bons résultats dans les pays socialistes qui l'ont appliquée,
— qui ne serait qu'une étape vers une démocratie populaire totalitaire et la suppression de nos libertés.

Qu'est devenue, depuis plusieurs semaines, la liberté du travail ?

Et ceux qui sont d'accord pour faire les réformes nécessaires et instaurer un véritable dialogue à tous les niveaux, dans une large union avec toutes les tendances nationales, dans l'ordre, le respect de nos institutions républicaines et la liberté.

— Je respecte les idées de ceux qui s'opposent aujourd'hui à moi, ce qui est normal en démocratie.

— Mais pour sortir de la crise grave que traverse la France et préparer l'avenir de notre région, je vous demande de me renouveler massivement la confiance que vous m'avez accordée en mars 1967.

MICHEL D'AILLIÈRES

Maire d'Aillières-Beauvoir
Conseiller général de La Fresnaye-sur-Chédouet
Député sortant

Candidat Républicain indépendant

Remplaçant éventuel :

Docteur ANDRÉ LEGUAY

Conseiller municipal
Conseiller général de Vibraye

SAVOIE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aix-les-Bains, Albens, Chambéry-Nord, le Châtelard, les Echelles, la Motte-Servolex, le Pont-de-Beauvoisin, Ruffieux, Saint-Genix-sur-Guiers, Saint-Pierre-d'Albigny, Yenne.

M. Jean DELACHENAL

(Candidat Républicain indépendant d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Electrices, électeurs,

Le 30 mai 1968, le Président de la République prenait la décision de dissoudre l'Assemblée Nationale. La grève qui s'installait dans l'ensemble du pays et les manifestations hostiles au Chef de l'Etat semblaient indiquer que la France allait sombrer dans l'anarchie et qu'elle n'accordait plus sa confiance à ses dirigeants.

C'est pour laisser aux Français le soin de s'exprimer librement que ces élections ont été décidées.

Le choix sera clair.

Il ne porte pas sur des problèmes locaux que nous avons examinés l'année dernière à l'occasion de la campagne électorale, mais sur une option politique.

D'un côté les communistes et leur alliée, la Fédération, dont la victoire instituerait en France un régime totalitaire où la liberté ne serait plus qu'un vain mot — de l'autre ceux qui, dans la République, c'est-à-dire dans le respect des opinions de chacun, dans l'ordre, c'est-à-dire dans la légalité, veulent les réformes nécessaires souhaitées par les forces vives de la Nation.

Ces réformes, la nouvelle Assemblée Nationale devra les entreprendre.

— Réformes dans l'entreprise, pour l'adapter au monde économique moderne et lui permettre d'assurer la stabilité de l'emploi aux salariés inquiets de leur avenir.

— Réformes de l'Université par une large autonomie des facultés en collaboration avec les étudiants et les professeurs.

— Adaptation du commerce au Marché commun.

— Soutien des prix agricoles pour assurer la parité de l'agriculture avec les autres activités nationales.

— Réformes de l'administration technocratique et bureaucratique pour en faire une collaboratrice dynamique et efficace des élus.

— Etablissement du dialogue entre le Parlement et le Gouvernement afin que chacun apporte réellement sa part à l'édifice commun.

Ces réformes, nous les avons réclamées depuis longtemps. Certaines sont, à notre demande, déjà sur le chantier.

Le coup d'accélérateur donné par les étudiants, relayés par l'ensemble des travailleurs doit en permettre une réalisation rapide.

Pour cela il faut maintenir la République et la liberté.

Ce n'est pas sous le drapeau noir de *Cohn Bendit* que les réformes pourront être réalisées.

Ce n'est pas davantage avec le Parti communiste et la dictature du prolétariat. C'est avec les démocrates, sincères, et dans le dialogue, que l'évolution d'une France moderne pourra être entreprise.

On ne change pas de capitaine au milieu de la tempête.

Le devoir de tous, au contraire, est d'aider le Chef de l'Etat à surmonter l'épreuve pour éviter le naufrage.

Votez

JEAN DELACHENAL

Croix de guerre 1939-1945
Avocat à la Cour d'appel
Maire de Saint-Pierre-d'Albigny
Vice-président du Conseil général de la Savoie
Vice-président de la Commission des lois à l'Assemblée Nationale
Député sortant

Remplaçant éventuel :

PAUL de LAVAREILLE

Croix de guerre 1939-1945
Président de la Commission des finances du Conseil général

Candidats Républicains indépendants d'Union pour la défense de la République

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aime, Albertville, Beaufort, Bourg-Saint-Maurice, Bozel, Grésy-sur-Isère, Moûtiers, Ugine.

M. Joseph FONTANET

(Candidat d'Union des républicains)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Chers compatriotes,

1° Des minorités agissantes et oppressives ont tenté de profiter des difficultés réelles de certaines catégories de la population pour soumettre le pays à leur dictature. Elles n'ont pas encore désarmé, continuant à porter atteinte aux libertés du travail, et à provoquer des troubles sanglants. Il doit être mis fin à ces tentatives de subversion.

Les élections offrent une voie démocratique pour dénouer la crise et pour permettre à tous les citoyens de dire l'avenir qu'ils veulent. Je défends et je défendrai les libertés républicaines aux côtés des autorités constitutionnelles. C'est par la loi, et non par la violence dans la rue que doivent s'accomplir les réformes. Mais celles-ci sont nécessaires, car il n'y a d'ordre véritable que dans la paix, réalisée par la justice.

2° Il faut rétablir la confiance, en renouant le dialogue.

Ce qui s'est passé confirme ce que je vous avait dit lors de la précédente campagne électorale : le Gouvernement a trop cru détenir seul la vérité, il a trop voulu tout trancher par lui-même ; il n'a pas assez prêté l'oreille aux avertissements des élus et des organisations syndicales et professionnelles ; les revendications, ne pouvant s'exprimer par la voie normale, ont fait monter la pression sous le couvercle boulonné, jusqu'à ce que la chaudière explose. Après avoir tout refusé, le Gouvernement a, d'un seul coup, beaucoup cédé dans l'improvisation. Ce ne sont pas de bonnes méthodes.

Le Gouvernement devra renoncer dans l'avenir à gouverner à coups de pleins pouvoirs ; il devra laisser au Parlement le rôle prévu par la Constitution, et mieux associer les organisations professionnelles, syndicales, sociales à l'élaboration des mesures qui les concernent.

3° Il faut empêcher l'affrontement des deux blocs actuels qui risque de déchirer le pays.

Certes, il est normal qu'il y ait une majorité et une opposition. Mais leur compétition doit être celle de deux équipes du même club ; non pas celle de deux armées ennemies, se livrant une guerre d'extermination. Il faut pour cela former dans la future Assemblée, une large majorité nationale, dont le Centre pourrait être l'aile marchante. Le Centre est bien placé pour apporter à une telle majorité l'expression des aspirations de toutes les catégories de la population : petites entreprises, professions libérales, agriculteurs, ouvriers, jeunes.

On ne peut pas gouverner la France dans les circonstances actuelles, en s'appuyant sur un seul parti, ou seulement sur les suffrages de 40 ou 45 % des Français.

Electeurs, électrices, en nous apportant massivement vos voix, contribuez à la formation de cette majorité de réconciliation et de reconstruction du pays.

Mon programme.

Pour la France :

Apporter une assistance aux petites et moyennes entreprises, artisans, commerçants, classes moyennes, dont les charges sont accrues ; aux centres de tourisme et de thermalisme victimes des circonstances.

Assurer le plein emploi qui est menacé ; empêcher que la hausse des prix ne reprenne entièrement les améliorations sociales acquises. Réviser les ordonnances sur la sécurité sociale.

Rattraper le retard français en matière de : logements, spécialement logements sociaux, écoles, hôpitaux, téléphones, routes.

Associer les grandes forces économiques, syndicales et sociales à une politique nationale de progrès. Lutter contre le chômage par une politique active. Favoriser la retraite anticipée dans les métiers dangereux et pénibles.

Réformer l'Université. Démocratiser l'accès à l'enseignement ; préparer les jeunes à l'évolution des métiers.

Améliorer le sort des catégories professionnelles et sociales dont la situation s'est dégradée ces dernières années : agriculteurs, fonctionnaires et retraités, fa-

milles, petits salariés, petits contribuables ; ou qui sont défavorisés par leur état : personnes âgées, malades, handicapés, veuves.

Appliquer le plan quadriennal en faveur des anciens combattants.

Orienter le fonctionnement du régime dans un sens plus libéral. Obtenir l'objectivité de l'information à l'O.R.T.F., garantir aux collectivités locales la liberté et les moyens de remplir leurs tâches ; mettre un terme aux déchirements du passé par une amnistie franche et complète.

Construire une paix durable, dont l'Europe, en achevant son unité, pourra être l'un des principaux piliers.

Pour la Savoie :

Créer des activités et des emplois supplémentaires. Favoriser les implantations industrielles nouvelles, notamment grâce au développement de la Savoie, par des autoroutes en direction des grandes capitales économiques voisines ; et par l'aménagement de zones industrielles.

Développer nos remarquables ressources touristiques, d'hiver ; d'été ; thermales ; Parc national ; obtenir une compensation réelle à la suppression de la taxe locale et des crédits de subvention comme pour l'aménagement du Languedoc-Roussillon (bénéficiaire de 35 milliards d'anciens francs, pour le Ve Plan), ce qui permettrait en particulier, d'améliorer l'indemnisation des agriculteurs propriétaires de terrains ; encourager le développement et la modernisation de l'hôtellerie.

Développer l'orientation professionnelle et les possibilités de formation adaptées aux activités nouvelles créées en Savoie.

Soutenir l'agriculture de montagne, en lui faisant sa place dans des plans d'aménagements complets ; en aidant l'amélioration des structures des exploitations et leur équipement, la vulgarisation, les actions en vue de la qualité ; en organisant la commercialisation des produits du pays, en facilitant l'attribution de l'indemnité viagère de départ. Lutter contre la crise de la forêt et des industries du bois.

Améliorer l'équipement collectif de nos centres urbains et de nos villages, importants, en particulier, pour soulager la tâche des mères de familles et ménagères : voirie, eau, transports ; aide-ménagère, centres sociaux, cantines, ramassage scolaire, maison de retraite ; maisons de jeunes, stades, piscines.

Et maintenant réfléchissez !

Depuis le retour au scrutin d'arrondissement, les élections dans la circonscription d'Albertville-Tarentaise ont toujours opposé deux concurrents principaux : J. Fontanet et M. Rochaix (communiste).

C'était encore le cas, l'an dernier, où M. de Poret, candidat U.N.R. (Ve République) est arrivé loin derrière J. Fontanet au premier tour.

La leçon des chiffres est claire. Si vous voulez assurer le succès de J. Fontanet sur son concurrent principal, M. Rochaix, ne dispersez pas vos voix sur des candidats qui n'ont aucune chance.

Votez dès le premier tour pour

JOSEPH FONTANET

47 ans — 5 enfants
Diplômé des Hautes études commerciales (H.E.C.) — Docteur en Droit
Engagé volontaire dans les Forces françaises libres
Combattant de l'Armée de Lattre (Rhin et Danube)
Décoré à deux reprises sur le champ de bataille
Conseiller général de Moutiers et député de la Savoie
Maire de Saint-Martin-de-Belleville
Ancien Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques
Ancien Ministre de la Santé publique
Président du Conseil général de la Savoie

Remplaçant éventuel :

GEORGES PEIZERAT

57 ans — 2 enfants
Ancien combattant, prisonnier et résistant
Ingénieur — Maire de Grand-Cœur

2e CIRCULAIRE

Chers compatriotes,

Dès le premier tour, 9.604 d'entre vous ont approuvé mon programme et mes positions, me plaçant, une nouvelle fois, en tête de tous les candidats, avec un pourcentage et un nombre accrus de suffrages, par rapport à l'an dernier. Je les en remercie de tout cœur.

Au second tour, c'est vers l'avenir qu'il faut désormais nous tourner. Comme je l'ai dit tout au cours de la campagne électorale, les tâches qui attendent le Gouvernement de demain exigent un large rassemblement et une participation accrue du plus grande nombre des Français. Telle est la signification que j'entends donner, avec votre concours, à ma candidature d'Union des républicains.

Nous rejetons les solutions communistes, parce qu'elles porteraient atteinte aux libertés essentielles auxquelles nous tenons. Il est déplorable que le maintien sans espoir de l'abbé Borrel, arrivé dimanche dernier en quatrième position, fasse le jeu du candidat du P.C., M. Rochaix.

Mais en m'apportant massivement vos suffrages, le 30 juin, vous déjouerez cette manœuvre.

Tous unis, vous m'aiderez à faire triompher :

— La défense des libertés et des institutions républicaines ;
— Les réformes et la justice sociale ;
— Le développement de la Savoie ;
— La paix entre les citoyens et dans le monde ;

Vive la Savoie ! Vive la France !

Les résultats du premier tour :

Fontanet, député sortant	9.604 voix
Rochaix, communiste	8.544 voix
Coudurier, U.D.R. (retiré)	7.799 voix
Gheno, P.S.U. (retiré)	2.396 voix
Borrel	4.818 voix

JOSEPH FONTANET

Député sortant du groupe parlementaire « Progrès et démocratie moderne »

Candidat d'Union des républicains

Remplaçant éventuel :

GEORGES PEIZERAT

Maire de Grand-Cœur

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aiguebelle, Chambéry-Sud, la Chambre, Chamoux-sur-Gelon, Lanslebourg-Mont-Cenis, Modane, Montmélian, la Rochette, Saint-Jean-de-Maurienne, Saint-Michel-de-Maurienne.

M. Pierre DUMAS

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Mes chers compatriotes,

Entre nous, point n'est besoin de présentation ou de promesses. Nous nous connaissons. Vous savez ce qu'est mon action, dont j'ai d'ailleurs rendu compte, de façon détaillée, lors des élections de l'année dernière.

Aujourd'hui, ce qui retient notre attention c'est la gravité des événements que nous venons de vivre, l'importance et l'urgence des problèmes qu'ils ont mis en lumière.

Par delà la revendication sociale, légitime lorsqu'elle est respectueuse de la liberté de chacun et lorsqu'elle trouve son terme dans des accords démocratiquement ratifiés, certains groupes révolutionnaires ont voulu remettre en cause la République et toutes les valeurs qui font la dignité de l'homme. Sous le signe du drapeau noir et du drapeau rouge, notre pays a failli basculer dans l'anarchie ou la dictature, et la menace n'est que suspendue.

Les Français de tous horizons ont approuvé les élections, décidées par le général de Gaulle, comme la seule issue démocratique et pacifique.

Encore faut-il qu'ils sachent rester unis lors du scrutin, car le sort du pays dépendra de la clarté et de la force des résultats.

L'union est nécessaire pour sauver la République, c'est-à-dire nos libertés et la paix, comme pour préparer l'avenir.

Avec gravité et confiance, je fais appel à l'immense majorité de celles et de ceux qui veulent à la fois l'ordre et le progrès.

Pierre DUMAS.

Ce que vous voulez et que nous rappelons ci-dessous.

Pierre Dumas a démontré qu'il était capable de le réaliser.

Bien avant les événements qui viennent de secouer le pays, il s'était résolument engagé dans la bonne voie.

1° *Défense des institutions.*

Instauration d'une démocratie moderne appuyée par une majorité stable et soucieuse d'efficacité pour la défense des libertés, de la paix extérieure et intérieure et de la solidité de la monnaie — sans laquelle les avantages sociaux ne seraient qu'un leurre.

— La fidélité de notre élu à ces principes n'est plus à démontrer.

2° *Progrès social.*

Par l'élévation régulière du niveau de vie, une aide accrue aux familles, aux personnes âgées ou handicapées, la réduction progressive de la durée du travail et de l'âge de la retraite et la défense du droit à la santé.

Au Gouvernement, pendant les trois années où il a été responsable de la promotion sociale, Pierre Dumas a doublé les crédits et le nombre des bénéficiaires et a étendu cette action aux jeunes du contingent, comme à l'agriculture. Il a créé et développé l'aide de l'Etat au tourisme social auquel il a été le premier ministre à s'intéresser. En Savoie, on lui doit, entre autres, la Maison de la promotion sociale, l'agrandissement de la Maison des syndicats, la construction en cours à Bissy d'un centre de F.P.A. et des réalisations sociales chambériennes (aide aux personnes âgées, crèches à domicile, etc.) citées en modèle.

3° *Ouverture et dialogue.*

L'homme n'est pas une machine à produire. Les administrés, les travailleurs veulent dialoguer avec ceux qui prennent les décisions. Chacun doit pouvoir participer à la vie du pays et non pas la subir. Les résultats de l'expansion doivent être partagés entre tous. Cela suppose de grandes réformes sociales et administratives. Pour les mettre en œuvre, il est souhaitable que la majorité parlementaire s'élargisse à tous ceux qui sont attachés aux mêmes principes et aux mêmes aspirations.

Réservant le meilleur accueil à tous, s'intéressant aux problèmes de chacun, ne négligeant aucune occasion de les examiner sur place avec les responsables, Pierre Dumas est l'un des hommes de contact nécessaire à la vie sociale de demain. Sur le plan politique, lorsqu'il était chargé des relations entre Gouvernement et Parlement, sa largeur d'idées lui a valu les compliments de tous y compris les membres de l'opposition.

4° *Soutien des activités économiques,* industrielles, commerciales, artisanales ou agricoles, aide aux petites et moyennes entreprises sur lesquelles les mesures sociales et la concurrence étrangère pèsent plus lourdement.

Par son aide à maintes affaires locales et sa collaboration avec toutes les organisations professionnelles, Pierre Dumas a fait ses preuves. Ministre du Tourisme, il a obtenu pour les activités hôtelières d'importants prêts de modernisation et le plus bas taux de la T.V.A. (6 %), afin de les aider à atteindre la compétitivité.

5° *Education et jeunesse.*

La mission de l'Education nationale est d'assurer l'avenir de ceux qui lui sont confiés. La réforme de l'Université devra permettre aux jeunes de s'initier aux responsabilités et les conduire vers des emplois assurés. La multiplication des bâtiments scolaires, des postes et des bifurcations possibles devra donner à chacun sa chance.

L'action de Pierre Dumas et ses premiers résultats (C.E.S. de Modane, C.E.T. de Saint-Michel, internat de Saint-Jean, C.E.G. de Saint-Etienne-de-Cuines, lycée technique et enseignement supérieur à Chambéry, etc.) et le concours qu'il a personnellement accordé à de nombreux clubs ou foyers de jeunes, montrent combien il s'intéresse à ce problème.

Action savoyarde.

Personne n'en imagine une autre que celle menée par Pierre Dumas :

1° *Défense et création des emplois.*

— Action pour le maintien ou la reconversion sur place des usines (notamment en Maurienne).

— Création ou projets de zones industrielles à Chambéry, au confluent Arc - Isère ou en Maurienne.

— Grandes liaisons routières pour conserver ou attirer chez nous les activités de demain en particulier, percée des tunnels du Fréjus et de l'Epine, si bien préparée par Pierre Dumas que le Président de la République l'a officiellement annoncée, le 24 mars dernier, dans son discours à la Foire de Lyon.

2° *Développement du tourisme* et de toutes les activités qu'il entraîne.

— Création ou équipement de stations, la Maurienne n'étant plus oubliée — crédits aux routes d'accès.

— Tourisme familial ou de jeunes, possible dans toutes les communes rurales.

— Initiatives pour que cet essor se fasse au profit des habitants.

3° *Aide à l'agriculture.*

— Pour la vigne, obtention de droits de replantation, de la prolongation de leur validité et de mesures compensatrices de la gelée.

— Défense de nos produits laitiers dans le Marché commun, notamment, par l'obtention d'une augmentation de la restitution pour faciliter l'exportation de l'Emmenthal qualité B et par l'amélioration de la consolidation au G.A.T.T.

— Soutien des cours du beurre et stockage.

— Préparation d'aides spécifiques à l'agriculture montagnarde et nomination d'un commissaire à la rénovation rurale pour nos régions de montagne.

— Démarches pour l'adaptation de l'I.V.D. aux conditions de la Savoie, etc.

4° *Equipement des communes.*

Qu'il s'agisse de routes, d'écoles, d'adductions d'eau, de logements H.L.M., de bâtiments publics, il n'est pas une commune qui n'ait eu déjà l'occasion d'apprécier les interventions de notre élu.

Demain, comme hier, le mieux placé, le plus actif à votre service sera

PIERRE DUMAS

Ancien ministre
Maire de Chambéry
Conseiller général
Président de la Société d'économie mixte du tunnel routier du Fréjus

Remplaçant éventuel :

LÉOPOLD DURBET

Maire d'Hermillon
39 ans
Comptable à l'Aluminium français
Marié — Père de 3 enfants

Exemple de Promotion sociale, il a fait ainsi la preuve de son courage et de ses grandes qualités d'adaptation.

Ce choix du Maire d'une petite commune et d'un salarié modeste, montre la volonté de Pierre Dumas d'élargir le dialogue, de penser d'abord aux moins bien servis.

Attention !

Ne tombez pas dans le piège. Votez et regroupez vos suffrages dès le premier tour. Dans les circonstances actuelles, la dispersion serait le trouble et favoriserait de dangereuses combinaisons au deuxième tour.

SAVOIE (HAUTE-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Alby-sur-Chéran, Annecy-Nord, Annecy-Sud, Cruseilles, Faverges, Frangy, Rumilly, Saint-Julien-en-Genevois, Seyssel, Thônes, Thorens-Glières.

M. Jean BROCARD

(Candidat d'Union pour la défense de la République, Républicain indépendant)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1re CIRCULAIRE

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à l'anarchie d'abord, à la dictature ensuite.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir de paix civile.

Le Chef de l'Etat, prend maintenant, devant les Français, la responsabilité de franchir une nouvelle étape, hors des tumultes bruyants et scandaleux et dans la légalité républicaine.

C'est d'abord un nouveau contrat avec les travailleurs qui est proposé par le Président de la République, dans le but d'édifier un nouvel ordre social aussi éloigné du communisme totalitaire que du capitalisme égoïste. La participation à laquelle il s'est engagé aura pour résultat d'associer les travailleurs et les cadres à la gestion de l'entreprise. Ainsi la France sera-t-elle encore une fois à l'avant-garde des progrès sociaux.

Il est juste que notre vieille Université réponde enfin aux aspirations de notre jeunesse et garantisse son avenir en s'adaptant aux nouvelles conditions économiques de notre temps.

De leur côté, les paysans, les artisans, les commerçants, avec l'appui de l'Etat, doivent eux-mêmes participer aux mutations profondes qui s'opèrent au sein de notre Société moderne, dans la perspective d'une Europe unie.

Après les excès d'une subversion qui aurait conduit notre pays à l'anarchie, c'est un immense espoir qui se lève sur la France. Pour la réalisation de cet espoir,

votre affirmation enthousiaste est nécessaire. Votre choix n'a jamais été aussi simple, aussi peu équivoque.

D'un côté, le totalitarisme communiste, destructeur de liberté, de l'autre une République rénovée dans le maintien de nos libertés traditionnelles.

En votant Union pour la défense de la République, groupement largement ouvert, vos suffrages seront constructifs face aux partis de la critique systématique et de la négation.

On ne peut plus maintenant se déclarer défenseur de la République après lui avoir tiré dans le dos. Nul n'ignore en effet, que Me Bosson et la grande majorité de son groupe ont voté aux côtés des communistes et de M. Mitterrand les motions de censure dont la dernière en date, le 21 mai 1968, avait pour but la chute du régime menant ainsi à toutes les aventures. Maintenant que l'ordre a été rétabli, Me Bosson a beau jeu de dire que « Devant un pays au bord du naufrage, le Président de la République fut alors ce qu'il devait être et que nul n'a le droit de contester la légitimité des Institutions de la Ve République et son Président élu par le peuple ». Mais que voulait-il donc en faisant le jeu des partis de la négation ?

Dans le même sens, comment expliquer le fait que la Fédération de M. Mitterrand ne présente pas de candidat contre lui, si ce n'est qu'elle ne veut pas le combattre. Serait-ce qu'elle considère Me Bosson comme son allié ?

Electrices, électeurs, il est temps de mettre fin aux combinaisons électorales, aux alliances d'opportunité, aux mariages équivoques et sans lendemain. Le choix est clair. C'est un devoir que de suivre le Président de la République dans la voie qu'il vous a tracée en votant pour le candidat de l'Union pour la défense de la République, Républicain indépendant Ve République

Jean BROCARD

et son remplaçant éventuel :

Joseph GAUDIN

Comme aux élections de 1967 les deux parlementaires Me Pianta, député-maire de Thonon-les-Bains et M. Arthur Lavy, sénateur, président du Conseil général, auxquels s'est joint M. Herzog, député-maire de Chamonix, apportent leur soutien au candidat et à son suppléant.

Jean BROCARD
Officier de la Légion d'honneur
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Docteur en Droit
Contrôleur de l'administration de l'Aéronautique

Remplaçant éventuel :

Joseph GAUDIN
Agriculteur
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille militaire
Croix de guerre
Officier du Mérite agricole
Adjoint au Maire d'Annecy-le-Vieux

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de la première circonscription Annecy-Saint-Julien-en-Genevois,

La situation est claire...

— 28.074 électeurs, soit plus de 43 % des votants ont répondu oui à Jean Brocard et à son suppléant Joseph Gaudin.

Le candidat Républicain indépendant « Union pour la défense de la République » arrive nettement en tête avec près de 7.000 voix d'avance sur son adversaire le plus proche, le maire d'Annecy, Charles Bosson, Centre démocrate, battu dans sa propre ville.

La vérité a parlé au premier tour à Annecy comme dans le reste de la France.

28.074 électeurs ont voté Jean Brocard avec une calme raison et non sous l'effet de la peur.

28.074 électeurs ont répondu à l'appel lancé par le général de Gaulle encore une fois sauveur de la Patrie.

28.074 électeurs ont approuvé l'action de Giscard d'Estaing partisan du mouvement dans l'ordre et de la critique constructive au sein de la majorité et sans la paralyser.

28.074 électeurs ont dit oui au dialogue, à l'efficacité, aux réformes et à la participation.

Hier, Me Bosson se croyait debout entre deux blocs.

Aujourd'hui, il se retrouve très mal assis entre deux chaises !

Dimanche prochain, des milliers d'ouvriers, d'agriculteurs, d'artisans, de commerçants, de travailleurs indépendants, de fonctionnaires, de cadres, de jeunes étudiants enthousiastes, de mères de famille... voteront

JEAN BROCARD

Vos suffrages du premier tour ont tracé la route.

Grâce aux votes du deuxième tour, le but sera atteint.

Comme aux élections de 1967, les deux parlementaires Me Pianta, député-maire de Thonon-les-Bains et M. Arthur Lavy, sénateur, président du Conseil général, auxquels s'est joint M. Herzog, député-maire de Chamonix, apportent leur soutien au candidat et à son suppléant.

JEAN BROCARD

Officier de la Légion d'honneur
Diplômé de l'Ecole des sciences politiques
Docteur en Droit
Contrôleur de l'administration de l'Aéronautique

Remplaçant éventuel :

JOSEPH GAUDIN

Agriculteur
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille militaire
Croix de guerre
Officier du Mérite agricole
Adjoint au Maire d'Annecy-le-Vieux

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Abondance, le Biot, Boëge, Douvaine, Evian-les-Bains, Saint-Jeoire, Samoëns, Taninges, Thonon-les-Bains.

M. Georges PIANTA

(Candidat d'Union pour la défense de la République, Républicain indépendant)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Electrices et électeurs du Chablais et de la Vallée du Giffre,

Après la tempête qui vient de secouer la Nation, le peuple français est conscient de l'importance historique du vote libre et secret qu'il exprimera le 23 juin.

Dans les circonstances que nous vivons, il faut savoir garder raison, mais il importe cependant de rappeler quelques vérités — trop souvent oubliées — et de tirer les conséquences des événements que nous venons de vivre.

Est-il besoin de préciser qu'il y a à peine dix ans, en mai et juin 1958, l'Etat, victime d'institutions non adaptées à l'époque moderne, était en pleine déliquescence ; les crises ministérielles succédaient aux crises ministérielles et la France offrait au monde le spectacle d'une nation à la dérive, l'inflation était devenue galopante, les caisses étaient vides, les pays amis refusaient de nous consentir le moindre prêt tant notre dette publique était écrasante ; le déficit de notre balance commerciale atteignait deux milliards d'anciens francs par jour...

Alors, pour tenter de sauver ce qui pouvait être sauvé, les hommes politiques responsables des destinées de la Nation appelèrent d'une seule voix le Général de Gaulle.

Et le sursaut national se produisit ; les finances publiques furent rétablies, nos dettes furent remboursées ; le franc devenu une monnaie saine fut assimilé à la livre et au dollar auxquels il porta naguère secours (le franc français n'avait pas varié par rapport au franc suisse depuis mai 1958...) ; le revenu national augmentait chaque année de 5 % environ et il en était de même pour les traitements et salaires.

Un effort que personne ne peut contester était accompli dans tous les secteurs de l'activité nationale.

La France connaissait la liberté ; elle connaissait la paix, et suprême hommage qui lui était rendu, Paris était choisi comme siège de la Conférence de la Paix sur le Vietnam.

Ayant rétabli ses finances et son économie, la France avait pu respecter les obligations contractées pour son entrée dans le Marché commun, et l'industrie française avait pu, grâce à sa compétitivité, entrer de plain-pied dans l'Europe industrielle ; avec patience, avec persévérance et avec une inflexible volonté, la France avait fait comprendre à ses partenaires qu'après avoir consenti les sacrifices nécessaires pour réaliser le Marché commun industriel, ils devaient de leur côté consentir d'indispensables sacrifices pour mettre en place le Marché commun agricole, ce qui fut

fait ; le Conseil des Ministres de la Communauté européenne sous la présidence de M. Edgar Faure, Ministre de l'Agriculture française, achevait dans les derniers jours de mai 1968 le Marché commun agricole qui entrera en vigueur le 1er juillet prochain.

Certes, du fait du développement de la civilisation mécanique, la France était aux prises, comme tous les pays du monde, avec de graves problèmes et notamment ceux de l'emploi et des bas salaires ; et la réforme de l'Université, tentée en vain par les gouvernements de la IIIe de la IVe et de la Ve Républiques, se heurtant à de rudes résistances, n'avait pas encore pu être réalisée.

Et puis ce fut la secousse de mai 1968, d'abord à l'Université, puis à l'école, dans les usines et dans les services publics.

Il est clair que les organisateurs de ces mouvements furent rapidement débordés par une minorité agissante.

L'appel du 30 mai du Général de Gaulle, Président de la République française, permit au peuple de Paris et au peuple français de se ressaisir, la démocratie, même confrontée à de graves problèmes, ne pouvant être synonyme de désordre et d'anarchie.

La France est désormais placée devant son destin.

Il lui faut d'abord reconstruire ; il faut que notre économie sorte sans dommage de cette secousse à quelques semaines seulement de la mise en place du Marché commun industriel et agricole ; des mesures importantes doivent être prises pour éviter le cercle infernal de l'inflation et en fin de compte la dévaluation, sources de misère pour tout le monde.

Chaque homme épris de liberté et de justice sociale doit se sentir non seulement concerné, mais mobilisé dans la consultation du 23 juin dont dépendra le sort des Français ; personne ne saurait rester neutre, silencieux ou prudent dans une période aussi grave de notre histoire.

Chacun doit participer au maintien de la liberté pour qu'elle règne en France et en Europe et que brille dans les yeux des citoyens de notre pays le bonheur de l'homme libre.

Mais ce bonheur, il faut qu'il soit la seule et réelle finalité de l'action que nous devons résolument entreprendre pour que l'homme ne soit pas écrasé par la machine.

La société française ne doit pas être uniquement matérialiste et concurrentielle ; il faut qu'un nouvel humanisme guide et enveloppe les différents secteurs de l'activité du pays.

Nous nous trouvons en présence d'une crise de civilisation et pour accomplir ce qui doit être fait, à savoir la substitution d'une société de développement à la société de consommation, le choix est clair :

Il importe de donner au Gouvernement les moyens de gouverner en restaurant notamment l'autorité de l'Etat républicain et le sens de la responsabilité à tous les échelons de la vie nationale ; seule une importante et homogène majorité lui permettra d'accomplir cette œuvre.

Dimanche 23 juin, le peuple français dira clairement qu'il n'a pas l'intention de trébucher sous une forme ou sous une autre dans un régime totalitaire qui entraînerait la perte de la liberté.

Tous les démocrates de progrès — et ils sont l'immense majorité des Français — se rassembleront autour du Général de Gaulle, Président de la République, pour poursuivre la réforme de notre société dans l'ordre, la légalité républicaine, la justice sociale, la paix des citoyens et le respect des libertés fondamentales de l'homme et de la personnalité humaine.

Ce n'est que dans ces perspectives que la jeunesse dont nous devons élever les regards au-delà des mornes horizons de la haine et du désespoir, pourra envisager avec confiance son avenir.

Si tel est votre sentiment, vous utiliserez en masse dimanche prochain 23 juin votre droit de vote qui est inséparable de toute démocratie.

GEORGES PIANTA

Républicain indépendant

Candidat d'Union pour la défense de la République

Né à Thonon le 2 mars 1912
Docteur en droit
Avocat au barreau de la Haute-Savoie
Maire de Thonon-les-Bains
Vice-président du Conseil général
Député de la Haute-Savoie
Membre du Conseil supérieur des H.L.M.
Vice-président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale
Représentant de la France au Parlement européen

Remplaçant éventuel :

ROBERT MOREL

Maire de La Forclaz
Conseiller général du canton de Le Biot
Vice-président de la Commission administrative des Hospices de Thonon
Membre de la Commission départementale
Membre de la Commission nationale de la Montagne
Chevalier de la Légion d'honneur

Devant la menace qui pèse sur la démocratie, ne gaspillez pas votre voix ! Votez utile.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Annemasse, Bonneville, Chamonix-Mont-Blanc, Cluses, Reignier, la Roche-sur-Foron, Saint-Gervais-les-Bains, Sallanches.

M. Maurice HERZOG

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chers amis électeurs et électrices,

Après les événements dramatiques que vient de traverser la France, le temps est passé de se demander si on est ou non favorable au Général de Gaulle.

Ce sont nos libertés fondamentales qui sont menacées, c'est la République.

Les Français se sont rendus compte avec stupeur que leur pays pouvait en quelques heures glisser vers un régime de démocratie populaire.

Le Gouvernement n'a certes pas sorti ses armes des grandes occasions. Mais quoi ! C'eût été la guerre civile. Ou bien, dans le désordre général, quelque Gouvernement de transition eût donné l'impression que l'irréparable n'était pas consommé. Des hommes tels que Mitterrand ou Mendès France, pris au piège de leur opposition systématique, auraient donné le change aux Français en présentant une formule acceptable ou même séduisante.

Mais que veulent ces hommes au juste ? Faire ce que fait de Gaulle en se substituant simplement à lui, assouvissant ainsi leur ambition personnelle ? Ou servir de marche pied à ceux qui eux, préparent un renversement de notre ordre social, les communistes ?

La question aujourd'hui ne se pose plus : la gueule du loup se refermerait sur ces politiciens au « rancart ». A force de brandir leur alliance électorale avec le Parti communiste et de se servir de ses voix, c'est le Parti communiste qui, le moment venu, se servirait d'eux et les balaierait en quelques heures.

Une histoire bien connue.

L'histoire nous montre que ce processus est classique. C'est exactement ainsi que cela se passa à Leningrad lors de la Révolution russe, c'est cela, exactement, le « coup de Prague » qui fit de la Tchécoslovaquie une démocratie populaire dont ce malheureux pays essaye en ce moment même de se libérer, vingt-deux ans après.

Le Parti communiste est brusquement pressé par les événements. Il est menacé d'éclatement entre ses fractions internes, il est aux abois devant les partisans du drapeau noir qui crient encore plus fort que lui. Il est contraint de passer à l'action.

C'est évidemment l'explication des événements que nous venons de vivre. Le retour au calme actuel n'est qu'une trêve. Les adversaires s'organisent dans l'ombre et comptent leurs armes.

Eh bien, je le dis pour moi et pour l'énorme majorité des Français, ces jeux sanglants ne sont pas nos affaires. Ces règlements de comptes ne nous concernent pas. Mais nous refusons qu'ils détruisent nos libertés individuelles et collectives, notre façon de vivre, notre façon d'élever nos enfants et notre drapeau national qui symbolise tout cela.

Pas de drapeau rouge, pas de drapeau noir.

Je ne suis pas cocardier mais je n'oublie pas tout ce que représente l'emblème bleu-blanc-rouge quand on veut me l'enlever pour le remplacer par un drapeau tout rouge ou tout noir qui représente le sang, la terreur, la violence et l'anarchie.

Le temps n'est plus de se demander — malgré l'urgence de ces besoins — s'il faut plus d'autoroutes ou de téléphones, mais de sauver notre société, notre liberté, notre paix nationale et, sans doute, par une pente inéluctable, la paix internationale, la paix tout court.

Oui, comme vous, je réfléchis à ce qu'est aujourd'hui la France et à ce qu'elle serait si elle devenait une démocratie populaire. Je n'ai jamais hésité dans mon choix mais le spectacle de ce qui se passe dans ces régimes installés depuis vingt ou cinquante ans me renforce dans mes convictions : la Roumanie, la Tchécoslovaquie, bientôt la Pologne, se libèrent ouvertement, profitant de ce qu'à Moscou même, la Mecque de nos communistes français, la contestation s'installe et s'exprime après cinquante ans de silence forcé. Moscou et Pékin, ne trouvant plus d'injures nouvelles, songent aux armes.

Ces conflits sont moins lointains qu'on ne l'imagine. Ils ont leur reflet exact sur notre propre sol et le même fracas des armes s'y fait entendre.

L'énorme majorité des Français.

Devant ce danger qui est à nos portes, la principale qualité du général de Gaulle ne tient pas à sa personnalité qu'on aime ou qu'on n'aime pas, elle tient à son passé, aux preuves irréfutables qu'il nous a données de sa loyauté à la démocratie

libre, elle tient surtout, en cet instant dramatique, au fait qu'il n'est pas seul, qu'il est entouré par des dizaines et des dizaines de millions de Français.

C'est cela le rempart contre la dictature que nous ne voulons pas et dont nous sommes sûrs que de Gaulle ne veut pas ni pour lui-même, ni pour qui que ce soit.

Depuis que je suis le représentant des Savoyards de la Vallée de l'Arve à l'Assemblée Nationale, j'ai appuyé fidèlement la majorité du général de Gaulle et son Gouvernement, ainsi que mandat m'en avait été donné.

Comme je me félicite de n'avoir rien fait qui puisse l'affaiblir ! La force de cette majorité, sa cohésion, sa détermination, intactes grâce à tous les députés qui, comme moi, étaient conscients des dangers, sont aujourd'hui le garant des libertés françaises. Je suis un ardent défenseur de mon pays, la France. Bien que jeune, je n'ai pas hésité, pendant la guerre, à prendre les armes, d'abord dans les maquis de la Résistance de Haute-Savoie, ensuite comme volontaire au 27[e] B.C.A., notre bataillon d'Annecy. Au péril de mon existence, j'ai tenté d'honorer mon pays en conquérant avec de fidèles compagnons l'une des plus hautes montagnes du monde, l'Annapurna ; j'ai tenté de le servir en assumant les fonctions passionnantes, mais combien difficiles, de Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports ; enfin, en vous représentant à l'Assemblée Nationale, j'ai voulu justifier la confiance que vous m'avez largement manifestée lors des dernières élections législatives.

Votre député.

Depuis ce jour, j'étais donc votre député. Accroché à notre petite patrie, je l'ai défendue de mon mieux, « sautant » à Paris chaque mardi et mercredi pour participer aux travaux de l'Assemblée ou courant dans les ministères. S'il est essentiel de défendre un idéal, il est non moins nécessaire d'être efficace dans son mandat. Depuis mars 1967, c'est-à-dire depuis quinze mois, j'ai fait 4.000 interventions soit au profit des villes et communes, soit au profit des groupements et associations (agricoles, industrielles, syndicales, hôtelières, sportives, anciens combattants), soit au profit des électeurs eux-mêmes. Pour cela, deux secrétariats, l'un à Chamonix, l'autre à Paris, ont travaillé sans relâche en association avec des correspondants actifs et dévoués dans chaque canton.

J'ai fait cinq interventions à la tribune de l'Assemblée, posé quinze questions écrites ou orales et rapporté une loi, une législation entièrement nouvelle, sur la propriété industrielle, dont je suis l'auteur. Vice-Président de la Commission de la production et rapporteur pour les Affaires scientifiques, atomiques et spatiales, je crois avoir bien représenté la Haute-Savoie à l'Assemblée.

Des résultats.

Un an c'est peu, mais j'ai déjà obtenu, grâce aux nombreuses amitiés que je possède à Paris, des résultats importants. Il me faut continuer, en la développant, la tâche entreprise. Je désire me consacrer avec toujours autant de ferveur, de dynamisme, au service du Faucigny et de la région annemassienne.

Si je tiens à l'ordre, à la liberté et à nos institutions républicaines, je considère que la valeur d'un député se mesure aussi à son travail et à ses résultats concrets.

C'est pourquoi je sollicite de vous, chers amis électeurs et électrices, le renouvellement de votre confiance à l'occasion de ce scrutin.

A l'avance, je vous en remercie.

Maurice HERZOG
Député sortant
Maire de Chamonix — Ancien Ministre
Chef de l'Expéditon française à l'Anapurna, 1950
Capitaine au 27[e] B.C.A. en 1945
Président national du Club alpin français 1953-1956
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-45 avec citations

Remplaçant éventuel :

Louis SIMON

Maire de Gaillard
Médaille de la Résistance
Ordre national du Mérite — Croix de guerre
Palmes académiques

2e CIRCULAIRE

Chers amis électeurs et électrices,

Dès le premier tour, vous avez massivement apporté vos suffrages à votre député sortant, en me donnant 24.453 voix, soit 46,2 % des votes, le second candidat n'ayant recueilli que 12.133 voix. Vous m'avez manifesté votre confiance, approuvant ainsi l'action que j'ai menée durant ma première année de mandat.

Je vous en remercie très sincèrement.

Pour le second tour, il reste en compétition trois candidats, l'un représentant les socialo-communistes, l'autre les centristes et enfin le signataire de ces lignes représentant la majorité U.D.R.

Il n'est pas besoin de rappeler le péril qu'ont fait courir à notre pays les révolutionnaires d'extrême gauche. Aujourd'hui, après ce premier tour de scrutin, les dirigeants de l'opposition camouflent la réprobation que le peuple français vient de leur marquer en expliquant que la peur avait faussé ces élections. C'est oublier bien vite qu'il y a quelques jours encore, nous étions au bord de la démocratie populaire, de la révolution et de l'anarchie.

Non, les Français n'ont pas voté sous l'empire de la peur. Ils ont voté lucidement, par indignation, pour l'espoir et, finalement, pour la France.

Electeurs qui êtes de gauche, la vraie gauche désormais sera dans la Ve République. Les réformes sociales, c'est là qu'elles se feront. Chacun œuvrera pour son idéal, chacun aura la possibilité de parler, d'agir, de dialoguer et de participer.

En ce qui concerne le candidat centriste, je perçois mal pourquoi il se maintient au second tour. Nous avons, en effet, le même électorat. Approuver l'un n'est aucunement désavouer l'autre. Bien subtil serait celui qui verrait les distinctions idéologiques entre le centrisme et la majorité.

Depuis longtemps d'ailleurs, conscient de cette réalité, j'avais annoncé, au cours de mes réunions publiques, que si le candidat centriste arrivait avant moi à l'issue du premier tour, je me désisterais au second tour en sa faveur.

Je me plais à croire que l'inverse serait souhaitable, affirmant ainsi le dépassement d'un esprit partisan qui me paraît aujourd'hui périmé, sans aucun fondement, et que, pour ma part, je désapprouve formellement.

C'est pourquoi je vous demande, dans les circonstances présentes, de reporter vos voix sur moi, votre député sortant, puisque je suis le candidat national le mieux placé.

D'autre part, voter pour un candidat ayant fait ses preuves, dont l'efficacité a été démontrée par l'expérience, n'est-ce pas l'intérêt de notre circonscription qui éprouve tant de besoins ?

Chers amis savoyards, une nouvelle majorité et une nouvelle opposition vont naître à l'issue de ce scrutin. Ces élections, à l'évidence, voient mourir des formations politiques qui sont nées au XIXe siècle. Celles de l'avenir, leurs héritières jeunes et actives, vont prendre la relève. Le moment historique de ce véritable « accouchement » sera dimanche prochain.

Comme l'immense majorité des Français, en votant pour moi, vous voterez pour une France nouvelle, éprise de réformes et de justice sociale.

A l'avance, je vous remercie de la confiance dont vous voudrez bien m'honorer.

MAURICE HERZOG

Député sortant
Maire de Chamonix — Ancien Ministre
Chef de l'Expédition française à l'Anapurna, 1950
Capitaine au 27e B.C.A. en 1945
Président national du Club alpin français 1953-1956
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 39-45 avec citations

Remplaçant éventuel :

LOUIS SIMON

Maire de Gaillard
Médaille de la Résistance
Ordre national du Mérite — Croix de guerre
Palmes académiques

SEINE-MARITIME

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Darnétal, Rouen-II, Rouen-IV, Rouen-V.

M. Roger DUSSEAULX

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Dimanche prochain 23 juin, vous allez fixer librement et démocratiquement le destin de la France. En dissolvant l'Assemblée Nationale, en décidant de nouvelles élections, le général de Gaulle que vous avez élu Président de la République, a permis que le pays se prononce légalement au suffrage universel.

Chacune et chacun d'entre vous comprend qu'il doit voter.

S'abstenir serait une grave erreur.

Les récents événements, les violences, la paralysie du pays, voulue par une minorité transformant des grèves en moyen de pression politique, l'arbitraire des commandos s'arrogeant l'autorité dans l'anarchie et la pagaille savamment orchestrées, tout cela doit être repoussé par un vote massif en faveur des libertés, de toutes les libertés, du droit au travail, du progrès social dans une République française égale pour tous et fraternelle.

La parole est au peuple tout entier et non aux anarchistes.

En dix ans la Ve République a sorti le pays de la faillite et de la guerre où l'avaient plongée ceux-là même qui aujourd'hui tentent de revenir au pouvoir. S'ils revenaient, on sait trop bien où leurs querelles, leurs divisions et leur impuissance conduiraient à nouveau la France.

Vous ne permettrez pas ce retour en arrière ; parfois les étiquettes politiques ont changé mais les funestes méthodes sont les mêmes.

Pour sauvegarder ce qui a été acquis.
Pour reprendre notre marche en avant.
Pour le progrès social dans la légalité, avec la participation de tous.
Pour la paix, la liberté et la démocratie en France et dans le monde.
Pour défendre la République française et son drapeau.

Constituez par votre vote une majorité solide et cohérente.

Seule cette majorité peut assurer :

— une continuité dans l'action politique sans remise en cause permanente des décisions prises par les pouvoirs réguliers.
— l'élévation du niveau de vie de tous, par une revalorisation normale des salaires et l'amélioration de la productivité, en évitant l'inflation qui ruine tout le monde et d'abord les plus déshérités.
— une politique agricole permettant d'intégrer peu à peu la France dans le Marché commun en préservant les intérêts des petits cultivateurs menacés.
— des améliorations sociales progressives aux familles, aux économiquement faibles, aux retraités sans que, par des troubles sociaux, la hausse du coût de la vie vienne annuler les avantages acquis.
— la solution des problèmes posés aux travailleurs grâce à la participation qui rejette le communisme et le capitalisme sans âme, pour trouver l'équilibre humain de notre civilisation matérialiste.
— la mutation des structures périmées de l'enseignement en brisant définitivement les obstacles qui s'opposent encore à l'adaptation de l'Education nationale enfin ouverte à tous, aux besoins de la Nation, assurant ainsi de réels débouchés aux étudiants.

Faites un choix clair et décisif.

Empêchez les communistes de prendre le pouvoir, c'est vital pour votre liberté.

Dénoncez les manœuvres de la F.G.D.S. (Mitterrand) absente de notre circonscription et dont il faudrait savoir pour qui elle recommande de voter : pour les communistes avec lesquels elle a fait un programme commun ? Pour celui avec lequel elle est à la mairie de Rouen ? Mais alors quelle politique nationale pourra se bâtir sur de telles contradictions ?

On voudrait vous vanter le centre, ne vous laissez pas abuser. C'est le centre qui, tantôt rallié à gauche, tantôt votant à droite, a toujours rendu instable la IVᵉ République qui a fini par en mourir. Cette expérience doit suffire, ne retombez pas dans ces errements.

L'Union pour la défense de la République vous présente le député sortant U.D. Vᵉ République qui a toujours clairement fait partie de la majorité et qui en respectant les engagements pris envers vous a permis le redressement national. Conformément à votre vote, il a soutenu le général de Gaulle et son Gouvernement. Il a défendu la légalité.

Par ses interventions et son action au sein de la majorité, il a fait prévaloir les besoins de la région et de l'agglomération de Rouen. Il s'est fait le porte-parole des ouvriers et des employés, des artisans, des agriculteurs, des commerçants et des personnes âgées. Il a demandé que l'amnistie et l'indemnisation maintenant prochaines mettent fin aux drames du passé.

Depuis dix ans, il vous représente à l'Assemblée Nationale. Une fois de plus, vous lui aviez massivement fait confiance il y a quinze mois. Renouvelez-lui cette confiance.

Aidé de son suppléant choisi pour représenter le monde actif de la cité et de son agglomération, il pourra poursuivre sa tâche au service d'une population et d'une circonscription urbaine mais aussi rurale dont il connaît bien les besoins et les diverses aspirations.

Dans la liberté, pour la République française.

Choisissez le seul candidat de la majorité.

Votez

Roger DUSSEAULX
Médaille de la Résistance
Député sortant
Ancien ministre
Assureur conseil
Administrateur du port de Rouen

Remplaçant éventuel :

GUY LUCAS-LECLIN

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite
Croix de guerre 39-45 (3 citations)
Négociant
Ancien premier adjoint au Maire de Rouen
Administrateur du Centre hospitalier de Rouen

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Merci à toutes celles et à tous ceux qui m'ont fait confiance dès le premier tour de scrutin.

Avec 19.709 voix, je distance de plus de 7.000 suffrages le candidat arrivé second. Les électrices et les électeurs ont ainsi voulu montrer très nettement de quelle manière ils voulaient voir représenter la première circonscription de la Seine-Maritime à la prochaine Assemblée Nationale.

Je suis sensible à cette large marque de confiance.

Le second tour est maintenant décisif.

Votre choix est simple entre moi-même, candidat national le mieux placé et le candidat communiste et ses alliés.

Le P.S.U., qui n'a pas obtenu 10 % des électeurs inscrits, est éliminé. Nul doute que certains de ses électeurs puissent rejoindre les rangs communistes.

Donc face au danger communiste,

Par votre vote :

— vous devez dire massivement « *non* » au désordre et à l'anarchie ;
— vous devez affirmer votre opposition à toutes les illégalités que nous avons connues dans l'agitation du mois de mai ;
— vous direz fermement non à la dictature communiste, tombeau de vos libertés et de vos droits légitimes.

Vous voterez Roger Dusseaulx.
Candidat d'Union pour la défense de la République.

— Vous confirmerez votre vote du premier tour.
— Pour ceux qui avaient hésité dimanche dernier, votre suffrage du 30 juin marquera votre volonté d'élargissement de la majorité et de la large participation des différents secteurs de la population aux réformes dont les dernières semaines ont montré l'urgence.

Soyez assurés de ma ferme volonté d'agir dans ce sens sans sectarisme et pour le bien de tous.

Si je suis élu de la première circonscription, c'est pour son avenir, pour sa prospérité dans notre agglomération et pour la sauvegarde des intérêts de tous ses habitants que j'agirai avec fermeté et résolution.

Toujours j'assurerai la défense de la République française dans la liberté, la légalité et le progrès économique et social.

Pas d'abstentions !
Le second tour est le plus important.
Tous unis dans une large majorité nationale.

Votez

Roger DUSSEAULX
Médaille de la Résistance
Député sortant
Ancien ministre
Assureur conseil
Administrateur du port de Rouen

Remplaçant éventuel :

Guy LUCAS-LECLIN
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite
Croix de guerre 39-45 (3 citations)
Négociant
Ancien premier adjoint au Maire de Rouen
Administrateur du Centre hospitalier de Rouen

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Boos, Elbeuf, Grand-Couronne.

M. Tony LARUE

(Candidat Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

La Fédération de la gauche démocrate et socialiste présente :

Tony LARUE
Expert comptable breveté par l'Etat
Expert inscrit près la Cour d'appel et les tribunaux
Conseiller de l'Enseignement technique
Membre fondateur Libération-Nord
Membre du Parti socialiste depuis 1922
Maire de la ville de Grand-Quevilly
Conseiller général du canton de Grand-Couronne
Ancien sénateur de la Communauté
Membre de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale
Officier de la Légion d'honneur
Croix du Combattant
Médaille du Combattant volontaire de la Résistance
Médaille de la France combattante
Chevalier des Palmes académiques
Chevalier du Mérite social

Député sortant élu en janvier 1956, réélu en novembre 1958, en novembre 1962 et mars 1967.

Fils d'un agent des douanes, orphelin très jeune, Tony Larue qui a dû surmonter les difficultés bien connues des familles laborieuses a, par son travail acharné et persévérant, fait sa situation professionnelle et sociale.

Membre du Parti socialiste depuis 1922, son action publique est commandée par deux convictions profondes : rien ne se gagne valablement que par le travail et chaque travailleur a droit au respect de tous et à une place éminente dans la société.

Maire de Grand-Quevilly depuis 1935 — mise à part sa révocation par le Gouvernement de Vichy — il a accompli dans cette ville une tâche de modernisation et d'expansion dont chacun sait l'exceptionnelle ampleur qui a porté sa population de 7.000 habitants en 1935 à plus de 25.000 en 1968.

Au Conseil général dont il fut vice-président, puis président de la Commission des finances, il s'est toujours montré le défenseur actif des intérêts de son canton et de ceux de la collectivité départementale tout entière.

A l'Assemblée Nationale, membre de la Commission des finances, il œuvre sans relâche pour une politique de progrès, de justice sociale et de liberté. Il est un des représentants du Parlement qui a participé chaque année aux travaux de la Conférence de l'Union interparlementaire.

Dans sa circonscription, il reste en contact étroit avec ses concitoyens et ses collègues, maires et conseillers municipaux et s'efforce de leur être utile chaque fois qu'il est fait appel à son concours.

Il se présente, une fois de plus, à vos suffrages sous le patronage de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Dès le premier tour, le dimanche 23 juin, par votre vote massif, vous manifesterez votre volonté de le voir poursuivre la mission que vous lui avez confiée et à laquelle il n'a pas failli.

Remplaçant éventuel :

ALBERT GOUGEON

est né le 18 avril 1904, à Nonancourt (Eure) et est domicilié à Elbeuf, 27, rue des Martrys. Il a été élève de l'Ecole primaire supérieure de Rouen, mais a dû interrompre ses études en raison de la modicité des ressources de sa famille.

Il a exercé pendant vingt années la profession d'employé de banque et est devenu chef de service, avant de s'établir comme commerçant.

Il a été mobilisé comme sergent en 1940. Fait prisonnier, il a été libéré en 1941 au titre de sanitaire.

Albert Gougeon s'est dévoué depuis plus de quarante années, comme exécutant et comme directeur, dans plusieurs sociétés musicales.

Il est actuellement secrétaire général du Comité des fêtes d'Elbeuf. Il est, de plus, délégué cantonal depuis 1948.

Son activité s'est également développée dans l'important domaine de l'Administration municipale, à Montfort-sur-Risle, puis à Elbeuf, où le poste de deuxième adjoint au maire lui a été confié. Il compte vingt années de mandat municipal.

Albert Gougeon est chevalier des Palmes académiques et titulaire de la Médaille d'honneur des Sociétés musicales et chorales.

Le gaullisme a fait faillite :

Le mécontentement populaire que Tony Larue et ses amis de la F.G.D.S. dénonçaient lors des élections de 1967 a grandi sourdement puis a explosé et n'a pu être contenu.

Pratiquement privé du moyen de se faire entendre et comprendre par l'intermédiaire de ses représentants élus et notamment de l'Assemblée Nationale méprisée par le pouvoir, le peuple n'avait d'autre ressource que de descendre dans la rue et d'occuper les usines. C'est ce qu'il a fait.

Lorsque l'histoire de ce mouvement sans précédent sera connue il apparaîtra que sans le sang-froid des travailleurs, des syndicats et des partis politiques organisés, cela aurait pu mener le pays à la guerre civile.

En dépit de ses apparences de solidité hautaine, en quelques semaines, le régime s'est effondré.

Un effort considérable doit être accompli pour remettre le pays sur la voie de la démocratie, de la liberté, et de la justice sociale.

La F.G.D.S. propose, à cet effet, un programme de législature comportant trois grands chapitres : Un plan démocratique, des hommes responsables, une politique de paix et de solidarité internationale.

Voici l'essentiel de ce programme constructif :

I. — *Un plan démocratique.*

A. — Le Plan :

Pour assurer l'expansion et mettre l'économie au service de l'homme : nécessité d'élaborer démocratiquement un Plan de développement économique et social avec le concours renforcé des organisations syndicales et des collectivités locales.

B. — La politique industrielle :

La collectivité nationale doit posséder les éléments essentiels du pouvoir de décision économique, notamment par :

— La création d'une Banque nationale d'investissements ; la nationalisation des banques, des assurances et des industries de l'armement, de l'aéronautique et de l'espace ; le contrôle de certaines industries (sidérurgie, produits pharmaceutiques, atome, informatique) ; l'instauration d'une législation antitrusts et la refonte des administrations économiques et financières.

C. — La politique agricole :

Elle exige que soit assurée une juste rémunération du travail paysan par une politique appropriée des prix, et commande que soient différenciés les moyens mis en œuvre selon les situations, les types d'agriculture et les régions.
Le Marché commun doit offrir à l'agriculture française les chances de son développement.

D. — Le progrès social :

Le progrès social sera poursuivi par l'amélioration des conditions de vie et en particulier par la garantie et l'élévation du pouvoir d'achat dont la révision périodique sera organisée :

— Fixation progressive à 600 francs du salaire minimum pour quarante heures ; relèvement des pensions des personnes âgées et des invalides ; développement garanti des prestations familiales ; respect des engagements pris à l'égard des Anciens combattants ; abrogation des ordonnances sur la Sécurité sociale et réforme démocratique de celle-ci ; retour dans les meilleurs délais aux quarante heures, sans diminution de salaire ; abaissement progressif à 60 ans de l'âge donnant droit à une retraite complète ; rétablissement de la mutualité dans ses droits ; indemnisation des rapatriés et loi d'amnistie ; indemnités convenables à tous les chômeurs, y compris les jeunes sans emploi ; lutte contre le chômage ; développement des industries nouvelles ; formation professionnelle des jeunes et des adultes ; création d'un Service national de l'emploi.

L'émancipation de la femme se fera par la suppression des inégalités, notamment dans le travail. Multiplication des crèches, protection et éducation de l'enfance handicapée.
Le droit au logement est un droit fondamental des citoyens. La F.G.D.S. propose un plan d'action conduisant à une production annuelle de 600.000 logements dont 350.000 logements sociaux.

E. — La politique fiscale :

Il importe de rendre la fiscalité juste et sincère tout en la mettant au service du développement de l'activité économique : par l'abrogation des privilèges fiscaux injustifiés octroyés par le régime gaulliste ; par l'exonération des revenus inférieurs à 6.000 francs et un réaménagement des barèmes ; par une simplification des procédures de la T.V.A. notamment en faveur du commerce et de l'artisanat.

II. — *Des hommes responsables :*

Les événements de ces dernières semaines ont révélé d'abord le refus d'une Société technocratique et la volonté généralisée de participer aux responsabilités collectives. La Fédération, qui n'avait cessé de dénoncer les tares de notre système social, entend satisfaire cette exigence démocratique sur trois plans :

A. — Dans les communes et les départements, il est nécessaire de renforcer le rôle et l'indépendance des assemblées élues. A tous autres échelons, et notamment à celui de la région, nécessité de mettre en place des Institutions démocratiques et vivantes.

B. — Dans l'entreprise, la F.G.D.S. propose dans l'immédiat :

— La formation des salariés aux tâches de gestion à tous les échelons, notamment par le paiement des congés éducation ;
— La reconnaissance légale de la section syndicale d'entreprise avec les droits qui en découlent ;
— L'extension des attributions du Comité d'entreprise.

C. — Sur le plan culturel :

La démocratie à l'école et à l'université implique leur ouverture à toutes les catégories sociales, des méthodes pédagogiques meilleures, un nouveau mode de gestion, l'organisation de l'éducation permanente et le respect du principe de la laïcité.
La gestion interne des institutions éducatives — université et école — doit être assurée .en commun par les enseignants et par les étudiants ou les parents d'élèves.
Cette politique est indissociable d'une politique de la jeunesse qui laisse assumer par les jeunes et leurs mouvements des responsabilités réelles.
Le droit a une information objective est le corollaire du droit à l'enseignement. L'organisme national de la radio-télévision devra, à l'exclusion de toute recette d'origine publicitaire, disposer d'un statut garantissant son indépendance.
La Fédération proclame le droit à la culture. Elle s'engage à affecter environ le quart du budget national aux dépenses d'éducation, de recherche et de culture.

III. — *Une politique de paix et de solidarité internationale :*

— Toute politique étrangère se définit par rapport à des objectifs et à des principes.
— En matière internationale, conformément à la tradition de notre pays et à celle du mouvement ouvrier français, ainsi que pour satisfaire aux exigences de notre propre développement, l'ordre socialiste implique : la liberté pour chaque peuple, la solidarité entre les nations et la paix pour tous.
— La réforme privilégiée de notre action internationale demeure l'unité européenne.

Un gouvernement démocrate-socialiste français préconisera la construction progressive d'un pouvoir politique européen, démocratiquement contrôlé, auquel seraient

déléguées des attributions précises dans les domaines de la planification, de la monnaie, de la technologie, de la recherche scientifique, de la santé et de la législation sociale.

— La coopération avec le tiers monde sera l'un des grands axes de notre action internationale. Mais elle devra s'exercer au profit d'un réel développement économique des pays sous-développés.

— Quant aux problèmes immédiats de la paix mondiale, le maintien de celle-ci exige :

— La fin de la guerre au Vietnam et l'application des accords de Genève qui prévoient, en particulier, le droit du peuple vietnamien à fixer librement son sort ;

— Au proche-Orient, une solution librement négociée entre les belligérants assurant à Israël et à ses voisins arabes des possibilités de développement pacifique.

— L'établissement d'une paix solide et durable nécessite enfin l'organisation de la coexistence pacifique et en particulier un désarmement programmé, contrôlé par les Nations Unies et étendu aux armes nucléaires dont la prolifération doit être bannie. Pour sa part, la France renoncera à la force de frappe.

Electrices, électeurs,

Pour que soient respectées toutes les libertés.

Pour que chaque travailleur recueille sa juste part des fruits du renouveau économique.

Pour que les « Anciens » vivent dignement, que les aspirations des jeunes puissent être satisfaites.

Pour que la France participe généreusement à la construction d'un monde pacifique.

Vous voterez comme vous l'avez fait le 5 mars 1967, dès le premier tour, pour

Tony LARUE
Député sortant

présenté par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste

---

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Une fois de plus, en m'accordant au premier tour 19.368 suffrages, vous m'avez placé en tête de tous les candidats. Je vous remercie de tout cœur pour cette nouvelle marque de confiance. J'y suis d'autant plus sensible que je mesure le désarroi introduit dans les esprits par les manifestations violentes et les désordres des semaines passées.

Votre vote est celui de femmes et d'hommes sages, réfléchis, fidèles à leurs convictions.

Il démontre, au surplus — et j'en suis touché — que vous appréciez le travail que je me suis efforcé d'accomplir en faveur de tous ceux d'entre vous que les difficultés assaillent, en faveur des communes à la demande de MM. les maires, en faveur de la circonscription tout entière.

Je vous demande de confirmer ce vote, au deuxième tour, dimanche prochain, 30 juin.

Electrices, électeurs, ces remerciements chaleureusement exprimés c'est à vous tous que je m'adresse, républicains et démocrates qui voudrez bien m'accorder votre confiance, car rien n'est encore joué.

Vous avez le devoir impérieux de vous rendre une seconde fois aux urnes d'abord pour que le siège de la deuxième circonscription reste acquis à votre député sortant et aussi pour que votre masse contribue à donner efficacement ce que j'appelais l'an dernier « le coup de frein au pouvoir personnel ».

Dans le numéro de la « République de Normandie » que je vous ai adressé à tous avant le premier tour, je m'étais appliqué à traiter les principaux problèmes de l'heure. Ce journal, difficilement réalisé en raison du court délai qui nous était imparti, n'a peut-être pas atteint tous vos foyers. Il est possible, en effet, que le service des postes ait manqué de temps pour assurer une distribution correcte. Je vous en exprime mes regrets.

Je crois donc utile de revenir ici, sur les thèmes principaux.

Ne cédez pas au chantage à la peur.

Il s'est produit des événements importants, des grèves massives, Le sang-froid des partis organisés et des syndicats a évité le pire et a permis aux travailleurs d'exprimer avec fermeté et dignité leurs justes revendications.

A côté de cela, des comportements incompatibles avec le respect de la liberté, des manifestations violentes, des désordres intolérables dans la rue, à Paris et ailleurs, ont été déchaînés par des provocateurs de tous bords, et ont vivement frappé l'opinion.

Si le temps ne faisait pas défaut, si un délai plus long avait précédé les élections, une information plus complète aurait pu être donnée et le pays aurait pu être mis à même de porter un jugement plus éclairé sur les faits et gestes de tous les hommes et de toutes les organisations en cause.

Le véritable responsable, c'est le Gouvernement qui n'a jamais voulu entendre les demandes ou les protestations des républicains et, spécialement des députés de mon groupe. C'est le Gouvernement qui a méprisé les élus : ceux de l'Assemblée Nationale, ceux de votre Conseil général, ceux de vos Conseils municipaux. C'est le Gouvernement qui est resté sourd à nos avertissements et qui prend argument, maintenant, des désordres, pour vous dire : Renforcez mon autorité si vous ne voulez pas que ça recommence ! »

Alors qu'il nous a menés là, alors qu'il est responsable d'une situation qui reste préoccupante, il propose cette invraisemblable solution : poursuivre et renforcer la politique qui vient de faire la preuve de sa malfaisance.

Je comprends parfaitement le sentiment de crainte éprouvé par un grand nombre de Français. Mais je les adjure de ne pas se laisser entraîner par lui.

Je suis avec la F.G.D.S. contre les excès, le désordre, l'anarchie.

Je suis, avec la F.G.D.S., contre le pouvoir personnel qui nie la démocratie et la liberté.

Je suis, avec la F.G.D.S., pour une véritable République où, dans l'ordre et le travail, le peuple, par ses élus, peut faire entendre sa voix.

Préservez la victoire des travailleurs.

Au terme des grèves, des avantages importants ont été obtenues. Ce n'est que justice. Depuis des années, certains travailleurs n'avaient pas connu la moindre augmentation.

Mais, que vont devenir ces avantages, si la politique gaulliste continue ? En dépit des vagues promesses qui sont actuellement prodiguées pour les besoins de la cause, le Gouvernement reprendra ce qu'il a donné contraint et forcé : par l'augmentation des impôts, par la hausse du coût de la vie, par le chômage résultant des inévitables difficultés des petites et moyennes entreprises.

Il importe que vous y réfléchissiez : sans changement de politique, les avantages sociaux seront annulés et la crise reviendra.

Elle ne frappera pas seulement les travailleurs, mais aussi les petits commerçants, les artisans (le Gouvernement a rejeté toutes nos demandes en leur faveur celles notamment qui tendent à la simplification et à l'atténuation de la T.V.A.) et les petites et moyennes entreprises industrielles.

Elle frappera les personnes âgées, les infirmes, les incurables, dont les allocations faiblement augmentées, ne résisteront pas à la montée des prix.

Il faut changer de politique, le gaullisme n'en changera pas.

Depuis dix ans, le gaullisme fait des promesses et ne les tient pas. La fameuse « année sociale » n'est jamais venue... pas plus que la réforme de l'Université, ni celle de la fiscalité.

Il ne changera rien parce qu'il tient à ménager les privilèges sur lesquels il s'appuie.

Il continuera sa politique antisociale et antidémocratique, sa politique de prestige. Il poursuivra l'élaboration ruineuse de sa « force de frappe ».

Et, pendant ce temps, nous manquerons de plus en plus d'hôpitaux, d'universités, d'écoles et les personnes âgées souffriront davantage.

Pendant ce temps, les communes, contraintes d'engager des dépenses nouvelles et considérables, attendront vainement les subventions auxquelles elles ont droit.

Pendant ce temps, les familles réclameront sans résultat des crèches, des garderies, des dispensaires ; les jeunes, leurs « maisons de jeunes » et leurs installations sportives.

Pour que la politique change.
Pour que la France vive dans la démocratie, dans la liberté et dans l'ordre.
Pour que les droits des travailleurs de toutes catégories soient respectés.
Pour un progrès social véritable, pour la paix à l'intérieur et à l'extérieur.

Vous voterez pour

Tony LARUE

Expert comptable breveté par l'Etat
Expert inscrit près la Cour d'appel et les tribunaux
Conseiller de l'Enseignement technique
Membre fondateur Libération-Nord
Membre du Parti socialiste depuis 1922
Maire de la ville de Grand-Quevilly
Conseiller général du canton de Grand-Couronne
Ancien sénateur de la Communauté
Membre de la Commission des finances de l'Assemblée Nationale
Officier de la Légion d'honneur
Croix du Combattant
Médaille du Combattant volontaire de la Résistance
Médaille de la France combattante
Chevalier des Palmes académiques
Chevalier du Mérite social

Le dimanche 30 juin 1968.

Remplaçant éventuel :

Albert GOUGEON

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Rouen-I, Rouen-III, Rouen-VI, Sotteville-lès-Rouen.

M. Roland LEROY

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 30 juin 1968

(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Elu député grâce à votre confiance, j'ai le sentiment d'avoir, depuis un an, rempli scrupuleusement le mandat que vous m'aviez confié. Toute l'activité du groupe parlementaire communiste, nos votes, nos interventions, nos démarches concordent avec nos engagements et sont conformes aux intérêts des travailleurs et du pays. Nous soutenons les revendications des travailleurs manuels et intellectuels. Nous agissons pour mettre fin aux divisions des partis et organisations démocratiques et pour unir toutes les forces de gauche. Nous nous prononçons pour un gouvernement populaire et d'union démocratique dans lequel les communistes auraient toute la place qui leur revient et qui mettrait en œuvre une politique de progrès social comportant notamment les satisfactions essentielles des revendications des travailleurs et la réforme démocratique de l'université. Je m'engage à poursuivre dans cette voie, collaborer étroitement avec mes amis Célestin Dubois et Victor Blot, conseillers généraux de la rive gauche de Rouen et du canton de Sotteville, avec la municipalité de Saint-Etienne-du-Rouvray, coopérer avec la municipalité de Sotteville et soutenir les légitimes revendications de tous les habitants de Rouen, Sotteville, Saint-Etienne et Oissel. Demain comme hier, avec tous mes amis, nous serons à vos côtés dans toutes les luttes pour la défense de vos revendications, pour la réalisation de vos espoirs, pour une France démocratique, indépendante, pacifique et prospère.

ROLAND LEROY
Député sortant

Pas de dictature militaire, pas d'anarchie, pas de retour au passé.

Pour un gouvernement populaire et d'union démocratique avec participation communiste.

Votez dès le premier tour pour les meilleurs artisans de l'union de la gauche.

POUR LE PROGRES SOCIAL ET LA DEMOCRATIE.

Prolonger les succès de mai 1968.

Des millions de salariés vont bénéficier d'une importante augmentation de salaire et de nouveaux avantages sociaux. Ils le doivent à la grève générale, calme et puissante, dirigée avec sang-froid par la C.G.T. et soutenue par le Parti communiste français. Le patronat et le pouvoir gaulliste ont dû satisfaire des revendications qui étaient refusées depuis dix ans. Il faut maintenant protéger ces conquêtes sociales contre les tentatives de remise en cause du patronat et des monopoles. Il faut prolonger ces succès revendicatifs, abroger les ordonnances portant atteinte à la sécurité sociale, amé-

liorer le sort des chômeurs, des vieux travailleurs et des autres victimes de la politique de régression sociale.

Le 23 juin, le meilleur moyen d'y parvenir, c'est de voter communiste, de voter pour les meilleurs défenseurs du progrès social.

Contre l'anarchie et la menace de dictature.

Refusant, pendant dix ans, de discuter des revendications ouvrières et de la nécessaire démocratisation de l'université, de Gaulle est le premier responsable de la crise traversée par notre pays. Il a pris la responsabilité de perpétuer le désordre en refusant de donner aux métallos de l'automobile les avantages qui ont été consentis aux salariés des autres corporations. Sa police vient d'assassiner deux grévistes de chez Peugeot. Il se pose en chef de file des forces réactionnaires et anticommunistes.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles de la police, les communistes s'efforcent d'éviter de grands malheurs à notre pays, ils ont le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire. Le choix n'est pas entre le gaullisme et le communisme, mais entre le pouvoir personnel au service des monopoles et un gouvernement populaire et d'union démocratique. Voter pour l'ordre républicain contre l'anarchie et la menace de dictature, c'est aussi voter, le 23 juin, pour Roland Leroy et le programme démocratique des communistes.

L'issue : l'union des forces de gauche.

Le pouvoir gaulliste a fait la preuve de sa malfaisance et de son désordre. Des millions de travailleurs ont réclamé son départ. Les communistes ne revendiquent pas le pouvoir pour eux seuls. Ils pensent que l'issue de la crise doit être trouvée dans un gouvernement populaire, fondé sur l'union des forces de gauche et où les communistes auraient la place qui leur revient. Le Gouvernement devrait mettre en pratique un programme commun de progrès social et de démocratie. Des pas ont été faits dans cette voie, mais la solution de remplacement au gaullisme ne doit être ni une « troisième voie » avec les réactionnaires du centre démocrate, ni le recours à un nouvel homme miracle.

Voter massivement pour Roland Leroy dès le 23 juin, c'est aider à la formation d'un gouvernement populaire et d'union démocratique.

Soutenez le programme des communistes.

Nous voulons une France libre, indépendante et prospère. C'est parce que nous aimons notre pays que nous voulons le débarrasser de l'emprise des monopoles capitalistes. Notre programme propose la satisfaction des revendications sociales des différentes couches de la population laborieuse, la construction d'une université démocratique et moderne, une politique du logement social. Il garantit les libertés publiques et la reconnaissance des droits syndicaux à l'entreprise, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F. Pour y parvenir, nous savons qu'il faut dégager des ressources nouvelles. C'est possible avec la nationalisation progressive des monopoles capitalistes, l'expansion grâce à un plan démocratique de développement économique et social, enfin une réforme de la fiscalité qui allège les charges des familles modestes et augmente les prélèvements sur les profits capitalistes.

A l'extérieur, nous sommes partisans d'une politique d'indépendance nationale et de paix, de coopérationinternationale, de sécurité collective et de désarmement. Nous réclamons la cessation immédiate des bombardements sur le Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Vous avez pu juger votre député sur son œuvre. Pendant dix ans, l'ancien député gaulliste n'avait rien fait. En quinze mois, Roland Leroy a déployé une activité considérable : quarante questions écrites aux ministres, quatre importantes interventions à

la Chambre, des centaines de démarches en faveur des habitants de Oissel, Saint-Etienne, Sotteville et de Rouen. Il a fait voter par l'Assemblée la généralisation de la quatrième semaine de congé payé à tous les travailleurs.

Réélisez votre député actif et efficace.

Votez utile, dès le premier tour.

Votez

ROLAND LEROY
Secrétaire du Comité central du Parti communiste français
Député sortant

Remplaçant éventuel :

OLIVIER GOUBERT
Maire de Saint-Etienne-du-Rouvray — Membre du Comité fédéral

Présentés par le Parti communiste français.

2e *CIRCULAIRE*

Au premier tour, dimanche dernier, malgré une pression inouïe, une campagne anticommuniste sans précédent, 19.843 électeurs et électrices m'ont, comme l'an dernier, placé largement en tête de tous les candidats. Je les en remercie.

Ici, comme partout en France, appliquant les accords conclus, toutes les formations de gauche présentent un candidat unique au second tour. J'ai l'honneur d'être ce candidat. Je remercie les représentants des forces de gauche qui m'accordent leur soutien au second tour.

Devant la poussée à droite de dimanche dernier, les travailleurs, les démocrates croyants et non croyants doivent s'unir plus largement que jamais. Quel que soit notre vote du premier tour, nous pouvons résister ensemble à cette poussée, limiter la majorité gaulliste, empêcher l'aggravation du pouvoir personnel.

Ensemble, nous préserverons l'avenir de la démocratie, de la paix et du progrès social. Ensemble, nous continuerons d'agir pour le renforcement de l'union des forces démocratiques.

Les travailleurs durement exploités, les personnes âgées qui subissent si gravement les conséquences d'une politique réactionnaire, les artisans et commerçants sur lesquels pèse le poids des impôts, les techniciens, ingénieurs et cadres incertains de leur avenir, tous les intellectuels qui souffrent des mutilations des ressources nationales, en un mot, tous les démocrates et patriotes peuvent, par leur union, assurer dans notre circonscription une victoire de la démocratie qui sera une victoire de la France.

ROLAND LEROY

Face à la poussée gaulliste il faut à l'Assemblée Nationale une opposition démocratique active et résolue.

Votons Roland Leroy pour préserver la démocratie et le progrès social.

DECLARATION DE LA FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE DE SEINE-MARITIME.

Dimanche prochain, le réflexe républicain doit jouer pleinement. Devant la poussée à droite, profitant au pouvoir gaulliste qui a abusivement utilisé le chantage à la peur, il est indispensable que les partis de gauche se fassent au Parlement et dans le pays les défenseurs résolus :

— des avantages sociaux acquis en mai ;

— des aspirations légitimes de tous les républicains à de profonds changements démocratiques.

Au second tour des élections législatives, l'union de toutes les forces républicaines et démocratiques doit se réaliser pour mettre en échec les hommes du pouvoir gaulliste et ses alliés.

Dans cet esprit, la Fédération de Seine-Maritime de la gauche démocrate et socialiste vous appelle à rassembler massivement vos suffrages sur le candidat de gauche placé en tête par le suffrage universel et devenu ainsi le porte-parole de la démocratie, le candidat unique de toutes les forces républicaines :

Dans la 1re circonscription : Victor Blot (P.C.F.)
Dans la 2e circonscription : Tony Larue (F.G.D.S.)
Dans la 4e circonscription : Colette Privat (P.C.F.)
Dans la 7e circonscription : André Duroméa (P.C.F.)
Dans la 9e circonscription : Louis Boisson (F.G.D.S.)
Dans la 3e circonscription : Roland Leroy (P.C.F.)

Les électeurs de Roland Brière voteront Roland Leroy.

Conformément à l'accord réalisé entre la Fédération de la gauche démocrate et socialiste et le Parti communiste français, la F.G.D.S. appelle ses électeurs qui ont voté au premier tour pour Roland Brière et Pierre Tanguy à reporter leurs suffrages sur le candidat unique de la démocratie : Roland Leroy.

Le Conseil municipal d'Oissel a décidé à l'unanimité « d'inviter les électrices et électeurs à porter au second tour leurs suffrages sur le candidat désigné par la gauche ».

Les électeurs qui ont voté au premier tour pour le candidat du P.S.U. ne peuvent mieux exprimer leur hostilité au pouvoir gaulliste, leur volonté d'une transformation radicale de l'Université, leur exigence de profonds changements sociaux, qu'en votant comme en 1967 pour Roland Leroy, candidat unique de la démocratie.

Henri Lagrange, candidat dans la troisième circonscription, annonce dans « Paris-Normandie » le retrait de sa candidature pour le deuxième tour de scrutin du 30 juin, il demande à ses électeurs et électrices « de choisir en toute liberté entre les candidats », en dénonçant la politique désastreuse du régime.

Devant les résultats de ces dix ans de pouvoir personnel, j'appelle tous les électeurs et électrices de la troisième circonscription à faire preuve de civisme et de vigilance en renouvelant leur confiance à Roland Leroy, député sortant, en lui assurant une brillante réélection pour une véritable démocratie et le progrès social.

Docteur Pellenc

Membre du Comité exécutif départemental
de la Fédération radicale et radicale-socialiste

Votons

Roland LEROY

Pour faire échec au candidat « indépendant », soutien du pouvoir personnel et de la réaction sociale. Pour garder à la troisième circonscription — Oissel, Saint-Etienne, Sotteville et Rouen — son député actif et efficace.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Clères, Duclair, Maromme, Pavilly.

M. Olivier de SARNEZ

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été bafouée. Derrière les drapeaux noirs et rouges, nous avons vu s'avancer le masque du totalitarisme et de la dictature.

Il s'agit de réaliser enfin les grandes réformes nécessaires pour mettre notre pays à l'avant-garde du progrès social.

Ces réformes se feront dans l'ordre et la légalité républicaine.

Elles se feront avec votre concours à tous, agriculteurs, ouvriers, commerçants, cadres, enseignants, fonctionnaires.

Il s'agit d'organiser le dialogue.

Il s'agit de mettre en place les structures de contestation et de participation qui permettront à chacun de vous de jouer votre rôle au sein d'organismes véritablement représentatifs.

Il ne s'agit ni de renier ni de faire table rase du passé. Il s'agit de réaliser ensemble la grande mutation qui s'impose.

Dans les entreprises,

dans les usines, les travailleurs, les salariés, les ingénieurs, les cadres doivent être consultés, et prendre part à la préparation des décisions. Il faut que les structures leur permettent de se tenir responsables et associés aux destinées de l'entreprise.

Dans nos fermes,

la transformation de l'agriculture au sein de l'Europe verte doit apporter à nos paysans la prospérité et le niveau de vie auxquels ils ont droit.

Dans nos villes,

apporter à nos commerçants les moyens d'une activité rentable, dans le cadre d'une gestion simplifiée.

Dans les Universités,

devenues autonomes et ouvertes sur le monde, étudiants et maîtres doivent, sous l'autorité des recteurs, participer à la gestion.

Ce sera demain le rôle du Parlement,

intermédiaire normal entre le peuple et le pouvoir, d'informer ceux qui gouvernent des problèmes, des besoins, des suggestions des hommes et des femmes de ce pays.

Je m'engage en ce qui me concerne à vous aider à organiser ou développer autour de vos élus locaux et professionnels le dialogue nécessaire.

Je m'engage à être auprès des Pouvoirs publics et de l'administration votre interprète fidèle.

Je m'engage à remplir auprès de vous et de vos élus locaux l'indispensable mission d'information sur les grandes options nationales.

Face à la menace totalitaire,
Face à la violence,
Pour sauver nos libertés menacées.
Avec le général de Gaulle qui, en trente ans, a sauvé quatre fois la République.
Votez Union pour la défense de la République.

Votez

Olivier de SARNEZ
Croix de guerre 39-40
Médaille de la Résistance
Ingénieur du Génie maritime

Remplaçant éventuel :

René DUVAL
Sous-directeur d'agence maritime
Administrateur du B.C.M.O. du port de Rouen
Membre du Comité régional d'expansion économique

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été bafouée. Derrière les drapeaux noirs et rouges, nous avons vu s'avancer le masque du totalitarisme et de la dictature.

Il s'agit de réaliser enfin les grandes réformes nécessaires pour mettre notre pays à l'avant-garde du progrès social.

Ces réformes se feront dans l'ordre et la légalité républicaine.

Elles se feront avec votre concours à tous, agriculteurs, ouvriers, commerçants, cadres, enseignants, fonctionnaires.

Il s'agit d'organiser le dialogue.

Il s'agit de mettre en place les structures de contestation et de participation qui permettront à chacun de vous de jouer votre rôle au sein d'organismes véritablement représentatifs.

Il ne s'agit ni de renier ni de faire table rase du passé. Il s'agit de réaliser ensemble la grande mutation qui s'impose.

Seul candidat républicain en face de la subversion menaçante je fais appel à l'union de tous.

J'invite tous les démocrates à s'unir sur mon nom.

Le moment des querelles de partis et des divisions est passé.

Plus large sera la majorité, plus facile et plus fécond sera le dialogue.

Electrices, électeurs de la quatrième circonscription de Rouen, malgré le vote massif de tous les Français pour la Défense de la République, le péril dans notre circonscription reste entier.

Votre devoir est clair.

Au deuxième tour pas d'abstentions.

Face à la menace totalitaire,

Face à la violence,

Pour sauver nos libertés menacées,

Avec le général de Gaulle qui, en trente ans, a sauvé quatre fois la République.

Votez Union pour la Défense de la République.

Votez

Olivier de SARNEZ

Croix de guerre 39-40
Médaille de la Résistance
Ingénieur du Génie maritime

Remplaçant éventuel :

René DUVAL

Sous-directeur d'agence maritime
Administrateur du B.C.M.O. du port de Rouen
Membre du Comité régional d'expansion économique

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bolbec, Caudebec-en-Caux, Criquetot-l'Esneval, Fécamp, Goderville, Lillebonne, Saint-Romain-de-Colbosc.

M. André BETTENCOURT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Chères électrices, chers électeurs,

Au soir de cette journée historique du jeudi 30 mai, aussitôt après le Conseil des Ministres, j'ai comme vous tous, entendu l'appel au pays du Président de la République et j'ai participé à cette immense manifestation qui, de la place de la Concorde à l'Arc de Triomphe de l'Etoile, a montré que le drapeau tricolore devait rester le seul drapeau de la France.

Au milieu de cette foule innombrable, je pensais à vous et à tout ce que nous avions en commun d'inquiétude et d'espoir.

Oui, notre pays vient d'être secoué par les événements d'une exceptionnelle gravité qui mettent en cause la vie des citoyens.

L'agitation, selon une méthode révolutionnaire désormais bien connue, est venue de l'étranger, s'est d'abord emparée de l'Université puis a entraîné une partie de nos étudiants jusqu'à l'émeute. Elle a été aussitôt renforcée par une agitation sociale généralisée à la base.

La paralysie du pays a été provoquée par des « minorités agissantes ». Les syndicats ont été souvent dépassés ou obligés à la surenchère. La liberté du travail a été bafouée. Dans de nombreux cas, des meneurs ont empêché des ouvriers de reprendre le travail et leur ont refusé le vote à bulletin secret. Après les accords intervenus entre les syndicats et le Gouvernement, il est apparu aux yeux de tous que l'agitation en réalité était politique ; les meneurs découvraient leur jeu : renverser la République.

Nul ne pouvait prévoir que quelques milliers de jeunes, souvent généreux, mais aveuglés par l'événement, ou convertis subitement à la « révolution culturelle » et à la « contestation permanente », pourraient à ce point et si vite, mettre en péril un pays comme le nôtre qui, en dix ans, avait retrouvé la paix, la stabilité, une monnaie forte, une autorité internationale incontestée ; un pays qui avait, certes, ses difficultés, mais qui était résolument engagé sur la voie du progrès, et préparait son économie à la concurrence sans barrières douanières dans le Marché commun.

Le niveau de vie d'un grand nombre s'était petit à petit amélioré, les Français avaient, dans leur majorité, repris confiance dans la France qui poursuivant le grand effort de rajeunissement de ses structures et de ses méthodes, commençait à donner l'image d'un pays moderne.

Pourtant, en quelques jours, tout a paru basculer, le franc a été refusé sur les marchés extérieurs, les capitaux étrangers placés chez nous ont pris la fuite et tous nos échanges ont été momentanément compromis.

Les pays voisins qui, depuis quelque temps, se demandaient si la France ne devenait pas trop forte, ont tout à coup pris peur de la voir se transformer en un poids mort pour l'économie occidentale et même en un foyer de contamination révolutionnaire en Europe.

La calme détermination du Premier Ministre nous a évité pour l'instant l'effondrement de l'économie et, grâce au sang-froid des responsables de l'ordre public, nous a évité la guerre civile.

Au bord de l'abîme, l'appel émouvant du général de Gaulle a incité à se rassembler tous ceux chez qui domine le sens de l'intérêt national.

Maintenant, c'est un ouragan de bon sens qu'il faut pour dissiper la tempête des passions. De nouvelles élections vont permettre à chacun de s'exprimer et de se prononcer

entre la République et la révolution
entre l'ordre et l'anarchie.

C'est donc dans des circonstances très graves que je suis amené à vous demander vos suffrages pour moi et pour mon ami, M. Georges Chedru ; il souhaitait se retirer, mais, à ma demande instante, il veut bien, une fois encore, m'apporter son concours, comprenant que dans un pareil moment de notre vie nationale, nous ne pouvions qu'aller ensemble aux élections.

Votre vote aura donc une signification très précise. Je la résumerai en quelques mots, peut-être trop simplifiés, mais significatifs :

Contre le drapeau noir,
Contre le drapeau rouge,
Pour le drapeau tricolore.

Le choix est clair.

Le processus implacable de la révolution est toujours le même. Le laisserons-nous faire notre propre malheur sans réagir ? Ce serait alors — je puis en témoigner pour avoir personnellement vu vivre les ouvriers et les paysans en Chine et dans plusieurs pays communistes — la plus effroyable des dictatures, et un retour de plusieurs siècles en arrière de notre économie et du niveau de vie de tous.

Non, il n'est pas possible qu'en de semblables circonstances les Français acceptent, par ignorance ou passivité, de faire le jeu de ceux qui s'associent, de près ou de loin, à cette œuvre de destruction.

Bien au contraire, le sursaut national qui s'exprimera, j'en suis certain, le 23 juin, permettra au pays, au-delà des immenses obstacles qui restent à surmonter, de se remettre au travail avec une nouvelle foi en l'avenir.

Symbole et ferment de cet avenir, la jeunesse est là, bien vivante, elle vient de le montrer. Si elle le veut, elle peut faire que soient mises en chantier, sans plus tarder, avec son concours et avec le dynamisme qui la caractérise, les réformes qui, sans son adhésion, seraient vaines. Le Gouvernement s'y est, pour sa part, engagé fermement et s'y est déjà attelé. La tâche est gigantesque puisqu'il s'agit de l'Université, de la gestion des entreprises, de l'administration, c'est-à-dire de tous les secteurs vitaux de la nation où la participation de tous à l'œuvre commune doit devenir la règle d'or.

Le Parlement que les Français auront élu et le Gouvernement qui en sera issu, seront ensemble les meilleurs garants de l'élaboration rapide et profonde des réformes indispensables et souhaitées par tous, car comme l'a dit le Président de la République le 7 juin, c'est une véritable « révolution » des structures au sens noble du terme qu'il s'agit de promouvoir désormais.

Ainsi seront assurées les mutations nécessaires, sans que périssent les valeurs auxquelles nous sommes attachés, sans sacrifier aux générations nouvelles les plus anciennes, ni telle catégorie sociale à telle autre.

C'est pourquoi je m'adresse à tous sans exception. Chaque citoyen sait en conscience quel est son devoir ; tous ensemble, nous sommes responsables, pour nous et tous nos enfants.

Je remercie ceux qui, dans notre circonscription, donnant l'exemple, ont compris qu'au-delà de questions de personnes, l'union de tous sur un seul candidat national était nécessaire. Certains seront ainsi appelés à voter pour moi sans partager pour

autant toutes mes idées. Qu'ils sachent bien, car ils me connaissent depuis longtemps, que je suis respectueux de la pensée d'autrui. Vous, comme moi, sommes convaincus que tout ce qui pouvait nous différencier hier ne pèse pas lourd à côté de tout ce qui nous unit aujourd'hui.

Votez tous. Donnez l'exemple du courage à ceux qui sont autour de vous. Les révolutionnaires sont des militants. Soyez encore plus décidés qu'eux, vous qui dans la légalité voulez l'ordre, le progrès, la liberté et la paix.

Notre cause est celle de la France.

André BETTENCOURT

Républicain indépendant
Ministre des Postes et télécommunications
Conseiller général
Maire de Saint-Maurice-d'Etelan
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Médaille de la Résistance
avec Rosette

Remplaçant éventuel :

Georges CHEDRU

Républicain indépendant
Agriculteur
Député sortant
Conseiller général
Maire de Criquetot-l'Esneval
Membre de la Chambre d'Agriculture
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier du Mérite agricole

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Le Havre-I, Le Havre-II, Le Havre-V, Le Havre-VI, Le Havre-VII, Montivilliers (moins communes de Gainneville, Harfleur, Rouelles).

M. Maurice GEORGES

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices ! Electeurs !

Un député, et surtout un candidat-député, peut tout promettre. Il est certain néanmoins qu'il ne peut pas tout faire.

Jusqu'à présent, dans la circonscription qui est la mienne et qui est, à une exception près, la plus peuplée de France, j'ai dû faire porter mes efforts avant tout dans certaines directions.

Me sera-t-il possible de faire mieux si vous me renouvelez votre confiance ?

J'essaierai de le faire mais, dès maintenant, j'avoue que j'accorderai tout de même une préférence à une double action : action sur le plan économique, action sur le plan politique.

Sur le plan de l'économie :

Toute activité, activité industrielle, activité commerciale ou agricole, mérite évidemment qu'on s'y attarde et qu'on lui réserve ses efforts.

Je n'étonnerai personne toutefois en rappelant qu'au Havre nos espoirs reposent surtout sur le développement de notre port. De lui surtout dépendent l'industrialisation et par conséquent les meilleures perspectives de l'emploi.

Le Havre doit demeurer le premier port de France dans le Marché commun. Il doit pouvoir soutenir la concurrence avec les grands ports étrangers, belges, hollandais ou allemands. Il faut tout faire, grâce à des équipements, grâce par conséquent à des crédits appropriés, pour lui permettre, non seulement de garder cette place, mais aussi de réduire l'écart qui le sépare des deux colosses, Anvers et surtout Rotterdam.

Or, ces crédits sont des crédits d'Etat. A la fin du Ve Plan, les pouvoirs publics — ces pouvoirs que la politique locale accable maladroitement dans les tracts et sur les banderoles — auront finalement accordé au port pour ses extensions une aide financière supérieure à cent milliards ! Actuellement se construit la grande écluse qui, à elle seule, coûtera deux fois ce qu'a coûté le pont de Tancarville !

Il a fallu, nul n'en doute, défendre, à l'échelon du Gouvernement, le financement des gigantesques aménagements qui doivent doubler la capacité du port.

Il a fallu de même, plus récemment, plaider et tâcher de faire admettre que le port du Havre, de préférence à Cherbourg, Brest ou Dunkerque, puisse un jour jouer le rôle de « port relais » et accueillir les pétroliers géants, grâce à la construction, au large, d'une île artificielle en eau profonde. Nous attendons maintenant avec confiance la réponse du Gouvernement.

Le rôle à jouer sur le plan économique est par conséquent fondamental.

Le rôle politique est à mon avis aussi essentiel :

Il doit éviter la propagation du communisme. Il doit éviter que la représentation communiste ne devienne exclusive, ce qui serait une catastrophe, en provoquant l'effondrement de nos projets, l'arrêt de l'industrialisation, la ruine de notre cité.

Sur le plan de la politique générale, je n'étonnerai personne en disant que je resterai fidèle à la position que je défends depuis si longtemps. Je pense qu'une équipe gouvernementale solide, groupée autour du même Premier Ministre et du Président de la République, est seule capable de ramener dans notre pays, après ce grand drame à peine dissipé, le calme, l'ordre, la confiance et le climat nécessaires à la réussite des grandes réformes actuellement en préparation.

Les ouvriers savent que de Gaulle vient de s'engager formellement à réaliser aujourd'hui la grande réforme qu'il médite depuis vingt-cinq ans mais qu'il n'était pas possible jusqu'à présent de réaliser. Or cette réforme est celle qui doit transformer la condition ouvrière, celle qui doit permettre à l'ouvrier de participer au profit, celle qui doit lui reconnaître plus de considération à l'intérieur de l'entreprise.

Bien sûr les communistes vont dire et écrire de tous côtés que de Gaulle est le seul responsable de la grande secousse que nous venons de subir et qu'il aurait pu réaliser plus tôt, afin d'éviter cette crise, sa grande réforme sociale.

Ils oublieront d'ajouter que si de Gaulle n'avait pu jusqu'alors réaliser son grand désir, c'est parce qu'il s'était toujours heurté à l'opposition de tous, avant tout à l'opposition des partis politiques, qui ne voulaient pas entendre parler de cette réforme, le Parti communiste en particulier.

Je n'attaque pas celui-ci systématiquement. Mais en observant son action au Havre, je suis obligé de dire que je n'approuve pas cette action et que je la considère comme très dangereuse.

J'oublie les mauvais souvenirs, le vigoureux coup de pouce aux impôts, l'apparition des drapeaux rouges sur l'Hôtel de Ville, maison publique, maison du peuple !

Je reproche aux communistes d'attiser la haine. Nous en avons eu la preuve et le pénible spectacle lorsque le défilé récent, dans les rues de la ville, d'une foule havraise enthousiaste, bardée de tricolore et chantant la « Marseillaise », s'est trouvée soudain face à une meute de jeunes excités, capables de tout s'ils n'avaient été maîtrisés...

Je reproche au Parti communiste son matérialisme, car je pense qu'une société sans âme, tournée vers la négation, ne peut pas amener la jeunesse à trouver un jour son équilibre moral.

Je reproche au Parti communiste de transformer la maison de la culture, autre maison du peuple, en une maison de propagande, où tout est trop souvent compris, non pour éduquer, non pour initier, comme le désirait Malraux, mais pour recruter et former des partisans.

Je reproche aux communistes leur propagande mensongère, leurs attaques incessantes contre le soi-disant pouvoir personnel et contre la « dictature gaulliste ». La France demeure le premier pays de la liberté. Si nous étions en dictature, il n'y aurait en France ni presse contraire, ni « Canard enchaîné », ni « Humanité », ni opposition, ni... communistes !

Le rôle de parlementaire non communiste dans une ville comme la nôtre est donc écrasant.

Il ne m'empêchera pas malgré tout d'aider de toutes mes forces à réaliser enfin au Havre cette union que je désire de toutes les tendances nationales, union que je voudrais aussi large que possible, sans distinction d'étiquette, à condition évidemment que celle-ci ne soit ni communiste, ni communisante

Ce rôle ne m'empêchera pas non plus, au lendemain d'une crise qui vient de démontrer le désarroi de notre jeunesse, de me pencher sur le sort de celle-ci et de chercher à la bien comprendre et à l'aider. La présence à mes côtés de mon jeune suppléant, René Rabaste, engagé dans les instances économiques du Havre, apportera dans ce double but un appui précieux et une garantie.

Docteur GEORGES
Ancien chef de Clinique à la Faculté de Paris
Député sortant

Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

René RABASTE

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : le Havre-III, le Havre-IV.
Communes de : Gainneville, Harfleur, Rouelles.

M. André DUROMÉA

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités, monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Votre circonscription fait confiance de longue date au Parti communiste français dont vous avez toujours soutenu la politique clairvoyante et authentiquement nationale. L'honneur m'est revenu de succéder à l'Assemblée Nationale à mon camarade René Cance, auprès duquel je participe à la direction des affaires municipales.

Pendant cette courte législature, je me suis efforcé de mériter votre confiance et, inlassablement, le groupe communiste a défendu les intérêts de la population face aux hommes des monopoles capitalistes et de la finance qui disposent du pouvoir.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme, et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays ; ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande révolution française, le drapeau de la nation.

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du Gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

— Il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (suppression de la force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

— Il prévoit l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la refonte profonde d'une université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

— Il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France, c'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressives dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir. Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

Pour faire échec à la dictature gaulliste.
Pour la défense des libertés.
Pour une politique de progrès social.
Pour la démocratie et pour le socialisme.
Pour l'indépendance nationale et la paix.

Pour faire triompher ce programme, le Parti communiste français vous demande d'approuver sa claire politique d'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques en votant massivement, dès le premier tour, pour :

André DUROMÉA
Député

Candidat du Parti communiste français

Serrurier
Premier adjoint au Maire du Havre
Conseiller général
Délégué cantonal
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre — Médaille de la Résistance
Membre du Bureau fédéral du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

Louis LECAT

Charpentier
Adjoint au Maire du Havre — Membre du Bureau fédéral
Secrétaire du Comité de Ville du Havre

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Avec 23.367 voix et 49 % des suffrages, André Duroméa vient d'être désigné par le corps électoral pour rassembler, sur son nom, les voix de tous les démocrates inquiets de la poussée à droite qui se dégage du premier tour.

Le chantage à la peur a permis au pouvoir gaulliste de rassembler derrière lui toutes les forces réactionnaires et de tromper de nombreux Français de toutes opinions.

Cependant, dans la septième circonscription, Réjaud ne recueille que 30 % des voix et l'élection d'André Duroméa aurait été acquise dès dimanche soir si le P.S.U. n'avait présenté, pour la première fois, une candidature de diversion.

Soutenus par ce parti, les groupes gauchistes, par leurs exactions, ont créé un climat d'inquiétude exploité abusivement par le parti gaulliste.

Certains de leurs dirigeants sont manipulés par le Ministère de l'Intérieur et à ce sujet le Parti communiste a posé, le 21 mai dernier, des questions précises auxquelles le pouvoir n'a toujours pas répondu.

Nous sommes convaincus que les électeurs P.S.U. voient mieux à présent la voie dangereuse dans laquelle on a voulu les entraîner. Ils condamneront cette politique aventureuse et anti-unitaire et contribueront à faire échec au gaullisme en apportant, dimanche, leurs voix à André Duroméa.

La crise ouverte par dix années de pouvoir au service exclusif des grands capitalistes subsiste. Les voix rassemblées dans la peur, sans aucun programme d'avenir sont, pour l'essentiel, celles des Français et Françaises, victimes eux-mêmes de la politique gaulliste et qui ont déjà en maintes occasions, manifesté leur mécontentement.

Avec une majorité renforcée à l'Assemblée Nationale, le pouvoir aggraverait sa politique antisociale. Il s'attacherait à réduire à néant tous les avantages que le Gouvernement et le grand patronat ont dû céder ces dernières semaines.

Résistant au chantage, 33.320 électeurs et électrices, soit 70 %, ont refusé d'apporter leurs suffrages au parti gaulliste.

Certes, des électeurs intimidés par cette campagne se sont abstenus ou ont cru devoir voter pour le candidat gaulliste.

Les uns et les autres mesurent aujourd'hui le péril attaché à la montée du parti gaulliste qui s'érige en parti unique de la réaction et menace la démocratie.

Dans ces circonstances, André Duroméa devient le candidat de tous les électeurs républicains, communistes, socialistes, croyants ou incroyants,

Le Parti communiste développe sa politique au grand jour. Il préconise un programme de réformes démocratiques profondes, pour dégager l'Etat de l'emprise des trusts et des banques d'affaires, mettre en œuvre une politique sociale avancée et de paix.

Dimanche

— confirmez le mandat de député de André Duroméa, défenseur résolu des revendications des travailleurs manuels et intellectuels,

— élevez le barrage républicain face à la poussée du parti réactionnaire et fascisant de de Gaulle.

Votez et faites voter

André DUROMÉA

Serrurier
Député — Premier adjoint au Maire du Havre
Conseiller général
Délégué cantonal
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre — Médaille de la Résistance
Membre du Bureau fédéral du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

Louis LECAT

Charpentier
Adjoint au Maire du Havre

Déclaration de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Dimanche prochain, le réflexe républicain doit jouer pleinement. Devant la poussée à droite, profitant au pouvoir gaulliste qui a abusivement utilisé le chantage à la peur, il est indispensable que les partis de gauche se fassent au Parlement et dans le pays les défenseurs résolus :

— des avantages acquis par la lutte ;
— et des aspirations légitimes de tous les républicains pour de profonds changements démocratiques.

Au second tour des élections législatives l'union de toutes les forces républicaines et démocratiques doit se réaliser pour mettre en échec les hommes du pouvoir gaulliste et ses alliés.

Dans cet esprit, la F.G.D.S. de Seine-Maritime vous appelle à rassembler massivement vos suffrages sur le candidat de gauche placé en tête par le suffrage universel et devenu ainsi le porte-parole de la démocratie, le candidat unique de toutes les forces républicaines :

— dans la deuxième circonscription : Tony Larue (F.G.D.S.) ;
— dans la troisième circonscription : Roland Leroy (P.C.F.) ;
— dans la quatrième circonscription : Colette Privat (P.C.F.) ;
— dans la septième circonscription : André Duroméa (P.C.F.) ;
— dans la neuvième circonscription : Louis Boisson (F.G.D.S.).

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bacqueville-en-Caux, Cany-Barville, Doudeville, Fauville-en-Caux, Fontaine-le-Dun, Ourville-en-Caux, Saint-Valery-en-Caux, Tôtes, Valmont, Yerville, Yvetot.

M. Roger FOSSÉ

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

En 1962, vous m'avez désigné pour être votre représentant au Parlement.

En 1967, vous m'avez confirmé votre confiance.

Devant la crise d'une exceptionnelle gravité que traverse notre pays, pour la troisième fois je viens solliciter vos suffrages.

Plus que jamais, devant le danger qui menace la France, il est nécessaire de se grouper autour du Président de la République afin de réaliser dans le calme les grandes réformes devenues urgentes devant l'évolution du monde moderne et la volonté de notre peuple de participer effectivement à la vie sociale économique de la Nation.

La transformation fondamentale de notre civilisation ne pourra se réaliser pleinement que si tous les hommes de bonne volonté, faisant abstraction de certaines idéologies périmées, d'ambition personnelle, s'unissent ensemble pour élaborer les structures nouvelles qui permettront de nous engager avec confiance dans la voie de l'avenir.

L'heure n'est plus aux vaines promesses.
Demain ne sera plus comme hier !
Pas de Gouvernement autoritaire.
Pas de Gouvernement totalitaire..
Pas d'opposition inconditionnelle.
Pas d'obéissance inconditionnelle.

Une démocratie directe par la participation de chacun et de tous. Un dialogue permanent ouvert largement entre toutes les classes de la société.

C'est dans ces conditions que nous pourrons ensemble construire la France nouvelle, plus humaine encore, plus généreuse, dans la paix, dans l'expansion, le progrès et la justice sociale.

Electrices, électeurs,

Depuis six années, je me suis efforcé de pratiquer cette démocratie directe réclamée par tous. Je n'ai ménagé ni mon temps, ni ma peine pour être le plus près possible de vous :

Par mes permanences régulièrement assurées,
Par ma présence effective à toutes nos manifestations,

Par mes interventions incessantes près du Gouvernement, des pouvoirs publics, afin que les difficiles problèmes que pose à chacune et à chacun l'évolution du monde moderne, trouvent une solution satisfaisante.

Personne ne s'est adressé à moi, quels que soient sa condition et son opinion, sans que je me sois efforcé, dans la mesure de mes moyens et dans la limite de la justice, de résoudre ses difficultés.

Le passé reste le meilleur garant de l'avenir.

Il y a entre nous bien autre chose qu'un pacte électoral.

Le 23 juin prochain, dès le premier tour, vous voterez : contre la violence et la haine.

Pour l'ordre contre l'anarchie.

Pour la liberté contre la dictature.

Pour une France nouvelle digne de son grand passé.

Vous voterez

ROGER FOSSÉ

Ancien déporté résistant à Buchenwald
Croix du combattant
Croix du combattant volontaire de la Résistance
Chevalier de la Légion d'honneur
Maire d'Auffay

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

Député sortant

Remplaçant éventuel :

JACQUES COUTURE

Docteur en médecine
Chevalier des Palmes académiques
Secrétaire du Conseil général
Vice-président de la Commission de l'Education nationale, de l'Urbanisme et de la Construction
Membre du Comité régional d'expansion économique de Haute-Normandie
Conseiller général
Maire de Saint-Valéry-en-Caux

Républicain indépendant Ve République

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Dieppe, Envermeu, Eu, Longueville-sur-Scie, Offranville.

M. Raymond OFFROY

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

En 1967, vous m'aviez confié un mandat de cinq ans.

Les émeutes, les grèves politiques et l'agitation dans la rue y ont mis fin quatorze mois plus tard.

Il était donc inévitable que certaines des actions que j'ai entreprises n'aient pas encore donné tous leurs fruits.

Le bilan de mes activités est néanmoins positif dans tous les secteurs.

En quatorze mois, j'ai, en effet, obtenu :

Pour l'agriculture, grâce aux vieilles relations d'amitié qui me lient au président Edgar Faure, de participer personnellement aux travaux qui ont permis à nos paysans d'avoir de meilleurs prix pour leur viande, leur beurre et leur lait.

Dans le domaine industriel, que des commandes de l'Etat soient passées à des entreprises dieppoises (Chantiers de la Manche, Vinco, etc.), qu'une subvention du Gouvernement permette d'éviter la fermeture de l'usine Robbe, que la Société Hudson-Pulvorex puisse s'installer dans la région dieppoise.

En matière d'équipement, que notre circonscription fasse, comme la vallée de la Basse-Seine, l'objet d'une étude approfondie qui nous vaudra de nouveaux investissements et l'installation de nouvelles industries.

En ce qui concerne le logement, que le nombre des P.S.R. passe, dans l'agglomération dieppoise, de 32 pour la période 1965-1966 à 101 pour l'année 1967 et les six premiers mois de 1968. En même temps, le Ministre compétent me promettait une réduction de 5 à 12 % sur les logements sociaux.

Pour le téléphone, que le réseau des communications soit dès maintenant amélioré dans la région Eu-Le Tréport et que le téléphone automatique y soit installé dès le début du VIe Plan.

Dans le domaine de la pêche, que les prix minima frontière soient relevés et étendus à de nouvelles catégories, que les importations de poisson soient sévèrement contrôlées et rapidement supprimées en cas de besoin.

Mais aujourd'hui des périls graves menacent notre pays.

J'ai vu se dérouler jour après jour l'entreprise totalitaire qui, par des affrontements dans la rue, la paralysie de notre économie, la politisation des grèves, entendait imposer, par la force, le départ du Président de la République élu au suffrage universel et l'instauration d'un gouvernement insurrectionnel qui avouait ouvertement son intention d'établir dans notre pays un régime de démocratie populaire.

Le 23 juin, les Français diront s'ils veulent le maintien de l'ordre ou la généralisation du désordre, le triomphe de la raison ou celui de l'anarchie, la conservation des institutions républicaines ou leur suppression.

Ils choisiront entre le totalitarisme et la liberté.

Le choix sera clair : d'un côté, il y aura les communistes qui se réclament de la dictature des soviets et des régimes de contrainte de l'Europe de l'Est ; il y aura aussi leurs alliés qui se sont engagés à les porter au Gouvernement... de l'autre, il y aura les partisans du général de Gaulle qui, le 30 mai, a sauvé une fois de plus la République et qui annonce maintenant la participation et aussi le dialogue avec les étudiants, les travailleurs, les employés, les fonctionnaires.

Ceux qui se rappellent que toutes les grandes réformes de l'après-guerre (nationalisations, Sécurité sociale, comités d'entreprise, vote des femmes, etc.) ont été effectuées par un gouvernement de Gaulle lui feront confiance pour réaliser dans l'ordre et dans la légalité la réforme de notre société.

Ceux-là voteront pour Raymond Offroy, compagnon de la première heure du général de Gaulle, et pour Jean Clatz qui représente les Républicains indépendants.

Ils voteront l'Union pour la défense de la République.
Ils voteront France.

RAYMOND OFFROY
Député sortant
Ambassadeur
Ministre plénipotentiaire hors classe
Médaille de la Résistance avec rosette

Candidat d'Union pour la Défense de la République

Remplaçant éventuel :

JEAN CLATZ
Docteur en médecine
Vice-président de la Commission administrative de l'hôpital

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de la neuvième circonscription,

Dans notre circonscription, votre confiance m'a placé largement en tête de tous les candidats ; le chiffre des suffrages que vous m'avez accordés dépasse de plus de 4.000 voix celui de l'an dernier.

Je vous remercie de cet honneur.

Dimanche prochain, le choix sera clair : vous aurez à vous prononcer pour le maintien de l'ordre républicain ou pour la reprise des violences dans la rue, pour la liberté du travail ou pour la contrainte imposée par la force, pour les réformes dans la légalité ou pour le saut dans l'aventure et dans l'inconnu.

Investi par l'Union pour la défense de la République, je défendrai un programme de maintien de l'ordre, de liberté du travail, de réformes dans la légalité.

Louis Boisson se présente sous l'étiquette de la F.G.D.S. dont le président est François Mitterrand.

François Mitterrand qui, après avoir signé un pacte d'alliance avec les communistes, a prétendu le mois dernier s'emparer de la Présidence de la République et en chasser le Chef de l'Etat élu au suffrage universel.

François Mitterrand qui a essayé aussi de balayer le Gouvernement légal et d'installer Mendès France à sa place ; les listes qui ont circulé à l'Assemblée Nationale montrent que Mendès France voulait constituer son gouvernement avec des aventuristes comme Sauvageot et Geismar.

Lié par la discipline de fer de la Fédération, Boisson serait, s'il était élu, le serviteur docile des ambitions de Mitterrand.

Voter Boisson, c'est donc voter Mitterrand.

Ce serait non seulement un danger mais aussi une défaite.

Voter Boisson-Mitterrand, ce serait aussi voter pour les vaincus de dimanche dernier.

N'ayant eu aucun élu le 23 juin alors que l'U.D.R. en obtenait 142, ayant vu tous ses chefs en ballotage, ne pouvant compter que sur les voix communistes pour les faire revenir au Parlement, la F.G.D.S. vient d'être désavouée par le peuple français.

Electrices, électeurs, ne choisissez pas l'un de ces vaincus, l'un de ces otages pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

Depuis quatorze mois, j'ai déjà réalisé beaucoup pour la circonscription ; la lettre du mois vous en a donné les preuves ; d'autres actions que j'ai entreprises donneront leurs fruits progressivement ; c'est ainsi que la semaine dernière j'ai obtenu une commande d'Etat de 250 millions pour Vinco et pour la zone industrielle de Dieppe, un reclassement qui va permettre l'installation de nouvelles entreprises.

Tout ce travail serait ruiné si vous choisissiez d'être à nouveau représentés au Parlement par le représentant d'un parti déconsidéré par la défaite. Entourée de régions qui ont voté massivement pour la majorité, la neuvième circonscription retomberait alors dans l'immobilisme et dans l'impuissance.

Si au contraire, elle choisit, comme je le crois, de demeurer avec la majorité dans le camp de la victoire, nous pouvons espérer des lendemains meilleurs. Comme Georges Pompidou vient de l'annoncer, nous allons vers une majorité élargie, vers un style nouveau caractérisé par la participation et le dialogue, vers un gouvernement où se retrouveront tous les nationaux sans esprit de chapelle et sans sectarisme de parti.

Je prends l'engagement de consacrer mes efforts, si je suis élu, à la constitution de cette majorité nouvelle chargée de définir et d'établir solidement la société nouvelle que la France espère et que la jeunesse réclame.

Avec Pompidou, avec de Gaulle.
Votez Union pour la défense de la République.
Votez pour l'avenir.
Votez pour la victoire,

Votez Offroy !

RAYMOND OFFROY

Député sortant
Ambassadeur
Ministre plénipotentiaire hors classe
Médaille de la Résistance avec rosette

Remplaçant éventuel :

JEAN CLATZ

Docteur en médecine
Vice-président de la Commission administrative de l'hôpital

DIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Argueil, Aumale, Bellencombre, Blangy, Bluchy, Forges-les-Eaux, Gournay-en-Bray, Londinières, Neufchâtel-en-Bray, Saint-Saëns.

M. Georges DELATRE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

L'importance des élections législatives ne peut vous échapper.

Fidèle à mes convictions que vous avez approuvées voici quinze mois, je sollicite une nouvelle fois vos suffrages.

Les conditions sont très différentes et imposent à chacun de prendre toutes ses responsabilités et de s'exprimer.

La France sort d'un drame dont les derniers soubresauts sont encore perceptibles. Il n'a pu laisser indifférent aucun d'entre nous. La société contestée, la violence déchaînée, l'anarchie, les grèves politisées (transformant en conflit politique un mouvement qui aurait pu n'être que de revendication ouvrière, qu'un légitime mouvement de justes revendications), la menace totalitaire du communisme enfin, ont plongé les Français dans l'angoisse. Certes il y avait en France trop de bas salaires dans trop de secteurs et dans trop d'entreprises en grande difficulté ; mais étaient-ce bien ceux-là qui sillonnaient nos rues et se prenaient déjà pour le pouvoir ?

N'est-ce pas en réalité la dictature qui voulait s'installer. Et d'abord sur le prolétariat.

La paralysie du pays va coûter cher et les conséquences économiques seraient très graves si n'existait une situation financière très favorable qui permettra d'en mieux supporter les conséquences.

Grâce à cette situation, le chômage ne montera peut-être pas en flèche.

Grâce à elle l'agriculture ne fera pas les frais de l'affaire et le Marché commun sera une réalité.

Grâce à elle des entreprises qui auraient été condamnées pourront survivre.

Grâce à elle enfin, les augmentations justifiées de salaire ne deviendront pas un leurre.

Demain, sans doute ne pourra plus être comme hier, mais les réformes indispensables et enfin admises par tous devront se faire et rendront la société meilleure et plus juste.

Mais demain la société vivra malgré ceux qui voulaient la détruire. Car le choix est là. La rechute serait fatale et le progrès transformé en régression.

Il y a quelques jours l'énorme majorité des Français ne croyait ni en un centre trop souvent divisé, ni en la Fédération de la gauche paravent plus ou moins volontaire du communisme.

Les Français alors ne comptaient que sur de Gaulle, Président de la République, élu au suffrage universel.

C'est lui que vous soutiendrez demain pour la défense de la paix, de la liberté, de votre liberté.

En votant pour le candidat d'Union pour la défense de la République.

Votre député

Docteur Georges DELATRE

Chirurgien — Maire de Gournay
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Marc PERRIN

Agriculteur à Neufchâtel-en-Bray
Ancien déporté résistant
Croix de guerre 1939-1945
Rosette de la Résistance
Chevalier de la Légion d'honneur

SEINE-ET-MARNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Brie-Comte-Robert, le Châtelet-en-Brie, Melun-Nord, Melun-Sud, Mormant, Tournan-en-Brie.

M. Marc JACQUET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Le Président de la République, en vous conviant à nouveau à des élections générales, vous fait juges de votre destin.

Vous avez eu ces dernières semaines un avant-goût de ce que serait un régime révolutionnaire appuyé par la rue. Vous avez vu comme les communistes ont emboîté le pas et essayé de détourner l'insurrection à leur profit. Vous avez vu comment avaient été bafouées, étouffées, toutes ces libertés auxquelles les Français sont si profondément attachés.

Il s'en est fallu de très peu pour que la dictature communiste ne s'installe. Sans l'énergie du général de Gaulle, et le sursaut de Paris, la République se serait effondrée et nous aurions été livrés à l'aventure, à l'anarchie.

Vous avez le choix :

— ou prêter la main à l'installation d'un régime communiste dont vous savez désormais que, fondé sur l'inquisition policière, il sera arbitraire et implacable, ...ou vous rassembler, vous unir autour du général de Gaulle, rempart de la légalité, c'est-à-dire de la liberté.

Il ne s'agit pas dans une heure aussi dramatique, de faire la fine bouche, d'ergoter sur tel ou tel aspect de la politique passée, de remâcher telle ou telle rancune.

Il faut d'abord défendre, tous ensemble, la démocratie menacée d'un péril mortel.

Ensuite, ensemble, nous nous ferons un avenir plus fraternel et plus juste, celui que nous devons à notre jeunesse. Nous vous faisons la promesse solennelle d'y contribuer de toutes nos forces.

Ne vous laissez pas tenter par les candidats qui cherchent, bien à la légère, à diviser les forces nationales. Bloquez, dès le premier tour, vos suffrages sur :

MARC JACQUET
Ancien ministre
Député sortant — Conseiller général — Maire de Barbizon

Remplaçant éventuel :

JEAN PETIT
Maire de Melun

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Claye-Souilly, Chelles, Dammartin-en-Goële, Lagny.

M. Guy RABOURDIN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Le peuple français a droit à la parole.

C'est à lui seul de décider démocratiquement de son destin contre les extrémistes qui veulent imposer leur dictature par la violence.

Dans les circonstances dramatiques que vit la France, chacune et chacun d'entre vous doit avoir la possibilité d'agir et de prendre ses responsabilités de citoyens.

Vos libertés sont menacées par des organisations totalitaires, avec la complicité honteuse des opposants qui ont peur du suffrage populaire.

Défendez vos libertés, regroupez-vous autour de ma candidature.

GUY RABOURDIN
Député sortant Union démocratique pour la Ve République
Conseiller général — Maire de Chelles
Président du Conseil d'administration du District de la région parisienne

Des réformes profondes dont la mise en œuvre s'est, jusqu'à présent, heurtée à la défense de privilèges attardés et aux égoïsmes retardataires, doivent être réalisées, notamment dans les entreprises et dans l'université.

Pour cela, il faut que soient assurés la stabilité politique et le triomphe de l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

Il faut que le peuple désigne pour le représenter une majorité effective et cohérente composée d'hommes de progrès qui continueront à œuvrer dans le respect de la liberté.

Le 23 juin 1968 vous renouvellerez votre confiance à

GUY RABOURDIN
Député sortant

qui, depuis 6 ans, a tant fait au service de la Nation et au service de la région.

Remplaçant éventuel :

RÉMY SURQUAIN
Docteur-vétérinaire — Maire-adjoint de Dammartin-en-Goële

2e CIRCULAIRE

Le choix est clair.

En se prononçant par un vote massif sur ma candidature dès le premier tour, les électrices et électeurs de cette circonscription ont manifesté le désir de me confirmer dans mon mandat, je tiens à les remercier chaleureusement de cette confiance.

Mais la lutte n'est pas terminée, et vous devez confirmer votre choix.

Celui-ci est maintenant clair et il est simple.

Face aux tenants du régime totalitaire et leurs otages, il y a ma candidature et l'engagement de participer aux réformes prévues demandées par tous les Français, mais dans le calme et l'ordre.

Vous devez donc dimanche prochain réaffirmer votre confiance dans le destin de votre pays et dans la promesse du général de Gaulle avec

GUY RABOURDIN
Député sortant — Conseiller général — Maire de Chelles
Président du Conseil d'administration du District de la région parisienne

Remplaçant éventuel :

RÉMY SURQUAIN
Docteur-Vétérinaire — Maire-adjoint de Dammartin-en-Goële

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Coulommiers, Crécy-en-Brie, la Ferté-sous-Jouarre, Lizy-sur-Ourcq, Meaux, Rebais.

M. Bertrand FLORNOY

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

C'est aux citoyens que je m'adresse : aux hommes et aux femmes qui sont décidés à sauvegarder leurs libertés et la République.

Pendant tout le mois de mai, les tentatives de subversion, les émeutes, les attaques contre la liberté du travail ont été les différents aspects d'un complot contre l'Etat.

Si l'ordre a été rétabli, le danger demeure. Dans le but de s'emparer du pouvoir coûte que coûte, des politiciens ont pris le relais de l'émeute.

On a entendu le chef de la Fédération de la gauche (la F.G.D.S.) proclamer : « Il n'y a plus d'Etat en France depuis le 3 mai ». Or, le 3 mai, c'est la date des premières barricades... Et ce même politicien, M. Mitterrand, s'est déclaré prêt à « assumer la responsabilité » de former un « gouvernement provisoire »...

Derrière ces ambitions déchaînées et indifférentes au destin de la France, le Parti communiste se tient prêt. Car c'est lui qui entend bien profiter de la subversion et de la complicité de ses alliés — de ses complices — de la F.G.D.S.

La menace contre nos libertés s'est ainsi déplacée de la rue aux salles de vote. Sous le masque de la démocratie fédérés et communistes préparent, consciemment ou non, l'avènement d'un régime de dictature marxiste.

Il est vital pour le pays que chaque Française, que chaque Français prenne conscience de cette menace. Il est nécessaire que les électrices et les électeurs de notre circonscription sachent qu'en votant pour MM. Bouvin et Hurel ou pour Mme Renard et M. Verdier ils ne voteraient pas pour de simples « candidats de la gauche » : ils apporteraient leur soutien à l'avènement d'un gouvernement totalitaire.

Les élections du 23 juin ont une importance capitale. Le général de Gaulle, Président de la République élu par le peuple, a déclaré, voici quelques jours : « Je crois que jamais, au point de vue national, une consultation nationale n'a eu une telle importance nationale parce qu'en effet, tout, en vérité tout en dépend, tout est en cause ». Tout, c'est-à-dire le destin des Français, la survivance de nos libertés, la République.

L'avenir.

Notre tâche n'est pas seulement de stopper l'anarchie et de barrer la route à la dictature marxiste. Elle est de renforcer, dans l'ordre et la légalité, l'action entreprise depuis dix ans pour faire de la France un pays de progrès.

Les campagnes mensongères des socialistes et des communistes — unis pour détruire — ne changeront rien aux faits :

— la France, après vingt ans de guerres, ne connaît plus de conflits extérieurs et trace le chemin de la paix aux belligérants d'aujourd'hui ;

— la France, après tant de gabegie financière s'est assurée d'une monnaie saine et forte ;

— la France s'est préparée, en dépit des sarcasmes, à la grande entreprise du Marché commun à laquelle elle a associé notre agriculture — et, de cette façon, elle prépare efficacement l'Europe unie de demain.

Aujourd'hui, les Français sauvés du désastre de 1958 entendent participer, tous, à l'expansion économique du pays. Et ils ont raison car c'est là, certainement, le pas décisif vers l'union nouvelle de la communauté française.

Mais, là encore, il faut se rapporter aux faits :

— c'est en 1945 que le Gouvernement du général de Gaulle a institué les comités d'entreprise ;

— c'est en 1959 et, plus récemment, en 1967, que son Gouvernement a « ouvert la brèche » de l'intéressement des salariés à l'expansion des entreprises — oui, en août 1967, bien avant le protocole de Grenelle, de mai 1968...

Si, aujourd'hui, le Gouvernement, soutenu par sa majorité, précise les conditions de la « participation », élargit le rôle des conventions collectives, augmente les droits syndicaux, accélère les mesures de formation et de protection de l'emploi (déjà concernées par la création du Fonds national de l'emploi en 1963 et par les ordonnances de 1967) c'est dans la logique d'une politique sociale dont le Président de la République disait en 1958 (discours de la Nation) qu'il faudrait vingt ans pour la réaliser pleinement.

Cette politique de progrès est la mienne : reportez-vous à mes « professions de foi » de 1962 et de 1967. C'est celle que j'appuierai de toutes mes forces au cours de la prochaine législature.

Face aux subversions, face aux menaces contre la liberté, il convient de s'unir pour une action d'apaisement et de réformes, décidée par tous ceux des citoyens qui veulent rester Français et libres.

A la suite de troubles, parfois sanglants, et des agissements complices de politiciens, l'Assemblée Nationale a été dissoute, quatorze mois après son élection.

Il faut que la prochaine Assemblée, de par la volonté du peuple, puisse accomplir son œuvre pour le pays et pour la République.

Vive la France !
Vive la République !

Bertrand FLORNOY

Député — Conseiller général
Membre de l'Assemblée du Conseil de l'Europe
Ethnologue
Professeur au collège des Sciences sociales et économiques
Président de la Société des explorateurs et des voyageurs français
Engagé volontaire aux Forces françaises libres — Officier de réserve
Croix de guerre 1939-1945 — Chevalier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre du mérite sportif

Remplaçant éventuel :

François de PERETTI

Attaché de préfecture

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bray-sur-Seine, Donnemarie-en-Montois, la Ferté-Gaucher, Montereau-Faut-Yonne, Nangis, Provins, Rosay-en-Brie, Villiers-Saint-Georges.

M. Alain PEYREFITTE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Chères électrices, chers électeurs,

L'an dernier, dès le premier tour, 6 sur 10 d'entre vous ont voté pour moi (ainsi que pour mon suppléant Roger Pezout). Il faut pourtant recommencer.

Pendant le mois de mai, la France s'est trouvée au bord de l'anarchie ; ses institutions, sa prospérité ont failli être emportées par une vague de violences et de désordres.

Les libertés d'expression, de vote et de travail ont été bafouées. Elles demeurent sous la menace des révolutionnaires (les anarchistes, les communistes et leurs alliés). Tous font de la surenchère les uns sur les autres et prétendent imposer à la majorité des Français la volonté de commandos exercés à la subversion.

Derrière le drapeau rouge et le drapeau noir, nous avons vu s'avancer la dictature totalitaire. Nous avons vu aussi des hommes politiques écartés du pouvoir depuis dix ans par la volonté du peuple, préparer ouvertement un coup d'Etat qui nous aurait conduits à l'avènement du communisme.

La France, dans ses profondeurs, ne voulait rien de cela. Après un moment de stupeur, elle a manifesté, à l'appel du Président de la République, son désir d'ordre et de paix civile.

Les Français sont donc appelés à exprimer leur volonté devant cette situation révolutionnaire.

Peut-on faire confiance au Parti communiste ? Tous les pays où le communisme s'est installé, sans aucune exception, ont commencé par traverser une longue période de misères, de spoliations, de répressions sanglantes. A la longue, certains, comme la Tchécoslovaquie après vingt ans, ont tendance à secouer le joug. Ne trouvez-vous pas plus simple de ne pas tomber sous ce joug ?

Peut-on faire confiance aux alliés du communisme, Fédération et P.S.U., c'est-à-dire à des politiciens essentiellement animés par la haine, et qui ne peuvent revenir au pouvoir qu'avec les communistes ? Ce serait encore faire le jeu du Parti communiste.

Peut-on faire confiance à des aventuriers qui se réclament de « l'opposition centriste » ? Nombreux sont les centristes qui ont obtenu l'investiture de la « Défense de la République », laquelle n'est pas un parti, mais le regroupement de ceux qui se resserrent autour de la République et du drapeau tricolore. Là où des centristes se présentent contre le candidat de « Défense de la République », ils portent un coup à la défense de la République.

Demain, si les oppositions s'emparaient du pouvoir, ce serait d'abord la recrudescence de l'anarchie, le règne des agitateurs venus d'on ne sait où et prêts à n'importe quoi. On les a vus à l'œuvre à Paris, lançant des pavés sur les gardiens de la paix, incendiant des voitures, dressant des barricades, manipulant des manifestants sans malice. On les verrait à l'œuvre partout en France.

Chacun sent, depuis cette grande crise, la nécessité de mieux organiser la démocratie pour mieux la défendre. Chacun sent la nécessité d'assurer la paix

civile, en tournant la page du drame algérien par le vote de l'amnistie. Chacun sent la nécessité de secouer une centralisation tracassière qui aggrave le poids d'une administration tatillonne. Chacun sent la nécessité de faire participer tous les citoyens à la décision, à la gestion et au progrès, dans leurs communes, leurs régions, leurs professions. Voilà mon programme d'action nationale.

Mais ces réformes ne peuvent se faire que dans l'ordre. Elles demandent aussi un soutien massif du pays, une majorité élargie au Parlement. Si, à l'Assemblée Nationale, depuis un an, une majorité solide avait épaulé le Chef de l'Etat et le Gouvernement, nous n'aurions sans doute pas connu cette crise.

Les Français sauront renouveler leur confiance à des institutions et à des hommes qui, depuis dix ans, les ont conduits au milieu de dures épreuves, ont redressé les finances, ont bâti leur prospérité, ont fait progresser le niveau de vie, ont fait rayonner dans le monde une France indépendante et pacifique.

Sur le plan local, vous savez quel prix j'ai attaché au contact constant avec vous. Je n'ai pas cessé de tenir des permanences, de visiter vos communes, de défendre vos intérêts. Demain plus que jamais, ce contact sera nécessaire. Mon programme local de l'an dernier est toujours valable :

1. Une prospérité croissante et mieux partagée.
2. Des activités nouvelles créatrices d'emplois.
3. Une politique du logement toujours plus sociale en faveur des travailleurs et des familles.
4. Des grands travaux d'équipement, grâce à une aide accrue de l'Etat et du district.
5. Une meilleure protection contre l'adversité (hôpitaux, centres pour handicapés).
6. Des chances égales pour tous les jeunes devant la vie (enseignement technique et agricole).
7. Des loisirs pour tous les goûts et plus de confort pour tous.

Ce programme de justice et de prospérité, il se réalisera si, le 23 juin, la manifestation de la volonté nationale est suffisamment forte pour faire reculer les fauteurs de troubles.

Toute voix enlevée à la défense de la République affaiblirait cette manifestation et servirait le communisme.

Pour déjouer les manœuvres d'un second tour, n'égarez pas votre voix !
Non au désordre !
Non à l'aventure !
Non aux candidats de division !
Votez pour la République, pour les libertés, pour les réformes, pour le progrès !

ALAIN PEYREFITTE

42 ans, père de 5 enfants
Maire de Provins
Conseiller général de Bray-sur-Seine
Elu député en 1958, 1962, 1967
Ministre d'avril 1962 à mai 1968

Remplaçant éventuel :

ROGER PEZOUT

Agriculteur-exploitant — Maire de Montereau
Député sortant

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : la Chapelle-la-Reine, Château-Landon, Fontainebleau, Lorrez-le-Bocage, Moret-sur-Loing, Nemours.

M. Didier JULIA

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Je suis un homme neuf.

J'ai au moment où la Seine-et-Marne m'a investi de responsabilités publiques, voué tous mes instants à la sauvegarde des intérêts de chacun, pour qu'il y ait plus de justice et plus de richesses pour tous.

Etranger à la cuisine électorale des hommes du passé, qui tentent des alliances désespérées et contre nature mais dont les électeurs ne seront pas dupes.

Je ne suis qu'au service de la République, aujourd'hui en danger de mort face au communisme totalitaire qui prend localement l'apparence trompeuse et utilise l'ambition et le dépit de politiciens au rancart.

Je continuerai de me mettre au service de la circonscription.

Le but est d'assurer des emplois à tous les travailleurs, fournir des débouchés à la jeunesse, assurer la sécurité des personnes âgées, relancer le commerce local, venir en aide aux agriculteurs.
J'ai été, je suis, et je resterai parmi vous.
Pour le renouveau dans l'ordre et la liberté.

Pour l'union de tous les Français.

La France vient de vivre des journées dramatiques.
Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.
La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.
Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.
La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.
Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Si, au Parlement depuis un an, une majorité solide avait été présente, épaulant constamment le Chef de l'Etat et le Gouvernement, nous n'aurions pas connu, sans doute, cette crise et sûrement pas la subversion qui a suivi.

C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés que l'ambition aveugle et qui entraîneraient pour la Seine-et-Marne la récession économique et enfin la ruine, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Le seul candidat opposé à Mitterrand et à la dictature communiste.
Avec de Gaulle

Votez pour :

L'ordre,
Le renouveau,
Le progrès,
La liberté.

Votez

Union pour la défense de la République.

DIDIER JULIA

Député sortant
Agrégé de l'Université
Docteur ès lettres
Professeur de Faculté
Délégué général de l'Union paneuropéenne
Marié, 34 ans

Remplaçant éventuel :

JEAN-MICHEL REGNAULT

Conseiller municipal de Veneux-les-Sablons
Secrétaire du Conseil des Prud'hommes
Né à Champagne-sur-Seine
Marié, 2 enfants, 44 ans

2e CIRCULAIRE

Vous m'avez donné 22.903 voix, soit près de 50 % des suffrages, réalisant déjà une union massive pour la défense de la République qui a contribué à apaiser les esprits dans notre circonscription.

Je vous remercie du témoignage de confiance que vous m'avez accordé et dont je suis fier.

Néanmoins il nous faut rester ensemble vigilants. La République demeure en danger. Certains politicards sont prêts aux manœuvres les plus désespérées et les moins scrupuleuses pour s'emparer du pouvoir coûte que coûte. Restons ensemble unis pour défendre la République et les intérêts des Seine-et-Marnais.

En déposant des bulletins à mon nom vous avez manifesté votre volonté de me voir poursuivre une œuvre et une activité mises tout entières au service de la circonscription.

Vous avez manifesté également votre volonté d'élire une majorité cohérente et constructive et de faire échec aux combines des politiciens du passé. Leurs menaces, le chantage n'auront aucune prise sur ceux qui me connaissent et qui savent que mon seul propos est de servir en toute honnêteté et de toutes mes forces la circonscription et la France.

Enfin en faisant confiance à celui qui a investi le général de Gaulle, vous avez manifesté votre volonté de vous opposer à ceux qui n'ont pour tout programme que le drapeau noir de l'anarchie ou le totalitarisme communiste.

Dimanche 30 juin, il vous faut confirmer et parachever la victoire du premier tour et assurer le succès de l'union de tous les Français pour la défense de la République.

Pour le renouveau dans l'ordre et la liberté.

Pour l'union de tous les Français.

Et maintenant,

Pour poursuivre dans la paix et l'union nationale la politique de progrès dont la France a aujourd'hui besoin, éliminer définitivement l'opportunisme politique des candidats capables de s'arranger selon que le vent tourne sous toutes les étiquettes. Il faut savoir ce que l'on est et s'y tenir. Les combines politiques et la cuisine électorale, en un moment où la France a frôlé le drame, ne sont plus de mise.

Elisez un homme neuf, droit, efficace, autour duquel tous les Français véritables se rassembleront dans la défense du drapeau tricolore.

Barrez la route aux manœuvres, aux mystifications, à la tromperie politique des Dailly et autres politiciens au rancart.

Barrez la route au communisme et à Mitterrand qui n'ont aucun programme commun et dont la victoire conduirait la France et les Sud Seine-et-Marnais à l'anarchie, à la guerre civile et finalement à la dictature communiste.

J'en appelle aux hommes de progrès. Puissent-ils s'arracher à leurs préjugés et comprendre que l'Union pour la défense de la République est le seul garant d'un progrès social réalisé dans l'ordre et le respect de la liberté.

J'en appelle aux abstentionnistes. Le salut de la République est en jeu. Nul n'a le droit de s'en désintéresser. Confirmez votre opposition au désordre qui mènerait la France à la ruine.

J'en appelle aux femmes qui veulent plus de richesses, mais dans la paix et la sécurité : rien de bon ne peut sortir du désordre.

J'en appelle aux personnes âgées qui ont droit à un statut décent : Je mettrai tout en œuvre pour que leurs voix soient entendues au Parlement.

J'en appelle aux jeunes. Ils sont les forces vives de la France. C'est avec eux que nous construirons un avenir meilleur. Ils doivent se joindre à nous s'ils veulent construire et non détruire.

J'en appelle à tous, hommes et femmes de bonne volonté. L'énorme élan qui vous a fait porter vos voix sur le candidat d'Union pour la défense de la République au premier tour est un grand espoir pour la France.

Confirmez qu'avec nous, vous voulez vous unir pour sauver le pays.

Seine-et-Marnais, je mettrai tout en œuvre pour que la circonscription puisse connaître un climat de paix durable et qu'ainsi elle bénéficie de tous progrès réalisés sur le plan national.

Vive la République !
Vive la démocratie !
Vive la France !

Contre l'union désespérée et contre nature du plus gros capitaliste de la région avec les voix communistes, contre la trahison, de tous les électeurs honnêtes de quelque bord qu'ils soient.

Avec de Gaulle.

Votez pour :

L'ordre,
Le renouveau,
Le progrès,
La liberté.

Votez

Union pour la défense de la République.

DIDIER JULIA

Député sortant
Agrégé de l'Université
Docteur ès lettres
Professeur de Faculté
Délégué général de l'Union paneuropéenne
Marié, 34 ans

Remplaçant éventuel :

JEAN-MICHEL REGNAULT

Conseiller municipal de Veneux-les-Sablons
Secrétaire du Conseil des Prud'hommes
Né à Champagne-sur-Seine
Marié, 2 enfants, 44 ans

SEINE SAINT-DENIS

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Communes de : Epinay-sur-Seine, l'Ile-Saint-Denis, Pierrefitte, Saint-Ouen, Villetaneuse.

M. Etienne FAJON

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 30 juin 1968

(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles vient de soulever les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants et enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Le puissant mouvement de grève a permis d'arracher au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme, et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays ; ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la Grande Révolution française, le drapeau de la Nation.

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

— *Dans l'ordre économique,* il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays et le plein emploi selon un plan démocratique de développement.

— *Dans l'ordre social,* il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, l'amélioration substantielle du niveau de vie des personnes âgées et des infirmes, la construction annuelle de 600.000 logements, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Il propose l'attribution du quart du budget de l'Etat à l'Education nationale, ainsi qu'une réforme profonde de l'enseignement dans le respect de la laïcité et la création d'une université moderne et démocratique.

— *Dans l'ordre international,* il préconise une politique constante de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France. C'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir. Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

— Pour faire échec à la dictature gaulliste.
— Pour la défense des libertés.
— Pour une politique de progrès social.
— Pour la démocratie et pour le socialisme.
— Pour l'indépendance nationale et la paix.

Pour faire tromphер ce programme : le Parti communiste français vous demande d'approuver sa claire politique d'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques en votant massivement, dès le premier tour, pour

Etienne FAJON

Instituteur — Membre du bureau politique du parti communiste français
Directeur de *l'Humanité*
Député sortant

Candidat du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

FERNAND LEFORT
Métreur — Maire de Saint-Ouen — Conseiller général de Seine-Saint-Denis

---

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Nous remercions celles et ceux d'entre vous qui, au nombre de 21.598, nous ont accordé leurs suffrages le 23 juin.

En dépit d'une campagne anticommuniste inouïe, vous nous avez placés largement en tête. Le candidat du Parti communiste devance de plus de 3.000 voix celui du pouvoir gaulliste.

Dimanche 30 juin, au second tour, vous voterez en masse pour transformer ce succès en victoire.

Il ne reste plus que deux candidats en présence :

— Le candidat gaulliste était, dès le premier tour, le représentant unique de tous les partis réactionnaires. Il le reste. Il doit une partie importante de ses voix aux réflexes de peur habilement provoqués par de Gaulle à la faveur des provocations policières et des violences perpétrées par des groupes irresponsables.

— Le candidat du Parti communiste français a été désigné par le suffrage universel, dimanche dernier, comme candidat de toutes les formations républicaines, de tous les démocrates.

Les choses sont claires.

Il vous appartient de choisir entre le représentant d'un régime rétrograde qui évolue de plus en plus vers la dictature et le représentant de tous ceux qui se prononcent en faveur du progrès social, de la démocratie et du socialisme.

Dimanche prochain, tous les démocrates qui, le 23 juin, ont voté pour le candidat de leur choix ou se sont abstenus, iront aux urnes avec le bulletin du candidat unique de toutes les formations républicaines.

— Pour garantir et consolider les revendications obtenues par les travailleurs manuels et intellectuels,
— Pour sauvegarder les libertés menacées par le gaullisme totalitaire,
— Pour que vos intérêts continuent d'être bien défendus,

Vous bloquerez vos suffrages, le 30 juin, sur

ETIENNE FAJON
Instituteur — Membre du Bureau politique du Parti communiste français
Directeur de *l'Humanité*
Député sortant

Candidat unique de toutes les forces de gauche
présenté par le Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

FERNAND LEFORT
Métreur — Maire de Saint-Ouen — Conseiller général de Seine-Saint-Denis

---

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Commune de : Saint-Denis.

M. Marcelin BERTHELOT

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 30 juin 1968

(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme, et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays ; ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la Grande Révolution française, le drapeau de la Nation.

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

— *Dans l'ordre économique*, il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, une gestion démocratique, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte

contre la hausse des prix et de l'artisanat, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

— *Dans l'ordre social,* il met l'accent sur l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés, retraités et pensionnés, l'échelle mobile des salaires et des prix, la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, une véritable politique de défense de la santé, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan. Le Parti communiste français poursuit son action pour l'abaissement de l'âge de la ratraite et pour que les personnes âgées et les infirmes obtiennent aussi une augmentation substantielle de leur niveau de vie.

Il propose une réforme scolaire et la refonte profonde d'une Université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité ; la démocratisation de l'accès à l'enseignement. A cet effet, le quart du budget de l'Etat doit être consacré à l'Education nationale.

Il préconise un statut démocratique de l'O.R.T.F.

— *Dans l'ordre international,* il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir. Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

— Pour faire échec au désordre à la dictature gaulliste.
— Pour la défense des libertés.
— Pour une politique de progrès social.
— Pour la démocratie et pour le socialisme.
— Pour l'indépendance nationale et la paix.

Dyonysiennes et Dionysiens, le Parti communiste français vous demande d'approuver sa claire et loyale politique d'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

A Saint-Denis, depuis trente et un ans, vous avez toujours élu, dès le premier tour, Fernand Grenier dont vous avez apprécié le dévouement et les capacités de militant intègre et fidèle à ses engagements. Fernand Grenier a décidé de passer le flambeau entre des mains plus jeunes. Tous ceux qui lui ont fait confiance dans le passé répondront à son appel en votant et en faisant voter pour Marcellin Berthelot, candidat du Parti communiste français.

Unissez vos voix pour donner une majorité accrue aux candidats communistes.

Votez pour

MARCELIN BERTHELOT
Ouvrier E.D.F. — Maire-adjoint de Saint-Denis

(Candidat du Parti communiste français)

Remplaçant éventuel :

MAURICE SOUCHEYRE
Professeur de collège — Maire-adjoint de Saint-Denis

2° *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Nous remercions celles et ceux d'entre vous qui, au nombre de 17.371, nous ont renouvelé leur confiance le 23 juin. En dépit d'une campagne anticommuniste inouïe, il ne nous a manqué que quelques suffrages pour être élu au premier tour. Le candidat du pouvoir gaulliste n'a pu retrouver à Saint-Denis les voix réactionnaires des législatives de 1967.

Dimanche 30 juin, au second tour, achevez la défaite du candidat U.D.R.

Il ne reste plus que deux candidats en présence :

— Le candidat gaulliste était, dès le premier tour, le représentant unique de tous les partis réactionnaires. Il le reste. Il doit une partie importante de ses voix aux réflexes de peur habilement provoqués par de Gaulle à la faveur des provocations policières et des violences perpétrées par des groupes irresponsables.

— Le candidat du Parti communiste français a été désigné par le suffrage universel, dimanche dernier, comme candidat de toutes les formations républicaines, de tous les démocrates.

Le choix est clair.

Il vous appartient de choisir entre le représentant d'un régime rétrograde qui évolue de plus en plus vers la dictature et le représentant de tous ceux qui se prononcent en faveur du progrès social, de la démocratie et du socialisme.

Dimanche prochain, tous les démocrates qui, le 23 juin, ont voté pour le candidat de leur choix ou se sont abstenus, iront aux urnes avec le bulletin du candidat unique de toutes les formations républicaines.

— Pour garantir et consolider les avantages obtenus par les travailleurs manuels et intellectuels,
— Pour sauvegarder les libertés menacées par le gaullisme totalitaire,
— Pour que vos intérêts continuent d'être bien défendus,

Vous bloquerez vos suffrages, le 30 juin, sur

MARCELIN BERTHELOT
Ouvrier E.D.F. — Maire-adjoint

(Candidat unique de la gauche présenté par le Parti communiste français)

Remplaçant éventuel :

MAURICE SOUCHEYRE
Professeur de collège — Maire-adjoint

Extrait de la déclaration de la Fédération S.F.I.O.

Au nom du Parti socialiste, j'invite tous les électeurs qui ont voté pour les candidats de la Fédération de la gauche démocrate socialiste dès le premier tour, j'invite tous les républicains soucieux de dénoncer la politique catastrophique du pouvoir gaulliste et la fascisation du régime, à barrer la route au second tour au candidat gaulliste, candidat du désordre et de la division, en reportant leurs voix sur le candidat unique de la gauche.

Jacques FLEURY
secrétaire fédéral du Parti socialiste
de la Seine-Saint-Denis

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Aubervilliers, la Courneuve, Stains.

M. Waldeck ROCHET

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 23 juin 1968
(C.)

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles, soulève les couches laborieuses d'Aubervilliers, La Courneuve et Stains comme de toute la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à rélire votre député.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme, et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la Grande Révolution française, le drapeau de la Nation.

Voter pour Waldeck Rochet et André Karman c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les aspirations démocratiques des travailleurs manuels et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

— *Dans l'ordre économique,* il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement garantissant le travail pour tous et une vie meilleure dans nos communes poursuivant leur équipement.

— *Dans l'ordre social,* il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la démocratisation de l'O.R.T.F., la refonte profonde d'une Université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité.

— *Dans l'ordre international,* il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France. C'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre le maintien du gaullisme ou l'instauration du communisme. Il est entre le pouvoir personnel ouvrant la voie à la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir. Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique dans lequel il doit avoir la place qui lui revient.

Pour l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques :

Voter Waldeck Rochet et André Karman, c'est approuver la claire politique et l'activité inlassable du Parti communiste français en faveur de l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

Dans notre secteur, la lutte est circonscrite entre Waldeck Rochet, candidat communiste et le candidat gaulliste.

Pour ne pas perdre vos voix sur les noms de candidats qui n'ont aucune chance.

Vous voterez, massivement, dès le premier tour :

WALDECK ROCHET
Candidat et Secrétaire général du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ KARMAN
Maire d'Aubervilliers — Conseiller général de la Seine-Saint-Denis

---

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Bobigny, le Bourget, Drancy, Dugny.

M. Maurice NILÈS

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 23 juin 1968
(C.)

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays. Ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la Grande Révolution française, le drapeau de la Nation.

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

— *Dans l'ordre économique,* il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

— *Dans l'ordre social,* il met l'accent sur l'amélioration du niveau de vie, l'augmentation des retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans les entreprises, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Il propose une réforme scolaire et la refonte profonde d'une Université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, la démocratisation de l'accès à l'enseignement. A cet effet, le quart du budget de l'Etat doit être consacré à l'Education nationale.

— *Dans l'ordre international,* il préconise une politique, cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France, c'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir. Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

— Pour faire échec à la dictature gaulliste.
— Pour la défense des libertés.
— Pour une politique de progrès social.
— Pour la démocratie et le socialisme.
— Pour l'indépendance nationale et la paix.

Electrices et électeurs de Bobigny, de Drancy, du Bourget et de Dugny, pour faire triompher ce programme, le Parti communiste français vous demande d'approuver sa claire politique d'union de toutes les forces démocratiques, il vous demande de renouveler à votre député communiste la confiance que vous lui accordez depuis 1958.

En votant massivement, dès le premier tour dimanche 23 juin 1968 pour le candidat du Parti communiste français.

MAURICE NILÈS

Député depuis 1958. — Maire de Drancy
Ouvrier fraiseur
Décoré de la Croix de guerre 1939-1945
Médaille de la Résistance française
Officier de réserve

Remplaçant éventuel :

GEORGES VALBON

Maire de Bobigny — Ouvrier typographe
Président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis
Médaille du Combattant volontaire de la Résistance — Officier de réserve

---

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Bondy, Noisy-le-Sec, les Pavillons-sous-Bois, Romainville, Villemomble.

M. Robert CALMEJANE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs, de Bondy, Noisy-le-Sec, Pavillons-sous-Bois, Romainville, Villemomble.

Dès le premier tour, pas d'abstentions

— Ne dispersez pas vos suffrages... votez utile.
— Votez pour le candidat de la majorité seul capable de l'emporter.
— Votez pour la large majorité d'union nationale stable et efficace.
— Seule capable de défendre les libertés démocratiques dans l'ordre et dans la légalité.

— Seule capable de faire progresser les réformes indispensables dans le cadre des institutions de la République.
— Seule capable d'assurer à la jeunesse son avenir dans la société moderne.
— Seule capable de faire profiter tous les Français du progrès économique et social dans la paix des âmes et des armes.
— Votez pour le candidat d'Union pour la défense de la République.

ROBERT CALMÉJANE

Liberté, ordre, paix... avec de Gaulle.

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence a réussi à se déchaîner.

Les libertés essentielles — la liberté de pensée, la liberté de travail — ont été menacées. Et derrière les drapeaux rouges, derrière les drapeaux noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme sectaire.

Nous avons vu aussi des hommes politiques, des agitateurs, voire des opportunistes, tenter de bafouer la légalité républicaine, tenter d'abattre le régime et tenter de préparer un coup d'Etat révolutionnaire afin de mener notre pays à la dictature communiste, trotskyste ou maoïste.

Le peuple français, dans son immense majorité, ne veut rien de cela.

Après un moment d'angoisse et de stupeur, il a su montrer, à l'appel du Président de la République, qu'il était capable de manifester de façon éclatante son désir d'ordre et de paix civile.

Or, et ils l'ont toujours affirmé par leurs votes, nos concitoyens sont contre l'anarchie et contre la dictature. Ils savent que les régimes totalitaires d'inspiration marxiste sont pour l'oppression et pour la misère, pour la mainmise sur les usines et sur les travailleurs, sur les universités et sur les étudiants, sur les jeunes et sur les vieux, sur les classes moyennes et, plus encore, sur ceux que le sort a défavorisés...

Certes, dans la société où nous vivons, en fonction des progrès de la science et des conditions de vie nouvelles de chacun d'entre nous, il est urgent de prendre un certain nombre de mesures, de réformes, pour adapter un grand pays moderne aux modalités d'existence actuelles...

Certes, dans les circonstances présentes, tous les citoyens sont en droit de prétendre participer aux décisions importantes que doit prendre un Gouvernement conscient de ses responsabilités...

Mais, dans notre Etat, n'est-ce point grâce à une majorité solide et efficace, épaulant constamment un Président de la République élu, lui aussi, au suffrage universel, que le Parlement est en mesure de traduire réellement la volonté de la Nation ?

Donc, si demain vous voulez qu'une majorité nationale solide, la plus large possible, la plus efficace aussi, défende vos intérêts, défende l'avenir de vos enfants, défende sans aucune exclusive les travailleurs, les classes moyennes et les retraités, et également tous ceux qui ont combattu pour que vive la France, c'est, aujourd'hui, pour vous un devoir sacré d'élire des hommes décidés à défendre les libertés républicaines — et qui l'ont toujours prouvé !

Face au communisme totalitaire, face à l'anarchie et à la violence, choisissez ceux qui ont la volonté de défendre les libertés républicaines, la légalité constitutionnelle, la paix civile.

Pour que vive la République.

Et pour que vive la France.

Votez pour le seul candidat ayant l'investiture de l'Union pour la défense de la République et de l'Union des démocrates pour la Ve République.

Votez

ROBERT CALMÉJANE

39 ans — Marié — 3 enfants
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Cadre de l'Industrie chargé de Relations publiques
Conseiller municipal de Romainville de 1953 à 1959
Maire de Villemomble
Conseiller général de la Seine-Saint-Denis
Vice-président du Conseil d'administration du District de la région de Paris
Membre du Conseil économique et social
Député de la 5e circonscription de 1958 à 1967

Remplaçant éventuel :

JEAN CHEVALLIER

48 ans — Marié — 2 enfants
Officier des Palmes académiques
Attaché principal d'Intendance universitaire
Ancien Maire-adjoint de Noisy-le-Sec

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de Bondy, Noisy-le-Sec, Pavillons-sous-Bois, Romainville, Villemonble.

Merci.

Avec les 24.595 suffrages que vous avez bien voulu m'accorder dimanche dernier il m'a été permis de distancer largement mes adversaires.

Mais la partie reste difficile. Le danger existe. Chaque voix compte... ne l'oubliez pas.

Une fois encore, pour le second tour, je reste seul candidat d'Union républicaine en face du marxisme et de ses alliés.

Mais, une fois encore, dans cette circonscription, la route sera barrée au communisme totalitaire grâce au regroupement de toutes les voix nationales !

Démocrates, républicains,

En 1968, comme en 1962 et en 1958 pour la défense de la République.

Vous voterez U.D.R.

ROBERT CALMÉJANE

39 ans — Marié — 3 enfants
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Cadre de l'Industrie chargé de Relations publiques
Conseiller municipal de Romainville de 1953 à 1959
Maire de Villemomble
Conseiller général de la Seine-Saint-Denis
Vice-président du Conseil d'administration du District de la région de Paris
Membre du Conseil économique et social
Député de la 5e circonscription de 1958 à 1967

Remplaçant éventuel :

JEAN CHEVALLIER

48 ans — Marié — 2 enfants
Officier des Palmes académiques
Attaché principal d'Intendance universitaire
Ancien Maire-adjoint de Noisy-le-Sec

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Bagnolet, les Lilas, Pantin, le Pré-Saint-Gervais.

M. Jean LOLIVE

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 30 juin 1968

(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtres appelés, le 23 juin, à réélire votre député.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme, et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays ; ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la Grande Révolution française, le drapeau de la Nation.

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

— *Dans l'ordre économique,* il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la défense du petit commerce et de l'artisanat, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement garantissant le travail pour tous, une vie meilleure dans nos communes poursuivant leur équipement.

Dans l'ordre social, il met l'accent sur l'amélioration du niveau de vie, l'augmentation des retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la refonte profonde d'une université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, s'inspirant du plan Langevin-Wallon prévoyant :

— L'attribution d'un quart du budget de l'Etat pour l'Education nationale,
— La construction en nombre suffisant d'établissements scolaires bien équipés.
— La formation, pour tous les cycles de l'enseignement de maîtres nombreux et de haute qualification.
— la revalorisation de la fonction enseignante et l'élaboration d'un statut démocratique pour l'O.R.T.F.

— *Dans l'ordre international,* il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France. C'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver le régime de pouvoir personnel du naufrage.

D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir. Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

— Pour faire échec à la dictature gaulliste.
— Pour la défense des libertés.
— Pour une politique de progrès social.
— Pour la démocratie et pour le socialisme.
— Pour l'indépendance nationale et la paix.

Pour faire triompher ce programme, le Parti communiste français vous demande d'approuver sa claire politique d'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

Bloquez vos voix dès le premier tour sur

JEAN LOLIVE
Maire de Pantin — Député sortant

Remplaçant éventuel :

JACQUELINE CHONAVEL
Maire de Bagnolet — Vice-présidente du Conseil général

Candidats du Parti communiste français

2e CIRCULAIRE

Le 30 juin : Union des républicains pour stopper la poussée à droite.

Par le chantage à la subversion, provoquant la peur, le pouvoir gaulliste est parvenu à tromper, une fois de plus, un grand nombre de Françaises et Français de toutes opinions.

L'avance gaulliste, obtenue au premier tour, constitue un grave danger pour la démocratie, pour l'avenir de la France, pour les conquêtes sociales obtenues par les travailleurs en lutte.

Cependant avec 4 millions 435.357 voix, le Parti communiste français demeure le premier parti de gauche, la force essentielle de l'opposition ; comme il le demeure dans notre secteur avec 19.791 voix.

La gauche avec 25.736 voix est largement majoritaire, le représentant du pouvoir n'obtient que 17.690 voix.

Il est urgent de stopper la poussée à droite et de barrer la route à la dictature camouflée du parti gaulliste.

Dimanche, le choix des travailleurs, démocrates, républicains, laïques, est clair : pas une seule voix de gauche ne doit manquer à Jean Lolive, candidat unique de la gauche.

Pour :

— Conserver les avantages acquis par les luttes ;
— Faire échec au gaullisme et à la réaction ;

Bloquez vos voix sur

JEAN LOLIVE
Maire de Pantin — Député sortant

Candidat unique de la gauche

Remplaçant éventuel :

JACQUELINE CHONAVEL
Maire de Bagnolet — Vice-présidente du Conseil général

Communiqué commun Parti communiste français — Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Le chantage à la peur utilisé abusivement par le pouvoir gaulliste a suscité dans le pays une poussée gaulliste et réactionnaire.

C'est un grave danger pour la démocratie.

Plus que jamais, les démocrates et républicains doivent se rassembler pour barrer la route à la dictature camouflée du gaullisme et de la réaction.

Comme en 1967, dans notre secteur, la gauche est majoritaire. Comme en 1967, le Parti communiste français et la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, en application des accords conclus le 20 décembre et le 24 février, invitent les travailleurs républicains, démocrates, laïques à voter pour Jean Lolive qui devient le candidat unique de la gauche.

Contre le gaulliste et sa politique antisociale, antidémocratique et rétrograde.

Pour une politique démocratique de progrès social, d'indépendance et de paix.

Votez Jean LOLIVE

Pour le P.C.F. :
Jean Lolive
Jacqueline Chonavel

Pour la F.G.D.S. :
Ulysse Pellat
Madeleine Gueu

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Montreuil, Rosny-sous-Bois.

M. Louis ODRU

(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à réélire votre député.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme, et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays ; ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la Grande Révolution française, le drapeau de la Nation.

Face au candidat gaulliste, derrière lequel se rassemblent toutes les forces réactionnaires de Montreuil et de Rosny, le candidat communiste incarne, dans notre circonscription, les espoirs de démocratie et de progrès de tous les républicains.

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Pour que s'exprime clairement et avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

— *Dans l'ordre économique,* il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, leur gestion démocratique, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement garantissant le travail pour tous. Il prévoit des mesures particulières pour le petit commerce et l'artisanat l'un et l'autre jouant un rôle utile dans la société.

— *Dans l'ordre social,* il met l'accent sur l'amélioration des conditions de vie, la revalorisation des retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux à l'entreprise. Il poursuit son action pour que les personnes âgées et infirmes obtiennent aussi une amélioration substantielle de leurs ressources.

Il propose une réforme scolaire et la refonte profonde d'une Université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité ; la démocratisation de l'accès à l'enseignement. A cet effet, le quart du budget de l'Etat doit être consacré à l'Education nationale. Il défend un statut démocratique de l'O.R.T.F.

— *Dans l'ordre international,* il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France. C'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage.

D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir. Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

— Pour mettre en échec la dictature gaulliste.
— Pour la défense des libertés.
— Pour l'indépendance nationale et la paix.
— Pour une politique de progrès social.
— Pour la démocratie et le socialisme.

Pour faire triompher ce programme, le Parti communiste français vous demande d'approuver sa claire politique d'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

Votez massivement dès le premier tour pour

Louis ODRU

Instituteur
Conseiller municipal de Montreuil
Ex-Conseiller général de la Seine
Député sortant
Capitaine de réserve — Ancien combattant 1939-1945
Combattant volontaire de la Résistance — Interné politique
Croix de guerre avec palme — Médaille de la Résistance

Candidat du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

Roger DAVIET

Dessinateur projeteur
Conseiller général de la Seine-Saint-Denis
Secrétaire de la section de Rosny du P.C.F.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Le premier tour de scrutin du 23 juin a été caractérisé par une forte poussée à droite dont le parti gaulliste est le principal bénéficiaire.

Le chantage à la guerre civile et une campagne anticommuniste sans précédent ont permis au pouvoir gaulliste de rassembler toutes les forces réactionnaires derrière lui et de tromper de nombreux Français de toutes opinions.

Les résultats montrent combien nous avons eu raison de dénoncer les provocations et les violences des groupes ultra-gauchistes qui, conjuguées à celles du pouvoir, ont rendu un service immense au gaullisme et à ses alliés en leur permettant de jouer sur la peur.

La poussée gaulliste et réactionnaire constitue un grave danger pour la démocratie.

— Pouvoir et grand patronat vont tenter de reprendre aux travailleurs les avantages obtenus par ceux-ci au cours des récentes luttes.
— Ils vont tenter de renforcer encore le régime de pouvoir personnel.

Dans une telle situation, le devoir des républicains est tracé :

Union sans faille, contre le gaullisme et la réaction.

Les choses sont claires dans notre circonscription.

Le candidat unique du gaullisme et de la réaction recueille 23.119 voix, mais avec 28.891 voix :

La gauche est majoritaire.

De plus, des milliers de suffrages républicains manquant au premier tour doivent pouvoir se retrouver dimanche prochain et venir renforcer ainsi la majorité démocratique dans notre circonscription.

Communistes, Socialistes, Radicaux, Républicains de toutes opinions et de toutes croyances,

Pour garantir et consolider les revendications obtenues par les travailleurs manuels et intellectuels.
Pour que les intérêts des populations de Montreuil et Rosny continuent d'être bien défendus.
Pour la démocratie, les libertés, le progrès social et la paix.
Pour l'avenir de la France.

Que pas un de vos suffrages ne manque dimanche 30 juin, à

Louis ODRU

Candidat unique de toutes les forces de gauche

désigné comme tel par le suffrage universel qui, avec 20.595 voix, l'a placé en tête de tous les candidats de gauche

présenté par le Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

Roger DAVIET

Le Fédération de la gauche démocrate et socialiste a invité ses 4.323 électeurs et électrices de Montreuil et Rosny à confirmer leur volonté d'assurer la défaite du gaullisme en reportant sans exception leurs suffrages sur Louis Odru, candidat unique de la gauche au second tour.

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Aulnay-sous-Bois, le Blanc-Mesnil, Sevran, Tremblay-lès-Gonesse, Villepinte.

M. Robert BALLANGER

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 30 juin 1968

(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Le pays vient de connaître un mouvement social d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles.

Des usines, des bureaux, des universités monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de dissoudre l'Assemblée Nationale.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Garantir et étendre les succès.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Dans un puissant mouvement de grève, ils ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels : 10 à 18 % d'augmentation des salaires, traitements, pensions ; diminution de la durée de travail, libertés svndicales reconnues, plus de crédits pour l'école, etc.

L'amélioration du pouvoir d'achat relançant l'économie profitera à tous.

Les élus communistes poursuivent leur action pour que les personnes âgées, les infirmes, obtiennent eux aussi une augmentation substantielle de leur niveau de vie.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme, et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante aux succès dont bénéficieront des millions de familles de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays. Ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la Grande Révolution française, le drapeau de la Nation.

Pour :

— exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières,
— que les industriels, y compris ceux de l'alimentation, soient contraints de bloquer leurs prix et de diminuer leurs profits,
— que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Votez pour les candidats communistes.

Pour un programme démocratique et social novateur.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

— *Dans l'ordre économique,* il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, leur gestion démocratique, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la défense du petit commerce et de l'artisanat, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

— *Dans l'ordre social,* il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la refonte profonde d'une Université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité avec la participation des professeurs et des étudiants, l'attribution du quart du budget de l'Etat à l'Education nationale. La formation pour tous les ordres d'enseignement de maîtres nombreux et de haute qualification et la construction en nombre suffisant d'établissements scolaires modernes, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

— *Dans l'ordre international,* il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France. C'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir. Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

— Pour faire échec à la dictature gaulliste.
— Pour la défense des libertés.
— Pour une politique de progrès social.
— Pour la démocratie et pour le socialisme.
— Pour l'indépendance nationale et la paix.

Le Parti communiste français vous demande d'approuver sa claire politique d'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques en votant massivement dès le premier tour pour

ROBERT BALLANGER
Député sortant — Croix de guerre — Médaille de la Résistance

Candidat du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

RENÉ ROUCAUTE
Comptable — Dirigeant de la Section communiste de Blanc-Mesnil

---

2e CIRCULAIRE

Républicains,

La droite gaulliste a progressé au premier tour du scrutin, dans l'ensemble du pays ; son pourcentage passant de 37,7 % à 43 % des suffrages.

Il faut mesurer lucidement ce résultat et les conséquences néfastes pour l'unité nationale et la vie démocratique du pays s'il devait se confirmer. Rien ne serait plus dangereux que de conférer une majorité sans contrôle à ceux qui ne rêvent que de reprendre ce qu'ils ont dû concéder sur le plan social.

Dans notre circonscription, pour être moins net, ce regroupement des voix réactionnaires est cependant réel : 2.500 voix gagnées par rapport à 1967.

Pourquoi ce résultat ?

Le parti gaulliste a spéculé sur la peur. Il a fait une campagne de haine et de calomnie à l'encontre des communistes et des forces de gauche. Il a organisé la hausse des prix.

Il a pu ainsi tromper des centaines de milliers de braves gens.

On voit aujourd'hui quel est le véritable péril pour la démocratie : le pouvoir personnel d'un général, n'ayant plus aucun frein ni contrepoids. Les républicains savent d'expérience qu'une telle situation est malsaine.

Assurer le succès des forces démocratiques.

Les forces de gauche ont réuni ensemble dans le pays plus de 40 % des suffrages dont 20 % pour les candidats du Parti communiste français qui demeure la force essentielle de l'opposition.

Il faut, et il est possible, qu'un sursaut républicain très large envoie siéger dans la prochaine assemblée une opposition assez nombreuse pour exercer un véritable contrôle démocratique et faire entendre la voix des travailleurs manuels et intellectuels.

C'est le cas de notre circonscription où le parti gaulliste reste minoritaire : 23.624 contre 23.888 à Robert Ballanger, 3.816 à la F.G.D.S., 3.008 au P.S.U., soit 30.712 voix pour la gauche.

Robert Ballanger a toujours fait connaître franchement le programme de progrès économique et social, respectueux des libertés, qu'il proposait au nom du Parti communiste français

Les candidats communistes n'ont jamais réclamé le pouvoir pour eux seuls, mais se prononcent pour l'union des démocrates sur la base d'un programme établi en commun.

Plus que jamais une telle démarche républicaine peut assurer l'avenir démocratique du pays.

Tous ceux qui savent que la peur est mauvaise conseillère et ne constitue pas un programme, qui veulent la garantie de profondes réformes, souhaitent un contrôle démocratique sur le pouvoir, ont un devoir clair : empêcher une mainmise absolue du gaullisme sur la France.

Le choix est clair.

Dans notre circonscription, où il ne reste que deux candidats pour le second tour, le choix qui résulte des suffrages exprimés au premier tour et de la réflexion républicaine est donc clair :

Dimanche prochain, tous les démocrates qui ont voté pour le candidat de leur choix, ou se sont abstenus iront aux urnes avec le bulletin du candidat unique de toutes les formations républicaines.

Le P.S.U. déclare :

Il convient de bloquer toutes les voix qui se sont portées vers le P.S.U. au premier tour sur le candidat de la gauche arrivant en tête.

Gilberte Desnoyers, candidate du P.S.U., a apporté son désistement et appelle à voter Robert Ballanger.

La S.F.I.O. : Jacques Fleury, secrétaire fédéral S.F.I.O. de la Seine-Saint-Denis, déclare :

J'invite tous les électeurs qui ont voté pour les candidats de la F.G.D.S. dès le premier tour, j'invite tous les républicains soucieux de dénoncer la politique catastrophique du pouvoir gaulliste et la fascisation du régime, à barrer la route au second tour au candidat gaulliste, candidat du désordre et de la division, en reportant leurs voix sur le candidat unique de la gauche.

Pour :

— Barrer la route au candidat du pouvoir personnel.

— Assurer le succès de la démocratie et de la liberté.

Le 30 juin, face au candidat réactionnaire, républicains, assurez la réélection de

ROBERT BALLANGER
Député sortant — Président du Groupe parlementaire communiste

Bloquez vos suffrages sur le candidat unique de toutes les forces de gauche présenté par le Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

RENÉ ROUCAUTE

NEUVIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Clichy-sous-Bois, Coubron, Gagny, Gournay-sur-Marne, Livry-Gargan, Montfermeil, Neuilly-sur-Marne, Neuilly-Plaisance, Noisy-le-Grand, le Raincy, Vaujours.

M. Raymond VALENET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Dimanche prochain, sans contrainte et dans la liberté, vous choisirez votre destin, le destin de la Nation.

Les paroles de haine et les appels à l'anarchie des uns, les mesquines ambitions politiques des autres... nous ont menés aux journées dramatiques qui ont vu un déferlement de drapeaux rouges et noirs, prélude à une dictature totalitaire débouchant sur la guerre civile.

Déjà cette dictature a montré son vrai visage :

— occupation d'usines et des locaux scolaires par des minorités ;
— refus du vote à bulletins secrets pour la reprise du travail ;
— endoctrinement d'enfants de 15 ans lancés dans les rues à l'appel de slogans révolutionnaires ou anarchistes ;
— refus du dialogue avec le Pouvoir issu du suffrage universel, donc négation de ce dernier.

Non au maoïsme !
Non au trotskysme !
Non au nihilisme en France !

La France veut — dans son immense majorité — poursuivre avec le général de Gaulle, comme elle l'a manifesté d'une façon éclatante sous le drapeau bleu, blanc, rouge, son œuvre de progrès, d'indépendance et de paix.

Le Président de la République a proposé, dans le cadre d'un dialogue constructif avec les représentants librement choisis de toutes les catégories sociales, l'élaboration de réformes indispensables à une nouvelle orientation de notre société, dans un climat de liberté et de dignité.

— Oui à la réforme fondamentale de notre Université.

— Oui à une véritable augmentation du pouvoir d'achat conduisant à une amélioration du niveau de vie de tous les Français.

— Oui à l'intéressement direct des salariés au rendement de leur entreprise.

Seule une majorité cohérente pourra mener à bien cette œuvre de réforme des structures de la Nation.

Par deux fois, en 1962 et en 1967, vous m'avez fait confiance pour vous représenter à l'Assemblée Nationale.

En toute simplicité, je pense avoir, à chaque fois, rempli scrupuleusement mon mandat. Député de tous, je me suis toujours efforcé d'œuvrer pour le bien commun de notre circonscription et du pays.

Face à l'anarchie, à la violence, au communisme totalitaire et à ses alliés conscients ou inconscients,

Votre choix est clair

En citoyens libres vous voterez, le 23 juin :

RAYMOND VALENET

Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre avec Palme — Ancien déporté de la Résistance
Pensionné militaire — Directeur d'usine — 55 ans
Conseiller général — Maire de Gagny
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Mme PAULE SIMON

Docteur en médecine
Chirurgien au Centre hospitalier de Montfermeil

Pas d'abstention ! Votez !

2e CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

De tout cœur, merci...

Merci aux 31.613 électrices et électeurs qui nous ont confirmé leur confiance et ont clairement manifesté leur volonté de réaliser dans la légalité les réformes de structure que tous les Français attendent.

Mais la bataille électorale n'est pas encore gagnée ! Le danger demeure...

Ceux qui se déchiraient au premier tour, les communistes et leurs alliés — conscients ou inconscients — vont intensifier leurs efforts pour que tout le département de la Seine-Saint-Denis tombe sous leur coupe.

Que tous ceux et celles qui sont fidèles à notre drapeau et à la République se rallient à R. Valenet pour faire barrage au candidat communiste.

L'heure de la grande réconciliation est arrivée !

Abstentionnistes... Hésitants... Pas de défection qui risquerait de compromettre l'œuvre de redressement national.

Pour que la Marseillaise fasse taire l'Internationale, il faut que notre victoire soit éclatante.

Le 30 juin 1968 votre devoir vous commande de voter pour le seul candidat républicain et de confirmer votre attachement à vos libertés.

Vous voterez pour :

RAYMOND VALENET

Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre avec Palme — Ancien déporté de la Résistance
Pensionné militaire — Directeur d'usine — 55 ans
Conseiller général — Maire de Gagny
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Mme PAULE SIMON

Docteur en médecine
Chirurgien au Centre hospitalier de Montfermeil

Pour que vive la République et que vive la France.

Pas d'abstention — Votez !

SEVRES (DEUX-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beauvoir-sur-Niort, Brioux-sur-Boutonne, Celles-sur-Belle, Chef-Boutonne, Frontenay-Rohan-Rohan, Lezay, Mauzé-sur-le-Mignon, Melle, Niort-I, Niort-II, Sauzé, Vaussais, Prahecq.

Mme Magdeleine AYMÉ DE LA CHEVRELIÈRE

(Candidat d'action rurale, de progrès social et de défense de la République)
élue le 23 juin 1968
(app. U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Candidat d'action rurale, de progrès social et de défense de la République, je me présente pour la quatrième fois aux élections législatives avec la ferme conviction que vous m'accorderez à nouveau votre confiance.

Il ne faut pas se leurrer.

Une entreprise de subversion se développe en France.
La liberté et la sécurité des Français sont menacées.
Une minorité extraordinairement bien organisée par des éléments prochinois et anarchistes déborde les responsables de la C.G.T. et du Parti communiste français.

Cette minorité a :

- paralysé la vie économique du pays ;
- entravé la liberté du travail et la liberté d'expression ;
- instauré la violence dans la rue ;
- tenté d'établir un Etat totalitaire.

Il faut reconnaître :

— L'importance de la révolution qui s'opère dans le monde entier :

C'est une crise de croissance de la civilisation. La société humaine en grandissant fait exploser les structures qu'elle s'était créées. C'est une contestation du marxisme et du capitalisme traditionnel.

— Le bien-fondé de beaucoup de revendications concernant :

- l'éducation nationale ;

- une meilleure information des travailleurs dans l'entreprise et leur participation accrue à la gestion de celle-ci ;
- les salaires et les revenus, y compris les retraites et les revenus agricoles.

Il faut admettre

— Le bien-fondé de l'inquiétude des jeunes qui veulent prendre des responsabilités dans l'élaboration d'un nouvel ordre social et participer à sa construction.

Des réformes sont nécessaires.

Les grandes lignes en ont été tracées par le Président de la République et le Premier Ministre. Il appartiendra à l'Assemblée Nationale et au Sénat de les réaliser.

Cela ne sera possible que si le dialogue s'instaure avec sincérité entre les pouvoirs publics et les éléments représentatifs de la Nation, à tous les échelons, en particulier le Parlement, et que chacun joue le jeu, c'est-à-dire que les uns tiennent compte de la consultation et que les autres acceptent d'être consultés.

Electrices, électeurs,

Prenez conscience que l'enjeu de cette élection est fondamental.

J'ai choisi avec le détenteur de la légitimité républicaine, le Président de la République Charles de Gaulle,

l'ordre et la liberté dans la paix civile.

Si vous êtes :

contre l'anarchie,
contre la dictature,
contre la démocratie populaire,

Votez massivement et sans abstentions le 23 juin pour

MAGDELEINE AYMÉ DE LA CHEVRELIÈRE

Licenciée en droit
Exploitant agricole
Conseiller municipal de la commune de Gournay de 1945 à 1953
Maire de Gournay de 1953 à 1965
Conseiller général de Chef-Boutonne depuis 1958
Député sortant

Candidat d'action rurale, de progrès social et de défense de la République.

Remplaçant éventuel :

Docteur PIERRE SUIRE

Chirurgien de l'Hôpital de Niort
Ancien déporté de la Résistance
Officier de la Légion d'honneur
Rosette de la Résistance
Croix de guerre 39-40

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Champdeniers, Coulonges-sur-l'Autize, la Mothe-Saint-Héray, Mazières-en-Gâtine, Menigoute, Moncoutant, Parthenay, Saint-Loup-sur-Thouet, Saint-Maixent-l'Ecole-I, Saint-Maixent-l'Ecole-II, Secondigny, Thénezay.

M. Jacques FOUCHIER

(Candidat indépendant)

élu le 23 juin 1968

(P.D.M.)

Mes chers concitoyens,

Les événements dramatiques dont la France vient d'être le théâtre ont logiquement conduit à une nouvelle consultation électorale.

Pour la quatrième fois je viens solliciter une confiance que, depuis dix années, vous n'avez cessé de me témoigner.

Maître Georges Fort, de nouveau, sera mon suppléant, concrétisant par sa présence la complémentarité des deux centres d'attraction économique que sont Parthenay et Saint-Maixent-l'Ecole.

La poussée violente d'éléments subversifs, approuvant l'illégalité et l'anarchie, a failli faire voler en éclats nos institutions.

Or, l'autorité de l'Etat, dans son principe, ne peut en aucune façon être bafouée.

De la même façon, l'ordre qui ne s'accompagnerait pas de justice ne saurait vraiment imposer le respect.

Et pourtant que de retards, que de maladresses auraient dû être évités !

Combien de réformes différées, combien de tentatives trop timides ou inachevées ?

Combien de dialogues refusés ou incomplets ?

Combien de priorités illogiques ou injustes ?

Le bilan est lourd, certes, aussi appartiendra-t-il aux hommes responsables d'empêcher l'irréparable,

— en changeant de méthodes et de style,
— en sortant d'un isolement stérile,
— en rétablissant confiance et dialogues,
— en réformant les ordonnances et le Plan,
— en relançant rapidement l'économie,
— en se souciant de tous les problèmes concernant toutes les catégories sociales ou professionnelles sans exception.

Dans un moment où il faut savoir garder tête froide et calme raison, je reste pour ma part fidèle à ma constante liberté d'expression politique, sans contrainte partisane, acceptant ce qui paraît acceptable, contestant ce qui est contestable.

Dans cet esprit, une fois de plus, je demeure à la disposition des électeurs de la circonscription de Parthenay - Saint-Maixent-l'Ecole.

Docteur-Vétérinaire Jacques FOUCHIER

Député sortant
Vice-président de la Commission de la production et des échanges
Président du Conseil général — Maire de Saint-Maixent-l'Ecole
Croix de guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

Maître Georges FORT

Avoué
Licencié en droit
Conseiller municipal de Parthenay

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Airvault, Argenton-Château, Bressuire, Mauléon, Cerizay, Saint-Varent, Thouars.

M. Augustin BORDAGE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

En 1967, vous m'avez donné mandat de vous représenter pour soutenir une politique à la mesure de l'idée que s'en fait le Chef de l'Etat, et dont la finalité en tout état de cause est :

— d'assurer le progrès économique ;
— de faire que ce progrès soit au service de l'homme ;
— de protéger et de développer, dans l'indépendance nationale, tous éléments générateurs de paix.

Ce mandat vient d'être brusquement interrompu, par décision du Président de la République, en raison des graves événements que vous savez.

Il s'en est fallu de peu, en effet, que nous basculions dans l'anarchie avec ses redoutables conséquences.

Nous en sommes arrivés là :

— par la contestation systématique, permanente, négative de l'autorité ;
— par l'exploitation à des fins partisanes, d'insuffisances ou éventuellement de distorsions, qui souvent sont le fait d'une conception trop rigoriste de la centralisation des responsabilités et des mécanismes d'administration.

Vous êtes donc invités le 23 juin prochain à vous prononcer sur les modalités qui vous paraissent les meilleures pour assurer le destin du pays.

Pour ma part, je reste convaincu qu'une action politique répondant aux objectifs fondamentaux soumis l'an dernier à votre appréciation et que je viens de rappeler plus haut doit conduire au but recherché.

A ce sujet, j'ai le devoir de souligner que pour réaliser les réformes indispensables, dans le respect de la dignité humaine, le général de Gaulle et son Premier Ministre méritent la confiance de la Nation, en raison de leur compétence, de leur autorité morale, de la fermeté de leur caractère qui n'exclut par la générosité d'âme.

Ils m'ont donné mission de les représenter dans notre circonscription et je viens en leur nom solliciter vos suffrages.

Vous avez maintenant le choix entre :

L'unité

dans la liberté, l'ordre, la justice et le rayonnement des valeurs humaines,

ou la confusion

par l'application de philosophies politiques disparates, méconnaissant la plupart du temps les véritables éléments de la promotion humaine et conduisant inéluctablement à un régime de dictature.

Je me présente pour :

l'unité autour du général de Gaulle.

Cette unité :

— par la prise de conscience des réalités,
— par le dévouement à la chose publique,
— par la recherche et l'accueil des bonnes volontés,

doit permettre : la mise en œuvre pacifique, objective, humaine, des conditions d'établissement du bien commun.

Le choix est clair.
J'attends le vôtre avec confiance.

Vive le général de Gaulle !
Vive la République !
Vive la France !

Augustin BORDAGE
Conseiller général
Maire d'Airvault
Député sortant

Candidat d'Union pour la Défense de la République

Remplaçant éventuel :

Henri ALEBERTEAU
Commerçant-expéditeur
Conseiller municipal de Bressuire

SOMME

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Amiens-Nord-Est, Amiens-Nord-Ouest, Amiens-Sud-Est, Amiens-Sud-Ouest.

M. René LAMPS
(Candidat du Parti communiste français)
élu le 30 juin 1968
(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités, monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes donc appelés, le 23 juin, à voter.

En mars 1967, vous m'avez élu député de votre circonscription. J'ai été particulièrement sensible à cette marque d'estime et, comme par le passé, je me suis efforcé de remplir au mieux le mandat que vous m'avez confié. Telle est encore mon intention si, comme je le pense, vous me renouvelez votre confiance.

Le pouvoir gaulliste est responsable...

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels, intellectuels, ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Cette action, menée avec sang-froid, dans le calme, a reçu le soutien actif du Parti communiste français, ce qui a contribué au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays ; ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière, ce n'est pas le drapeau noir de l'anarchie, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme

et le drapeau tricolore de la grande Révolution française et de la Résistance : le drapeau de la Nation.

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuel et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du Gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

Dans l'ordre économique, il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement économique et social.

Dans l'ordre social, il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et de l'emploi, la réduction du temps de travail, la retraite à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la refonte profonde d'une université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, la construction de 600.000 logements par an, dont 350.000 H.L.M., l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Dans l'ordre international, il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre le gaullisme et le communisme : il est entre la dictature gaulliste et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières démocratiques et progressistes autour d'un programme commun d'un contenu social avancé.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir. Il est pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

— Pour faire échec à la dictature gaulliste
— Pour la défense des libertés.
— Pour une politique de progrès social.
— Pour la démocratie et le socialisme.
— Pour l'indépendance nationale et la paix.

Electrices, électeurs,

En me renouvelant votre confiance, vous aiderez le Parti communiste français à faire triompher ce programme, vous approuverez sa claire politique d'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

Votez massivement dès le premier tour pour René Lamps.

La circonscription doit conserver un élu de gauche, dynamique, au service de tous.

Votez

René LAMPS
Député sortant

Candidat du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

Emile BAHEU
Métreur

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

22.512 d'entre vous m'ont accordé leur confiance dès le premier tour du scrutin et m'ont placé en tête de tous les candidats, en bonne position d'être élu.

Je les en remercie bien vivement.

Sur le plan national, on a assisté dimanche dernier à une forte poussée à droite dont le parti gaulliste est le principal bénéficiaire.

Une campagne anticommuniste sans précédent conjuguée avec les mesures prises en faveur des anciens dirigeants de l'O.A.S., de même que le chantage à la guerre civile, ont contribué à faire le plein des voix de la réaction, extrême-droite et fascistes inclus.

Le Parti communiste français est confirmé comme la force essentielle d'opposition.

Des millions de Français reconnaissent en lui le défenseur ardent des intérêts des travailleurs, des libertés démocratiques, de la paix et de l'intérêt national.

Il reste que la poussée gaulliste et réactionnaire qui s'est exprimée constitue un grave danger pour la démocratie.

Cela ne règle pas les problèmes posés devant le pays et que le gaullisme n'a pas su résoudre depuis dix années qu'il gouverne sans partage. Ces problèmes demeurent et les difficultés risquent de s'aggraver car gouvernement et patronat vont tenter de reprendre aux travailleurs ce qu'ils ont obtenu au cours de la lutte.

C'est pourquoi il s'agit avant tout de faire barrage aux forces conjuguées de la réaction.

Devant le danger de voir se perpétuer le pouvoir totalitaire du gaullisme, il est nécessaire et urgent de cimenter le front de tous les démocrates.

A Amiens, et dans la première circonscription, les résultats du premier tour montrent qu'une grande majorité des électeurs repoussent la politique antisociale du pouvoir gaulliste. Il apparaît une fois de plus que la recherche d'une troisième

voie n'est pas le moyen le plus efficace de faire échec au candidat du pouvoir M. Moore.

Le seul moyen, c'est plus que jamais l'union de la gauche, l'union de tous les républicains.

En m'accordant votre confiance, vous barrerez la route au gaullisme, vous vous prononcerez pour un changement de politique, vous contribuerez à la défense des libertés républicaines.

Je ne doute pas de votre choix et je vous en remercie.

René LAMPS
Député sortant
Ancien vice-président
de l'Assemblée Nationale

Pour que vos revendications puissent être efficacement défendues à l'Assemblée Nationale.

Pour que les conquêtes sociales et que le succès des luttes des salariés ne soient pas remis en cause.

Pour un député actif, dévoué à la population. Pour tous les démocrates, un seul devoir :

— Bloquez vos voix sur le nom de René Lamps, que le suffrage universel a désigné comme candidat de l'union de toutes les forces républicaines.

— Gardez un élu de gauche à la circonscription, conservez votre député.

Votez

René LAMPS
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Emile BAHEU

Un appel des candidats F.G.D.S.

Max Arniaud, candidat aux élections législatives du 23 juin et son suppléant Jean-Claude Picard remercient très sincèrement les électeurs qui leur ont accordé leur confiance. Au premier tour, ces électeurs ont ainsi marqué leur choix ; au second tour, il ne s'agit plus comme au premier de choisir une formation et un candidat en fonction de ses plus strictes préférences personnelles, mais il convient surtout d'écarter celui qui, tout en soutenant le pouvoir personnel, est en même temps le moins représentatif de la population amiénoise.

En conséquence, ils invitent les électeurs à voter René Lamps.

Max Arniaud - Jean-Claude Picard

Pour faire échec aux candidats du pouvoir... Dans le même esprit, et en application de l'accord intervenu entre le Parti communiste français et la F.G.D.S. :

dans la troisième circonscription, Richard Mazaudet (F.G.D.S.) se désiste en faveur de Michel Couillet.

dans la quatrième circonscription, Guy Rocques (communiste) se désiste en faveur de Max Lejeune.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ailly-sur-Noye, Boves, Conty, Corbie, Montdidier, Moreuil, Rosières-en-Santerre, Roye, Villers-Bocage.

M. Jean-Louis MASSOUBRE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

J'ai vécu, comme vous, avec beaucoup d'angoisse, les journées dramatiques que vient de traverser notre Pays.

Dans notre France, si attachée à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail, a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition emboîter le pas des extrémistes révolutionnaires, bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du général de Gaulle, Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre, de liberté et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Electrices, électeurs, le choix que vous allez être appelés à prononcer dimanche sera décisif pour l'avenir de notre pays et pour nos libertés.

Ce choix est clair et net : d'un côté, les trois candidats du bloc communiste car, vous l'avez bien vu, ceux qui se réclament de M. Mendès-France ou de M. Mitterrand ne sont que des figurants dominés et utilisés par le Parti communiste, lui-même obligé de suivre ses propres extrémistes.

De l'autre côté, il y a le candidat républicain que je suis, décidé à faire l'union de tous les citoyens, épris de liberté, de tolérance et de justice sociale, contre le totalitarisme et l'anarchie.

J'adresse un appel

à tous les républicains,
à tous les démocrates,
à tous les nationaux,

pour qu'ils fassent masse, dès le premier tour, sur mon nom.

Il y va du salut public ! L'intérêt supérieur du pays et la démocratie sont en jeu.

NOTRE PROGRAMME :

Agriculteurs :

Lorsque je parlais, l'an dernier, du Marché commun agricole et des relèvements de prix qui interviendraient, beaucoup restaient sceptiques. La fermeté du Gouvernement m'a donné raison. Il faudra que ces prix soient, chaque année, adaptés au coût des produits industriels et de la vie.

Je continuerai, d'autre part, avec mon suppléant, M. Heitz, membre du Cabinet de M. Edgar Faure, à défendre de très près les intérêts agricoles locaux, comme nous l'avons fait en obtenant des crédits spéciaux pour le remembrement de certaines communes traversées par la route nationale Amiens-Roye et la majoration de la dotation départementale en matière d'électrification rurale.

Je continuerai, également, à assurer la défense de l'exploitation familiale et de sa modernisation.

Je demanderai, enfin, un relèvement des prêts fonciers pour mettre sur ce plan nos agriculteurs à égalité avec leurs partenaires du Marché commun.

Salariés :

Je rappelle que je n'ai cessé de demander des mesures concrètes sur le plan social, telles que la suppression des abattements de zones (j'avais d'ailleurs obtenu une réduction de leur nombre), le relèvement des petits salaires et des garanties accrues de stabilité de l'emploi.

J'ai appuyé la création de nouvelles zones industrielles à Moreuil et Montdidier, notamment, qui doivent permettre l'installation d'usines nouvelles, l'augmentation du nombre d'emplois, et l'élévation des salaires.

Jeunes :

Trois maisons de jeunes ont été attribuées à Ailly-sur-Noye, Montdidier et Rosières, et seront prochainement installées. D'autres suivront.

Il faut également développer l'équipement sportif et le goût du sport chez les jeunes.

Quant aux jeunes ménages, leur première préocupation est le logement. De très importantes réalisations ont été mises à l'étude et vont être prochainement entreprises, aussi bien en locatif qu'en accession à la propriété.

Personnes âgées :

— Abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans.

— Relèvement de la retraite des vieux travailleurs.

— Défense de la stabilité de la monnaie car, ne l'oublions pas, ce sont les retraités, ce sont ceux qui disposent de faibles revenus, qui souffrent le plus de l'inflation. Ce sont eux qui ont le plus à perdre dans les périodes de crise, comme nous l'avons vu ces derniers jours.

— Deux nouvelles maisons de retraite, d'un caractère absolument novateur, vont enfin être construites dans la circoncription.

Commerçants et artisans :

Dans l'immédiat, il s'agira d'obtenir des allégements fiscaux en faisant valoir les pertes importantes qu'ont entraînées les grèves pour les petits commerçants et artisans.

Je m'engage, d'autre part, à réclamer un relèvement de l'abattement sur la taxe complémentaire et, de manière générale, à demander une réforme de la fiscalité tracassière qui pèse sur le petit commerce et l'artisanat.

Il faut, enfin, encourager les commerçants et artisans à se grouper au niveau de chaque canton, de manière à s'assurer les services de comptables spécialisés leur permettant de défendre mieux leurs intérêts.

Anciens combattants :

Nous saurons faire respecter notre drapeau qui a été, au cours des derniers événements, honteusement profané par quelques étrangers qui ne respectent même pas notre hospitalité.

Tous unis derrière ce drapeau, nous veillerons à ce que les sacrifices des deux guerres ne soient pas vains, et que l'indépendance nationale ne soit pas remise en cause.

Nous défendrons enfin les droits légitimes de tous ceux qui ont combattu pour la Patrie, en demandant notamment la parité entre les deux générations de combattants de 1914-1918 et de 1939-1945.

Votez

JEAN-LOUIS MASSOUBRE

29 ans — Ancien élève de l'Ecole normale supérieure — Licencié ès Lettres
Diplômé d'études supérieures de Philosophie
Conseiller général du canton de Montdidier — Député sortant

Remplaçant éventuel :

EDOUARD HEITZ

Chargé de mission au Cabinet du Ministre de l'Agriculture
Conseiller municipal
Ancien député

Union pour la défense de la République.

Vive la circonscription de Montdidier !
Vide la France !
Viye la République !

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ault, Gamaches, Hallencourt, Hornoy, Molliens-Vidame, Moyenneville, Oisemont, Picquigny, Poix.

M. Charles BIGNON

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

La France vient de vivre des journées dramatiques. Les Picards veulent la paix, la liberté, l'ordre et disent non à la violence.

Vous savez que la liberté de pensée, d'expression et la liberté du travail ont été menacées et le sont encore.

Derrière les drapeaux rouge et noir s'avance le totalitarisme.

Nous avons vu des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat pour nous conduire à la dictature communiste.

La France, après un moment d'angoisse et de stupeur, manifeste d'une façon massive, qu'elle soutient le Président de la République élu au suffrage universel, le général de Gaulle, qui a maintenu l'ordre et la paix civile.

Certes, il faut des réformes pour amener notre société moderne vers la participation de tous les citoyens à la politique locale, départementale, régionale et nationale. Mais on ne peut faire de bonnes réformes en violant la légalité et en voulant tout détruire. Il faut que tous les jeunes de bonne volonté le comprennent et participent à notre union.

L'anarchie noire et le totalitarisme rouge, c'est l'oppression et la misère de tous : fonctionnaires, travailleurs, exploitants, industriels, commerçants et artisans. C'est la ruine des anciens, c'est le mépris des anciens combattants qui ont deux fois sauvé notre Patrie.

C'est un devoir pour tous d'envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former une majorité qui permette les réformes dans l'ordre, le dialogue et la participation et assure la rénovation de l'enseignement et de l'Université.

Vous me connaissez et vous savez que je suis toujours prêt à discuter, à rendre service, à voir avec vous, sans esprit de parti, ce qui peut être fait pour le bien du Vimeu et de l'Amiénois.

Je voudrais développer avec vous cette action et faire en sorte que le drame national ne coûte pas trop cher au panier de la ménagère et aux anciens, aux commerçants, aux artisans, dont le rôle est si important.

Exploitants, mon suppléant, René Dentin, bien connu dans le Vimeu, âgé de 34 ans, père de quatre enfants, vous apporte la preuve que nous entendons défendre ensemble la culture et l'exploitation familiale qui a le droit et le devoir de survivre et de se moderniser. La présence à mes côtés de René Dentin vous indique le choix que nous faisons ensemble pour la culture, qui répond également aux besoins de communes rurales come celle dont je suis maire.

Travailleurs, vous avez pu constater que le droit à la liberté du travail et au vote démocratique dans les entreprises était souvent empêché par certains qui faisaient passer la politique avant vos intérêts. Vous devez veiller à ce que vos salaires ne soient pas mis en péril par l'inflation dont nous connaissons tous le danger et qui entraînerait un chômage catastrophique. Aucune conquête sociale n'est possible sans une monnaie solide, sans la confiance et sans pouvoir exporter.

Ne vous laissez pas tenter par ceux qui veulent vous utiliser pour établir la dictature à vos dépens.

Réfléchissez bien et aidez-nous, car, demain, il sera trop tard. Dès le premier tour, il faut que l'Union pour la défense de la République soit réalisée, sans esprit de parti.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés pleins d'illusions, choisissez ceux qui veulent défendre la République, l'égalité et la paix civile, ceux qui disent non au drapeau rouge et oui au drapeau tricolore de la France.

Votez toutes et tous :

Charles BIGNON
Vice-président de la Commission départementale du Conseil général de la Somme
Maire de Bernapré
Membre de la Commission de développement économique régional
Président du Syndicat intercommunal scolaire d'Oisemont
Conseiller technique au Ministère de l'Industrie
Chevalier de la Légion d'honneur — Officier de l'Ordre national du Mérite
Croix de guerre 1939-1945 — Chevalier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

René DENTIN
Exploitant familial agricole
Conseiller municipal et Président communal des exploitants à Bourseville

Union pour la défense de la République

P.S. — Nous nous excusons de ne pouvoir, éventuellement, passer, en treize jours, dans les deux cent treize communes de la troisième circonscription, comme nous l'aurions voulu.

2e *CIRCULAIRE*

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Permettez-moi de remercier tout d'abord les 19.827 électrices et électeurs qui ont fait, dès le premier tour, l'Union pour la défense de la République en danger et m'ont ainsi placé en tête des candidats pour le second tour.

Le choix est maintenant clair. Au premier tour, on choisit ; au deuxième tour, on élimine et, le 30 juin, vous éliminerez les drapeaux rouges et noirs des internationales communistes au profit du drapeau tricolore de la République.

Je vous demande à toutes et à tous de faire un effort exceptionnel pour barrer la route à la violence et à l'anarchie, pour défendre nos libertés et nos droits.

La lutte sera dure, mais nous pouvons vaincre, tous unis derrière le Président de la République, élu au suffrage universel.

Electrices et électeurs centristes, radicaux et socialistes, je demande votre concours en tant que Picard. Je respecte vos opinions et vos soucis de voir que la France soit gouvernée par une union aussi large que possible, dans la paix et la

fraternité. Nous avons chacun, au premier tour, exposé nos idées avec conviction et sans attaque personnelle. Je crois que c'est le meilleur moyen d'assurer une élection démocratique et qu'il faut mettre un terme aux luttes partisanes.

Travailleurs, vous savez que je connais vos difficultés et que je serai — le cas échéant, — un député actif au service de tous sans esprit de parti, si vous décidez de me donner votre confiance. Nous devrons œuvrer ensemble pour une amélioration des petits et moyens salaires qui ne soit pas remise en cause par l'inflation et le chômage et les atteintes à la liberté du travail. Nous devrons aussi rechercher une diversification des industries pour améliorer l'emploi dans les régions desheritées ou d'industrie unique.

Exploitants, mon suppléant René Dentin et moi-même ferons tous nos efforts pour améliorer la condition des exploitations familiales qui sont la base des structures agricoles de notre secteur. Il ne faut pas que les technocrates de Bruxelles méconnaissent les charges qui pèsent sur les exploitations et il faut que les prix du Vimeu et de l'Amiénois soient compétitifs, notamment par une amélioration des prix des produits qui sont achetés par l'agriculteur. Il faut défendre les petits exploitants contre les cumuls abusifs et faciliter l'installation des jeunes par une modification réaliste des superficies de référence.

Exploitants, artisans, commerçants, la T.V.A. est un système trop compliqué pour les petits exploitants et les petits commerçants. Il faut faire barrage à la technocratie, qui n'est pas en contact avec la réalité.

Enseignants et parents d'élèves, l'école ne doit pas être une école politique. C'est l'école de tous et la liberté doit être apprise dès le jeune âge. Les réformes doivent être faites pour les enfants et les parents et il faut que ce service public prioritaire retrouve la considération que certains ont cru bon de chercher à lui faire perdre. Respect à l'école de la République et de la neutralité scolaire.

Retraités, vous avez le droit à une retraite prise plus tôt, digne et en amélioration constante. Il faudra porter remède à des cumuls abusifs et, en même temps, les rendre inutiles par l'unification des régimes en nombre excessif. Là aussi, il faut abaisser la technocratie et régler sur place le plus de choses possibles sans monter à Paris.

Electrices, c'est à vous enfin que je lance un dernier appel. Vous devez être des militantes de la paix ramenée par le général de Gaulle. Plus jamais vos maris et vos fils ne devront être appelés à partir pour une guerre civile ou étrangère. Aidez-nous à nous rassembler pour défendre cette paix à nouveau menacée et dont vous connaissez le prix.

Chères amies, chers amis, tous unis sans esprit de parti. Nous ferons, une fois encore, dimanche, notre devoir de Picards et de Français.

Votez toutes et tous :

Charles BIGNON

Vice-président de la Commission départementale du Conseil général de la Somme
Maire de Bernapré
Membre de la Commission de développement économique régional
Président du Syndicat intercommunal scolaire d'Oisemont
Conseiller technique au Ministère de l'Industrie
Chevalier de la Légion d'honneur — Officier de l'Ordre national du Mérite
Croix de guerre 1939-1945 — Chevalier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

René DENTIN

Exploitant familial agricole
Conseiller municipal et Président communal des exploitants à Bourseville

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Abbeville-Nord, Abbeville-Sud, Ailly-le-Haut-Clocher, Bernaville, Crécy-en-Ponthieu, Domart-en-Ponthieu, Nouvion, Rue, Saint-Valery-sur-Somme.

M. Max LEJEUNE

(Candidat socialiste investi par la F.G.D.S.)

élu le 30 juin 1968

(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens, mes chers amis,

Une nouvelle fois je me représente à vos suffrages.

Après dix ans de pouvoir absolu, la France vient de se trouver plongée dans ce fameux chaos, évoqué comme la menace suprême de l'après-gaullisme.

N'ayant ni prévu ni compris cette explosion populaire, le Gouvernement la traita d'abord par le mépris : M. Pompidou continua sa tournée en Afghanistan toute une semaine alors que les étudiants parisiens dressaient leurs barricades. Le seul remède apporté fut d'abord la suppression à la télévision de ces scènes alarmantes. Puis quand les grèves éclatèrent, le général de Gaulle relayant M. Pompidou partit la semaine suivante en Roumanie, faisant acclamer sur sa personne l'image d'une France heureuse et prospère !

Au retour, après cinq jours de réflexion, il se décida enfin à parler. Ce fut l'annonce du référendum sur la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, remède vague et lointain, mais il ne fut nullement question des mesures énergiques et des solutions précises aux problèmes concrets et immédiats qu'exigeait la situation et que tout le monde attendait. Rien n'étant réglé, la détérioration s'accentua.

M. Pompidou, alors, sous la pression des grèves, menées avec dignité, accorda en quelques heures aux délégations syndicales ce qui avait été constamment refusé au Parlement depuis des années : majoration des salaires, suppression de leurs zones, relèvement de S.M.I.G., promesse de la refonte de l'Université. Dans ce pays angoissé, paralysé dans tous ses rouages, la confiance n'existant plus, les intéressés refusèrent de souscrire à ces accords.

Au sentiment de la carence du pouvoir succéda bientôt l'impression de sa vacance, d'autant que les bruits de démission des Ministres arrivaient les uns après les autres. C'est alors que le Président de la République, après un petit voyage où il s'assura de la fidélité de l'Armée, tint un autre langage. Il annonça que mandaté par le peuple, devant la menace d'un parti totalitaire, il resterait à son poste ; que M. Pompidou remanierait son Gouvernement, et que le Parlement était dissous.

Le doute avait en effet pénétré dans la majorité ; c'est pour la retrouver sans failles que nous voici de nouveau invités à voter. A voter à chaud, la peur à nos côtés ; oui, la peur, car c'est une tactique qui a souvent réussi. La menace du chaos ayant été désamorcée par son explosion imprévue et prématurée, une autre s'imposait. Elle surgit sous le spectre du communisme totalitaire, réapparaissant tout à coup.

Et pourtant, nous n'avons pas oublié que c'est le général de Gaulle lui-même qui appela le premier les communistes staliniens au pouvoir en 1945 ; qu'avant 1958, les gaullistes du R.P.F. additionnaient leurs suffrages à ceux des communistes pour

faire tomber les Gouvernements et que depuis dix ans enfin, la politique extérieure du pouvoir satisfait les désirs communistes.

La peur comme la colère est dit-on mauvaise conseillère. Un espoir subsiste cependant : pourquoi donc la raison ne prévaudrait-elle pas sur la peur ? Pourquoi la France accepterait-elle fatalement de se couper en deux selon la prophétie de Malraux : « bientôt il n'y aura plus que les communistes et nous » ? Nombreux sont les Français qui n'admettant pas le communisme n'approuvent pas pour autant l'autoritarisme politique et technocratique qui a provoqué l'explosion de mai. Les forces de progrès ont le droit de faire prévaloir leur choix car le pays veut que cela change enfin.

Je pense qu'entre les inconditionnels du gaullisme et du communisme, il y a heureusement dans le pays beaucoup de monde parmi les étudiants inquiets de leur avenir, les salariés craignant que les avantages obtenus soient détruits par l'inflation, les responsables des petites et moyennes entreprises, les commerçants et artisans acculés à la ruine pour le profit des trusts, les paysans qui savent qu'à Bruxelles trop de décisions arrachées dernièrement gardent un caractère insuffisant et précaire, les personnes âgées menacées de misère par la dévaluation du franc et les citoyens conscients de leur responsabilité civique.

Quelle sera la majorité parlementaire demain ?

Si elle était la même, c'est-à-dire gaulliste, ne pensez-vous pas que les mêmes causes produiraient les mêmes effets et qu'une nouvelle explosion de violence serait alors plus grave pour la France ?

Voulez-vous que demain le pays soit gouverné selon les mêmes méthodes qu'hier ?

Admettez-vous que seule la puissance de la grève, de la manifestation de rue, de la ronde des tracteurs ou des bagarres sur les routes puisse obtenir le dialogue nécessaire ?

Pensez-vous que les syndicats de travailleurs et de cadres, que les confédérations d'artisans et de commerçants, que les fédérations d'exploitants agricoles doivent être contraints de mobiliser leurs adhérents pour faire valoir leurs droits au lieu d'être régulièrement informés et consultés ?

Consentez-vous à ce que le Parlement continue à être paralysé et sans pouvoir réel de contrôle ? Les difficultés rencontrées par le Gouvernement pour reprendre les choses en main sont la conséquence de ce refus du dialogue et de l'information directe et humaine nécessaires aux solutions d'ensemble qui s'imposent.

Socialiste comme hier, je me présente avec l'investiture de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste et avec son programme de législature sérieusement étudié.

Demain il va falloir faire le bilan de ces dix années, limiter strictement les dépenses civiles et militaires de prestige, garantir le plein emploi, le pouvoir d'achat et le droit au logement. Un quart du budget devra être affecté au développement intellectuel de la jeunesse pour assurer son orientation scolaire et professionnelle.

Sur le plan social devront être tenues les promesses relatives au retour aux quarante heures, à l'abrogation des ordonnances, à l'amélioration du salaire unique, à l'abaissement progressif de 65 à 60 ans de l'âge de la retraite, au statut des anciens combattants et des personnes âgées.

La politique agricole exigera une juste rémunération du travail paysan et le Marché commun devra assurer la planification et l'orientation des productions, l'aide à l'équipement et le développement de la coopération de transformation et de commercialisation garantissant la pérennité des exploitations familiales.

Il importera de supprimer les privilèges fiscaux, de fixer l'exonération des revenus inférieurs soumis à l'impôt et de simplifier la T.V.A.

La dignité de la femme impliquera le respect du principe « à travail égal, salaire égal », la protection de la famille et le développement des crèches et des garderies.

La jeunesse ouvrière, paysanne et étudiante devra assurer son propre devenir dans la démocratisation de la Société et de l'Université. L'abaissement de la majorité

civique est souhaitable en même temps que celui de l'âge d'appel pour un service militaire réduit, égal pour tous.

La réforme de l'O.R.T.F. devra garantir à tous une information radio-télévisée impartiale. J'estime comme je l'ai dit à l'Assemblée que le vote d'une loi d'amnistie politique est une condition essentielle de l'Unité de la Nation.

Sur le plan international devront être assurées : la liberté pour chaque peuple, la solidarité entre les nations et la paix pour tous. Le Monde a besoin de l'Europe unie, facteur de dialogue et d'organisation. Enfin l'établissement d'une paix durable nécessite l'affirmation de la coexistence pacifique et un désarmement programmé étendu aux armes nucléaires.

Chacun connait mes convictions et mon comportement politique. J'ai pu me tromper au cours de ma carrière, je n'ai jamais sciemment trompé les électeurs. Attaché aux libertés publiques et individuelles, partisan du respect par tous de la Constitution que j'ai signée, j'ai été profondément attristé par le spectacle désolant d'un pays voué à la désorganisation et promis aux plus rudes épreuves économiques et monétaires parce que le pouvoir n'a pas voulu comprendre à temps les aspirations des Français.

N'ayant encouru aucune responsabilité dans ce chaos, conscient d'avoir, au Parlement, parlé un langage de bon sens et de raison, ayant depuis plus de vingt années, grâce à la confiance de mes collègues, inlassablement travaillé comme maire d'Abbeville, président du Conseil général, président de la Société d'équipement du département pour assurer l'avenir de nos villes et de nos cantons et de meilleures conditions d'existence pour tous, je me présente à vous avec la volonté de promouvoir le rassemblement de tous les républicains conscients.

L'expérience que j'ai acquise, ma capacité de travail, ma volonté d'efficacité, mon souci de l'ordre ont été largement mis à votre service. Je suis prêt à œuvrer dans le même esprit si vous me renouvelez votre confiance que je crois mériter.

Quelles que soient vos nuances de pensée, vos convictions qui peuvent s'éloigner des miennes, si vous n'admettez pas le pouvoir personnel, si vous condamnez la candidature officielle du Gouvernement, si vous réprouvez la violence qui déchire la France.

Vous voterez et ferez voter dès le premier tour pour la défense de la vraie République, la République démocratique et sociale,

Pour les libertés, pour le progrès,

Pour la paix civile, pour le renouveau de la France.

Max LEJEUNE

Chevalier de la Légion d'honneur — Croix de guerre (2 citations)
Croix du Combattant volontaire de la Résistance — Médaille d'argent de la Reconnaissance française

Candidat socialiste, investi par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Devant choisir un remplaçant éventuel, j'ai désigné mon plus proche ami et collaborateur, Robert Viarre, premier adjoint au maire, vice-président de la Commission hospitalière, conseiller général du canton Nord, président de la Commission départementale, qui a toujours mené une action efficace dans le domaine social et qui est largement connu dans toute la région.

2e CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens, mes chers amis,

Je remercie de tout cœur le 16.911 amis qui, dans Abbeville, les villes et communes de la circonscription, me sont restés fidèles malgré les insinuations et l'intimidation de la campagne électorale.

Candidat au second tour avec le même programme qu'au premier, je fais appel à votre réflexion.

Je vous demande de voter :

pour le respect de la Constitution,

pour le nécessaire dialogue entre les pouvoirs publics et les forces vives du pays et la garantie à tous de l'information objective de la Télévision,

pour ce programme concret et réaliste en vue

— de favoriser l'expansion industrielle et la création d'emplois nouveaux ;
— d'appliquer les accords de mai 1968 pour l'harmonisation des salaires, des prestations de la sécurité sociale et des allocations familiales et le renforcement de l'allocation de la mère au foyer ;
— d'abaisser progressivement l'âge de la retraite à 60 ans pour toutes les formations salariées ou indépendantes ;
— de faire respecter les droits des anciens combattants et victimes de guerre ;
— de moderniser l'enseignement par la refonte de l'université ;
— d'augmenter les crédits H.L.M. dans un programme national de 300.000 logements ;
— de défendre les petites et moyennes entreprises, le commerce et l'artisanat menacés par les trusts ;
— de protéger l'exploitation familiale et d'obtenir la revalorisation des produits agricoles ;
— de défendre la pêche artisanale.

pour une politique internationale de coopération, de désarmement nucléaire et de construction de l'Europe unie dans le Marché commun.

Pour vous tous ouvriers, artisans, commerçants, cultivateurs, fonctionnaires, cheminots, marins, retraités, j'ai voté au Parlement depuis 1936 toutes les lois sociales.

Personnes âgées, travailleurs, jeunes,

ces réalisations concrètes : les foyers des vieux, les stades et piscines, les écoles et lycée, la zone industrielle, les quartiers et maisons H.L.M., les équipements routiers et maritimes,

qui en a été le principal artisan ?

Municipalités de cette région, dans vos efforts d'équipement et de modernisation, qui vous a aidés ?

Abbevilloises et Abbevillois, regardez votre ville, souvenez-vous de 1945,
qui a travaillé ?

Réfléchissez, ressaisissez-vous ! « ravisez-vous ! »

Dans les moments difficiles je ne vous ai jamais abandonnés. Je vous donne rendez-vous le 30 juin.

Républicains, rassemblez-vous, votez pour le progrès, pour les libertés, pour la paix publique, pour la France.

MAX LEJEUNE

Maire d'Abbeville — Président du Conseil général — Ancien ministre
Chevalier de la Légion d'honneur — Croix de guerre (2 citations)
Croix du Combattant volontaire de la Résistance — Médaille d'argent de la Reconnaissance française

Candidat socialiste, investi par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste.

Remplaçant éventuel :

ROBERT VIARRE

Premier adjoint au Maire — Vice-président de la Commission hospitalière
Conseiller général du canton Nord — Président de la Commission départementale
Chevalier de la Légion d'honneur — Croix de guerre — Officier de l'Instruction publique

---

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Acheux-en-Amiénois, Albert, Bray-sur-Somme, Chaulnes, Combles, Doullens, Ham, Nesle, Péronne, Roisel.

M. Émile LUCIANI

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Chères électrices, chers électeurs,

Il y a douze années, que je suis votre représentant à l'Assemblée Nationale.

A quatre prises : 1956 - 1958 - 1962 - 1967 vous m'avez accordé votre confiance, et je vous en remercie.

Pour la cinquième fois, en compagnie de mon fidèle suppléant, M. Deloraine, cultivateur et maire d'Arquèves, je vous demande de me renouveler et de confirmer un mandat, que j'ai conscience d'avoir rempli avec le maximum de cœur, de compréhension et de désintéressement.

J'ai toujours été, depuis douze ans au service de tous, sans aucune exception.

J'ai assuré notamment dans tous les cantons, les permanences régulières, permettant à n'importe quel électeur de s'entretenir avec moi.

Aucun des problèmes qui m'ont été présentés ; aucune question qui m'a été posée, dans n'importe quel canton de ma chère circonscription ne sont restés sans réponse ou sans solution.

C'est avec l'assurance du devoir accompli, que je sollicite la reconduction de mon mandat, à un moment où la France vient de vivre des journées dramatiques.

Les libertés ont été menacées, et le sont encore.

Nous avons vu des hommes politiques bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à un régime totalitaire.

La France, dans son immense majorité, ne voulait et ne veut pas de cela. Après un moment d'angoisse, de stupeur et de peur, il faut le dire ; à l'appel du Président

de la République, elle a manifesté d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Sa volonté aussi, de rejeter catégoriquement l'anarchie, le totalitarisme, l'oppression, sources de misères pour tous les travailleurs, citoyens ; jeunes ou vieux.

Nous voulons tous, les grandes réformes indispensables, notamment dans l'Université et dans l'Administration, pour faire participer tous les citoyens aux décisions qu'il faut prendre dans un grand pays moderne, comme la France.

Mais tout cela ne peut se faire que dans l'ordre et la légalité.

Je connais, personnellement les problèmes et les drames de beaucoup de braves gens, dont les salaires n'étaient pas à l'échelle de la vie moderne, et de ses besoins. Le protocole d'accord gouvernement-patronat syndicats de travailleurs, du 28 mai 1968, après vingt-cinq heures de négociation sous la présidence du Premier Ministre a comblé une lacune qui doit faciliter des jours meilleurs pour le monde qui travaille.

Ce protocole concerne notamment : l'augmentation du S.M.I.G. ; la suppression des abattements de zone ; l'augmentation du salaire réel ; la réduction des heures de travail ; la révision des conventions collectives ; le droit syndical dans l'entreprise ; l'allégement des conditions de l'imposition sur les salaires et l'augmentation de l'allocation aux personnes âgées.

Un prochain débat est prévu à l'Assemblée Nationale sur les ordonnances relatives à la sécurité sociale, gestion de celle-ci par les travailleurs ; participation à l'entreprise.

Sur le plan agricole, à l'aube du 29 mai, un accord général sur les questions fondamentales concernant le marché unique, produits laitiers et viande bovine, a pu être réalisé non sans de grosses difficultés. Ce n'est qu'après une intervention très ferme et très pressante du représentant de la France à Bruxelles, que cet accord est finalement intervenu.

Pour les moyennes et petites entreprises, pour les commerçants, qui ressentiront autant que quiconque, sinon davantage, les effets des charges nouvelles qui leur sont imposées, le Gouvernement a déjà pris des dispositions, quant à leurs obligations fiscales. D'autres mesures sont envisagées à bref délai.

Après la crise profonde qui vient de secouer notre pays, c'est un nouvel avenir qui pointe à l'horizon.

Un avenir toujours plus humain, toujours plus social, toujours plus fraternel.

Et c'est un devoir ; un devoir sacré de nous unir pour envoyer au Parlement, une majorité d'hommes décidés à défendre la République et à épauler le général de Gaulle qui nous a sûrement évité le pire et sauvegardé notre liberté.

Pour l'ordre et la légalité républicaine face à la coalition des oppositions sans cohésion et programme commun

Vous réélirez, dès le premier tour,

ÉMILE LUCIANI

Député sortant — Conseiller général — Maire de Ham
Pupille de la Nation — Ancien combattant et prisonnier de guerre

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

M. DELORAINE

Cultivateur et Maire d'Arquèves

Vive la République !
Vive la France !

TARN

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Alban, Albi, Carmaux, Monesties-sur-Cérou, Pampelonne, Réalmont, Valderiès, Valence-d'Albigeois, Villefranche-d'Albigeois.

M. Henry BRESSOLIER

(Candidat de l'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Par votre vote, vous allez décider de l'avenir de la France, jamais votre intervention n'aura autant d'importance que dans les circonstances présentes.

S'abstenir serait une lâcheté !

Les événements de ces derniers jours, la grande frayeur et les désordres qu'ils ont apportés au peuple et à la Nation, ont démontré :

1° l'ambition démesurée et sans scrupule d'une minorité anarchique ou totalitaire ;

2° la cohésion d'un gouvernement, issu de la majorité, qui a refusé tout affrontement tragique et a contrôlé la situation, à tous moments.

Si vous ne voulez pas :

- — que votre avenir soit aliéné de doute et d'incertitude ;
- — que le progrès et la paix soient mis en danger par une action subversive et négative ;
- — que la liberté et la démocratie soient anéanties ;
- — que notre économie et notre bien-être social soient compromis ;
- — que des extrémistes étrangers entravent nos libertés dans nos usines et nos universités ;
- — que l'on porte atteinte à l'objectivité et à la neutralité de l'information, écrite et parlée ;
- — que s'instaure, dans nos universités, une anarchie qui tournerait au détriment de notre jeunesse dont les aspirations très souvent légitimes, sont souvent exploitées par une propagande subversive ;
- — que notre circonscription reste entre les mains d'une opposition stérile qui freine insidieusement l'expansion pour conserver une clientèle électorale.

Mais si vous voulez :

— que soit constituée une large union nationale, au sein d'une majorité stable et cohérente ;
— que soit poursuivie l'œuvre de progrès, dans la liberté et la démocratie ;
— que les réformes profondes, annoncées par le Chef de l'Etat, soient réalisées, dans l'ordre et la paix, avec la participation de tous ;
— qu'une expansion heureuse et profonde profite à tous les Français ;
— que soit respectée, avec la liberté de grève, la liberté du travail ;
— que soit prolongée la coopération du Marché commun, où notre agriculture vient d'acquérir une place prépondérante ;
— que notre industrie puisse entrer en compétition réelle sur le marché européen et mondial ;
— que tous les jeunes trouvent dans leur formation une préparation rationnelle à leur avenir d'adulte ;
— que notre région soit efficacement représentée, s'ouvre au développement économique et assure du travail pour tous.

Contre le désordre et l'anarchie, pour l'ordre, la liberté et la réforme, vous renforcerez les rangs de la majorité, en donnant votre voix à :

HENRY BRESSOLIER
46 ans — Agent de maîtrise C.T.A.
Conseiller municipal d'Albi

U.D.V[e]

Remplaçant éventuel :

GÉRARD MARAVAL
36 ans — Agriculteur
Maire de Padiès

Républicain indépendant

seuls candidats investis par l'Union pour la défense de la République.

2[e] CIRCULAIRE

En votant Bressolier et Rieunaud, vous avez ébranlé la citadelle socialo-communiste... prétendue imprenable !

Votre bon sens, votre désir de progrès et de liberté font que nous sommes sur le point de triompher du désordre et de l'anarchie.

M. Maraval et moi-même, nous vous en remercions de tout cœur.

Après le premier tour, par conviction républicaine, M. Rieunaud s'est retiré, en invitant tous ses électeurs à voter, en masse, « Bressolier », pour vaincre la coalition socialo-communiste, pour défendre les libertés, la démocratie, la République, et promouvoir la paix publique.

Depuis des années, notre circonscription est aux mains d'une opposition inconditionnelle qui n'a réussi qu'à freiner l'expansion régionale pour susciter le mécontentement.

Voici enfin venu le moment de la balayer et d'élire un représentant efficace au sein de la majorité de demain.

Tous ceux qui nous ont fait confiance renouvelleront ce geste, dimanche prochain.

Tous ceux dont la critique constructive est nécessaire nous rejoindront, pour nous permettre d'assurer à la fois une ouverture nouvelle sur les problèmes de demain et la large majorité indispensable à la rénovation de la France.

Avec le général de Gaulle et Georges Pompidou,
Pour la République et pour la France.

Votez

HENRY BRESSOLIER
46 ans — Agent de maîtrise C.T.A.
Conseiller municipal d'Albi

Remplaçant éventuel :

GÉRARD MARAVAL
36 ans — Agriculteur
Maire de Padiès

Ne vous abstenez pas !... Votez !

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Anglès, Brassac, Castres, Labruguière, Lacaune, Mazamet, Montredon-Labessonnie, Murat-sur-Vèbre, Saint-Amans-Soult, Roquecourbe, Vabre.

M. Jacques LIMOUZY

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Au sortir d'une subversion criminelle dont on ne peut nier l'existence ni les desseins, le pays se trouve conduit à renouveler l'Assemblée Nationale.

Il doit le faire avec la conscience de ce qui s'est passé, mais aussi le courage et la lucidité d'aborder l'avenir avec des yeux neufs.

Le pays ne saurait admettre que le pouvoir appartienne à quelques-uns, si nombreux soient-ils, quels que soient leurs moyens de pression matériels et sociaux. Ce pouvoir appartient à l'ensemble des citoyens. Nous ne voulons pas d'un Gouvernement populaire, nous savons trop ce que cela veut dire. Nous voulons le Gouvernement du peuple, c'est la démocratie et c'est la liberté.

Le Pays ne souhaite pas que le syndicalisme soit une proie pour l'agitation et la subversion, il veut au contraire que, résistant aux sirènes de la politisation, le syndicalisme soit puissant, efficace et serein.

Le Pays ne souhaite pas que la valeur et la noblesse des droits sociaux soient compromis dans des aventures politiques (le droit de grève notamment est sacré lorsqu'il est exercé librement).

Le Pays souhaite que l'Etat soit plus attentif et plus généreux, mais aussi plus ferme et plus respecté. Aucune réforme ne sortira du désordre public.

Si notre société change, elle doit le faire avec tous les Français. La France en pleine mutation a besoin de recherches nouvelles qui orientent son avenir, elle a besoin d'une Université rénovée et d'une jeunesse libérée ; mais à ces recherches, à cette libération, à ces changements doivent être associés tous les Français.

Dans notre région enfin, une agitation stérile et en définitive antisociale conduisait tout droit aux fermetures d'entreprises, au chômage et au déclin. Tous ensemble nous devons la reprendre en main et assurer son avenir.

Aussi devons-nous partout rejeter et le communisme totalitaire et ses alliés de la Fédération de la gauche, inconditionnels de M. Mitterrand, qui ont tenté d'ériger leur pouvoir sur la subversion politique et le désespoir national.

Nous devons rejeter les candidatures d'équivoque et de division nationale qui ne débouchent sur rien.

Enfin, nous devons, autour du Chef de l'Etat, le général de Gaulle, et du Premier Ministre, Georges Pompidou, qui ont su, en définitive, briser le processus de dégradation qui atteignait l'Etat, réaliser, le 23 juin, la plus large majorité d'union nationale.

La République n'abdiquera pas.
Le peuple se ressaisira.
Le progrès, l'indépendance et la paix l'emporteront avec la liberté.

Général de Gaulle.

Votez

Jacques LIMOUZY
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Docteur Louis DONNADIEU

2e CIRCULAIRE

Le 23 juin 1968 plus de 49 % des électeurs nous ont fait confiance.

Le docteur Donnadieu et moi-même les remercions de tout notre cœur.

Nous souhaitons que la diversité qui s'est exprimée au premier tour soit un enrichissement de plus permettant maintenant au candidat le mieux placé de défendre la liberté, la démocratie et la République.

Comme en 1967, le Parti communiste va tenter à tous les échelons de remettre en cause le problème d'une majorité nationale.

Un élu de la Fédération de la gauche inconditionnel de M. Mitterrand deviendrait comme hier le premier serviteur du Parti communiste.

Tous ceux qui nous ont fait confiance renouvelleront ce geste dimanche prochain.

Tous ceux enfin, dont la critique constructive est nécessaire, nous rejoindront pour nous permettre d'assurer avec eux, à la fois une ouverture nouvelle sur les problèmes de demain et la large majorité indispensable à la rénovation nationale.

Pour la République et pour la France.

Votez

JACQUES LIMOUZY
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Docteur LOUIS DONNADIEU

Pas d'abstention !

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cadalen, Castelnau-de-Montmiral, Cordes, Cuq-Toulza, Dourgne, Gaillac, Graulhet, Lautrec, Lavaur, Lisle-sur-Tarn, Puylaurens, Rabastens, Saint-Paul-Cap-de-Joux, Salvagnac, Vaour, Vielmur-sur-Agout.

M. Georges SPÉNALE

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

L'an dernier, massivement, vous nous avez renouvelé votre confiance pour cinq ans ; nous revenons devant vous après quinze mois, avec le sentiment d'avoir tenu tous nos engagements.

Tarnais : aimant les cités et les hommes d'un terroir attachant.

Elu locaux : connaissant les difficultés des collectivités locales et les menaces qui pèsent sur leur destin.

Homme d'action : attachés au développement de notre région et capables d'en rechercher les moyens, pour tous, jusqu'au Parlement européen.

Républicains : qui luttent pour une démocratie authentique.

Notre programme demeure :

I. — *Coopération internationale.*

— *Europe :* qui peut seule

- constituer entre l'Est et l'Ouest la force d'équilibre et de paix ;
- permettre à notre technologie de compenser son retard ;
- proposer à notre agriculture des débouchés et des soutiens que le cadre national ne peut plus assumer seul.

— *Désarmement :* non-dissémination des armes atomiques, arbitrage international, désarmement général simultané et contrôlé.

— *Plan alimentaire mondial :* proposé par Georges Spénale au Parlement européen conjuguant la faim des uns et les surplus des autres, car il faut réduire, à la fois, l'armement des riches et la faim des pauvres.

II. — *Expansion régionale.*

— *Institutions régionales :* bénéficiant de larges pouvoirs de gestion comme les landers allemands ou les cantons suisses.

— *Réforme fiscale :* laissant à la région les impôts directs — comme en Suisse — ou les taxes sur les produits agricoles — comme en Italie.

— *Décentralisation industrielle.*

— *Grands travaux de génie rural :* adduction d'eau, électrification, irrigation, habitat rural, assainissement...

— *Péréquation des transports :* pour notre région, comme cela s'est fait, avec l'appui de l'Europe, pour le Sud de l'Italie.

III. — *Concorde nationale.*

Elle suppose : l'équilibre des institutions, le plein emploi, l'équitable répartition des fruits.

— *L'équilibre des institutions :* si l'Assemblée Nationale avait eu la possibilité d'exercer efficacement ses pouvoirs, les événements récents qui laisseront de longues et douloureuses séquelles, eussent été évités.

Ils risquent notamment de laisser une faille ouverte entre les ouvriers et le patronat, qui, bien souvent, n'y pouvait rien, les petites et moyennes entreprises étant elles-mêmes amoindries par le freinage du crédit et de l'expansion à l'heure où la vivacité des concurrences eût exigé une vitalité conquérante.

Pourtant la plupart des réformes, hier demandées en vain, aujourd'hui promises en bloc, ont été souvent réclamées par l'opposition républicaine et parfois par la majorité gaulliste elle-même ; maître de l'ordre du jour à l'Assemblée et disposant du vote bloqué, le Gouvernement a toujours réussi à s'opposer à toute réforme réelle. Après dix ans de rétention industrielle, de déceptions paysannes, d'organisation du chômage, les ordonnances ont créé l'immense déception commune qui explique le climat dramatique dans lequel se sont exprimées les revendications syndicales.

Si l'on veut éviter demain la tentation de la démocratie directe ; la force dans la rue ; il faut revenir à la démocratie représentative ; la loi au Parlement.

— *Le plein emploi :* Que faire de nos enfants ? Pour nos enfants ? Il faut :

- relever le taux d'expansion ;
- accroître la recherche technologique et en accélérer l'application ;
- appliquer la réglementation antidumping, quelle que soit l'origine des produits importés ;
- régionaliser les crédits ;
- entreprendre, au bénéfice du monde agricole, le programme de grands travaux évoqué plus haut.

— *Le partage des fruits :* il faut répartir l'expansion.

Aux jeunes :

- à tous les niveaux, meilleure adaptation de l'enseignement aux débouchés de la vie professionnelle ;
- bourses plus nombreuses, notamment en milieu rural ;
- crédit social pour les jeunes ménages, comme Georges Spénale l'a demandé dans le débat sur l'usure ;
- reconnaissance de la qualité de chômeur à tous ceux qui après les études ou le service militaire, restent inscrits plus de trois mois sur la liste des demandeurs d'emploi.

Tout enfant qui, malgré sa bonne volonté, n'atteint pas au meilleur épanouissement et à la meilleure utilisation possible de ses capacités naturelles, subit une injustice sociale et représente une perte pour la Nation ; « il n'est richesse que d'hommes ».

Aux travailleurs. — Préserver la « réalité » des avantages acquis ; accroître les logements sociaux ; abaisser progressivement l'âge de la retraite à 60 ans (hommes) et 55 ans (femmes) conformément à la proposition de loi Cassagne.

Aux agriculteurs. — Eviter que les événements récents aggravent la disparité entre le revenu agricole et les autres ; augmenter les crédits de la SAFALT et du FASASA notamment pour l'indemnité viagère de départ ; réduire les fiscalités au même niveau que dans les autres pays voisins, notamment pour le vin.

Aux personnes âgées. — Accroître l'allocation aux personnes âgées et la retraite des vieux travailleurs en rendant à leur caisse les ressources créées par la loi de 1956 ; ce programme de logement pour les vieux ménages ; application réelle du rapport constant pour les Anciens combattants.

Aux rapatriés. — Moratoire et maintien dans les lieux ; crédit adapté aux circonstances de leur endettement ; indemnisation.

Equité fiscale. — Détaxer tout revenu inférieur au SMIG ; instituer pour l'exploitation familiale un revenu minimum social exonéré d'impôt.

Reconstruire en paix.

Ce programme, nous le défendions déjà voici un an ; mais les crises passent, le pays continue, les problèmes demeurent.

Au plan économique, il est désormais impossible de s'enfermer derrière des barrières douanières : l'isolement serait la décadence. Paysans, n'oubliez pas que la Suisse, qui regorge de devises, a dû baisser de 10 % le prix de son lait parce qu'elle ne bénéficie pas du Fonds agricole européen.

Au plan politique, « on » veut enfermer le peuple dans une tenaille entre le communisme et le gaullisme : le risque serait grand alors, d'un affrontement. Plus le « matelas politique », entre ces deux forces, sera épais et solide, plus il y aura de chances pour la paix civile, la coexistence pacifique, l'équilibre de progrès.

En ces temps difficiles, nous sommes hommes de réconciliation et de bonne volonté, nous avons l'expérience de la chose publique, la connaissance dévouée du milieu rural, l'accès aux instances européennes où Georges Spénale préside la Commission des finances.

Nous nous représentons à vos libres suffrages, sachant combien ces titres nous engagent, mais convaincus qu'ils sont aujourd'hui plus précieux qu'hier et qu'avec votre confiance, ils nous permettront de servir encore, et utilement, le Tarn et la République.

Vive le Tarn !
Vive la République !

GEORGES SPENALE

Conseiller général de Rabastens
Maire de Saint-Sulpice
Président de la Commission des finances du Parlement européen
Officier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

LÉOPOLD RAYNAUD

Conseiller général — Maire de Puylaurens
Artisan ébéniste
Cultivateur

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Merci d'abord !

Le 23 juin vous nous avez donné 21.794 suffrages : 528 de plus qu'au 5 mars 1967, malgré 1.117 votants en moins.

Votre confiance récompense notre travail, et nous engage davantage envers vos intérêts : personnels, professionnels, régionaux.

Notre programme vous est connu :

Coexistence pacifique :

Entre Français d'abord.
Au sein de l'Europe ensuite.
Avec tous, pour la coopération et l'arbitrage.

Respect des institutions :

Application correcte de la Constitution.
Respect du Parlement et des libertés locales.
Renoncement au pouvoir personnel, condamné unanimement par le Conseil général du Tarn.

Relance économique :

Economies sur les dépenses de mort, expansion des œuvres de vie, création d'emplois, politique régionale...

Justice sociale :

Pour tous, et d'abord : personnes seules, âgées, handicapés...
Intégration définitive des rapatriés : indemnisation.
Au fil des âges : une école, un emploi, un toit.
Seuls, le dialogue et la justice sociale peuvent fonder durablement la paix civile.

Demain, la France aura besoin de forces politiques neuves tolérantes, généreuses : en ce sens la Fédération de la gauche projette une ébauche et porte une espérance.

Dans cet esprit de réconciliation et de progrès, demain comme hier, nous servirons le pays, la région, vos 16 cantons et nos 165 communes, en élus de tous.

GEORGES SPENALE
Député sortant
Conseiller général de Rabastens
Maire de Saint-Sulpice
Président de la Commission des finances du Parlement européen
Officier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

LÉOPOLD RAYNAUD
Conseiller général — Maire de Puylaurens
Artisan ébéniste
Cultivateur

Vive le Tarn !
Vive la France !
Vive la République !

TARN-ET-GARONNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Caussade, Caylus, Lafrançaise, Molières, Monclar-de-Quercy, Montauban-Est, Montauban-Ouest, Montpezat-de-Quercy, Nègrepelisse, Saint-Antonin, Vilebrumier.

M. Jean BONHOMME

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(App. U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Notre pays sort d'une crise qui l'a ébranlé au plus profond de lui-même.

Les Français, jusqu'ici uniquement soucieux des conditions de leur vie matérielle ont vu subitement apparaître la menace de la désagrégation économique, du désordre et de la perte de nos libertés.

Dans un climat de relative tranquillité (« La France s'ennuie » écrivait, en avril, un commentateur politique) s'est brusquement produite une crise de civilisation que n'avait sans doute pas prévue le Gouvernement, mais pas davantage l'opposition, la presse ou quiconque.

Des forces disparates se sont momentanément conjuguées pour mener un assaut destructeur : étudiants frénétiques, anarchistes et agitateurs en tous genres, états-majors de syndicats débordés par une base qu'ils ont dû pousser à l'action politique pour en garder le contrôle, partis politiques désavoués par la masse mais obligés de surenchérir pour se la concilier, etc.

Cette crise a révélé les excès d'un tel bouillonnement :

— confusion totale des esprits,
— atteintes flagrantes et déterminées à la liberté du travail,
— procédés s'aggravant de jour en jour d'intimidation et de mise en condition de la population.

Cette crise a surtout révélé l'irresponsabilité des hommes politiques d'opposition emportés par un courant qu'ils n'avaient pas suscité, ils ont préféré par leur surenchère participer à la dislocation de notre économie dans le seul but de s'emparer du pouvoir.

Alors qu'il s'agissait avant tout de régler par des négociations le retour au calme et au travail, leur préoccupation essentielle était une compétition acharnée à se hisser à la première place qui, au demeurant, n'était pas vacante.

Face à ce déchaînement et à ces appétits, l'attitude du Gouvernement fut celle d'une grande tolérance, poussée à l'extrême limite, celle qui sied à un régime de liberté, suivie en fin de compte d'une fermeté attendue par les Français avec une inquiétude d'autant plus grande que la situation se dégradait.

Jusqu'au moment où l'autorité que le mandat du peuple confère au Président de la République a permis de conjurer le pire.

Ainsi, ces événements auront permis de mettre à l'épreuve :

— une opposition, impuissante à ordonner un mouvement qu'elle utilisait mais ne contrôlait pas, et à faire ainsi la preuve de sa maturité politique. Plus que jamais unie pour détruire, elle est plus que jamais divisée pour gouverner,

— une régime qui, grâce à la valeur du mandat présidentiel, a pu montrer sa solidité face à des événements considérables.

Est-ce à dire que des erreurs ou des fautes n'avaient pas été commises ?

Oui sans doute, imputables au style et aux méthodes d'un gouvernement qui gagnerait à tenir davantage compte des différentes tendances de l'opinion représentée par le Parlement.

Ce fameux dialogue, mot dont on use et abuse tant, aurait pu, semble-t-il s'instaurer et s'entretenir entre les pouvoirs publics et ceux qui ont affaire à eux : syndicats, associations, organisations représentatives, etc.

La libéralisation du régime en matière d'information et d'amnistie aurait pu être poussée plus loin.

Des réformes rendues nécessaires n'ont pas été faites (mais la réforme des textes suffit-elle à réformer les esprits et les hommes ?).

Ce sont là des fautes ou des insuffisances inhérentes à l'extrême complexité de gouverner dans une période de changements si vastes et si rapides pour des hommes assaillis de problèmes urgents.

Il reste que l'actif de l'action gouvernementale l'emporte et de loin sur le passif.

Est-ce à dire que toute redeviendra comme avant ?

Non sans doute ; cette crise aura permis de dégager une prise de conscience (c'est en quoi les crises sont salutaires).

— pour les hommes au pouvoir, qui auront pu saisir la nécessité de ne jamais se couper des préoccupations immédiates du peuple.

— pour l'opposition qui doit enfin se rendre compte que si elle veut rester digne de son rôle, tous les moyens ne sont pas bons, et qu'il ne lui est surtout pas permis de détruire la société pour démolir le Gouvernement.

— pour les syndicats et les groupes de pression qui doivent comprendre que l'intérêt général n'est pas la somme des intérêts particuliers, et que les avantages obtenus ne doivent pas l'être sur le dos des autres, en particulier des catégories les plus défavorisées.

— pour les citoyens enfin, qui doivent savoir que l'Etat, c'est eux, qu'il n'existe pas un Trésor public lointain et inépuisable, mais seulement des ressources qu'ils dégagent par leur travail et qu'il faut redistribuer de la manière la plus équitable possible et qu'un indispensable esprit de solidarité doit être à la base de toutes les revendications.

Pour toutes ces raisons (et bien d'autres encore) :

Il y a des institutions qui ont fait leur preuve. Il faut les conserver.

Il y a un Président de la République mandaté par le peuple. Il n'y a pas à remettre en question un vote aussi fondamental.

Il y a un Gouvernement dont le Chef a montré l'exemple de la solidité et de la fermeté. Il faut l'appuyer.

Dans un esprit nouveau une assemblée nouvelle doit permettre une action nouvelle :

— ouverte à la confrontation des idées,
— décidée à coopérer avec tous,
— prête à étudier les propositions de l'opposition,
— déterminée à faire entendre les aspirations de la population.

Dans ce cadre et cette perspective je suis sûr qu'il est possible de participer efficacement à une entreprise nationale qui permette de promouvoir l'économie (après avoir réparé les lourdes conséquences de la crise), d'élargir la protection sociale et d'apporter la réconciliation et l'amnistie.

Intermédiaire naturel entre la population à laquelle il est intimement lié et les pouvoirs publics qu'il doit confronter, en permanence le parlementaire peut jouer un rôle irremplaçable pour améliorer les conditions de vie de tous.

C'est à quoi je m'emploierai si vous voulez m'élire.

C'est dans ce but que je sollicite vos suffrages.

JEAN BONHOMME
Maire et Conseiller général de Caussade

Remplaçant éventuel :

JOËL LOYEZ
Montauban

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vos suffrages m'ont permis de frôler le succès au premier tour.

On vous dira : c'est la peur qui vous a fait voter.

Non : c'est la voix de la sagesse et de la raison.

Vous voulez protéger ce qui est acquis par dix ans d'efforts ininterrompus.

Vous voulez sauvegarder le progrès lent, certes, mais permanent qui en résulte.

Or, ce progrès ne peut se perpétuer dans ce monde difficile et dangereux que grâce à l'efficacité de l'Etat.

On vous dira : c'est pour la droite ou la réaction que vous avez voté.

Non : c'est pour la liberté, que seule peut garantir la solidité des institutions.

C'est cette liberté qu'on doit protéger de ceux qui l'ont étouffée dans d'autres pays.

Ce progrès et cette liberté dont nous sommes les garants constituent la base nécessaire mais indispensable à toujours plus de prospérité et de justice sociale.

On vous dira... mais on vous a tant dit que vous n'avez pu le supporter et que vous avez réagi sévèrement aux outrances et aux mensonges.

Le bon sens et la mesure dont vous avez fait preuve doivent permettre au Tarn-et-Garonne d'accéder enfin au rang des départements où l'essor économique et social permet aux hommes de vivre mieux.

JEAN BONHOMME
Maire et Conseiller général de Caussade

Remplaçant éventuel :

JOËL LOYEZ
Montauban

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Auvillar, Beaumont-de-Lomagne, Bourg-de-Visa, Castelsarrasin, Grisolles, Lauzerte, Lavit, Moissac, Montaigu-de-Quercy, Montech, Saint-Nicolas-de-la-Grave, Valence, Verdun-sur-Garonne.

M. Antonin VER

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate socialiste)

élu le 30 juin 1968

(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Sous la poussée de la jeunesse, une grève sans précédent vient d'ébranler notre pays. Le Gouvernement crie à la subversion et prépare des mesures visant à entretenir le chantage à la guerre civile, s'accaparant le drapeau tricolore que nous avons tous défendu dans les guerres passées ou dans la résistance. Les Français, dont le bon sens et le républicanisme résolu ont fait leurs preuves ne tomberont pas dans le piège tendu par le régime fraîchement replâtré et diront non au pouvoir personnel.

Mon programme reste identique à ce qu'il fut et vise d'abord la restauration de la République des citoyens.

Une société de citoyens libres.

Tout dépend aujourd'hui d'un homme seul, fatalement mortel. Nous lui opposons la volonté de tous dans une société de liberté. Pour assurer la stabilité, chère à nos cœurs, dans une démocratie authentique, nous proposons :

— la suppression ou la révision des articles de la Constitution utilisés pour établir le pouvoir personnel.

— un contrat entre la majorité de l'Assemblée et le Gouvernement pour la durée de la législature.

— une Cour suprême constitutionnelle protégeant les libertés et les lois républicainse contre tous les arbitraires.

— la liberté de l'information et l'indépendance de la Radio-Télévision à l'égard de tous les pouvoirs.

Une économie de progrès.

Une Société moderne doit avoir la volonté de développer le bien-être de tous, de répartir équitablement les résultats de la production, de reconnaître à chacun les droits à l'enseignement, au logement, à la santé. Nous proposons entre autres les mesures suivantes :

— un plan démocratique décidé par le Parlement pour la durée de la législature.

— la sélection des dépenses d'équipement financées par l'Etat et favorisant en particulier les transports, la construction et le téléphone.

Une économie dynamique exige des finances saines, inséparables de la justice fiscale, au profit des gens modestes.

Une agriculture moderne.

C'est un élément fondamental de la vie d'un pays. Une politique cohérente doit intégrer l'agriculture dans l'économie générale pour assurer aux cultivateurs la parité des revenus, la recherche de nouveaux débouchés, les bénéfices accrus par la modernisation de la production, la réforme de la distribution, le développement de l'enseignement et l'association de l'agriculture aux industries alimentaires.

Sur le plan départemental comme national les problèmes avicoles, vinicoles et céréaliers mériteront une attention vigilante.

L'artisanat, souvent rural, a publié un manifeste avec lequel je suis d'accord.

Les fondements de la justice sociale.

L'augmentation de la production et les progrès de la technique devraient entraîner pour tous un relèvement continu du niveau de vie.

Une véritable démocratie doit assurer les droits au travail, à la santé, au logement et à la solidarité nationale lorsqu'il s'agit des handicapés physiques, des victimes de la guerre ou des anciens combattants (respect du rapport constant), des rapatriés d'Algérie à indemniser sur la base de la loi de 1946 et à amnistier, des personnes âgées ou des familles nécessiteuses. Les commerçants, collecteurs d'impôts, méritent bienveillance comme les professions libérales. La T.V.A. doit être sérieusement révisée, les récentes ordonnances sur la Sécurité sociale abolies.

La promotion de la femme.

La dignité de la femme sera reconnue pour assurer sa promotion personnelle dans les branches si diverses de la maternité, du travail et de la famille.

Priorité des priorités à l'Education nationale.

Pour donner à la jeunesse l'égalité des chances dans la vie et lui apporter le droit à un avenir heureux, il est indispensable de moderniser et de démocratiser l'enseignement, de développer la recherche scientifique et de promouvoir une politique des loisirs.

La prolongation de la scolarité, le développement des constructions scolaires (surtout dans le technique), l'augmentation des bourses, la gratuité de l'enseignement, la modification profonde des sructures de l'Université retiendront mon attention.

La paix dans un monde organisé.

L'arme atomique peut détruire l'humanité. Le devoir de tous est d'agir par le règlement pacifique des conflits, par la création d'un système d'arbitrage international. Nous proposons :

— la renonciation à la force de frappe et sa reconversion à des fins pacifiques. La centrale nucléaire de Golfech-Malause dont la construction est assurée dans le respect des biens privés et collectifs, pourra profiter de cette mutation souhaitée.

— une action cohérente de la France en faveur du désarmement général, simultané et contrôlé, la participation de notre pays à la conférence de Genève et la signature des accords de Moscou sur la cessation des essais nucléaires.

— une action concertée en faveur de la sécurité collective et de la coexistence pacifique.

— la mise en place de l'Europe des peuples garantie par l'élection au suffrage universel d'un Parlement européen.

— une action concrète en direction du Tiers monde.

Françaises, Français,

En vous prononçant massivement pour un programme constructif et généreux, vous vous dresserez à la fois contre l'anarchie et le pouvoir personnel, pour la démocratie au service de l'homme, l'expansion au service de la justice et l'Europe au service de la paix.

ANTONIN VER
Maire et conseiller général de Lafrançaise
Député sortant
Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

CÉLESTIN MIRAMONT
Maire de Garganvillar
Conseiller général de Saint-Nicolas-de-la-Grave

2e CIRCULAIRE

Chers concitoyens,

Je remercie de tout cœur les 17.022 électrices et électeurs qui m'ont, une fois de plus, accordé leur confiance malgré une campagne de panique orchestrée par le Gouvernement.

Dès le premier tour, dans un climat de peur que rien ne justifie, le parti de la crainte l'a emporté sur la raison.

Que de fois pourtant ai-je entendu, depuis dix ans d'un pouvoir absolu, les récriminations violentes :

— des ouvriers cherchant un travail normalement rémunéré ;
— des commerçants et artisans écrasés d'impôts, dont la clientèle s'effrite et qui doivent payer, par une augmentation des patentes, la part que l'Etat ne donne plus aux municipalités ;

— des agriculteurs victimes d'une fausse stabilité,

- de la suppression de l'indexation des prix,
- du décalage de 15 % de leurs revenus par rapport au revenu moyen,
- de l'exode rural qui ruine nos villages,

— des rapatriés auxquels l'indemnisation a été refusée ;
— des jeunes qui attendent un emploi, des écoles, des stades, une formation professionnelle adaptée ;
— des vieillards, handicapés, nécessiteux contraints à accepter la charité alors qu'on a tout fait pour les trusts ;
— des maires de nos villages dont l'école est fermée ou le sera ;
— des républicains qui ont vu la Constitution trahie dans son esprit et dans sa lettre, les pouvoirs bloqués dans les mains d'un seul.

C'est de tout cela que vous devrez vous souvenir dimanche avant de mettre dans l'urne votre bulletin. La politique ne peut être un acte de lâcheté mais un choix libre et serein.

Grâce à votre discipline, la vraie République triomphera, prête à gouverner avec des hommes de bonne volonté qui défendront les intérêts de tous et de chacun avec le souci de l'ordre et de la justice contre le pouvoir personnel et ses valets.

ANTONIN VER
Maire et conseiller général de Lafrançaise
Député sortant
Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel :

CÉLESTIN MIRAMONT
Maire de Garganvillar
Conseiller général de Saint-Nicolas-de-la-Grave

VAL-DE-MARNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Communes de : Arcueil, Cachan, Gentilly, Kremlin-Bicêtre, Villejuif.

Mme Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER

(Candidat du Parti communiste français)

élue le 30 juin 1968

(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles a contraint le Président de la République à donner la parole au peuple.

Ils ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, enseignants, paysans sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

A l'heure où ces lignes sont écrites, certains d'entre eux, en particulier les métallurgistes sont contraints de poursuivre la grève devant l'intransigeance du Gouvernement, d'un patronat rapace qui refusent encore de satisfaire ce qui a été obtenu partout ailleurs.

C'est pourquoi, le Parti communiste français vous appelle à exprimer votre solidarité active, comme en 1963 pour les mineurs.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme, et le soutien actif du Parti communiste français, ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes soutenus par le P.S.U. en même temps que celles organisées par la police, les communistes évitent de grands malheurs à notre pays ; ils ont le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande révolution française, le drapeau de la Nation.

Voter pour Marie-Claude Vaillant-Couturier, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du Gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

— *Dans l'ordre économique :* Il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, leur gestion démocratique, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

— *Dans l'ordre social :* Il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la refonte profonde d'une Université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F., la juste rémunération du travail paysan.

— *Dans l'ordre international :* Il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter Marie-Claude Vaillant-Couturier, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France ; c'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste français ne revendique pas pour lui seul le pouvoir.

Il est pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

— Pour faire échec à la menace de dictature gaulliste.
— Pour la défense des libertés.
— Pour une politique de progrès social.
— Pour la démocratie et pour le socialisme.
— Pour l'indépendance nationale et la paix.
— Pour l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

N'égarez pas vos voix, un seul vote efficace.

Votez dès le premier tour pour

Marie-Claude VAILLANT-COUTURIER

Député sortant — Ancienne Vice-présidente de l'Assemblée Nationale
Déportée Résistante — Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

MARCEL TRIGON
Maire d'Arcueil

2e CIRCULAIRE

Je remercie les 24.238 électrices et électeurs de la première circonscription qui ont fait confiance dimanche dernier à la politique de progrès social, de paix et de démocratie du Parti communiste français.

Après le premier tour, j'ai l'honneur de représenter désormais l'ensemble des forces démocratiques, j'invite les travailleurs communistes, socialistes, tous les républicains, à assurer dimanche le succès des forces démocratiques.

Electrices, électeurs,

Par le chantage à la subversion, provoquant la peur, le pouvoir gaulliste est parvenu à tromper un grand nombre de Français et de Françaises.

Les résultats du premier tour de scrutin, encourageant le caractère autoritaire du régime, montrent le grand danger que court la démocratie.

L'anticommunisme cache la volonté du pouvoir de poursuivre sa politique antisociale.

En cherchant au deuxième tour à obtenir une majorité élargie, le parti gaulliste veut reprendre aux travailleurs ce qu'ils viennent d'acquérir.

Dans ces conditions, aucune hésitation n'est possible !

Une majorité d'électrices et électeurs de la première circonscription a condamné le pouvoir gaulliste au premier tour.

Ce vote sera confirmé dimanche !

Le 30 juin

Travailleurs manuels et intellectuels, femmes et jeunes, croyants et incroyants :

Le large rassemblement des communistes, socialistes et autres républicains, s'avère indispensable.

— pour réélire votre député,
— pour limiter les prétentions exorbitantes du parti gaulliste,
— pour faire du deuxième tour un succès des forces démocratiques,

Votez massivement pour

MARIE-CLAUDE VAILLANT-COUTURIER
Député sortant — Ancienne Vice-présidente de l'Assemblée Nationale
Déportée Résistante — Chevalier de la Légion d'honneur

Candidat d'Union des démocrates et des républicains
présenté par le Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

MARCEL TRIGON
Maire d'Arcueil

Accord P.C.F.-F.G.D.S. pour le deuxième tour.

« Les deux formations invitent tous les démocrates, tous les républicains, dans chaque circonscription, à bloquer leurs suffrages le 30 juin prochain sur le candidat désigné afin de battre les candidats gaullistes ou leurs complices.

« Dans un grand sursaut républicain, il faut barrer la route aux prétentions exorbitantes du pouvoir personnel qui ne peuvent conduire qu'à la régression sociale et à l'aventure. »

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Chevilly-Larue, Choisy-le-Roi, Fresnes, l'Haÿ-les-Roses, Orly, Rungis, Thiais.

M. Fernand DUPUY

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 30 juin 1968

(C.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

Le Parti communiste français présente à vos suffrages Fernand Dupuy, député sortant, maire de Choisy-le-Roi, et Gaston Viens, maire d'Orly, qui en 1967 a été élu conseiller général et président du Conseil général du Val-de-Marne.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, enseignants, paysans sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme, et le soutien du Parti communiste français, ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes, en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays ; ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande révolution française, le drapeau de la Nation.

***

Depuis 1962, Fernand Dupuy est votre représentant à l'Assemblée Nationale.
En 1967, vous l'avez réélu avec une très forte majorité.
Il est toujours resté fidèle au programme sur lequel vous lui avez fait confiance.
Fernand Dupuy a toujours défendu les intérêts des travailleurs et de la population :

Tous les problèmes qui vous préoccupent (logement, éducation nationale, impôts, salaires, retraites et pensions, T.V.A. et emploi) ont fait de sa part l'objet de maintes interventions et démarches.
Fernand Dupuy et Gaston Viens se sont montrés particulièrement dévoués, efficaces et compétents tout au long du mouvement qui a soulevé tous les salariés, tous ceux qui travaillent et qui pensent.

Voter pour Fernand Dupuy et Gaston Viens, suppléant, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.
Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du Gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

— *Dans l'ordre économique :* Il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

— *Dans l'ordre social :* Il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la nécessité d'une réforme profonde de l'enseignement pour une université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

— *Dans l'ordre international :* Il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien son droit à l'indépendance.
Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie, de progrès social et de paix qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France ; c'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.
De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver du naufrage le régime de pouvoir personnel. D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.
Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste, mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre le pouvoir personnel, qui évolue vers la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir. Les communistes sont pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

— Pour faire échec à la menace de dictature gaulliste.
— Pour la défense des libertés.
— Pour une politique de progrès social.
— Pour la démocratie et pour le socialisme.
— Pour l'indépendance nationale et la paix.

Pour faire triompher ce programme, le Parti communiste français vous demande d'approuver sa claire politique d'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques en votant massivement, dès le premier tour, pour :

Fernand DUPUY

Instituteur — Député sortant — Maire de Choisy-le-Roi
Croix de guerre pour faits de Résistance

Candidat du Parti communiste français

Remplaçant éventuel :

Gaston VIENS

Employé — Maire d'Orly — Président du Conseil général du Val-de-Marne
Combattant volontaire de la Résistance

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier, 22.263 d'entre vous ont accordé leur confiance au candidat du Parti communiste français, à Fernand Dupuy et à son suppléant Gaston Viens.

Nous vous en remercions très sincèrement.

En dépit d'une campagne anticommuniste forcenée, le Parti communiste français demeure la force essentielle de l'opposition. Et la gauche (avec 30.816 voix) conserve la majorité absolue dans la circonscription.

Le chantage à la peur a toutefois permis au candidat gaulliste d'effrayer un certain nombre d'électeurs. A ceux là nous voulons dire :

Le P.C.F. a tout fait pour éviter la violence et le désordre.

Réfléchissez : la propagande gaulliste a pu faire illusion, mais néanmoins les problèmes posés par sa politique antisociale demeurent. Il s'agit notamment de savoir si les avantages obtenus par la lutte seront maintenus ou s'ils seront demain remis en question.

Dans notre circonscription, une majorité de gauche s'est prononcée contre la politique gaulliste.

Après le désistement des candidats de gauche et l'accord national conclu entre le P.C.F. et la F.G.D.S. qui appelle « tous les républicains à bloquer leurs suffrages pour battre les candidats gaullistes et leurs complices ».

Pas une seule voix des républicains et des démocrates ne doit donc manquer dimanche prochain à Fernand Dupuy et Gaston Viens.

Fernand Dupuy est votre candidat unique. Il sera dimanche votre député.

Vous lui ferez confiance.

Travailleurs manuels et intellectuels, ingénieurs et cadres, commerçants et artisans, jeunes et vieux, vous qui avez manifesté votre hostilité à la politique gaulliste, vous devez vous retrouver toutes et tous dans la même lutte pour faire triompher votre candidat : Fernand Dupuy.

L'union des forces démocratiques l'emportera.

Pour faire échec aux prétentions exorbitantes du pouvoir gaulliste.

Pour une véritable démocratie,

Pour le progrès social et la paix.

Pour que vous soyez représentés à l'Assemblée Nationale par un député que vous connaissez : compétent et efficace,

Votez et faites voter pour

FERNAND DUPUY

Remplaçant éventuel :

GASTON VIENS

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Ivry-sur-Seine, Vitry-sur-Seine.

M. Georges GOSNAT

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 23 juin 1968

(C.)

Electrices et électeurs d'Ivry et de Vitry ! chers concitoyens,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelle soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités, monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 juin, à élire votre député.

***

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Je salue les victoires obtenues par les travailleurs des entreprises privées, publiques et nationalisées d'Ivry et de Vitry.

Par contre, au moment où j'écris ces lignes, des travailleurs n'ont pas obtenu satisfaction, le Gouvernement et le patronat s'évertuent à prolonger délibérément les grèves en refusant de leur donner ce qui a été obtenu partout ailleurs.

Que ces travailleurs soient assurés de toute ma solidarité !

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme, et le soutien actif du Parti communiste français, ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes appuyés par le P.S.U. en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays ; ils ont le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la grande révolution française, le drapeau de la Nation.

*
* *

Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du Gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

— *Dans l'ordre économique :* il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

— *Dans l'ordre social :* Il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la refonte profonde d'une Université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

— *Dans l'ordre international :* Il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libres, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le Parti communiste français réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France. C'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage. D'autres

politiciens sont à la recherche d'une prétendue « troisième force » qui nous ramènerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti communiste français est partie intégrante.

Le Parti communiste ne revendique pas le pouvoir pour lui seul. Il est pour un Gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

Pendant trente-deux ans vous avez manifesté votre confiance à notre regretté Maurice Thorez, militant ouvrier et révolutionnaire exemplaire, véritable homme d'Etat. Depuis sa mort, et à nouveau le 5 mars 1967, vous avez bien voulu reporter votre confiance sur mon nom.

Je suis persuadé que vous voudrez bien me renouveler cette confiance et que d'autres électeurs et électrices vous rejoindront afin d'assurer, dès le premier tour, avec un nombre de suffrages accrus, la réélection du candidat du Parti communiste français.

— Pour faire échec au pouvoir personnel qui évolue et évoluerait vers la dictature militaire.
— Pour la défense des libertés.
— Pour une politique de progrès social.
— Pour la démocratie et pour le socialisme.
— Pour l'indépendance nationale et la paix.
— Pour faire triompher ce programme, le Parti communiste français vous demande d'approuver sa claire politique d'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques en votant massivement dès le premier tour pour :

Georges GOSNAT
Employé — Ancien ministre — Député sortant

Remplaçant éventuel :

Marcel ROSETTE
Métallurgiste — Maire de Vitry
Médaille de la Résistance

Candidat du Parti communiste français

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Alfortville, Charenton-le-Pont, Maisons-Alfort, Saint-Maurice.

M. Alain GRIOTTERAY

(Candidat d'Union nationale pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Monsieur, Madame,

Il y a quinze mois, je vous disais qu'il était vital que les hommes qui, pour se défendre, veulent le progrès dans la liberté, s'unissent. Je disais qu'en face des républicains trop souvent divisés, les communistes, malgré leurs sourires, restent prêts à saisir la première occasion d'étrangler la République.

Ceci, la majorité qui m'a élu l'a compris. D'autres ont pensé de bonne foi que les communistes avaient changé et qu'ils pourraient s'intégrer dans une gauche républicaine. Ils se sont trompés.

Les événements de mai ont prouvé que les communistes n'ont pas changé et qu'ils sont prêts, en France, aujourd'hui, comme il y a vingt ans en Tchécoslovaquie, à se servir du désordre pour détruire la liberté. Qu'il soit de Pékin ou de Moscou, qu'il crée l'émeute ou qu'il se contente de l'exploiter, le communisme international a dévoilé une fois de plus son visage et sa méthode : utiliser une minorité soumise à ses ordres pour faire la loi à la majorité du peuple et pour imposer la dictature de quelques-uns.

Aujourd'hui, plus que jamais, la chose est claire. Il y a d'un côté ceux qui veulent tout détruire pour reconstruire une société communiste. La terreur chinoise, la misère cubaine, la bureaucratie russe ou albanaise sont les exemples de ce qu'ils veulent faire chez nous. Ce sont les communistes.

Il y a de l'autre côté ceux qui savent, certes, que tout n'est pas parfait, mais qui se souviennent que depuis vingt ans notre vie s'est bien améliorée et qu'on peut continuer à progresser à condition de ne pas tout casser et de vouloir sérieusement les réformes nécessaires. Ce sont les républicains.

Je dis aux républicains, d'où qu'ils viennent, gaullistes, centristes, modérés, socialistes français, que le progrès et l'avenir de nos enfants ne passent pas par la terreur et le chambardement ; qu'il n'y a que de la violence derrière le drapeau noir et que la misère derrière le drapeau rouge. Je dis que la liberté qu'ils ont d'aller et venir, de penser, de critiquer, de se mettre en grève n'existerait plus si l'un de ces drapeaux venait à triompher.

Depuis dix ans, je lutte pour les réformes et contre les bureaucraties : vous savez qu'où je passe les choses changent et s'améliorent ; pas aussi vite que vous le voudirez, pas aussi vite que je le veux. mais marche après marche, nous montons vers le progrès. Vous connaissez mon programme qui est de donner à tous plus de moyens et plus de possibilités pour travailler, se loger, se cultiver, se distraire et librement s'épanouir.

Il dépend de nous demain, d'accélérer cette marche en avant ou de nous laisser aller au vertige du communisme totalitaire et de retomber cinquante ans en arrière.

Tous ceux qui refusent l'émeute et la dictature, tous ceux qui veulent le progrès dans la liberté, doivent, demain plus que jamais, et ici plus qu'ailleurs, s'unir autour de la République.

Votez

Alain GRIOTTERAY

45 ans. Rejoint à 17 ans le Général de Gaulle en 1940. Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire à 22 ans. Officier de la Légion d'honneur à 32 ans. Croix de Guerre. Médaille de la Résistance.
Dirige l'entreprise industrielle et commerciale qu'il a créée.
Rapporteur général du Budget de Paris de 59 à 65, du District de 62 à 65.
Il est à ce titre à l'origine de la reprise des grands travaux en région parisienne dont certains servent directement nos quatre communes : le périphérique, la voie est-ouest, l'hôpital de Créteil, etc...
Il est de ceux qui ne cessent de se battre pour les réformes administratives dans tous les domaines : universitaire, hospitalier, administration locale, construction, sécurité sociale et retraite.
Elu député en 1967, son action a permis notamment le démarrage des travaux du métro dans notre circonscription.
Membre du Bureau politique des Républicains indépendants.

Voter Alain Griotteray, c'est choisir l'efficacité, les réformes, la paix.

Remplaçant éventuel :

Georges GAUMÉ

69 ans. Maire-adjoint de Maisons-Alfort. Fonctionnaire retraité du Ministère des Armées. Conseiller municipal de Maisons-Alfort depuis 1954. Conseiller général du Val-de-Marne. Chevalier de la Légion d'honneur. Médaille militaire. Croix de guerre 1914-1918. Membre du Comité fédéral de l'U.D. V[e]. Vice-Président des Médaillés militaires. Président d'honneur de l'Union nationale des Combattants. Vice-président de la Caisse des Ecoles.

2[e] CIRCULAIRE

Monsieur, Madame,

Dimanche dernier, vous avez montré clairement votre volonté de défendre la République et la liberté. Vous avez bien senti que les événements de mai étaient exceptionnellement graves et que le pays devait s'unir contre la subversion et pour réaliser dans l'ordre et la raison les réformes nécessaires. Vous avez condamné les fauteurs et les exploiteurs du désordre : le Parti communiste et ses alliés du P.S.U. et de la Fédération. Vous m'avez accordé dès le premier tour 49,41 % des suffrages. Je vous en remercie.

Mais ce sont les résultats de dimanche prochain qui décideront. Nous avons emporté une manche mais la bataille ne sera gagnée que si l'Union de ceux qui veulent défendre la République s'élargit et se renforce encore. Si vous avez déjà voté pour moi, vous devez confirmer votre vote ; si vous avez voté centriste pour marquer votre volonté de diversifier la majorité, rappelez-vous que j'ai toujours lutté pour une ouverture vers le Centre ; si vous avez choisi, au premier tour, une autre tendance et si vous n'êtes pas communiste, dites-vous bien que le candidat d'Union nationale pour la défense de la République est le seul candidat qui puisse vous protéger utilement contre les communistes.

Je ne suis pas de ceux qui veulent séparer la France en deux blocs mais, comme la majorité des Français, j'ai vu que les groupements révolutionnaires étaient prêts à renverser notre Société et que la machine totalitaire du parti communiste était prête à exploiter le désordre pour prendre le pouvoir. Je crois, comme l'a dit André Malraux, que ce n'est qu'une répétition générale et que demain ils recommenceront, s'ils sentent chez les républicains de l'incertitude et de la faiblesse. Alors je suis certain que l'intérêt profond, que l'intérêt vital de tous ceux qui tiennent à la liberté, au progrès et à l'ordre, est de se rassembler pour faire front. Il ne s'agit pas de reconstituer une majorité fermée sur elle-même, mais cette union nationale où tous les

républicains, qu'ils soient libéraux comme moi ou socialistes — mais socialistes français — comme beaucoup de mes amis, puissent se faire entendre et participer activement aux réformes que nous allons réaliser.

Nous savons que les mois à venir seront lourds de difficultés mais ils peuvent êtres féconds si tous les Français, qui veulent en Europe, une société de progrès, de liberté et de justice, s'unissent dans la réforme et dans la lutte contre l'anarchie et le totalitarisme.

Dimanche prochain, que ceux d'entre vous qui doivent partir en congé, que ceux d'entre vous qui hésitent encore, pensent à ce qu'ils ont vu hier dans la rue et à ce qu'ils voudraient voir demain dans leur pays, dans leur ville, dans leur travail, dans leur foyer. Demain dépend de vous.

Au premier tour vous avez donné 49,41 % des suffrages à Alain GRIOTTERAY, candidat de la liberté, confirmez cette volonté :

Votez

ALAIN GRIOTTERAY

Député sortant.

45 ans. Rejoint à 17 ans le général de Gaulle en 1940. Chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire à 22 ans. Officier de la Légion d'honneur à 32 ans. Croix de guerre. Médaille de la Résistance.

Dirige l'entreprise industrielle et commerciale qu'il a créée.

Rapporteur général du Budget de Paris de 1959 à 1965, du District de 1962 à 1965.

Il est à ce titre à l'origine de la reprise des grands travaux en région parisienne dont certains servent directement nos quatre communes : le périphérique, la voie est-ouest, l'hôpital de Créteil, etc...

Il est de ceux qui ne cessent de se battre pour les réformes administratives dans tous les domaines : universitaire, hospitalier, administration locale, construction, sécurité sociale et retraite.

Elu député en 1967, son action a permis notamment le démarrage des travaux du métro dans notre circonscription.

Membre du Bureau politique des Républicains indépendants.

Remplaçant éventuel :

GEORGES GAUMÉ

69 ans. Maire-adjoint de Maisons-Alfort. Fonctionnaire retraité du Ministère des Armées. Conseiller municipal de Maisons-Alfort depuis 1954. Conseiller général du Val-de-Marne. Chevalier de la Légion d'honneur. Médaille militaire. Croix de guerre 1914-1918. Membre du Comité fédéral de l'U.D. Ve. Président des Médaillés militaires. Président d'honneur de l'Union nationale des Combattants. Vice-président de la caisse des écoles.

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Bonneuil-sur-Marne, Créteil, Joinville-le-Pont, Saint-Maur-des-Fossés.

M. Pierre BILLOTTE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Français, Françaises,

L'heure n'est plus d'apprécier les mérites de tel ou tel programme électoral.

L'heure n'est plus de balancer entre des partis politiques aux nuances souvent imperceptibles.

Il ne s'agit même pas d'un combat politique contre le Parti communiste français aujourd'hui débordé par les extrémistes chinois ou trotskystes, les anarchistes ou les nihilistes.

Par votre vote, vous avez à dire :

— si vous voulez une société humaine, une société fondée sur la hiérarchie des capacités, une société aux rapports entre les hommes respectant la dignité de chacun et établie avec votre libre participation ou, au contraire, une société où les hommes ne sont que des robots aux ordres d'un Etat totalitaire,

— si vous préférez l'indépendance et la paix, ou au contraire l'insécurité et peut-être la guerre, si demain la France quittait le camp de la liberté.

Par votre vote, vous forgerez vous-mêmes en hommes et en femmes libres, un avenir de progrès, ou bien vous vous en remettrez en définitive à la merci des tenants de Mao-Tsé-Toung, de Ling-Piao et de Tchou-En-Laï.

Français, Françaises !

Votre choix est clair :

Votez pour la France de Pasteur, de Péguy, de Saint-Exupéry, de Mauriac et de Malraux...

Votez pour de Gaulle en portant massivement vos suffrages sur

Pierre BILLOTTE
Compagnon de la Libération
Maire de Créteil

Remplaçant éventuel :

Gilbert NOËL
Maire de Saint-Maur

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Bry-sur-Marne, Champigny, Nogent-sur-Marne, le Perreux.

M. Roland NUNGESSER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Depuis 1958, vous m'avez renouvelé votre confiance à une majorité toujours plus forte, à tel point que l'an dernier, l'élection faillit être acquise dès le premier tour à quelques centaines de voix près (48,15 % des suffrages).

Sans doute le nombre croissant des électeurs qui, par-delà les nuances politiques, me choisissaient pour les représenter exprimait-il une certaine satisfaction des efforts que j'avais déployés et des résultats que j'avais obtenus pour « réhabiliter » la banlieue parisienne, souvent négligée, et particulièrement la banlieue Est, toujours délaissée depuis la guerre 1914-1918.

L'action menée sur le plan local et régional.

En me présentant à vos suffrages en mars 1967, je vous avais présenté, fidèle à mes habitudes, non pas un catalogue de promesses démagogiques, mais un programme d'action précis, établi à partir de projets déjà élaborés et tenant compte des réalisations en cours. Vous vous en souvenez sans doute.

— qu'il s'agisse des grands travaux pour l'amélioration des transports en commun (métro régional express qui nous mettra à douze minutes du cœur de Paris, ouverture d'une gare nouvelle à Champigny sur la ligne de l'Est) et pour la modernisation de l'infrastructure routière (ponts reconstruits, partie Est du boulevard périphérique, autoberges traversant Paris jusqu'à l'autoroute de l'Est, suppression du passage à niveau à Champigny, parkings d'intérêt régional) ;

— qu'il s'agisse de l'urbanisme et de la construction (opérations de rénovation urbaine, construction d'H.L.M., telle la cité du Bois-l'Abbé (3.600 logements), dont j'ai ouvert les travaux à Champigny en 1966) ;

— qu'il s'agisse de l'équipement sportif (transformation en cours de l'hippodrome du Tremblay en centre de sports et de détente, ensemble sportif et touristique de Nogent) ou touristique (terrain de camping du T.C.F. de Nogent-le-Tremblay, port de plaisance et promenades des bords de Marne, restauration du bois de Vincennes par évacuation des installations militaires) ;

— qu'il s'agisse de la lutte contre les inondations, qui menacent chaque hiver nos communes (barrages-réservoirs, défense des berges) ;

— qu'il s'agisse de l'équipement sanitaire et hospitalier (nouvelle extension de l'hôpital Saint-Camille à Bry, création de cliniques) ;

— qu'il s'agisse de l'équipement scolaire et universitaire (lycées de Champigny, C.E.S. nouveaux, future université de Bry).

Ces projets qui « dormaient » souvent depuis cinquante ans sont devenus grâce à une action tenace, des chantiers.

Il suffit de parcourir nos quatre communes et les secteurs de transit entre Paris et celles-ci (Nation—Saint-Mandé, etc.) pour constater l'ampleur des travaux engagés.

Ce ne sont pas des promesses ce sont des faits.

L'action du parlementaire et du Ministre.

Entre autres, au Parlement : première loi-programme d'équipement sportif, dont j'ai lancé l'idée, lois-programmes de recherche scientifique et spatiale, rapports de contrôle, notamment sur le fonctionnement de l'O.R.T.F., etc.

Au Gouvernement :

a) Le logement :

L'œuvre de relance de la construction (qui traversait début 1966 la crise que l'on sait) porta ses fruits immédiatement :

— en moins d'un an (premier semestre 1967 par rapport au premier semestre 1966) les constructions H.L.M. ont progressé dans la région parisienne de 71 % ;

les logements avec primes et prêts du Crédit foncier de 106 % (succès de la politique d'accession à la propriété au profit notamment des jeunes ménages). Assainissement de la construction privée après ses erreurs qui avaient abouti par exemple à la construction de logements invendables. La réforme du permis de construire dont l'application fut hélas retardée, l'allégement des procédures ont contribué aussi au rétablissement d'une situation qui, quand je l'ai prise en mains, était le « point noir » ;

— suppression des bidonvilles, notamment à Champigny ;

— réalisation des programmes spéciaux que j'avais décidés en faveur d'une part, des jeunes travailleurs et étudiants et d'autre part des personnes âgées et isolées.

b) Les finances extérieures :

Ma tâche de promotion de nos échanges et particulièrement de nos exportations m'a amené à effectuer de nombreux voyages en France et à l'étranger, à participer à de nombreuses négociations internationales, à provoquer des réformes des services du Ministère des Finances.

Cette action a contribué au rétablissement de l'équilibre de notre balance commerciale, résultat qui a été atteint depuis la fin de l'année 1967.

Le style d'action : dialogue et efficacité.

Les résultats acquis par un homme public grâce à son action ne doivent pas constituer le seul élément d'appréciation.

Les principes moraux, les méthodes d'action, les moyens employés, en un mot son style, complètent l'image que ses mandants se font de lui .

En ce qui me concerne, j'ai tenu à rester en contact très étroit avec ceux qui m'avaient élu et malgré mes charges ministérielles très accaparantes, j'ai continué à vivre, avec ma famille, parmi vous, comme avant. Car un homme politique doit être au contact permanent de l'opinion populaire.

C'est pourquoi, j'ai depuis longtemps préconisé qu'en plus du droit de vote, expression la plus éclatante et la plus solennelle de la volonté populaire, des structures nouvelles permettent la consultation suivie « de la base par le sommet ».

Depuis 1959, je prône « l'institutionalisation du dialogue » dans la démocratie moderne. C'est parce qu'il est un homme animé du même souci de dialogue et d'ouverture que j'ai fait appel à Michel Giraud, associé depuis longtemps à ma vie publique.

— Si, dans la commune, dont je suis maire, ma liste a obtenu, au premier tour des élections municipales 76 % des suffrages, c'est-à-dire toutes les voix de la droite à la gauche, plus 10 % des voix communistes, c'est sans doute parce que mes administrés se sentent associés à la vie de leur commune.

— Sur le plan régional : après avoir été élu Président du District, j'ai mis en place un Comité économique et social en vue d'associer tous les organismes syndicaux et professionnels aux plans d'aménagement de la région de Paris.

— Sur le plan ministériel, la politique du logement par exemple que j'ai définie fut en grande partie le fruit des travaux des tables rondes que j'avais instituées réunissant toutes les activités intéressées, et de mes visites sur place, en province (55 départements visités).

C'est pourquoi j'affirme qu'il faut « substituer à la République des partisans, celle des participants ».

C'est dans cet esprit que j'aborde les fonctions que le général de Gaulle et Georges Pompidou m'ont confiées en me chargeant, dans les délicates circonstances présentes, du Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Le besoin de participation qu'a évoqué récemment le Président de la République est ressenti par le travailleur au sein de l'entreprise, par le citoyen au sein de l'Etat

ou de la Cité, mais d'une façon plus aiguë encore par le jeune qui entre dans une société dont il veut comprendre les méthodes, les objectifs, l'idéal. Je veux donc établir le dialogue avec les jeunes de tous les milieux aussi bien avec les jeunes travailleurs, ouvriers, paysans, qu'avec les étudiants.

L'œuvre de rénovation doit être poursuivie.

Mais le Gouvernement a d'autres tâches. Il ne peut négliger de mener à bien la politique générale à laquelle il se consacre depuis dix ans et qui lui a permis de redresser l'effroyable situation de notre pays, notamment :

— en restaurant la monnaie et les finances ;
— en assurant la décolonisation et en mettant fin à la dramatique affaire algérienne ;
— en modernisant notre armée, libérant ainsi les jeunes Français d'un service militaire prolongé et anachronique ;
— en assurant les indispensables mutations de notre économie sur le plan industriel, commercial et agricole ;
— en développant l'équipement et la construction grâce à de grands travaux d'infrastructure et de vastes programmes de logements ;
— en redonnant à la France son indépendance nationale qui lui a permis d'être le porte-parole de la paix dans le monde.

Au moment où s'achève cette étape des urgences et des priorités absolues, il reste encore beaucoup à faire.

Notre économie était relancée depuis le début de l'année et son expansion allait permettre de nouvelles étapes sur le chemin du progrès social. Après les récentes secousses il nous faut consolider les avantages sociaux accordés, par une activité économique suffisamment intense pour qu'ils ne soient pas illusoires comme ceux que les travailleurs ont trop souvent connus à l'époque de l'inflation. De même il faut songer à diverses catégories sociales telles que les cadres, les familles et les personnes âgées que le gouvernement na pas voulu oublier alors que trop souvent elles souffrent sans pouvoir manifester.

Cette œuvre doit être poursuivie, les réformes attendues entreprises, la participation du travailleur, de l'étudiant, du citoyen assurée plus largement. Mais tout cela ne péut se faire que dans l'ordre républicain.

Or, la République est menacée :

— d'une part, par l'anarchie que tentent d'instaurer des groupes révolutionnaires qui prêchent la destruction et le nihilisme ;
— d'autre part, par la dictature que le Parti communiste a tenté d'instaurer il y a quelques jours.

Le choix vous est offert, dimanche 23 juin, entre diverses listes qui représentent soit :

— l'anarchie : c'est le P.S.U. qui soutient indifféremment tous les mouvements révolutionnaires ;
— la dictature — c'est le Parti communiste, flanqué de la Fédération de la gauche « unie » (sic) dont le célèbre leader F. Mitterrand ne sait plus s'il soutient les anarchistes ou s'il sert de tremplin, bien éphémère, au Parti communiste. Le fait que le candidat dans notre secteur soit un conseiller municipal de Champigny, « otage » consentant du P.C. souligne la collusion de la F.G.D.S. et du P.C.
— La division des nationaux : ce sont les réformistes (mouvement pour la réforme), les technocrates (technique et démocratie) des P.D.M. dissidents du Centre démocrate, qui divisant les nationaux, à raison de nuances politiques ou d'ambitions

personnelles font le jeu du Parti communiste. En revanche, saluons la « Réconciliation française » qui a retiré ses candidats par discipline nationale.

— L'union pour la défense des libertés républicaines. C'est l'homme en qui vous avez eu confiance pendant dix ans, qui espère ne pas l'avoir déméritée, qui aujourd'hui se présente à vous, assisté d'un homme, jeune, dynamique et courageux, non seulement avec un programme de réalisations et un plan de réformes mais aussi et surtout avec la volonté affirmée de défendre la République, et nos libertés.

ROLAND NUNGESSER

42 ans
Ancien Président du Conseil du District de la Région de Paris
Maire de Nogent-sur-Marne
Conseiller général du Val-de-Marne
Ancien Secrétaire d'Etat au Logement
Ancien Secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances (Affaires Internationales)
Ministre de la Jeunesse et des Sports

Remplaçant éventuel :

MICHEL GIRAUD

38 ans — Cadre d'entreprise
Animateur d'associations de jeunes
Conseiller général du Val-de-Marne
Secrétaire de l'Intergroupe d'Union démocratique
(Gaullistes, Centristes, Républicains indépendants, Modérés)
Administrateur du District de la Région Parisienne

Si vous voulez faire face à la menace de dictature
Si vous voulez repousser l'anarchie
Si vous voulez une France libre et prospère
Votez utile dès le premier tour.

Ecartez ceux qui cherchent à diviser les nationaux en arguant de nuances qui ne sont plus de mise quand la République est en danger.

Votez pour ceux qui se sont engagés à défendre les libertés et la République.

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Fontenay-sous-Bois, Saint-Mandé, Vincennes.

M. Robert-André VIVIEN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Le 30 mai, l'allocution du général de Gaulle, précédant la manifestation qui rassemblait plus d'un million de Parisiens, a démontré que la République n'abdiquait pas.

Partout, le drapeau tricolore l'a emporté sur le drapeau rouge et le drapeau noir.

Le 23 juin, cette volonté doit se confirmer aussi massivement aux élections législatives. Au moment où menace la subversion, c'est autour du Président de la République, élu du peuple, et ses fidèles, que se sont regroupés tous les citoyens désireux de défendre la légalité et de sauver la liberté.

Je me présente au suffrage du corps électoral pour faire définitivement échec à l'entreprise des tenants de la dictature totalitaire et des fauteurs de désordre et d'anarchie et pour affirmer la détermination des Français de maintenir leurs institutions démocratiques.

Mais, une fois la République raffermie dans la légitimité et la légalité, il faudra tirer les leçons de la crise sociale et morale que le pays vient de traverser. Cette crise est le résultat de la mutation profonde que connaît la France et des progrès mêmes que la Ve République lui a permis d'accomplir au moment où elle se transforme en un pays industriel et où elle ouvre ses frontières dans le cadre de l'Europe.

La contestation de notre forme de société a un côté anarchique, négatif et violent, que l'immense majorité du pays rejette. Mais elle a aussi des aspects positifs en faisant apparaître une soif de renouveau.

Candidat de la défense pour la République, je prends l'engagement de soutenir le grand effort national tendant à hâter le renouvellement de nos structures économiques, sociales et universitaires, avec le concours des intéressés.

Ces nouvelles structures devront instituer la participation de tous les citoyens à toutes les responsabilités, à tous les niveaux, que je n'ai cessé de préconiser :

— dans l'Université réformée et démocratisée, enseignants et étudiants coopéreront librement à l'épanouissement de leurs écoles et de leurs facultés, tournées vers le monde extérieur et ouvertes aux travailleurs pour leur formation et leur promotion ;
— dans les entreprises, ouvriers, employés, cadres et patrons devront aboutir à former ensemble une association où les intérêts de tous convergent pour améliorer une recherche d'un partage équitable du profit ;
— dans chaque région, les élus des départements et des communes devront être associés aux grandes décisions économiques, ils devront être affranchis des tutelles trop lourdes de l'Etat et de l'administration, et être libres d'agir dans leur domaine.

En même temps qu'il sera procédé à cette transformation sociale profonde, il sera nécessaire de relancer l'expansion, sans laquelle les avantages récemment obtenus par les travailleurs seraient rendus illusoires, en raison de l'inflation ou de la crise économique. Seule, l'expansion permettra de poursuivre la construction européenne, de résorber le chômage, d'assurer un emploi aux jeunes, d'améliorer les ressources des personnes âgées, des pensionnés, des familles nombreuses, d'aider les petites et moyennes entreprises à s'adapter et à s'insérer dans l'économie moderne, de construire des logements à la mesure des besoins, et tenir compte, notamment, des difficultés d'accession à la propriété que présentent pour les jeunes nos structures économiques actuelles, telles que je les ai définies, lors du débat au Parlement sur les options du Ve Plan.

L'expansion, seule, sauvegardera notre indépendance économique, condition d'une politique étrangère de paix, de détente et de coopération.

Rien de cela ne serait possible si les fauteurs de désordre ou les tenants de la dictature triomphaient. Tout, au contraire, peut être réalisé au terme d'un dialogue fécond avec tous les intéressés.

Comité de parrainage.

— Le sénateur-maire de Saint-Mandé : Jean Bertaud ;

— Le maire de Vincennes, les maires adjoints et conseillers municipaux de Saint-Mandé et de Vincennes, membres du Comité de défense de la République et les membres du Comité de défense de la République de Fontenay-sous-Bois.

En vous demandant de voter pour Robert-André Vivien, le Comité de parrainage du candidat de l'Union pour la défense de la République de la 7e circonscription du Val-de-Marne est conscient qu'il vous demande de voter pour un élu de la majorité. Cette majorité doit être majorité de voix dans le pays et majorité de sièges à l'Assemblée Nationale.

L'Union pour la défense de la République, et son candidat, Robert-André Vivien, font appel à tous les citoyens, quelles qu'aient été leurs options politiques antérieures. Ils affirment leur volonté de surmonter les querelles du passé et d'œuvrer pour la plus large réconciliation. Il est de la plus haute importance que le plus grand nombre de suffrages se portent sur Robert-André Vivien, pour qu'il soit bien clair, au lendemain du premier tour, que les défenseurs de la République et de la liberté sont plus nombreux dans ce pays que les partisans de l'anarchie.

Lors des précédentes législatures, Robert-André Vivien a prouvé qu'à l'Assemblée Nationale, les élus issus de la majorité des suffrages étaient partisans du dialogue et de la contestation, et qu'ils pratiquaient l'ouverture vers tous ceux qui ne pactisent pas avec les communistes et les extrémistes, et qu'ils n'ont pas craint la libre discussion, lorsqu'elle était positive.

Plus cette majorité sera massive et cohérente, plus elle pourra être ouverte et efficace — les quinze derniers mois en ont fourni la démonstration.

Il faut que, dans les prochains mois, elle réponde à ce qu'attend d'elle le pays

Il n'est pas d'autre voie pour tous les Français qui refusent l'anarchie et la subversion que de s'unir dans la République, autour du général de Gaulle, son Président, en votant pour Robert-André Vivien, candidat d'Union pour la défense de la République.

Votez :

ROBERT-ANDRÉ VIVIEN

Député de la 7e circonscription du Val-de-Marne : Saint-Mandé, Vincennes, Fontenay. Né le 24 février 1923 à Saint-Mandé. Marié, deux enfants. Demeurant à Saint-Mandé. Industriel. Secrétaire de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale. Conseiller général du Val-de-Marne. Conseiller général de la Seine 1959-1967. Vice-président du Conseil général de la Seine 1959-1960. Conseiller municipal de Saint-Mandé de 1947 à 1964. Officier de réserve, cinq fois blessé. F.F.L. Officier de la Légion d'honneur. Médaille militaire. Croix de guerre 39-45 et des T.O.E. Médaille de la Résistance. Médaille des Evadés, titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères. Rapporteur spécial du budget des Anciens combattants et victimes de guerre. Rapporteur spécial du budget de l'Information. Rapporteur spécial du budget de l'O.R.T.F.

Remplaçant éventuel :

ROLAND VERNAUDON

41 ans
Demeurant à Saint-Mandé. Marié, quatre enfants
Secrétaire de la Direction de l'I.D.A.
Syndicaliste

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Au nom de l'Union pour la défense de la République, que j'ai l'honneur de représenter dans notre 7e circonscription du Val-de-Marne, je remercie les électrices et les électeurs de Fontenay-sous-Bois, Saint-Mandé, Vincennes qui, par leurs 25.996

suffrages, presque la majorité absolue, m'ont permis, le 23 juin, de distancer de 14.440 voix le candidat communiste.

Le 30 juin sera le départ pour une étape nouvelle de notre marche en avant, que seule pourrait entraver l'anarchie.

Le 30 juin, en groupant leurs voix, tous ceux qui ont su tirer les leçons des menaces de subversion des tenants de la dictature totalitaire et des fauteurs de désordre, me permettront, je l'espère, de continuer à exprimer avec efficacité, au sein de la majorité, à l'Assemblée Nationale, leur volonté de maintenir les institutions démocratiques de la Ve République, tout en contestant, s'il le faut.

L'Union pour la défense de la République

Remercie...

les électrices et les électeurs de Fontenay-sous-Bois, Saint-Mandé, Vincennes, qui ont permis à leur candidat, Robert-André Vivien, d'arriver très largement en tête, en obtenant plus de 48 % des suffrages exprimés, dès le premier tour.

Félicite...

Robert-André Vivien qui, par son œuvre au Parlement et au Conseil général, a su mériter leur confiance, comme il avait su mériter celle du général de Gaulle.

Appelle...

ceux des électrices et des électeurs qui, jusqu'à présent, sont restés éloignés ou incertains, à rejoindre les 25.996 votants qui, le 23 juin, ont barré la route aux fauteurs de désordre et d'anarchie.

Electrices, électeurs, souvenez-vous : s'abstenir, c'est voter communiste.

Vous qui voulez...

être représenté par un réel défenseur de cette image de la France que nous portons tous en nous, de la République raffermie dans la légitimité et la légalité autour du général de Gaulle,

Votez et faites voter :

ROBERT-ANDRÉ VIVIEN

Vu, le Comité de parrainage

— le sénateur-maire de Saint-Mandé : Jean Bertaud ;

— les maires-adjoints et conseillers municipaux de Saint-Mandé et de Vincennes, membres du Comité de défense de la République, et les membres du Comité de défense de la République de Fontenay-sous-Bois.

En vous demandant de voter pour Robert-André Vivien, le Comité de parrainage du candidat de l'Union pour la défense de la République de la 7e circonscription du Val-de-Marne est conscient qu'il vous demande de voter pour un élu de la majorité des vrais Français, pour lesquels il n'est pas d'autre voie que de refuser l'anarchie et la subversion et que de s'unir dans la République, autour du général de Gaulle, son Président,

Votez :

Robert-André VIVIEN

Député de la 7e circonscription du Val-de-Marne : Saint-Mandé, Vincennes, Fontenay. Né le 24 février 1923 à Saint-Mandé. Marié, deux enfants. Demeurant à Saint-Mandé. Industriel. Secrétaire de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale. Conseiller général du Val-de-Marne. Conseiller général de la Seine 1959-1967. Vice-président du Conseil général de la Seine 1959-1960. Conseiller municipal de Saint-Mandé de 1947 à 1964. Officier de réserve, cinq fois blessé. F.F.L. Officier de la Légion d'honneur. Médaille militaire. Croix de guerre 39-45 et des T.O.E. Médaille de la Résistance. Médaille des Evadés, titulaire de nombreuses autres décorations françaises et étrangères. Rapporteur spécial du budget des Anciens combattants et victimes de guerre. Rapporteur spécial du budget de l'Information. Rapporteur spécial du budget de l'O.R.T.F.

Candidat d'Union pour la défense de la République

Remplaçant éventuel :

Roland VERNAUDON

41 ans
Demeurant à Saint-Mandé. Marié, quatre enfants
Secrétaire de la Direction de l'I.D.A.
Syndicaliste

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Chennevières-sur-Marne, Boissy-Saint-Léger, Villeneuve-le-Roi, Villeneuve-Saint-Georges.

M. Jean-Marie POIRIER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail, a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, Charles de Gaulle, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

C'est donc pour vous, aujourd'hui, un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue, représentant l'ensemble des Français qui refusent la violence, l'anarchie ou la dictature et décidés à exprimer et faire valoir démocratiquement la diversité des opinions et des besoins de chacun.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, faites bloc dès le premier tour avec ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Ils sont là pour vous défendre !
Pour l'ordre, la liberté, les réformes
Avec Charles de Gaulle, vous renouvellerez votre confiance à votre député

JEAN-MARIE POIRIER

Député du Val-de-Marne
Conseiller général
Secrétaire du District de la Région parisienne
38 ans, 1 enfant
Professeur agrégé
Ancien élève de l'Ecole normale supérieure
Ancien élève de l'Institut d'études politiques
Maire de Sucy
Président du Syndicat intercommunal pour les maisons de retraite
Vice-Président du Syndicat intercommunal pour l'équipement scolaire
Vice-Président du Comité de défense des riverains de l'aéroport d'Orly
Membre de la Commission des finances à l'Assemblée Nationale
Rapporteur du budget du Premier Ministre
Membre du Comité extraparlementaire pour le commerce

Remplaçant éventuel :

ARMAND VIGNAL

(Ablon-Villeneuve-le-Roi)
Ingénieur
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre (7 citations)
Médaille de la Résistance

Union nationale pour la défense de la République

Candidature unique présentée par :

— L'Union des démocrates pour la V° République
— La Fédération des Républicains indépendants
— Le Mouvement pour la démocratie
— Le Front travailliste

2° *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs de la huitième circonscription du Val-de-Marne,

Le scrutin de dimanche dernier a marqué de façon éclatante la volonté d'une large majorité de Français de ne pas confier les destinées de notre Pays à ceux qui ont été les provocteurs, les complices ou les exploiteurs du drame national que nous avons vécu en mai dernier.

Le Parti communiste a trouvé en face de lui une volonté nationale unie, consciente et résolue, qui lui a infligé le plus grave échec qu'il ait enregistré depuis 1958

Grâce à votre vote les résultats obtenus dans notre circonscription, où la menace communiste pèse si lourdement depuis de si nombreuses années, sont parmi les plus remarquables de la région parisienne.

En effet le mouvement d'Union nationale pour la défense de la République a réuni sur mon nom 26.626 voix contre 22.101 aux dernières élections législatives, alors que le Parti communiste perd plus de 2.000 voix et tombe à 18.392. De ce résultat sans précédent, soyez remerciés de tout cœur.

Mais attention ! L'ensemble des forces regroupées pour le second tour derrière le Parti communiste constitue encore une menace. Rien n'est jamais gagné jusqu'au verdict final, et les communistes peuvent mobiliser des moyens considérables de propagande et d'intimidation. Rappelez-vous ce qui s'est passé entre les deux tours en 1967, quand de trop nombreux électeurs, croyant la partie gagnée, n'ont pas participé au scrutin et réduisirent par leur abstention l'écart à 370 voix d'avance seulement.

Un député national de moins à l'Assemblée, cela signifie peut-être la majorité républicaine en danger et le retour au désordre ; un député communiste de plus dans notre région, cela signifie sûrement la fin de l'espoir maintenant si éclatant de la libérer de l'influence communiste.

Quant à moi j'estime que mon devoir est plus que jamais d'exprimer à l'Assemblée Nationale la volonté de ceux et de celles qui m'ont aussi largement accordé leur confiance, quelles que fussent leurs opinions ou leurs tendances. Ce scrutin n'est pas le scrutin de la crainte, mais celui de l'avenir. Il ouvre la voie vers une société qu'une majorité indiscutable de Français veulent transformer profondément, en orientant davantage vers le dialogue démocratique et la réforme des structures un régime dont le dynamisme, la stabilité et le sérieux ont déjà tant apporté à notre Pays.

Tous unis pour nos libertés !
Pas de défaillance, pas d'absention !
Assurez votre victoire avec

JEAN-MARIE POIRIER

Député du Val-de-Marne
Conseiller général
Secrétaire du District de la Région parisienne
38 ans, 1 enfant
Professeur agrégé
Ancien élève de l'Ecole normale supérieure
Ancien élève de l'Institut d'études politiques
Maire de Sucy
Président du Syndicat intercommunal pour les maisons de retraite
Vice-Président du Syndicat intercommunal pour l'équipement scolaire
Vice-Président du Comité de défense des riverains de l'aéroport d'Orly
Membre de la Commission des finances à l'Assemblée Nationale
Rapporteur du budget du Premier Ministre
Membre du Comité extraparlementaire pour le commerce

Remplaçant éventuel :

ARMAND VIGNAL

(Ablon-Villeneuve-le-Roi)
Ingénieur
Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre (7 citations)
Médaille de la Résistance

VAL-D'OISE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : l'Isle-Adam, Magny-enVexin, Marines, Pontoise.

M. Michel PONIATOWSKI

(Candidat Républicain indépendant, défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(R.I.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Elu il y a un an, j'ai tenu l'engagement que j'avais pris à votre égard, j'ai soutenu l'action du général de Gaulle, Président de la République sur tous les problèmes d'intérêt national.

J'ai également fait de mon mieux pour aider les collectivités locales et les habitants de la circonscription à résoudre leurs difficultés, à préparer l'avenir. Je les ai représentés et défendus auprès des administrations et notamment contre les plus agressives et les plus technocratiques d'entre elles : le District et les services d'urbanisme.

En un an, c'est plus de 5.000 lettres que j'ai échangées avec vous ou pour vous.

Mais au-delà des questions propres au Val-d'Oise se pose aujourd'hui un problème beaucoup plus grave.

Notre pays est menacé par la subversion anarchiste et communiste. Une minorité totalitaire a cherché à remplacer le drapeau tricolore par le drapeau noir — symbole de mort — ou le drapeau rouge — symbole de sang. Par leur faute la France a failli connaître les horreurs de la guerre civile. Cette menace subsiste, elle est grave, elle est dangereuse.

Avec mon ami Yves Kerveguen, je me présente de nouveau à vos suffrages. Pour que votre choix soit clair, mon programme doit l'être aussi.

Je le respecterai comme j'ai respecté celui que je vous ai proposé en mars 1967.

En votant Républicain indépendant - Ve République vous votez

Pour

1° *Le soutien à l'action du général de Gaulle,* Président de la République, élu au suffrage universel par la majorité du Pays, gardien de la Constitution et donc de nos libertés, afin qu'il puisse conduire une politique d'apaisement, de retour à l'ordre et l'adoption dans le calme, des réformes et des mesures de progrès correspondant

à l'évolution de notre temps. Le respect de la constitution et de la loi est la première défense contre l'anarchie.

2° *Refus de la dictature communiste et de la subversion anarchiste.* — Une minorité totalitaire a tenté et tentera encore d'imposer à la grande majorité de notre pays sa dictature au mépris de vos droits, de votre liberté et de la démocratie républicaine. Pour y faire face je crois nécessaire l'union de tous les républicains soucieux de préserver cette démocratie. Le progrès doit être l'expression de la volonté de la majorité du Pays, elle ne peut résulter des désordres de la rue et des billevesées mortelles des anarchistes.

3° *Le respect des libertés.* — Celles attachées à la personne humaine d'abord, mais aussi deux autres libertés fondamentales qui doivent êtres protégées :

— la liberté du travail trop souvent violée par des minorités brutales refusant d'admettre les principes les plus élémentaires de démocratie et notamment le vote secret, ou qui ont simplement ignoré ou rejeté le vœu de la majorité.

— la liberté d'information, qu'il est de l'intérêt de tous de voir organiser par l'application à la radio et à la télévision d'un statut libéral comparable à celui qui régit la BBC en Angleterre.

4° *La justice* et en premier lieu la justice sociale pour certaines catégories défavorisées sur le plan de la rémunération ou de leur revenu, c'est le cas notamment des personnes âgées pour lesquelles je n'ai cessé de réclamer une amélioration de leur retraite et qui ne doivent pas être oubliées parce qu'elles ne peuvent faire entendre leurs voix ou descendre dans la rue. Ensuite la justice politique à l'égard des condamnés pour les faits en relation avec les événements d'Algérie. Une amnistie complète serait un geste de réconciliation et d'unité nationale que souhaite la très grande majorité du pays.

5° *Les progrès et les réformes.* — Une liste complète serait trop longue. Je ne citerai que les priorités :

— l'enseignement. Les milieux d'extrême gauche du corps enseignant, qui se sont refusés depuis trente ans à toute évolution (mais qui prennent aujourd'hui la direction des désordres) doivent accepter une réforme moderne de l'enseignement secondaire et supérieur adaptée aux besoins de l'économie, de la société et à la psychologie nouvelle des élèves et des étudiants.

— les équipements collectifs et en particulier ceux de la santé publique très insuffisants dans le Val-d'Oise. Ceux des collèges, lycées et universités et aussi de l'enfance inadaptée pour laquelle un immense effort est à faire.

— une réforme du District de la région parisienne qui est actuellement livrée sans surveillance à de hauts fonctionnaires qui l'administrent en fonction des visions abstraites qu'ils ont de l'an 2000. Le District doit être soumis à la tutelle de ministres politiquement responsables et au contrôle d'une assemblée élue de la région parisienne.

6° *Un fonctionnement libéral des institutions.* — Le Gouvernement doit accepter le dialogue et la discussion. Il faut que les Français, par l'intermédiaire de leurs élus soient associés démocratiquement à la préparation, à la conception et à l'exécution des décisions qui les intéressent. Le Gouvernement doit cesser de s'exercer de manière solitaire et méprisante. Les récents événements ont en partie pour origine ces méthodes.

7° *Une politique de l'emploi.* — Les récentes mesures salariales vont entraîner des hausses de prix qui à leur tour menaceront l'emploi, notamment dans les moyennes et petites entreprises devenues moins compétitives. Une politique de soutien de l'emploi doit être mise en œuvre par le Gouvernement. L'emploi est un droit pour chaque Français. Il est un devoir du Gouvernement à l'égard de chaque Français.

8° *Le maintien de la santé financière et monétaire* de la France acquis après dix ans d'efforts, menacé par les récents événements est plus nécessaire que jamais au progrès de notre économie.

Voter Républicain indépendant - Défense de la République, c'est voter pour la République, la liberté et le progrès, contre l'anarchie et la subversion.

Michel PONIATOWSKI
Député sortant
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille militaire — Croix de guerre

Remplaçant éventuel :

Yves de KERVEGUEN
Conseiller général du canton de Vigny
Maire de Vigny

Nota. — L'an passé c'était M. Viville, cette année la candidature de division est conduite par M. Pierre Sallé.

2ᵉ *CIRCULAIRE*

Chères électrices, chers électeurs,

J'ai été profondément touché par l'ampleur de la marque de confiance que m'ont donnée dimanche dernier les électeurs de la première circoncription du Val-d'Oise.

Dimanche prochain, il faut que l'union de tous se réalise pour empêcher l'élection de la candidate du Parti communiste, de ce parti dont le vrai visage, il ne faut jamais l'oublier, est encore aujourd'hui, totalitaire, policier, bureaucratique. Le Parti communiste tourne le dos au véritable progrès. Aujourd'hui encore dans les pays où il détient l'autorité, la liberté de pensée est interdite, la liberté d'information n'existe pas, la liberté du travail est rigoureusement surveillée, celle de voyager est contrôlée, les syndicats sont mis en tutelle, et les grévistes mis dans des camps de travail.

Le Parti communiste à la tête de l'Etat c'est la bureaucratie administrative et la police au pouvoir.

A cela il faut dire non, comme il faut durement dire non à toute menace de subversion, à toute tentative anarchiste. Il doit être clairement compris qu'aucune décision politique ne peut résulter d'un mouvement de rue.

Cette volonté d'ordre et de légalité ne signifie pas, bien au contraire, l'immobilisme. Il faut un changement de méthodes et d'objectifs.

A cet égard les Républicains indépendants se veulent un parti de stabilité, de mouvement et de progrès, dont les orientations principales sont les suivantes :

1° *Défense de la Constitution, de la loi et soutien de l'action du Président de la République.*

Le général de Gaulle est aujourd'hui le meilleur rempart contre la subversion et l'illégalité.

2° *Défense des institutions de la Vᵉ République* qui assurent une stabilité politique indispensable — quelle que soit la majorité — à l'action si complexe du Gouvernement dans le monde moderne.

3° *Progrès et réformes* pour réaliser :

— Une société plus juste assurant l'amélioration du sort des catégories qui n'ont pas bénéficié du progrès économique de ces dernières années. Un effort prioritaire et rapide doit être fait pour

- les personnes âgées,
- l'enfance inadaptée,
- les bas salaires.

— Une société plus humaine, où l'action économique et financière de l'Etat est conduite en fonction des hommes. L'effort doit s'appliquer en premier lieu :

- à l'emploi, gravement menacé par les accords de Grenelle, et qui doit être pour le Gouvernement une priorité absolue,
- au logement,
- à l'équipement culturel.

— Une gestion moins administrative et technocratique. — Il faut lutter contre la bureaucratie rigide et incontrôlée (dont le District de la région parisienne constitue un dangereux exemple qu'il faut réformer) et contre une excessive centralisation administrative qui dépossède les régions, les collectivités et les communes de leurs initiatives au profit d'une autorité impersonnelle et indifférente.

— Des institutions gouvernementales plus libérales dans leur fonctionnement. — Le Gouvernement doit accepter le dialogue et la discussion. Il faut que les Français, par l'intermédiaire de leurs élus soient associés démocratiquement à la préparation, à la conception et à l'exécution des décisions qui les intéressent. Le Gouvernement doit cesser de s'exercer de manière autoritaire et trop souvent méprisante. Les récents événements ont en partie pour origine ces méthodes.

— Une politique pour les jeunes. — Il y a aujourd'hui en France 8 millions de jeunes entre 16 et 25 ans. Ils doivent progressivement être associés aux responsabilités et aux problèmes qui seront ceux de leur vie d'homme, et les aborder par l'aspect concret qui les intéresse directement (réforme de l'enseignement, logement, emploi).

Il est également souhaitable qu'ils se sentent concernés par les problèmes politiques.

La politique n'est pas un domaine réservé aux combinaisons de quelques spécialistes, elle est la chose de tous car elle est avant tout préparation de l'avenir et gestion de la cité des hommes.

Electrices, électeurs, toutes vos voix seront nécessaires dimanche prochain pour barrer la route à la candidature communiste.

Le danger subsiste.
Pour votre liberté et celle de tous les Français,
Pour une société moderne faite pour l'homme,
Il faut voter massivement Républicain indépendant - V[e] République défense de la République.

Michel PONIATOWSKI
Député sortant
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaille militaire — Croix de guerre

Remplaçant éventuel :

Yves de KERVEGUEN
Conseiller général du canton de Vigny
Maire de Vigny

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Cormeilles-en-Parisis, Taverny.

M. Jacques RICHARD

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Jamais des élections n'ont eu une telle importance nationale, parce que tout, tout en dépend et que tout est en cause.

Si le pays décide d'envoyer au Parlement une majorité capable de défendre la République et les libertés, de promouvoir les grandes réformes souhaitées par le peuple dans la légalité et non dans le désordre et l'anarchie, alors tout peut être sauvé et la France reprendra sa marche en avant.

Si, tout au contraire, le Parti communiste et ses otages du P.S.U., de la Fédération l'emportent, la crise sociale se transformera d'abord en une crise économique effroyable, la monnaie s'effondrera et les avantages acquis par les travailleurs seront emportés dans le torrent de l'inflation. Très vite alors le processus de soviétisation que nous avons vu se dérouler sous nos yeux et qui n'a été stoppé que par l'intervention énergique du général de Gaulle recommencera et rien ni personne ne pourra l'arrêter.

La parole est au peuple souverain. Il se prononcera par un vote libre et secret. Le moment est venu pour tous, sans exception, de prendre ses responsabilités et de choisir son avenir. Dans la circonscription, je suis le seul — le Centre démocrate ne présentant aucun candidat — qui puisse rassembler sur son nom les suffrages de tous ceux qui rejettent le communisme totalitaire, qui refusent la démocratie populaire et qui veulent vivre dans la République et dans la liberté.

Vive la République !

Votez pour :

la paix intérieure et extérieure,
la liberté,
la participation.

En mars 1967, vous m'avez fait l'honneur de m'élire votre député.

Je vous avais alors proposé un double contrat :

Sur le plan national

Je vous avais indiqué que je soutiendrais le Gouvernement de Georges Pompidou, dont vous avez pu apprécier le courage lors des récents événements.

J'ai soutenu le Gouvernement G. Pompidou.

Sur le plan local

Je vous avais annoncé que je ferais tous mes efforts, en liaison avec les maires, les conseils municipaux et les associations de défense, pour que l'urbanisation de

notre circonscription soit réalisée avec le consentement des populations et que je serais le porte-parole et le défenseur vigilant de tous les expropriés. Je suis intervenu tant au Parlement qu'auprès du District, dans ce sens et d'heureux résultats ont été obtenus. J'ai voté contre les crédits du District afin de marquer mon désaccord avec la politique suivie dans ce domaine.

La crise grave qui vient de bouleverser notre pays me conduit à vous proposer de nouvelles orientations sur le plan national:

Aux objectifs permanents, que sont la paix, l'indépendance nationale, le Marché commun et le progrès, il nous faut nous engager dans une politique audacieuse de réformes, basées sur la participation, pour la jeunesse et pour les travailleurs.

A tous les échelons, le dialogue doit s'établir afin que chaque Française et chaque Français se trouve associé aux décisions qui commandent son avenir, un avenir plein d'inquiétudes dans la grande mutation de la France actuelle.

Une révolution est en effet en marche. Elle peut être pacifique, si nous le voulons, et conduire à une plus grande égalité et à une plus grande fraternité.

Elle est née, à mon sens, par une révolte contre une planification jugée souvent avec raison comme trop mécanique, trop collectiviste et trop technocratique, qui a créé dans de nombreux domaines, des injustices, des angoisses et des contraintes que notre tempérament généreux et individualiste supporte mal.

Nous ne pouvons pas cependant renoncer à une société moderne et de consommation basée sur l'expansion économique, qui seule permet l'élévation du niveau de vie de tous. Mais cette évolution inéluctable doit se faire avec la participation de tous. Il faut réformer la condition des travailleurs, sur le plan des salaires, de l'emploi et des responsabilités au sein des entreprises.

Les travailleurs sont aujourd'hui en grande partie confisqués par le Parti communiste au nom d'une lutte de classes périmée et dépassée.

Ils doivent devenir des associés et par conséquent des propriétaires, et ainsi se trouver réintégrés dans la République et dans la France.

Le drapeau blanc de la noblesse, après l'abolition des privilèges, est devenu le drapeau tricolore de la République. Je souhaite que le drapeau rouge disparaisse devant le drapeau d'une France réconciliée avec tous ses enfants.

Pour notre circonscription, j'ai mené librement depuis mon élection un dur combat contre les technocrates, pour faire rejeter des projets d'urbanisme démentiels. Avec les élus et les Associations de défense, nous avons réussi à éviter le pire. Le combat continue, pour la révision du schéma directeur et pour la délibération en commun des projets en cours, avant toute décision.

Unissons-nous par notre vote dans la République autour de son Président Charles de Gaulle.

Votez

JACQUES RICHARD

Votre sénateur depuis 1959, votre député depuis 1967

Fils d'artisan, boursier, Saint-Cyrien, grièvement blessé en 1940, Prisonnier de guerre, Officier des Forces françaises libres, depuis 1942 n'a cessé de travailler aux côtés du général de Gaulle dont il a été en 1958 le collaborateur personnel alors que Georges Pompidou était le Directeur du Cabinet.

Sénateur de Seine-et-Oise depuis 1959, il devient votre député en 1967. Afin de mieux défendre sa circonscription, il se fait élire à la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, Rapporteur spécial du Budget du Logement et de la Construction. A ce titre, il intervient à la tribune de l'Assemblée pour condamner les conceptions actuelles de l'urbanisme et défendre les droits légitimes des expropriés.

Sur sa proposition, l'Assemblée Nationale apporte des modifications importantes à la loi foncière. en faveur du relogement des expropriés.

Officier de la Légion d'honneur, Croix de guerre 1939-1945.

Remplaçant éventuel :

EUGÈNE ROBIN

Maire de Beauchamp depuis vingt années
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre 1914-1918

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je désire tout d'abord manifester ma gratitude aux 20.476 électrices et électeurs qui m'ont placé largement en tête du scrutin du 23 juin, avec 48 % des suffrages exprimés et m'ont ainsi désigné pour affronter avec succès le scrutin du 30 juin.

Je me permets de vous rappeler les résultats du premier tour :

Jacques Richard (Union pour la défense de la République)	20.476
M. Weber (Parti communiste)	12.450
M. Simon (F.G.D.S.)	5.142
M. Widemann (Technique et démocratie)	2.400
M. Moehr (P.S.U.)	2.222

MM. Simon, Widemann et Moehr n'ayant pas obtenu 10 % des électeurs inscrits sont éliminés.

Ainsi, comme en 1967, je me retrouverai face à M. Weber, candidat du Parti communiste, que je n'avais battu alors que de 622 voix.

Comme en 1967, la lutte demeurera serrée car le Parti communiste va redoubler d'efforts pour tenter de retrouver les voix perdues et tenter de récupérer les voix de MM. Simon et Moehr qu'il avait cependant durement attaqués avant le premier tour.

Or, vous le savez, si au premier tour on choisit, au second tour on élimine. Mais avant de voter, n'oubliez pas les émeutes de mai, le désordre généralisé, vos libertés en péril, la République bafouée et la France menacée par l'anarchie et la guerre civile.

Jacques Richard sera le candidat, non seulement de ceux qui, à travers lui, ont voulu avec de Gaulle défendre la République, mais aussi de ceux qui ne veulent pas avoir pour représentant de la circonscription un député communiste qui soutiendrait au Parlement des positions manifestement contraires à l'idéal de paix et de liberté, de dialogue, de participation et de progrès qui anime tous ceux qui croient en une véritable démocratie et qui refusent le totalitarisme.

Plus la majorité qui se portera sur son nom sera large, plus il aura le poids nécessaire pour affronter les rudes problèmes que nous aurons à résoudre pour remettre en ordre notre économie et nos finances, protéger notre monnaie, construire l'Europe, défendre la circonscription contre certains projets d'urbanisme démentiels, réaliser les réformes profondes que vous attendez.

Si vous ne voulez pas avoir un député communiste, vous ne devez pas vous abstenir, mais vous devez voter et faire voter massivement pour :

JACQUES RICHARD

Remplaçant éventuel :

EUGÈNE ROBIN

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Argenteuil, Bezons.

M. Léon FEIX

(Candidat du Parti communiste français)

élu le 23 juin 1968

(C.)

Electrices, électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la nation et traduit l'exigence de changements profonds.

Le Président de la République a été contraint de dissoudre l'Assemblée Nationale et de donner la parole au peuple.

Dix ans, ça suffit !

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a fait pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Le pouvoir des monopoles a pratiqué une politique de régression sociale. Il porte la responsabilié du chômage : 500.000 chômeurs dans notre pays dont plus de 1.500 à Argenteuil et Bezons. Le plan dit de stabilisation s'est traduit par une baisse du niveau de vie, alors que les profits capitalistes n'ont fait que croître. Des charges fiscales de plus en plus lourdes pèsent sur le dos des travailleurs. La mise en place de la T.V.A. le 1er janvier 1968, a eu pour conséquence une hausse des prix de 3 à 5 %. Les ordonnances d'août 1967 ont mis en cause la Sécurité sociale. L'Education nationale est sacrifiée au profit de la force de frappe. Le pouvoir des élus est sans cesse réduit au profit des technocrates, serviteurs dociles du pouvoir. La radio et la télévision sont devenues un moyen de propagande du parti de la majorité gouvernementale.

Cette politique, au service exclusif des monopoles qui entendent accroître sans cesse leur emprise, est obligatoirement génératrice de désordre.

Voilà la politique soutenue par M. Chauvin, candidat réactionnaire qui dans notre circonscription a reçu l'investiture à la fois de l'U.N.R. et du Centre démocrate.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs ont montré qu'ils en avaient assez du pouvoir personnel. Leur action a permis d'arracher au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme, et le soutien actif du Parti communiste français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

Voter pour le Parti communiste, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs, manuels et intellectuels.

Pour en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti communiste vous soumet un programme démocratique et social avancé.

Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du Gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

Dans l'ordre économique, il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

Notre programme met l'accent sur l'augmentation nécessaire et possible des salaires, retraites et pensions, la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la refonte profonde d'une Université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F. Droit de vote à 18 ans.

Sur le plan international, notre programme préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Nous agissons pour la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste, c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple, à l'avenir de la jeunesse, à l'intérêt de la République et de la France, c'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

Pour sauver leur régime du naufrage, de Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur par un anticommunisme frénétique. Ils appellent à leur secours les fascistes, l'O.A.S. Les groupes pseudo-révolutionnaires, par leurs actions aventuristes, font le jeu du gaullisme en alimentant sa campagne de mensonges qui vise à semer la crainte chez des millions de Françaises et de Français afin de les rallier au pouvoir actuel.

En dénonçant les provocations et les violences organisées par le pouvoir et la police, en même temps que celles des groupes gauchistes, soutenues par le P.S.U., les communistes ont le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Le Parti communiste français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie, fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes.

Le Parti communiste français est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple, dans lequel ses représentants doivent avoir la place qui leur revient.

Le 23 juin vous voterez

— Pour faire échec à la dictature gaulliste.
— Pour une politique de progrès social.
— Pour la défense des libertés.
— Pour la démocratie et pour le socialisme.
— Pour l'indépendance nationale et la paix

Vous voterez pour un homme que vous connaissez, qui a toujours fait preuve de son efficacité au service de la population d'Argenteuil-Bezons,

Vous voterez utile, vous voterez

LÉON FEIX

Instituteur
Membre du Comité central du Parti communiste français
Député sortant

Remplaçant éventuel :

VICTOR DUPOUY
Ajusteur
Maire d'Argenteuil
Vice-président du Conseil général du Val-d'Oise

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Enghien-les-Bains, Montmorency, Saint-Leu-la-Forêt.

M. René RIBIÈRE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouges et noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

Le peuple français dans son immense majorité ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du général de Gaulle, il a manifesté d'une façon éclatante son désir d'ordre et de paix civile, en participant massivement au défilé du 30 mai de la Concorde à l'Arc de Triomphe.

Nous voulons toutes les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Le moment est aussi venu de rassembler tous les Français patriotes et de prendre un nouveau départ en décidant en particulier une amnistie totale pour les faits se rapportant aux événements d'Algérie.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés de la Fédération, vous choisirez celui qui dans notre région défendra, comme il l'a toujours fait, la République, la liberté, l'égalité et la paix civile.

Vous voterez tous pour

RENÉ RIBIÈRE

seul candidat investi par l'Union pour la défense de la République

Pour la défense de la République

Ils n'ont qu'un seul drapeau : bleu-blanc-rouge.

René RIBIÈRE

Croix de guerre
Député du Val-d'Oise (1958-1968)
Rapporteur du Budget des Affaires étrangères à l'Assemblée Nationale

Né le 21 janvier 1922, appartient à une veille famille républicaine. Son arrière-grand-père fut préfet de l'Yonne en 1870, puis sénateur de l'Yonne, mandat électif qu'exerça également son grand-père, Marcel Ribière.

Arrêté par la Gestapo en 1943, René Ribière fut successivement détenu à la prison militaire de Bayonne puis au Fort du Hâ, à Bordeaux.

Nommé sous-préfet à la Libération, il fut révoqué en 1947 pour avoir manifesté sa fidélité au libérateur du Territoire lors de la création du R.P.F.

René Ribière, dont l'attachement au général de Gaulle ne s'est pas démenti durant les années difficiles, fut appelé à son Cabinet le 1er juin 1958 et nommé préfet hors cadres.

Elu député de Seine-et-Oise le 30 novembre 1958, il fut réélu en 1962 et en 1967.

Il a toujours appartenu à la Commission des affaires étrangères où il exerça les fonctions de vice-président et de rapporteur du budget de ce département ministériel.

Remplaçant éventuel :

Bernard LECLERC

Engagé volontaire à 20 ans, a combattu de 1946 à 1949 avec le Corps Expéditionnaire Français d'Indochine et a été décoré de la Croix de guerre des T.O.E.

Arboriculteur, maire adjoint de Margency, Bernard Leclerc est marié et père de quatre enfants.

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Le dimanche 23 juin, vous avez manifesté votre volonté et votre choix. Voici les résultats du scrutin:

	1968	1967
	—	—
Inscrits : 81.813	Suffrages exprimés	Suffrages exprimés
R. Ribière (U.D.R.)	27.546	27.790
L. Hovnanian (F.G.D.S.)	11.602	12.467
C. Gatignon (P.C.)	10.576	13.006
J. Brumeaux (P.D.M.)	9.006	8.590
S. Scher (P.S.U.)	2.874	3.968
J. Boissel	1.050	
L. Girard	989	
G. Zimmeray	987	
A. Vauche	778	

Le premier tour de ces élections législatives apporte une réponse affirmative à l'appel lancé au Pays par le général de Gaulle, pour que le peuple français exprime librement son opinion.

Dans la quatrième circonscription du Val-d'Oise, grâce à notre action, ce scrutin fait apparaître un recul des candidats du Parti communiste et de ses otages, qui avaient cru s'emparer du pouvoir à la faveur des troubles et de l'anarchie.

Plus de 40.000 suffrages, sur un total de 65.000, traduisent une forte volonté de renouveau dans l'ordre et le respect des lois de la République.

Mais l'expérience de mars 1967 nous prouve que les résultats du second tour peuvent modifier largement les prévisions : soit que des désistements réussissent à

mettre en difficulté le candidat qui devrait logiquement être élu ; soit qu'un certain nombre d'électeurs, estimant que les jeux sont faits ou que la majorité est assez forte, ne jugent pas nécessaire de lui apporter ses voix.

J'espère que cette fois-ci la leçon de mars 1967 sera comprise.

Dans la grave crise que notre pays traverse, vous n'avez pas le droit de prendre le moindre risque :

C'est un devoir national de voter et de faire voter le 30 juin pour mettre en échec le parti de l'étranger et ses alliés dont les entreprises ruinent la France.

Electrices, électeurs du Val-d'Oise, vous qui êtes épris de progrès social et opposés à la violence, je vous demande de me faire confiance pour que nous bâtissions ensemble l'avenir de notre Pays.

Vive la République !
Vive la France !

RENÉ RIBIÈRE
Député du Val-d'Oise 1958-1968

Remplaçant éventuel :

BERNARD LECLERC
Maire adjoint de Margency

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ecouen-Lochère, Gonesse, Luzarches, Sarcelles-Centre.

Mme Solange TROISIER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élue le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

L'Union pour la défense de la République me présente à vos suffrages ainsi que mon suppléant Jean-Marie Duquenne.

Les événements graves qui viennent de se produire ont mis en danger la République et la liberté.

Comme vous l'avez fait, comme vous l'avez toujours fait par le passé, j'ai répondu à l'appel du général de Gaulle.

C'est grâce à la cohésion du peuple français, uni autour du représentant qu'il s'est librement choisi, que l'anarchie, source de violences, a pu être maîtrisée.

Mais le danger reste entier. C'est encore vous qui, par vos suffrages cette fois, barrerez la route aux inconscients et aux totalitaires, ferez obstacle aux agents de la division, aux calculateurs opportunistes, à ceux qui n'osent — ou ne peuvent — se définir en vérité devant vous.

Le 28 octobre 1966, le Chef de l'Etat décidait d'accomplir une grande réforme sociale sur les bases de la participation. En dépit des oppositions politiques et autres, des préventions dues à un manque d'informations, cette proposition révolutionnaire, sans violences, a fait depuis lors son chemin.

La voie nouvelle, que nous sommes appelés à construire ensemble, rejette délibérément le communisme de contrainte ainsi que le système capitaliste périmé.

Disciple et amie de Louis Vallon et de René Capitant dont j'ai soutenu la courageuse et inlassable action, je m'attacherai, si telle est votre décision, à œuvrer pour que, dans le cadre d'une économie nationale saine et solide, le monde du travail assure lui-même son propre destin.

Gaullistes, femmes et hommes de progrès qui venez de vous manifester dans ces heures difficiles, et qui, par votre détermination, avez fait échec à l'abandon et aux violences, vous confirmerez, le 23 juin 1968, aux fossoyeurs impatients du gaullisme et de la République qu'ils ont eu et auront toujours devant eux le peuple français résolument debout.

Avec Jean-Marine Duquenne dont vous connaissez la foi et la ténacité

Aidez

SOLANGE TROISIER
Assistant des Hôpitaux de Paris
Assistant à la Faculté de Médecine
Expert près la Cour d'Appel de Paris
Croix de guerre 1939-1945
Engagée volontaire colonne Fabien et 151e R. I.

Remplaçant éventuel :

JEAN-MARIE DUQUENNE
Médaille militaire
Médaille des Actes de courage
Agent administratif

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Dimanche dernier, une immense clameur s'est élevée du pays tout entier. Elle apportait à la France et au monde le témoignage de la volonté profonde des Français de sortir le plus rapidement possible de l'anarchie et du désordre dans lesquels une minorité entendait nous plonger à jamais.

Je tiens à remercier les 19.077 électrices et électeurs qui m'ont placée avec J.-M. Duquenne, le 23 juin 1968, largement en tête des candidats nationaux, pour faire échec à la subversion du communisme athée, totalitaire et international.

Vivant parmi vous, j'ai acquis à travers d'innombrables contacts à tous les échelons, qu'ensemble nous auront la possibilité d'accomplir dans l'union et dans l'enthousiasme, l'œuvre indispensable de renouveau dont notre circonscription a tant besoin.

Plus que jamais, l'enjeu revêt une importance telle qu'il déterminera pour une longue période notre avenir et celui de nos enfants.

Il faut donc à tout prix que vous toutes et vous tous vous transformiez le succès de dimanche en victoire totale.

Devant l'anarchie, foyer de haines et de violences, Charles de Gaulle, le Gouvernement et le Parlement prendront les responsabilités que vous leur avez confiées.

Face au communisme totalitaire, insidieux, implacable, ne vous abstenez pas. Notre région est pleine de promesses et d'espérances. Ne les compromettez pas. Et, dimanche prochain, votez

pour que vive la République
et que vive la France.

Votez

SOLANGE TROISIER

Docteur en médecine
Gynécologue accoucheur
Assistant des Hôpitaux de Paris
Assistant à la Faculté de Médecine
Médecin des prisons de femmes
Médecin du Travail
Expert près la Cour d'Appel de Paris
Engagée volontaire à la 1re Armée Française
Médecin-Lieutenant au 151e R. I.
Campagnes de France et d'Allemagne avec la Colonne du Colonel Fabien
Croix de guerre 1939-1945

Remplaçant éventuel :

JEAN-MARIE DUQUENNE

Médaille militaire
Médaille des Actes de courage
Agent administratif

VAR

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aups, Barjols, Besse-sur-Issole, Brignoles, Callas, Comps-sur-Artuby, Cotignac, Cuers, Draguignan, Fayence, Lorgues, le Luc, Rians, la Roquebrussane, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, Salernes, Tavernes.

M. Pierre GAUDIN

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Par la seule volonté du Chef de l'Etat, quinze mois après les élections législatives de 1967, une nouvelle consultation électorale va avoir lieu.

C'est massivement qu'en 1967, vous m'aviez, tant au premier qu'au second tour, accordé votre confiance.

Désigné à nouveau par mes amis comme porte-drapeau de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste dans la circonscription Draguignan-Brignoles, c'est avec confiance que j'affronte cette nouvelle élection.

Si je désavoue la violence, de tous les extrémistes de quelque bord qu'ils soient, et sous toutes ses formes, il n'en est pas moins vrai que les événements que traverse notre Pays depuis le mois de mai sont la preuve certaine de l'échec de la politique gaulliste, au pouvoir depuis dix ans.

Cette faillite est, aujourd'hui reconnue par tous ceux, Ministres et Chef de l'Etat, qui n'ont cessé jusqu'à présent de nous présenter des bilans satisfaisants et qui se rendent compte, brusquement, que tout est à refaire.

Faute d'argument, le Chef de l'Etat et ses subalternes se contentent d'agiter l'éventail de la peur et essaient de rejeter sur le peuple français la responsabilité de leur carence, sans proposer aucune solution d'avenir susceptible de ramener la confiance.

Voilà où nous a conduits l'exercice du pouvoir solitaire, facilité par l'inconditionnalité d'une étroite majorité du Parlement où les élus du peuple n'étaient plus entendus.

Fidèle à mon idéal et à mes convictions politiques, j'ai toujours milité pour un socialisme humain, moderne et efficace.

Conformément aux décisions de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, je fais appel à tous les républicains épris de justice et de liberté, de quelque horizon qu'ils soient, pour défendre la démocratie authentique qui reste la seule chance de notre pays.

La Fédération de la gauche démocrate et socialiste affirme plus que jamais sa personnalité, son indépendance, et entend être l'élément moteur de l'immense mouvement d'unité vers des réformes indispensables.

Elle est la seule capable de promouvoir un changement raisonné et profond de la politique sans lequel les conquêtes de la classe ouvrière ne seraient qu'illusion et risqueraient d'être remises en question, à bref délai, plongeant le pays dans une anarchie que l'Etat serait incapable de contrôler.

Populations varoises, dimanche 23 juin, il vous appartiendra de choisir vos vrais défenseurs. J'ai confiance en vous.

Déclaration du remplaçant éventuel André DREVET.

Avocat au barreau de Draguignan, je suis fier d'être appelé à seconder Pierre Gaudin, à qui vous allez manifester, une fois de plus, votre confiance, car il a prouvé par son passé et les mandats électifs qu'il a brillamment remplis, qu'il était un bon serviteur du pays et du département du Var.

Citoyennes et citoyens, pas d'abstention,
Votez Fédération de la gauche démocrate et socialiste.
En votant pour

PIERRE GAUDIN
Député sortant
Maire du Luc — Conseiller général
Agriculteur
Ancien combattant — Prisonnier de guerre
Président du Comité départemental d'encouragement à l'agriculture
Président de l'entente interdépartementale de lutte contre les incendies de forêts

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ DREVET
Avocat au Barreau
Conseiller municipal de Draguignan

2ᵉ *CIRCULAIRE*

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

Merci du fond du cœur à tous ceux qui, une fois de plus, m'ont accordé leur confiance. C'est la confirmation de l'estime et de la sympathie que vous m'avez toujours témoignées.

Je suis ainsi, par votre volonté, le candidat de tous les républicains épris de justice sociale et de liberté.

Face au pouvoir personnel, je reste le représentant de tous les Français décidés à faire bloc pour la sauvegarde de la démocratie.

Je ne suis le candidat, ni le la violence, ni de la haine, ni de la vengeance, mais fidèle à mon idéal socialiste, je suis un adversaire déterminé de l'anarchie comme de la dictature.

Face à la propagande mensongère du pouvoir, qui ne peut déboucher que sur l'affrontement, je veux être l'artisan de la réconciliation nationale pour une vraie République, juste et fraternelle.

Le pays ne doit pas s'abandonner aux vertiges de la peur. Le régime gaulliste a apporté la preuve de sa faillite. Il a dangereusement exacerbé les passions. Ce

régime de fausse grandeur sera, demain, incapable de tirer les enseignements des événements vécus.

Lui redonner une majorité, aussi faible fût-elle, serait vouer le pays à des troubles encore plus graves.

Votre choix est donc clair.

— Pour la paix civile, le progrès et l'avenir.
— Pour une démocratie authentique.

Dimanche 30 juin 1968

Votez :

PIERRE GAUDIN

Député sortant
Maire de Luc
Conseiller général
Agriculteur
Ancien combattant — Prisonnier de guerre

Remplaçant éventuel :

ANDRÉ DREVET

Avocat au Barreau
Conseiller municipal de Draguignan

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Collobrières, Fréjus, Grimaud, Hyères, Saint-Tropez, Solliès-Pont.

M. Mario BÉNARD

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Les récents événements ont montré qu'il existe en France une conspiration contre la République dont les auteurs sont prêts à employer tous les moyens : violence, anarchie, guerre civile au besoin.

Les mêmes événements ont confirmé que ceux qui croient pouvoir s'allier aux partisans du totalitarisme seraient vite écrasés dans cette alliance du pot de terre et du pot de fer.

Dès lors, tous les Français qui veulent vivre dans la paix et la liberté doivent s'unir pour assurer la défense de la République et préserver l'avenir de la Nation.

Il reste, en effet, beaucoup à faire pour que notre pays retrouve une vie normale. Il faut encore :

1° Faire en sorte que les mesures sociales adoptées ne provoquent de graves désordres économiques, dont les premières victimes seraient d'ailleurs ceux à qui ces mesures devaient bénéficier.

2° Réaliser rapidement, mais avec méthode, les réformes que la France attend, parce qu'elles seules permettront de résoudre en profondeur la crise que nous traversons.

Il s'agit là d'une tâche exceptionnellement difficile : Pour en venir à bout, il faudra au Parlement une majorité républicaine unie, mais aussi, dynamique et ouverte à toutes les initiatives.

Votez pour cette majorité en m'accordant vos suffrages.

Mario BÉNARD

35 ans
Sous-Préfet
Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration
Croix de la Valeur militaire

Remplaçant éventuel :

Jean DEVOS

47 ans
Préparateur en pharmacie
Chevalier de la Légion d'honneur
Grand invalide de guerre

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Vous allez avoir à faire le dimanche 30 juin un choix qui engagera pour plusieurs années l'avenir de la France et de notre région.

Sur le plan *national,* il s'agit de savoir si vous aurez à cœur de confirmer la volonté de la majorité des Français de rétablir l'ordre et la paix civile sans lesquels il n'est pas de progrès possible.

Sur le plan *local,* il s'agit de savoir si les problèmes si difficiles et si particuliers qui se posent dans le Var, notamment en matière agricole, pourront être exposés et défendus de façon efficace devant le Parlement et auprès du Gouvernement.

La confiance que par milliers vous avez bien voulu me manifester dès le premier tour démontre que vous êtes las des querelles et des rivalités, et que vous souhaitez sincèrement et loyalement aller de l'avant.

Pour une majorité large, ouverte et dynamique,
Pour une meilleure défense des intérêts du Var

Votez

Mario BÉNARD

35 ans
Sous-Préfet
Ancien élève de l'Ecole nationale d'administration
Croix de la Valeur militaire

Remplaçant éventuel :

JEAN DEVOS

47 ans
Préparateur en pharmacie
Chevalier de la Légion d'honneur
Grand invalide de guerre

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Toulon-II, Toulon-III, Toulon-IV, Toulon-V (au Sud du boulevard Commandant-Nicolas, celui-ci exclu).

M. Pierre POUYADE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouges et noirs, nous avons vu pointer le totalitarisme et l'anarchie.

La France ne veut point de cela.

Après un moment d'angoisse et de stupeur, et à l'appel du Président de la République, elle a, partout et de façon éclatante, manifesté son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons poursuivre l'effort déjà entrepris et mener à bien les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne peuvent se faire que dans l'ordre et dans la légalité, car anarchie et violence déboucheraient sur l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens et d'abord pour les plus défavorisés.

C'est donc pour vous un devoir sacré que de vous unir. Face à cette anarchie, à cette violence et à leurs alliés,

Vous voterez en masse

et vous choisirez des hommes décidés à défendre la République, la liberté, la démocratie, la paix civile et désireux pour cela de former une majorité solide et convaincue.

C'est dans ces conditions que pourront être tenus les accords, poursuivies les actions et prises les mesures indispensables à l'avenir et au progrès de la Nation, comme à ceux de Toulon et de sa région afin que toutes les activités agricoles, industrielles, commerciales et touristiques, en soient en définitive les bénéficiaires.

C'est dans ces conditions que nous pourrons mener à terme la tâche déjà entreprise, en particulier :

— hâter et développer le désenclavement routier, aérien et maritime de la région,
— accélérer et favoriser l'implantation de la zone industrielle et la décentralisation d'organismes créateurs d'emplois,
— permettre l'implantation rapide d'établissements d'enseignement supérieur nécessaires à la formation de notre jeunesse.

Votre devoir est donc de voter car « jamais au point de vue national, une consultation nationale n'a eu une telle importance nationale parce que, en effet, tout, en vérité, tout en dépend, tout est en cause ».

Votez pour le candidat de l'Union pour la défense de la République.

Général Pierre POUYADE
Député sortant — Conseiller général
Grand Officier de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération

Remplaçant éventuel :

Jean-Pierre SERIÈS
Industriel
Juge au tribunal de commerce
Chevalier de l'Economie nationale

2e *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

En accordant à notre liste, dans la troisième circonscription du Var, plus de 24.000 suffrages, vous venez d'accomplir un geste d'une portée considérable.

La situation est maintenant très claire :

Vous avez révélé, vous avez démontré que les Varois, comme d'ailleurs l'ensemble des Français, refusent l'aventure, l'anarchie et le totalitarisme. Qu'ils aspirent au nécessaire progrès social et qu'ils veulent des réformes mais dans l'ordre, dans la démocratie, et dans la liberté.

Pour ce faire, il faut dans ce deuxième tour de dimanche prochain 30 juin que les républicains et les démocrates de toutes nuances se regroupent dans un climat d'union, de réconciliation, avec une amnistie généreuse et complète, afin de permettre à l'expansion de reprendre dans de meilleures conditions et à notre économie, troublée par plus d'un mois de désordre, de se redresser.

C'est là l'impératif du renouveau de la France.

C'est l'avenir du pays qui est en jeu et à travers lui celui de notre région varoise.

Afin de mener cette œuvre à bien vous voterez à nouveau et en masse pour les candidats de l'Union pour la défense de la République.

Tous aux urnes dimanche 30 juin.
Nous vous faisons confiance et vous remercions à l'avance.

PIERRE POUYADE
Général d'aviation du cadre de réserve
Député sortant — Conseiller général
Grand officier de la Légion d'honneur
Compagnon de la Libération

Remplaçant éventuel :

JEAN-PIERRE SERIÈS
Industriel
Juge au tribunal de commerce
Chevalier de l'Economie nationale

Vive le Var.
Vive la République.
Vive la France.

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beausset, Ollioules, la Seyne-sur-Mer, Toulon-I, Toulon-V (au Nord du boulevard Commandant-Nicolas, celui-ci inclus).

M. Marcel BAYLE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Continuant un combat engagé depuis plus de vingt ans aux côtés du général de Gaulle, je poursuis cette défense dans la lutte électorale qui s'ouvre dans la 4e circonscription du Var, avec Maître Edouard Vellutini investi par les Républicains indépendants de Valéry Giscard d'Estaing.

Il s'agit pour moi et pour tous ceux qui me soutiendront :

— de libérer cette partie du département de la tutelle étrangère,
— de maintenir le drapeau tricolore face au drapeau rouge ou noir de l'anarchie,
— de ramener le calme et la confiance dans une région que l'entreprise totalitaire a conduit au bord de l'abîme.

Moins apparente peut-être, à la suite de l'intervention vigoureuse et déterminée du Chef de l'Etat, cette subversion n'attend que notre défaillance et nos divisions pour installer, chez nous, à nouveau le désordre et la domination totalitaire.

Cela, nous ne pouvons le tolérer et, si l'on veut vraiment :

— que les profondes mutations sociales souhaitées par tous, puissent avoir lieu,
— que la participation des travailleurs au sein des entreprises ait quelque chance de voir le jour,
— que la réforme universitaire avec la participation des étudiants et des maîtres s'accomplisse.

Si l'on veut aussi que les avantages obtenus par la classe ouvrière ne s'envolent demain en fumée, il faut que nous puissions travailler tous librement, dans le calme enfin revenu et sans que l'économie de notre région et de notre pays ne voit s'aggraver les coups qui viennent de lui être portés.

Les électeurs de la quatrième circonscription du Var vont avoir à faire un choix, à prendre leurs responsabilités.

Ce choix doit être réfléchi, car il engage leur avenir.

Ils devront dire fermement et massivement, dès le premier tour, qui sera leur député :

Marcel Bayle, représentant de l'indépendance nationale ou
Toussaint Merle, candidat du communisme international.

Marcel Bayle, candidat de la libre participation des travailleurs à la vie de leur entreprise ou Toussaint Merle, fourrier du collectivisme aveugle et de la dictature des fonctionnaires du parti.

Ainsi les électeurs devront opter :

— Pour l'ordre, la liberté du travail et du citoyen et la certitude d'une société véritablement transformée.
— Contre l'anarchie, le chaos et la démagogie.
— Pour le drapeau tricolore.
— Contre le drapeau rouge.
— Pour la France.
— Contre l'aventure totalitaire.

Sûr de votre indépendance et de votre patriotisme,
Confiant sur l'avenir,
Pour la sauvegarde de la République et des libertés,
Je vous demande, le 23 juin 1968, de voter en masse pour l'Union pour la défense de la République qui m'a investi dans la 4[e] circonscription du Var.

Votez Marcel BAYLE

U.D. V[e]

Remplaçant éventuel :

M[e] Edouard VELLUTINI

Républicain indépendant

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs de la 4e circonscription,

La France vous remercie.

En apportant, dès le premier tour, plus de 30.000 suffrages aux candidats de l'Union pour la défense de la République, vous avez fait preuve de maturité politique et de sens national.

Vous avez compris qu'il était temps de mettre un terme définitif à la subversion communiste en remettant à la place qui lui convient Merle, représentant néfaste de l'étranger.

Par votre vote et par la confiance que vous nous avez accordée, vous avez fait la preuve que l'indépendance nationale avait encore sa place dans ce pays malgré les manœuvres et le chantage du communisme totalitaire.

— Pour nous permettre de poursuivre cette œuvre d'assainissement,

— Pour nous permettre la mise en place des réformes de structures nécessaires,

— Pour permettre la libre discussion dans la liberté du travail et la liberté d'expression,

Il est indispensable que tous, massivement, votiez au deuxième tour pour le candidat de l'Union pour la défense de la République, afin que Toussaint Merle et sont parti soient définitivement exclus de la vie politique de notre région.

Pour cela il faut :

— Faire front contre Toussaint Merle et son équipe.
— Rassembler toutes les forces nationales.
— Demander à tous ceux qui ont déjà refusé leur voix au communisme (et ils furent 50.000 dimanche dernier) de continuer positivement et franchement le combat engagé, en votant pour Marcel Bayle, c'est-à-dire :
— Pour l'ordre, la liberté du travail et du citoyen et la certitude d'une société véritablement transformée.
— Contre l'anarchie, le chaos et la démagogie.
— Pour le drapeau tricolore.
— Contre le drapeau rouge.
— Pòur la France.
— Contre l'aventure totalitaire.

Pour que cesse la dictature communiste de La Seyne et de sa région, nous sommes sûrs que tous en masse, le dimanche 30 juin, vous voterez pour Marcel Bayle, seul candidat national contre le candidat de l'étranger.

Pour les libertés
Pour la République
Pour la France

Tous dimanche 30 juin contre Toussaint Merle

Votez Marcel BAYLE
(U.D. Ve)

Remplaçant éventuel :

Me Edouard VELLUTINI
Républicain indépendant

VAUCLUSE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Avignon-Nord, Avignon-Sud, Cavaillon, l'Isle-sur-la-Sorgue.

M. Jean-Pierre ROUX

(Candidat d'entente du centre républicain)

élu le 30 juin 1968

(N.I.)

1re CIRCULAIRE

Face aux circonstances dramatiques que vient de traverser notre pays.

Face à l'attitude de la F.G.D.S. qui, si elle n'accepte pas totalement la doctrine du P.C., présente le même danger,

Pour cette consultation électorale qui engage l'avenir de notre pays, je fais appel à tous les républicains épris de liberté et de justice socale, désireux d'une démocratie moderne et de progrès humain, refusant l'émeute et l'anarchie, quelle que soit leur opinion politique ou leur tendance, quelles que soient les divergences qui aient pu les séparer.

Je leur propose une entente dans le seul intérêt national pour mener à bien par le dialogue et le respect des droits de chacun les réformes exigées par notre époque.

L'ampleur de la tâche nationale rend indispensable des orientations nouvelles et des options précises.

L'action de la prochaine Assemblée devra porter sur les points essentiels suivants :

Une politique financière de mouvement, capable d'assurer :

aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'à l'artisanat et au commerce, les moyens réels d'expansion trop souvent réservés aux groupements financiers et aux trusts.

Une politique sociale de progrès, capable d'assurer :

La promotion de la jeunesse, dont l'accroissement doit constituer pour la France une raison d'espoir, une politique résolument tournée vers l'avenir, dont l'objectif sera une réforme démocratique de l'enseignement, la garantie d'un métier, l'assurance d'un logement, des possibilités de sports et de loisirs.

Le plein emploi par la création d'emplois nouveaux provoqués par l'expansion.

L'augmentation réelle du pouvoir d'achat par une croissance harmonieuse des revenus.

L'amélioration des conditions de travail par l'accroissement de la productivité, l'abaissement progressif de l'âge de la retraite et la réduction de la durée du travail, sans nuire à l'équilibre de la croissance économique du pays.

L'intégration de tous les travailleurs dans l'appareil économique dont ils dépendent par la « *participation et l'intéressement* ».

L'extension de la sécurité sociale liée au développement hospitalier et social.

Le droit au logement adapté aux ressources de chacun.

Pour les rapatriés une amnistie totale et une indemnisation équitable ; une place, un apaisement et des compensations auxquelles ils ont droit.

Une politique agricole moderne, capable :

d'accroître les débouchés dans le cadre du Marché commun ;

de défendre les prix afin d'assurer une parité avec les autres secteurs de l'économie, dont l'agriculture constitue un facteur déterminant de prospérité et de stabilité ;

de rester en contact permanent avec les organismes agricoles du département.

Une politique générale, capable d'assurer :

dans le domaine des affaires étrangères, notre volonté de paix, d'indépendance, de solidarité envers tous les peuples.

dans le domaine de nos affaires intérieures, le développement d'une démocratie moderne, issue des institutions qui nous régissent depuis 1958 afin de créer un cadre où chaque Français trouvera le respect de sa dignité et le sens de ses responsabilités.

capable, enfin, d'instaurer une *véritable administration régionale* pour échapper aux erreurs de l'actuelle centralisation trop rigide qui a fait oublier jusqu'à présent que les provinces font partie intégrante du pays, au même titre que le District de Paris.

A ceux qui veulent la guerre civile, j'affirme avec calme et conviction, ma volonté de maintenir la République et la légalité, de défendre les libertés publiques, syndicales et politiques.

A ceux qui souhaitent une France appauvrie et diminuée pour imposer leur dictature, je propose une politique réaliste de justice et de progrès pour tous.

Aux totalitaristes et à leurs alliés, je rappelle que le drapeau tricolore est l'emblème de tous les Français, qu'il a su unir au cours de notre histoire les traditions nationales et les aspirations populaires, que pour lui sont tombés au cours des deux dernières guerres, et dans les combats pour la libération de notre sol, des millions de Français de toutes opinions, de toutes races, de toutes confessions...

Dans le respect des convictions de tous,

Pour bâtir une République moderne dans une France rénovée, prospère et juste,

Pour construire une Europe unie, pacifique et fraternelle,

Je vous demande votre aide et votre confiance.

JEAN-PIERRE ROUX

Ingénieur à Avignon
Maire de l'Isle-sur-Sorgue

Remplaçant éventuel :

JOSEPH BEZERT

Chef d'entreprise

2e CIRCULAIRE

Merci de tout cœur aux 26.321 électeurs et électrices qui, le 23 juin, m'ont accordé leur confiance.

Grâce à leur aide et à leur action, le candidat de l'Entente républicaine qui groupe tous ceux qui refusent les totalitaires et leurs alliés, qui veulent bâtir une société plus juste et plus humaine a obtenu

près de 45 % des suffrages exprimés avec plus de 7.000 voix d'avance.

Les émeutiers et leurs complices ont été condamnés par le verdict du peuple. Le premier tour de scrutin constitue un sévère échec pour le maire d'Avignon, que ses administrés ont désavoué et qui n'a plus d'autres ressources que d'appeler les communistes pour se faire élire. Mais l'opinion publique de notre circonscription ne sera pas dupe et je vous remercie, par avance, de venir, encore plus nombreux, le confirmer dimanche prochain.

Le 30 juin, grâce à votre vote, doit se dégager une majorité nouvelle, forte, dynamique, qui accomplira les réformes que le pays attend.

Pour le progrès, la paix, la liberté, je vous demande d'engager avec moi l'avenir de notre Pays.

JEAN-PIERRE ROUX
Ingénieur à Avignon
Maire de l'Isle-sur-Sorgue

Remplaçant éventuel :

JOSEPH BEZERT

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Apt, Bonnieux, Cadenet, Carpentras-Nord, Carpentras-Sud, Gordes, Mormoiron, Pernes-les-Fontaines, Pertuis, Sault.

M. Georges SANTONI

(Candidat défense de la République, union des démocrates et des hommes de progrès)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Nous venons de vivre des heures particulièrement douloureuses, dont l'âpreté, la brutalité, nous ont durement traumatisés.

La leçon est dure. La note à payer sera lourde, la paralysie ruineuse du pays aura des conséquences graves.

Dans le calme « apparent » revenu, tirons nous-mêmes les conclusions.

Les mots de : participation, engagement, dialogue, confrontation, contestation, ont été les plus employés.

Tout est possible... mais seulement avec des hommes raisonnables, de bonne volonté.

Nous connaissons les revendications des étudiants, des enseignants, des ouvriers, des fonctionnaires.

Les silencieux et les sages dans leur gravité, leur réserve, sont des patriotes. Ne les oublions pas. Je pense : aux hommes du 13 mai 1958, aux rapatriés, aux anciens combattants, aux commerçants, aux petites et moyennes entreprises, aux blessés du poumon, aux invalides du travail, aux retraités, aux salariés agricoles dont la situation sera certainement aggravée et que nous devons aider.

Les paysans manifestent dans l'ordre en période tranquille, ne mettant pas en péril nos libertés, et je leur rends un vibrant hommage.

Le Parti communiste, le P.S.U., les anarchistes seuls étaient prêts à s'emparer du pouvoir. Ils sont les « alliés privilégiés » de la Fédération de la gauche qui elle seule s'appropriait tout de suite tous les postes : Gouvernement provisoire, Présidence de la République.

Les communistes sont nos adveraires, ceux de la liberté, des idées auxquelles nous restons fidèles : la famille, les traditions, la société organisée, la Patrie. Notre chant est la « Marseillaise ». Notre drapeau est tricolore, il n'est ni rouge, ni noir.

Nous voulons le respect des monuments aux morts, de la tombe du soldat inconnu, de l'héritage de notre histoire.

En France, pas plus qu'en Amérique, ce n'est pas la violence qui imposera la loi.

Je fais appel à tous les démocrates, aux hommes de progrès, pour une France unie, généreuse, retrouvée dans une majorité très large.

Vive la liberté
Vive la France !

Georges SANTONI

Docteur en pharmacie
Maire d'Apt

Remplaçant éventuel :

Gilbert PARAZOLS

Directeur technique et Relations publiques de la S.E.M.I.B.
Commandeur de la Légion d'honneur — Compagnon de la Libération
Né à Affreville (Algérie)

2e CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Merci du fond du cœur aux 18.943 électrices et électeurs qui m'ont apporté massivement leurs voix dès le premier tour. Leur confiance me touche profondément, elle répond à mon appel en faveur d'une France unie, généreuse, retrouvant une majorité très large, cohérente, soucieuse avant tout de rétablir l'ordre, de le maintenir, de donner satisfaction à toutes les légitimes revendications, de travailler dans la liberté, la paix retrouvée. Partout mes voix sont en progression. Merci à ceux de la vallée de la Durance dont le résultat pour moi est très émouvant.

Merci aux cantons de Carpentras, de Pernes, de Mormoiron, de Sault, qui ont dépassé toutes mes espérances. Ceux de Gordes, Bonnieux, Apt, sont des amis de toujours.

Soyons réalistes : sur le plan national, la majorité renforce partout très largement ses positions, les Ministres sont à peu près tous réélus au premier tour. Sans les voix communistes et anarchistes, M. Ayme ne peut être réélu, il est donc leur otage. Ne votez pas communiste. Je suis prêt à collaborer avec mes adversaires nationaux d'hier, aussi loyalement que je l'ai proposé avant le premier tour, pour que Pertuis, Carpentras, Apt ne restent pas dans l'oubli pendant cinq ans avec un député d'opposition, alors que partout ailleurs les circonscriptions auront des élus nationaux pour faire entendre leurs voix et faire aboutir dans les semaines qui viennent leurs justes revendications. Faites-moi confiance : j'ai entendu l'appel de ceux qui légitimement se plaignent : agriculteurs, rapatriés, ouvriers, commerçants, artisans, moyennes entreprises, industriels, personnes âgées, mutilés, anciens combattants, retraités, victimes du travail, blessés du poumon, vieux travailleurs. J'ai été bouleversé par le trouble d'une grande partie de la jeunesse et le malaise social de la Nation.

Faites-moi confiance, je ne vous décevrai pas. Mais la partie n'est pas gagnée. Pour ceux qui ont voté le 23, revenez le 30, ceux qui n'ont pas voté feront leur devoir au deuxième tour.

Pour l'ordre, pour le dialogue et les réformes, pour une France unie, généreuse, retrouvée dans une majorité très large et très humaine, je fais appel aux vrais démocrates, aux citoyens et aux citoyennes de bon sens, de bien, et de progrès de ce pays.

Vive la liberté !
Vive la France !

Georges SANTONI
Docteur en pharmacie
Maire d'Apt

Remplaçant éventuel :

Gilbert PARAZOLS
Directeur technique et Relations publiques de la S.E.M.I.B.
Commandeur de la Légion d'honneur — Compagnon de la Libération
Né à Affreville (Algérie)

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beaumes-de-Venise, Bédarrides, Bollène, Malaucène, Orange-Est, Orange-Ouest, Vaison-la-Romaine, Valréas.

M. Jacques BÉRARD

(Candidat d'Union et de défense républicaine)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes, citoyens,

Une formidable explosion vient de secouer notre pays, les Français ont tremblé, chacun a craint pour sa situation, son bien, son avenir, sa liberté ou même sa vie. Pendant trois semaines, le désordre a régné, la révolution était à nos portes, le drapeau rouge des communistes, le drapeau noir des anarchistes flottaient sur nos usines, nos monuments, nos écoles. Le pire fut évité de justesse, sans effusion de sang après l'intervention du Président de la République qui reste dans toutes nos mémoires.

Démocratiquement, la parole a été donnée au peuple, son choix sera décisif le 23 juin prochain.

Que s'est-il passé ?

Après huit jours de grève strictement professionnelle, donc légitime, les revendications des salariés ont été satisfaites : salaires augmentés de 10 % pour une seule année, S.M.I.G. de 35 % ; avantages sociaux divers ; depuis trente ans, aucun Ministère dit « de gauche » n'avait accordé autant et si vite.

Mais le Parti communiste et la Fédération, se solidarisant avec les anarchistes révolutionnaires, ont volontairement prolongé cette grève pour des raisons strictement politiques. M. Mitterrand vous a donné le spectacle de ses ambitions démesurées. Vous avez tous compris qu'il n'était que le prisonnier d'un système dont vous connaissez la brutalité.

Les résultats sont là :

— La France paralysée sous les drapeaux rouges et noirs ;
— Notre monnaie, puissante huit jours avant, refusée à l'étranger ;
— La tombe du soldat inconnu profanée ;
— Les magasins fermés sous la menace ;
— Les récoltes de fruits et légumes pourrissant sur place ;
— L'anarchie et la révolution à nos portes ;
— La liberté du travail violée.

Entre le retour aux troubles et le retour à l'ordre, choisissez...

Je suis le candidat du retour à l'ordre et de son maintien.

Maintenant que faut-il faire ?

Des réformes s'imposent, le Gouvernement et tous les Français l'ont admis : nous allons nous y attaquer.

Avec qui ?

Avec tous ceux qui ont décidé de faire échec à un régime totalitaire que les communistes veulent instaurer en se servant de la Fédération comme d'un tremplin.

Conscients du danger, le Centre démocrate et le Groupe Progrès et démocratie moderne ne présentent pas de candidats dans notre circonscription afin de rassembler sous mon nom, dès le premier tour, toutes les voix antimarxistes.

Ensemble, nous devons constituer, comme je l'ai déjà demandé en 1967, une majorité élargie, groupant l'U.D. Vᵉ, les Républicains indépendant,s le Centre démocrate et le Groupe P.D.M. de M. Duhamel.

Ensemble, nous devons réaliser les réformes qui s'imposent, sans compromettre les chances de la France dans le Marché commun et la construction de l'Europe.

Ensemble, nous devons rétablir notre monnaie ébranlée, voter les lois d'amnistie et d'indemnisation pour les rapatriés que j'ai demandées dès 1962, ajuster l'abattement à la base sur le coût de la vie pour les petits commerçants et artisans, nous pencher aussi sur le sort de ceux qui sont restés silencieux, paysans, retraités, invalides, etc.

Dans notre circonscription, le problème est simple : les événements récents ont démontré que la Fédération ne compte pas, son candidat est accroché aux basques du Parti communiste, il n'est là que pour lui apporter ses voix au second tour.

Dès le premier tour, la partie se jouera entre le communiste Marin et moi-même, son adversaire de toujours.

Entre l'ordre et le désordre,
Entre un régime de liberté et un régime totalitaire,
Entre le drapeau tricolore de M. Bérard et le drapeau rouge de M. Marin,

Français, choisissez...
Votez.

JACQUES BÉRARD
Avocat au Barreau
Conseiller général
Député de la circonscription d'Orange de 1958 à 1967

Candidat d'Union et de défense républicaine pour une majorité élargie

---

2ᵉ CIRCULAIRE

Dimanche dernier, 23.976 d'entre vous, soit plus de 49 % des électeurs m'ont apporté leurs suffrages : je vous en remercie et je vous en félicite.

Je vous en remercie pour ce geste massif de confiance.

Je vous en félicite car vous avez démontré que les Français savent encore se dresser d'un bloc pour défendre leur civilisation, l'ordre républicain ou leur liberté menacée.

Bravo aux habitants de tous les cantons, bravo notamment aux habitants de Sorgues qui ont relevé la tête.

Mais la partie n'est pas gagnée.

Abstentionnistes, le 23 juin plus de 10.000 d'entre vous n'ont pas pris part au vote.

Dimanche prochain, le moment sera grave car cette élection sera d'une importance capitale. Vous abstenir à nouveau ce serait renier vos droits et vos devoirs de citoyens, ce serait renier les sacrifices consentis par nos pères pour instaurer et sauvegarder la République, ce serait perdre le droit de vous plaindre dans l'avenir devant ce que votre abstention pourrait entraîner.

Au premier tour on choisit, au second tour en élimine.

Electeurs radicaux, au premier tour, vous avez fait un choix entre trois candidats. Durant cinquante ans, vous avez défendu la République contre le Parti communiste. Au second tour, éliminez le candidat du désordre, de la destruction des libertés républicaines qui vous sont chères et du régime totalitaire.

Rapatriés, au premier tour vous avez une fois de plus partagé vos voix. Au second tour, éliminez le candidat du drapeau rouge qui fut toujours l'allié indéfectible du F.L.N.

Dimanche prochain, nous plaçant au-dessus des préférences personnelles et des intérêts particuliers, ensemble, éliminons définitivement le désordre, l'anarchie, les grèves forcées, l'économie paralysée, la collectivisation des terres et des biens et l'insécurité du lendemain.

Il y a moins d'un mois que dans un élan national nous avons remplacé sur nos usines, nos monuments, nos écoles, les drapeaux rouge et noir par le drapeau tricolore.

Vous l'avez vu, le désordre, l'anarchie et le totalitarisme qui ont failli triompher il y a un mois, vous guettent encore et vous avez appris que la liberté et la République se défendent tous les jours.

Dimanche prochain, ce n'est pas seulement pour Jacques Bérard que vous voterez, c'est pour la défense de votre République et de votre liberté, tels que vous les connaissez et tels que vous les aimez.

Pour la République
Contre la République populaire
Pour la Démocratie
Contre la Démocratie populaire.

Votez

JACQUES BÉRARD

Avocat au Barreau
Conseiller général
Député de la circonscription d'Orange de 1958 à 1967

Union pour la défense républicaine
Union des démocrates et hommes du progrès

Remplaçant éventuel :

SERGE JACOB

VENDÉE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Chantonnay, la Châtaigneraie, Mareuil-sur-Lay, Pouzauges, La Roche-sur-Yon.

M. Paul CAILLAUD

(Candidat républicain indépendant - Ve République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Vendéennes, Vendéens,

En décidant de donner à nouveau la parole au pays, le général de Gaulle, Président de la République, vient de rappeler à certains qui semblaient l'oublier, qu'en démocratie la seule représentativité est celle que confèrent des élections libres. Telle est la première signification des élections actuelles.

De quoi s'agit-il ?

Vous savez quels dangers nous menacent :

— L'anarchie, qui conduit à la guerre civile ;
— La faillite économique, c'est-à-dire le chômage et l'inflation.

Or, à partir d'inquiétudes explicables, des minorités ont cherché à tout renverser, à tout supprimer sans jamais rien proposer de constructif ; d'autres n'ont eu pour but avoué que d'instaurer un régime totalitaire auquel ils n'ont jamais renoncé, et dont les peuples des pays de l'Est cherchent à se défaire.

Face à ces dangers, je suis candidat Républicain indépendant — Ve République, investi par l'Union pour la défense de la République (U.D.R.) :

— parce que j'ai apporté ma complète adhésion aux institutions qui nous ont donné la paix à l'extérieur et les conditions d'une démocratie efficace à l'intérieur ;

— parce que je ne suis pas du « parti de la crainte » qui « préfère l'injustice au désordre ».

Aussi je m'engage à travailler de toutes mes forces :

— *Pour le maintien de la légalité et le respect de la volonté populaire* exprimée par le suffrage universel ;

— *Pour la paix sociale,* la satisfaction des justes revendications et surtout pour l'accession des travailleurs à une véritable participation dont le général de Gaulle vient de rappeler la nécessité dans tous les domaines ;

— *Pour la défense de l'agriculture,* dont l'avenir dépend, entre autres, d'une stricte et ferme vigilance dans les discussions du Marché commun ;

— *Pour une réforme de l'enseignement* dans le sens d'une démocratisation réelle et d'une adaptation aux aptitudes des jeunes et aux besoins de l'économie ;

— Pour le développement, face aux difficultés actuelles, d'une solidarité effective en faveur des artisans, des petites entreprises, industrielles et commerciales et des retraités, en particulier pour éviter une inflation qui retirerait à tous plus qu'il n'a été accordé à chacun.

Républicain indépendant - V[e] République, je suis de ceux qui n'ont pas attendu la violence pour vouloir le dialogue, et qui préfèrent la contestation constructive aux crises stériles et ruineuses. Or, ce n'est pas un régime de type cubain, chinois ou soviétique qui peut résoudre les aspirations profondes des Français.

Vendéennes, Vendéens,

Contre l'anarchie révolutionnaire,
Contre la subversion communiste,

— Pour les réformes dans l'ordre,
— Pour les libertés démocratiques,
— Pour une Vendée qui prenne enfin sa place dans une France rénovée,

Vous voterez :

PAUL CAILLAUD

Candidat Républicain indépendant - V[e] République
Investi par l'Union pour la défense de la République

Député sortant
Maire de la Roche-sur-Yon
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier de l'Ordre des Palmes académiques

Remplaçant éventuel :

GEORGES SEGUIN

Maire de Pouzauges
Croix de guerre 1939-1945

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Chaillé-les-Marais, Fontenay-le-Comte, l'Hermenault, Luçon, Maillezais, Moûtiers-les-Mauxfaits, Sainte-Hermine, Saint-Hilaire-des-Loges, Talmont.

M. Marcel BOUSSEAU

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Chères électrices, chers électeurs,

Nous venons de vivre des heures si tragiques que d'aucuns se demandent encore s'ils n'ont pas rêvé... s'ils n'ont pas été victimes d'un épouvantable cauchemar !...

Et bien non hélas ? La triste réalité qui pendant quelques jours tragiques a étreint nos cœurs, confondu notre entendement, révolté nos consciences de citoyens libres d'un pays libre a failli faire de nous : d'abord des victimes, puis des robots d'un mouvement matérialiste et inhumain asservi à la pire des dictatures, celle du Parti communiste et de ses alliés.

L'heure est trop grave pour que je me permette d'insister sur mon action de parlementaire vendéen, sur les services que j'ai pu rendre à tel ou tel, sur mon action, tant sur le plan de ma circonscription que sur le plan national.

Il s'agit, en effet, aujourd'hui de bien d'autres choses. Il s'agit de la liberté, de toutes nos libertés, de l'indépendance de la France qui, en aucun cas ne saurait devenir un satellite de l'U.R.S.S. ou de la Chine de Mao.

Il s'agit de l'avenir de nos jeunes qu'ils soient salariés, agriculteurs ou étudiants.

Il s'agit de la prospérité de nos commerçants, exploitants agricoles, artisans, marins-pêcheurs, ostréiculteurs, industriels petits et grands, dans une libre entreprise.

Il s'agit de la sérénité d'un emploi rémunérateur tant chez les fonctionnaires de la fonction publique que chez ceux du corps enseignant désireux de faire de nos jeunes des citoyens libres, instruits et conscients de leur tâche de demain, et, de leurs devoirs envers leurs compatriotes.

Il s'agit enfin de l'économie de la Nation, dont l'expansion, seule source de promotion sociale ne peut permettre de distribuer du mieux-être, satisfaire un idéal, que dans un pays démocratique où la contestation reste possible, non muselée par une police impitoyable genre celle des pays totalitaires de l'Est ou d'Asie.

Conscients de tout cela, dimanche 23 juin. vous choisirez votre destin.

Vous direz non à tous ceux qui prêchent :

L'émeute — La violence — La guerre civile.

Vous direz oui et vous ferez confiance à celui qui demande à tous les Français de se rassembler pour que

— Triomphe la paix sociale,

— Soit rétablie la liberté y compris celle du travail,

— Soit confirmée la sécurité de tous,
— Soit procuré un véritable idéal à nos jeunes et soit assuré leur avenir.

Ainsi le drapeau tricolore continuera de flotter sur le fronton de nos édifices dans une France renouvelée, libre, plus jeune et plus florissante que jamais.

Vive la Vendée,
Vive la République,
Vive la France.

Marcel BOUSSEAU
Député sortant

Candidat d'Union pour la Défense de la République
(U.D.R.)

Chevalier de la Légion d'honneur
Croix de guerre
Médaille des combattants volontaires de la Résistance
Médaille des Déportés résistants
Médaille de la Reconnaissance française

Remplaçant éventuel :

Louis BORDRON
Maire de Chasnais — Exploitant agricole
Administrateur de l'U.S.V.A.L.
Vice-président de la laiterie coopérative de Saint-Michel-en-l'Herm
Trésorier de la C.A.I.A. Sud Vendée
Président départemental de syndicat d'élevage bovin
Délégué cantonal à la Mutualité sociale agricole

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Beauvoir-sur-Mer, Challans, l'Ile-d'Yeu, la Mothe-Achard, Noirmoutier, les Sables-d'Olonne, Saint-Jean-de-Monts, Saint-Gilles-sur-Vie.

M. Pierre MAUGER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La France vient de vivre des journées tragiques.
Dans notre pays si attaché à l'ordre et à la paix, la violence s'est déchaînée. Une démocratie populaire a failli submerger nos institutions républicaines.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouges et noirs nous avons vu s'avancer le plus affreux totalitarisme, un véritable coup d'Etat était en préparation.

Heureusement, le Président de la République par son intervention a déjoué cette funeste machination.

En dissolvant l'Assemblée Nationale et en décidant de nouvelles élections, le général de Gaulle, de la façon la plus démocratique qui soit vous demande de désigner ceux qui demain le soutiendront dans sa politique de réformes, de remise en ordre et de paix.

Si vous pensez que ces réformes doivent être entreprises, que l'ordre doit être rétabli, que la paix doit être restaurée, il est indispensable que vous désigniez un gaulliste authentique pour vous représenter et non un quelconque ambitieux sans scrupule qui hier encore dénonçait le pouvoir gaulliste et qui aujourd'hui s'en réclame ; car toute voix qui manquerait à l'homme de la majorité sera une voix de gagnée par les communistes et leurs alliés.

Je suis ce gaulliste authentique, ayant rejoint en 1941 le général de Gaulle et depuis ving-sept ans lui étant toujours demeuré fidèle.

Député sortant de l'Union des démocrates V[e] République et seul investi par l'Union pour la défense de la République, je me présente à nouveau à vos suffrages pour soutenir le Chef de l'Etat dans son œuvre de réforme, d'ordre et de liberté.

Et pour que vivent la Vendée, la République et la France.

PIERRE MAUGER
Député sortant
Conseiller général
Maire des Sables-d'Olonne
Ancien déporté résistant
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre — Rosette de la Résistance
Officier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

JEAN-JACQUES VIGUIÉ
Docteur en pharmacie
Maire de Saint-Jean-de-Monts
Délégué consulaire à la Chambre de commerce

2[e] CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Avant tout, je tiens à vous remercier pour les témoignages de sympathie et les très nombreux suffrages que vous m'avez accordés dimanche dernier.

A travers moi, je le sais bien, c'est vers le général de Gaulle qu'allaient vos voix car vous aviez compris que, dans l'état actuel des choses, le devoir national était de se rassembler autour du Président de la République pour lui permettre d'entreprendre les réformes dans l'ordre et pour le progrès social qui s'imposent et faire de la France, notre patrie, la Nation rénovée que tout le monde souhaite.

C'est pourquoi, dimanche prochain, bien que je reste seul candidat, il convient que massivement, et j'insiste sur ce point, vous veniez voter afin de bien montrer

à la face du monde votre union et votre volonté d'ordre, de progrès, de paix, et pour que, je le répète, une France nouvelle, plus juste et plus généreuse sorte de cette consultation nationale.

Vive la Vendée !
Vive la République !
Vive la France !

PIERRE MAUGER
Député sortant
Conseiller général
Maire des Sables-d'Olonne
Ancien déporté résistant
Officier de la Légion d'honneur
Croix de guerre — Rosette de la Résistance
Officier du Mérite agricole

Remplaçant éventuel :

JEAN-JACQUES VIGUIÉ
Docteur en pharmacie
Maire de Saint-Jean-de-Monts
Délégué consulaire à la Chambre de commerce

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : les Essarts, les Herbiers, Montaigu, Mortagne-sur-Sèvre, Palluau, le Poiré-sur-Vie, Rocheservière, Saint-Fulgent.

M. Vincent ANSQUER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Chères électrices, chers électeurs,

Depuis plusieurs années, notre pays vit en paix.

En paix avec ses voisins et le monde entier par les relations confiantes qu'il entretient avec toutes les Nations, par sa volonté de coopération et son rayonnement international.

En paix à l'intérieur, grâce à une expansion économique continue, marquée par les progrès du niveau de vie des Français, l'accroissement de la production industrielle et agricole, le refus de l'inflation et la stabilité de la monnaie.

La modernisation de notre pays s'est poursuivie dans tous les domaines, par des réformes de structure nombreuses et profondes.

Alors que tout permettait de penser que 1968 serait meilleur que 1967 pour l'ensemble de nos concitoyens, brusquement ont éclaté des événements d'une exceptionnelle gravité, de sorte que la France vit en ce moment des heures sombres et que nous en sommes consternés parce que cette situation nous concerne tous.

Les mutations en France et dans le monde occidental ont été si rapides que les progrès matériels ont été devancés par l'évolution des esprits et des changements profonds dans le comportement des individus. Ainsi, certains aspects de notre société doivent s'adapter au monde d'aujourd'hui.

Mais, allons-nous perdre confiance en notre avenir ?

Non.

Le Président de la République a donné l'exemple. Le Gouvernement a pris ses responsabilités. Chacun de nous, quel qu'il soit, a son rôle à jouer. Car la crise doit être surmontée.

Certes, une grande page de notre histoire se tourne et rien ne sera plus comme avant.

Sur le plan politique, la majorité nécessaire pour gouverner devra être largement ouverte aux hommes de progrès et très solidement basée sur la confiance populaire.

Sur le plan constitutionnel, il sera bon de procéder à certaines modifications, tant à l'égard du régime présidentiel que des responsabilités du Parlement. L'Assemblée Nationale doit en effet pouvoir exprimer sa volonté dans des conditions différentes et plus efficaces.

Au point de vue économique et social, s'il est souhaitable de tendre vers un accroissement constant de la production, l'homme doit pouvoir la contrôler afin d'effectuer une meilleure répartition des fruits de l'expansion et améliorer les conditions de vie dans le respect de la dignité de chacun.

Par une coopération plus étroite, plus vivante et plus humaine de ceux qui concourent aux mêmes tâches, nous fournirons aux Français et notamment aux jeunes, un idéal, un élan et un espoir.

Le partage des responsabilités dans la conduite des affaires publiques et privées est à rechercher, ainsi qu'une participation à l'élaboration des décisions.

D'autre part, la famille doit demeurer l'élément respecté et protégé, la cellule privilégiée de la formation et de l'éducation des enfants.

Qu'il s'agisse de la réforme de l'Université, de procurer des débouchés à nos jeunes, de l'abaissement de l'âge de la retraite, d'assurer la rentabilité de nos petites entreprises ou de permettre à la France de participer à la construction de l'Europe, l'ampleur de l'œuvre à accomplir n'échappe à personne.

Vendéennes, Vendéens, cette œuvre est aussi la nôtre, les difficultés du présent ne doivent en aucune façon nous amener à y renoncer.

L'entreprise qui est devant nous réclame de la volonté, du courage et du travail, mais elle est belle et passionnante. Ne s'agit-il pas en effet de notre avenir et du destin de la France ?

Ensemble, nous pouvons la réaliser !

Vive la Vendée !
Vive la France !

VINCENT ANSQUER
Député sortant
Directeur d'usine
Maire de La Bruffière

Remplaçant éventuel :

LÉON DARNIS
Docteur-vétérinaire
Conseiller municipal du Poiré-sur-Vie

VIENNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Mirebeau, Neuville-du-Poitou, Poitiers-Nord, Poitiers-Sud, Saint-Georges-lès-Baillargeaux, Saint-Juien-l'Ars, La Villedieu-du-Clain, Vouillé.

M. Pierre VERTADIER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Mes chères concitoyennes, mes chers concitoyens,

De graves événements viennent de secouer et de déchirer la France.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, on a vu s'avancer derrière des drapeaux rouges et des drapeaux noirs, le spectre de l'anarchie et le visage haineux de la violence.

Après ces journées dramatiques, il importe que chaque citoyen fasse son examen de conscience et dise, clairement et dans le calme, l'avenir qu'il souhaite.

C'est là le sens profond de ces élections.

Dans la légalité républicaine.

Pour ma part, j'ai toujours respecté l'opinion d'autrui et je ne crains pas, je l'ai prouvé, le débat loyal et démocratique.

D'ailleurs, pendant tout le temps que j'ai été votre représentant au Parlement, j'ai montré, par mes interventions et mes propositions, ma volonté de dialogue au sein de la majorité, même quand il a fallu pour cela m'opposer au Gouvernement.

Aujourd'hui

L'heure est grave.

Dans la révolte des jeunes et dans le mouvement revendicatif des travailleurs apparaît, au-delà des conflits propres à toute vie en société, la nécessité de réformes profondes.

Les Français voudraient aller plus vite et plus loin dans la conquête du progrès et de la justice sociale. Cela est naturel.

Non seulement les étudiants, avec leurs professeurs, veulent une Université moderne, et les travailleurs une participation plus réelle aux fruits de leur travail, mais dans tous les milieux on ressent le besoin d'un bond en avant.

Paysans, commerçants, médecins, architectes, artistes, fonctionnaires et bien d'autres ont exprimé, le plus souvent sans violence anarchique, mais fermement, le sentiment que la société devait changer dans ses structures comme dans son esprit.

Il faut des réformes.

Ce que seront ces réformes, nul ne saurait en exposer les détails, puisqu'elles doivent naître d'un débat démocratique, à la fois sur le plan parlementaire et dans le pays tout entier. Toute promesse électorale serait pure démagogie.

On peut néanmoins en tracer les principes, dans le sens proposé par le général de Gaulle :

Pour les travailleurs : participation à la gestion et aux résultats des entreprises, une meilleure information et la reconnaissance de leurs droits.

Pour les agriculteurs : adaptation à l'économie moderne grâce à une mutation soutenue par la solidarité nationale et internationale.

Pour les étudiants et les enseignants : autonomie et cogestion dans le cadre d'universités ouvertes à la vie culturelle et économique des régions.

Pour les chefs d'entreprises : modernisation et équipement par une politique monétaire sage et un investissement courageux.

Pour tous les citoyens, enfin, participation à la vie des communautés dans un dialogue permanent avec les responsables à tous les niveaux.

J'ajouterai, l'expérience de la gestion municipale m'y autorisant, que ce dialogue doit commencer surtout dans la vie de la commune, car c'est là que chacun peut exprimer ses besoins, les confronter avec l'intérêt général et exercer ce droit de discuter et de contrôler qui est l'essence même de la démocratie.

On voudra bien reconnaître qu'à Poitiers, j'ai beaucoup fait pour favoriser la participation de mes concitoyens à l'expansion de leur ville et de leur région.

Dans la liberté et la paix.

Vous aurez à vous prononcer demain. Vous avez devant vous un choix de candidats, qu'on pourrait avec regret qualifier de bien traditionnel, compte tenu des heures exceptionnelles que nous vivons.

Fidèle à ma règle de conduite, je ne ferai pas à mes adversaires de procès d'intention. Je vous demande seulement de bien réfléchir à ceci :

— c'est votre avenir qui est en jeu, celui de vos familles, de vos métiers, de vos institutions,

— vous pouvez confier cet avenir à des révolutionnaires qui veulent détruire sans savoir ce qu'ils peuvent construire,

— vous pouvez le confier au Parti communiste, si c'est là votre idéal,

— vous pouvez le confier à une gauche ou à un « centre » qui, depuis qu'ils les cherchent, n'ont encore ni programme commun, ni cohésion.

Mais votre avenir est en jeu.

L'heure est à l'union des Français. Exprimez, en votant, votre amour des libertés républicaines, votre refus de la violence et votre volonté de réformes.

Au cours de mon mandat de député, dans mon action de maire, et plus particulièrement au cours des dernières semaines, j'ai pris, moi aussi, conscience des responsabilités et des évolutions nécessaires dans la vie politique.

En me présentant à vos suffrages pour réaliser, comme nous l'a tracé le général de Gaulle, Président de la République, une nouvelle étape dans le renouveau de la France,

Je veux prendre une position sans équivoque :

— j'exposerai clairement mon point de vue en ce qui concerne les réformes à accomplir,

— je prends l'engagement de défendre ce point de vue en toute indépendance,
— je ne remettrai pas en cause le jeu normal des institutions mais, en votant selon ma conscience, j'agirai en homme libre.

PIERRE VERTADIER.

Pour la liberté.
Pour les réformes.
Pour la République.

PIERRE VERTADIER

Né en 1912 à Poitiers, où son père était dentiste rue Victor-Hugo.
Docteur en pharmacie, ancien chargé de cours à l'Ecole de médecine et de pharmacie.
Secrétaire général adjoint de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France, président du Syndicat des pharmaciens de la Vienne.
Pendant de longues années, administrateur de la Sécurité sociale et de l'U.R.S.S.A.F., Président de la Commission des Hospices.
Maire de Poitiers depuis mars 1965, président du district urbain de Poitiers depuis octobre 1965, administrateur de la Caisse nationale d'aide à l'équipement des collectivités locales.
Pierre Vertadier est marié, père de trois enfants et grand-père de trois petits-enfants
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ROGER BERTHOLLEAU
Agriculteur-viticulteur
Ancien combattant 1914-1918
Officier du Mérite agricole
Président de la cave viticole de la Vienne

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Châtellerault, Dangé, Leigné-sur-Usseau, Lencloître, Loudun, Moncontour, Monts-sur-Guesnes, Pleumartin, Les Trois-Moutiers, Vouneuil-sur-Vienne.

M. Pierre ABELIN

(Centre et Union des démocrates)
élu le 30 juin 1968
(P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

La France vient de traverser une crise grave.

Si cette crise a pris l'allure d'une véritable explosion sociale, brisant les cadres traditionnels, c'est que depuis des années le dialogue avait été refusé et la participation écartée.

En 1967, nous vous avions dit que nous souhaitions un Centre fort, facteur d'équilibre et capable d'imposer un Gouvernement de réconciliation nationale.

Or, en recourant, sitôt les élections passées à la procédure des pleins pouvoirs, sous forme d'ordonnances réduisant le pouvoir d'achat des travailleurs, le Gouvernement a rompu tout contact avec les élus et accentué la coupure du pays en deux blocs.

Faute d'une discussion démocratique, c'est ainsi l'affrontement dans la rue que les gouvernants ont préparé.

Le pays n'avait pu se rendre un compte exact des orages qui le menaçaient en raison d'une information incomplète et partiale contre laquelle nous nous sommes toujours élevé. La crise est survenue de façon brutale et les Français ont pris peur, mais ce n'est pas avec la peur que l'on construit et déjà la raison l'emporte.

Il faut tirer les leçons de la crise.

Si une majorité inconditionnelle sortait des élections et si le pouvoir ne modifiait pas profondément ses méthodes, les mêmes causes produiraient les mêmes effets, et les Français se dresseraient un jour avec violence les uns contre les autres.

Oui aux réformes ! Non à la révolution !

Nous vivons une période de profond changements. La vie économique et sociale se modifie, la montée des jeunes oblige la société française à se renouveler. 40 % de la population a moins de 24 ans.

Le Centre est le parti du mouvement et non pas celui de la révolution.

Si les hommes du Centre refusent un pouvoir autoritaire et conservateur, ils s'opposent avec force au communisme qui établit la dictature d'un parti politique et sacrifice l'individu à un Etat bureaucratique et policier.

Des réformes sont nécessaires dans l'ordre.

L'enseignement ne doit pas être réservé à une classe sociale et il doit être modernisé, en associant aux réformes et à la gestion des universités les représentants des étudiants.

La participation des citoyens et des travailleurs doit être étendue à tous les niveaux : dans la nation, dans les régions dans les grandes entreprises.

Une économie plus dynamique, la réduction massive des dépenses de prestige doivent permettre la création d'un beaucoup plus grand nombre d'emplois et rendre possible aux jeunes d'accéder plus tôt à des responsabilités plus étendues.

Paris et sa région ne doivent pas dominer, voire écraser les provinces. Le gigantisme parisien est une tare nationale.

Nous sommes, vous le savez, les défenseurs acharnés de notre région. Nous lui consacrons le meilleur de nous-même. L'équipe que nous avons constituée, il y a dix années, a déjà beaucoup combattu. Elle poursuivra ses efforts sans relâche dans l'intérêt de nos populations rurales et urbaines.

Préserver les classes moyennes et les vieux.

Dans les profonds changements qui s'opèrent les exploitants agricoles, les artisans, les petites et moyennes entreprises ne doivent pas être abandonnés à leur sort.

Si l'on ne prend pas les mesures de détaxation fiscale et de crédit nécessaires, l'exploitation familiale et le petit commerce seront accablés de charges et condamnés à disparaître.

Les personnes âgées, si souvent défavorisées, ne doivent pas subir le contrecoup d'une hausse importante du coût de la vie.

Nous serons prêts à soutenir tout Gouvernement disposant d'une large majorité démocratique qui serait résolu à promouvoir ces réformes.

Parce que nous sommes des démocrates sincères, aspirant à une société plus dynamique, plus juste et plus humaine, vous nous renouvelerez votre confiance.

Pour la paix publique et contre l'aventure.

PIERRE ABELIN
Maire de Châtellerault
Président du Conseil général de la Vienne
Député sortant

Remplaçant éventuel :

RENÉ MONORY
Maire de Loudun
Conseiller général de la Vienne

2° *CIRCULAIRE*

Chères électrices, chers électeurs,

Nous remercions du fond du cœur les 21.555 électeurs qui, en confirmant leurs votes précédents, nous ont manifesté à nouveau leur confiance dimanche dernier.

Ce témoignage nous a beaucoup touchés.

Les habitants de notre arrondissement connaissent notre volonté d'expansion et de progrès et notre ferveur patriotique. Ils savent, qu'enfants du Poitou, nous remplissons avec tout le dévouement et l'ardeur dont nous sommes capables les mandats départementaux et locaux qui nous ont été confiés.

Demain comme hier, ensemble, nous consacrerons notre temps et le meilleur de nos efforts au soutien des grands intérêts nationaux et au développement d'une région qui nous est si chère.

Vive la France, vive la République !
Vive le Châtelleraudais et le Loudunais !

PIERRE ABELIN
Maire de Châtellerault
Président du Conseil général de la Vienne
Député sortant

Remplaçant éventuel :

RENÉ MONORY
Maire de Loudun
Conseiller général de la Vienne

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Availles-Limouzine, Charroux, Chauvigny, Civray, Couhé-Vérac, Gençay, L'Isle-Jourdain, Lusignan, Lussac-les-Châteaux, Montmorillon, Saint-Savin, La Trimouille, Vivonne.

M. Claude PEYRET

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Chères concitoyennes, chers concitoyens,

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de travail, de pensée, d'expression, de vivre en paix a été menacée, *et l'est encore*. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait tout droit conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne veut rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons toutes les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans *l'ordre* et la *légalité*.

Si au Parlement, depuis un an, une majorité solide avait été présente, épaulant le Chef de l'Etat et le Gouvernement, beaucoup de ces réformes, déjà préparées, et auxquelles se sont opposés farouchement jusqu'alors ceux-là mêmes qui les réclament si fort aujourd'hui, auraient été votées, et nous n'aurions pas connu, sans doute, cette crise, et sûrement pas la subversion qui a suivi.

L'anarchie, la dictature, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, vous choisirez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

Vous me renouvelerez votre confiance que, l'an dernier, à une écrasante majorité dès le premier tour de scrutin, vous m'avez manifestée.

Dès le premier tour, massivement, votez

Docteur Claude PEYRET

42 ans — Docteur en médecine — Marié — 5 enfants
Croix de guerre 39-45
Médaille du Combattant volontaire de la Résistance
Croix du Combattant volontaire — Médaille du Combattant
Médaille des Engagés volontaires
Maire de Brigueil-le-Chantre
Conseiller général de La Trimouille
Député sortant
Membre du Conseil supérieure de la Sécurité sociale
Membre de la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée Nationale
Président du Groupe d'études parlementaires des problèmes sociaux de l'U.D. Ve à l'Assemblée Nationale
Rapporteur du budget de la Santé publique à l'Assemblée Nationale
Membre des Commissions des Finances, de l'Action sanitaire et sociale et du Plan
du Conseil général de la Vienne
Membre du Conseil académique de Poitiers
Président de la Laiterie coopérative B.M.B.

Remplaçant éventuel :

Paul GUILBARD

55 ans — Docteur vétérinaire
Chevalier de l'Ordre national du Mérite — Médaille de la Reconnaissance française
Médaille du roi d'Angleterre pour courage à la cause de la liberté
Chevalier du Mérite agricole
Maire et conseiller général de l'Isle-Jourdain
Député suppléant sortant
Rapporteur de la Commission du Plan du Conseil général
Membre de la Commission de la jeunesse, sport et tourisme
et de la Commission des finances de l'assemblée départementale
Président du Syndicat intercommunal du Val de Vienne

VIENNE (HAUTE-)

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Châteauneuf-la-Forêt, Eymoutiers, Limoges-Est, Limoges-Nord, Limoges-Sud, Saint-Léonard-de-Noblat.

M. René REGAUDIE

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Chers compatriotes,

Il y a un peu plus d'un an, vous avez bien voulu me renouveler votre confiance. Avec vous, j'espérais voir s'instaurer un régime de démocratie, de bons sens et d'équilibre. Au lieu de cela, tout s'est concentré, de plus en plus, en un seul homme dans une monarchie absolue. Et pourtant !...

Depuis dix ans, un pouvoir autoritaire nous gouvernait. Suivant les déclarations de ses agents, la France connaissait — ou tout au moins allait connaître d'année en année — une prospérité sans égale et ferait l'admiration du monde !....

Cependant, les reniements nationaux et internationaux faisaient douter de la fidélité et de l'honneur de la France : l'immoralité et le mensonge avaient acquis une place essentielle.

Malgré une augmentation incessante des impôts, devenus intolérables pour les gens modestes, le gaspillage des deniers publics en dépenses de prestige, voyages, prétendue aide à des pays étrangers et une illusoire (mais onéreuse) force de frappe, l'incohérence de la politique économique, le déséquilibre de la balance des comptes, ont réduit l'effort d'équipement et ajourné la politique sociale, toujours promise, jamais engagée.

Dans une inconscience incroyable et avec une indifférence totale, le gaullisme a fait fi des demandes des travailleurs et des soucis des jeunes.

Pendant dix années, il a laissé à l'abandon les angoissants problèmes de l'agriculture.

Il nous a conduits au bord de la guerre civile.

Dans une explosion de révolte, étudiants, enseignants, ouvriers, paysans, travailleurs du secteur public ont manifesté leur volonté de changement et, *ce qui ne s'était jamais vu,* l'activité du pays a été presque totalement paralysée.

Alors que le Gouvernement opposait toujours l'impossibilité de donner satisfaction aux légitimes revendications du monde du travail, il a, sous le coup de la peur, accordé en quelques heures la totalité des requêtes...

Il est certain qu'une gestion éclairée, raisonnable et animée d'esprit social aurait évité ce drame à notre pays, avec tout son cortège de misères et de privations qu'il va imposer à d'innocentes victimes.

Le machiavélisme du monarque, qui n'a su répondre que par le mépris et l'usage de la force aux manifestations de colère et de désespoir des travailleurs, ne remplacera jamais l'attention et la prévoyance : il ne peut nous mener qu'à de nouvelles aventures et au malheur.

C'en est trop ! Il faut changer de méthode, rétablir la démocratie, assurer à tous les travailleurs un emploi et une rémunération décente. Il faut permettre à ceux qui, par leur âge ou l'infirmité, ne peuvent travailler, de vivre dans des conditions satisfaisantes.

Il faut organiser le pays, en y assurant le respect de l'individu et les droits de la famille. Les dépenses publiques doivent aller aux œuvres de vie et de progrès.

Pour la liberté.
Pour l'accès à l'instruction de tous.
Pour la justice sociale et la promotion des travailleurs.
Pour la promotion de la femme.
Pour une économie de progrès.
Pour une agriculture moderne.
Pour la paix.

Il est indispensable d'élire un nouveau Parlement et d'avoir un Gouvernement soucieux d'aller en avant vers le mieux-être dans l'ordre et la liberté, par la République et le socialisme.

René REGAUDIE
Député sortant
Président du Conseil général
Maire de Châteauneuf-la-Forêt

Electrices, électeurs,

Il y a quinze mois, j'étais comme aujourd'hui désigné par la Fédération de la gauche démocrate et socialiste comme suppléant de mon grand ami René Regaudie.

C'est avec la plus entière confiance que je lui apporte ma totale contribution dans cette campagne électorale.

Je suis persuadé que tous les Limousins, après dix ans de pouvoir absolu, sauront juger les vrais responsables de la situation actuelle et comprendront que pour réaliser dans l'ordre les réformes qui s'imposent, ils doivent voter en masse dès le premier tour pour René Regaudie.

Dimanche 23 juin, votez pour une vraie République, celle des citoyens.
Votez pour une démocratie au service de l'homme.
Votez pour l'expansion au service de la justice.
En assurant le succès de René Regaudie.

Remplaçant éventuel :

Robert LECOMTE
Commerçant
Adjoint au maire de Limoges

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs, chers amis,

Par votre vote de dimanche, vous nous avez placés en tête des candidats républicains. Très touchés de la marque de fidélité et de confiance que vous venez de nous témoigner, nous vous en exprimons nos très vifs remerciements et nous vous assurons de notre attachement à notre cher Limousin, à la République et à la démocratie.

Les anciens combattants, les travailleurs manuels, intellectuels et de l'Etat, les agriculteurs, les commerçants, les artisans et les retraités, dont la vie de tous les jours et les perspectives d'avenir sont compromis par la politique du pouvoir à leur égard, doivent manifester leur désir de changement par leur bulletin de vote.

Aussi, dimanche 30 juin, tous les républicains affirmeront sur nos noms leur volonté d'ordre, de liberté, de justice et de progrès dans la paix et la prospérité.

Votez

René REGAUDIE
Député sortant
Maire de Châteauneuf-la-Forêt

Remplaçant éventuel :

Robert LECOMTE
Adjoint au Maire de Limoges

Et assurez le succès des candidats de l'Union de la gauche et de la démocratie.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aixe-sur-Vienne, Châlus, Nexon, Oradour-sur-Vayres, Pierre-Buffière, Rochechouart, Saint-Germain-les-Belles, Saint-Junien, Saint-Laurent-sur-Gorre, Saint-Mathieu, Saint-Yrieix-la-Perche.

M. Jacques BOUTARD

Candidat socialiste indépendant et d'union travailliste

élu le 30 juin 1968

(Apparenté P.D.M.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Un grand nombre, un très grand nombre de personnes ont pensé que je devais, dans la période actuelle, représenter un élément d'union.

Fidèle à mes convictions de toujours, j'ai cru que je pouvais satisfaire à leur demande, mais il faut que l'on sache que cette position répond pour moi à un devoir et non à quelque besoin ambitieux ou sordide.

J'ai demandé au docteur Madoumier de bien vouloir être mon suppléant ; il y a consenti.

Républicain de tradition et de sang, c'est un administrateur non conformiste, épris de liberté et de progrès — un praticien pour qui l'exercice de sa profession est une occasion supplémentaire de manifester son humanisme.

Je vous demande donc de bien vouloir vous entendre avec nous sur quelques idées simples.

D'abord et par-dessus tout la liberté des citoyens, le respect de l'ordre, de la justice et du travail, l'évolution mais non la révolution, sans lesquels la République à laquelle nous sommes tous attachés ne pourrait survivre.

Pour cela il est nécessaire :

— Que les droits syndicaux déjà reconnus soient étendus, mais il ne faut pas que le syndicalisme soit politisé et dépende de partis qui l'utilisent pour leur propagande, ou soit débordé par des éléments qui doivent être contrôlés ;

— Que l'université soit rajeunie, que les étudiants participent à sa gestion ; mais il faut aussi que les examens réformés viennent sanctionner des études qui sans leur contrôle n'auraient aucune valeur ;

— Que pour l'agriculture, comme le propose le Comité de Guéret, soient créés tant à l'échelle nationale qu'à celle du Marché commun des organismes interprofessionnels chargés de fixer, en accord avec le Gouvernement, des prix agricoles garantis et d'en assurer l'application ;

— Que dans le secteur du commerce et de l'industrie, les petites et moyennes entreprises ne soient pas sacrifiées aux grosses ;

— Que la retraite à 60 ans puisse être instaurée avec une simplification des règlements et des formalités qu'il doit être possible de réaliser ;

— Que le respect des droits du combattant soit assuré pour ceux de 1914-1918, de 1939-1945, et d'Algérie.

— Que les rapatriés d'Algérie soient des Français à part entière ;

— Qu'une véritable communauté européenne élargie soit réalisée, car elle est la condition de la paix politique, économique et sociale.

Il serait vain de traiter, dans un espace qui m'est mesuré, toutes les questions qui viennent à l'esprit des électeurs.

Je veux parler du logement, des établissements scolaires, des établissements scientifiques, des centres culturels, des adductions d'eau, de l'électrification, des modernisations paysannes, des aménagements urbains, des routes, des autoroutes, du tourisme, etc.

Il est cependant un point sur lequel je veux insister. Il m'est personnel mais il vous concerne tous.

Dans *le Populaire* du 24 novembre 1958, un des plus importants leaders de la S.F.I.O. écrivait ceci :

« Dans le Sud, où la bataille était la plus difficile, Jacques Boutard arrive très nettement en tête surclassant les moscoutaires (sic) *dans un fief où jusqu'ici ils s'étaient cru les maîtres.*

« C'est peut-être dans cette circonscription que le plus beau succès a été remporté parce qu'il marque la fin de la grande peur qui a pesé pendant des années sur le sud-ouest du département. Pour la délivrer de cette peur, pour la conduire sur la route de la liberté, notre population limousine a donc choisi Jacques Boutard, l'homme courageux, solide et sûre par excellence. » (resic).

Je n'ai pas changé, et les communistes non plus.

En 1936, ils ont tenté d'empêcher Léon Blum, en le débordant, d'appliquer un programme qui a apporté entre autres choses aux Français la semaine de quarante heures et les congés payés.

A la libération ils ont tenté d'accomplir ce que nous savons tous avec des moyens d'intimidation que nous avons tous en mémoire.

En 1947, le Président Ramadier devait se séparer des communistes qui acceptaient au Gouvernement ce qu'ils refusaient à l'Assemblée Nationale. S'il n'avait pas agi ainsi, on aurait sans doute recommencé en France le coup de Prague et une démocratie — démocratie ! — populaire aurait succédé à un gouvernement républicain.

En Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Pologne, en Hongrie on tente d'abolir une dictature pesante et d'effacer le souvenir des purges sanglantes d'un passé encore récent.

Ce n'est pas l'attitude souriante, enveloppante, doucereuse, des candidats communistes locaux qui les empêcherait de devenir des agents de la dictature écrasante qui nous menacerait s'ils étaient au Gouvernement.

Ils prétendent être le Parti des travailleurs, or, nous savons bien que si tous les communistes ne sont pas des travailleurs, tous les travailleurs ne sont pas des communistes.

Dans peu, très peu de temps, il faudra remettre le train français sur le rail européen. Il faudra donc adapter nos possibilités à cette nécessité ; cela ne pourra être fait que dans l'ordre rétabli, le travail repris, la justice sociale satisfaite et l'enthousiasme français réalisé.

Cela ne sera possible qu'en réussissant le rassemblement le plus large de tous ceux qui ont le sens du gouvernement.

C'est pour cela que je me suis résolu à me présenter à vos suffrages en vous demandant de me comprendre et de me suivre.

Docteur JACQUES BOUTARD

Docteur en médecine — Licencié ès sciences
Ancien élève de l'Institut Pasteur
Ancien maire de Le Chalard (1936-1945)
Maire de Saint-Yrieix-la-Perche
Conseiller général du canton de Saint-Yrieix
Ancien député de la Haute-Vienne

Remplaçant éventuel :

CLAUDE MADOUMIER
Docteur en médecine
Maire d'Aixe-sur-Vienne
Conseiller général du canton d'Aixe-sur-Vienne

2° *CIRCULAIRE*

Electrices, électeurs,

Sans journal, sans réunions, sans moyens financiers mais avec l'appui d'amis sincères, désintéressés, dévoués, nous avons obtenu près de 14.000 voix. Nous tenons, mon suppléant et moi, à vous exprimer notre reconnaissance, et particulièrement, on le comprendra, à ceux de nos cantons et de nos communes d'Aixe-sur-Vienne et de Saint-Yrieix. Me permettra-t-on de remercier du font du cœur les électeurs du Chalard où j'ai commencé ma vie admistrative il y a trente-trois ans...

Certes, la campagne, d'un certain côté, n'a manqué ni d'insinuations malveillantes ni d'inexactitudes. Quelquefois on arrachait mes affiches, souvent on me crevait les yeux !

On a même écrit « J. Boutard a trahit » avec un t, sans doute pour donner plus de force à cette affirmation.

Or, je n'ai jamais caché ma pensée, et ce n'est pas parce que j'ai refusé une alliance immorale que j'ai trahi.

En 1945, j'ai chassé les communistes de la mairie de Saint-Yrieix.

En 1958, le Parti communiste ne s'est pas désisté pour moi ; il n'en avait nulle envie, et d'ailleurs je ne l'aurais pas accepté.

En 1962, je me suis maintenu contre le Parti communiste.

En 1967, j'ai décliné la candidature que m'offrait la F.G.D.S. parce que je refusais le pacte avec le Parti communiste.

En 1968, fidèle à la ligne de conduite de toute ma vie, je suis candidat contre le Parti des moscoutaires, comme les appelait Georges Lamousse. C'est vous dire que, socialiste, j'ai toujours suivi la ligne socialiste.

On á parlé de psychose de la peur... Les Français n'ont pas peur, mais ils gardent trop le souvenir du passé pour ne pas craindre qu'il se renouvelle.

Le passé, ce sont les règlements de compte sommaires de 1944-1945, c'est Budapest et c'est aussi plus récemment la Tchécoslovaquie. Ce pays voulait se libéraliser, et, comme par hasard, les tanks russes sont arrivés pour effectuer des manœuvres dans le cadre du Pacte de Varsovie ! Il est possible même qu'on trouve un prétexte pour que les Allemands de l'Est viennent régler cette question en raison du mauvais souvenir laissé par la répression de Hongrie.

On voit dans ce département, suivant l'exemple de leur chef de file Waldeck Rochet, les communistes locaux se montrer bénins-bénins. Mon adversaire direct, très content de lui, multiplie les satisfecit.

Or, il faut bien qu'on sache que l'activité brouillonne n'est pas l'efficacité, et que les propos préfabriqués de l'Ecole de Bobigny ou d'une autre ne prouvent pas la vigueur de la pensée.

Je n'ai, pour ma part, jamais été le fonctionnaire d'un parti ; j'exerce ma profession, tout simplement.

Au surplus, les solutions que vous propose le Parti communiste sont celles de réactionnaires bornés : elles consisteraient à vous faire subir une nouvelle féodalité de membres ou de fonctionnaires du Parti. Ils sont prêts pour cela à prendre le pouvoir dans l'illégalité ; ce qui a bien failli se produire il y a très peu de temps.

J'entendais dernièrement M. Mitterrand s'exprimer sur divers sujets.

Ce n'était que critiques, mais de remèdes point ! Serait-ce parce qu'il n'y a pas

de programme de législature, comme l'écrit encore Georges Lamousse dans « le Populaire » du 25 juin 1968 ?

Dans ma dernière profession de foi je vous ai demandé de bien vouloir vous entendre avec mon suppléant et moi sur quelques idées simples : par-dessus tout, liberté des citoyens, liberté du travail, justice sociale ; évolution et non révolution ; paix intérieure et extérieure ; faire en sorte que notre agriculture, notre industrie, notre commerce soient compétitifs dans le Marché commun et rémunérateurs pour les Français ; tenter de ramener progressivement à soixante ans l'âge de la retraite ; réduire le chômage.

Cela ne sera possible qu'en réunissant le rassemblement le plus large de tous ceux qui ont le sens du gouvernement.

Quoi qu'on en ait dit et quoi qu'on puisse dire, je n'ai pris aucun engagement et je voterai au Parlement selon ma conscience et selon les intérêts de mes électeurs, qui sont des intérêts français.

Je considère aussi qu'il faut respecter la Constitution dans son intégralité et que le Président de la République, dans les durs moments de notre Histoire, a prouvé son efficacité.

Personnellement je n'attends rien de mon mandat ; je considère seulement que j'ai une mission à accomplir.

Si vous le pensez aussi, ne vous abstenez pas. Si je suis votre élu, je veux être l'élu de tous, et, comme par le passé, je serai dévoué à la cause de la République et de la France.

Docteur Jacques BOUTARD

Docteur en médecine — Licencié ès sciences
Ancien élève de l'Institut Pasteur
Ancien maire de Le Chalard (1936-1945)
Maire de Saint-Yrieix-la-Perche
Conseiller général du canton de Saint-Yrieix
Ancien député de la Haute-Vienne

Remplaçant éventuel :

Claude MADOUMIER

Docteur en médecine
Maire d'Aixe-sur-Vienne
Conseiller général du canton d'Aixe-sur-Vienne

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ambazac, Bellac, Bessines-sur-Gartempe, Châteauponsac, Le Dorat, Laurière, Limoges-Ouest, Magnac-Laval, Mézières-sur-Issoire, Nantiat, Nieul, Saint-Sulpice-les-Feuilles.

M. Louis LONGEQUEUE

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élu le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Depuis qu'en mars 1967 vous m'avez renouvelé votre confiance, de graves événements se sont produits dans notre pays.

Dix ans de fausse grandeur et de rêves d'hégémonie, auxquels tout a été sacrifié, viennent de conduire la France au bord de l'abîme.

Aucun moyen n'a manqué au Gouvernement pas même la stabilité et la durée. Cependant, refusant le dialogue avec les syndicats comme avec le Parlement, il n'a pas su prendre à temps les mesures sociales et introduire les réformes indispensables dans de nombreux domaines.

Il est donc responsable de l'éclosion et du développement des mouvements que les ouvriers et les étudiants ont dû déclencher en vue de soutenir leurs légitimes revendications. Il est également à l'origine du malaise et de l'inquiétude qui règnent actuellement dans le monde agricole.

C'est pour que les mêmes erreurs, les mêmes fautes ne se renouvellent pas, en entraînant les mêmes conséquences, comme cela se passerait si les mêmes hommes revenaient au pouvoir, qu'en compagnie de mon ami André Cluzeau je sollicite à nouveau vos suffrages.

La Fédération de la gauche démocrate et socialiste qui nous a désignés, groupe le Parti socialiste, les Clubs et le Parti radical. Elle est prête à constituer, avec le concours de tous les républicains sincères, épris de justice, de liberté et de progrès, un Gouvernement dont elle assumera la direction et qui, dans un climat social apaisé, permettra au pays de retrouver le calme et la confiance.

*
* *

Sur le plan local vous connaissez mon action et je vous donne l'assurance que, comme par le passé, je continuerai à apporter toute mon ardeur, tout mon dévouement et toutes mes forces au service de la ville et du département où je suis né et où j'ai toujours vécu.

Aucun des problèmes qui vous préoccupent, tant à la ville qu'à la campagne, ne me laissent indifférent et je m'attacherai à les résoudre avec la même persévérance.

Deux catégories de ces problèmes me tiennent particulièrement à cœur : ce sont ceux qui intéressent les jeunes, devant lesquels s'ouvre l'avenir et ceux qui concernent les personnes âgées ou économiquement faibles, auxquelles nous devons toute notre aide, tout notre appui d'autant plus qu'elles ne disposent que de peu de moyens pour faire entendre leur voix.

Il faut qu'au plus tôt, dans une France rénovée, dans une nation devenue fraternelle, règne la justice sociale et s'instaure une véritable démocratie, où toutes les libertés seront respectées par tous.

Louis LONGEQUEUE,
Maire de Limoges, Conseiller général
Député sortant

Il va de soi que je suis entièrement d'accord avec les déclarations de mon ami Louis Longequeue qui, sans démagogie aucune, mais avec cette franchise qui lui est coutumière, pose le problème des responsabilités dans la crise actuelle et revendique celles de l'avenir.

Administrateur émérite, il a continué depuis les dernières élections, à transformer la ville de Limoges et à la promouvoir à son rang de capitale régionale. Représentant à l'Assemblée Nationale d'une circonscription à la fois rurale et urbaine, il n'a pas manqué en toutes circonstances de souligner l'étroite solidarité qui lie les travailleurs ruraux et les travailleurs urbains.

Démocrate ardent, il a eu dans cette terrible crise provoquée par la carence du pouvoir, l'attitude d'un homme politique épris de justice et de fraternité.

C'est pourquoi, candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, il est dans cette circonscription le seul qui représente les valeurs permanentes que nous voulons défendre : la liberté, l'égalité, la fraternité.

André CLUZEAU,
Maire de Bellac
Vice-Président du Conseil général

2e CIRCULAIRE

Chères électrices, chers électeurs,

Mon ami André Cluzeau et moi-même avons été très sensibles aux nombreuses marques de confiance et de sympathie que vous nous avez données, dimanche dernier et pendant toute la campagne électorale.

Nous vous en remercions très vivement.

Dans ces temps troublés, votre appui est pour nous un grand réconfort et un immense encouragement.

Nous vous demandons, dimanche prochain, de renouveler cette confiance et d'entraîner avec vous les hésitants du premier tour.

Le pays qui a été conduit depuis dix ans à la situation inextricable que nous constatons, a besoin de se pencher enfin, humainement, sur les problèmes dramatiques qui se posent à diverses catégories sociales : les personnes âgées, les travailleurs de la ville et de la campagne, les artisans, les commerçants, la jeunesse, toutes ignorées par un Gouvernement qui ne voit les sujets qu'au sommet.

Le pouvoir exploite aujourd'hui à son profit les événements graves que nous venons de vivre et qu'il n'a su ni prévoir ni éviter.

Qui peut douter que demain les mêmes hommes ne recommencent les mêmes erreurs, ne commettent les mêmes fautes ?

Au second tour de scrutin, tous les républicains sincères doivent, partout et sans défaillance, porter leurs suffrages sur le candidat unique de la gauche.

Je vous demande donc de m'accorder, dimanche, vos suffrages et de manifester ainsi votre volonté de voir s'instaurer en France une République de justice sociale et de progrès.

Je continuerai alors, comme par le passé, à me consacrer de toutes mes forces au mandat que vous m'aurez confié. Je le ferai dans l'intérêt de tous, avec la volonté d'accélérer encore le développement économique de Limoges, de la Haute-Vienne et du Limousin.

Louis LONGEQUEUE
Maire de Limoges — Conseiller général — Député sortant

Remplaçant éventuel :

André CLUZEAU
Vice-président du Conseil général — Maire de Bellac

Candidats uniques de la Gauche et de la démocratie

VOSGES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bruyères, Charmes, Châtel-sur-Moselle, Epinal, Rambervilliers.

M. Marcel HOFFER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Vosgiennes, Vosgiens, mes amis.

Les Vosgiens, comme tous les Français, ne pourront oublier les journées angoissantes de la fin de mai. Plus précisément encore, ils conserveront dans leur mémoire vigilante les dates des 28, 29 et 30 mai qui semblaient marquer la fin de la République et de la liberté. M. Mitterrand annonçait qu'il était prêt à prendre le pouvoir et confiait généreusement le Gouvernement à M. Mendès-France.

Les conditions semblaient réunies pour imposer le départ du général de Gaulle, après avoir liquidé le Gouvernement. Les étudiants Cohn-Bendit, Geismar et Sauvageot, après avoir incendié les voitures, construisaient des barricades et déployaient le drapeau noir de l'anarchie et le drapeau rouge de la révolution, réclamaient dans la rue et dans les meetings la formation d'un Gouvernement populaire.

En déchirant le drapeau tricolore, les prétendus révolutionnaires déchiraient les institutions républicaines. En souillant et en profanant nos monuments, ils offensaient les anciens combattants.

Dans le trouble et l'anarchie qui s'installaient chez nous, la Fédération de la gauche et le Parti communiste, dépassés par les événements, emboîtaient le pas et exploitaient la grève générale. Ainsi pensaient-ils profiter du bouleversement pour s'emparer du pouvoir, renverser la V[e] République et installer un régime incontrôlable.

Les quelques minutes pendant lesquelles le Président de la République parla le 30 mai s'inscrivent dans l'histoire de notre Pays et marquent le virement décisif de la crise. Spontanément, le peuple de France, qui jusqu'alors s'était tu, se rassemble à Paris et en province pour clamer son indignation et sa fidélité à la République.

A l'initiative du Gouvernement, les accords de Grenelle se concluent et la paralysie quitte peu à peu le pays. Pour donner la parole au peuple de France, l'Assemblée Nationale a été dissoute le 30 mai et les élections générales fixées aux 23 et 30 juin prochains.

La future Assemblée sera animée par une volonté de renouveau. Sa tâche principale sera de promouvoir et d'inscrire dans les faits la réforme de structures périmées conformément à la volonté de la Nation manifestée par l'autorisation qu'elle en donnera au Président de la République.

« Réformes *oui* - Anarchie *non.* » Ce slogan est apparu en France au cours des manifestations. Il marque la volonté de tous de coopérer à la mise en place de ces réformes dans l'ordre et dans la paix.

Il est indispensable que l'Université soit transformée, que les rapports entre les maîtres et les étudiants s'établissent sur un plan de responsabilités partagées, mais surtout il faut qu'elle s'ouvre sur la Nation et qu'elle participe directement à la vie économique et sociale du pays. Mais il faut aussi que disparaissent les oppositions systématiques aux réformes, rejetées parce qu'elles étaient proposées par la Vᵉ République. La vérité ne peut se dégager que par une coopération.

La liberté de tous doit être sauvegardée dans le cadre des institutions républicaines. La liberté de grève est inscrite dans la Constitution et, dans les consciences, le devoir du travail.

Jamais élections législatives n'ont eu un caractère politique plus affirmé et n'ont autant été marquées du signe du destin. Il s'agit de choisir, en effet, entre la solution totalitaire et la démocratie, entre des hommes qui veulent un soi-disant Gouvernement populaire et des hommes qui veulent promouvoir les réformes indispensables dans le dialogue et dans la liberté. La France a besoin de continuité, avec une majorité réformiste qui, honnêtement, travaillera au bien de tous.

Mes amis, je me donne tout entier à ma tâche. Vous le savez, je poursuis mon travail pour assurer l'avenir de notre région. Des résultats importants sont venus couronner nos responsabilités ; d'autres vont être obtenus que j'espère vous faire connaître très rapidement. Chacun connaît, d'autre part, l'honnêteté et le dévouement de mon suppléant, M. Marcel Gourmand, maire de Charmes.

Pour vous, c'est un devoir sacré que de vous unir pour la défense de la République.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la liberté.

Votez

Marcel HOFFER

Député sortant
Président du district de la Moyenne-Moselle
Membre de la Commission de la production et des échanges
Ancien combattant — Ancien prisonnier de guerre
Ancien de Rawa-Ruska

Remplaçant éventuel :

Marcel GOURMAND

Maire de Charmes

Républicain indépendant

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Brouvelieures, Corcieux, Fraize, Provenchères-sur-Fave, Raon-l'Etape, Saint-Dié, Senones.

M. Maurice LEMAIRE

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

De quoi s'agit-il ?

Il s'agit d'un choix dont chacun mesure la gravité.

Après des jours d'angoisse, il nous faut mettre tout en œuvre pour que la France maîtrise son destin dans l'ordre démocratique et républicain.

Et d'abord devant le péril qui peut renaître, imposer des hommes intègres, courageux, efficaces.

Pour ma part, pressé par de nombreux amis je ne saurais renoncer en ce moment dramatique.

C'est pourquoi je rassemble mes forces que je sens intactes, et fort de l'expérience je veux les vouer à la liberté, la justice et la fraternité.

La liberté

Liberté ! nous ne te laisserons pas baillonner.

Liberté de penser, liberté d'expression et liberté de grève, ultime recours des travailleurs, mais liberté aussi pour chacun de travailler ou de reprendre son travail si dans sa conscience il le décide.

Sinon ce n'est plus de la démocratie, c'est la contrainte, le désordre, l'anarchie et sa conclusion fatale : la dictature.

La justice

La justice pour les humbles, pour les faibles, pour les vieux et pour les jeunes, et à tous les échelons, respect de l'homme.

Voilà notre objectif, voilà notre combat.

La fraternité

La liberté, la justice ne vont pas sans l'appel du cœur.

La fraternité, c'est d'abord la volonté de nous surmonter nous-mêmes pour être davantage solidaires, quel que soit notre fonction, notre métier.

Vosgiens, Vosgiennes, soyons fidèles à la France et à ses traditions de liberté, d'honneur et d'humanité.

Je vous convie à m'aider de tout votre cœur et de toute votre raison.

Arrière aux politiciens du drapeau rouge.
Arrière aux maoïstes.
Arrière aux révolutionnaires sans aveu.

Quelques directions d'action.

1° Maintien intégral des avantages acquis ou décidés pour les salariés, pour les vieux et pour les jeunes. Réforme des ordonnances. Abaissement progressif de l'âge de la retraite. Priorité aux bas salaires.

2° Dialogue avec les syndicats et dialogue au sein des Comités d'entreprise pour augmenter la productivité, la production et le pouvoir d'achats.

Ces trois facteurs inséparables doivent s'équilibrer et monter ensemble.

3° Rénovation dans toute l'économie : industrie, agriculture, artisanat, commerce, professions libérales. Dialogue avec les organismes représentatifs pour augmenter le produit national au profit de tous. Parité économique et sociale notamment pour les agriculteurs et les petites et moyennes entreprises.

4° Mettre fin au contentieux avec les organisations d'anciens combattants, prisonniers de guerre, résistants, veuves et victimes de guerre qui ont toujours des droits sur nous.

5° Accélérer les mesures en faveur des vieux qui eux aussi ont des droits naturels et impérieux.

6° Politique réaliste pour l'éducation et l'enseignement des jeunes en vue de préparer la France de demain. Dans la patrie de Jules Ferry, ce Vosgien qui ne fut jamais un sectaire, mais l'un de nos plus grands patriotes, nous nous devons de porter bien haut le drapeau de la jeunesse.

Enfin pour notre avenir économique, poursuivre à force dans notre région de Saint-Dié l'industrialisation. Je viens, prenant à cœur mon rôle de Président du grand Syndicat intercommunal d'obtenir des crédits importants pour créer en première étape des terrains industriels à Fraize-Plainfaing, dans la zone de Ban-de-Laveline, à Senones, Raon-l'Etape, Corcieux, Granges, Biffontaine. Et je n'oublie pas Saint-Michel-sur-Meurthe injustement sacrifié.

Et par-dessus tout le combat du tunnel ferroviaire et routier de Sainte-Marie où les concours financiers que j'ai recueillis ont permis d'entreprendre les études qui amèneront la décision finale en novembre prochain. Si je suis là, elle sera positive !

Ainsi, il dépend de vous de me permettre de mener à bonne fin la réalisation du grand axe : Nancy-Lunéville-Colmar, qui apportera la prospérité à toute notre région et à toutes nos vallées sans exception.

Vosgiens, Vosgiennes, joignez-vous à moi et à mon suppléant et ami A. Vaucourt pour cette œuvre capitale de notre avenir.

Maurice LEMAIRE

Député sortant — Ancien ministre
Commandeur de la Légion d'honneur pour faits de guerre exceptionnels
Croix de guerre 1914-1918 avec palme
Croix de guerre 1939-1945 avec palme
Croix de guerre belge 1914-1918 avec palme

Remplaçant éventuel :

André VAUCOURT

Conseiller municipal de Saulcy-sur-Meurthe

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Gérardmer, Plombières-les-Bains, Remiremont, Saulxures-sur-Moselotte, le Thillot.

M. Christian PONCELET

(Candidat Ve République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Vosgiennes, Vosgiens, mes amis,

Le 5 mars 1967, avec plus de 67 % des voix, vous m'avez renouvelé votre confiance.

Je ne pense pas avoir démérité depuis, l'esprit de service qui m'animait est resté le même. Mon action s'est développée et se poursuivra selon les mêmes principes.

Mais la France vient de vivre des journées dramatiques. Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est d'ailleurs encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment de stupeur et d'angoisse, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté d'une façon éclatante son désir d'ordre et de paix.

Et aujourd'hui, c'est par le suffrage universel que le peuple souverain devra, une fois de plus, choisir sa voie entre un désordre préludant à la dictature totalitaire ou l'adaptation des structures économiques, universitaires et scolaires au progrès social.

Aucun régime ne saurait avoir la prétention d'être parfait. Sans doute y a-t-il eu des erreurs, des hésitations, des négligences en certains domaines et notamment sur les plans du travail et de l'université. Il est possible en effet que ce qui a été appelé « intendance » n'ait pas parfaitement suivi, que différentes mesures, et je pense ici à certaines dispositions des « ordonnances », aient été maladroites. A ce sujet, chacun sait que j'ai constamment agi pour en obtenir plusieurs assouplissements. Mais reconnaissons, en toute bonne foi, que dans l'ensemble notre pays est prospère et que beaucoup de choses ont été faites. Reconnaissons que le général de Gaulle, réélu Président de la République au suffrage universel, nous a préservé de tout conflit extérieur alors que l'on se bat en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique.

Et puis, fallait-il avoir recours à la violence, fallait-il brûler, détruire, fallait-il outrager le passé et l'histoire de notre pays.

La menace qui a plané sur nos libertés fondamentales, sur nos institutions, les excès, les barricades, les élucubrations forcenées de l'étudiant allemand, brandissant le drapeau noir de l'anarchie, doivent, pour tous les gens de bon sens, être matière à réflexion.

Il est temps, grands temps de renoncer à la haine, à la violence qui n'épargnent d'ailleurs, hélas, aucun peuple. Nous venons de le constater avec l'assassinat du frère du Président Kennedy, la victime de Dallas.

Il est temps de revenir au calme, à la fraternité, à la paix sociale et à la construction, tous ensemble, d'un ordre plus humain, plus juste, plus équitable.

Depuis que je suis venu parmi vous, en 1962, l'ancien militant que je suis s'est efforcé, de toute son âme de jeune, de vous servir, de vous aider, de vous comprendre, de vous aimer.

Mon programme n'est pas inconnu et n'a d'ailleurs rien de mythique puisqu'il a ses racines dans six années de travail dont je ne rappellerai pas toutes les conséquences sur le plan des réalisations et sur lesquelles chacun est maintenant fixé.

Je me bornerai ici à résumer les réalisations essentielles depuis mars 1967.

Emploi : reconversions difficiles des industries textiles de Vagney, Sapois et La Bresse.

Industrie : Textile : amélioration des moyens et modalités du Fonds de soutien. — Bois : révision et réduction de certaines taxes. — Granit : limitation des importations, etc.

Agriculture : maintien du Centre agricole de Remiremont, octroi de crédits à certaines communes (les seules de tout l'Est) au titre de la rénovation rurale. Défense des produits agricoles.

Tourisme : aménagement des champs de neige, création de zones résidentielles telle celle de Basse-sur-le-Rupt.

Routes : aménagements importants des routes nationales 66 et 57. Reconstruction du pont de Sapois et d'Eloyes. Réalisation d'un important ouvrage d'art (1 milliard d'A.F.) à Bussang.

Transports : maintien des lignes S.N.C.F. Remiremont-Bussang et Remiremont-Cornimont.

Téléphone : mise en automatique intégral de Plombières et des environs.

Construction : réalisation en 1968 de logements H.L.M. à Vagney (15), Saint-Amé (14), Rochesson (6), Bellefontaine (6 pavillons) et la poursuite d'autres programmes.

Affaires sociales : construction d'un nouveau bâtiment de la Sécurité sociale à Remiremont et Saulxures-sur-Moselotte. Après Saint-Etienne-les-Remiremont, Saulxures et Cornimont, création d'un foyer pour personnes âgées à Le Thillot. Défense des aides familiales. Versement d'indemnités pour intempéries aux bûcherons. Attribution d'allocation aux ouvriers privés d'emploi, etc.

Education nationale jeunesse : maintien de la section de mécanique industrielle au lycée de Remiremont. Obtention de crédits pour la réalisation de salles omnisports et de piscines ainsi que de deux clubs de jeunes dans l'arrondissement. Attribution de prêts d'honneur aux étudiants vosgiens.

Au surplus, chacun sait que je suis intervenu en de multiples occasions à la tribune de l'Assemblée Nationale auxquelles il convient d'ajouter 5 questions orales et 23 questions écrites posées à différents ministres. Ici, je ne mentionnerai que ma vigoureuse intervention, au moment de la discussion budgétaire en novembre dernier, qui m'a permis d'obtenir le « Titre de reconnaissance de la Nation » pour les anciens combattants d'Afrique du Nord.

En toute sincérité le bilan est positif.

Ma seule ambition est de continuer à œuvrer pour le bien-être de toutes et tous. Mes activités passées sont, vous le savez, vos meilleures garanties pour l'avenir.

Je ferai tout pour que ce qui a été acquis ne puisse être compromis demain. Je m'efforcerai de pallier les effets de certaines décisions qui pourraient être préjudiciables à la survie de certaines entreprises. Il est temps pour les jeunes, étudiants et ouvriers, de préparer, avec l'aide et la compréhension des anciens, un avenir qui leur paraît bouché. Des contacts ont été pris entre parents, professeurs et étudiants (nous en avons eu de constructifs et d'utiles à Remiremont et ailleurs).

Je ferai tout pour que la prospérité nationale soit encore mieux répartie. J'agirai sans relâche pour que soit encore améliorée la condition des Français les plus humbles, des personnes âgées, des jeunes ménages. Les uns et les autres connaissent une vie parfois difficile. Je combattrai pour obtenir l'augmentation de certaines pensions, le reclassement professionnel de nos aînés et l'avancement de l'âge de la retraite, surtout pour les femmes. Ce dernier point me tient tout particulièrement à cœur. En un mot, je serai comme hier à la pointe des réalisations qui tendront à la mise en place d'une société toujours plus pacifique et toujours plus heureuse.

Nous voulons, tous, les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions si difficiles à prendre, lorsqu'il s'agit de gouverner un

grand pays moderne et de le maintenir dans la voie de la liberté et du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux et d'abord pour les plus défavorisés.

Les survivants des camps de concentration, tous les anciens combattants et prisonniers de guerre qui souhaitent aujourd'hui vivre en paix, dans le travail et l'honnêteté, exigent, et avec eux les morts de 1914-18 et 1939-45, le respect du drapeau tricolore, tiercé de la liberté, dont on a dit à juste titre qu'il avait fait le tour du monde.

Il s'agit maintenant, avec le concours d'un gouvernement stable et aux yeux encore mieux ouverts, de rendre à notre France sa place, non certes la première, mais celle que lui mérite son passé, l'ardeur et le bon sens de ses enfants, dans un monde en perpétuelle évolution.

Il s'agit de construire l'Europe pour qu'elle soit, dans la fraterntié des Nations, un élément essentiel d'un univers pacifié.

C'est d'ailleurs dans ces perspectives que la jeunesse, dont nous devons élever les regards au-delà des mornes horizons de la haine et du désespoir, pourra envisager avec confiance son avenir.

Mais tout de suite, au-delà des troubles qui ont agité le pays et mis en péril son économie, il nous faut, tous ensemble, chercher à rétablir et à affermir la paix dans les esprit et dans les cœurs.

Par le libre jeu des forces démocratiques, chacun sera, le 23 juin, maître de ses destinées et du sort de la Patrie.

Mais, en vérité, le choix est aujourd'hui simple.

Il vous faut choisir entre la haine, la violence et le désordre qui conduisent au totalitarisme lugubre avec la complicité de ses alliés d'un moment, ou la République, la liberté et la fraternité, qu'avec le général de Gaulle, nous voulons continuer à défendre ardemment.

C'est donc pour vous un devoir sacré que de vous unir pour désigner des hommes décidés à défendre énergiquement notre République.

Avec mon ami, l'ancien combattant de 14-18, médaillé militaire et de Verdun, André Boileau, resté fidèlement à mon côté, estimé unanimement par la population de nos vallées, j'attends, nous attendons, candidats de l'Union pour la défense de la République, avec confiance, le verdict des Vosgiennes et Vosgiens.

Tous les deux, avec cœur et dévouement, nous continuerons, si vous le voulez bien, à servir.

Toutes et tous vous voterez et ferez voter pour l'action, le dévouement, l'efficacité.

Toutes et tous vous voterez et ferez voter :

Christian PONCELET
Député sortant
Conseiller général
Maire-adjoint de Remiremont
Vice-Président de la Commission de la production et des échanges à l'Assemblée Nationale
Rapporteur du Budget de l'Industrie

Remplaçant éventuel :

André BOILEAU
Maire-adjoint de Fresse-sur-Moselle
Mutilé de guerre — Médaillé militaire
Croix de guerre avec palme
Chevalier du Mérite combattant — Médaille de Verdun

Voter est un devoir. Pas d'abstention. Faites votre devoir. Votez !

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bains-les-Bains, Bulgnéville, Châtenois, Coussey, Darney, Dompaire, Lamarche, Mirecourt, Monthureux-sur-Saône, Neufchâteau, Vittel, Xertigny.

M. Albert VOILQUIN

(Candidat pour la défense de la République, Républicain indépendant)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Chères électrices, chers électeurs,

Mars 1967... c'était hier. Juin 1968, c'est aujourd'hui, et après les troubles qui viennent d'agiter notre pays, mon ami Paul Didier et moi-même venons à nouveau solliciter votre confiance, car nous devons continuer ensemble la tâche entreprise.

En reprenant nos professions de foi, vous constaterez qu'une grande partie de ce qui vient d'être accordé et promis par le Gouvernement y était contenu et demandé, tant en ce qui concerne la fonction publique que le secteur nationalisé et une partie du privé... Beaucoup est encore à faire pour un certain nombre de catégories : cadres, agriculteurs, artisans, commerçants, classes moyennes, anciens combattants, personnes âgées, militaires de carrière et du contingent, etc.

Nous avons d'ailleurs déposé dernièrement deux propositions de loi, l'une tendant à l'intégration de l'indemnité de résidence dans la rémunération soumise à retenue pour pension et l'autre tendant à permettre la constitution d'une pension de retraite complète par le rachat des annuités manquantes.

Les propos du Président de la République sont à méditer ; les engagements pris par le Premier Ministre ne seront pas oubliés, non plus que les promesses faites aux étudiants.

Le protocole d'accord de la rue de Grenelle est pour beaucoup de Français un point de départ, un palier, un élément de référence, il ne faut pas l'oublier, aussi bien pour le privé que pour la fonction publique et le secteur nationalisé.

Les agriculteurs aussi souhaitent des réformes économiques et sociales dans le respect, ont-ils dit, de la légalité et des libertés fondamentales. Ils sont concernés par la crise actuelle et doivent pouvoir s'asseoir à la même table que les autres catégories de la Nation.

Il est bien entendu que nous sommes entièrement d'accord pour examiner le problème concernant l'avancement de la retraite à soixante ans.

Les petites et moyennes entreprises doivent pouvoir redémarrer et faire face à leurs nouvelles obligations sociales ou fiscales sans contreparties immédiates.

La réforme fiscale doit être poursuivie et assurer une répartition plus juste de l'impôt.

Il ne faut pas que les prix puissent prendre l'ascenseur et devancent, une fois encore, les rémunérations montant par l'escalier.

L'avenir du franc doit demeurer notre souci, par un soutien vigilant de son cours, afin d'éviter de redoutables conséquences, aussi bien sur le plan international que pour la population de notre pays.

Que la Lorraine devienne une province équilibrée et qu'elle soit, avec notre pays, protégée contre la technocratie sans cœur ni bon sens.

Que nos Vosges ne soient plus oubliées mais retrouvent, avec l'énergie qui est la leur, l'aide et les encouragements auxquels elles doivent prétendre.

Notre région de la Plaine et de la Vôge veut et doit bénéficier de la décentralisation, du plein emploi et du classement en zone II.

Elle exige la construction des établissements figurant sur la carte scolaire ;

— que soient maintenant tenues les promesses faites dans le domaine de l'O.R.T.F. ;
— que ne lui soient pas enlevées ses lignes ferroviaires indispensables ;
— que soient poursuivis et améliorés tous les programmes d'habitations ;
— que des crédits plus importants permettent la réalisation des projets d'adduction d'eau, d'assainissement, d'éclairage, etc. ;
— l'aérodrome de Mirecourt-Juvaincourt doit aider à l'expansion de notre région ;
— la création du canal doit être poursuivie, nos voies de communication améliorées.

Bref, que la circonscription puisse croire en son avenir en s'appuyant d'un côté sur Epinal, avec le triangle de forces de la Vôge et d'un autre sur la zone de peuplement de la Plaine avec son triangle de forces Mirecourt, Vittel, Neufchâteau et toutes les agglomérations qui s'y rattachent.

Le temps des excès est terminé et, au moment où disparaît un homme d'Etat américain dont la vie était basée sur la jeunesse et l'optimisme,

nous redisons avec plus de force encore :

— Oui à la paix
— Oui à la justice sociale
— Oui à la liberté
— Oui à la démocratie
— Oui à la République
— Non à la violence
— Non au désordre
— Non au fascisme d'où qu'il vienne
— Non à l'anarchie
— Non à l'asservissement

La libre consultation de notre pays des 23 et 30 juin prochains doit permettre l'ouverture et l'épanouissement du dialogue et la participation dans tous les domaines et à tous les échelons et le rapprochement, sans tarder, des hommes de bonne volonté épris de justice sociale et de liberté.

Il vous appartient donc de décider, en toute connaissance et en toute liberté, si vous nous conservez votre confiance.

Vivent la Plaine et la Vôge !
Vive la République !
Vive la France !

Albert VOILQUIN

Candidat pour la défense de la République - Républicain indépendant

Député sortant
Conseiller général
Maire de Neufchâteau
Secrétaire et Rapporteur de la Commission de l'Economie et des Finances
Vice-Président de la Commission de vérification des comptes
Ancien combattant 1939-1945
Ancien P.G. — Ancien C.V.R.

Remplaçant éventuel :

Paul DIDIER

Maire de La Haye
Conseiller général de Bains-les-Bains
Président des exploitants forestiers et scieurs Vosges Plaine
Président du Syndicat d'électrification Saône-Côney
Membre de la Commission de l'agriculture au Conseil général
Membre de la Commission départementale des structures

YONNE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Aillant-sur-Tholon, Auxerre-Est, Auxerre-Ouest, Bléneau, Charny, Coulanges-la-Vineuse, Courson-les-Carrières, Saint-Fargeau, Saint-Sauveur, Toucy.

M. Jean-Pierre SOISSON

(Candidat républicain indépendant - V[e] République)
élu le 30 juin 1968
(R.I.)

1[re] CIRCULAIRE

Françaises, Français,

La situation est grave — très grave. Le communisme, avec l'appui de la Fédération de la gauche, a tenté de s'emparer du pouvoir selon des méthodes révolutionnaires. Il veut établir en France une démocratie populaire, comme en Pologne ou en Tchécoslovaquie.

Devant cette menace, tous les républicains doivent s'unir pour la défense de la liberté et des institutions.

Tel est le sens de ma candidature.

J'ai été l'an dernier — comme je le suis aujourd'hui — le candidat de la V[e] République (Républicain indépendant), recueillant au deuxième tour près de 19.000 voix.

Les électeurs modérés m'ont alors accordé leur confiance. Aujourd'hui, de nombreux conseillers généraux, de nombreux maires de la circonscription me demandent de me présenter à nouveau : je ne crois pas pouvoir me dérober aux appels pressants de tous ceux qui, rejetant le communisme et ses alliés, désirent être représentés à l'Assemblée Nationale par un vrai Auxerrois.

Depuis plus d'un an, je n'ai cessé de défendre les intérêts de la région.

Avec le sénateur Guillaumot, j'ai accompli une œuvre importante : travaux de remembrement, d'adduction d'eau, d'électrification, construction de logements, équipement des communes, etc.

Avec le Conseil municipal d'Auxerre, si je suis élu, je compte tout mettre en œuvre pour assurer le développement de notre cité.

Ce combat pour le développement, essentiel à mes yeux, je l'ai mené et je le continuerai.

Je suis jeune et je crois à l'avenir de notre région.

Je suis pour le soutien du général de Gaulle : personne dans l'Auxerrois ne peut en douter, mon action passée l'a suffisamment prouvé. J'ai choisi comme suppléant M. Louis-René Aubin, commerçant déporté-résistant, Chevalier de la

Légion d'honneur, dont tous les Auxerrois connaissent le dévouement au service de la France.

Je suis pour des réformes profondes accomplies dans l'ordre.

Je suis pour le dialogue, la contestation, la participation.

Je suis contre le communisme totalitaire, contre l'anarchie, contre l'inconditionnalité.

Mon but est de regrouper dans l'Auxerrois tous les modérés qui désirent la poursuite de l'œuvre entreprise depuis 1958, avec une majorité élargie faisant place aux hommes du centre et dans un sens plus libéral.

Entre la contrainte et l'anarchie, la voie nouvelle de la France est celle de la liberté dans la majorité.

Pour l'union des modérés

— Contre le communisme et l'anarchie avec le général de Gaulle,
— Pour une majorité élargie avec le centre.

Votez tous pour un candidat de l'Auxerrois.

JEAN-PIERRE SOISSON

Républicain indépendant - Ve République

Conseiller à la Cour des Comptes
Conseiller technique au cabinet de M. Edgar Faure, Ministre de l'Agriculture
Licencié en droit, diplômé d'Etudes supérieures de droit public
Diplômé de l'Institut d'études politiques et de l'Ecole nationale d'administration
Professeur à l'Institut d'Etudes politiques
Officier de réserve — Croix de la Valeur militaire (4 citations)

Remplaçant éventuel :

LOUIS-RENÉ AUBIN
Commerçant
Déporté-Résistant
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaillé militaire
Médaillé de la Résistance

2e *CIRCULAIRE*

Auxerrois, Auxerroises,

Je tiens d'abord à vous remercier.

J'ai été profondément touché par la confiance que vous m'avez témoignée : avec 14.037 voix, vous m'avez porté en tête du scrutin de dimanche dernier.

Mais rien n'est encore gagné. Le deuxième tour sera extrêmement serré et aucun suffrage ne doit être perdu.

Car la situation est désormais claire : M. Chenot se désiste en ma faveur et M. Kaeufling se retire : je suis le seul candidat à m'opposer au communisme et à ses alliés.

Elu en 1967 avec les voix du Parti communiste, M. Périllier a fait campagne aux élections cantonales de Coulanges-la-Vineuse pour le candidat de ce parti et bénéficie aujourd'hui du désistement de son représentant.

Samedi dernier, au marché couvert d'Auxerre, j'ai à peine pu m'exprimer. Pour

les communistes et leurs alliés, la liberté de parole n'existe pas. Louis Périllier s'est écrié « Camarades ! ». Alors, il a été écouté...

Ce terme de « camarades » s'adressait-il aux électeurs modérés de la région que M. Périllier prétend rassembler ?

Avec le sénateur Guillaumont, j'ai constitué, depuis les dernières élections, une équipe au service de toutes les communes de la circonscription.

Nous avons réalisé une œuvre importante : travaux d'adduction d'eau, d'électrification, de remembrement, construction de logements sociaux, équipement des communes, etc.

Avec M. Jean Moreau et le conseil municipal d'Auxerre, si je suis élu, je mettrai tout en œuvre pour assurer le développement de notre ville et la construction du grand centre industriel, commercial et culturel qu'Auxerre doit être demain.

Vous connaissez le sens de mon action :

Je suis pour le soutien au Président de la République, élu au suffrage universel, et pour la liberté dans la majorité.

Je suis pour les réformes profondes que souhaitent tous les Français.

Je suis pour la contestation, la participation et la réforme de l'administration.

Je souhaite que chacun soit associé à l'élaboration et à la prise des décisions qui le concernent.

Je suis pour l'ordre et le dialogue.

Entre la contrainte et l'anarchie, la voie nouvelle de la France est celle de la liberté dans la majorité.

Pour l'union des modérés

— Contre le communisme et l'anarchie avec le général de Gaulle,
— Pour une majorité élargie avec le centre.

Votez tous pour un candidat de l'Auxerrois.

JEAN-PIERRE SOISSON

Républicain indépendant - Ve République

Conseiller à la Cour des Comptes
Licencié en droit, diplômé d'Etudes supérieures de droit public
Diplômé de l'Institut d'études politiques et de l'Ecole nationale d'administration
Professeur à l'Institut d'Etudes politiques
Officier de réserve — Croix de la Valeur militaire (4 citations)

Remplaçant éventuel :

LOUIS-RENÉ AUBIN

Médaillé de la Résistance
Chevalier de la Légion d'honneur
Médaillé militaire
Commerçant
Déporté-Résistant

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Ancy-le-Franc, Avallon, Chablis, Coulanges-sur-Yonne, Cruzy-le-Châtel, Flogny, Guillon, l'Isle-sur-Serein, Ligny-le-Châtel, Noyers, Quarré-les-Tombes, Saint-Florentin, Seignelay, Tonnerre, Vermenton, Vézelay.

M. Jean CHAMANT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(R.I.)

Mes chers compatriotes,

La France vient de vivre des semaines dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée. La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouge et noir, nous avons vu s'avancer non pas la révolution qui libère, mais celle qui opprime.

Le peuple de France, celui de nos villes et celui de nos campagnes, n'en veut pas. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, il a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Si les plus graves périls sont conjurés, ils ne sont pas surmontés. Il dépend maintenant de chacune et de chacun d'entre nous, que, dans l'apaisement retrouvé, des réformes indispensables soient accomplies, non dans la hâte et l'improvisation, mais dans la réflexion et dans le calme.

Comment y parvenir ?

En soutenant sans défaillance l'action entreprise par le général de Gaulle et par ceux qui se réclament de lui. Les nuances qui nous séparent, les divergences d'appréciation si légitimes en d'autres temps, peuvent et doivent s'effacer devant les nécessités du salut national.

Electrices, électeurs de la circonscription d'Avallon, Tonnerre, Saint-Florentin, la confiance que les événements m'amènent de nouveau à solliciter pour qu'elle se porte massivement sur mon nom dépasse de beaucoup ma personne : elle est la manifestation de notre volonté commune de continuer à vivre sous les lois de la République et dans la paix.

Vive la République !
Vive la France !

JEAN CHAMANT

Candidat d'Union pour la défense de la République

Ministre des Transports
Conseiller général de l'Yonne

Remplaçant éventuel :

GEORGES BARILLON
Conseiller général
Maire de Flogny

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Brienon-sur-Armençon, Cerisiers, Chéroy, Joigny, Pont-sur-Yonne, Saint-Julien-du-Sault, Sens-Nord, Sens-Sud, Sergines, Villeneuve-l'Archevêque, Villeneuve-sur-Yonne.

M. Gaston PERROT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Nous venons de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays, si attaché à la liberté, à la République et à la paix, une vague de violences inouïes s'est déchaînée.

La haine, le nihilisme, l'anarchie, empruntant le prétexte de réformes — nécessaires, nul ne l'a jamais nié — ont débouché sur l'émeute.

Paris et de nombreuses villes ont connu des heures sanglantes au cours desquelles l'esprit de destruction s'est acharné.

Le tombeau du Soldat inconnu a été profané, le drapeau rouge a été arboré, bien vite remplacé par le sinistre drapeau noir, symbole de ruines et d'anéantissements.

Et ce singulier étudiant qu'est Cohn-Bendit déclarait (à Amsterdam le 22 mai) : « Le drapeau français est fait pour être déchiré ».

Nous avons vu alors certains hommes politiques des oppositions, saisir l'occasion, préparer un coup d'Etat et fomenter un prétendu « gouvernement de transition ».

Au bout de tout cela se profilaient déjà totalitarisme et suppression de la démocratie, comme on l'a vu en maints endroits par le refus des votes secrets sur les lieux de travail.

La France, dans son immense majorité, ne veut pas cela.

Après un moment de stupeur et d'angoisse, le pays s'est ressaisi à l'appel du général de Gaulle, une fois de plus digne de son immense rôle historique.

D'une façon éclatante, la France a manifesté son désir de paix civile.

La dissolution de l'Assemblée est une mesure sage. Dans de telles circonstances, seul le peuple en son entier, et par un vote secret, doit avoir la parole.

En démocratie, aucun parti, aucun syndicat, aucun groupe et encore moins aucune émeute ne peuvent se substituer au seul souverain : le peuple.

Le 23 juin prochain aura lieu le premier tour des élections.

Plus que toute autre, cette consultation générale revêt pour l'avenir de la France et de chacun une importance majeure.

Plus que jamais vous tenez votre sort dans vos mains.

Il est indispensable que tous et toutes votent.

L'abstention serait une faute immense et une lâcheté.

Vous avez le devoir sacré et patriotique d'envoyer à l'Assemblée Nationale des hommes décidés à défendre la liberté, la République, la France et son drapeau et, pour cela, à constituer une majorité solide et convaincue.

Il s'agit d'élections nationales, d'une importance nationale, et non pas d'élections municipales ou cantonales.

Quand la liberté est menacée, l'heure n'est plus aux hésitations ; voter centriste débouche sur l'inconnu. Sachez que le leader centriste P.D.M., M. Duhamel, soutiendra les candidats F.G.D.S., c'est-à-dire des otages du totalitarisme.

Sachez aussi qu'aucun leader centriste n'a pris part aux grandes manifestations de défense de la République.

Le centrisme et sa prétendue « troisième voie » ne sont aujourd'hui qu'un leurre.

La République et la liberté sont en danger.

Vous devez choisir — dès le premier tour — celui que vous jugerez le plus fidèle à la France, à la République, à la liberté et à la paix civile.

Il y a quinze mois, la grande majorité d'entre vous m'a réélu.

Ce mandat expirait en 1972, date à laquelle je n'en aurais pas demandé la reconduction.

Je vous avouerai franchement qu'à l'annonce de la dissolution, j'étais décidé à ne pas me représenter.

Mais j'ai reçu, depuis lors, des centaines de visites, de communications téléphoniques et de lettres me priant instamment de continuer le combat.

Cet afflux de messages de confiance m'a vivement ému, provenant de tous milieux, de toutes localités et de tous bords politiques nationaux.

En conscience, je me suis senti tenu par un véritable devoir patriotique.

Je suis donc candidat au renouvellement du mandat qu'en 1958, 1962 et 1967 vous m'aviez conféré.

Je suis candidat d'Union pour la défense de la République, le seul investi à ce titre dans notre circonscription.

Je n'ai jamais varié de famille politique.

Depuis toujours j'ai affirmé et démontré, et jusqu'au bout, j'affirmerai et démontrerai mon attachement et ma fidélité à la France, à la République et à la liberté, ainsi qu'à celui qui, en tant et tant d'heures tragiques, les a défendues, protégées et incarnées : le général de Gaulle.

L'heure n'est pas aux comptes rendus de mandat.

Mais n'oublions tout de même pas la paix retrouvée, l'établissement d'institutions qui ont fait le mois dernier la preuve de leur solidité et la création de liens internationaux et diplomatiques qui, eux aussi le mois dernier, ont démontré leur vigueur et leur profondeur.

N'oublions pas non plus que notre pays est couvert de chantiers et de travaux et qu'il est devenu le quatrième exportateur mondial et le troisième pour le produit national brut par habitant.

Quant à la situation intérieure, le tableau dressé en avril dernier pour la Commission des Comptes de la Nation annonçait un rythme d'expansion de 5,4 % (au lieu de 5 % en 1967), des investissements publics accrus de 10 %, etc.

Rien de tout cela n'aurait pu être obtenu sans l'action conjuguée des Français et du Gouvernement.

De nombreuses réformes et améliorations étaient en projets et discussions. Elles auraient abouti sans nul doute.

Les événements de mai dernier ont fait que la plupart d'entre elles et d'autres aussi ont été opérées d'un seul coup.

Nul n'a jamais nié leur utilité et leur nécessité.

Je suis de ceux qui les approuvent et qui souhaitent que la leçon soit tirée de ce mouvement que personne n'avait d'ailleurs prévu et qui se manifeste dans bien d'autres pays que le nôtre.

Mais je pense que, pour le bien commun, les réformes restant à faire (celle de l'enseignement à tous ses degrés notamment) doivent être accomplies dans la légalité et dans l'ordre, conditions nécessaires pour que les citoyens intéressés puissent, dans leur propre intérêt, y participer utilement.

Tel est l'objectif national que je vous propose :

Sauvegarde de la République.
Défense de la liberté, celle du travail notamment.
Consolidation des réformes et des améliorations.
Poursuite de la rénovation, avec la participation des intéressés.

Localement, je continuerai, si vous me renouvelez votre confiance, à aider sans distinction d'opinions ceux qui feront appel à moi, comme je n'ai cessé de le faire depuis des années (ce qu'attestent par milliers, lettres, dossiers et publications d'interventions dans la presse).

Je continuerai aussi à aider les élus locaux.

Enfin, je tiens à rappeler que si le District de Sens peut vivre, c'est grâce à la saine gestion financière de la ville de Sens qui en assure le coût à 93 %.

Sans la ville de Sens, la District n'est rien et, sans elle, aucun des grands travaux n'eût vu le jour.

En conclusion, je ne saurais trop insister : le vote du 23 juin est vital pour la France comme pour vous.

Le choix est entre liberté et totalitarisme. Il ne s'agit pas de vains mots : se sont déroulés en Tchécoslovaquie, ces jours-ci, quelques faits restés inaperçus. Les voici :

— le 23 mai : Le Présidium du Parti communiste condamne la reprise des activités du parti social-démocrate (ce qui signifie que le Parti communiste est le seul parti autorisé) ;

— le 25 mai : Le Ministre de l'Intérieur déclare : « Toute tentative d'organiser un nouveau parti politique sera considérée comme un acte illégal » ;

— le 30 mai : M. Dubcek, secrétaire du Parti communiste, déclare : « Il n'y a pas de place chez nous pour une opposition anticommuniste, sous quelque forme que ce soit » ;

— le 31 mai : Les premières unités militaires soviétiques entrent sur le territoire tchécoslovaque, pour des « exercices d'état-major » d'une durée indéterminée.

Au moment de choisir, rappelez-vous ces faits.

Pour la France — comme pour d'autres pays — la menace totalitaire est réelle.

A vous de la conjurer pour que :

Vive la France.
Vive la République.
Vive la liberté.

Gaston PERROT
Minotier
Député sortant
Maire de Sens

Remplaçant éventuel :

Jean-Henri GRANDJEAN
au Grand-Longueron, par Joigny
Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre (4 citations)
Résistant — Déporté
Ancien maire — Ancien agriculteur
Administrateur de Centre d'apprentissage agricole

2e CIRCULAIRE

Mes chers concitoyens et concitoyennes,

Dimanche dernier, 24.161 d'entre vous m'ont placé très loin en tête de tous les candidats de notre circonscription, avec 46,37 % des suffrages exprimés.

Je les en remercie très chaleureusement. Ils ont ainsi marqué nettement leur volonté :

Nationalement :

— de défendre la République et la France avec son drapeau aux trois couleurs nationales, contre le totalitarisme avec son drapeau rouge et l'anarchie avec son drapeau noir ;

— de promouvoir dans la paix nationale et sociale et dans la légalité, les réformes et améliorations dont nul n'a jamais contesté la nécessité.

Localement :

— de soutenir le candidat qui, depuis 1958, a préféré les actes et les réalisations aux discours et l'action efficace aux promesses irréalisables, le candidat dont le passé et la fidélité constante à la France, à la République et au général de Gaulle garantissent l'action à venir.

A la veille du second tour, je tiens à réaffirmer :

— Mon indéfectible attachement à la France, à la République, au drapeau tricolore et au général de Gaulle, leur garant et leur rempart.

— Ma volonté de servir mes concitoyens et notre petite Patrie sans distinction aucune.

— Mon souci d'accentuer toujours ce qui peut nous unir plutôt que ce qui peut nous diviser.

Depuis 1947 à la mairie de Sens et depuis 1958 à l'Assemblée Nationale, je vous ai représentés, aidés et appuyés et j'ai servi la France et la République.

A l'heure où notre Pays et notre République sont l'objet de menaces totalitaires, je vous convie tous et toutes, sans aucune abstention, à les défendre, dans le souci vigilant de la paix sociale et nationale, dans le maintien de la légalité, dans le respect de la liberté, de toutes nos libertés.

Vive la France !
Vive la République !
Vive le général de Gaulle !

GASTON PERROT
Minotier
Député sortant
Maire de Sens

Candidat d'Union pour la défense de la République.

Remplaçant éventuel :

JEAN-HENRI GRANDJEAN
au Grand-Longueron, par Joigny
Commandeur de la Légion d'honneur
Croix de guerre (4 citations)
Résistant — Déporté
Ancien maire — Ancien agriculteur
Administrateur de Centre d'apprentissage agricole

YVELINES

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Houilles, Maisons-Laffitte.

M. Michel JAMOT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Jamais peut-être dans l'histoire de la République française, des élections n'ont revêtu le caractère de gravité de celles du 23 juin prochain.

En effet, ce ne sont plus des luttes d'idéologie, de personnalités plus ou moins sympathiques, de partis.

C'est la lutte de la paix, de l'ordre, des institutions républicaines contre la violence, la haine, l'anarchie, la révolution.

La lutte de nos trois couleurs contre les drapeaux noir et rouge, précurseurs du totalitarisme.

La soi-disant unité de la gauche vient de faire ses preuves, particulièrement dans notre circonscription :

4 candidats de « gauche » contre 1 du parti de l'ordre et des défenses républicaines.

Le besoin de réformes est incontestable !

Nous voulons les grandes réformes nécessaires pour faire participer les citoyens aux décisions si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne, et de le maintenir dans la voie du progrès.

La France enfin rénovée, remise de l'horrible chaos dont l'ont sortie la Ve République et les forces vives de la Nation, devait sous la dernière législature mettre en œuvre ces réformes.

Malheureusement la majorité incertaine issue des élections de mars 1967, hypothéquée par les prétentions de certains groupes « charnière », ne fut pas en mesure d'entreprendre efficacement ce travail.

Des groupes d'agitateurs envoyés et dirigés par certains pays étrangers craignant une France forte et prospère, ont profité de revendications justifiées pour essayer de semer l'anarchie, amener une révolution dont aucun vrai Français ne veut.

Rien ne se fait dans le désordre, dans la haine, dans le sang.

Pour des réformes dans l'ordre et la légalité républicaine la liberté du travail et d'expression.

Contre l'anarchie et le totalitarisme...
Vous voterez

Michel JAMOT
Maire du Mesnil-le-Roi — Vice-Président du Conseil général
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Roland DUMENIL

2e *CIRCULAIRE*

Lors du premier tour de scrutin les habitants de la circonscription ont prouvé par leur vote massif qu'ils entendent participer aux réformes que doit mettre en place la nouvelle Assemblée Nationale.

La majorité d'entre eux a compris :

— que rien ne peut se créer dans le désordre, la haine, les soulèvements de rue, les occupations d'usines ;
— que les libertés républicaines ne consistent pas à permettre à une minorité d'empêcher une majorité de travailler, de passer des examens, de vivre normalement ; mais bien de laisser chaque citoyen choisir sa voie en toute liberté.

La France entière a prouvé qu'elle refusait l'aventure... la guerre civile...

Elle doit, lors de ce deuxième tour, rendre définitif son choix de dimanche dernier.
Malgré le succès massif de ce scrutin tout peut être remis en question par l'abstention !
Beaucoup penseront que l'avance obtenue leur permet de partir en vacances la conscience tranquille et de gagner deux jours de repos. Ce sont deux jours qu'ils pourraient regretter amèrement et qui leur réserveraient une bien triste rentrée.
L'an dernier entre les premier et deuxième tour 6.500 voix ont été perdues par l'abstention.
6.500 électeurs ont compté sur leurs concitoyens pour accomplir leur devoir civique à leur place.

L'heure est trop grave... Rien n'est joué !... Rien n'est fini !...

Pour un réel dialogue à tous les échelons.
Pour une réforme et une amélioration de la vie de tous les travailleurs.
Pour une réforme de l'aide à apporter aux personnes âgées et aux handicapés physiques.
Pour une réforme de l'enseignement.

... Il faut une majorité solide.

Pour une majorité solide, il faut voter aussi massivement dimanche 30 juin que dimanche dernier, ... pour repousser l'aventure, il faut voter

Michel JAMOT
Maire du Mesnil-le-Roi — Vice-Président du Conseil général
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Roland DUMENIL
Croix de guerre 39-45
Médaille du Combattant volontaire de la Résistance
Ingénieur

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Chatou, Saint-Germain-en-Laye.

M. Jean-Paul PALEWSKI

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Les événements récents ont montré la nécessité absolue de construire :
Un nouveau cadre national
ce qui suppose :

1° Un travail législatif approfondi et audacieux

pour fonder la vie sociale et économique sur les structures nouvelles assurant les satisfactions légitimes des besoins matériels et l'épanouissement des personnes, par la participation des intéressés à la gestion, à l'information et à l'orientation afin de réduire les effets de la technique en sauvegardant le sens de l'humain.

2° L'organisation d'un dialogue permanent, à tous les niveaux,

entre le pouvoir exécutif, l'administration et les élus de la nation pour faire obstacle aux excès de la technocratie.

3° Le renforcement de l'adhésion nationale

autour de tous ceux qui se réclament de la « défense de la République » avec le général de Gaulle, par l'élargissement aussi étendu que possible des cadres de la majorité.

4° La reconstruction d'une université ouverte,

adaptée à la vie moderne, par la participation des étudiants à la gestion des universités, à la rénovation de leurs conditions de travail par une pédagogie nouvelle, qui réponde aux vrais besoins du pays, et assure l'emploi.

Votez

JEAN-PAUL PALEWSKI

Député sortant
Président du Conseil général des Yvelines
Ancien Président de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan
de l'Assemblée Nationale
Délégué de la France auprès des Nations Unies
Représente la Seine-et-Oise depuis 1945 (2 Assemblées constituantes et 4 législatives)
Né à Paris le 19 juillet 1898
Marié le 8 septembre 1931 à Saint-Germain-en-Laye à Anne-Marie Fouchet — Six enfants
Commandeur de la Légion d'honneur — Croix de guerre (6 citations)
Engagé volontaire — Combattant volontaire — Médaille de la Résistance
Arrêté et interné par Vichy à titre d'otage (1944) — Evadé
Blessé à la libération de Paris
Lieutenant-colonel d'infanterie honoraire
Ancien élève de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr (1916-1917)
Docteur en Droit
Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Président de la Commission nationale des secteurs sauvegardés
Membre du Conseil d'administration du Conservatoire national des arts et métiers
Membre du Conseil d'administration de la Bibliothèque nationale
Président de plusieurs groupes d'amitié parlementaires (France-Pologne, France-Amérique latine, etc.)
Président du Conseil supérieur de la propriété industrielle
Président du Comité national de l'Organisation française
Membre de la Commission des comptes et budgets économiques de la Nation
Conseiller technique du Comité d'aménagement de la région parisienne
Membre de la Commission nationale d'aménagement du territoire

Remplaçant éventuel :

PIERRE RÉGIS

Maire du Pecq en 1949 (plus jeune maire de Seine-et-Oise) et constamment réélu depuis cette date
Conseiller général
Né au Pecq le 23 juin 1924 — Pupille de la Nation
Ancien élève de l'Ecole normale de Versailles
Ancien professeur d'anglais — Licencié en droit
Secrétaire général de société commerciale
Membre du Comité départemental de patronage des H.L.M. de Seine-et-Oise
Administrateur de la mutuelle des orphelins de guerre
Membre de la Commission départementale des transfusions sanguines de Seine-et-Oise
Chevalier de l'Ordre national du mérite
Chevalier des Palmes académiques
Chevalier du Mérite civil
Médaille d'honneur de la Jeunesse et des Sports

2e *CIRCULAIRE*

Mes chers concitoyennes, mes chers concitoyens,

Je remercie de tout cœur les 22.434 électrices et électeurs qui ont manifesté sur mon nom leur volonté de progrès dans l'ordre et la liberté, leur confiance dans les institutions de la Ve République.

Vous voulez défendre la République ;
Vous voulez l'ordre, le progrès, la stabilité ;
Vous voulez des réformes profondes, économiques, sociales, universitaires ;
Vous voulez le dialogue, la participation et l'efficacité ;
Vous voulez que la France, rassemblée autour du général de Gaulle, retrouve sa richesse, sa monnaie, l'expansion, le rayonnement dans le monde ;
Vous savez que seule une majorité forte, unie, peut assurer à notre pays à la fois ces résultats et ce progrès.

Contre les candidatures de division,
Contre les candidats des partis totalitaires,

Votez

JEAN-PAUL PALEWSKI

Député sortant
Président du Conseil général des Yvelines
Ancien Président de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan de l'Assemblée Nationale
Délégué de la France auprès des Nations Unies
Représente la Seine-et-Oise depuis 1945 (2 Assemblées constituantes et 4 législatives)
Né à Paris le 19 juillet 1898 — Marié le 8 septembre 1931 à Saint-Germain-en-Laye à Anne-Marie Fouchet
Six enfants
Commandeur de la Légion d'honneur — Croix de guerre (6 citations)
Engagé volontaire, Combattant volontaire
Médaille de la Résistance
Arrêté et interné par Vichy à titre d'otage (1944) — Evadé — Blessé à la Libération de Paris
Lieutenant-colonel d'infanterie honoraire
Ancien élève de l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr (1916-17)
Docteur en Droit
Avocat à la Cour d'Appel de Paris
Président de la Commission nationale des secteurs sauvegardés
Membre du Conseil d'administration du Conservatoire national des arts et métiers
Membre du Conseil d'administration de la Bibliothèque nationale
Président de plusieurs goupes d'amitié parlementaires (France-Pologne, France-Amérique latine, etc.)
Président du Conseil supérieur de la Propriété industrielle
Membre du Comité national de l'Organisation française
Membre de la Commission des Comptes et Budgets économiques de la Nation
Conseiller technique du Comité d'aménagement de la région parsienne
Membre de la Commission nationale d'aménagement du territoire

seul candidat investi par l'Union pour la défense de la République.

Remplaçant éventuel :

PIERRE RÉGIS

Maire du Pecq en 1949 (plus jeune Maire de Seine-et-Oise) et constamment réélu depuis cette date
Conseiller général
Né au Pecq, le 23 juin 1924, Pupille de la Nation
Ancien élève de l'Ecole normale de Versailles
Ancien professeur d'anglais — Licencié en droit
Secrétaire général de société commerciale
Membre du Comité départemental de patronage des H.L.M. de Seine-et-Oise
Administrateur de la mutuelle des orphelins de guerre
Membre de la Commission départementale des transfusions sanguines de Seine-et-Oise
Chevalier de l'Ordre national du Mérite
Chevalier des Palmes académiques
Chevalier du Mérite civil
Médaille d'honneur de la Jeunesse et des Sports

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Conflans-Sainte-Honorine, Meulan, Poissy.

M. Gérard GODON

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Après les journées dramatiques que nous venons de vivre, avant de choisir, nous devons ouvrir les yeux et faire le point.

1962 : La France est en paix avec tous les pays du monde.

1959-1967 : 3.200.000 logements ont été réalisés.

1958 : Le budget de l'Education nationale représentait 1,98 % du produit national.

1968 : Le budget de l'Education nationale représente 3,57 % du produit national.

1968 : Des milliers de gymnases, piscines, M.J.C., centres de vacances, auberges de jeunesse ont été réalisés. En 1970, ils seront doublés.

En 1968, la France travaille, heureuse.

En un mois, ses adversaires ont :

— ruiné l'Université ;
— compromis dix ans d'expansion économique ;
— remis en cause tout le bilan positif de la Ve République ;
— empêché les étudiants d'étudier, les travailleurs de travailler.

Nous voulons avant tout :

— la liberté de pensée, d'expression, de travail ;
— les réformes, oui, mais dans l'ordre et la légalité.

Entre eux et nous, vous choisirez.

Votez

GÉRARD GODON

Remplaçant éventuel :

JACQUES MICHOT

2e CIRCULAIRE

Le 23 juin, 17.148 suffrages m'ont placé en tête de tous les candidats.

A tous, merci !

Le 30 juin, je dois obtenir aussi la confiance de tous ceux qui croient :

Au progrès dans l'ordre et la liberté.

M'adressant aux électeurs modérés, je leur signale qu'ils ont entre leurs mains le résultat du prochain scrutin.

Il est impensable que les hommes de démocratie et de progrès votent pour le candidat dont le chef de file a tenté, voici quelques semaines, d'instaurer un Gouvernement insurrectionnel.

Il leur faut, sans exception, reporter leurs suffrages sur le candidat qui, comme eux, croit que la liberté est indispensable pour améliorer le sort de tous.

S'abstenir sera faire le jeu du désordre, de la violence et de la misère.

Vous voterez donc pour la France, pour l'Europe, pour la paix.

Vous voterez pour

GÉRARD GODON

38 ans — Gérant de Société
Père de famille — 2 enfants
Maire de Mareil-sur-Mauldre
Vice-Président de l'Union des maires des Yvelines

Remplaçant éventuel :

JACQUES MICHOT

QUATRIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : la Celle-Saint-Cloud, Marly-le-Roi.
Communes de : le Chesnay, les Clayes-sous-Bois.

M. Pierre CLOSTERMANN

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

PROFESSION DE FOI

La France vient de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays si attaché à la liberté, à l'ordre et à la paix, une vague de violence s'est déchaînée.

La liberté de pensée, d'expression, de travail a été menacée et l'est encore. Derrière les drapeaux rouges et noirs, nous avons vu s'avancer le totalitarisme.

Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.

La France, dans son immense majorité, ne voulait rien de cela. Après un moment d'angoisse et de stupeur, à l'appel du Président de la République, elle a manifesté, d'une façon éclatante, son désir d'ordre et de paix civile.

Nous voulons tous les grandes réformes nécessaires pour faire participer tous les citoyens aux décisions, si difficiles à prendre lorsqu'il s'agit de gouverner un grand pays moderne et de le maintenir dans la voie du progrès. Mais ces réformes ne se feront que dans l'ordre et dans la légalité.

L'anarchie, le totalitarisme, c'est l'oppression et la misère pour tous les travailleurs, pour tous les citoyens, jeunes ou vieux, et d'abord pour les plus défavorisés.

Si, au Parlement, depuis un an, une majorité solide avait été présente, épaulant constamment le chef de l'Etat et le Gouvernement, nous n'aurions pas connu, sans doute, cette crise et sûrement pas la subversion qui a suivi.

C'est donc aujourd'hui pour vous un devoir sacré que de vous unir pour envoyer au Parlement des hommes décidés à défendre la République et à former pour cela une majorité solide et convaincue.

Face au communisme totalitaire et à la violence, face à leurs alliés, choisissez ceux qui veulent défendre la République, la liberté, l'égalité, la paix civile.

De Gaulle aux Français.

« L'expérience ayant été faite le peuple français en tirera la conclusion. Va-t-il maintenir ou détruire par ses suffrages un régime aussi évidemment salutaire et efficace que celui qu'il s'est lui-même donné ? C'est la question qu'il va trancher en désignant ses élus. Comment douter que grâce à sa réponse, l'avenir triomphera du passé ? »

(Conclusion de l'allocution du 1er janvier 1967 du Président de la République.)

Le Premier Ministre.

APPEL

« Pierre Clostermann avait déjà reçu, à l'âge de 25 ans, tous les honneurs qu'un Français puisse recevoir. Vous trouverez son nom dans les livres de classe de vos enfants, ce qui est une rare référence.

Aujourd'hui il est écrivain réputé, publié dans le monde entier pour le plus grand prestige de la France. Il gère intelligemment une industrie de pointe à caractère exportateur, passionnante et prospère.

Il habite au Chesnay, au cœur de votre circonscription. Ses enfants y vont en classe.

Pierre Clostermann a beaucoup donné à la France et il apporte beaucoup à ses électeurs. Il ne cherche pas comme certains une promotion sociale dans cette élection. Il se présente pour continuer à servir et non se servir.

Pierre Clostermann, à cause de son prestige, de son audience et de ses compétences a souvent été le porte-parole de la majorité Ve République lors de débats politiques et économiques majeurs. »

G. POMPIDOU.

Rappelez-vous que...

Le général de Gaulle, en dix ans, a mis fin à une guerre, a décolonisé un empire, a refait une monnaie, a réparé les erreurs commises par le régime précédent, a réconcilié notre pays avec le tiers monde, a équilibré les comptes de la France et lui a rendu sa dignité.

Pour que rien de tout cela ne soit compromis,
Pour que tout ce qui reste à faire soit accompli,
Pour le progrès social et la dignité de l'homme,
Unissez-vous pour la défense de la République.

Votez :

PIERRE CLOSTERMANN

Les résultats des élections du 12 mars 1967 dans notre circonscription indiquent que Pierre Clostermann peut être votre élu le 23 juin prochain dès le premier tour de scrutin. Les temps ne sont plus aux subtilités politiques. Le 30 juin est malheureusement la date de départ en vacances de bien des Français, en particulier dans notre circonscription. Evitez-leur un sacrifice supplémentaire...

Pierre CLOSTERMANN

Député sortant de la majorité — Ingénieur — Pilote prof. — Industriel
Compagnon de la Libération — Grand officier de la Légion d'honneur
Médaille militaire — Croix de guerre 1939-1945 et Algérie 1958 avec vingt-neuf citations

Remplaçant éventuel :

Dr François JORON

Maire adjoint de la Celle-Saint-Cloud

François Joron, docteur en médecine, maire adjoint de la Celle-Saint-Cloud, est né à Paris, le 24 mai 1919.

Marié, père de quatre enfants, engagé volontaire, a fait la guerre de 1939-1945 au 28e tirailleurs sénégalais d'abord puis dans les rangs de la 2e division blindée du général Leclerc. Deux fois cité au feu il fut démobilisé en septembre 1945 et se maria. Sa femme est également docteur en médecine.

Installé à la Celle-Saint-Cloud depuis 1946, conseiller municipal depuis 1953, président de la Commission municipale des affaires sociales, il a toujours été un précieux conseiller technique pour votre député.

Il possède également son brevet de pilote de tourisme, et est un excellent skieur !

2e *CIRCULAIRE*

Un remerciement et un appel de Pierre Clostermann.

Merci d'abord du fond du cœur, non pour moi mais pour l'avenir de notre pays, à ceux qui ont compris.

Ce premier tour a démontré que beaucoup d'ouvriers ont refusé le désespoir du drapeau rouge communiste ou du drapeau noir de Rocard et se sont tournés résolument vers la France de demain.

Non, ce n'est pas vrai ! Ne laissez pas dire que le « parti de la peur » a triomphé ! Bien au contraire, c'est parce que les Français ont eu le courage de réagir avec de Gaulle, c'est parce qu'ils ont refusé cet espèce de renoncement facile qui les entraînait vers l'abîme du désordre, qu'ils triompheront !

Le parti de la peur, nous l'avons trouvé chez les autres, mais pas chez nous !

A ceux qui ont voté Centre au premier tour et qui ont oublié que c'est toujours au centre que se réfugient les animaux les plus faibles du troupeau, les poissons les plus fragiles du banc quand les prédateurs menacent, à ceux-là je dis qu'il est encore temps de se ressaisir. Leur dernière chance de rejoindre le parti du courage et du défi à l'avenir, c'est-à-dire le gaullisme, c'est le 30 juin prochain.

Ils n'ont pas vu peut-être, ceux-là, dans les bureaux de vote de notre circonscription, à l'annonce des résultats, tous ces jeunes révolutionnaires marxistes-léninistes du P.S.U. aux cheveux trop longs et aux idées trop courtes qui venaient nous crier leur rage, leur déception, leur haine et leur volonté de recommencer au mois d'octobre ! A ces « enragés » je dis : attention, on ne prend pas les Français deux fois par surprise. L'embuscade du « La bourse ou la vie ! » ne se répétera pas, car alors, forts de la confiance renouvelée et accrue du peuple français, le Président de la République, le Premier Ministre et votre majorité à l'Assemblée Nationale feront respecter l'ordre républicain, le droit des Français à la vie, au travail, à la prospérité et à l'avenir !

C'est toujours au moment des épreuves que le gaullisme a su trouver dans le support du bon sens populaire des forces nouvelles pour un nouveau bond en avant.

Il faudra que les parlementaires de la majorité, conscients des responsabilités déposées sur leurs épaules par la confiance des Français, se mettent vite au travail pour réparer le mal fait et à notre pays et au sort des travailleurs.

Dans l'Europe des frontières ouvertes, la France a engagé son sort. Les qualités propres au génie de notre race peuvent nous permettre d'envisager favorablement l'issue d'un combat difficile.

Quant aux jeunes — et à ce propos, je voudrais rappeler que dans les « élections parallèles » dans notre circonscription, auxquelles je n'ai pas voulu m'opposer, comme la loi m'y donnait droit, j'ai très largement battu ceux-là même qui avaient organisé ces scrutins pour prouver que les jeunes étaient avec eux ! Que cette leçon leur servent ! La preuve, une fois de plus, a été faite qu'ils ne sont qu'une minorité et une minorité qui n'imposera pas plus sa loi à l'université qu'à l'usine, qu'à la France !

A ceux pour qui le deuxième tour de scrutin, le 30 juin, sera un sacrifice de plus, un retard pour un départ en vacances bien mérité, et qui feront leur devoir de citoyen, à ceux-là aussi je dis : merci !

Fidèlement à vous, comme vous m'avez été fidèles et avec confiance.

Pierre CLOSTERMANN.

André Malraux :

« Le destin du monde est devenu assez tragique pour ne plus croire aux troisièmes forces. »

Ces grèves ont été singulières. D'abord, évidemment, par leur étendue. Mais aussi par leur absence de haine. Quand on a vu déjà plusieurs révolutions, on ne peut s'y méprendre. Les grévistes étaient rarement armés. Les manifestations de masse ne se sont pas affrontées. Elles conduisaient à la guerre civile, mais elles ne la créaient pas. Elles aussi semblaient plus profondes que les revendications de salaires qu'elles soutenaient. Cette répétition générale d'un drame suspendu montrait, chez les grévistes comme chez ceux qui les regardaient passer, la conscience de la fin d'un monde. Même avec des salaires augmentés, notre société n'est pas encore adaptée à la civilisation des machines.

Cette adaptation que le général de Gaulle appelle la participation, nous savons qu'elle sera difficile. Il semble aussi qu'elle doive être longue. Mais rien n'est trop long dans un siècle passé des fiacres aux réacteurs atomiques. Les premiers éléments de participation doivent suivre les élections de près. Et l'on sait que déjà certaines réformes doivent être discutées devant l'Assemblée dès le mois de juillet.

Ce qui s'impose à la France, c'est la réforme décisive de sa modernisation : ce que le président Roosevelt a appelé *new deal.* Mais comprenons bien que notre *new deal* a déjà commencé, que nous sommes *dedans.* Son dernier chapitre après tant d'obstacles ! ce sera notre rétablissement économique. Son premier chapitre, ce sont les accords de la rue de Grenelle.

Mais comprenons bien que tout cela n'a de sens que si deux conséquences éventuelles des grèves sont vaincues : le chômage, l'inflation.

Et que cela n'est possible que par la résolution gaulliste.

« Les grèves sont le bilan de dix ans de gaullisme. Allons-nous prendre les mêmes et recommencer ? » C'est oublier un peu trop vite la paix, dont nous avions perdu l'habitude. Mais même après 1962, dire que les grèves et la crise de l'Université sont le bilan du gaullisme est à peu près aussi intelligent que dire que l'accident d'un grand express est le bilan de cent ans de construction des chemins de fer. Le bilan du gaullisme, c'est la France maintenue contre vent et marée. Même cette fois-ci. La Résistance, la lutte contre Vichy, le droit de vote donné aux femmes, les comités d'entreprise, les nationalisations, la Sécurité sociale, la décolonisation, les nouvelles institutions, l'aide aux pays sous-développés, la transformation de l'armée, la monnaie stable, la République deux fois rétablie, l'indépendance et la France debout, est-ce que c'était la droite ? Ça valait bien l'inflation, Suez et Sakiet — et les pourparlers de Paris entre les Etats-Unis et le Vietnam valent bien Dien-

Bien-Phu ! Nous soutenons le capitalisme ? Jamais les banques n'avaient gagné plus d'argent qu'au temps de l'inflation du Front populaire. On sait du reste que ledit capitalisme ne nous porte pas dans son cœur. Et si le problème capital est celui de l'inflation, qui donc a plus de confiance, pour soutenir le franc, en MM. Mitterrand et Guy Mollet, qu'en le général de Gaulle et M. Pompidou ?

Votez :

PIERRE CLOSTERMANN

Remplaçant éventuel :

Dr FRANÇOIS JORON
Maire adjoint de la Celle-Saint-Cloud

CINQUIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Versailles-Nord-Ouest (moins commune du Chesnay), Versailles-Nord (moins commune de Viroflay).
Communes de : Bois-d'Arcy, Fontenay-le-Fleury.

M. Bernard DESTREMAU

(Candidat de l'Union pour la défense de la République - Républicain indépendant)
élu le 30 juin 1968
R.I.

1re CIRCULAIRE

Il y a moins de quinze mois vous m'avez accordé votre confiance. Depuis lors, et comme vous me l'aviez demandé, j'ai veillé à la stabilité des institutions dues au général de Gaulle et assuré le maintien du Gouvernement en exercice.

En même temps, je n'ai cessé de réclamer, comme tous les Républicains indépendants de V. Giscard d'Estaing, une participation plus complète des Français et de leurs élus à la préparation des décisions gouvernementales, afin que les pouvoirs politiques et administratifs s'exercent de façon moins arbitraire.

Cette nécessité du dialogue vient d'être enfin reconnue. Il importe que les bonnes résolutions soient tenues.

Pour que les Français puissent être efficacement consultés, il est indispensable :

— de rétablir les libertés publiques, telles que la liberté d'expression et la liberté du travail, si odieusement bafouées ces derniers temps ;
— d'assurer l'objectivité de l'information ;
— de reconnaître la compétence des corps intermédiaires tels que le Parlement, les syndicats, les groupements professionnels, les comités d'étude.

Dans ces conditions, seulement, pourra être appliqué le programme de redressement qui s'impose à notre pays et qui devrait prévoir :

— la réforme de l'enseignement et la décentralisation universitaire ;

— la constitution d'un fonds de soutien aux entreprises particulièrement affectées par les récents événements ;

— la souscription d'un emprunt de solidarité destiné à un programme de grands travaux afin d'arrêter le chômage qui menace de s'accroître ;

— la modification des ordonnances sur la Sécurité sociale ;

— des mesures de réconciliation et d'apaisement telles que l'amnistie et l'indemnisation des spoliés par les groupements responsables.

Pour l'établissement d'un régime plus libéral dans le cadre de la Constitution de la Ve République.

Pour la création d'une société moderne, où à côté des machines et des ordinateurs, place soit faite à l'homme.

Je suis prêt à continuer à vous servir, comptant que dès le premier tour, en dépit des candidatures de division, vous apporterez un oui massif aux réformes dans l'ordre, pour barrer la route à l'anarchie.

Bernard DESTREMAU

Député sortant
Conseiller des Affaires étrangères
Commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire
Croix de guerre 39-45 (5 citations)

Remplaçant éventuel :

Michel SINNIGER

Membre de l'Association nationale pour le soutien de l'action du général de Gaulle
Membre du Comité des Républicains indépendants des Yvelines
Professeur à l'Institut d'études européennes

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Je vous remercie de vos 14.798 suffrages, par lesquels vous avez marqué votre refus de l'anarchie et de la subversion communiste, votre méfiance du centrisme qui tergiverse.

Je vous rappelle mon programme sur les problèmes les plus urgents :

— Réforme de l'enseignement par l'allégement des programmes et la décentralisation des universités, budgétairement autonomes, spécialisées, et gérées par des conseils comprenant enseignants, étudiants et parents.

— Redressement de l'économie notamment par des prêts prioritaires aux petites et moyennes entreprises, et par le lancement d'un emprunt destiné à l'équipement et au logement.

— Dépôt d'une proposition de loi tendant à transformer en véritable amnistie les grâces et libérations accordées ces derniers temps, ainsi que d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des spoliés.

— Fixation du ticket modérateur de la Sécurité sociale en fonction des revenus de chacun.

Electeurs, électrices, croyez-moi, nous n'avons pas l'intention de nous endormir sur le succès que nous devons à des suffrages nuancés.

Nous entendons tenir compte de votre volonté d'être plus souvent associés à la préparation des décisions prises à tous les échelons.

Dimanche prochain, au-delà du rassemblement massif du premier tour, apportez-nous encore de nouveaux suffrages :

Pour éliminer définitivement le candidat communiste.
Pour montrer au pays que dans votre circonscription, ici comme ailleurs, vous souhaitez une majorité élargie.

BERNARD DESTREMAU

Député sortant
Conseiller des Affaires étrangères
Commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire
Croix de guerre 39-45 (5 citations)

Remplaçant éventuel :

MICHEL SINNIGER

Membre de l'Association nationale pour le soutien de l'action du général de Gaulle
Membre du Comité des Républicains indépendants des Yvelines
Professeur à l'Institut d'études européennes

SIXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Versailles-Sud, Versailles-Ouest (moins communes de Bois-d'Arcy, Fontenay-le-Fleury, les Clayes-sous-Bois, Plaisir, Thiverval-Grignon, Trappes).
Commune de : Viroflay.

M. Robert WAGNER

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Les Français viennent de vivre des journées dramatiques.
Une vague de violence s'est déchainée sur notre pays si attaché à la liberté et à la paix.
Les libertés de pensée, d'expression et de travail ont été menacées.
Les drapeaux rouge et noir sont apparus dans un pays où nous sommes tous fiers de notre drapeau tricolore.
Nous avons vu aussi des hommes politiques de l'opposition bafouer la légalité républicaine et préparer un coup d'Etat qui nous aurait conduits à une dictature communiste.
Mais le général de Gaulle, et la manifestation massive de plus d'un million et demi de Français de la région parisienne ont redonné confiance à la France.
Nous voulons tous de grandes réformes, une participation active de toutes les forces vives de la Nation, l'union de tous les Français de bonne volonté et une véritable justice sociale, surtout pour les plus déshérités et les personnes âgées.
Mais nous refusons l'anarchie.

Nous voulons vivre dans une vraie démocratie, dans une Europe libre, et dans un monde en paix.

Chacun d'entre nous est aujourd'hui, plus que jamais, concerné par l'avenir de la France et de la République.

Vous aurez donc dimanche 23 juin à exprimer votre choix sur votre avenir et celui de vos enfants.

Si vous tenez à manifester votre soutien à la République et votre volonté de vivre en citoyens libres, vous devez, dès le premier tour de scrutin, voter pour le candidat d'Union pour la défense de la République.

Robert Wagner, marié, deux enfants, est né le 6 mars 1911 à Thann (Haut-Rhin), ingénieur (Ecole Polytechnique de Zurich), officier de réserve, membre permanent de la Commission départementale de sécurité, il est maire de Vélizy-Villacoublay depuis quinze ans et bien connu dans la région parisienne pour son dynamisme, son dévouement et son esprit d'entreprise.

Sous son impulsion, il a très harmonieusement fait passer sa commune de 4.500 à près de 17.000 habitants, créant en même temps des emplois dont profiteront de nombreux travailleurs de la région.

Même ses adversaires loyaux reconnaissent sa compétence et son esprit social dans toutes ses réalisations, et les maires de la région savent bien qu'ils ne font jamais en vain appel à lui.

Il a été pendant neuf ans membre de la Commission de la production et des échanges à l'Assemblée Nationale, et il est depuis six ans Président de la Commission des travaux du District de la région de Paris.

Robert WAGNER
Maire de Vélizy-Villacoublay
Président de la Commission des travaux du District de Paris
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Robert RENAUD
Maire adjoint de Versailles
Conseiller général du canton de Viroflay
Administrateur délégué de l'Office H.L.M. de Versailles
Vice-Président de la Société de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de Seine-et-Oise
Administrateur de la Société mutualiste de Versailles

2e CIRCULAIRE

Comme la grande majorité des Français, plus de 48 % des électeurs de la sixième circonscription ont affirmé leur volonté de soutenir une politique de réformes dans l'ordre et la dignité. Ils refusent l'anarchie, le désordre et l'aventure.

Je les remercie d'avoir porté leur suffrage sur mon nom et je m'engage à continuer à défendre les droits des habitants de notre région et l'intérêt national en participant à la mise en place des structures nécessaires à la France de demain.

Pour garantir vos libertés et défendre la République.

Votez tous

Robert WAGNER
Maire de Vélizy-Villacoublay
Président de la Commission des travaux du District de Paris
Député sortant

Remplaçant éventuel :

ROBERT RENAUD

Maire adjoint de Versailles
Conseiller général du canton de Viroflay
Administrateur délégué de l'Office H.L.M. de Versailles
Vice-Président de la Société de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence de Seine-et-Oise
Administrateur de la Société mutualiste de Versailles

SEPTIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Bonnières-sur-Seine, Houdan, Limay, Mantes-la-Jolie.

M. Pierre RIBES

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Pour nous aujourd'hui, le pays a besoin plus que jamais d'un Gouvernement fort, s'appuyant sur une majorité stable et cohérente capable de défendre la liberté, de mettre en œuvre les réformes qui s'imposent et d'incarner cette volonté de renouveau et d'efficacité en maintenant la notion d'une majorité législative.

Des coalitions éphémères feraient illusion très peu de temps, le Parti communiste aurait tôt fait de noyauter les groupes modérés qui auraient eu l'imprudence de croire à un relâchement de sa doctrine totalitariste.

L'Union pour la défense de la République a l'ambition de rajeunir la France en donnant aux nouvelles générations la place à laquelle elles ont droit et qui forment l'élément moteur de notre rénovation nationale.

Parallèlement, elle s'attachera à ce que les personnes âgées bénéficient d'une retraite en rapport avec le coût de la vie et d'une aide sociale adaptée à chacun de leurs cas. Elle développera un réseau efficace de soutien et de réadaptation aux personnes infirmes et handicapées.

L'économie française doit concilier l'intérêt général dont l'Etat a la charge avec l'esprit d'entreprise des particuliers.

Il faut améliorer les conditions de vie du monde rural, soutenir les prix à la production, faciliter la commercialisation des produits et reconsidérer le dossier des expropriations de terre par l'Etat, principalement celui des Z.A.D.

Après l'épreuve qu'ils viennent de subir, industrie et commerce doivent être relancés par une large politique de crédits, d'aménagements fiscaux et de réformes.

Toutes ces mesures doivent concourir à assurer le plein emploi et contribuer ainsi à l'élévation du niveau de vie et à la promotion ouvrière et sociale.

Pour que dans notre circonscription, ne se renouvelle pas l'élection d'un député communiste, seul résultat de cinq années de rivalités stériles entre M. Prioux et M. David.

Votez pour les candidats sûrs et fidèles dès le premier tour.

Pierre RIBES
Maire de Civry-la-Forêt
Membre du Conseil économique et social
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

Auguste LEJET
Maire de Montalet-le-Bois
Chevalier de la Légion d'honneur

Les seuls ayant la confiance et l'appui de Georges Pompidou.

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Nous vous remercions très sincèrement pour les 9.130 suffrages grâce auxquels nous sommes placés en tête des candidats opposés au communisme.

Mais tout danger n'est pas écarté. C'est pourquoi nous faisons appel au sens civique de tous les électeurs afin qu'ils n'hésitent pas à prendre leurs responsabilités, dimanche prochain, en votant massivement pour le candidat de la majorité.

Il faut en effet tout mettre en œuvre afin qu'une majorité « stable et cohérente » puisse réaliser, dans le calme et en toute liberté, les réformes dont les récents événements ont montré la nécessité.

Pour l'expansion économique, pour le progrès social, dans une étroite collaboration avec les forces vives de la nation :

Contre le communisme totalitaire votez et faites voter pour

Pierre RIBES
Maire de Civry-la-Forêt
Membre du Conseil économique et social
Chevalier de la Légion d'honneur

Remplaçant éventuel :

Auguste LEJET
Maire de Montalet-le-Bois
Chevalier de la Légion d'honneur

HUITIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Chevreuse, Montfort-l'Amaury, Rambouillet, Saint-Arnoult-en-Yvelines.
Communes de : Plaisir, Thiverval-Grignon, Trappes.

Mme Jacqueline THOME-PATENOTRE

(Candidat de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste)
élue le 30 juin 1968
(F.G.D.S.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Depuis dix ans, vous m'avez accordé et renouvelé votre confiance. Au cours de ces trois mandats, libre de toute contrainte, et en toute indépendance, j'ai accompli ma tâche au sein du Parlement et des Assemblées locales, pour faire prévaloir le programme que vous aviez approuvé.

Depuis longtemps, vos préoccupations personnelles et d'ordre général me sont connues.

J'éprouve pour vous des sentiments qui, s'ils me sont inspirés par le devoir de ma fonction, n'en sont pas moins profondément affectifs.

Je suis toujours à vos côtés, fidèle à mes sentiments républicains, démocratiques, et soucieuse des réformes dans la légalité et le calme.

En dix ans de pouvoir sans limites, le Gouvernement, se refusant systématiquement à tout dialogue, a accumulé des erreurs fondamentales : une politique de déflation génératrice de chômage et de mécontentement, une politique monétaire néfaste, consacrant le mythe de l'or et favorisant la thésaurisation et la spéculation, un choix de dépenses budgétaires improductives, contraires à l'expansion, à savoir : des dépenses militaires insensées, des dons et des subventions de prestige aux pays étrangers, etc.

En conséquence, le Gouvernement a plongé le pays dans une crise très grave et dans le désordre.

Il en est le seul responsable, et par un paradoxe extraordinaire, ceux-là mêmes qui ont ainsi échoué demandent à nouveau un blang-seing de gestion et la confiance du pays. Nous ne pouvons les lui accorder.

Je refuse, quant à moi, la fausse alternative entre pouvoir gaulliste et régime communiste ; comme la majorité des Français, je pense que cette division est désastreuse et qu'une autre voie est nécessaire : celle d'une équipe gouvernementale et d'une majorité, d'esprit démocratique, aux conceptions modernes et décidée à entreprendre, dans le dialogue de reélles réformes de structures.

Je vous demande de me renouveler votre confiance.

Maintien du pouvoir d'achat et emploi.

Certains avantages accordés aux cadres et salariés ne doivent pas être réduits à néant par la hausse des prix et la dégradation de la situation économique. La politique monétaire, et c'est très important, suivie jusqu'à ce jour et confirmée récemment par le Ministre des Finances, risque d'accentuer encore la déflation, de provoquer un chômage plus étendu et de créer une situation telle, qu'aux

conséquences néfastes de la déflation (baisse de la production, sous-emploi, perte des marchés étrangers) s'ajouteront celle de l'inflation (ruine du pouvoir d'achat).

Pour résoudre la crise économique et sociale qui risque ainsi de s'aggraver, il faut appliquer une politique monétaire favorisant la relance de la production, tant sur le plan intérieur qu'extérieur, et dans le même temps moderniser nos structures.

Une banque nationale d'investissements sera chargée de promouvoir la politique de reconversion et de développement en vue d'assurer le plein emploi et l'adaptation des structures françaises à la concurrence internationale. Elle favorisera, en outre, la décentralisation industrielle. Elle permettra aux petites et moyennes entreprises et à l'artisanat de faciliter leurs problèmes financiers et leur réadaptation lorsqu'elle leur semblera utile.

Mettre fin à la complexité et aux contraintes des procédures administratives qui entravent toutes les initiatives. Il en est de même en ce qui concerne la fiscalité et, tout particulièrement, la T.V.A. dont la simplification est souhaitable.

Augmenter dans les proportions considérables les crédits alloués aux équipements collectifs : hôpitaux, établissements d'enseignement, routes, etc. et cesser le système du transfert de charges, préjudiciable aux collectivités locales et aux contribuables.

La relance de ces investissements favorisera la création de nouveaux emplois et un processus de prospérité s'ensuivra.

Agriculture.

Le revenu des agriculteurs et le salaire des employés agricoles doit progresser au même rythme que celui des salariés de l'industrie et du commerce. Il ne faut pas que les agriculteurs soient victimes de la conjoncture présente.

Nous demandons l'application intégrale des lois d'orientation prévoyant la parité entre l'agriculture et les autres activités économiques.

Logement.

Les premières victimes sont les jeunes ménages et les familles nombreuses.

La politique du logement depuis dix ans, a été un échec complet ; les permis de construire pour les logements sociaux ne font que diminuer alors que les appartements luxueux construits récemment sont inoccupés.

Nous sommes le seul pays de civilisation occidentale où le problème n'a pas été résolu alors que nous avions, cependant, les mêmes possibilités que les autres.

Il faut atteindre un rythme de construction de 600.000 logements annuels dont 300.000 logements sociaux : revenir pour les H.L.M. au prêt de 1 % sur quarante-cinq ans au lieu de 2,60 % pendant quarante ans pratiqué actuellement et qui a augmenté les annuités de remboursement, d'où hausse des loyers.

Augmenter les possibilités d'accession à la propriété : l'amortissement du terrain et des dépenses annexes devra porter sur soixante ans, au lieu de vingt ou quarante ans admis pour les prêts actuels. Ainsi, le coût de la construction en sera réduit, les charges de l'amortissement supportées par plusieurs générations.

Le prêt familial devra être plus élevé permettant de réduire l'apport personnel qui représente un handicap insurmontable pour la plupart des jeunes ménages. La loi foncière devra être revue, corrigée et simplifiée.

Réforme de l'université et formation.

La mutation de notre société ne peut s'accomplir harmonieusement que si la croissance de l'équipement est accompagnée d'un progrès comparable de la formation de l'homme. Sans formation suffisante celui-ci risque d'être dépassé par le rythme de l'évolution. La rénovation de l'université est indispensable, mais cet esprit de renouveau doit s'appliquer à l'enseignement de tous les degrés (écoles C.E.S. et lycées) afin que tous les jeunes puissent trouver leur place dans la société de demain.

Garantie d'une information objective.

L'O.R.T.F. devra comporter un statut garantissant son indépendance auprès du Gouvernement, mais aussi des puissances financières.

La famille et la femme.

Il faut préserver le droit à la couverture totale des accidents de santé graves :

— supprimer les ordonnances sur la Sécurité sociale et annuler les atteintes portées contre les mutualités ; convoquer une conférence de tous les organismes intéressés à une réforme démocratique de la Sécurité sociale ; cesser de retarder l'application de la loi du régime de Sécurité sociale des artisans et travailleurs indépendants ; supprimer définitivement les abattements de zone, en ce qui concerne les allocations familiales et les indemnités de résidence de la fonction publique, comme les pouvoirs publics viennent de l'accepter pour le SMIG et le SMAG ; créer des établissements pour l'enfance inadaptée, éducatifs et sanitaires (priorité dans les dépenses sociales). La législation pour l'handicapé de plus de vingt ans doit être réexaminée.

La véritable promotion de la femme comprendra entre autres :

— la formation professionnelle ; l'égalité des salaires à qualification égale ; le développement des équipements sociaux diminuant les charges ménagères (crèches, garderies, services collectifs d'immeubles) ; le remboursement à 100 % des congés de maternité ; la refonte de la législation permettant aux veuves non salariées de bénéficier d'une retraite plus élevée et si elles sont chefs de famille d'une allocation « spéciale orphelin » ; libérer la loi du 28 décembre 1967 autorisant la contraception, de ses contraintes.

Pour les personnes âgées, il faut :

— l'abaissement de l'âge de la retraite ; la réévaluation et l'indexation des pensions ; la réversibilité de la retraite d'un conjoint sur l'autre. Construire des petits logements à loyer réduit et des foyers de retraite.

Pour les anciens combattants des deux guerres, la levée des forclusions et l'octroi de la carte aux anciens combattants.

Politique étrangère.

Notre conception rejette la thèse d'une politique internationale fondée sur l'idée illusoire d'indépendance nationale, dangereuse pour les exigences de notre propre développement, car elle ajoute l'isolement économique à l'isolement politique. L'équilibre ne peut être acquis que par la construction d'une Europe unie, car le Marché commun ne suffit pas.

Nous sommes favorables à une politique d'ouverture vers les pays de l'Est, mais elle ne doit pas se faire au détriment de nos ententes traditionnelles.

Pour établir la paix d'une façon durable, un désarmement général simultané et contrôlé s'impose.

Quelques problèmes de notre région.

Je n'ai pas à me substituer aux municipalités dans leur action particulière. Quelles que soient leurs opinions, mon devoir et mon souci ont toujours été de les appuyer dans leurs démarches de toutes sortes, pour améliorer leurs équipements collectifs.

Les C.E.S. de Trappes, Plaisir, Chevreuse, Maurepas, Le Mesnil-Saint-Denis, Montfort-L'Amaury, Saint-Arnoult et Rambouillet, promis pour les années à venir, doivent être réalisés d'urgence, de même que les groupes scolaires de Plaisir,

Maurepas, Trappes et La Verrière, etc., et les établissements d'enseignement technique.

Il faut améliorer les déplorables conditions de transport des usagers de la S.N.C.F. :

— l'augmentation du nombre de voitures et de rames, la construction de quais sur les lignes Denfert, Orsay, Saint-Rémy-les-Chevreuse,

— l'arrêt à Trappes des trains directs Chartres, Rambouillet, Paris, et la poursuite de l'électrification Saint-Cyr-Plaisir.

Aménager rapidement le réseau routier par :

— la poursuite de l'élargissement de la N. 10, avec la déviation du Perray et celle de La Queue-les-Yvelines sur la N. 12 ; la réfection immédiate de la rue Jean-Jaurès qui traverse Trappes ; la construction du pont en biais sur la Seine, à la sortie du tunnel de Saint-Cloud.

Veiller à ce que le tracé des autoroutes traversant nos régions soit étudié en fonction de l'intérêt de la population.

Activer l'automatisation du téléphone, honteusement inadapté à notre époque.

Accroître les possibilités de l'emploi par l'implantation d'entreprises, notamment dans les zones industrielles déjà prévues.

Aménager les horaires de travail pour permettre un temps plus long au foyer, et notamment la semaine de travail des cinq jours.

Agrandir, moderniser et humaniser les hôpitaux existants. Construire des P.M.I.

Améliorer et accélérer les conditions d'obtention du permis de construire pour les particuliers.

En finir avec les atermoiements en ce qui concerne la mise en état des lotissements défectueux de Magny-les-Hameaux, (Cressely, Beauplan), Mauregard, etc.

Eviter les expropriations abusives et accorder les justes indemnisations préalables.

En ce qui concerne les équipements sportifs, il faut absolument des piscines plus nombreuses et notamment pour Trappes, Chevreuse et Montfort et leurs alentours : des centres aérés plus nombreux et le développement des maisons de jeunes.

Pour Trappes, il convient de surveiller attentivement son futur aménagement dans le cadre du district et d'y prévoir, en outre, un centre hospitalier et un lycée.

Pour Plaisir : 1.200 H.L.M. en prévision. L'externat médico-pédagogique pour enfants inadaptés fonctionne depuis deux ans. Nous poursuivrons le développement et l'équipement de Rambouillet :

— allongement de la rue d'Angiviller ; lycée technique, collège d'enseignement technique et C.E.S. ; maisons avec studios pour ménages âgés comprenant aussi le foyer ; pour jeunes employés, pour jeunes ménages ; un stade couvert à La Louvière ; le stade nautique est en plein essor.

A la rénovation et à la construction déjà commencée du quartier de Groussay (H.L.M. et location-vente), nous ajouterons le quartier du Bel-Air en pavillons, jardins, etc.

Les manifestations culturelles, artistiques et touristiques, seront poursuivies et développées dans les Yvelines.

Concevoir une politique du district rationnelle et humaine qui en finisse avec le paradoxe consistant à laisser s'implanter des centaines de milliers d'habitants sans avoir prévu l'infrastructure d'ordre matériel, culturel et social qui doit précéder toute construction de logements.

Avec vous et pour vous je mènerai la même action que dans le passé.

Votez

JACQUELINE THOME-PATENOTRE
Député sortant — Maire de Rambouillet — Conseiller général du canton de Saint-Arnoult-en-Yvelines

(Candidate F.G.D.S.)

Remplaçant éventuel :

ROLAND REUILLÉ
Maire de Plaisir

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Malgré la campagne de dénigrement systématique et organisée dont j'ai été l'objet, vous m'avez placée en tête des candidats.

J'ai été très sensible à la confiance que vous avez bien voulu me témoigner.

Avec une vision claire de la situation, vous avez eu conscience que dans un Parlement, il était indispensable que des voix se fassent entendre librement pour empêcher les excès propres à une majorité inconditionnelle.

Depuis très longtemps, nous entretenons ensemble un dialogue permanent et constructif qui m'a fait connaître non seulement vos préoccupations personnelles mais aussi les problèmes techniques de la région : ainsi, j'ai pu avoir une meilleure compréhension des problèmes nationaux.

Sans esprit partisan et avec objectivité, je me suis toujours élevée, dans les assemblées locales et au Parlement, contre les injustices sociales et notamment en ce qui concerne la femme et la famille, et me suis efforcée de travailler au mieux-être de tous.

Ne vous laissez pas prendre à une propagande agressive et erronée. Si M. Laurin, candidat U.D.R. ne vous a pas dit qu'il avait été député du Var et maire de Saint-Raphaël, c'est probablement qu'il ne tenait pas à ce qu'on connaisse les raisons pour lesquelles il avait été battu. Si vous ne voulez pas que s'instaurent dans notre région les mœurs et les procédés qu'il avait pratiqués dans ce département, qui ont outré les habitants et qui ont motivé, après quelques années, sa défaite et son départ, il vous suffit de ne pas lui accorder votre confiance.

A vous de juger, de faire votre choix entre le candidat « du moment » et celle que vous connaissez depuis longtemps.

Dimanche 30 juin, vous confirmerez ce premier succès qui est aussi le vôtre car c'est celui de la raison et du bon sens, en votant

JACQUELINE THOME-PATENOTRE
Député sortant — Maire de Rambouillet — Conseiller général du canton de Saint-Arnoult-en-Yvelines

(Candidate F.G.D.S.)

Remplaçant éventuel :

ROLAND REUILLÉ
Maire de Plaisir

TERRITOIRE DE BELFORT

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Belfort, moins les communes de Bavilliers, Cravanche, Essert, Salbert.

M. André TISSERAND

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 30 juin 1968
(Apparenté U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Citoyennes et citoyens de la glorieuse cité du Lion,

A l'heure difficile où des réformes fondamentales doivent être accomplies dans le domaine politique, économique et social, je vous expose, ci-dessous, mon programme.

Général de Gaulle.

Il est le Chef légitime de l'Etat, élu par la Nation, et ne saurait donc être contesté.

Chef prestigieux au nom inscrit dans tous les manuels d'histoire, il a su, il y a quelques jours, en quelques mots, redonner confiance à ceux qui n'attendent pas les réformes de la guerre civile.

On lui reproche d'être entêté : que diriez-vous de lui s'il avait capitulé en rase campagne devant les rodomontades télévisées de M. Mitterrand ?

Jeunes.

La société moderne de consommation vous a privé d'idéal et d'espoir.

Vous avez acquis votre droit à être traités en adultes et à prendre votre place à tous les échelons dans la vie syndicale, sociale et économique.

Femmes.

Le général de Gaulle vous a donné le droit de vote en 1946. Profitez-en. Intégrez-vous à la vie politique du pays. Il faut des femmes dans toutes les assemblées représentatives des intérêts de la Nation.

Ingénieurs, cadres et agents de maîtrise.

Il faut réformer les ordonnances et garantir sans arrière-pensée la retraite des cadres. Il faut défendre la hiérarchie des salaires actuellement en péril et

réformer l'impôt sur le revenu dans le sens des déclarations du président Malterre, mon ami de longue date.

Salariés, ouvriers et employés.

L'ouvrier ne doit pas être un pion anonyme sur l'échiquier de la production capitaliste. Son travail est respectable et sa dignité doit être reconnue.

Entre le « prolétariat à vie » auquel le condamne le capitalisme qui le lie à sa machine sans espoir d'évasion et le communisme qui l'embrigade, il y a place pour des solutions hardies.

Associé aux décisions par ses organisations syndicales, il doit aussi l'être aux bénéfices qu'il contribue à créer par sa sueur.

Les augmentations de salaires récemment consenties ne doivent pas être dévorées par l'inflation... et ce sera une lutte difficile.

Les ordonnances sur la Sécurité sociale doivent être remaniées, en particulier en ce qui concerne la libre élection des travailleurs dans les conseils d'administration des Caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales.

Petites et moyennes entreprises industrielles et commerciales, artisans.

Votre rôle majeur dans l'équilibre économique du pays doit être compris. La propriété commerciale doit être défendue. Vos régimes de maladie et retraite doivent être rapidement mis sur pied.

Dans les circonstances nouvelles nées des grèves une politique de crédit doit être instaurée.

Professions libérales.

Le caractère libéral d'exercice de vos professions, gage de leur qualité, doit être maintenu, tout en facilitant les rénovations et associations de tous genres.

Familiaux.

La famille française, cellule de toute société organisée, doit être garantie et protégée. Le quotient familial de l'impôt sur le revenu doit être maintenu.

Agriculteurs.

Le Marché commun vous inquiète. Il faut continuer la politique de prudence et de défense des prix pratiqués par la France à Bruxelles. La coopération et la mutualité agricoles doivent être aidées.

Impôt général sur le revenu (I.R.P.P.).

Une réforme fondamentale de cet impôt injuste et anti-économique doit être faite dans le sens des recommandations du Conseil économique et social :

— pas de prélèvement à la source ;
— revenus déclarés par les tiers assimilés aux salaires ;
— abattement sur les salaires porté de 20 % à 30 % ;
— pas d'atteinte au quotient familial.

Europe.

Nous devons bâtir une Europe politique en obtenant :

— un passeport européen ;
— une monnaie européenne ;
— l'accès de tous les pays de l'Europe à la Communauté européenne.

Rapatriés et amnistie.

Nous devons enfin en finir avec les séquelles de la guerre d'Algérie en :

— amnistiant tous ceux qui restent encore détenus ;
— assurant enfin l'indemnisation des spoliés.

Pour réaliser ce programme.

Votez pour la liste qui assure enfin à Belfort la réconciliation des gaullistes, des indépendants et du M.R.P.

André TISSERAND

Avocat à l'âge de 19 ans. Bâtonnier de l'Ordre à Belfort
Docteur en Droit (mention très bien)
Lauréat de l'I.C. de Paris (Sciences) et de la Faculté de Droit
Membre (depuis 17 ans) du Conseil économique et social
Grand invalide pensionné militaire à 100 %
Père de cinq enfants
Mérite social (au titre des Anciens combattants et victimes de la guerre)
Mérite commercial
Mérite économique

Remplaçant éventuel :

Marcel CHEVAL

Retraité S.N.C.F.
Maire de Danjoutin
Conseiller général

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Au 12.615 votants qui m'ont donné leur voix : merci.

Dès le premier tour vous avez compris que la nécessaire réconciliation devait être faite et que l'ordre devait être maintenu et l'anarchie maîtrisée.

Dimanche prochain, tous à nouveau vous voterez, la victoire en dépend.

Aux électeurs du Centre démocrate - P.D.M.

Comme vous, nous pensons que le pays ne doit pas être divisé en deux blocs écrasant le Centre.

Seule une majorité élargie vers le centre et ouverte à la discussion pourra éviter que la crise et l'insurrection recommencent demain.

Seule la contestation au sein du gaullisme et de ses alliés permettra d'éviter à la France une révolution tous les deux ans.

C'est un choix d'intérêt national.

Je ne serai jamais un inconditionnel.

Aux abstentionnistes :

Vous avez attendu le second tour pour vous manifester. Vous connaissez maintenant les deux candidats :

La France est en danger, s'abstenir c'est trahir.

Vous devez voter.

Contre l'insurrection de la rue pour les réformes et le dialogue.

Liberté du travail.

Liberté d'expression.

Ordre et paix sociale.
Véritable grande Europe.
Participation des jeunes dans la vie professionnelle et universitaire.

Votez pour

ANDRÉ TISSERAND

Avocat à l'âge de 19 ans. Bâtonnier de l'Ordre à Belfort
Docteur en Droit (mention très bien)
Lauréat de l'I.C. de Paris (Sciences) et de la Faculté de Droit
Membre (depuis 17 ans) du Conseil économique et social
Grand invalide pensionné militaire à 100 %
Père de cinq enfants
Mérite social (au titre des Anciens combattants et victimes de la guerre)
Mérite commercial
Mérite économique

Remplaçant éventuel :

MARCEL CHEVAL

Retraité S.N.C.F.
Maire de Danjoutin
Conseiller général

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Cantons de : Delle, Fontaine, Giromagny, Rougemont-le-Château.
Communes de : Bavilliers, Cravanche, Essert, Salbert.

M. Jean-Marie BAILLY

(Candidat d'Union pour la défense de la République.)
élu le 30 juin 1968
(U.D.R.)

1re CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

La violente explosion de ce dernier mois de mai a surpris les personnes les plus averties. Elle a fait prendre conscience que notre pays avait encore besoin de profondes réformes, mais qu'il y avait cependant des limites à ne pas dépasser.

Hier, si le général de Gaulle a pu éviter de justesse un grand malheur au pays c'est parce qu'il était le Président de la République élu au suffrage universel par le peuple.

Aujourd'hui, il faut que chacun se sente mobilisé pour défendre la République. Vous avez le devoir d'éviter, grâce à votre bulletin de vote, que la revendication et la contestation, naturelles dans une démocratie, ne deviennent désordre et anarchie.

Mais vous avez aussi le pouvoir de décider que demain il faudra que chaque citoyen se sente responsable et qu'à l'intérieur de nos institutions il y ait des structures mieux adaptées au dialogue et à la discussion à tous les niveaux.

Cette ardente obligation de réformes est profondément ressentie par tous ceux qui l'an dernier ont encouragé et soutenu la candidature d'union que mon suppléant, le docteur Robert, et moi-même avions voulue. La situation politique d'aujourd'hui nous paraît constituer le meilleur encouragement pour persévérer dans cette voie et vous proposer un programme réaliste.

1° *Pratiquer une participation réelle.*

— dans l'entreprise : accorder un large accès aux moyens d'information et de formation à un plus grand nombre de salariés et de cadres : reconnaissance de la section syndicale d'entreprise ;

— dans les collectivités locales : éviter les interventions désordonnées ou trop impératives des diverses autorités de tutelle. Une plus large initiative doit être laissée aux conseils élus par les populations à l'échelon des communes, des départements, mais aussi des régions ;

— dans les établissements scolaires et universitaires où les associations de parents d'élèves pour le premier et le second degré, les maîtres et les étudiants dans les lycées, collèges et facultés doivent avoir le droit de s'exprimer pour qu'en accord avec les responsables de l'administration et de la pédagogie, l'Education nationale poursuive sa mission éminente d'ouverture sur le monde des idées, mais aussi sur celui des réalités ;

— dans les rapports entre le Parlement et le Gouvernement, une plus large participation au pouvoir politique doit permettre, par des votes de l'Assemblée Nationale, d'influencer davantage les grandes options avant qu'elles se traduisent dans le budget.

Pour l'essentiel, il faut sauvegarder le droit des citoyens à une information objective et leur assurer la participation aux responsabilités dans le respect de la dignité de chacun et de la nécessaire autorité des dirigeants.

2° *Développer la solidarité nationale.*

Chacune et chacun doit se sentir davantage partie intégrante de la communauté nationale. Ceci signifie en particulier que les personnes âgées, les veuves civiles et les veuves de guerre, les retraités et les anciens combattants, les mutilés du travail et les personnes handicapées recevront une meilleure part du revenu national.

Il faut donc réformer les ordonnances de l'été 1967 sur la Sécurité sociale pour donner de réels pouvoirs aux représentants élus des salariés. Eux seuls pourront déterminer les possibilités réelles d'un avancement progressif de l'âge de la retraite qui pourrait bénéficier en priorité aux femmes.

Le développement d'une vraie solidarité nationale doit concerner également :

— les paysans : amélioration du revenu agricole par l'accroissement des débouchés européens ; sauvegarde du régime de protection sociale apporté par la Vᵉ République et développement de l'indemnité viagère de départ ;

— les artisans, commerçants et petites et moyennes entreprises dont l'existence est parfois menacée par une fiscalité trop bureaucratique et des concentrations capitalistes d'entreprises. Leur maintien est indispensable dans une économie qui doit éviter le gigantisme pour permettre l'épanouissement de l'homme ;

— les jeunes : une solide formation doit déboucher sur un métier bien rémunéré. L'Institut universitaire de technologie pour 1.200 étudiants, promis l'an dernier, est en cours de construction.

En 1968, quatre clubs de jeunes sont accordés pour la région de Delle-Beaucourt et pourront accueillir tous ceux qui veulent faire des loisirs l'instrument d'un enrichissement culturel.

Avec le groupement « Belfort-Montbéliard » que je préconise, de nombreux emplois pourront en résulter.

— les familles : transformation de l'allocation de salaire unique en salaire familial à partir de trois enfants, révision de leurs charges fiscales dans le cadre de la réforme projetée de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, création d'un plus grand nombre de crèches et d'écoles maternelles ;

— les jeunes ménages : davantage de logements sociaux sont nécessaires. Déjà, pour 1968, j'ai pu obtenir en supplément 150 H.L.M. locatives et 50 H.L.M. accession pour des maisons individuelles.

Il est certain qu cette révolution pacifique et ces réformes profondes nécessiteront :

— En premier lieu, la cohésion exceptionnelle des élus de la Nation qui se réclament d'une voie politique nouvelle. Cette voie s'offre à tous les citoyens de bonne volonté décidés à ne plus se laisser acculer à la violence ou à la contestation brutale pour obtenir plus de liberté et de justice.

Elle doit amener la constitution à l'Assemblée Nationale d'une majorité élargie vers le Centre regroupant toutes les forces qui veulent que s'affirment à travers tout l'édifice social le sens de l'humain, le respect de la dignité de chacun et le souci de faire disparaître les criantes inégalités de notre société.

A la suppression des abattements de zone, maintenant acquise, devront s'ajouter l'amnistie pour tous les faits intervenus en raison des événements d'Algérie, ainsi qu'une juste indemnisation des rapatriés.

— En deuxième lieu, la mobilisation rapide de moyens financiers importants destinés en particulier à maintenir le pouvoir d'achat supplémentaire que les travailleurs ont obtenu par les Accords de Grenelle, et à permettre l'expansion et le plein emploi.

Cette politique impose de maintenir une monnaie solide et de s'ouvrir encore davantage sur une Europe indépendante de Moscou comme de Washington.

Or, qui peut raisonnablement espérer aujourd'hui qu'une telle politique pourrait être celle d'une coalition communiste — Fédération de la gauche ? Chacun sait qu'une telle alliance ne repose sur aucun programme commun et qu'elle est donc purement électorale. Bien plus, les récents événements ont permis de comprendre que la Fédération de la gauche ne pèserait pas lourd si elle venait à partager le pouvoir avec le Parti communiste.

C'est dire que le candidat qui ne peut être élu qu'avec les voix du Parti communiste est par avance prisonnier de ce parti. Involontairement peut-être, il contribue à rendre possible par les voies de la légalité la prise du pouvoir par les communistes qui n'ont pu l'obtenir d'un coup de force auquel ne paraissait pas répugner le président de la Fédération de la gauche.

Quand la passe est dangereuse, il faut mettre à la barre des hommes sûrs et expérimentés.

Vous me connaissez. Chaque mois, régulièrement, je tiens des permanences dans chacune des plus importantes agglomérations de la circonscription, offrant ainsi à quiconque l'occasion d'entretiens ou de discussions. Originaire du Territoire, issu d'une famille modeste de onze enfants, je n'ai ni fortune à dissimuler, ni ressources autres que celles de mon indemnité de député.

Certes, comme tous ceux qui agissent, je ne suis pas à l'abri de critiques et de reproches. Du moins ai-je tout fait pour le progrès de notre Territoire et le mieux-être des populations.

Sur le plan national, j'ai également pris mes responsabilités. Si je me suis refusé à voter les motions de censure à répétition déposées par les groupes de l'opposition, ce fut chaque fois avec l'unique souci d'éviter la crise. Car, je vous en laisse juge, y a-t-il dans notre pays une majorité de rechange possible avec une Fédération de la gauche dominée par le Parti communiste ? Avec toute ma conviction, je vous dis non.

C'est pourquoi je vous appelle à dire oui à une majorité élargie qui seule peut assumer le destin de notre pays.

Vive la République !
Vive la France !

Votez

JEAN-MARIE BAILLY
Député sortant
Conseiller général

Remplaçant éventuel :

Docteur PAUL ROBERT
Maire et Conseiller général de Rougemont-le-Château

2e CIRCULAIRE

Electrices, électeurs,

Avant tout, j'exprimerai mes plus cordiaux et sincères remerciements aux 10.596 voix qui se sont portées sur mon nom et sur celui du docteur Robert. Quel beau résultat pour la circonscription de Belfort-Campagne !

Ainsi, par delà les appartenances politiques, ce sont déjà près de 50 % des votants qui, comme nous, pensent que :

1° Des réformes profondes sont devenues nécessaires et des progrès sont encore à réaliser vers plus de justice sociale.

Mais ce n'est pas dans le désordre que des solutions pourront être trouvées et appliquées.

2° L'avenir économique et social du pays, l'emploi des jeunes, l'amélioration du sort des personnes âgées, des anciens combattants, des veuves et des personnes handicapées exigent une expansion nouvelle pour exporter davantage et accroître le revenu national.

Mais ce n'est pas sans une monnaie solide que le pouvoir d'achat des salariés, le revenu des paysans, artisans et commerçants et le niveau de vie des petites gens pourront être assurés.

3° En grand nombre, les ouvriers avaient placé leur espoir dans une gauche unie.

Mais ils savent maintenant que ce n'est pas avec les fanfaronnades d'un Mitterrand et avec une Fédération de la gauche qui n'est pas parvenue à établir un programme commun avec le Parti communiste qu'ils obtiendront satisfaction.

Le blocage des voix du Parti communiste et du P.S.U. sur le candidat de la Fédération, M. Pierre Mougin, ne changera rien à cette dure réalité :

La classe ouvrière est trahie par la gauche incapable de s'unir sur la politique extérieure comme sur la politique économique et sociale.

D'ailleurs, si les « mécontents » ont, au premier tour, porté leurs suffrages sur le Parti communiste, c'est bien parce qu'ils n'avaient aucune confiance dans la Fédération. Alors, pourquoi lui feraient-ils confiance au second tour ? Leur intérêt est bien en définitive de voter pour une majorité élargie seule capable de gouverner car le salarié français a parfaitement compris qu'une fois de plus les partis qui prétendent abusivement parler en son nom ne font qu'illusion sur leur capacité réelle à gouverner, à défendre la monnaie et à préserver le pouvoir d'achat des classes laborieuses et des personnes aux revenus modestes.

Par contre, à travers tout le pays, un sursaut s'est déjà manifesté dès le premier tour.

Ce n'est pas la victoire de la peur comme dit déjà l'opposition, c'est bien le triomphe du bon sens.

Qui pourrait, en effet, se laisser abuser par les attaques de ceux qui, avec la plus totale mauvaise foi, s'acharnent à nier l'œuvre magnifique de rénovation accomplie depuis dix ans ? Oublieraient-ils que les responsables du retard pris par notre pays dans tous les domaines pendant les dix années précédant la Vᵉ République ne sont autres qu'eux-mêmes, lorsque les Guy Mollet, Mitterrand et Mendès-France étaient au pouvoir ?

Dès lors, il ne peut plus y avoir de doute dans l'esprit des 1.251 électrices et électeurs du Centre P.D.M. qui ne contestent pas le grand principe de l'élection du Président de la République au suffrage universel. Avec nous, ils ont vu dans le général de Gaulle l'ultime rempart de la légalité et de la liberté contre tous les désordres. Au second tour, ils voudront choisir un homme décidé à élargir la majorité qui ne doit plus être inconditionnelle et qui n'aura rien à devoir au Parti communiste.

C'est à ce même choix que je convie les abstentionnistes du premier tour. Ils ne peuvent demeurer indifférents car, avec Jean-Marie Bailly, il s'agit :

— d'affermir la République ;
— de défendre toutes les libertés, particulièrement celle du travail ;
— de préparer l'avenir de la jeunesse dans l'Europe.

Tous aux urnes dimanche 30 juin.
L'élan est donné !
En avant pour la France !

Confirmez votre choix du premier tour en votant

JEAN-MARIE BAILLY
Député sortant
Conseiller général

Remplaçant éventuel :

Docteur PAUL ROBERT
Maire et Conseiller général de Rougemont-le-Château

Par contre, à travers tout le pays, ce sursaut s'est déjà manifesté dès le premier tour.

Ce n'est pas la victoire de la peur comme dit déjà l'opposition, c'est bien le triomphe du bon sens.

Qui pourrait, en effet, se laisser abuser par les attaques de ceux qui, avec la plus totale mauvaise foi, s'acharnent à nier l'œuvre magnifique de rénovation accomplie depuis dix ans ? Oublieraient-ils que les responsables du retard pris par notre pays dans tous les domaines pendant les dix années précédant la V[e] République ne sont autres qu'eux-mêmes, lorsque les Guy Mollet, Mitterrand et Mendès-France étaient au pouvoir ?

Dès lors, il ne peut plus y avoir de doute dans l'esprit des 1.261 électrices et électeurs du Centre P.D.M. qui ne contestent pas le grand principe de l'élection du Président de la République au suffrage universel. Avec nous, ils ont vu dans le général de Gaulle l'ultime rempart de la légalité et de la liberté contre tous les désordres. Au second tour, ils voudront choisir un homme décidé à élargir la majorité qui ne doit plus être inconditionnelle et qui n'aura rien à devoir au Parti communiste.

C'est à ce même choix que je convie les abstentionnistes du premier tour. Ils ne peuvent demeurer indifférents car, avec Jean-Marie Bailly, il s'agit :

— d'affermir la République ;

— de défendre toutes les libertés, particulièrement celle du travail ;

— de préparer l'avenir de la jeunesse dans l'Europe.

Tous aux urnes dimanche 30 juin.

L'élan est donné.

En avant pour la France !

Confirmez votre choix du premier tour en votant

Jean-Marie BAILLY

Député sortant

Conseiller général

Remplaçant éventuel

Docteur Raoul BORRET

Maire et Conseiller général de Rougemont-le-Château

DÉPARTEMENTS DE LA GUADELOUPE, DE LA GUYANE, DE LA MARTINIQUE ET DE LA RÉUNION

GUADELOUPE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Communes de : Anse-Bertrand, la Désirade, le Gosier, le Moule, Petit-Canal, Pointe-à-Pitre, Port-Louis, Saint-François, Sainte-Anne.

M. Léopold HELÈNE

(Candidat d'Union démocratique guadeloupéenne.)

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

L'Union démocratique guadeloupéenne

Aux électeurs et électrices de la Guadeloupe.

La consultation électorale des 23 et 30 juin 1968 revêt une importance exceptionnelle.

En effet, c'est notre République, c'est notre général de Gaulle, qui sont en cause.

La Ve République, celle qui fait honneur à la Nation française, celle qui a fait de la France le phare de l'Europe et du Monde, doit survivre avec encore plus de fermeté.

Après les agitations qui se sont produites en métropole dernièrement, tout homme de bon sens, tout vrai citoyen, doit tirer les conclusions suivantes : certains dirigeants de partis, avides de pouvoir, envahis par l'ambition, ont voulu exterminer la France, en poussant les Français au désordre, à la guerre civile, en œuvrant ainsi contre l'hégémonie française, contre leur propre pays. D'un autre côté, le général de Gaulle, de toute sa glorieuse stature, s'est levé pour les repousser : il a empêché le désordre, il a annihilé toutes tendances à la lutte fratricide. Encore une fois, il a sauvé la France notre chère patrie. La République française s'est affirmée plus que jamais.

Vous êtes pour le soutien du général de Gaulle, vous êtes pour le salut de la République, vous devez voter chaque fois pour les candidats gaullistes, pour ceux qui sont de vrais patriotes français pour ceux qui, comme vous, aiment la France.

A tous les électeurs, électrices de la Guadeloupe, parcelle outre-marine de la Communauté française, nous demandons de choisir la stabilité plutôt que l'aventure, l'ordre intérieur plutôt que le désordre, la paix générale plutôt que la guerre, de préférer l'avenir au passé et par conséquent d'accorder leurs suffrages aux candidats de la Ve République : Docteur Hélène, Mme Baclet et M. Lisette.

L'Union démocratique guadeloupéenne lance donc un appel à tous les électeurs et électrices soucieux de l'avenir de la Guadeloupe, conscients de la personnalité antillaise. Cette personnalité s'élève violemment contre toute idée d'auto-

nomie ou d'indépendance. Cette personnalité réclame l'intégration totale périphérique avec la France.

Nous voulons appartenir à jamais à cette grande République française, qui est en train de chercher à toujours mieux comprendre nos problèmes, à toujours mieux remplir ses devoirs légitimes à l'égard de ses citoyens des Antilles, et à toujours mieux prendre conscience de plus en plus de la personnalité vivante, du « Français-Antillais ».

Vive la Guadeloupe.
Vive la France-antillaise.
Vive la République française.
Vive le général de Gaulle.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : les Abymes, Baie-Mahault, Capesterre-de-Guadeloupe, Goyave, Lamentin, Morne-à-l'Eau, Petit-Bourg, Sainte-Rose, Terre-de-Bas, Terre-de-Haut.

M. Paul LACAVÉ

élu le 30 juin 1968
(Apparenté C.)

Guadeloupéennes, Guadeloupéens de la deuxième circonscription.

Il y a quinze mois, vous nommiez les députés à l'Assemblée Nationale. Durant ces quinze mois, le Gouvernement prenait des mesures impopulaires qui amenuisaient sans cesse sa majorité et le mettait en conflit avec les élus et les éléments formant la force vive du pays.

Il ne pouvait pas faire la politique des capitalistes monopoleurs et la politique des travailleurs. Son existence était en jeu.

Ainsi est-ce sans étonnement que vous avez appris les événements qui se sont déroulés à Paris et dans la France toute entière ou dix millions de travailleurs, d'étudiants, d'enseignants, jeunes et vieux manifestaient leur volonté d'obtenir des réformes profondes et d'accentuer le mouvement vers une démocratie avancée.

Pendant que le Gouvernement, sous la pression des masses, faisait droit à de nombreuses revendications ouvrières, le Président de la République dissolvait l'Assemblée Nationale.

Compatriotes,

Votre avenir est entre vos mains, c'est le moment de raffermir la lutte pour faire aboutir vos légitimes revendications :

a) la santé pour vos enfants ;
b) un salaire rémunérateur pour les ouvriers ;
c) le travail garanti pour notre jeunesse ;
d) le renforcement de l'action syndicale et la sécurité de l'emploi ·
e) un avenir meilleur pour les petits agriculteurs.

Durant quatorze mois, je n'ai cessé de lutter avec l'aide du Parti communiste français, du Parti communiste guadeloupéen contre la fermeture des usines, pour l'application des lois de la Sécurité sociale dans leur intégralité dans notre pays, contre le chômage, contre le sous-emploi, pour un enseignement compatible avec nos intérêts, pour les fonctionnaires victimes des abus du pouvoir, pour la protection des victimes des fléaux sociaux qui ruinent notre population, pour un prix plus rémunérateur de la canne, de la banane et de toutes les denrées que produisent les petits et les moyens agriculteurs.

Je n'ai jamais laissé passer l'occasion de protester avec véhémence contre toutes les formes de répression dont notre peuple a été victime ces jours derniers.

Ce travail est à peine commencé. Pour l'achever, pour donner à notre Guadeloupe la place à laquelle elle a droit, il faut voter, voter en masse pour ceux qui entendent faire participer les Guadeloupéens à une véritable gestion de leur pays dans l'honneur et la dignité, dans l'autonomie dans une union avec la France.

Paul LACAVÉ

Remplaçant éventuel :

Georges TARER

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Baillif, Basse-Terre, Bouillante, Capesterre-de-Marie-Galante, Deshaies, Gourbeyre, Grand-Bourg, Pointe-Noire, Saint-Barthélémy, Saint-Claude, Saint-Louis, Saint-Martin, Trois-Rivières, Vieux-Fort, Vieux-Habitants.

M. Gaston FEUILLARD

élu le 30 juin 1968

(U.D.R.)

Groupement des démocrates indépendants

Aux électrices et électeurs de la troisième circonscription de la Guadeloupe.

La France vient de vivre des heures graves. Elle en est sortie grâce au courage politique, au sens national et humain du Chef de l'Etat, le général de Gaulle, à qui nous gardons toute notre confiance.

Le Président de la République ayant dissous l'Assemblée Nationale, a fixé au 23 juin et éventuellement au 30 juin, les élections législatives.

Notre premier devoir est de nous opposer au communisme, qu'il soit français, ou guadeloupéen.

Déjà les pays de l'Est de l'Europe se libèrent du joug de leur régime autoritaire pour réclamer la liberté qu'ils ont perdue, parce qu'ils ont eu la faiblesse de faire confiance au Parti communiste.

En Guadeloupe, le danger est plus grand et beaucoup plus grave. Le Parti communiste veut, en effet, d'un régime dit « d'autonomie », mais avec Chambre des députés et ministres, ce qui signifie « indépendance ». Quand ce parti ajoute qu'il s'agit d'une autonomie « dans une union avec la France », cela est faux, car c'est un communiste notoire, qui a écrit dans son livre page 133 : « A l'autonomie interne succédera l'autonomie externe, puis l'indépendance politique. »

Que le peuple réfléchisse, Françaises, Français, de la Guadeloupe.

Que ferons-nous d'une indépendance, ou dans un premier temps, d'une autonomie ? La Guadeloupe est une petite île de 1.700 kilomètres carrés de 320.000 habitants, exposée aux dévastations des cyclones : la misère, la violence, les luttes entre frères, la terreur qui sont le lot de combien de pays promus à l'indépendance, sont pour nous des exemples que nous ne devons pas suivre, car la Guadeloupe connaîtrait rapidement le même sort.

Les autres conséquences, il faut encore les rappeler : nous ne serions plus Français — nous serions exposés à la mainmise des Américains avec toutes les complications racistes qui en résultent — nous n'aurions plus les avantages sociaux déjà acquis— nous subirions une régression dans tous les autres domaines (enseignement, économie...).

Vous voulez choisir le meilleur des candidats.

Rappelez-vous que le député est le représentant élu du peuple à l'Assemblée Nationale, laquelle vote les lois ; que le rôle du député est essentiellement de s'occuper des intérêts généraux de la Nation et des intérêts propres de son département.

Alors,

Nous qui connaissons vos problèmes pour les avoir vécus et vous avoir aidés à les résoudre ;

Nous qui avons obtenu la décision tendant à :

— L'augmentation des salaires — l'extension des allocations familiales aux marins-pêcheurs, aux gens de maisons, et en outre, la législation sociale pour les exploitants agricoles petits et grands et pour les travailleurs indépendants (artisans, commerçants...) — l'implantation de l'équipement indispensable à notre progrès économique, — la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans — des mesures de décentralisation et de régionalisation.

Nous, qui avons largement contribué à l'intégration de notre sucre dans le Marché commun, qui avons aussi réclamé le Marché commun pour notre banane ; nous assurons nos agriculteurs, dont nous connaissons les difficultés et les souffrances actuelles, de la continuité de nos efforts.

Aux populations de Marie-Galante, de Saint-Martin, de Saint-Barthélémy, nous disons : « Vos îles, si belles, sont bien des dépendances de la Guadeloupe, mais, elles ont des aspirations et des problèmes qui leur sont propres. »

Notre action, pour développer les moyens de communications et d'une manière générale pour assurer le progrès économique, s'est affirmée tant à l'Assemblée Nationale, qu'au Conseil général.

A notre jeunesse, nous disons :

« Vous êtes aux prises avec les dures réalités de l'existence, nous approuvons vos revendications, votre droit au travail. A cet égard, en France, comme partout dans le monde, nous assistons à une grande mutation dont le Gouvernement a pris pleine conscience. Il faut que la jeunesse guadeloupéenne participe, à part entière, à ce changement de structure.

Ainsi donc, électrices, électeurs,

Nous croyons, que nous avons de justes motifs pour mériter votre confiance.
Aussi, nous venons solliciter vos suffrages et mettre à votre service le fruit de notre longue expérience, de notre connaissance de la chose publique, et de notre ferme volonté de nous ouvrir sur l'avenir.

Votez massivement pour vos candidats :

GASTQN FEUILLARD
Ancien député
Maire de Basse-Terre — Conseiller général

Remplaçant éventuel :

PIERRE RENAISON
Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Basse-Terre
Conseiller municipal

Dès le 23 juin, au premier tour, votre vote décidera de notre avenir.

P.-S. — Basse-Terriens, ouvrez les yeux des candidats communistes aveuglés par la passion.

GUYANE

CIRCONSCRIPTION UNIQUE

Communes de : Approuague-Kaw, Cayenne, Iracoubou, Inini, Kourou, Macouria, Mana, Matoury, Montsimery-Tonne-Grande, Ouanary, Oyapoc, Remire, Roura, Saint-Laurent-du-Maroni, Sinnamary.

M. Hector RIVIEREZ

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Citoyennes, citoyens,

Aux élections législatives du 5 mars 1967, au premier tour de scrutin, vous m'avez fait l'honneur de m'élire député de la Guyane.

Votre vote avait alors valeur d'un acte de confiance. Alors que j'avais vécu loin de vous, vous avez eu foi dans ma promesse de me dévouer totalement pour mon pays natal, à qui j'offrais toute l'expérience que j'avais acquise comme parlementaire et comme juriste.

Une année s'est écoulée.. au cours de laquelle nos rapports n'ont pas cessé... Maintenant il vous est possible d'être juges de ma conception du mandat de député, juges de l'importance que j'attache à la haute mission que vous m'avez confiée, de la manière de la remplir, juges de mon comportement envers tous mes compatriotes, sans discrimination d'aucune nature, sans aucune distinction d'origine, et généralement envers tous les hommes et femmes qui ont choisi de vivre sur cette terre de Guyane.

Je vous avais promis d'être le député de tous. Je me suis appliqué à l'être.

Je vous avais promis d'être le défenseur des droits de notre département et de ses collectivités, des droits de tous ses habitants. J'ai conscience de l'avoir été.

Tous ceux qui, à un niveau quelconque, ont des responsabilités au sein des collectivités locales et des administrations, tous ceux qui s'intéressent à la vie sociale, culturelle, économique de notre pays, peuvent témoigner qu'en toute matière, j'ai veillé à ce que la voix de la Guyane soit entendue et que j'ai été attentif à tous les problèmes intéressant toutes les catégories sociales de notre département.

Tous savent que Paul Jean-Louis, le député suppléant, a été associé à l'action que j'ai menée, que ses promesses, elles aussi, ont été tenues.

C'est dans ces conditions que nous vous demandons de nous renouveler la confiance que vous nous avez accordée il y a un an.

Citoyennes, citoyens, je me présente à vos suffrages sous la même bannière et avec le même programme national qu'il y a un an.

Or, il y a un an, vous m'avez élu pour que je soutienne à l'Assemblée Nationale la politique de la France, décidée par le Gouvernement du général de Gaulle, Président de la République, à qui, le 18 décembre 1965, la Guyane française avait accordé massivement ses suffrages.

J'ai rempli ce mandat et, aujourd'hui, je prends à nouveau l'engagement d'aider le général de Gaulle à remplir la lourde tâche de conduire la France, comme vous l'avez voulu.

Citoyennes, citoyens,

La République, vous le savez, vient de connaître un péril mortel...

Une fois encore, elle a été sauvée par le général de Gaulle, soutenu par tous ceux qui ont le respect de nos institutions républicaines.

Vous qui tenez à toutes vos libertés, liberté de penser, de s'exprimer, de travailler, de se réunir, de vivre comme vous l'entendez dans le respect de la loi.

Vous qui refusez l'arbitraire, vous devez voter avec tous ceux qui sont unis pour défendre la République.

Citoyennes, citoyens,

Il en résulte que naturellement de votre vote dépend l'avenir même de notre Guyane.

Si vous voulez qu'elle demeure au sein de la République, en tant que département bénéficiant de structures régionales nécessaires à son développement.

Si vous voulez que se poursuive sans heurt et dans l'ordre la politique de progrès économique et social que seule la Ve République a effectivement pratiquée en Guyane.

Si vous voulez que l'avenir de notre jeunesse soit assuré et que, de plus en plus, nous poursuivions la conquête de tous les avantages sociaux dont bénéficient nos compatriotes de la Métropole.

Si vous voulez, comme le Gouvernement du général de Gaulle s'y est solennellement engagé par son projet de référendum, que se réalisent les réformes de l'Education nationale, l'adaptation des structures économiques et administratives, pour mieux promouvoir le progrès social, spécialement chez nous, en Guyane française.

Alors, il faut voter pour le candidat de l'Union pour la défense de la République.

Votez bulletin orange pour

HECTOR RIVIEREZ

Ancien député de la Guyane
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite
Conseiller à la Cour de cassation — Ancien sénateur

Remplaçant éventuel :

PAUL JEAN-LOUIS

Professeur au lycée Félix Eboué

MARTINIQUE

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Communes de : Ajoupa-Bouillon, Basse-Pointe, Bellefontaine, Carbet, Case-Pilote, Fonds-Saint-Denis, Grand'Rivière, Gros-Morne, Lorrain, Macouba, Marigot, Morne-Rouge, Morne-Vert, Prêcheur, Saint-Pierre, Sainte-Marie, Schœlcher, Trinité.

M. Camille PETIT

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Les événements dramatiques que vient de vivre la France ont fait apparaître la nécessité d'un vaste rassemblement des forces d'ordre et de progrès en vue de défendre, avec le général de Gaulle, la République contre la subversion et l'anarchie.

C'est donc, avec pour objectif premier :

La sauvegarde de la République démocratique contre les entreprises totalitaires et les menées subversives qu'iront au combat, le 23 juin prochain, en métropole comme dans les départements d'outre-mer, les candidats désignés par l'Union pour la défense de la République.

En ce qui concerne la Martinique, ces candidats s'engagent, en outre, à faire aboutir le programme suivant :

— Elévation du niveau de vie ;
— Extension des avantages sociaux accordés en métropole et notamment des textes législatifs et réglementaires relatifs à la formation professionnelle, au chômage et à l'emploi ;
— Réforme de l'enseignement à tous les degrés afin de l'adapter aux besoins de la collectivité et de mieux assurer ainsi des débouchés à notre jeunesse ;
— Aménagement plus rationnel de la réforme foncière en vue de la modernisation de l'agriculture et de la participation effective des organisations agricoles à la vie économique du département ;
— Défense de nos productions agricoles dans le Marché commun par l'établissement d'un règlement communautaire garantissant l'écoulement de nos produits contre la concurrence des pays tiers à salaires anormalement bas.
— Restructuration de l'industrie sucrière avec l'aide de l'Etat et la participation de toutes les catégories professionnelles intéressées ;
— Développement du tourisme, de la pêche et de l'industrialisation ;

— Réforme des structures administratives et financières en vue de parvenir à la décentralisation, à la déconcentration et à la régionalisation, dans le cadre des institutions de la métropole.

Ce programme de réformes hardies ne peut être exécuté que dans une démocratie rénovée, au sein de la République française.

C'est pourquoi nous appelons les Martiniquaises et les Martiniquais de toutes tendances, avec la collaboration active des générations montantes, à voter massivement :

— contre les protagonistes avoués ou masqués de l'autonomie et de l'indépendance, solutions de misère et de désespoir ;

— contre les adversaires de la Vᵉ République qui, depuis dix ans, a si puissamment contribué à la promotion économique et sociale de notre département ;

— et pour les candidats de l'Union pour la défense de la République.

Docteur CAMILLE PETIT

Remplaçant éventuel :

GÉRARD TELLE

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Fort-de-France, Lamentin, Saint-Joseph.

M. Aimé CÉSAIRE

(Candidat du Parti progressiste martiniquais)
élu le 23 juin 1968
(Non inscrit)

Citoyennes, citoyens,

Depuis des années, nous n'avons cessé d'attirer votre attention sur les vices majeurs du système politique qui régit la France, voire les territoires qui sont sous la domination de la France.

Dans notre circulaire électorale de 1967, nous dénoncions les méthodes du Gouvernement : l'autoritarisme arrogant, le paternalisme humiliant, le bureaucratisme paralysant, sans compter la centralisation démentielle, le tout, aggravé à la Martinique par un colonialisme et un racisme impénitents, lesquels paralysent les initiatives locales, empêchent le démarrage de l'industrialisation du pays, refusent la réforme agraire, entretiennent la discrimination.

Les résultats sont là, catastrophiques :

En France, et donc plus encore à la Martinique : maintien des salaires à un taux anormalement bas, chômage de plus en plus important, diminution des presta-

tions sociales par suite d'une réforme réactionnaire de la Sécurité sociale ; politique absurde d'expulsions des pauvres gens installés en des quartiers qu'ils ont créés ; bref, injustices sociales accumulées et dégradation continue du pouvoir d'achat des masses.

On sait comment le peuple de France a réagi à la politique économique et sociale réactionnaire : le peuple de France *s'est révolté.* Révolté dans ses usines, dans ses écoles, dans ses universités, réclamant qu'elles soient autonomes pour qu'il les gère lui-même, dans son intérêt exclusif.

A la Martinique, les réactions ont été moins dramatiques, mais le mécontentement n'est pas moins grand et la situation pour ceux qui réfléchissent n'est pas moins explosive.

C'est dire qu'à la crise provoquée par la politique réactionnaire et antipopulaire du Gouvernement, il importe de donner un dénouement conforme aux intérêts populaires.

Cela, Martiniquais et Martiniquaises, vous pourrez contribuer à le faire en participant massivement au scrutin du 23 juin prochain.

Contre la centralisation, le bureaucratisme, le colonialisme, vous voterez Aimé Césaire (bulletin rose).

Contre toutes les discriminations, contre l'inégalité et l'injustice sociale, vous voterez Aimé Césaire.

Pour l'augmentation du nombre d'emplois ;

Pour la création de logements populaires ;

Pour l'augmentation des salaires d'une part et des allocations familiales d'autre part, vous voterez Aimé Césaire.

Vous voterez enfin

AIMÉ CÉSAIRE

Remplaçant éventuel :

CAMILLE DARSIÈRES

Pour que la Martinique ne soit plus administrée par une équipe de technocrates sans liens avec le pays ; pour que les Martiniquais puissent accéder à la responsabilité de gérer leurs propres affaires ; pour qu'ils puissent prendre en main leur destin, grâce à un régime politique nouveau fondé à la fois sur l'autonomie martiniquaise et la solidarité des démocrates français.

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Anses-d'Arlets, Diamant, Ducos, François, Marin, Rivière-Pilote, Rivière-Salée, Robert, Sainte-Anne, Saint-Esprit, Sainte-Luce, Trois-Ilets, Vauclin.

M. Victor SABLÉ

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(Apparenté R.I.)

Electrices, électeurs,

Les événements dramatiques que vient de vivre la France ont fait apparaître la nécessité d'un vaste rassemblement des forces d'ordre et de progrès en vue de défendre, avec le général de Gaulle, la République contre la subversion et l'anarchie.

C'est donc, avec pour premier objectif :

La sauvegarde de la République démocratique contre les entreprises totalitaires et les menées subversives qu'iront au combat, le 23 juin prochain, en métropole comme dans les départements d'outre-mer, les candidats désignés par l'Union pour la défense de la République.

En ce qui concerne la Martinique, ces candidats s'engagent, en outre, à faire aboutir le programme suivant :

— Elévation du niveau de vie ;

— Extension des avantages sociaux accordés en métropole et, notamment, des textes législatifs et réglementaires relatifs à la formation professionnelle, au chômage et à l'emploi ;

— Réforme de l'enseignement à tous les degrés afin de l'adapter aux besoins de la collectivité et de mieux assurer ainsi des débouchés à notre jeunesse ;

— Aménagement plus rationnel de la réforme foncière en vue de la modernisation de l'agriculture et de la participation effective des organisations agricoles à la vie économique du département ;

— Défense de nos productions agricoles sur le Marché commun par l'établissement d'un règlement communautaire garantissant l'écoulement de nos produits contre la concurrence des pays tiers à salaires anormalement bas ;

— Restructuration de l'industrie sucrière avec l'aide de l'Etat et la participation de toutes les catégories professionnelles intéressées ;

— Développement du tourisme, de la pêche et de l'industrialisation ;

— Réforme des structures administratives et financières en vue de parvenir à la décentralisation, à la déconcentration et à la régionalisation, dans le cadre des institutions de la métropole.

Ce programme de réformes hardies ne peut être exécuté que dans une démocratie rénovée, au sein de la République française.

C'est pourquoi nous appelons les Martiniquaises et les Martiniquais de toutes tendances, avec la collaboration active des générations montantes, à voter massivement :

— contre les protagonistes avoués ou masqués de l'autonomie et de l'indépendance, solution de misère, de désespoir ;

— contre les adversaires de la Vᵉ République qui, depuis dix, a si puissamment contribué à la promotion économique et sociale de notre département ;

— et pour les candidats de l'Union pour la défense de la République.

Votez

Victor SABLÉ

Remplaçant éventuel :

Jules SAUPHANOR

LA RÉUNION

PREMIÈRE CIRCONSCRIPTION

Communes de : Bras-Panon, Saint-André, Saint-Benoît, Saint-Denis, Sainte-Marie, Sainte-Suzanne, Salazie.

M. Michel DEBRÉ

(Candidat d'Union pour la défense de la République)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Pourquoi ces élections ?

Pour sauver votre liberté que les communistes ont menacée et menacent encore.

La France a vécu au cours du mois de mai des heures dramatiques. De certaines difficultés universitaires et sociales est née une crise que le Parti communiste a voulu aggraver pour renverser par la violence le général de Gaulle et installer sa tyrannie.

Le général de Gaulle, face à ce péril, a décidé de faire appel au suffrage du peuple. Il a prononcé la dissolution de l'Assemblée Nationale afin que les citoyens et les citoyennes de toute la France, en choisissant leurs députés, fassent connaître s'ils approuvent ou désapprouvent sa politique.

A la Réunion, département français, électrices et électeurs ont à répondre de la même façon qu'en métropole.

Quel peut être votre choix ?

D'un côté, le Parti communiste. Vous savez quels sont ses objectifs : par la violence supprimer la liberté, toutes les libertés au profit d'une dictature qui ne laisse le droit de vivre et de travailler qu'à ceux qui acceptent la servitude. A la Réunion, le communisme veut en outre la rupture totale des liens qui unissent notre île à la métropole, c'est-à-dire décider que les Réunionnais et les Réunionnaises ne sont plus des Français ni des Françaises, mettre fin à toute l'aide économique et sociale qu'apporte la mère patrie.

De l'autre côté, il y a la France et la République, c'est-à-dire la liberté, toutes les libertés et le progrès dans la paix sociale. Pour la Réunion, la victoire de la République c'est une fois de plus affirmer que la Réunion est une terre française où se poursuit la politique de départementalisation qui a fait faire à notre île de si considérables progrès.

Encore une fois, le choix est clair : ou le communisme totalitaire et séparatiste, ou la République avec la liberté et la Réunion intégrée à la France !

Amies, amis réunionnais, vous choisirez la République avec d'autant plus d'enthousiasme qu'au cours des dernières années les propos que je vous ai tenus au

cours de deux campagnes électorales ont été justifiés par les réalisations accomplies et par celles qui sont en chantier.

Je vous ai dit et je vous redis que la Réunion est en train de devenir une terre moderne

— moderne par son progrès économique,
— moderne par son progrès social,
— moderne par son progrès intellectuel,
— moderne par la fin de son isolement.
La Réunion est en marche vers le mieux-être et la justice sociale.

Electeurs, électrices,

C'est à vous de décider.
Votre choix ne peut faire de doute.
Vous voterez pour le général de Gaulle et pour la République.

MICHEL DEBRÉ
Ministre des Affaires étrangères

Remplaçant éventuel :

Me HENRY SERS
Avocat

La Réunion en marche (première circonscription).

L'activité économique.

Sucre.

Prix garantis sur le marché européen pour 300.000 tonnes. — Prix moyens payés au producteurs au kg : 1965-1966 : 33,09 francs CFA ; 1966-1967 : 37,85 francs CFA ; 1967-1968 : estimé à 41 francs CFA.

Silo à sucre : économie de 2,24 francs CFA par kg en 1966-1967.

Vanille.

Ecoulement de la production assurée.

Construction d'un atelier de conditionnement moderne à Bras-Panon pour la coopérative.

Diversification des productions.

Mise en service du silo à maïs de Sainte-Marie et des installations de la coopérative fruitière à Saint-Denis. — Aides à l'élevage.

Industrialisation.

Mise en service de l'usine de panneaux ligneux à la Mare ; la raffinerie de Quartier-Français ; l'atelier de plastique à Rivière-du-Mât ; trois fabriques d'éléments de construction à Saint-Denis.

L'équipement.

Construction.

13.000 logements construits de 1961 à 1967. Rythme actuel : 3.000 logements par an.

Equipements scolaire, sportif et culturel.

1.300 classes construites à la Réunion entre 1962 et 1968.
121.000 élèves à la rentrée scolaire de 1967.
3.500 instituteurs en 1968 contre moins de 2.000 en 1959.
Mise en service à la prochaine rentrée des Cités scolaires du Butor à Saint-Denis et de Saint-Benoît.
Maisons de jeunes à Saint-Denis, Bras-Panon, Sainte-Suzanne, Saint-Benoît.
Piscines de Sainte-Suzanne et Saint-Benoît. — Modernisation de la piscine de Saint-Denis.
Projet de campus universitaire et de stade omnisports du Chaudron à Saint-Denis.

Electrification.

La production double en dix ans en métropole, en cinq ans à la Réunion.
Takamaka : plus de 3 milliards CFA d'investissement.
Baisse au 1er juillet 1968 de 15 % sur la basse tension, 20 % sur la haute tension et 30 % supplémentaire pour l'énergie réservée à l'agriculture.

Electrification rurale.

IVe Plan : 20 % de la population desservie ; Ve Plan (en cours) : 50 % de la population desservie.
Extension des réseaux à Saint-Denis, Saint-Benoît, Sainte-Marie.
Electrification du Cirque de Salazie.

Adduction d'eau.

IVe Plan : 30 % de la population desservie ; Ve Plan (en cours) : 75 % de la population desservie.
Travaux à Saint-Denis, Sainte-Marie, Salazie, Grand-Ilet, Sainte-Suzanne, Sainte-Anne, Saint-André, Saint-Benoît, et en cours de lancement à Bras-Panon.

Postes et télécommunications.

Liaison hertzienne directe Saint-Denis - Saint-Pierre.
Construction de l'hôtel des postes à Saint-Denis. En 1969, automatique à Saint-Denis, Saint-André, Sainte-Suzanne. En 1970 à Saint-Benoît.

Hydraulique agricole.

En 1970, plus de 8.000 hectares irrigués dans l'île.
Casier expérimental de Champ-Borne. Démarrage des travaux définitifs en 1968.

Réforme foncière.

La SAFER traite dans l'île plus de 1.000 hectares par an (dépassant les perspectives du Plan).

Routes.

Financement assuré de la sortie est de Saint-Denis. Renforcement de l'itinéraire du sucre.

Aéronautique.

Allongement de la piste de Gillot pour y recevoir les Boeing.

O.R.T.F.

Nombre de récepteurs en avril 1968 : 13.000 en télévision, 72.000 en radio.

Equipement sanitaire.

Ouverture de l'école d'infirmières en 1966.
Mise en service de la maternité-hospice de Saint-André.
Extension prévue du C.H.D. Bellepierre.

Réalisations sociales.

Cantines scolaires.

1963 : 24.406 rationnaires.
1968 : 93.590 rationnaires.

Sécurité sociale.

Prestations dans l'île : 8,347 milliards de F CFA.
Cotisations : 4.941 milliards de F CFA.
Déficit compensé sur le plan national : 3,406 milliards de F CFA.
Augmentation du nombre des immatriculations : plus de 7.000 par an.
Extension de la Sécurité sociale aux exploitants agricoles en 1969.

Aide médicale et sociale.

Dépenses en 1967 : 3,291 milliards de F CFA.
Taux moyen de subvention de l'Etat : 65 % environ.

Formation professionnelle.

Construction en cours du centre de FPA de Saint-André.
Implantation de centres de formation préprofessionnelle à Saint-Denis, Sainte-Suzanne, Sainte-Anne, Saint-Benoît, Saint-André. En 1968, ouverture d'un centre à Cambuston.

Tous ces chiffres montrent la transformation très rapide de l'île, qui s'effectue grâce à une aide importante de la Métropole : près de 25 milliards de francs CFA ont été dépensés par l'Etat à la Réunion en 1967, alors que les recettes locales atteignent moins de 10 milliards CFA.

La solidarité de la Métropole, l'effort des collectivités locales et de tous les Réunionnais font de la Réunion un département de progrès.

DEUXIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : les Avirons, Entre-Deux, l'Etang-Salé, le Port, La Possession, Saint-Leu, Saint-Louis, Saint-Paul, Trois-Bassins.

M. Jean FONTAINE

(Candidat républicain national U.D.R.)
élu le 23 juin 1968
(U.D.R.)

Electeurs, électrices de la deuxième circonscription,

Chers compatriotes,

Le 23 juin prochain, vous serez appelés aux urnes pour élire un député.

Le choix de votre candidat est déterminant pour l'avenir de la Réunion. En effet, nous vivons présentement des heures décisives qui détermineront le sort de notre île.

En fait, il s'agit de choisir entre, d'une part, la défense des libertés républicaines et le progrès social dans l'efficacité, d'autre part, le chaos et l'aventure.

Tous les Réunionnais sont d'accord pour reconnaître que les destinées de la Réunion ne peuvent se développer harmonieusement que dans le cadre de la Nation française. C'est pourquoi, ils sont farouchement partisans de l'intégration totale de leur île dans la France.

Ce principe, « Réunion département français d'outre-mer » doit être désormais dépassé, pour franchir définitivement le fossé qui nous sépare de la Métropole en réclamant l'intégration totale. Ce n'est pas un slogan parmi tant d'autres. Ce n'est pas un cheval de bataille électoral enfourché pour les besoins de la cause. C'est avant tout une aspiration essentielle et fondamentale correspondant à notre vœu le plus cher. C'est que l'intégration totale présente un changement radical des options politiques essentielles et une révision des termes présidant aux relations sociales.

C'est pourquoi, à une politique nouvelle, il faut des hommes nouveaux qui se sont engagés à lutter pour réaliser cet idéal foncièrement réunionnais et obtenir le mieux-être de tous les habitants de cette île et principalement de ceux qui, actuellement, sont les plus démunis.

C'est pour se permettre une liberté totale d'action qu'ils ont voulu garder leur indépendance à l'égard de tous les partis, en choisissant la voie de l'efficacité, au sein de l'Union pour la défense de la République.

Ils sont pour le progrès dans tous les domaines en se défendant d'appartenir aux catégories périmées de droite ou de gauche. Ils sont pour la Réunion dans la France et avec la France.

Cette option comporte pour eux des engagements fermes et solennels.

En tout premier lieu, ils réclament l'intégration totale.

Ceci suppose toute une série de mesures préalables :

A. — Sur le plan général :

— Péréquation des charges de transport pour pallier le handicap de la distance et assurer l'abaissement des prix de revient ;

— Application de toutes les lois sociales et économiques et notamment l'application des décrets relatifs à l'aménagement du territoire à l'action régionale ;

— Intégration sans restriction de notre production locale dans le marché français européen et l'extension à la Réunion du Fonds européen d'orientation agricole.

B. — Dans le domaine social :

— Augmentation des allocations familiales dans le cadre d'une véritable parité globale ;

— Lutte contre le chômage par création d'emplois, ouverture de chantiers de travaux publics, industrialisation pour permettre à tous et surtout aux jeunes qui arrivent sur le marché du travail de gagner dignement leur vie ;

— Développement de la formation professionnelle accélérée qui doit déboucher sur un marché du travail certain.

C. — Dans le domaine économique :

1° Pour les planteurs.

— Revalorisation et commercialisation de tous nos produits ;
— Création d'organismes de sécurité contre les calamités agricoles ;
— Développement et encouragement de l'élevage ;
— Création de voies de désenclavement et de réseaux d'irrigation ;
— Mise en valeur des terres des hauts insuffisamment exploitées ;
— Aide et protection du F.O.R.M.A. ;
— Aménagement de la fiscalité.

2° Pour les ouvriers salariés.

— Faire disparaître les inégalités choquantes existant entre le secteur public et le secteur privé ;
— Organiser la défense des travailleurs par la création de Conseils de Prud'hommes;
— Veiller à la participation des travailleurs et à la gestion des entreprises;
— Faire respecter les libertés syndicales, les droits de la personne humaine ;
— Organiser l'aide aux travailleurs sans emploi ;
— Obtenir l'allocation de salaire unique.

3° Pour les vieux et les anciens combattants.

— Reconnaissance de leurs droits ;
— Amélioration de leur sort.

4° Pour les femmes.

— A travail égal, salaire égal ;
— Respect de leur dignité de citoyenne et de mère de famille.

5° Pour les jeunes.

— L'enseignement à la portée de tous (écoles, maîtres, bourses).

6° Pour les fonctionnaires.

— Assimilation totale et complète avec leurs homologues métropolitains quels que soient leur origine et leur lieu de recrutement ;
— Suppression de toute discrimination.

Electeurs, électrices de la deuxième circonscription,

— Pour l'intégration totale de la Réunion dans la France ;
— Pour éviter à notre pays de sombrer dans l'aventure ;
— Pour le respect de notre dignité et de nos libertés ;
— Pour l'élévation indispensable du niveau de vie de nos populations et principalement de celles qui sont les plus défavorisées ;
— Pour la défense bien comprise des planteurs ;
— Pour le développement et l'équipement du pays ;
— Pour une politique sociale de progrès et de rénovation ;
— Pour servir la Réunion et la France, confondues dans une même foi.

Votez

JEAN FONTAINE

Remplaçant éventuel :

PAUL BÉNARD

TROISIÈME CIRCONSCRIPTION

Communes de : Petite-Ile, Plaine-des-Palmistes, Saint-Joseph, Saint-Philippe, Saint-Pierre, Sainte-Rose, le Tampon.

M. Marcel CERNEAU

(Candidat soutenu par l'U.D.R.)
élu le 23 juin 1968
(N.I.)

Chères électrices, chers électeurs,

A la suite du tumulte social qui a secoué la France entière, le Président de la République a pensé qu'il était opportun de dissoudre l'Assemblée Nationale et de consulter la Nation.

De ce fait, après seulement quatorze mois d'exercice du mandat de cinq ans que vous m'avez confié le 5 mars 1967, je dois à nouveau solliciter les suffrages des électrices et des électeurs de la troisième circonscription de la Réunion.

Je vous ai entretenus longuement l'année dernière dans de nombreuses réunions électorales et par la suite au cours de contacts particuliers, des résultats spectaculaires dans certains domaine, obtenus depuis bientôt dix années que vous m'avez confié la tâche très difficile, mais combien exaltante d'être votre représentant auprès des autorités tant locales que nationales de qui dépend l'avenir de la collectivité réunionnaise.

Je ne crois pas avoir failli à cette tâche, avec l'esprit d'indépendance que vous me connaissez.

Le programme de mon action est toujours le même.

Je suis :

— *Pour une Réunion intégrée totalement* à la Nation française, ce qui postule en particulier l'atténuation dans l'immédiat et la suppression à terme des charges dues à la distance qui nous sépare de la Métropole ;

— *Pour la défense* des Réunionnais de toutes conditions, en commençant par les plus humbles et notamment des planteurs ;

— *Pour l'expansion* de notre économie, génératrice de richesses et d'emplois ;

— *Pour une politique sociale* hardie, assurant à chacune et à chacun un niveau de vie constamment amélioré ;

— *Pour l'édification* d'un ordre social permettant l'épanouissement de notre jeunesse ;

— *Contre* les insupportables discriminations et disparités ;

Tout cela dans la France.

En définitive, si compte tenu des progrès réalisés, de mon programme d'action, vous êtes favorable à ma candidature.

— Je vous demanderai de bien vouloir, non seulement m'apporter votre suffrage, mais de le dire autour de vous pour que le nombre d'abstentions soit réduit au minimum et que l'élection du 23 juin 1968 soit, comme les précédentes, un triomphe, le vôtre.

Marcel CERNEAU

Candidat soutenu par l'U.D.R.

Remplaçant éventuel :

Guy HOARAU

TERRITOIRES D'OUTRE-MER

TERRITOIRE DES COMORES

La circulaire électorale de MM. Saïd Ibrahim et Mohamed Ahmed (candidats U.D.R.), élus le 23 juin 1968, n'est pas parvenue au service des archives de l'Assemblée Nationale.

ILES WALLIS ET FUTUNA

M. Benjamin BRIAL

élu le 7 juillet 1968

(U.D.R.)

Electrices, électeurs,

Beaucoup d'entre vous m'ont demandé de me présenter aux élections législatives du 7 juillet 1968. Après de longues hésitations, j'ai accepté. Pourquoi ?

Parce que, moi aussi, je crois que le moment est venu où Wallis et Futuna doivent avoir un député né dans ce territoire, qui y travaille, qui y habite, qui connaît toutes vos difficultés qu'il voit tous les jours et que, souvent, il partage avec vous.

Depuis que nos îles sont devenues un territoire de la France d'outre-mer, bien des choses ont changé, petit à petit. Nos yeux se sont ouverts. Nos esprits se sont éveillés. C'est pour cela que nous voulons maintenant que ce soit un homme de notre pays qui aille expliquer tout cela en France.

J'ai la volonté d'être cet homme.

Je ne vous fais pas de promesses. Je ferai ce que je pourrai faire, mais je le ferai avec tout mon cœur, un cœur qui bat avec le vôtre tous les jours.

Je sais ce dont vous avez le plus besoin, car je suis membre de l'Assemblée territoriale. J'ai le plus grand respect pour nos chefs traditionnels, étant moi-même de leurs familles. J'aiderai aussi notre religion qui est à la base de notre vie de tous les jours. Je travaillerai aussi avec le Gouvernement français et avec son administration car, pour nous, hors la France, il n'y a pas de salut pour notre pays, si petit et si pauvre.

Enfin, je resterai toujours aux côtés du général de Gaulle car je suis un de ses anciens soldats et j'ai fait la guerre sous ses ordres. Ce sont des choses qu'on ne saurait oublier.

Wallisiens et Wallisiennes
Futuniens et Futuniennes
Votez tous pour un homme de votre sang et de votre pays... votez tous pour...

BENJAMIN BRIAL

NOUVELLE-CALÉDONIE ET DÉPENDANCES

et NOUVELLES-HÉBRIDES (ressortissants français)

M. Roch PIDJOT

élu le 23 juin 1968

(P.D.M.)

Calédoniennes, Calédoniens, chers compatriotes,

Il y a quinze mois lors du scrutin du 15 mars 1967, vous m'aviez fait massivement confiance pour mener à bien le programme qu'avec l'Union calédonienne je vous avais proposé.

Pourquoi aujourd'hui sollicitons-nous à nouveau vos suffrages ?

Tout simplement parce que la France traverse l'une des crises les plus graves qu'elle n'ait jamais connue et que le Président de la République en vertu de l'article 12 de la Constitution, a dissout l'Assemblée Nationale.

Cette crise a fait ressortir l'urgence des réformes qui s'imposent et notamment une large décentralisation dans tous les domaines ; tous les départements tant métropolitains que d'outre-mer ne réclament-ils pas aujourd'hui une certaine autonomie ?

Au cours de ces derniers mois, notre Territoire aussi a connu de graves problèmes du fait des trois projets de lois Billotte. Vous avez suivi les prises de position des élus du groupe de l'Union calédonienne à l'Assemblée territoriale et de votre député à l'Assemblée Nationale.

Notre ligne de conduite dans toute cette affaire : la défense de la personnalité calédonienne dans le cadre du statut de territoire d'outre-mer au sein de la République française. Car il faut bien le répéter aujourd'hui encore, tous ces projets avaient pour but la suppression de nos franchises territoriales et la mise en départementalisation de notre Territoire. Ce faisant, j'ai conscience d'avoir défendu avec tout mon groupe les intérêts de tous les Calédoniens sans exception, et même de ceux qui se sont toujours opposés à nous et nous combattent aujourd'hui encore. Et même ces derniers temps n'avons-nous pas vu nos adversaires compter sur nous pour la défense de leurs intérêts qui, pour une fois, se confondaient avec ceux de la Nouvelle-Calédonie ?

Grâce à l'action cohérente et sans faille de l'Union calédonienne, les trois projets de lois n'ont pas pu être soumis à l'approbation de l'Assemblée Nationale avant sa dissolution.

En vérité, c'est la maturité politique et le sens des réalités des élus de la majorité qui ont permis à notre Territoire, grâce à la lutte obstinée et tenace que nous menons depuis toujours contre cette centralisation poussée à l'extrême qui s'appelle la départementalisation, d'échapper totalement aux convulsions qui ont si cruellement agité la mère patrie.

Nous vous avions promis lors des dernières consultations électorales de tout mettre en œuvre pour doter le Territoire d'institutions libérales et évolutives dans un cadre français. Devant la menace de départementalisation, conséquence des projets Billotte, nous avons été amenés à voter le 26 janvier dernier une motion demandant à doter le Territoire d'un statut d'autonomie interne, dans le cadre de la République française.

Une infâme campagne nous a prêté en ce domaine des intentions qui ne sont pas les nôtres. Qu'entendons-nous par autonomie interne sinon pour les Calédoniens la possibilité de participer directement à la gestion des affaires uniquement intérieures de notre Territoire et d'éviter ainsi une centralisation excessive qui s'est révélée si néfaste en métropole ?

Car, enfin, si notre voix venait à être entendue, quelle en serait la conséquence ? Uniquement la mise en place d'un exécutif responsable devant les élus de l'Assemblée territoriale, seuls représentants valables de la population, et ce dans les domaines où notre Assemblée est compétente.

Je réaffirme solennellement notre position :

— Non à l'indépendance !

— Non à la départementalisation !

— Oui au maintien du statut de territoire d'outre-mer dans le cadre de la République française, mais avec les aménagements rendus nécessaires et indispensables aux textes actuels, compte tenu de notre évolution !

Dans cette perspective, un dialogue doit s'instaurer entre les représentants du Territoire et du prochain Gouvernement de la République. Je pense être le mieux placé pour cette tâche !

L'aboutissement de ces problèmes majeurs ne sont pas mes seules préoccupations.

Avec mes amis de l'Union calédonienne et tous ceux qui voudront œuvrer pour le bien de notre Territoire, je m'engage à lutter pour l'aboutissement des objectifs suivants, pour la plupart desquels vous m'aviez fait confiance lors du précédent scrutin législatif :

Dans le domaine social et ouvrier.

En liaison avec tous les organismes intéressés et notamment les syndicats :

— Poursuite de nos efforts pour la mise en place de comités d'entreprise.

— Dans le cadre de l'expansion économique, garantie du plein emploi de la main-d'œuvre locale et développement de la formation professionnelle dans l'intérieur pour la poursuite de la promotion du milieu rural, notamment autochtone.

— Lutte contre la hausse des prix et maintien du pouvoir d'achat des salariés et des agriculteurs.

— Rétablissement de la sincérité de l'indice de cherté de vie, véritable garantie de l'échelle mobile des salaires.

— Revalorisation et majoration des retraites et pensions.

— Mise en place d'une véritable politique de l'habitat.

— Mise en place progressive d'un véritable système de sécurité sociale adapté au Territoire.

Dans le domaine économique et financier.

— La défense et le maintien du franc Pacifique.

— Affectation au développement du Territoire des fonds calédoniens obligatoirement déposés dans les caisses publiques, caisses d'épargne, chèques postaux, Caisse des dépôts et consignations, CAFAT, caisse locale des retraites.

— La participation sans exclusive des sociétés étrangères au développement de l'industrie minière et métallurgique.

— Le développement industriel du Nord calédonien.

— La réforme de la Chambre de commerce et la suppression de son élection au double collège avec droit de vote pour tous les patentés.

— L'application dans le Territoire des dispositifs de crédit à moyen terme et à long terme.

— L'opposition à toute tentative d'instauration de l'impôt direct. La libération du commerce, le droit pour les Calédoniens de se procurer les marchandises là où elles sont meilleur marché et la liberté d'importer de tous pays pour tous les commerçants.

— Le développement du tourisme et l'équipement touristique.

— Augmentation comme pour les autres territoires de la dotation FIDES. Développement de la politique d'emprunt auprès du FED et de la BEI.

Dans le domaine rural.

— L'encouragement aux industries agricoles et pastorales.

— L'organisation de la commercialisation des produits agricoles et l'extension du frigo et de la chaîne frigorifique.

— La relance des projets de pêcherie et d'ostréiculture.

— Le maintien des réserves avec application d'un régime de prêts agricoles à très long terme et sans intérêt adapté au paysannat mélanésien et aux collectivités rurales.

— L'entrée réclamée depuis plus de dix ans des autochtones à la Chambre d'agriculture, dernier bastion colonialiste.

Dans le domaine de la jeunesse.

— Création de véritables maisons de la culture et des loisirs pour les jeunes, surtout dans l'intérieur.

— Donner à tous ceux qui en ont la capacité, les possibilités de poursuivre des études.

— Création d'un véritable centre d'orientation de la jeunesse, tenant compte du développement futur du Territoire afin de lui garantir un plein emploi et une promotion.

— Assurer une priorité d'emploi pour tous les jeunes Calédoniens ayant terminé leurs études.

Dans le domaine administratif et politique.

— L'application sincère du régime de plein exercice à la ville de Nouméa ; la création de nouveaux sièges de conseillers avec des élections à la proportionnelle, comme les autres communes.

— La suppression progressive de la réglementation particulière dans le régime local des boissons et l'application du droit commun pour tous.

— Le transfert de la zone maritime au Territoire.

— L'octroi du droit de préemption à la collectivité locale.

— L'amnistie des ex-députés de Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française.

— L'opposition à toute formule de départementalisation.

— La mise en pratique du droit pour les Calédoniens d'administrer eux-mêmes leurs propres affaires dans l'ensemble français.

Chers compatriotes,

Je ne me présente pas seul, c'est tout le mouvement d'Union calédonienne qui se présente à mes côtés et aux côtés de mon remplaçant Georges Nagle, pour

vous demander de poursuivre la tâche de rénovation commencée ensemble depuis 1951 et qui s'impose plus que jamais en ces heures graves.

Surtout aujourd'hui pour la paix et le progrès de notre Territoire, pour la Calédonie unie, libre, prospère et heureuse pour une union de tous nos compatriotes conformément à notre devise :

« Deux couleurs mais un seul peuple ».

Votez Union calédonienne !

Votez

Roch PIDJOT
Député sortant
Conseiller territorial — Ancien conseiller général
Ancien ministre de l'Economie rurale
Ancien vice-président du Conseil de gouvernement
Président du comité directeur de l'Union calédonienne
Président de l'U.I.C.A.L.O.

Remplaçant éventuel :

Georges NAGLE
Maire de Poya
Président de la Commission permanente de l'Assemblée territoriale
Commissaire adjoint de l'Union calédonienne

POLYNÉSIE FRANÇAISE

M. Francis SANFORD

élu le 23 juin 1968

(P.D.M.)

TE E'A API O TE HERE AI'A

Habitants de la Polynésie française,

C'est en des circonstances graves pour la métropole et pour notre territoire que nous faisons appel à vous, aujourd'hui.

Comme la IVe République en 1958, la Ve fait, à son tour, faillite. Pas plus que le « régime des partis » qu'il a tant critiqué, le pouvoir personnel, exercé sans partage depuis dix ans, n'a pu tenir ses promesses. La France n'a pas encore « épousé son époque ». Sur le plan universitaire comme sur le plan industriel, notre pays est le plus attardé des Six de l'Europe occidentale.

A la veille de l'ouverture des frontières entre les nations du Marché commun, les étudiants et les travailleurs français viennent de secouer les chaînes qui entravent toujours le développement national.

Ne pouvant surmonter, par d'autres moyens, la réprobation des jeunes élites et du peuple laborieux, le général de Gaulle a dissous l'Assemblée Nationale et ordonné de nouvelles élections législatives.

Ces élections doivent être, pour nous, l'occasion de manifester clairement notre solidarité avec nos frères de métropole en les aidant à démocratiser les institutions nationales et à faire reprendre à la France tout entière sa marche normale vers le progrès et vers la paix. Car ce n'est que par la voix de notre député que nous pouvons aider à la réalisation des réformes qui s'imposent, tant en métropole qu'en Polynésie et ailleurs.

— En métropole, un nouvel — et plus juste — équilibre doit s'établir entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif.

En Polynésie française, une équitable répartition des compétences doit également s'opérer entre l'Etat et le territoire, par le moyen d'un statut d'autonomie interne qui permettra à un Conseil de Gouvernement, entièrement composé de personnalités locales et pleinement responsable devant l'Assemblée territoriale, de gérer, avec celle-ci, nos affaires intérieures selon la volonté de nos populations.

Le Gouvernement central serait représenté par un Haut-commissaire de la République dont l'autorité s'exercerait sur tout ce qui est de compétence nationale.

— En métropole, comme en Polynésie française, la renonciation à la force de frappe et aux études désuètes qu'elle nécessite libérera les savants qu'elle immobilise et les milliards qu'elle engloutit dans des œuvres de mort, savants et milliards qui pourront alors être utilisés dans les recherches de pointe et pour des œuvres de vie assurant l'avenir de tous les Français.

Ce programme, les démocrates du « E'A API » et du « HERE AI'A » se sont unis, depuis huit mois, pour œuvrer, de toutes leurs forces, à le réaliser. Ils l'ont fait, au sein de la majorité, à l'Assemblée territoriale, comme au sein de l'opposition, à l'Assemblée Nationale.

C'est pourquoi leurs leaders ont décidé de former ensemble la liste « TE E'A API O TE HERE AI'A » comprenant :

Francis Sanford, comme candidat député,
John Teariki, comme remplaçant éventuel.

L'un et l'autre ont déjà, dans le passé, obtenu individuellement votre confiance. Aujourd'hui, ils la méritent doublement car l'union de leurs deux noms sur un même bulletin de vote scelle définitivement l'union de toutes les bonnes volontés de ce territoire, union qui s'est encore récemment manifestée par la magnifique victoire que la liste « TE E'A API O TE HERE AI'A » a remportée aux élections partielles de Papeete.

Mais ce mouvement d'union de tous les braves gens du pays — par-delà les vieilles querelles enterrées — qui va s'élargissant chaque jour chez nous, ne se limite déjà plus à notre seul territoire. La récente mission en métropole accomplie conjointement par les délégations des Assemblées territoriales de Polynésie française et de Nouvelle-Calédonie, a scellé, entre Polynésiens et Calédoniens, une autre union celle de tous les Français du Pacifique, bien décidés à jouer, désormais, pleinement leur rôle dans cette partie du monde comme au sein de l'ensemble français.

Ainsi, Polynésiens, Calédoniens et métropolitains entendent joindre leurs efforts pour assurer ensemble leur avenir dans l'égalité, la liberté et la paix.

Contribuez tous à cette action territoriale, régionale et nationale en votant pour la liste.

TE E'A API A TE HERE AI'A.

Francis Ariioehau SANFORD
Député

Remplaçant éventuel :

John Mahuru TEARIKI dit « Toni »

Bulletin vert et rose, impression noire.

Liste ayant reçu l'investiture du groupe Progrès et démocratie moderne de M. Jacques Duhamel.

SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

M. Jacques-Philippe VENDROUX

(Candidat d'Union pour la défense de la République)

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Saint-Pierraises, Saint-Pierrais,

Miquelonnaises, Miquelonnais,

Le drapeau français n'est pas rouge.
Le drapeau français n'est pas noir.
Le drapeau de la France est bleu, blanc, rouge.

Certains agités et fauteurs de troubles ont tenté de semer le désordre, de faire régner l'anarchie.

D'autres ont voulu faire sombrer la République en s'attaquant aux principes les plus nobles de la démocratie, ceux de la liberté individuelle et de la liberté du travail.

Jamais nous ne pourrons tolérer les anarchistes au drapeau noir et les communistes au drapeau rouge.

Une fois encore, comme en 1940 et en 1958, le général de Gaulle vient de donner à la France un grand élan national vers

La paix, la liberté, la prospérité.

La population de Saint-Pierre-et-Miquelon apportera sa confiance et son soutien au général de Gaulle.

Le 20 juillet 1967 les habitants de l'archipel acclamaient le général de Gaulle.

Le 23 juin 1968, les habitants de l'archipel accorderont massivement leurs suffrages au candidat de l'Union pour la défense de la République.

Pour ce qui me concerne, mon seul but sera de continuer ce que j'ai commencé en mettant toute ma foi et toute ma volonté à votre disposition.

Vive Saint-Pierre-et-Miquelon !
Vive de Gaulle !
Vive la France !

Jacques-Philippe VENDROUX

Candidat de l'Union pour la défense de la République

Ancien 2e D.B. — Croix de guerre - Citations
Président de l'Union des parlementaires des D.O.M. et T.O.M.
Secrétaire général du Groupe d'amitié France-Canada
Député sortant

Remplaçant éventuel :

Georges FARVACQUE

Ancien Forces aériennes françaises libres — Croix de guerre
Adjoint au Commandant de l'aérodrome de Saint-Pierre

TERRITOIRE FRANÇAIS DES AFARS ET DES ISSAS

M. Abdoulkader MOUSSA ALI

(Candidat U.D. V^e^)

élu le 23 juin 1968

(U.D.R.)

Chers électrices, chers électeurs,

Le dimanche 23 juin, le Territoire français des Afars et des Issas doit désigner son représentant au sein de l'Assemblée Nationale.

A cette occasion, vous serez appelés, une fois encore, à prononcer votre attachement à la République française, à ses principes de vraie démocratie, et au général de Gaulle qui en est le plus sûr garant.

Vous n'hésiterez pas à rejeter la démagogie des partis politiques agitateurs qui dissimulent leurs caractères d'aventuriers et de dictature.

Vos suffrages constitueront, comme dans le passé, la majorité constructive qui s'est toujours réalisée depuis 1940 autour du général de Gaulle quand le danger est apparu.

J'ai le grand honneur, une fois de plus, d'être choisi par mes frères comme candidat à la députation.

Mon profond attachement au Territoire, à la démocratie, à la République et à la liberté, sont les motifs de ce choix.

Vous qui êtes animés de ces mêmes principes, vous me désignerez pour vous représenter, comme vous l'avez fait le 23 avril 1967, afin de participer avec la majorité, à l'œuvre de rénovation sociale, économique et culturelle entreprise par le Gouvernement français.

Vos voix viendront confirmer aux yeux du monde entier votre volonté inébranlable de poursuivre dans la paix sociale, la politique de justice et de liberté du général de Gaulle.

Vos voix viendront également confirmer la même volonté de rejeter la politique des partis qui est celle de l'aventure et aussi celle de la dictature.

ABDOULKADER MOUSSA ALI

Candidat de l'U.D. V^e^

LISTE DES DÉPUTÉS

proclamés élus à la suite des élections générales des 23 et 30 juin 1970.

A

MM.	
Abdoulkader Moussa Ali.	Territoire français des Afars et des Issas.
Abelin (Pierre)	Vienne (2e).
Achille-Fould (Aymar) .	Gironde (5e).
Aillières (Michel d').....	Sarthe (5e).
Alduy (Paul)	Pyrénées-Orientales (1re).
Alloncle (Michel)	Charente (3e).
Andrieux (Maurice)	Pas-de-Calais (10e).
Ansquer (Vincent)	Vendée (4e).
Anthonioz (Marcel)	Ain (2e).
Arnould (Léon)	Moselle (3e).
Aubert (Emmanuel)....	Alpes-Maritimes (4e).
Aymar (Robert)	Isère (3e).
Mme Aymé de la Chevrelière (Marie-Magdeleine)	Deux-Sèvres (1re).

B

Bailly (Jean)	Territoire de Belfort (2e).
Ballanger (Robert)	Seine-Saint-Denis (8e).
Barberot (Paul)	Ain (1re).
Barbet (Raymond)	Hauts-de-Seine (7e).
Barel (Virgile)	Alpes-Maritimes (1re).
Barrot (Jacques).......	Haute-Loire (1re).
Bas (Pierre)	Paris (4e).
Baudis (Pierre)	Haute-Garonne (2e).
Baudouin (Henri)	Manche (3e).
Baumel (Jacques)	Hauts-de-Seine (8e).
Bayle (Marcel)	Var (4e).
Bayou (Raoul)	Hérault (5e).

MM.	
Beauguitte (André)	Meuse (2e).
Bégué (Guy)	Lot-et-Garonne (2e).
Bénard (François)	Oise (5e).
Bénard (Mario)	Var (2e).
Bennetot (Michel de)...	Finistère (2e).
Benoist (Daniel)	Nièvre (1er).
Bérard (Jacques)	Vaucluse (3e).
Beraud (Marcel)	Pas-de-Calais (4e).
Berger (Henry)	Côte-d'Or (2e).
Bernasconi (Jean)......	Paris (27e).
Berthelot (Marcelin)....	Seine-Saint-Denis (2e).
Berthouin (Fernand) ...	Indre-et-Loire (3e).
Bettencourt (André) ...	Seine-Maritime (5e).
Beucler (Jean-Jacques)..	Haute-Saône (2e).
Beylot (Pierre)	Dordogne (3e).
Bichat (Jean)	Meurthe-et-Moselle (4e).
Bignon (Albert)	Charente-Maritime (2e).
Bignon (Charles)	Somme (3e).
Billecocq (Pierre)	Nord (2e).
Billères (René)	Hautes-Pyrénées (1re).
Billotte (Pierre)	Val-de-Marne (5e).
Billoux (François)	Bouches-du-Rhône (4e).
Bisson (Robert)	Calvados (2e).
Bizet (Emile)..........	Manche (2e).
Blary (Henri)	Nord (9e).
Boinvilliers (Jean)	Cher (2e).
Boisdé (Raymond)	Cher (1re).
Bonhomme (Jean)	Tarn-et-Garonne (1re).
Bonnel (Pierre)	Pas-de-Calais (3e).
Bonnet (Christian)	Morbihan (2e).
Bord (André)..........	Bas-Rhin (2e).
Bordage (Augustin)	Deux-Sèvres (3e).

MM.	
Borocco (Edmond)	Haut-Rhin (1re).
Boscary-Monsservin	Aveyron (1re).
Boscher (Michel)	Essonne (2e).
Bouchacourt (Jacques)	Nièvre (2e).
Boudet (Roland)	Orne (2e).
Boulay (Arsène)	Puy-de-Dôme (1re).
Boulin (Robert)	Gironde (9e).
Boulloche (André)	Doubs (2e).
Bourdellès (Pierre)	Côtes-du-Nord (5e).
Bourgeois (Georges)	Haut-Rhin (2e).
Bourges (Yvon)	Ille-et-Vilaine (6e).
Bourgoin (Pierre)	Paris (12e).
Bousseau (Marcel)	Vendée (2e).
Boutard (Jacques)	Haute-Vienne (2e).
Boyer (Jean)	Isère (6e).
Bozzi (Jean)	Corse (1re).
Bressolier (Henry)	Tarn (1re).
Brettes (Robert)	Gironde (6e).
Brial (Benjamin)	Wallis et Futuna.
Bricout (Edmond)	Aisne (2e).
Briot (Louis)	Aube (1re).
Brocard (Jean)	Haute-Savoie (1re).
Broglie (Jean de)	Eure (1re).
Brugerolle (André)	Charente-Maritime (3e).
Brugnon (Maurice)	Aisne (3e).
Buot (Henri)	Calvados (1re).
Buron (Pierre)	Mayenne (1re).
Bustin (Georges)	Nord (18e).

C

Caill (Antoine)	Finistère (5e).
Caillau (Georges)	Lot-et-Garonne (1re).
Caillaud (Paul)	Vendée (1re).
Caille (René)	Rhône (1re).
Caldaguès (Michel)	Paris (5e).
Calméjane (Robert)	Seine-Saint-Denis (5e).
Capelle (Jean)	Dordogne (2e).
Capitant (René)	Paris (3e).
Carpentier (Georges)	Loire-Atlantique (6e).
Carter (Roland)	Paris (30e).
Cassabel (Jean-Pierre)	Aude (3e).
Cassagne (René)	Gironde (4e).

MM.	
Catalifaud (Albert)	Aisne (4e).
Catry (Benjamin)	Pas-de-Calais (8e).
Cattin-Bazin (Maurice)	Isère (7e).
Cazenave (Franck)	Gironde (7e).
Cermolacce (Paul)	Bouches-du-Rhône (7e).
Cerneau (Marcel)	La Réunion (3e).
Césaire (Aimé)	Martinique (2e).
Chaban-Delmas (Jacques)	Gironde (2e).
Chalandon (Albin)	Hauts-de-Seine (2e).
Chamant (Jean)	Yonne (2e).
Chambon (Jean)	Pas-de-Calais (2e).
Chambrun (Charles de)	Lozère (2e).
Chandernagor (André)	Creuse (2e).
Chapalain (Jean-Yves)	Sarthe (1re).
Charbonnel (Jean)	Corrèze (2e).
Charié (Pierre)	Loiret (3e).
Charles (Arthur)	Côtes-du-Nord (1re).
Charret (Edouard)	Rhône (3e).
Chaumont (Jacques)	Sarthe (2e).
Chauvet (Augustin)	Cantal (1re).
Chazalon (André)	Loire (3e).
Chazelle (René)	Haute-Loire (2e).
Chirac (Jacques)	Corrèze (3e).
Claudius-Petit (Emile)	Loire (4e).
Clavel (Georges)	Hérault (2e).
Clostermann (Pierre)	Yvelines (4e).
Cointat (Michel)	Ille-et-Vilaine (5e).
Collette (Henri)	Pas-de-Calais (6e).
Collière (André)	Hérault (3e).
Comiti (Joseph)	Bouches-du-Rhône (1re).
Commenay (Jean-Marie)	Landes (3e).
Conte (Arthur)	Pyrénées-Orientales (2e).
Cormier (Paul)	Loir-et-Cher (3e).
Cornet (Pierre)	Ardèche (1re).
Cornette (Maurice)	Nord (12e).
Corrèze (Roger)	Loir-et-Cher (2e).
Couderc (Pierre)	Lozère (1re).
Coumaros (Jean)	Moselle (6e).
Cousté (Pierre-Bernard)	Rhône (5e).
Couve de Murville (Maurice)	Paris (6e).
Couveinhes (René)	Hérault (1re).
Cressard (Jacques)	Ille-et-Vilaine (1re).

D

MM.	
Damette (Auguste)	Nord (13e).
Danel (Liévin)	Nord (3e).
Danilo (Philippe)	Rhône (7e).
Darchicourt (Fernand)..	Pas-de-Calais (14e).
Dardé (Jean)	Haute-Garonne (4e).
Darras (Henri)	Pas-de-Calais (12e).
Dassault (Marcel)	Oise (1re).
Dassié (Félicien)	Loire-Atlantique (2e).
Debré (Michel)	La Réunion (1re).
Dechartre (Philippe) ...	Charente-Maritime (1re).
Defferre (Gaston)	Bouches-du-Rhône (3e).
Degraeve (Jean)	Marne (3e).
Delachenal (Jean)	Savoie (1re).
Delahaye (André)	Eure (3e).
Delatre (Georges)	Seine-Maritime (10e).
Delelis (André)	Pas-de-Calais (13e).
Deliaune (Gérard)	Gironde (10e).
Delmas (Louis)	Aveyron (3e).
Delong (Jacques)	Haute-Marne (2e).
Delorme (Claude)	Basses-Alpes (2e).
Deniau (Xavier)	Loiret (4e).
Denis (Bertrand)	Mayenne (3e).
Denvers (Albert)	Nord (11e).
Deprez (Charles)	Hauts-de-Seine (5e).
Destremau (Bernard) ..	Yvelines (5e).
Didier (Emile).........	Hautes-Alpes (1re).
Mlle Dienesch (Marie-Madeleine)	Côtes-du-Nord (3e).
Dijoud (Paul)	Hautes-Alpes (2e).
Dominati (Jacques)	Paris (2e).
Douzans (Jacques)	Haute-Garonne (5e).
Dronne (Raymond)	Sarthe (3e).
Ducoloné (Guy)	Hauts-de-Seine (11e).
Ducos (Hippolyte)	Haute-Garonne (6e).
Ducray (Gérard)	Rhône (10e).
Duhamel (Jacques)	Jura (2e).
Dumas (Pierre)	Savoie (3e).
Dumortier (Jeannil) ...	Pas de Calais (5e).
Dupont-Fauville (Hubert)	Pas-de-Calais (9e).
Dupuy (Fernand)	Val-de-Marne (2e).
Duraffour (Paul).......	Saône-et-Loire (2e).
Durafour (Michel)	Loire (1re).
Durieux (Jean)	Nord (17e).
Duroméa (André)	Seine-Maritime (7e).
Dusseaulx (Roger)	Seine-Maritime (1re).
Duval (Michel)	Puy-de-Dôme (5e).
Duvillard (Henri)	Loiret (1re).

E

Ehm (Albert)	Bas-Rhin (4e).

F

Fabre (Robert)	Aveyron (2e).
Fagot (Alban)	Isère (4e).
Fajon (Etienne)	Seine-Saint-Denis (1re).
Falala (Jean)..........	Marne (2e).
Fanton (André)	Paris (9e).
Faure (Edgar)	Doubs (3e).
Faure (Gilbert)	Ariège (1re).
Faure (Maurice)	Lot (1re).
Favre (Jean)	Haute-Marne (1re).
Feït (René)	Jura (1re).
Feix (Léon)	Val-d'Oise (3e).
Feuillard (Gaston)	Guadeloupe (3e).
Fievez (Henri)	Nord (20e).
Flornoy (Bertrand)	Seine-et-Marne (3e).
Fontaine (Jean)	La Réunion (2e).
Fontanet (Joseph)	Savoie (2e).
Fortuit (Jean-Claude) ..	Essonne (1re).
Fossé (Roger)	Seine-Maritime (8e).
Fouchet (Christian).....	Meurthe-et-Moselle (5e).
Fouchier (Jacques).....	Deux-Sèvres (2e).
Foyer (Jean)	Maine-et-Loire (2e).
Frey (Roger)	Paris (11e).
Frys (Joseph)	Nord (7e).

G

Gaillard (Félix)	Charente (2e).
Galley (Robert)	Aube (2e).

MM.

Garcin (Edmond)	Bouches-du-Rhône (6e).
Gardeil (Robert)	Bouches-du-Rhône (5e).
Gastines (Henri de)	Mayenne (2e).
Gaudin (Pierre)	Var (1re).
Georges (Maurice)	Seine-Maritime (6e).
Gerbaud (François)	Indre (1re).
Gerbet (Claude)	Eure-et-Loir (1re).
Germain (Hubert)	Paris (14e).
Gernez (Raymond)	Nord (16e).
Giacomi (Pierre)	Corse (2e).
Giscard d'Estaing (Olivier)	Alpes-Maritimes (5e).
Giscard d'Estaing (Valéry)	Puy-de-Dôme (2e).
Gissinger (Antoine)	Haut-Rhin (5e).
Godefroy (Pierre)	Manche (4e).
Godon (Gérard)	Yvelines (3e).
Gorse (Georges)	Hauts-de-Seine (10e).
Gosnat (Georges)	Val-de-Marne (3e).
Grailly (Michel de)	Paris (15e).
Granet (Paul)	Aube (3e).
Griotteray (Alain)	Val-de-Marne (4e).
Grondeau (Jacques)	Gironde (3e).
Grussenmeyer (François)	Bas-Rhin (7e).
Guéna (Yves)	Dordogne (1re).
Guichard (Olivier)	Loire-Atlantique (7e).
Guilbert (Raymond)	Manche (1re).
Guille (Georges)	Aude (1re).
Guillermin (Henri)	Rhône (2e).

H

Habib-Deloncle (Michel)	Paris (20e).
Halbout (Emile)	Orne (3e).
Halgouët (Yves du)	Morbihan (4e).
Hamon (Léo)	Essonne (4e).
Hauret (Robert)	Maine-et-Loire (4e).
Mme de Hauteclocque (Nicole)	Paris (18e).
Hébert (Jacques)	Manche (5e).
Helène (Léopold)	Guadeloupe (1re).
Herman (Pierre)	Nord (8e).
Hersant (Robert)	Oise (3e).

MM.

Herzog (Maurice)	Haute-Savoie (3e).
Hinsberger (Etienne)	Moselle (7e).
Hoffer (Marcel)	Vosges (1re).
Hoguet (Michel)	Eure-et-Loir (3e).
Houel (Marcel)	Rhône (6e).
Hunault (Xavier)	Loire-Atlantique (5e).

I

Icart (Fernand)	Alpes-Maritimes (3e).
Ihuel (Paul)	Morbihan (6e).
Inchauspé (Michel)	Basses-Pyrénées (3e).

J

Jacquet (Marc)	Seine-et-Marne (1re).
Jacquet (Michel)	Loire (7e).
Jacquinot (Louis)	Meuse (1re).
Jacson (William)	Meurthe-et-Moselle (2e).
Jalu (Pierre)	Gard (4e).
Jamot (Michel)	Yvelines (1re).
Janot (Pierre)	Dordogne (4e).
Jarrot (André)	Saône-et-Loire (4e).
Jeanneney (Jean-Marcel)	Isère (2e).
Jenn (Alphonse)	Haut-Rhin (3e).
Joanne (Louis)	Charente-Maritime (4e).
Joxe (Louis)	Rhône (4e).
Julia (Didier)	Seine-et-Marne (5e).

K

Kaspereit (Gabriel)	Paris (7e).
Kédinger (Pierre)	Moselle (2e).
Krieg (Pierre-Charles)	Paris (1re).

L

Labbé (Claude)	Hauts-de-Seine (9e).
Lacagne (Henri)	Saône-et-Loire (3e).
Lacavé (Paul)	Guadeloupe (2e).
La Combe (René)	Maine-et-Loire (6e).
Lafay (Bernard)	Paris (22e).

MM.	
Lagorce (Pierre)	Gironde (8e).
Lainé (Jean)	Eure (2e).
Lamps (René)	Somme (1re).
Larue (Tony)	Seine-Maritime (2e).
Lassourd (Henri)	Ille-et-Vilaine (3e).
Laudrin (Hervé)	Morbihan (3e).
Lavielle (Henri)	Landes (2e).
Lebas (Bernard)	Nord (22e).
Le Bault de la Morinière (René)	Maine-et-Loire (5e).
Lebon (André)	Ardennes (2e).
Lecat (Jean-Philippe) ..	Côte-d'Or (3e).
Le Douarec (François)..	Ille-et-Vilaine (2e).
Lehn (Gérard)	Bas-Rhin (5e).
Lejeune (Max)	Somme (4e).
Lelong (Pierre)	Finistère (4e).
Lemaire (Maurice)	Vosges (2e).
Lepage (Pierre)	Indre-et-Loire (2e).
Leroy (Roland)	Seine-Maritime (3e).
Leroy-Beaulieu (Pierre).	Hérault (4e).
Le Tac (Joël)	Paris (26e).
Le Theule (Joël)	Sarthe (4e).
L'Huillier (Waldeck) ...	Hauts-de-Seine (1re).
Limouzy (Jacques).....	Tarn (2e).
Liogier (Albert)	Ardèche (3e).
Lipkowski (Jean de)....	Charente-Maritime (5e).
Lolive (Jean)..........	Seine-Saint-Denis (6e).
Longequeue (Louis) ...	Haute-Vienne (3e).
Lucas (Pierre)	Bouches-du-Rhône (2e).
Luciani (Emile)	Somme (5e).

M

Macquet (Benoit)	Loire-Atlantique (3e).
Mainguy (Paul)........	Hauts-de-Seine (13e).
Malaud (Philippe)	Saône-et-Loire (1re).
Malène (Christian de la).	Paris (16e).
Marcellin (Raymond)...	Morbihan (1re).
Marcenet (Albert)......	Paris (31e).
Marcus (Claude)	Paris (8e).
Marette (Jacques)	Paris (17e).
Marie (Bernard)	Basses-Pyrénées (4e).

MM.	
Martin (Claude)	Paris (10e).
Martin (Hubert)	Meurthe-et-Moselle (6e).
Massé (Jean)	Bouches-du-Rhône (8e).
Massot (Marcel)	Basses-Alpes (1re).
Massoubre (Jean-Louis).	Somme (2e).
Mathieu (Gilbert)	Côte-d'Or (4e).
Mauger (Pierre)	Vendée (3e).
Maujoüan du Gasset (Joseph)	Loire-Atlantique (4e).
Mazeaud (Pierre)	Hauts-de-Seine (12e).
Médecin (Jacques)	Alpes-Maritimes (2e).
Menu (Robert)	Nord (4e).
Mercier (Jacques)	Essonne (3e).
Messmer (Pierre)	Moselle (8e).
Meunier (Lucien)	Ardennes (1re).
Michelet (Edmond)	Finistère (1re).
Miossec (Gabriel)	Finistère (7e).
Mirtin (André)	Landes (1re).
Missoffe (François)	Paris (24e).
Mitterrand (François) ..	Nièvre (3e).
Modiano (Henri)	Paris (13e).
Mohamed (Ahmed)	Comores.
Mollet (Guy)	Pas-de-Calais (1re).
Mondon (Raymond)....	Moselle (1re).
Montalat (Jean)	Corrèze (1re).
Montesquiou (Pierre de).	Gers (2e).
Morison (Pierre)	Rhône (7e).
Moron (Jacques)	Haute-Garonne (3e).
Moulin (Arthur)	Nord (21e).
Mourot (Jean-Paul)	Indre (3e).
Musmeaux (Arthur) ...	Nord (19e).

N

Narquin (Jean)	Maine-et-Loire (1re).
Nessler (Edmond)	Oise (2e).
Neuwirth (Lucien)	Loire (2e).
Nilès (Maurice)	Seine-Saint-Denis (4e).
Notebart (Arthur)	Nord (5e).
Nungesser (Roland) ...	Val-de-Marne (6e).

O

MM.

Odru (Louis)	Seine-Saint-Denis (7e).
Offroy (Raymond)	Seine-Maritime (9e).
Ollivro (Edouard)	Côtes-du-Nord (4e).
Ornano (Michel d')	Calvados (3e).
Ortoli (François-Xavier)	Nord (1re).

P

Palewski (Jean-Paul)	Yvelines (2e).
Papon (Maurice)	Cher (3e).
Paquet (Aimé)	Isère (1re).
Pasqua (Charles)	Hauts-de-Seine (4e).
Peretti (Achille)	Hauts-de-Seine (6e).
Péronnet (Gabriel)	Allier (4e).
Perrot (Gaston)	Yonne (3e).
Petit (Camille)	Martinique (1re).
Petit (Jean-Claude)	Finistère (8e).
Peyrefitte (Alain)	Seine-et-Marne (4e).
Peyret (Claude)	Vienne (3e).
Philibert (Louis)	Bouches-du-Rhône (9e).
Pianta (Georges)	Haute-Savoie (2e).
Pic (Maurice)	Drôme (2e).
Pidjot (Roch)	Nouvelle-Calédonie et dépendances et Nouvelles-Hébrides.
Pierrebourg (Olivier de)	Creuse (1re).
Planeix (Joseph)	Puy-de-Dôme (3e).
Plantier (Maurice)	Basses-Pyrénées (2e).
Pleven (René)	Côtes-du-Nord (2e).
Mme Ploux (Suzanne)	Finistère (6e).
Poirier (Jean-Marie)	Val-de-Marne (8e).
Pompidou (Georges)	Cantal (2e).
Poncelet (Christian)	Vosges (3e).
Poniatowski (Michel)	Val-d'Oise (1re).
Pons (Bernard)	Lot (2e).
Poudevigne (Jean)	Gard (2e).
Poujade (Robert)	Côte-d'Or (1re).
Poulpiquet (Gabriel de)	Finistère (3e).
Pouyade (Pierre)	Var (3e).
Préaumont (Jean de)	Paris (23e).
Mme Prin (Jeannette)	Pas-de-Calais (11e).
Privat (Charles)	Bouches-du-Rhône (11e).

Q

MM.

Quentier (René)	Oise (4e).

R

Rabourdin (Guy)	Seine-et-Marne (2e).
Radius (René)	Bas-Rhin (1re).
Ramette (Arthur)	Nord (15e).
Regaudie (René)	Haute-Vienne (1re).
Renouard (Isidore)	Ille-et-Vilaine (4e).
Réthoré (Raymond)	Charente (1re).
Rey (Henry)	Loire-Atlantique (1re).
Ribadeau Dumas (Roger)	Drôme (1re).
Ribes (Pierre)	Yvelines (7e).
Ribière (René)	Val-d'Oise (4e).
Richard (Jacques)	Val-d'Oise (2e).
Richard (Lucien)	Loire-Atlantique (8e).
Rieubon (René)	Bouches-du-Rhône (10e).
Ritter (Georges)	Bas-Rhin (3e).
Rivain (Philippe)	Maine-et-Loire (3e).
Rives-Henrÿs (André)	Paris (29e).
Rivière (Joseph)	Rhône (9e).
Rivière (Paul)	Loire (6e).
Rivierez (Hector)	Guyane.
Rocca Serra (Jean-Paul de)	Corse (3e).
Rochet (Waldeck)	Seine-Saint-Denis (3e).
Roger (Emile)	Nord (14e).
Rolland (Hector)	Allier (1re).
Rossi (André)	Aisne (5e).
Roucaute (Roger)	Gard (3e).
Rousset (David)	Isère (5e).
Roux (Claude)	Paris (19e).
Roux (Jean-Pierre)	Vaucluse (1re).
Royer (Jean)	Indre-et-Loire (1re).
Ruais (Pierre)	Paris (28e).

S

Sabatier (Guy)	Aisne (1re).
Sablé (Victor)	Martinique (3e).
Said Ibrahim (Adeham)	Comores.

MM.

Saint-Paul (André).....	Ariège (2e).
Sallé (Louis)	Loiret (2e).
Sallenave (Pierre)	Basses-Pyrénées (1re).
Sanford (Francis)	Polynésie.
Sanguinetti (Alexandre).	Haute-Garonne (1re).
Santoni (Georges)	Vaucluse (2e).
Sarnez (Olivier de).....	Seine-Maritime (4e).
Sauzedde (Fernand) ...	Puy-de-Dôme (4e).
Schloesing (Edouard) ..	Lot-et-Garonne (3e).
Schnebelen (Maurice)...	Moselle (4e).
Schumann (Maurice) ...	Nord (10e).
Schvartz (Julien)	Moselle (5e).
Sibeud (Gérard)	Drôme (3e).
Soisson (Jean-Pierre) ..	Yonne (1re).
Souchal (Roger)	Meurthe-et-Moselle (1re).
Sourdille (Jacques).....	Ardennes (3e).
Spénale (Georges)	Tarn (3e).
Sprauer (Germain)	Bas-Rhin (8e).
Stasi (Bernard)	Marne (4e).
Stehlin (Paul)	Paris (21e).
Stirn (Olivier)	Calvados (5e).
Sudreau (Pierre)	Loir-et-Cher (1re).

T

Taittinger (Jean)	Marne (1re).
Terrenoire (Alain)	Loire (5e).
Terrenoire (Louis)	Orne (1re).
Thillard (Paul)	Hautes-Pyrénées (2e).
Mme Thome-Patenôtre (Jacqueline)	Yvelines (8e).
Thorailler (Edmond) ...	Eure-et-Loir (2e).
Tissandier (Maurice) ...	Indre (2e).
Tisserand (André)	Territoire de Belfort (1re).
Tomasini (René)	Eure (4e).
Tondut (Paul)	Gard (1re).
Torre (Henri)	Ardèche (2e).
Tremeau (Bernard)	Saône-et-Loire (5e).
Triboulet (Raymond) ..	Calvados (4e).

MM.

Tricon (Emile)	Hauts-de-Seine (3e).
Mme Troisier (Solange).	Val-d'Oise (5e).
M. Trorial (Jacques)....	Meurthe-et-Moselle (7e).

V

Mme Vaillant-Couturier (Marie-Claude)	Val-de-Marne (1re).
Valenet (Raymond) ...	Seine-Saint-Denis (7e).
Valleix (Jean)	Gironde (1re).
Vallon (Louis)	Paris (25e).
Vals (Francis)	Aude (2e).
Vandelanoitte (Robert) .	Nord (6e).
Védrines (Henri).......	Allier (2e).
Vendroux (Jacques) ...	Pas-de-Calais (7e).
Vendroux (Jacques-Philippe)............	Saint-Pierre-et-Miquelon.
Ver (Antonin)	Tarn-et-Garonne (2e).
Verpillière (Guy de la)..	Ain (3e).
Vertadier (Pierre)	Vienne (1re).
Vignaux (Paul)	Gers (1re).
Villon (Pierre)	Allier (3e).
Vitter (Pierre)	Haute-Saône (1re).
Vitton (Roger de)	Morbihan (5e).
Vivien (Robert-André)..	Val-de-Marne (7e).
Voilquin (Albert)	Vosges (4e).
Voisin (Alban)	Nord (23e).
Voisin (André)	Indre-et-Loire (4e).

W

Wagner (Robert)	Yvelines (6e).
Weber (Pierre)	Meurthe-et-Moselle (3e).
Weinman (Jacques) ...	Doubs (1re).
Westphal (Alfred)	Bas-Rhin (6e).

Z

Ziller (Pierre)	Alpes-Maritimes (6e).
Zimmermann (Raymond)	Haut-Rhin (4e).

ÉLECTION ANNULÉE

par décision du Conseil constitutionnel.

M. Ducoloné. — Hauts-de-Seine (11e circonscription). — 3 octobre 1968.

Imprimerie de l'Assemblée Nationale

RECUEIL
DES
TEXTES AUTHENTIQUES
DES PROGRAMMES
ET ENGAGEMENTS
ÉLECTORAUX
DES
23 ET 30 JUIN 1968

II

MORBIHAN
À TERRITOIRE
DE BELFORT
DÉPARTEMENTS
D'OUTRE-MER
TERRITOIRES
D'OUTRE-MER